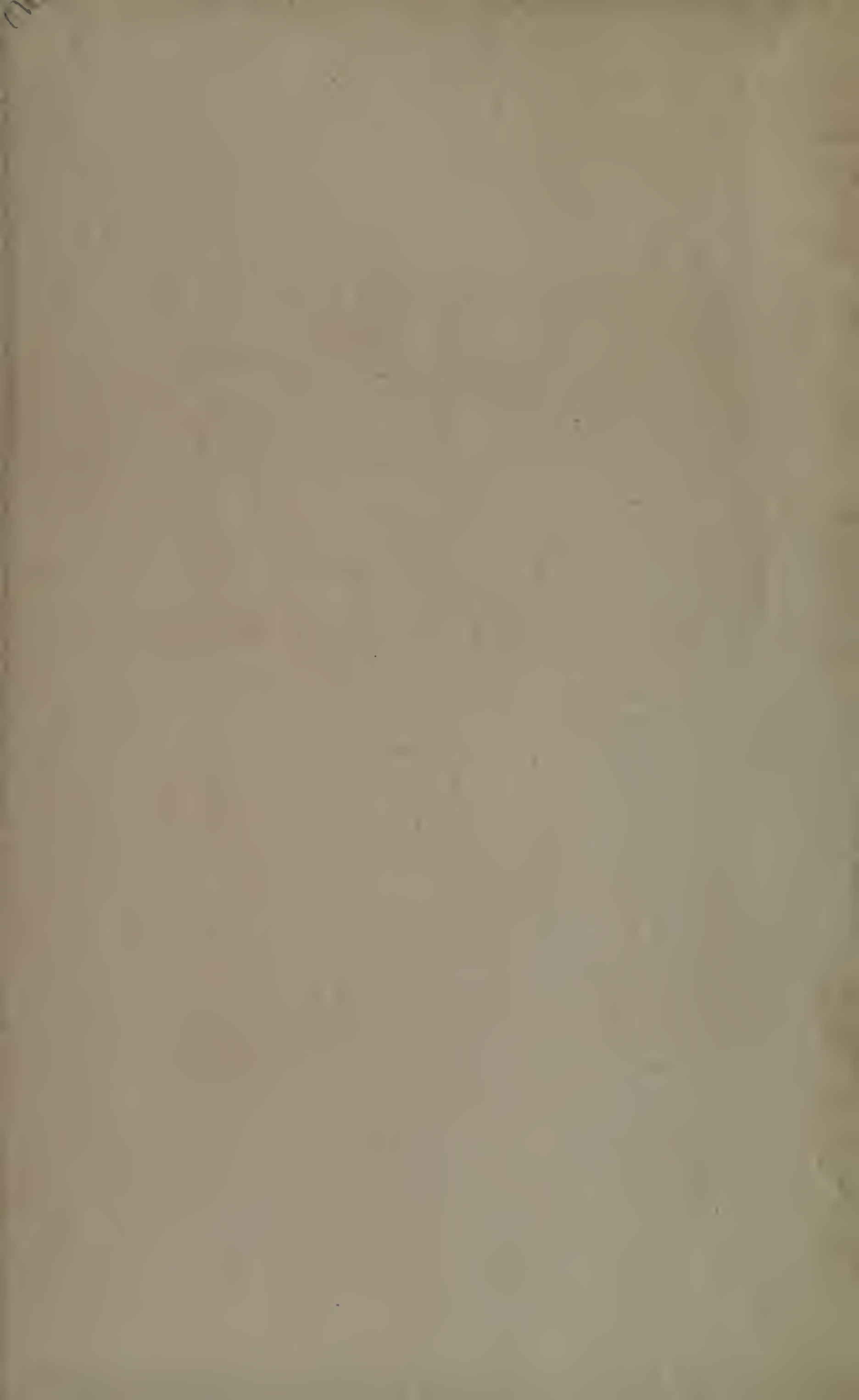




ARCHIVES

OU

CORRESPONDANCE INÉDITE

DE LA MAISON

D'ORANGE-NASSAU

ARCHIVES

OU

CORRESPONDANCE INÉDITE

DE LA MAISON

D'ORANGE-NASSAU

RECUEIL

PUBLIÉ AVEC AUTORISATION DE S. M. LE ROI

PAR

Mr. G. GROEN VAN PRINSTERER

ARCHIVES

OU

CORRESPONDANCE INÉDITE

DE LA MAISON

D'ORANGE-NASSAU

CINQUIÈME SÉRIE

PUBLIÉE AVEC AUTORISATION DE S. M. LA REINE

PAR

Le Directeur des Archives de la Maison Royale

F. J. L. KRÄMER

Docteur ès Lettres, Ancien Professeur à l'Université d'Utrecht

TOME III

1782—1789

LEYDE

A. W. SIJTHOFF

1915

Ce troisième volume de la cinquième série des Archives de la Maison d'Orange-Nassau en sera le dernier. La commission pour la publication de sources historiques ayant largement puisé dans les Archives de la Maison Royale pour ses „Gedenkstukken" qui remontent à l'an 1789, il serait vraiment inutile de poursuivre la publication des Archives au delà de cette époque. Ainsi je pourrais considérer comme terminée la tâche qui m' était imposée par l'interruption du travail de M. Groen van Prinsterer, ne fût ce qu'il reste encore à combler la lacune qui subsiste pour la période de 1702—1747, c. à. d. de la mort de Guillaume III jusqu'au rétablissement du stadhoudérat. Or, il est douteux que cette lacune soit causée par la perte d'une liasse de documents, triés par M. Groen, comme je le supposais il y a dix ans (voir l'introduction au premier volume de la troisième série, p. XV). Un billet de M. Groen à son ami et collaborateur M. Bodel-Nijenhuis me semble indiquer qu'il faut chercher la cause ailleurs. Ce billet, que le hasard me fit tomber entre les mains, traitant de la publication des Archives, dont M. Bodel composa les régistres, porte une notice de sa main, probablement d'après une communication orale et postérieure

de son correspondant: „Il y beaucoup dans les Archives de S. M. sur le mariage de la princesse Anglaise en 1641, rien sur la paix de Munster, presque rien sur la jeunesse de Guillaume III. *Egalement rien sur les* 30 *premières années du* 18e *siècle.* Mais beaucoup sur le temps de Guillaume IV et Anne ...."

C'est bien cette absence de documents qui explique le défaut de dossiers, destinés à la publication. En effet un examen provisoire n'a produit qu'une seule liasse de copies—déjà signalée dans l'introduction à la troisième série ll. — et un certain nombre de lettres de M. Bentinck-Rhoon, d'une date antérieure à 1747.

En tout cas il s'entend que ni la richesse ni l'importance des archives Nassoviennes de ce temps ne sauraient égaler celle des périodes antérieures, et il est probable que les documents dignes d'être insérés dans un volume supplémentaire ne pourraient former qu'une collection modique. La situation politique pendant ces quarante-cinq années n'était pas favorable aux intérêts de la famille des Orange-Nassau, déjà si grièvement frappée par la mort du dernier prince de la branche aînée et peu de temps après par celle du valeureux prince Frison, qui périt à l'âge de vingt-quatre ans, laissant son épouse enceinte d'un enfant qui serait le seul représentant mâle de sa glorieuse race dans les Provinces-Unies. Pour assurer autant que possible l'achèvement de la publication des Archives j'avais sollicité de nouveau la collaboration de mon collègue

et ami le professeur Bussemaker, qui à ma grande satisfaction n'hésita pas à se charger de l'examen nécessaire des documents susdits pendant que moi-même je m'occupais de la préparation du présent volume: j'espérais qu'étant de quinze ans plus jeune il pourrait achever la publication, projetée en 1831, dans le cas où le temps de le faire moi-même ne me serait pas accordé. Et voilà qu'une mort imprévue l'arracha subitement à sa famille, à ses amis et à son travail et me priva d'un collaborateur que je regrette profondément.

Me souvenant du système de mon prédécesseur qui n'admit que les documents essentiellement politiques, et pour cette raison exclut ceux de la branche Frisonne, hormis un certain nombre de lettres des comtes Guillaume Louis et Guillaume Frédéric et telles autres, je m'empresserai de me mettre au fait des matériaux de la période susdite et d'en publier un recueil en cas qu'ils se prouvent d'un intérêt assez grand: sinon je considérerai le présent volume comme le dernier de la publication entière, content d'avoir pu mener à fin la grande entreprise, conçue et inaugurée il y a quatre-vingt ans par M. Groen van Prinsterer, sous les auspices du roi Guillaume I.

La période de la vingtaine d'annéesqui clôt le dix-huitième siècle, est la plus déplorable de l'histoire des Pays-Bas. Les désastres de la guerre Anglaise, la paix peu honorable, les réclamations

humiliantes de l'Autriche, l'asservissement de l'état à la France, les troubles intestins, l'intervention Prussienne, l'émigration des chefs du parti vaincu, enfin la crise de 1795, tout cela est bien triste. Mais ce qui affecte plus péniblement que toute autre chose c'est la persécution effrénée du prince d'Orange, qu'on ne se lassait d'accabler d'injures au moyen de résolutions qui, pour être pusillanimes et ridicules, n'en étaient pas moins outrageantes. Que penser d'une assemblée qui discutait une proposition tendant à supprimer les armes du prince, figurant sur les boîtes des huissiers!

Dès le début de l'opposition des colonies Anglaises contre la mère-patrie, les théories démocratiques, que les Américains venaient de formuler, avaient fait leur entrée aux Pays-Bas, où l'on s'était empressé de les propager. De nos jours on a voulu forcément retracer les opinions ou du moins les principes démocratiques jusqu'en 1747 et 1748, voire même jusqu'à une époque antérieure, et il y a des historiens qui soutiennent qu'on peut suivre le fil de la démocratie à travers le dix-huitième siècle. Toutefois ils auraient, ce me semble, de la peine à démontrer que les classes inférieures avaient aspiré à la participation au gouvernement, qu'elles avaient cultivé des prétentions à l'égalité, que la société avait la conscience des principes des droits de l'homme et de la souveraineté du peuple, posés par les Américains et propagés au delà de l'Océan par les Français, principes qui furent et

restaient la base de la démocratie. Quoi qu'il en soit, les protestations des Américains avaient un retentissement énorme, et bientôt elles donnèrent naissance au parti qui se parait du beau nom de patriotes. Mais les adhérents de ce soi-disant patriotisme ne se recrutaient pas exclusivement parmi les enthousiastes, les fauteurs des idées modernes, les idéalistes de bonne foi : leurs rangs furent renforcés par le concours des mécontents, qui s'affligeaient de la confusion et de la faiblesse du gouvernement, des ambitieux, qui se promettaient quelque profit d'un changement, des jaloux, qui enviaient les faveurs d'autrui, des intéressés, dont l'amour du gain dirigeait les convictions politiques. Ce parti, sans programme quelconque, concentrait son action sur un seul but: le renversement du stadhouder. Préparée par l'attaque contre le duc de Brunswic, qu'on réussit à perdre en dévoilant le „secret" de l'acte de consultation — secret qui seize ans auparavant avait été le secret de tout le monde — la campagne s'ouvrit contre le prince lui-même. D'une part une presse méprisable s'épuisait impunément en invectives et injures, d'autre part les chefs de l'opposition se surpassaient en tracasseries sans nombre. Ils finirent par provoquer la résolution du prince de quitter La Haye; ce n'était que sous la protection d'une armée Prussienne qu'il y rentra.

Le spectacle de cette lutte est peu édifiant. Plus on connaît l'histoire intime de cette période, plus on s'en dégoûte. Tout en se souvenant et se répétant que de tout temps la phrase

l'a emporté sur le bon sens, la passion sur la sagesse, on ne peut s'empêcher de s'étonner que des gens avisés, instruits, bien élevés, ont pu ou voulu s'avilir jusqu'à faire cause commune avec l'ignoble cabale qui, portant elle même sur le front la marque de sa servile Gallomanie, ne se lassait pas de lancer contre le prince l'accusation d'Anglomanie, afin de ruiner son autorité. On a vanté la révolution de 1795, dont les origines remontent à l'époque de la guerre des colonies Américaines, parce qu'elle a fait table rase des institutions surannées de la République: c'est comme qui voudrait vanter quelque effroyable catastrophe, un vaste incendie, une grave épidémie, une guerre sanglante et désastreuse, parce qu'elle débarrasse la société de beaucoup que personne ne saurait regretter. A quelquechose malheur est bon, mais il n'en reste pas moins malheur: si la révolution a frayé le chemin aux meilleures conditions de vie politique, elle n'en reste pas moins odieuse.

Après la rencontre de Doggersbank — le dernier événement considérable commémoré dans le volume précédent — le rôle politique du prince d'Orange s'effaça rapidement. Accoutumé dès son enfance à suivre les conseils d'autrui il prêtait l'oreille aux avis les plus divers, sans savoir au juste où placer sa confiance, ou plutôt se méfiant même des personnes bien intentionnées. Jaloux de son autorité, il se fit parfois valoir et se montra inflexible, probablement dans le but de vaincre ou de cacher sa docilité naturelle,

symptôme de faiblesse qui n'est pas rare, les natures irrésolues s'efforçant quelquefois à se couvrir de l'opiniâtreté, comme les caractères timides se défendent souvent de leur défaut par l'impertinence.

Ces traits de son caractère exposaient le prince aux jugements sévères de ses contemporains, qu'on connaît par les Mémoires de Hardenbroek, et décourageaient ses amis, qui se désolaient de l'inconstance qu'il manifestait dans ses paroles, ses décisions et ses actions. Ils le regrettaient d'autant plus qu'ils connaissaient la bonté de son coeur, son amour sincère de sa patrie, son dévouement aux intérêts de l'état, l'assiduité scrupuleuse avec laquelle il ménageait et respectait les droits des collèges du gouvernement et les usances et coutumes traditionnelles.

Ce sont ces sentiments qui se traduisent dans les documents du prince, conservés parmi les Archives de la Maison Royale, non seulement dans ses remontrances officielles, mais aussi dans ses correspondances. Partout c'est la ferme volonté de servir le véritable intérêt de la patrie, le bon sens aussi et la franchise, toute autre chose enfin que la fameuse Anglomanie.

Il va sans dire que les documents des archives princières de cette période, tout nombreux qu'ils soient, ne valent pas en importance ceux des périodes antérieures. A part les mémoires adressés aux collèges d'état, que d'ailleurs on connaît pour la plupart par la précieuse publication des „Nederlandsche Jaarboeken," ce sont

toujours les lettres du prince aux chefs du gouvernement et leurs réponses, celles des princes, ministres et envoyés, celles enfin de quelques personnes privées, mais ni les correspondants ni le caractère et la teneur des lettres ne sont les mêmes.

Il y a d'abord la correspondance, ci-devant si fréquente et volumineuse, avec le duc Louis de Brunswic: elle a cessé complètement dès l'été de l'an 1781, et les dossiers ne contiennent des années suivantes qu'un seul mémoire sur la répartition des troupes en 1782, adressé au prince, quelques billets, évidemment envoyés au secrétaire M. de Larrey avec quelques imprimés, enfin un seul billet au prince de l'an 1785, annonçant l'envoi des pièces relatives au projet d'enlever les papiers du duc à Aix-la-Chapelle. Le soupçon d'une correspondance secrète après son départ de La Haye, mentionné à plusieurs reprises dans les Mémoires de Hardenbroek, se prouve avoir été absolument sans fondement: si le prince eût entretenu une telle correspondance, fût-ce par l'intermédiaire d'un de ses commis— comme on se racontait — ses archives en eussent sans doute conservé quelque vestige; or, il n'y en a pas de trace.

La correspondance entre le prince d'Orange et le conseiller-pensionnaire Van Bleiswijk, bien qu'entretenue aussi régulièrement qu'avant les troubles que suscitait la guerre, changea de plus en plus de caractère. Les lettres de M. Bleiswijk deviennent de simples billets, courts et secs, ne contenant que des communications

officielles; celles du prince, assez rares, sont également des missives, adressées officiellement au conseiller-pensionnaire en qualité de président des Etats-provinciaux ou de pensionnaire du collège des nobles.

La lecture des lettres de ce dossier, insérées dans ce volume, expliquera suffisamment pour quelle raison le nombre en a été restreint autant que possible, surtout de celles du conseiller-pensionnaire.

Dès l'époque où le prince se vit exposé aux attaques de ses adversaires dans les Etats de Hollande, précédées par celles contre le duc de Brunswic, ses relations avec les personnes de qualité dans cette province se relâchaient sensiblement; même le bourgmestre Rendorp ne compte plus parmi les correspondants du stadhouder: les dernières lettres, dans lesquelles il épancha ses sentiments, datent du 26 Avril et du 28 Août 1783; une huitaine de billets de sa main d'une date postérieure sont absolument insignifiants. Ce n'est qu'après la restauration de 1787 que les relations se renouaient, sans toutefois reprendre l'ancienne cordialité: la correspondance de deux années se borne à deux lettres.

Pendant l'absence du prince de La Haye et son séjour au Loo, à Nimègue et ailleurs, ce fut le greffier Fagel, l'ami fidèle de la maison princière, déjà octogénaire, qui lui fit part des événements journaliers et le renseignait sur ce qui se passait aux collèges des Etats-généraux et provinciaux. Pour le détail de l'histoire du temps

ces missives ont sans doute leur importance spéciale, comme le prouvent les spéçimens insérés dans la présente publication. Cependant l'insertion de la collection entière ne me paraît nullement justifiée, pas même un tri plus ample: il suffit de signaler le dossier à ceux qui s'occuperont désormais de l'étude du couchant de l'ancien régime stadhoudérien.

Avec le greffier c'était le futur successeur du conseiller-pensionnaire Van Bleiswijk, en ce temps-là remplissant encore des fonctions en Zélande, qui jouissait de la confiance du prince d'Orange; aussi c'est dès l'an 1783 que M. Van de Spiegel entretenait une correspondance de plus en plus régulière avec S. A. Cette correspondance comprend une série de quinze liasses, mais la plus grande partie se rapporte à la période de son administration dans la province de Hollande, qui dépasse le cadre de cette publication: ainsi ce dernier volume n'en contient que les débuts et ne reproduit qu'un nombre limité de lettres, d'ailleurs déjà citées en partie par M. Vreede dans son ouvrage bien connu sur Van de Spiegel et ses contemporains.

A côté de M. Van de Spiegel c'était M. Van Lynden van Blitterswijk qui pouvait se vanter d'avoir la confiance du prince, qu'il représentait en sa qualité de premier noble de la province de Zélande. On se souviendra peut-être que les lettres du prince à ce personnage influent ont été publiées — sans les réponses! — il y a à peu près vingt ans, par la Société Historique.

Il y a lieu de douter que les historiens aient aussi universellement applaudi à cette publication que le président de la Société semble l'avoir espéré: ce qui est certain c'est que j'en ai connus qui ne le firent pas. Pour ma part je n'aurai garde de procéder à la publication de toutes les missives de M. Van Lynden.

Le principe de trier les innombrables documents du dix-huitième siècle, posé et adopté par mon prédécesseur et suivi soigneusement pour les six volumes de la quatrième et de la cinquième série des Archives déjà parus, a été maintenu également à l'égard des dossiers qui contiennent les copies des lettres interceptées. Les Archives de la Maison Royale possèdent une collection notable de ces copies, surtout précieuse par ce qu'elle est, sinon complète, ce que je ne saurais affirmer, du moins si étendue et si bien conservée et arrangée que les lacunes sont probablement peu nombreuses. Cette collection semble avoir été peu connue des historiens: on se contenta des pièces conservées aux Archives du royaume, que M. Bakhuizen van den Brink avait signalées en 1854. Mon collaborateur, le professeur Bussemaker, qui s'était chargé de la publication des dépêches de d'Affry d'après les extraits de M. Fruin, rédigés probablement sans l'intention de les livrer à la presse, regretta d'avoir ignoré l'existence des dossiers susdits, et pour cause. En effet, des séries aussi régulières de missives secrètes d'une vingtaine de diplomates Français et Prussiens, embrassant la période

du premier Janvier 1749 jusqu'à la fin de l'an 1785, sont des matériaux historiques de premier ordre pour l'étude du temps du renversement des alliances.

M. Groen van Prinsterer en avait fait dresser un inventaire et ordonné de transcrire un grand nombre des dépêches, probablement dans le but d'en insérer quelquesunes dans les Archives : il n'y a pas de doute que son intention n'aît jamais été d'imprimer, non seulement les soixante fortes liasses en entier, mais pas même la volumineuse collection de ces nouvelles copies, qui eût exigé des volumes à elle. Comme on l'aura remarqué en feuilletant le volume précédent, j'ai fait un choix de quelques missives de M. M. de la Vauguyon et Thulemeier, écrites pendant le temps de la crise politique, initiée par la guerre avec l'Angleterre. M. de Jonge en fit autant en 1857, et je suis parfaitement de son avis qu'il vaut mieux publier quelques dépêches diplomatiques, pour en prouver l'intérêt et les signaler aux érudits, que d'en publier toute une série, qui „finirait par rebuter". Si l'on voudrait s'aviser d'entreprendre la publication de toutes les correspondances diplomatiques du dix-septième et du dix-huitième siècle qui pourraient fournir des renseignements, on ferait bien de construire quelque part une immense bibliothèque centrale, où l'on réunirait les interminables séries! En attendant j'aime à croire que les historiens trouveront leur compte à poursuivre leurs recherches dans les archives, dont

ils ont pu reconnaître l'importance par des spécimens imprimés.

Il en est de même des correspondances que le prince d'Orange entretenait avec les ambassadeurs ou envoyés aux diverses cours, d'ailleurs pas très fréquentes, et avec les souverains. Dans un temps où l'autorité du stadhouder et son influence sur les affaires étrangères tombaient de plus en plus en décadence, ses relations personnelles avec les diplomates qui représentaient sa patrie ne pouvaient que s'en ressentir, même s'ils lui étaient dévoués, comme e. a. l'envoyé Van Reede à Berlin, dont la lettre intéressante du 12 Novembre 1787 traduit clairement les sentiments intimes. Cependant les missives du stadhouder ont leur intérêt particulier, puisqu'elles sont autant de preuves que ce prince, qu'on traitait de tiran et de traître, ne se lassait jamais de plaider la cause et de défendre les intérêts de sa patrie. Moins encore ses lettres aux souverains, aux rois George III et Frédéric II surtout, ne pouvaient produire l'effet espéré, mais elles n'en sont pas moins le témoignage de ses sentiments généreux. Tout en s'avouant que les protestations du prince, ses mémoires apologétiques, ses remontrances, ses lettres aussi, ne font que prouver son inaction, sa timidité, son irrésolution, on ne peut manquer de les considérer comme la réfutation péremptoire des affreuses invectives et insinuations de ses adversaires.

Outre les dossiers indiqués et mis à contri-

bution, les Archives Royales en conservent encore d'autres qui pourraient tenter tel historien qui aurait jeté son dévolu sur quelque sujet de l'histoire locale, de l'administration militaire, de la gestion de la marine. Les correspondances de Guillaume V avec les princes Allemands et Anglais, les envoyés, résidents et consuls, les secrétaires du Conseil d'état et des Gecommitteerde Raden, les cours de justice, les collèges des nobles, les membres de la magistrature des villes, les chefs des gouvernements provinciaux — en tout cinq cent trente-sept liasses — les correspondances sur les affaires militaires et les affaires de marine — en tout cent trente-deux autres — les correspondances avec les directeurs des Compagnies des Indes et avec les nombreux particuliers — en tout soixante-quinze — augmentées encore des liasses contenant des mémoires, des rapports, des projets, des propositions et considérations, et d'autres pièces de différente nature, tout cela constitue un fonds de science historique des plus riches, principalement, bien entendu, pour les recherches spéciales.

En somme, les Archives Royales du dix-huitième siècle, surtout celles de la période du stadhouder Guillaume V, tout autrement que les dossiers des princes Guillaume I et ses descendants, forment une collection immense, et je me flatte que ceux qui s'intéressent au recueil de documents, publié sous le titre de „Archives ou Correspondance inédite de la Maison d'Orange-Nassau", voudront considérer que pour la quatrième et

la cinquième série il ne saurait être question que d'une chrestomathie.

Il va de soi que la méthode suivie par l'éditeur n'a pas été changée, donc il suffira de se référer aux introductions des volumes précédents. Les grandes affaires politiques qui troublaient les deux dernières dizaines d'années du dix-huitième siècle: la rébellion des colonies Américaines, les guerres qu'elle fit éclater, les projets de l'empereur Joseph II, la question d'Orient et tant d'autres, que les documents de notre volume discutent ou effleurent, n'exigent pas de commentaire, moins encore les différends qui causaient la lutte des partis dans la République et les détails de cette lutte elle-même, assez connus par le précieux recueil des Nederlandsche Jaarboeken, les livres de M. Stuart et des continuateurs de Wagenaar, les ouvrages récemment publiés sur la période, les Mémoires de Hardenbroek, ceux du chevalier Harris etc.; ainsi le plus souvent les annotations n'avaient qu'à renvoyer à ces oeuvres. Pour ce qui concerne les renseignements sur les personnages, mentionnés dans le texte, et les événements auxquels il fait allusion, on les trouvera dans les notes et dans la table des noms propres, qui a été ajoutée à ce dernier volume, servant en même temps de régistre aux deux autres.

Un certain nombre de fautes d'impression, ainsi que quelques erreurs, ont été corrigées dans les Addenda et Corrigenda. Je regrette

d'avoir remarqué trop tard que la signature „Prins van Oranje" au lieu de „Prins van Orange", ainsi que celle de „Frédéric", pour le caractéristique „Fédéric", m'a échappé ici et là: le texte qui demandait continuellement beaucoup d'attention, me fit, paraît-il, négliger ces petites erreurs. Cetera, pleraque, ni fallor, leviora, corrigat, quaeso, benevolus lector.

F. J. L. K.

CONTENU

TOME III.

1782.

1783.

LETTRE. Page.

1788.

LETTRE DCCCXCI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La mission de M. Wentworth.

—

14 Januarij 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

.... Ik ben het met U. D. H. volkoome eens dat de overkomst van de Heer van Wentworth greetig dient te werden geaccepteert, met inhaesie van de reedenen, door de burgemeester Rendorp gealleguееrt om de oversending van iemand van hier te protraheeren....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCCCXCII.

Le prince d'Orange au roi de Prusse[1]*. Réponse à la lettre du roi du 3 Janvier.*

—

La Haye, ce 18 Janvier 1782.

Sire.

Je ne sçaurois laisser passer l'occasion favorable que me fournit l'approche du jour anniversaire de la naissance de V. M., sans me rappeller à son gracieux souvenir et l'assurer des voeux que je fais pour qu'il plaise au Tout-Puissant de conserver V. M. [de] longues années et de lui accorder tout ce qui peut tendre à l'augmentation de sa gloire et à la faire jouir de la félicité la plus parfaite.

[1]) *Minute autographe du prince.* Cf. vol. II, n°. 890.

J'ose espérer que V. M. daignera permettre que je lui rende mes très humbles actions de graces pour ce qu'Elle a bien voulu m'écrire au sujet de la situation où cette république se trouve. Je suis entièrement de l'opinion que V. M. a bien voulu manifester, que la République, n'ayant plus de barrière, doit se tenir lieu de barrière à elle-même. La République vient de faire des représentations à S. M. Impériale à ce sujet. Je crains bien que, malgré la justice de la cause de cet état, elles seront infructueuses, et que l'on sera forcé d'évacuer Namur, comme on vient de retirer les garnisons des autres places de la barrière. Je prends la liberté de recommander les intérêts de cet état et de ceux de ma Maison à la puissante protection de V. M., et j'ose espérer qu'Elle ne verra pas d'un oeil indifférent des démarches qui rendroient cette république dépendante d'un de ses voisins. V. M. peut être persuadée que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour maintenir la liberté et l'indépendance de ma Patrie, pour engager les Etats à mettre le pays dans un état de défense tant par terre que par mer, afin que nous puissions espérer, avec l'assistance Divine, de pouvoir résister, si le territoire de la République venoit à être envahi et que, non content de nous faire sortir des places de la barrière, on voulut encore nous reprendre les districts, qui ont été cédés à cet état par le Traité de barrière.

Je la supplie de vouloir bien être assurée que rien n'égalera jamais ma reconnoissance pour les bontés que V. M. m'a témoigné et dont je Lui demande instamment la continuation ....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE DCCCXCIII.

M. J. van der Oudermeulen[1] *au conseiller-pensionnaire. La mission de Wentworth.*

—

Londen, den 18 Jan. 1782.

HoogEdel Gestrenge Heer.

T'zedert dat ik vernomen heb dat van hier den Heer W[entworth] na Holland vertrekt of vertrokken is, om onder pretext van de gevangenen over andere zaken te handelen, en dat ik bemerk waar men het werk nu heen zoekt te dirigeren, zo vrees ik dat er niet veel van te hopen is, dog teffens ben ik van gedagten dat deze démarche (die voor Vr[ankrijk] niet geheim zal blijven) de schoonste gelegenheid aan de Republicq kan geven om voor sig zelve en geheel Europa te sorgen.

Toen ik van den persoon van W[entworth] op het versoek van den Heer R[endorp] sprak, om denzelve te senden, antwoorde men mij dat die man daartoe niet geschikt was, en egter word hij nu gezonden. Men is nu wederom hoog, dog het komt mij voor dat de positie van zaaken heden vooral een geheel andere toon vorderde. De gesteldheid, zo binnen als buiten, staat niet te verbeeteren: de vrees voor zijn eigen selfs, namentlijk de oppositie, en de schulden moeten toeneemen, en deze zijn tekenen, die mij, zonder waarzegger te zijn, wel duidelijk aantoonen waar dit nog eens eindigen zal. Gisteren avond zeide ik aan den Heer Simolin: Engeland is gewoon de wet te geeven, dog zal nog in de situatie komen,

[1]) *Autographe.* Voyez sur lui les Mém. de Hardenbroek, III, p. 257 avec l'annotation. Il était chargé de veiller aux intérêts des colonies à Londres, mais engageait en même temps des négociations officieuses concernant la paix.

dat ze zeggen zal: geef mij de vrede en de conditien. Nu zal men met ons weder gaan marchandeeren, en ze verliest uit het oog, dat, om zeker te zijn, ze met ons behoorde eener allergenereuste vrede te maken. De Republic (zonder wien ze op den duur tans niet ken) is geledeert, den koopman van het zijne ontweldigt; ze dient dat te repareeren ten overstaan van de onse, wil ze met hartelijkheid geholpen worden. Ze loopt andersints gevaar dat ze het nog zal moeten doen ten overstaen van geheel Europa. Daar zijn meer dan eene reden waarom ik in haar positie het eerste zoude prefereeren. Eenige weeken geleden scheen men zulks te begrijpen, dog door zekere point d'honneurs, als ik het zoo eens noemen mag, die alhier nu plaats hebben, zal men — ten minsten men loopt dat gevaar — zal men tot een staat van vernedering gebragt worden. Dit dunkt mij is de presente gesteldheid der zaaken hier.

Eenige reflectiën, hiertoe betrekkelijk, zal ik de vrijheid neemen hierop aan U.H.E.G. te laten volgen, mij vlijende dat Uw H.E.G. mij dezelve ten goede zal gelieve te duiden.

Den tegenwoordige oorlog is een veritable commercie-oorlog, waarin ieder mogendheid min of meer na maate van de legging der landen in Europa geïnteresseert is. Engeland, Vrankrijk, Spanien en Holland zijn de grootste participanten in den koophandel van Europa geweest en hebben met haar allen genoegzaam alleen de navigatie van de wereld gehad.

Vrankrijk, Spanien, Holland en een gedeelte van Noord-Amerika door dezen oorlog nu tezamen aan de eene zijde, en Engeland alleen aan de andere zijde zijnde, zo moet de laatste op den duur wel bezwijken en dient dus deese oorlog, mijns bedunkens, op eene geheele andere manier dan alle de voorige van deze

eeuw te eindigen. Een algemeen congres word dus noodzaakelijk en een amicaale wijze van handelen met Vr[ankrijk] (vooral nu daar het grootste vermogen bij continuatie resideert) nog meer, om daermede door staatkunde een goed plan van pacificatie betrekkelijk tot de commercie der Europeanen voor de in oorlog zijnde mogendheden en misschien nog anderen te beraamen. Daarna zal men eerst kunnen idees formeeren, wat de natuur en de gesteldheid van het geheel politic sisteme van Europa dan zal vorderen.

De algemeene vrede was voor alle het allerheilsaamst, en in 't bezonder voor E[ngeland] een spoedige vrede met ons, dog die kunnen wij niet dan op zeer goede voorwaardens maaken of anders attireeren wij ons de indignatie van de andere kant en van geheel Europa. Onze eer en ons commercie-credit is daermee verknogt. Behalven dat de Republicq met vigueur niet wel door E., ingeval van ongelegenheid, te helpen zoude zijn, ten minsten niet om daar staat op te kunnen maaken. Maar de Republicq is in een gesteldheid dat ze haar nog ken en indirect zal konnen helpen, en dat waarscheinlijk door middelen, die in het oog van veele niet aangenaam zullen zijn en waarover men hier even zo gebelgt zoude wezen. Ik worde, tzedert mijn retour, daaglijks meer en meer in dat denkbeeld gesterkt, en dat wel zo de negotiatie met W[entworth] niet succedeert, want op de guarantie van Mevrouw de Keizerin, die sterflijk is, en daarmede zo geschermt word, tel ik heel wijnig.

Mijne colonie-zaaken zijn van een aart dat men die commissie hier geheel, of ook bij tusschenpoosingen, gaande kan houden, en dat zo lang men wil of het nuttig is, want zo lang de vrede daer niet is, kan men niet dan door de ordinaire geregtshoven ageeren; alvorens men eerst aan het procedeeren zal komen,

zal er wel anderhalf jaar omgaan. Zo U.H.E.G. nu dienstig mogt oordeelen, dat ik hiertoe tot eenig nut konde verstrekken, zo kan het pretext van deze commissie te staade komen, dog zo ik hier nu niet meer van doen ben, dan kan ik hier mijne zaaken schikke, dat ik in weynige dagen van hier kan gaan en koome dan tegens het eindige van de procedures, of om de colonien van provisien te voorsien, maar voor eenige dagen weder; maar zo mijn presentie hier dienstig werd geoordeelt, dan solliciteer ik U.H.E.G. dat er een schikking mag worden gemaakt om de interesseerdens van de colonien van de onkosten van mijn verblijf te ontheffen.

Ik verzoek door U.H.E.G. of door den Heer R[endorp] een lettertje tot antwoord te mogen ontfangen. Voor 't overige, kan ik hier of elders van eenig nut zijn, ik ben daartoe bereid.

Ik wensch dat, bij deze aanstaande vrede, de Republicq sig op het nieuw weêr zal vereeuwigen; Z. H. en U.H.E.G. zal daardoor onstervelijk worden. Behalven dat, wat zou het niet een genoegen voor U.H.E.G. en alle brave welmeenende Regenten zijn, zo de Republic dien groote twistappel, namentlijk dat Amerika, konde uit den weg ruimen, en dat ze bij die gelegenheid aan een ieder konde genoegen geven en Engeland vooral bewaaren. Het zijn meest commercie-zaaken en daarom is onse Republic de geschikste om een plan ter pacificatie op te maaken....

J. V. D. OUDERMEULEN.

P.S. Ik heb deze om reden onder couvert van een dominé in Den Briel gezonden en dezelve met een ouwel toegemaakt.

Tot nog toe heb ik alleen door den Heer Y[orke] gewerkt, alzo ik ten volle overtuigd was dat dien

Heer alle zijne vermogens inspanden om onze natien te vereenigen; dat ik mij daarin niet bedrogen heb, is gebleken uit de bewuste missieve. Z. Ed. stelde daar glorie in. Door zijn crediet bij den K[oning] en de Ministers, zoude wij favorable censitien geobtineert hebben, zoals ik meer dan eens aan de H[r] R[endorp] geschreven heb, maar nu is de kaart verkeert. Bij ons kan dat niet lukken; de geanimeertheid is te groot; dat weet en sied men nu. Het doelwit van weder bij ons te komen echoueert, dat smert, chagrineert, het picqueert. Wat zal ik segge? Wij zijn alle menschen. Ik ben overtuigt dat hij een eerlijk man is, maar dikwils doen onse passien ons faux pas begaan. Terwijl de zaaken nu zo staan, kan men sig niet vlijen in dien Heer een advocaat voor ons te vinden. Z.Ed. segt wel dat hij egter op dezelve voet zal continueeren te handelen, maar dat is, dunkt mij, na den mensch gesproken, onmogelijk; dat begrijp ik dat men van batterije dient te veranderen en, als er iets te doen zal zijn, te werken door Lord North.

Sedert mijn retour ben ik zoo in de gratie niet meer van den Heer Y. Z. Ed. had gewagt dat ik in Holland de zaaken voor hem zo ver zoude hebben kunnen brengen als hij ze gewenscht had, dog al was hij mijn broeder, was mijn zulks onmogelijk geweest.

Zo de bewuste negotiatie door den Heer W[entworth] niet doorgaet, zal het dat voordeel aan E. doen dat het de prijsen der fondsen na de hoogte zal brengen en de aanstaande geldopneeming gemakkelijk maaken. De nieuwe belasting, hoor ik, zal meest over de dienstboden geslagen worden.

Ik heb eens tot een argument gebruikt wegens het dedommagement: maakt de vreede met Hollant en betaald dat met 30 millioenen Guldens; ik denk de verliesen van alle onse kooplieden en andere dat

niet zal beloopen (de O. I. Comp^{ie} uitgesondert), want daer gaat veel neutraal goet af. De nieuwe of aanstaande negotiatie beloopt eens 15 millioenen ℔ sterl., Lord North zal die geldopneeming dan ten minsten 10 pCt. goedkooper dan nu doen. Daar is dus aanstonds 1$^{1}/_{2}$ millioen of 15 à 16 millioenen Gls. gevonden. Is dan nu de breking van het vijandelijk vermogen geen 1$^{1}/_{2}$ millioen ponden waard? Maer, zal men zeggen, de zaak op sig zelve is florissant, is het dus niet voor ons geweest, en wat sullen alle de natien van ons seggen, zoo wij geen dedommagement bekomen?

Permitteerd mij dat ik, op deze materie zijnde, hierbij voegen. Ik zal van geen tractaaten, maar alleen van mercantile facilitijten spreken.

Zou men, om het articul van schavergoeding gemakkelijk te maken, ook dit plan kunnen gouteeren?

Dat men binnen het jaar de schade zal opmaaken, van dezelve authentique beweizen produceeren en dan van het reeel gekost hebbende de schavergoeding vorderen, en dat de Rep^{c} voor het meerder bedragen dan het uitgeschoote capitaal de particulieren genoegen zal geven.

Dat men de betaling van Engeland zal vragen in 10 jaaren, bij payementen in 10 verdeelt, met den interest van 3 p^{c} voor ieder jaar, wanneer het Land de penningen aan de eigenaaren bij de vrede op de voet van 2$^{1}/_{2}$ p^{c} direct zoude kunnen afgeven.

De wisselcours, die nu heel laag is, zou men kunnen bepaalen op de voet van 34 of 34$^{1}/_{2}$ schelling, en dus zou ons Land daar ook iets bij profiteeren, want ordinair is die tussen de 35 en 36 schellingen.

Het zijn maar denkbeelden die ik opwerp, en die ik hoop U.H.E.G. mij ten goede zal houden; het geschied met een goed oogmerk.

Laat ik nu bij deze gelegenheid aan U.H.E.G. eene solicitatie mogen doen, namentlijk, zo een dedommagement plaats mogt hebben, dat ik de commissie van wegens de Republic zoude mogen hebben om de geleden schaade alomme op te maaken, etc., wanneer ik daarvan eene provisie of commissie-geld van de kooplieden en andere particulieren zoude hebben, en reken, door de importante sommen, een goede belooning voor mijne moeyten.

LETTRE DCCCXCIV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire [1]. *Une pro memoria du bourgmestre Rendorp.*

—

'sHage den 20 Januarij 1782.

WelEdele Gestrenge Heer.

Ik hebbe gemeent niet beter te kunnen doen dan Uw E.G. toetezenden de eygenhandige copijen, die ik gemaekt hebbe van eene pro memoria, door den Heere burgermeester Rendorp voorlede Woensdag aen mij overhandigt, en daer bij te voegen eene nadere pro memoria van gem. Heer, die ik eergisteren ontvangen hebbe. Ik hebbe ook niet wel begrepen door wien te laeten schrijven, en daerom hebbe ik voorleede postdag niets gedaen. Die démarche kan niet wel buyten cijffer met de ordinaire post geschieden, of anders maekt men ervan confidentie aen het Gouvernement van Brussel, maer de zaek is zoo important, dat ik Uw E.G. in bedenken geve of niet iemant onder het een of ander prætext na Parijs kan gezonden worden, aen wien een brief voor den Heere van Berkenrode kan worden medegegeven, houdende

[1] Autographe du prince.

dat iemant uit Engeland gezonden zal worden of verwacht wordt met eene commissie over een uytwisseling der krijgsgevangenen en dat ik hun verzoeke om daervan confidentieel en niet ministeriael in vertrouwen aen den Heere Grave de Vergennes kennisse te geeven, met bijvoeginge dat geschreeven is uit Engeland, dat hij ook over andere zaeken zoude kunnen handelen, zoo als de omstandigheeden zich daertoe zullen opdoen, doch dat hij, Heer Ambassadeur, aen den Heer Grave de Vergennes kan verzeekeren, om alle ombrage weg te neemen, dat men hier geensints geïnclineert is om af te gaen van de gewapende neutraliteit, indien eene vrede met Engeland kon gesloten worden; zoo verre meene ik te kunnen gaen, zonder mij te compromitteeren, maer de zaeken worden thans zoo singulier behandelt, dat ik scrupule moet maeken om verder te gaen en om zonder spetiaele authorisatie verzekeringen te geeven omtrent hetgeene door den Staet gedaen zal worden. Ik denke dat ik mij klaer expliceere, ik wil zeggen dat ik wel kan zeggen: zoo is het nu, maer niet: zoo zal het zijn, want daer zijn er die ik niet goed [te] achte om te veranderen, alleen om mij te compromitteeren, zoo ik eenige verzekeringen gaf....

W. PRINSE VAN ORANJE.

LETTRE DCCCXCIV [a].

Pro memoria [1]).

—

Men geeft in consideratie:

1°. Of het niet raadzaam is dat met den eersten door d'Admiraliteit aan H. H. M. kennis worde gegeven

[1]) *Copie de la main du prince*

van de komst van iemand uyt Engeland om te handelen over de uytwisseling der gevangenen [1]).

2°. Of het insgelijks niet raedzaam is, dat van die komst kennis worde gegeven aan het Hof van Frankrijk, dewijl dezelve dog schielijk ontdekt zal worden.

Men oordeelt, onder verbeetering, dat deeze kennisgeeving in confidentie moet geschieden door den Heere van Berkenroode, dog niet ministeriaal, en wel met verzoek en onder verzekering van de sterkste geheimhouding. Zij dient verzelt te zijn met verzekeringe, dat, bijaldien men met bovengem. Engelsman in eenige onderhandelingen over 't vredeswerk treed, men niet zal afgaan van de principes van de gewapende neutraliteit.

3°. Dewijl de Keizer gedurende zijn verblijf alhier getoont heeft, dat de wijze van handelen, tot welke de zaaken zig als nu schijnen te disponeeren, die zoude zijn dewelke Z. K. M. het dienstigste voor de Republiek zoude oordeelen, zoude het mogelijk nodig en nuttig weesen aan Hoogstderzelve daervan kennis te geven, 't zij, door den Heer van Twickel, 't zij op eene andere wijze.

4°. Wanneer meergem. persoon gearriveerd zal zijn, is de vraag wat men doen zal, namelijk of men afwagten zal dat hij uytkomt of wat [2]), bijaldien hij zulks niet doet, of men van onze kant zal uytkomen.

Men agt, onder verbetering, het eerste het beste te weesen, maar men denkt ook dat aen de andere kant men niet ongevoeglijk, als generaale idées, zoude

[1]) *In margine*:

N.B. Tot deeze handeling is 't wenschelijk dat niemand benoemd worde dan de H^r van der Hoop; ook moet zij in Den Haag en niet t'Amsterdam geschieden, om alle nadeelige agterdogte te vermeiden.

[2]) Lisez: wel.

kunnen opgeven de gronden, op welke noodzakelijk de handelingen geëntameerd moeten worden en zonder welke van dezelve niets goeds te wagten is.

5°. Door wie zal de zaak behandeld worden? Met wie zal meergem. persoon spreeken?

6°. Men meent dat van alles met den eersten kennis moet worden gegeven aen den Prinse Gallitzin.

7°. Het werk van de mediatie moet hoe eerder zoo beter afgedaan worden.

8°. Om de Leden, die deswegens difficulteeren, facielder te maken, komt hoognodig, dat de resolutie om de concert met Frankrijk voor d'aanstaande campagne te handelen, ten spoedigsten genoomen worde.

9°. Quaeritur of deswegens geen rapport tot voorschreven eynde tendeerende bij de generaliteit zoude kunnen uitgebragt worden. Zoude men bij zodanig rapport de zaak van eene alliantie ongedecideert latende, als eene zaak tot welke nadere deliberatien nodig zijn, niet kunnen zeggen dat men bij provisie voorsloeg om met gemelde kroon de bewuste operatiën voor d'aanstaande campagne te concerteeren?

10°. Men gelieve indagtig te zijn, dat, zonder zodanige resolutie, de aenzienlijkste Leeden in het aenneemen der mediatie niet zullen consenteeren; dat zij dan zal moeten genomen [1]) worden en dat het dierhalven zeer onverschillig is of zij vóór, na of bij de aanneeming genomen worde, edog dat het eerste, of ten minste dat de bereidwilligheid, door het doen van het bovengemelde Rapport bij de Generaliteit, merkelijk veel indruk zoude doen op de gemoederen en veel vertrouwen verwekken.

[1]) *In margine:*

N.B. Hier is in de penne gebleeven bij meerderheit of wel dat het het aenneemen der mediatie zoude stremmen.

LETTRE DCCCXCIV[b].

Seconde pro memoria.

—

Heden den 16 Januarij met den Heere Raadpensionaris afgesproken om aan Z. D. H. te proponeeren:

1°. Aen den Heer Ambassadeur te Parijs te schrijven of laaten schrijven dat zijn E. aan den Grave de Vergennes, uyt 's Prinsens naam, dog niet ministeriaal, maar confidentieel in 't uyterste vertrouwen en secretesse zal communiceeren;

dat zeker persoon uyt Engeland gezonden zal worden met eene commissie, zoo als uyt Engeland geschreven wordt, om te handelen over een uitwisseling der krijgsgevangenen of over andere zaaken, zoo als d'omstandigheeden zich daertoe zullen opdoen[1]);

dat men niet heeft willen afzijn daar kennisse van te geven en teffens te verzekeren, dat, van welke natuur die handelingen ook zullen mogen weezen, men standvastig zal blijven bij de principes voor de gewapende neutraliteit.

2°. Hetzelfden mede in substantie te zeggen of laaten zeggen aan den Prinse Gallitzin.

3°. Aan den Heere van Twickel eene geslotene missive mede te geven, dewelke door Z. Ed. niet, dan op nader order, geopend zal mogen worden, waarbij gelast zal worden aen den Keizer te communiceeren de bovengem. zending, beneffens desselfs geheim en openbaar oogmerk, alsmede d'intentie om, zoo men de Engelschen rekkelijk vindt, onderhandsche

[1]) *In margine:*

N.B. Deeze onderhaalde woorden zijn die van den Hr Wentworth in zijn brief van 4 Januarij.

en preliminaire handelingen over het vredes-werk met hem te beginnen, dog op geene andere principes dan die der gewapende neutraliteit en met gevoeglijke communicatie aan Frankrijk, om dat Hof niet te indisponeeren; voorts te tragten Z. M^s. gedagten aangaande die wijse van handelen te ontdekken en of men Hoogstdenzelven voor of tegen zoude hebben, bijaldien Frankrijk deszelfs ongenoegen over eene te makene vreede toonde, ofschoon men konde bedingen eene volstrekte vrij zee, vrij schip, vrij goed.

De order om evengemelde missive te openen zoude aen gem. Heere van Twickel niet gegeven of gezonden worden, dan nadat de bewuste persoon gearriveerd zoude zijn en men eenige gegronde hoop van een beginzel van handelingen over het grote werk zoude hebben kunnen opvatten.

Men neemt de vrijheid om in consideratie te geven of het niet nodig zal zijn, dewijl van de laatste offerte van mediatie in d'instructie van den Heer van Twickel niet gesproken wordt, Z. Ed. te gelasten aan Z. K. M. de rede van dat stilzwijgen te zeggen.

Item of gemelde Heer niet dient gelast te worden alle devoiren aan te wenden om te ontdekken of er arrangementen, en zoo ja, welke, specteerende tot de commercie der Nederlanden en voornaamlijk het openen der Schelde, te Weenen op het tapijt zijn.

Men durft niet verzeekeren, maar meent van goede hant geïnformeerd te zijn, dat iets desaangaande te Weenen in til is.

LETTRE DCCCXCIV°.

Le prince d'Orange au bourgmestre Rendorp. Renvoi des deux pro memoria.

—

Copye-rescriptie aen den burgemeester Rendorp van Marquette.

WelEdel Gestrenge Heer.

Ik zende UwE.G. hiernevens terugge deszelfs pro memoria; om alles te eviteeren dat dezelve zoude kunnen doen bekent worden in het publicq, hebbe ik dezelve eigenhandig gecopieert en niemant, buyten mij, heeft dezelve gezien....

W. PRINS VAN ORANJE.

's Hage, den 17 Januari 1781.

LETTRE DCCCXCV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire [1]*. Minute d'une missive à l'ambassadeur à Paris.*

—

's Hage, den 21 Januarij 1782.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik zende Uw E.G. hiernevens de missive, die ik van intentie ben aen den Heere van Berkenroode te schrijven. Het zal mij zeer aengenaem zijn te verneemen of Uw E.G. dezelve in dier voegen approbeert. De koopman Sontag zal dezelve overbrengen, zonder van deszelfs inhoud geïnformeert te zijn, en zal gereed zijn om morgen te vertrekken. Ik hebbe niet willen afzijn Uw E.G. zulks te communiceeren....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE DCCCXCVI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Approbation de la proposition du prince.

—

20 Januarij 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik ben U.D.H. zeer verplicht voor de communicatie der gecommuniceerde stukken, van welkers restitutie d'eer heb bij deze te acquiteeren.

'T zij mij vergund kortelijk mijne geringe gedagten over het onderwerp van die stukken te uitten.

De confidentieele, dog niet ministeriale démarche door het canaal van de Heer van Berkenroode, koomt mij voor in het zaamenstel der zaaken ten uitterste nuttig en noodsaakelijk. De substantieele inhoud van hetgeen de brief aan gem. Heer Berkenroode, volgens het zoo eeve van U.D.H. ontfange biljet, zoude mede-brengen, is volmaakt goed, en men kan niet meer vergen. De vraag resteert: wie zal de brief schrijven? Mag ik, bisonder ook uithoofde der liaisons tusschen de waardige Heer de Larrey en onze voorn. Ambassadeur subsisteerende, den eerstgem. Heer daertoe aen U.D.H. proponeeren....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE DCCCXCVI a.

—

La Haye, ce 21 janvier 1782.

Minute [1]).

Monsieur.

J'ai cru de mon devoir de vous faire part que l'on attend dans peu ici quelcun d'Angleterre pour

[1]) *Autographe du prince.*

traiter de l'échange des prisonniers de guerre et que l'on nous écrit de là qu'il pourrait bien traiter en même [temps] d'autres affaires, selon que les circonstances se présenteront. Je vous prie de donner ouverture à Monsieur le comte de Vergennes, mais seulement confidentiellement et non point ministériellement, en le priant de vouloir bien tenir cette communication secrette. Vous pouvez assurer en même temps ce ministre, que l'on n'est nullement incliné à se départir des principes de la neutralité armée pour obtenir la paix avec l'Angleterre. Je ne veux pas vous laisser ignorer mon opinion particulière, c'est qu'il seroit très utile pour cette république, et même avantageux pour la France, si cet Etat pouvoit cesser d'être belligérent, mais que la paix ne nous est salutaire qu'autant qu'elle peut se faire à des conditions honorables. . . .

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE DCCCXCVII.

Le bourgmestre Rendorp au pensionnaire d'Amsterdam Visscher. Une lettre de M. Van Oudermeulen.

—

Amsterdam, den 24 Januarij 1782.

WelEdel Gestrenge Heer.

In de brieven van O[udermeulen] aan mij staat niets bijzonders. Z. Ed. spreekt veel van het ongenoegen van Y[orke] en van het weinig nut dat men nu van hem te wagten heeft. Ik zal met den eersten aen gem. O[udermeulen] antwoorden en de zaak ten besten tragten te plooijen, om dien ridder ten minsten tot geen vijand, zoo wij hem tot geen vriend kunnen houden, te maken.

Ik heb de brief van den Raadpensionaris aan onzen kleinen raad gecommuniceerd. Wij bedanken Z.H.E.G. voor de communicatie derzelven en zijn met hoogstdenzelven van advys, dat op het voortzetten van 't groote werk aan O[udermeulen] niets positiefs kan geantwoord worden; dat men Wentworth en 'tgeen hij zeggen zal moet afwagten. Wat de persoon van O. aangaat, zoo zijn wij, onder verbetering, van gedagten, dat zijn verblijf in Engeland van nut kan zijn, dog dat, dewijl het niet redelijk zou zijn, dat hij daar bleev ten kosten van zijne committenten de planters en geïnteresseerdens in de colonien van Issequebo en Demerarij, het nodig is dat hij door 't Land, wegens de kosten van zijn verblijf, gededommageert worde: daertoe neemen wij de vrijheid van voor te stellen of het niet mogelijk zoude weezen, dat hij O[udermeulen] geconsidereerd wierde als een correspondent van den Raadpensionaris en dus gesalarieerd wierd uit de kas van de secreete diensten. Ik heb uit Uwen brief niet kunnen zien of de Heer Raadpensionaris hem O[udermeulen] zelfs zal antwoorden, dan of Z.H.E.G. verkiest dat zulks door mij geschiede. Zoo Hoogstdezelve dit laatste verkiest, daar ik dog denk dat het eerste beter zoude weezen, verzoek ik zulks met den eersten te mogen weten en een voorschrift van 'tgeen ik schrijven zal te mogen hebben.

Ik verzoek mijne dienst aan den Heere Raadpensionaris te presenteeren en hem met zijn beterschap te feliciteeren.

Wanneer zal er een afkomst van 't werk van de mediatie gemaakt worden en welke?....

RENDORP.

LETTRE DCCCXCVIII.

Le fiscal Van der Hoop au conseiller-pensionnaire. La mission de Wentworth.

—

25 Januarij 1782.

HoogEdelGestrenge Heer.

Ik heb de eer U.H.E.G. met betuiginge van dankzegging te restitueren den brief van den Heer Van Oudermeulen, welke ik nodig heb gehad tweemaal te lezen en mogelijk nog niet begrijp. Alleen komt het mij voor dat de zending van den Heer Wentworth buiten den Heer Yorke en mogelijk buiten een gedeelte van het ministerie geschied, en dat dus de onderhandelingen met Z. E. alle mogelijke voorzigtigheid en overleg vereischen. Van mijn kant zal ik al doen wat mijn vermogens mij permitteren, maar ik bid dat U.H.E.G. mij met Hoogstdeszelfs geeerbiedigde raad en bestier zal gelieven te vereeren....

J. C. VAN DER HOOP.

LETTRE DCCCXCIX.

Le secrétaire De Larrey au prince d'Orange.

—

Ce 3 février 1782.

Monseigneur.

Je me hâte d'envoyer à V. A. S. ce que je viens de recevoir de Mr de Berkenroode. A en juger par sa lettre à moi, il n'y aura rien de consolant dans celle qu'il a eu l'honneur d'écrire à V. A. S. et que je joins icy.

J'ai l'honneur....

T. I. DE LARREIJ.

LETTRE CM.

L'ambassadeur Berkenrode au secrétaire De Larrey. La neutralité armée.

—

Paris, ce 28 janvier 1782.

.... Si je ne me trompe lourdement, le Sr Wentworth est le même qui est venu me voir après le départ du Lord Stormont. Il est créature de ce Lord et de Lord North; il a de l'esprit et observe avec beaucoup de sens (sic) froid; il juge sainement de la fermeté réelle ou de celle qu'on ne veut qu'affecter. Il rendra bon compte à son retour ches lui de tout ce qu'il aura pu voir et entendre. — Faites en votre profit.

Je suis convaincu qu'il eût mieux valu traiter au loin de l'échange des prisonniers.

Seroit-il possible que les vrais principes de la neutralité armée pussent faire un point de discussion? Est-ce à nous à recevoir des bontés du Ministère Britannique ce qui nous vient de droit, selon les principes de la Russie Elle-même, sous la médiation de laquelle nous nous trouvons; la chose ne parle-t-elle pas d'elle-même? C'est vis-à-vis de cette même médiation que nous devons insister sur une satisfaction honorable et sur un indemnité convenable effectué par des effects pour toutes les insultes reçues publiquement.

Le Ministère Brittanique ne cherche qu'à gagner du tems pour rendre votre campagne prochaine inutile, parceque visiblement son intérêt le demande; penser différemment, c'est vouloir s'aveugler gratis; soyons fermes et actifs, [si nous] voulons avoir moins de maux à l'avenir. Continué à vous bien porter et ne douté pas de l'inviolable attachement avec lequel j'ai l'hon-

neur d'être, mon très cher Monsieur, votre très humble et très obeissant serviteur,

LESTEVENON VAN BERKENRODE

Ce 30 janvier.

P.S. J'étois bien sûr que le fonds déplairoit. Je vous prie de communiquer cette lettre à Monsg[r] le Prince. Gardons-nous de nous embrouiller de plus en plus et ne tombons pas de fièvre en chaud mal. Adieu! tout à vous.

LETTRE CMI.

L'ambassadeur Berkenrode au prince d'Orange. L'ouverture de la part du prince an gouvernement Français.

—

Paris, ce 28 janvier 1782.

Monseigneur,

.... Pour ne pas perdre un tems précieux, j'ai exécuté par lettre à M[r] le Comte de Vergennes les ordres dont V. A. S. m'a honoré, en ne lui faisant que confidentiellement l'ouverture en question et en priant ce Ministre de vouloir tenir la communication secrette. J'ai l'honneur de joindre ici copie de la réponse qu'il m'a fait.

Je l'ai assuré de votre part, Monseigneur, que l'on est nullement incliné à se départir des principes de la neutralité armée pour obtenir la paix avec l'Angleterre, et que V. A. S. pense que la paix ne peut être salutaire pour la République, qu'autant elle peut se faire à des conditions honorables. — Si vous voulez bien, Monseigneur, vous faire représenter ma lettre du 3 Décembre dernier à M[r] le Greffier Fagel, sur la façon de penser d'ici au sujet de notre paix particulière, V. A. S. sentira d'avance que, sans vouloir

paroître gêner la République, on ne laissera pas de persécuter jusqu'au moindre article, qui pourroit indiquer que l'on ne regarde pas ici comme chose indifférente, encore moins avantageuse pour la France, une paix particulière qui délivreroit l'Angleterre d'un ennemi et dans les mers du Nord et dans les Indes, où la Compagnie des Indes Hollandoises a déjà pris des arrangemens et continue d'en prendre en sens contraire à cette cour. En plaignant du fond de mon âme la situation critique où se trouve la République, malheureusement par sa faute, pour ne pas être sur un pied aussi respectable qu'il lui conviendroit, permettés que je vous témoigne, Monseigneur, à quel point je suis navré de la position embarrassante et plus que désagréable où se trouve V. A. S. Je ne suis pas adulateur, je la suplie de me croire sincère.

Lorsqu'on refléchit sur les événemens de toute espèce que le hazard peut possible[ment] amener, avant la conclusion d'une paix générale, il me sembleroit que les craintes pour les intérêts de la République devoient redoubler. Je ne cesserai de penser différament [que] du moment que je saurai l'Union la plus parfaite user avec fermeté des moyens que la Providence nous a départis.

LETTRE CMII.

Le même au même. Même sujet.

Paris, le 30 janvier 1782.

Le sieur Sontag [1]) ne pouvant partir que demain pour gagner du tems, j'ai fait faire hier par Mr Sittig [2]) une tentative auprès Mr le Comte de Vergennes au

[1]) Personnage qui avait remis la lettre du prince à M. de Berkenrode.

[2]) Le secrétaire de M. de Berkenrode.

sujet de la lettre, dont V. A. S. voit la copie [1]), en lui disant que je vous ferai mon rapport, Monseigneur, confidentiellement.

Voici ce que ce Ministre a répondu verbalement. „J'ai rendu compte au Roi de ce que Mr l'Ambassadeur m'a écrit, et S. M. m'a chargé de lui dire „qu'Elle est très sensible de la communication du „Prince-Stadhouder; qu'au reste le Roi se garderoit „bien de donner des conseils à la République sur „ce qu'Elle a à faire. Elle est trop sage et trop „éclairée pour ne pas savoir ce qu'Elle se doit et „pour faire un pas qui puisse lui être pernicieux. — „Si vous voulez, Monsieur, que je vous dise mon „sentiment particulier, le but de la Cour de Londres „par l'envoi de cet émissaire est de distraire la „République et de la détourner, par des belles promesses qu'on ne tiendra pas, à prendre les mesures „convenables pour sa deffence. Au reste on doit savoir „chez vous ce qu'on a à faire."

Tout ceci a été dit d'un ton qui marque le mécontentement.

J'étois convaincu, Monseigneur, que la forme seroit bien reçu, mais que le fond déplairoit.

Que V. A. S. me permette, qu'en homme parfaitement neutre et sans prévention aucune que pour son Pays, je hasarde mon opinion au sujet du Sieur Wentworth: l'affaire de l'échange des prisonniers finie, ce qui peut se faire en peu de tems, son prompt départ sera plus utile à la République qu'un séjour ultérieur qu'il pourroit faire ches nous, ne fût-il que de quatre jours.

J'ai l'honneur d'être avec un très profond respect....

LESTEVENON VAN BERKENRODE.

[1]) *Voyez le numéro suivant.*

LETTRE CMIII.

Le comte de Vergennes à M. de Berkenrode. Accusé de réception de la lettre du prince d'Orange.

—

A Versailles, le 25 Janvier 1782.

Monsieur.

J'ai reçu la lettre que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'écrire aujourd'hui. Je ne manquerai pas de rendre compte au Roi de l'avis qu'elle renferme, et je puis vous assurer d'avance que S. M. sera très sensible à cette marque de confiance de la part de Monsieur le Prince-Stadhouder. S. M. verra également avec beaucoup de plaisir la persévérance de ce Prince dans les dispositions pacifiques qu'il a suivies jusqu'à présent.

Je me réserve au surplus de communiquer à V. Exc. la première fois que j'aurai l'honneur de la voir, le jugement que le Roi aura porté de la négociation que la Cour de Londres semble vouloir entamer.

J'ai l'honneur, &c.

DE VERGENNES.

Son Exc. Mr de Berkenrode.

LETTRE CMIV.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Le concert avec la France. La médiation Russe.

—

Le 8 février 1782.

Mon empressement de me rendre à La Haye, Monsieur le Comte, a été conforme à l'importance des objets qui m'y rapellent. J'ai relu avec la plus grande attention, en y arrivant, les dernières instructions que

vous m'avez fait l'honneur de me remettre et elles vont être la règle de ma conduite.

Les délais successifs des délibérations sur les points essentiels, qui occupent les Etats de Hollande, ont laissé les affaires générales dans la même situation où elles étoient avant mon départ. L'acceptation de la médiation de Russie n'a pas encore été conclue et l'assemblée s'est prorogée jusqu'à Mercredi, sans avoir pris aucune détermination à cet égard. Les patriotes les plus zélés persistent à exiger que la résolution d'offrir à la France un concert d'opérations pendant la campagne prochaine soit prise non seulement par la généralité avant qu'ils s'expliquent sur l'offre des bons offices de l'Impératrice de Russie (....)[1]) et leur voeu secret seroit de [l']éluder entièrement, dès qu'ils auroient obtenu le consentement de leurs coalliés hostiles, qui leur paroissent seuls devoir procurer à la République des conditions glorieuses. Ceux qui développent des sentimens moins énergique, pensent que les négociations proposées pourroient être suivies incessamment d'une paix honnorable, continuent à désirer que les résolutions relativement au concert ultérieur avec la France et à l'acceptation de la médiation de la Russie, soient conclues en même tems par les Etats de Hollande ainsi que par les Etats-Généraux; que cette acceptation soit tellement motivée, qu'elle puisse n'avoir aucun succès, si l'Angleterre se refuse à la requisition préallable; qu'elle soit conforme aux principes constitutifs de la liberté illimitée des mers; qu'elle soit accompagnée d'une déclaration ministérielle aux Cours de Versailles et de Madrid, par laquelle L. H. P. donneraient les assurances les plus positives de leur intention de ne prendre avec la Grande Bretagne

[1]) *Evidemment une partie de la phrase,* (mais ....), *a échappé au copiste.*

aucun engagement contraire aux loix fondamentales de la neutralité observée par la République avant l'injuste aggression de la Cour de Londres. Cet avis, ouvert d'abord par quelques Membres de la régence d'Amsterdam, a été dernièrement adopté par les Députes des villes (Le corps des Nobles[1]). Si les patriotes, dont il ne satisfait pas entièrement le zèle, se trouvent enfin forcés à y adhérer, ils voudroient au moins ajouter à l'assurance qu'il est à propos de donner à la France et à l'Espagne, celle de ne point suspendre les hostilités avant la conclusion d'une paix définitive, mais ce ne sera qu'à la dernière extrémité qu'ils abandonneront le plan d'éluder les bons offices de la Russie et de ne s'occuper que de la combinaison des opérations militaires contre l'ennemi commun....

LETTRE CMV.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Le projet d'une résolution.

—

Hage, den 15 February 1782.

WelEdelgestrenge Heere.

Ik ben UwE.G. zeer verpligt voor de toegezondene concept-extensie[2]). Ik hebbe geene remarques op de praemissen, maer de conclusie hebbe ik begrepen te zijn, dat de provincien hebben aengenoomen, ieder in den Haere, van de missive van den Heere Hop,

[1]) *Correction du prince d'Orange.*

[2]) C. à d. de ce qui s'était passé à l'assemblée du collège dit „Geheim Besogne" au sujet des missives du gouvernement Autrichien concernant l'intention de l'Empereur de démolir les fortifications des villes de la barrière.

met de aen hem ter hand gestelde Memorie, en van de door U.E.G. gedaene ouverture van het Extract eener missive van den Heere Prince van Kaunitz aen den Heere van Reischach, op eene secreete wijze kennisse te doen toekoomen aen de Heeren Staeten, hunne principaelen, om van derzelver intentie te konnen werden geinformeert, en dat de Raet van Staete is verzocht te praeadviseeren, na mijn advis te hebben ingenoomen over de zaek ten principaelen, naemelijk of de demolitie der werken moet worden toegestaen, dan met kragt van wapenen tegen gegaen, en in het eerste geval of en op welke wijze het garnisoen uit Namen zoude moeten worden getrokken en 's Lants goederen, zich aldaer bevindende, na elders getransporteert; en voorts, vermits waerschijnlijk de resolutien der provincien niet zullen konnen arriveeren bij tijts en dat het noodigh zal zijn zich in deeze maent te bepaelen omtrent de pointen vervat in de memorie aen den Heere Hop overhandigt, de Raet van Staete wordt verzocht apart te praeadviseeren op de provisioneele daerop te neeme resolutie en omtrent de te geevene orders om de zaeken buiten confusie te houden en den Staet in geen gevaer te stellen om in een ruptuur met het Hof van Weenen te geraeken. De extensie koomt wel in het generael daermede overeen en met eenige verschikking van woorden vinde ik dezelve volkoomen goet.

Waermede blijve met achting....

W. PRINCE VAN ORANJE.

LETTRE CMVI.

Le prince d'Orange au roi de Prusse. Recommandation discrète des intérêts de la République.

—

La Haye, ce 16 Février 1782.

Sire.

Je ne puis laisser partir le Baron de Reeden, que les Etats Généraux des Provinces-Unies ont nommé pour résider de Leur part auprès de V. M., sans le charger de lui remettre ce témoignage de mes sentimens respectueux et de ma reconnoissance pour toutes les bontés qu'Elle a bien voulu me témoigner jusqu'ici et dont je lui demande la continuation avec instance. Je prends la liberté de recommander en même temps à V. M. les intérêts de cet Etat et ceux de ma Maison. J'ose espérer que, si nous sommes injustement envahis, Elle ne dédaignera point de protéger et défendre un Etat, qui dans bien des occasions éprouva des marques sensibles de la bienveillance de ses glorieux devanciers.

Je la supplie de vouloir bien aggréer que je l'assure de ma vive gratitude pour les choses gracieuses qu'Elle veut bien dire à mon sujet dans les différentes lettres qu'Elle a écrites à la Princesse mon Epouse . . . .

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE CMVII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. L'affaire du duc de Brunswic.

—

19 February 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb d'eer U.D.H. te restitueeren Hoogstdeszelfs advis in de zaak van Z. H. de Heer Hertog van

Brunswic. 't Zij mij gepermitteert in bedenking te geven of niet uit dit advis door de Ridderschap eenig en alleen zou konnen werde geadopteerd het declaratoir tot justificatie van Hoogstgem. Heer Hertog, sonder verder in de materie te koomen [1]), maer eenvoudig borneerende het advis van H.Ed.Mog., om, onder benefitie van het voorsz. declaratoir, de zaak te houden voor afgedaan.

Ondertusschen moet ik voor U.D.H. niet verbergen dat de Hr van Noordwijk mij zoo eeven eenige zwarigheeden tegens het doen van zoodanig declaratoir heeft geoppert, dewelke zijn H.W.Geb. aan U.D.H. zal voordragen. Ik vinde die zwarigheden en bedenkingen van dien aard, dat dezelve aan het beslissend oordeel van U.D.H. dienen te werden gesubmitteerd....

LETTRE CMVIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La lettre de l'impératrice de Russie.

—

11 Maert 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

.... Ik heb de eer U.D.H. te restitueeren de missive van Haar Russische Keizerlijke Majesteit aan U.D.H. [2]). Die démarche van Hooggem. Keyzerin is zeer decent en gepast. Ik hoor bij continuatie zeer weinig goeds

[1]) La déclaration du prince que le duc n'était nullement coupable de la faiblesse de la marine et qu'on lui imputait à tort d'inspirer des mesures nuisibles en donnant de mauvais conseils.

[2]) Evidemment la lettre du 20 Décembre 1781 (vol. précédent, n°. 587). Les deux lettres du commencement de 1782 ne contiennent que des formalités.

van den Heer Markoff[1]). Hij heeft eergisteren een lange conferentie gehad met de Hr Wentworth aen het Logement van de laatste. Uit zekere informatien moet ik besluiten dat de Heer Wentwort niet verlangt mij te zien, en ik kan mij van zijne visite zeer wel passeeren ....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CMIX.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. La conduite du prince-stadhouder.

—

Le 15 mars 1782.

Le soupçon que m'avoit inspiré Monsr le Stadhouder, s'est justifié de plus en plus, Monsieur le Comte; sans cesser de reconnoître la nécessité d'une détermination ultérieure de la République, qui fixât la base de concert avec la France, il a différé d'en faire la proposition aux Etats-Généraux et m'a dit enfin que la forme constitutionnelle exigeoit que je remisse à ce sujet un mémoire à L. H. P. Cette conduite n'a d'autre motif que l'espérance illusoire entretenue par Mr Wentworth, qui, sans s'expliquer ouvertement dans ses couférences avec le Fiscal de l'Amirauté d'Amsterdam[2]), parce qu'il n'a réellement aucun ordre, laisse entrevoir la possibilité d'une réconciliation conforme au désir témoigné par la dernière résolution des Etats-Généraux et promet successivement de renouveller ses efforts auprès du Ministère Anglois.

[1]) M. Markow venait d'arriver de la part de l'impératrice pour coopérer avec le prince Gallitzin. Voyez le numéro 587, cité plus haut. Sans doute c'est lui qui était le porteur de la lettre de sa souveraine.

[2]) Van der Hoop.

Monsieur Markow, qui depuis son arrivée a recherché tous les partisans de l'Angleterre et a les plus longs et les plus fréquents entretiens avec le Commissaire Britannique, contribue de tous côtés à maintenir le prestige dont on cherche à fasciner les yeux du prince-stadhouder.

Les patriotes cependant s'indignent du séjour prolongé de Monsieur Wentworth et y veulent déterminément mettre obstacle, en fixant une époque définitive et prochaine, à laquelle il doit retourner dans sa patrie.

Il me semble, Monsieur le Comte, que c'est en vain que les Anglomanes affectent d'espérer encore le rétablissement des anciens liens entre la République et l'Angleterre. Ils sentent bien qu'ils ne sauroient maintenant altérer la résolution par laquelle L. H. P. se sont engagées à soumettre invariablement le principe de la liberté illimitée des mers et qu'elles n'obtiendront jamais du Ministère Britannique sur ce point fondamental un acte de condescendance, qui offriroit un contraste trop humiliant avec son arrogance accoutumée, mais ils s'efforcent de prolonger l'illusion, parce qu'ils sont convaincus, que dès que la République aura pris la résolution de n'admettre aucune proposition pacifique pendant la durée du concert avec la France, ils ne pourront plus s'opposer aux suites de cette union destructive de leur système et seront forcés de se laisser entrainer au gré des patriotes, ceux-ci se préparant à imiter promptement l'énergie de la Frise relativement à l'indépendance Américaine. Les villes de Dort et de Leyden doivent en faire la proposition aux Etats de Hollande Mercredi ou Jeudi. Elles se flattent d'être puissamment secondées par toutes les régences principales et de travailler une adhésion générale à leur opinion.

Plusieurs membres importants du parti contraire se sont entretenus avec moi sur cet objet de leurs délibérations et m'ont demandé quelles seroient les intentions du Roi, affectant de paroître disposés à y souscrire, s'il les developpoit, mais cherchant réellement les moyens de faire envisager la modération que S. M. pourroit témoigner comme une indifférence qui devoit engager à ne pas presser la conclusion.

J'ai cru devoir [1]), Monsieur le comte, que sans m'écarter de la prudence dont vos ordres et mes principes m'ont fait une loi inviolable, je devois prévenir l'abus qu'ils en vouloient faire, et je leur ai répondu que j'ignorois les sentimens du Roi à cet égard; que je pensois que S. M. ne pourroit voir qu'avec satisfaction les Etats-Généraux imiter l'exemple généreux qu'elle avoit donné à l'Europe, mais que je me bornois à les exciter à bien consulter sur cet objet, comme sur tous les autres, leur véritable intérêt et à y conformer invariablement leur conduite.

P.S.

Je me suis entretenu pendant mon dernier séjour à Amsterdam avec Mess[rs] les directeurs de la Compagnie des Indes-Orientales et les ai vivement pressés de hâter le départ de leurs bâtimens armés. Ils m'ont témoigné les plus grands regrets de ne pouvoir pas le déterminer avant l'èpoque à laquelle l'escadre du Texel mettra en mer. Ils sont invariablement résolus à le différer jusques là et ne croyent pas pouvoir le tenter sans une escorte des vaisseaux de guerre de l'Etat, qui les protégera jusqu'à une certaine hauteur. J'ai de plus en plus lieu d'être assurè que les promesses de Mons[r] le stadhouder et de Mons[r] Van der

[1]) Le mot „dévoir" est de trop.

Hoop relativement aux préparatifs hostiles se vérifieront. Je crains cependant que les vents orageux, qui ont constamment soufflés ici depuis — [1]) dernier avec la plus grande violence, n'ayent occasionné quelque retard, mais il ne pourra être [que] de quelques jours. Les commerçants ont été prévenus secrettement, que les navires qu'ils se proposent d'expédier sous le convoi de l'escadre, devoient être rendus au Texel avant le 10_e Avril.

LETTRE CMX.

Le roi de Prusse au prince d'Orange. Réponse [2]).

—

Ce 15 mars 1782.

Monsieur mon Cousin et Neveu.

Monsieur de Rede m'a rendu la lettre, mon cher Prince, que vous avez eu la bonté de m'écrire. Je souhaiterois de pouvoir estre utile à la République et à Vous plutôt par des actions que par des paroles et que les effets remplaçassent mes voeux; personne certainement ne s'intéresse plus que je le fais à la prospérité de cet Etat et à celui de votre Famille, que je le fais. Il faut espérer qu'après que quelques nuages obscurs seront dissipés, les beaux jours de la République n'en deviendront que plus brillants; que la justice et la paix, descendant des Cieux, ramèneront la tranquilité et l'abondance et que j'aurai bientôt, mon cher Prince, le plaisir de Vous en féliciter ....

FÉDÉRIC.

[1]) *Laissé en blanc.*

[2]) *En orthographe moderne.*

LETTRE CMXI.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Nouvelles des Indes Orientales.

—

Le 22 Mars 1782.

.... M. M. les Directeurs de la Compagnie Orientale sont venus me faire part, Mr le comte, des dernières nouvelles qu'ils ont reçues des Indes par la voie d'Ostende. Il paroit que les cinq vaisseaux marchands Anglois, qui viennent d'arriver à Plymouth et qui étoient partis de la rivière de Canton, devoient relâcher à Batavia, mais que les capitaines, instruits pendant la route par un navire Portugais de la rupture entre la République et l'Angleterre, ont changé de projet et résolu de s'emparer de quelques établissements de la Compagnie sur les côtes de Sumatra, ce qu'ils ont en effet exécuté, mais ces établissemens sont très peu importans. M. M. les Directeurs ne semblent pas du tout affectés de cette perte, et ils n'ont ajouté aucune foi jusques à présent au bruit qu'on a répandu à Londres de la prise de Batavia, ainsi que celle de Cochin sur la côte de Malabar. Les dernières lettres de leur gouverneur-général leur ont appris qu'il avoit reçu les ordres qu'ils lui avoient adressés en Février et qu'il avoit dès lors prévenu ceux qui lui ont été envoiés ultérieurement et qui tendent à prescrire à tous les Gouverneurs, Commandans et Officiers, qui sont sous sa dépendance et nommément à ceux de Ceylon, de combiner avec les chefs des troupes Françoises toutes les opérations les plus nuisibles à l'ennemi commun. Ils semblent ne pas douter de l'heureux accord, qui se sera établi entre les moiens respectifs dans ces parages et ils en augurent les effets les plus avantageux. Ils se disposent à faire

en Europe, tant par les ports de France que par ceux de la République, toutes les expéditions qui pourront être utiles à entretenir et à augmenter les forces de la Compagnie. Ils m'ont prié de solliciter le Ministère du Roi de vouloir bien continuer à les aider par tous les secours qu'ils en attendent avec confiance et notamment relativement à l'embarquement de la légion de Meurom, qu'ils désirent très vivement d'accélérer. Je leur ai répondu que je ferois parvenir aux ministres du Roi leurs voeux à cet égard et que l'épreuve qu'ils avoient déjà faite de la bienveillance généreuse de S. M. devoit leur inspirer l'espérance d'en obtenir de nouveaux témoignages....

LETTRE CMXII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Nouvelles.

Le 22 Mars.

Le mémoire que j'ai remis aux Etats Généraux produit, Monsieur le Comte, l'effet que j'en attendois. Il offre à tous les membres de la République une nouvelle preuve du système invariable de modération adopté par le Roi et ne laisse aux Anglomanes aucun moyen d'altérer la confiance certainement durable, que des principes aussi respectables ne peuvent manquer d'inspirer. La réponse la plus convenable a été rédigée; elle m'a été communiquée hier et sera adoptée aujourd'hui par les Etats de Hollande. Elle l'auroit été incessamment par les Etats-Généraux, si Mr de Lynden de Blitterswijck [1]) n'avoit demandé à en donner auparavant connoissance à la province de Zélande, mais elle sera certainement arrêtée — [2]) prochain et

[1]) Le réprésentant du prince comme premier noble.

[2]) *Laiseé en blanc.*

je me persuade que le jour même où la résolution de L.H.P. me sera remise, monsieur le Prince-Stadhouder me communiquera les propositions relativement au concert ultérieur qu'il doit soumettre à la délibération de S. M.

J'ai eu l'honneur de vous prévenir, Monsieur le Comte, que je craignois beaucoup que les vents orageux qui soufflent constamment ici depuis quinze jours ne retardassent les préparatifs nécessaires. Les vaisseaux qui se trouvent au Texel et dans l'espèce de rade où ils ont été placés pendant l'hyver, n'ont pas souffert de dommages essentiels, mais plusieurs petits bâtiments qui contenoient des objets nécessaires au carenage et au calfatage, ont été submergés. L'amirauté a été obligée d'en envoyer d'autres d'Amsterdam et c'est une perte de tems inévitable. Mr Van der Hoop m'a bien assuré qu'il s'efforceroit de réparer ce contretems avec la plus grande activité. La requête combinée des négociants de toutes les villes commerçantes à été présentée hier à l'assemblée des Etats de Hollande. Les régences d'Amsterdam, de Dort, de Harlem, de Leyden, de Delft, de Gouda, de Schiedam, de Schoonhoven et de Purmerende se sont expliquées avec beaucoup de force sur la nécessité d'admettre sans délai Mr Adams comme ministre-plénipotentiaire du congrès des Etats-Unis de l'Amérique Septentrionale. Plusieurs autres villes et le Corps des Nobles ont declaré ne pouvoir pas encore donner leur suffrage, mais ils le donneront certainement dans le cours de la semaine prochaine, et quoique monsieur le Stadhouder ait témoigné assez ouvertement l'intention de retarder et d'affaiblir la résolution, qui doit être prise à cet égard par cette province, les patriotes ne doutent pas qu'elle ne soit conforme à leur voeu et a celui de toute la nation, qui s'est manifesté de

la manière la plus remarquable par l'empressement que tous les négociants ont montré à signer les requêtes les plus énergiques.

Le Commissaire Britannique est demeuré encore deux ou trois jours à La Haye, après avoir reçu l'insinuation qui lui a été faite et dont je vous ai rendu compte, mais il est enfin parti hier pour Rotterdam et il se rendra de là incessamment en Angleterre par la voye de Helvoet ou celle d'Ostende. La convention du cartel n'a pas été définitivement arrêtée, mais Mr Wentworth mandera de Londres aux Commissaires, nommés par L. H. P., la détermination ultérieure du Ministère Anglois....

LETTRE CMXIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Une missive du roi de Prusse à la princesse.

—

25 Maart 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb de eer U.D.H. te restitueeren de missive van Zijne Pruissische Majesteit aan H. K. H. [1]). Het

[1]) La lettre du 18 Mars ne contenant rien sur la démarche, proposée par le roi, il faut qu'il s'agisse de celle du 15 Mars, dont voici le texte: (En orthographe moderne)

Ce 15 Mars 1782.

Ma très chère Nièce,

Monsieur de Rede m'a remis la lettre que ma chère enfant m'a écrite, et j'ai été bien aise de parler à quelqu'un qui vous a vu et qui m'a assuré que vous jouissiez d'une parfaite santé, et nous nous sommes entretenus au long sur le sujet de la Sérénissime République; nous avons un peu gourmandé le césar Josef qui rompt si lestement le Traité de Barrière. Nous avons mis le vaisseau de ligne de

Hof van Rusland, niet zijnde onder die Mogendheeden welke het tractaet van barrière hebben gegarandeert, zoo twijfel ik zeer geweldig of het adres van den Staat aan het Hooggem. Hoff wel van eenig het mindste nut zoude konnen zijn, en ik vinde voor mij geen ruimte om de démarche, bij hooggem. missive geoppert, waarvan geen vrugt hoegenaamd zie, te konnen aanraaden . . . .

P. VAN BLEISWIJK.

Ik had wel gewenscht dat de Heer van Rheede zijne secreete missive aan den Heer griffier een weinig anders had ingerigt; die brief is niet geschikt om het vertrouwen op Rusland, 't welk thans alhier zeer gering is, te vermeerderen.

la République en mer, et nous avons si bien fortifié le parti de l'opposition dans le Parlement de Londres qu'il a forcé le parti Royaliste a souscrire à la paix générale. Le mal, ma chère enfant, de nos opérations, c'est qu'elles n'ont consisté qu'en paroles, et que les choses dans le monde sont demeurées in statu quo; il m'est venue d'ailleurs une idée dont vous pourriez vous servir au cas qu'elle agrée Messieurs les Hauts et Puissants Seigneurs. Ce serait que la République portât ses plaintes sur l'infraction du Traité de Barrière à l'Impératrice de Russie et tâchât d'engager cette princesse à faire à ce sujet des représentations à la Cour de Vienne. Si l'on prend ce parti il ne pourra tirer après soi aucune conséquence fâcheuse et c'est toujours un essai qui peut-être ne sera pas tout à fait inutile.

Daignez, ma chère enfant, assurer notre cher Prince de tout mon attachement, et soyez persuadée de la tendresse infinie et de l'estime avec laquelle je suis

Ma très chère Nièce

votre fidèle oncle et ami

FÉDÉRIC.

LETTRE CMXIV.

L'envoyé à Berlin. Van Reede au prince d'Orange. Une lettre de Versailles.

—

Berlin, le 26 Mars 1782.

Monseigneur.

....J'ai l'honneur de joindre à ma lettre la copie d'un asses méchant bulletin, que je suis bien éloigné de garantir, mais que j'ai trouvé établi. J'ai en mon particulier les raisons les plus fortes de ne pas ajouter foi à cette lettre de Versailles et je ne crois pas qu'elle ait fait sensation ici....

De Votre Altesse....

A. W. VAN REEDE.

L'on croit toujours ici que les trop grands succès des Bourbons dans la Méditerrannée ne donnera de puissans Alliés à l'Angleterre. Certains Ambassadeurs ont eu à ce sujet une longue conférence avec Mr de Vergennes, qui leur a répondu sur un ton ferme et avec dignité. Cependant l'on croit que, si Gibraltar succombe à la fin aux nouveux efforts que l'Espagne va faire, l'orage, qui a grondé depuis quelque tems, n'éclatera sur le continent.

LETTRE CMXV.

Extrait d'une lettre de Versailles.

—

Du 12 Mars.

L'on soubçonne ici que la démolition des barrières a été une affaire concertée entre la France et la Cour de Vienne, et la réponse donneé par notre

ministère à ce sujet à l'ambassadeur d'Hollande auroit par conséquent renfermé une grande dissimulation.

Les Anglois sont à présent tellement indignés contre leurs Ministres, que nous recevons de cette isle des avis prompts et nombreux de tout ce qui s'y passe et des préparatifs de guerre dont on s'occupe. Nous ne manquerons d'en faire un bon usage pour diriger nos plans et opérations en conséquence, afin de leur porter dans cette campagne des coups décisifs.

LETTRE CMXVI.

Le prince d'Orange à l'impératrice de Russie. Réponse.

La Haye, ce 26 Mars 1782.

Madame.

Je suis pénétré de la plus vive reconnoissance de l'honneur que V. M. Imp^le^ m'a bien voulu faire en chargeant Monsr de Markoff, son Conseiller de chancellerie, qu'Elle a nommé pour résider comme Ministre et vaquer à ses affaires auprès de Leurs Hautes-Puissances, conjointement avec son Envoyé-Extraordinaire, Monsr le Prince de Gallitzin, de me remettre la lettre que V. M. Imp^le^ a bien voulu m'écrire [1]).

Qu'Elle me permette de mettre à ses pieds mes très humbles actions de graces pour toutes ce que V. M. Imp^le^ veut bien me dire de gracieux; ma gratitude ne pourra jamais être égalée que par mon désir de lui prouver en toute occasion combien j'aspire à me rendre digne des bontez que V. M. Imp^le^ veut me témoigner, et particulièrement je ferai tout ce qui

[1]) La lettre du 20 Décembre 1781, déjà publiée sous le numéro 587, évidemment remise par. M. Markow au jour de son arrivée. Cf. n^0^. 908.

est en mon pouvoir pour cimenter et augmenter de plus en plus les liaisons et la bonne harmonie, qui subsiste si heureusement entre V. M. Imp[le] et la République des Provinces-Unies, et c'est avec le plus profond respect que j'ai l'honneur d'être,

Madame, ...

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE CMXVII.

Le duc de la Vauguyon au prince d'Orange. La délibération aux Etats de la province de Hollande au sujet de l'Amérique. Les sentiments des autres provinces.

Le 29 Mars 1782.

La séance des Etats d'Hollande.... Monsieur le Comte, a été très vive. Le Pensionnaire de Dort, après avoir vu l'opinion de sa régence rélativement à l'indépendance Américaine, adoptée par toutes les autres, s'est répandu en plaintes amères contre la conduite du Corps des Nobles, qui, en déclarant ne pouvoir pas encore s'expliquer, sembloit vouloir retarder la conclusion d'un objet si important et si conforme au voeu général de la nation. Monsieur le conseiller-pensionnaire lui a répondu avec beaucoup d'émotion, en blâmant très fortement sa manière outrageante d'interprêter le silence de la noblesse, et il s'est élevé entr'eux un débat assez chaud, qui n'a eu cependant aucune suite ultérieure. M[r] le conseiller-pensionnaire, trop éclairé pour ne pas bien juger les intérêts de sa patrie, mais souvent trop foible pour les soutenir avec fermeté, avoit développé avec énergie depuis le commencement des délibérations sur l'admission de monsieur Adams le désir constant d'en accélérer la détermination définitive, et s'il a relevé vive-

ment le discours du pensionnaire de Dort, ce n'est pas pour combattre son opinion essentielle sur cette grande affaire, mais il a cru devoir défendre ainsi le corps dont il est par sa place l'orateur et l'organe.

Il s'y est porté avec d'autant plus d'empressement, qu'il pensoit justifier en même tems monsieur le Stadhouder, qui est avec raison regardé comme l'unique mobile de la noblesse. Monsieur le prince a transmis à ce premier ordre des Etats de Hollande l'opinion qu'il m'avoit communiquée, dont j'ai eu l'honneur de vous faire part — [1]) dernier. L'admission de monsieur Adams, ayant été de nouveau mise en déliberation, le Corps des Nobles a annoncé qu'il ne croyoit pas devoir adopter le sentiment des villes et a laissé entrevoir que la résolution proposée pourroit déplaire à l'Impératrice de Russie, dans la situation actuelle des rélations des Etats Généraux avec S. M. Impériale, mais il a déclaré en même tems n'y vouloir pas mettre obstacle. Ainsi l'admission du Ministre Américain a été arrêtée unanimement. Les Magistrats des villes les plus importantes ont représenté ensuite qu'il leur paroissoit convenable que Monsieur le conseiller-pensionnaire fût expressément chargé d'en informer Monsieur Adams, et il a été convenu que cette autorisation feroit partie de la résolution. Les Etats, avant de se séparer, ont recommandé à leurs députés aux Etats-Généraux de presser par les instances les plus sérieuses la conclusion définitive de L. H. P. et je ne doute pas qu'elle n'ait lieu avant trois semaines.

La province de Zélande, qui est maintenant assemblée, doit adresser incessamment son suffrage à la Généralité.

[1]) *Laissé en blanc.*

La province d'Utrecht, dont les négociants et fabriquants ont vivemont réclamé le zèle de leurs régents, suivra promptement cet exemple.

La Gueldre y a déjà paru très disposée et je suis fondé à croire que l'Overijssel ainsi que Groningue s'y conformeront sans délai, mais le voeu unanime de la Province de Hollande, si énergiquement proposé, a entièrement constaté le sentiment national et paroit devoir écarter pour jamais la possibilité de rétablir les anciens liens de la République avec la Grande Bretagne. Je ne doute pas cependant que le nouveau Ministre Anglois ne fasse les plus grands efforts pour faciliter une prochaine réconciliation, mais ils n'obtiendront certainement pas plus que leurs prédécesseurs des témoignages d'une condescendanse humiliante et je crois pouvoir assurer que jamais la République n'écoutera leurs propositions, qu'après avoir demandé l'approbation du Roi et qu'autant qu'elles auront pour base la reconnoissance de la liberté illimitée des mers.

LETTRE CMXVIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Les sentiments du nouveau ministre Fox.

31 Maert 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

De Heer Prins van Gallitzin communiceert mij zoo eeven het retour van zijn courier uit Engeland, met een brief van de Heer Simolin, meldende in substantie dat de Hr Fox [1]), nieuw aangesteld secre-

[1]) Ch. James Fox vint d'être nommé ministre après la chute du lord North.

taris van staat, hem had verzeekert van de favorable dispositie van Zijn Groot Brittannische Majesteit om het præliminair point der vrije zee aan de Republicq toe te staan en, zoo als de periode in de brief van gem. Staats-Minister aan de H[r] Simolin luid: pour négotier un traité de paix sur le pied du traité de 1674. — De Heer Gallitzin zal Dinsdag een memorie aan H. H. M. présenteeren [1])....

P. VAN BLEISWIJK.

Ik moet niet vergeeten dat de brief ook inhoud een propositie tot wapenschorsing.

LETTRE CMXIX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Réponse [2]).

—

(Même date).

WelEdele Gestrenge Heer.

De onverwagte tijding, die UwE.G. mij deezen avond vermelt heeft, kan ik niet ontveinzen dat mij veel sensatie doet. Ik vreeze dat men negligeeren zal de gelegenheit om eene voordeelige vreede te maeken, en, die eens verlooren zijnde, zal niet gemakkelijk gerecupereerd worden. Zoo de Memorie van den Heere Prince van Gallitzin overmorgen gepresenteerd word, zal het, mijns bedunkens, nodig zijn de Vergaderinge bijeen te roepen.

Het zal mij zeer aengenaem zijn UwE.G. op morgen te kunnen spreeken....

W. PRINS VAN ORANJE.

[1]) On trouvera le texte de cette lettre dans les Ned. Jbb. 1782, I. p. 454.

[2]) *Minute autographe du prince.*

LETTRE CMXX.

Le prince d'Orange à l'envoyé Van Reede à Berlin. Lettres du prince et de la princesse au roi de Prusse.

—

La Haye ce 5 avril 1782.

Monsieur.

Je n'ai pas voulu manquer de vous avertir, que j'ai envoyé mon fourier Terrasson en courier à Potsdam pour apporter une lettre de la Princesse et une de moi au Roi et au Prince de Prusse. Les circonstances actuelles des affaires de l'Etat rendent l'amitié du Roi d'un prix de jour en jour plus considérable pour cette République, et je crois que nous devons faire ce que nous pouvons pour la cultiver. Vous aurez vu par les gazettes la proposition des Ministres de Russie et la lettre du nouveau secrétaire d'Etat d'Angleterre Charles Fox. Je crois en mon particulier que la Paix à des conditions honorables et obtenant la liberté des mers, seroit utile à l'Etat, mais je ne sçais quelle sera la détermination de l'Etat. Je vous écris ceci pour votre information particulière et vous prie de n'en pas faire mention. Au reste je suis parfaitement,

Monsieur,

votre très affectionné Serviteur,

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE CMXXI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Disposition moins favorable du nouveau gouvernement Anglais.

—

1 April 1782.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

.... Ik haaste mij om voor U. D. H. open te leggen mijn stille reeden van bekommering dat de bewuste favorable dispositie in Engeland niet zoo reëel is als ik hartelijk wenschte....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CMXXII.

Le pensionnaire de Dordrecht C. de Gijselaer au conseiller-pensionnaire. Le question d'une paix avec l'Angleterre.

—

Dordrecht, 2 April 1782.

HoogEdelGestrenge Heer.

Ik heb U.H.E.G. missive van gisteren hedenmorgen wel ontvangen. Het daerbij gecommuniceerde heeft mij in geenen deele gesurpreneert, maer veeleer ben ik verwondert geweest, dat toen men in Engelant met zekerheit is geïnformeert geworden, dat er van wegens de Republicq een plan van operatien met Vrankrijk stond te worden gearresteert, er niet direct voorslagen tot vreede of tot een stilstant van wapenen, met toekenning van de rechten der vrije vaert, zijn gedaen, 'tgeen nu eindelijk met alle pressance heeft moeten geschieden, om de generael betoonde inclinatie voor de admissie van een minister der Americaensche Staeten. Ik twijffel geensins of men zal door den

bedriegelijken stap van Engelant ter Generaliteit zoeken aenleiding te krijgen om gemelde admissie te dilayeeren of liever geheel in de wal te schuiven, maer ik heb thans alle reden om te denken dat, wat hieromtrent ook zou mogen worden gemachineert, alles op het sistema van de regeering deezer stadt vruchteloos zal zijn, alzoo er geen de minste gront is om te konnen verwachten, dat men hier ooit zal inclineeren om een particuliere stilstant van wapenen te treffen en vooral niet om eenige der tractaten of een of meer gedeeltens van dien, tusschen ons en Engelant gesubsisteert hebbende, te renoveeren, maer daerentegen verbeeld ik mij dat men zich getrouw zal trachten te houden aen 't begonnen overleg nopens een plan van gemeenschappelijke operatien met Vrankrijk en blijven aenkleeven het geadopteerde sistema om den Heer Adams te admitteeren en dus om het oog geheel en al af te trekken van eene particuliere vrede, onder eene bedriegelijke mediatie, maer af te wachten den tijt van een generael congres, daer de Republicq met meer hoop van succes haer belang zal kunnen voorstellen, vooral zoo men in aanmerking neemt dat de afgeroofde possessien niet meer in het bezit van den vijant zijn. Hieruit zult U.H.E.G. lichtelijk kunnen opmaeken dat 't niet praesumtif is, dat de te presenteeren memorie door den Prins van Gallitzin hier van eenig effect zal zijn....

C. DE GIJSELAER.

LETTRE CMXXIII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Même sujet.

—

Le 2 avril 1782.

L'importante conquête de St Christophe et des établissemens Hollandois à Demerary et Essequebo paroissent, Monsieur le Comte, devoir exciter de plus en plus le ministère Britannique à accélérer la paix générale. De quelque côté que les nouveaux administrateurs jettent leurs regards, ils ne peuvent manquer d'être effrayés de l'aspect embarassant des affaires de l'Angleterre dans toutes les parties du monde. Ils ne sauroient se flatter que les Etats-Unis, prêts à jouir de leur indépendance, renoncent au seul moyen de la cimenter pour jamais, que leur offre l'alliance généreuse du Roi. Ils doivent être bien persuadés que les Etats-Généraux n'écouteront dans les circonstances actuelles que des conditions honorables pour eux et approuvées par S. M. Le concert des flottes Françoises, Espagnoles et Hollandoises en Europe, notre supériorité dans les Indes-Occidentales, la combinaison des forces de la République et des nôtres en Asie, semble ne leur annoncer que des revers. Prolonger plus longtems la guerre, ce seroit se charger du reproche des malheurs et favoriser celui des désastres passés, tandis que, rassemblant sur leurs prédécesseurs toute l'indignation qu'a fait naître un système ruineux, ils peuvent se montrer à la nation sous l'aspect consolant de réparateurs des calamités publiques, mais quelque vraisemblable que soit cette manière d'envisager l'époque à laquelle nous sommes parvenus, il seroit très imprudent de trop compter sur les consequences qu'elle semble offrir, et il me paroit qu'il convient d'observer avec plus d'attention que jamais les démarches des nouveaux Ministres Britanniques et de redoubler d'ac-

tivité et d'énergie dans cette importante circonstance. Je m'efforcerai de bien convaincre de ces vérités essentielles les personnages prépondérants de la République. Je les veillerai eux-mêmes avec le plus grand soin et ne négligerai rien pour pénétrer toutes les insinuations illusoires qui pourroient être présentées et prévenir les effets des menées insidieuses, dont la trame n'est peut-être pas encore entièrement détruite. J'aurai continuellement aussi les yeux ouverts sur Monsieur Adams, qui jusqu'à présent ne s'est rien permis qui ne doive exciter ma confiance, mais je me tiendrai à même de m'apercevoir des moindres variations et je serai très exact à vous les transmettre.

Monsieur le conseiller-pensionnaire n'a pas encore exécuté l'ordre, que les Etats de Hollande lui ont donné, d'informer Monsieur Adams de leur résolution. Il a envoyé dernièrement chercher Monsieur Dumas, agent du congrès qui réside à la Haye, et l'a prié de se charger de cette commission. Celui-ci a répondu qu'il n'étoit pas autorisé à cet effet; qu'elle devoit se faire de ministre à ministre et qu'il seroit très volontiers le porteur de la lettre de Mr de Bleswick à Mr Adams.

Monsieur le conseiller-pensionnaire a assuré qu'il l'adresseroit directement au ministre Américain.

Les négociants de la Province de Zélande, d'Overijssel et de Groningue ont imité ceux d'Utrecht et je continue à ne pas douter de leurs succès auprès des Magistrats de ces différentes provinces, qui paroissent ne pas pouvoir se conformer au suffrage de la Hollande et de la Frise.

P.S.

Dans l'instant où je venois de signer cette dépêche, Monsieur le Prince Stadhouder me communique la

nouvelle qu'il reçoit et que je me hâte de vous transmettre. Les nouveaux Ministres Anglois ont déclaré au Ministre de Russie, que S. M. Britannique étoit disposée à rétablir la paix avec la République sur la base des principes prétendus essentiels du traité de 1674, et en conséquence Mrs de Gallitzin et Markow doivent présenter demain un mémoire par lequel ils feront au nom de S. M. Impériale cette proposition. Je ne manquerai pas de conformer mes entretiens avec Monsieur le Prince sur ce nouvel événement aux instructions que vous m'avez données. Le départ de la poste ne me permet pas de vous exposer aujourd'hui mes réflexions sur un objet aussi important. J'aurai l'honneur de vous les soumettre Vendredi.

LETTRE CMXXIV.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Missive de l'ambassadeur Simolin.

Hage, den 21 April 1782.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik heb de eer aan U.H. hierneevens copije van de missive van den Heer Simolin aan den H^r Prins Galitzin en aan den H^r Markof toe te zenden. Soo de onderhaalde woorden in die missive twijffelagtig zijn, weet ik niet op wat woorden staat te maken zijn, of het moesten zijn op die van den Hertog de la Vauguyon ....

H. FAGEL.

LETTRE CMXXIV^a.

Copie de la missive susdite.

—

Extrait de la Lettre de Monsr Simolin, Ministre de S. M. Imp^le de toutes les Russies à Londres, à M^r le Prince de Galitzin et Mr de Marcoff, Ministres de S. M. Imp^le à La Haye, en date du 2e mars 1782.

J'avois déjà fait mon autre lettre d'aujourd'hui pour informer V. Exc. et vous de la conférence que j'eus hier avec le secrétaire d'Etat, Mr Fox, en conséquence de votre lettre du 20 du courant, lorsque j'ai reçu un billet du dit secrétaire d'Etat, où il me prioit de passer à son bureau; m'y étant rendu incessamment, il me dit qu'ayant rendu compte encore hier au soir au Roi et au Ministère de l'entretien que j'avois eu avec lui sur l'état actuel des affaires en Hollande et sur la négociation d'une paix separée, qui a été entamée sous la médiation de S. M. Imp^le et les offices de ses Ministres à la Haye, et s'étant servi de toutes les raisons que je lui avois alléguées pour accorder la base préliminaire que les Etats-Généraux des Provinces-Unies ont établie eux-mêmes pour leur négociation d'une paix particulière avec la Grande Brétagne, il étoit autorisé de me répondre que S. M. acquiesçoit d'admettre la liberté des mers et du commerce en conformité du Traité de 1674, proposant en même tems un armistice, si de leur côté les seigneurs Etats-Généraux jugent une telle mesure convenable au but proposé, afin de pouvoir travailler dans l'intervalle à une paix définitive. Je lui fis mes remercîmens de la promptitude qu'il avoit apportée à déterminer cette résolution et je lui fis observer la nécessité de m'écrire une lettre que je vous enverrai

en original par un courier exprès pour vous mettre en état de produire devant les Ministres de la République un écrit authentique et ostensible sur la résolution du Roi et de faire vos démarches publiques en conséquence. Monsr Fox goûta d'abord cette observation et promit de m'envoyer une lettre renfermant la détermination du Roi sur cet objet, ensemble avec un passeport pour mon courier. Ayant reçu cette lettre, je la joins ici en original et même avec l'enveloppe et le cachet de Mr. Fox.

Je crois, Messieurs, avoir fait actuellement ce qui a été possible pour remplir vos voeux et vous mettre en état de donner tout le poids possible à la médiation de notre cour. Je souhaite et espère que vos offices ne seront plus infructueux et je serai charmé d'en apprendre au plus tôt le succès.

LETTRE CMXXV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire [1]. *Communication d'un projet de mémoire* [2].

—

's Hage, den 4 April 1782.

WelEdelGestrenge Heer.

De critique situatie, daer de Republicq zich in bevind, heeft mij doen denken op de middelen die aengewend behoorden te worden om haer daeruit te trekken, en ik hebbe de nevensgaende memorie opgesteld, waeromtrent ik gaerne U.W.E.G. gedachten zoude verneemen. Ik denke dat, zoo men niet voorzichtig in deezen handelt, de Republicq veel te vreezen heeft. Het nieuwe Ministerie is veel entreprenanter

[1]) *Autographe du prince.*

[2]) *Probablement le mémoire présenté le 2 Juin. Voyez le numéro suivant.*

dan het vorige, en heeft voor zich het vertrouwen van de Natie en kan dus wat meer risqueeren. Zij geven nu handen los, maer zoo zulks niet beantwoord word van deeze zijde, is het te vreezen, dat wij meer entreprises op onze kusten te verwachten hebben dan in het voorleede jaer; dat Ruslant zich zal verklaeren niet meer met ons te bemoeien, zoo zij geen partij voor Engelant trekt, en waertoe misschien Deenemarken ook niet ongeneegen zoude zijn.

Ik geeve U.W.E.G. in bedenken of het niet raedzaem zoude zijn dat de Princesse of ik eene missive per expresse aen Zijne Pruissische Majesteit afzonden, om hem openinge te geven van de situatie der zaeken alhier en van de memorie der Russische Ministers, met verzoek om te mogen verneemen deszelfs consideratien omtrent het te geeven antwoort en of men zich flatteeren kan, dat Hoogstdezelve zijne goede officien efficacieuselijk zal willen aenwenden aen het Hof van Vrankrijk om uit te werken, dat zij ons laeten eene favorabele vreede sluiten, zonder ons daerover te molesteeren....

W. PRINS VAN ORANJE.

P.S. Ik zende U.W.E.G. hiernevens, met dankzegginge voor de communicatie, hiernevens terugge de missive van den Pensionaris de Gijselaer, maer kan mij geenssintz met de denkenswijze van Z.W.E.G. conformeeren.

LETTRE CMXXV a.

Projet de mémoire aux Etats-genéraux [1]).

Hoog Mogende Heeren.

De Republicq zich aengerant ziende, zonder eenige wettige reedenen, door de Kroon van Britannien en

[1]) *Autographe du prince.*

dus genootzaekt zijnde alle middelen aen te wenden zoo tot eigen defensie als tot protectie van deszelfs commercien en de ingeseetenen tot herneeminge der veroverde colonien en tot afbreuk van den vijant, is het mij voorgekoomen dat een der essentielste zaeken, die met allen ijver behooren gedaen te worden, is middelen te beraemen om aen het gebrek van manschap tot bemanning van 's Lands nieuw aengebouwde scheepen te suppleeren, opdat men niet daerdoor genoodzaekt zij om dezelve te laeten leggen in de havenen zonder dezelve naer zee te kunnen zenden. Het gebrek aen zeevaerende lieden is overbekent, doch ik kan geen middel aen de hant geeven om daeraen te suppleeren. Verhoogingе van praemien of van maendgelden zoude wel in den eerste opslag schijnen daertoe te kunnen dienen, maer de ondervindinge heeft getoont dat, wanneer het Lant de maendgelden met vier gulden 's maends verhoogt, de commercie dezelve noch veel meerder verhoogt en hetzelve heeft plaetse met de premien. Het wederom introduceeren van den derde man zoude thans weinig baeten, vermits de meeste scheepen van de commercierende ingeseetenen aen onderdanen van neutraele Mogentheeden zijn verkocht en dus de commercie omtrend in het geheel onder neutraele vlaggen word gevoert, van welke niet wel de derde man kan worden gevordert. Het introduceeren van de presse op het exempel van het Rijk van Groot Brittannien is ietwes dat zoodanig strijdig is tegens de natuurlijke vrijheit aen ingeseetenen van een vrij gevochte volk competeerende, dat ik nimmer of nooit van mij zoude verkrijgen om U.H.H.M.M. aen te raeden ietwes in dit Gemeenebest in te voeren dat aldaer ongehoort is en waervan ieder weldenkent Regent van eene vrije natie een afschuw moet hebben: dus is mij voorgekoomen niets

beters aen U.H.H.M.M. te kunnen voordraegen, dan om uit de scheeps soldaeten, die nu zedert eenigen tijt gedient hebben en dus aen de zee gewent zijn, Matroozen aen te werven en het gebrek daeraen te suppleeren uit de infanterye van deezen Staet. Ik hebbe mijne gedachten laeten [gaen] om aen U.H.H.M.M. te suppediteeren een plan om met een genoegzaem aental Onder-Officieren en Soldaeten aen het gebrek, dat daeraen ondervonden word, op 's Lands scheepen te suppleeren, zonder daerdoor te verminderen Uwer Hoog Mogende Landmacht, die, zoo als meer als eens, door U.H.H.M.M. zelve en door de Heeren Staeten van de respective provintien bij derselver consenten in de Generaele Petitien en Staeten van oorlog van verscheide voergaende jaeren is verklaert veel eer vermeerderinge dan verminderinge te vereisschen, indien op de defensie van het Vaderlant word gedacht, en om zulks op de facielste en prompste wijze te effectueeren....

LETTRE CMXXVI.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. La situation politique.

—

Me 5 avril 1782.

.... Il me parait, Monsieur le Comte, que les Etats-généraux doivent opposer une prudence énergique à ces témoignages d'une foiblesse combinée et qu'ils ne sauroient s'écarter, ni des déterminations déjà prises par les plus importantes Provinces relativement à l'admission de Monsieur Adams, ni de celles qui les engagent dans une combinaison de mesures contre l'ennemi commun. Les Magistrats les plus zélés des différentes régences, avec qui je me suis entretenu, sont bien déterminés à donner dans cette circonstance

de nouvelles preuves de leur énergie. Ils ne doutent pas des nouveaux efforts que feront les Anglomanes, mais ils espèrent en triompher. Ils désirent ardemment, Monsieur le comte, que le Roi ait déjà agréé le plan de concert proposé par Monsieur le Stadhouder et que, sans s'expliquer maintenant sur les nouvelles tentatives pacifiques, S. M. daigne confirmer cette acception des mesures offertes par L. H. P. parce qu'il en suivra que la République sera irrévocablement engagée à agir activement pendant la durée de la campagne et qu'ils profiteront très utilement pour le succès de leurs vues patriotiques de cette obligation, dont ils sauront bien faire valoir toutes les consequences.

Monsieur le Stadhouder ne m'a pas paru avoir été informé du plan combiné ici par Mr. Markow et l'envoyé en Angleterre. Il m'a témoigné être très étonné de la révolution survenue dans les principes du Ministère Britannique, mais nous ne devons pas douter, Monsieur le comte, que la démarche des plénipotentiaires Russes ne s'accorde avec son désir constant. Monsieur le Conseiller-Pensionnaire ne m'a pas dissimulé qu'il appercevoit très clairement les principes insidieux des deux cours, et m'a donné lieu de compter qu'il ne négligeroit rien pour éclairer sa Patrie sur ses véritables intérêts, mais il manque souvent de la fermeté nécessaire pour faire prévaloir ses opinions. Ma confiance se fonde principalement sur le zèle des régents bien intentionnés des villes principales de la province d'Hollande et sur le patriotisme énergique des Frisons. Je me persuade, Monsieur le comte, qu'ils réussiront à assurer et à maintenir invariablement le système adopté par les dernières résolutions sur le concert ultérieur avec la France et sur l'admission du Ministre Américain.

P. S.

Les négociants de Dort ont présenté avant-hier une requête à leurs Magistrats, par laquelle ils les prient de vouloir bien diriger les affaires de manière que les Provinces, qui ont déjà consenti à traiter avec l'Amérique, le fassent séparément, si par l'opposition de celles, qui sont moins intéressées au commerce, les Etats-Généraux diffèrent d'entrer dans cette négociation. J'ai lieu de penser que la même requête sera présentée par les commerçants des autres villes et les patriotes s'en promettent beaucoup d'effet.

Ci-joint le mémoire des Ministres Russes et la lettre de Mr Fox.

LETTRE CMXXVII.

Le prince d'Orange au roi de Prusse [1]. *Même sujet.*

—

La Haye, ce 5 avril 1782.

Sire.

Les circonstances épineuses et critiques où la Republique se trouve, m'ont fait prier la Princesse, mon Epouse, de représenter notre situation à V. M. et de Lui marquer ma façon de penser. J'ai cru que cette voye seroit plus agréable à V. M. que si je prenois la liberté de m'addresser à Elle, et qu'Elle daignera s'expliquer à la Princesse, sa Niece, avec la même bonté qu'Elle veut bien lui témoigner en toute occasion. Je supplie V. M. d'être persuadée que le seul désir qui m'anime est d'avancer, autant qu'il est en moi, le bien-être de ma patrie. Puisse ma façon d'envisager les objets être conforme à celle de V. M.

[1]) *Autographe du prince.*

J'ose la supplier de vouloir bien nous éclairer et nous faire part de ses lumières supérieures et c'est en me recommandant avec ma Famille à la bienveillance de V. M., ainsi que les intérêts de l'Etat auquel je suis attaché, que je Lui renouvelle les assurances du très profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être

Sire, ...

G. PRINCE D'ORANJE.

LETTRE CMXXVII a.

Projet d'une lettre au roi de Prusse, à écrire par la princesse [1]).

Pro memoria.

Les ingrédients d'une lettre à S. M. Prussienne pouvoient être que le Ministère de S. M. Brittannique étant changé et l'ancien parti Whig étant entré, il paroit que la disposition de la Grande Bretagne vis à vis de la République est changée en bien; que la République ayant accepté le 4e de Mars la médiation de l'Impératrice de Russie pour une paix particulière avec la Grande Bretagne, sans laquelle il n'y avoit point de paix à espérer que la Grande-Bretagne accorderoit à la République la liberté de la navigation, les Ministres de S. M. Impériale de Russie ont dépêché un courier en Angleterre, lequel est revenu Dimanche avec la réponse du nouveau secrétaire Charles Fox, que l'Angleterre étoit prête à faire la paix sur le pied du Traité de 1674. Il auroit été à souhaiter que cette réponse fut venue 15 jours plus tôt, car le même jour que la médiation de la Russie a été acceptée, on a résolu de charger le Prince d'Orange comme

[1]) *Autographe du prince.*

Amiral-Général de concerter les opérations maritimes de la guerre avec la Cour de France. La Cour de France n'a pas voulu concerter un plan d'opération, sans avoir une assurance que le plan, une fois arrêté, ne seroit pas interrompu, mais que jusqu'à la fin de la campagne, dans aucun cas ni pour aucun motif, on ne se départiroit du plan convenu. L'Ambassadeur de France a présenté pour cet effet un mémoire le 18me de Mars, et la réponse des Etats-Généraux du 25 porte que jusqu'à la fin de la campagne on ne se départira du plan une fois arrêté pour aucun motif, ni dans aucun cas quelconque. Le Prince d'Orange a envoyé un plan de campagne maritime à la Cour de France le 27 de Mars: la réponse de la Cour de France n'est pas encore venue et en attendant le 3 d'Avril Mrs le Prince de Gallitzin et Marcoff, Ministres de l'Impératrice de Russie, ont présenté le mémoire, dont on pourroit envoyer copie ainsi que de la lettre de Mr Charles Fox, offrant une armistice pour avoir le temps de négocier. Ce qui a précédé est nécessaire pour sentir combien la République est critique. Elle est engagée du sçu de la Cour de France et d'Espagne avec la Cour de Russie d'entrer en négociation dès que la Cour d'Angleterre accorderoit la liberté de la navigation. Cet engagement est du 4, celui avec la Cour de France est du 25, par conséquent de 3 semaines postérieur à celui avec la Russie et dont la Cour de France ne peut prétendre cause d'ignorance, puisque l'Etat le lui a communiqué. La difficulté est de concilier ces deux engagemens et de ne rien faire qui puisse donner de justes sujets de plaintes ni à l'une ni à l'autre de ces Cours, et en même temps il est du devoir de veiller à ne pas se laisser endormir ou séduire par une apparence de paix, qui n'est peut-être qu'illusoire. Le Prince d'Orange seroit d'opinion

que la République des Provinces-unies devroit entrer en négociation avec l'Angleterre sans la médiation de la Russie, afin d'obtenir la liberté de la navigation et la fixation de ce qui doit être censé contrebande selon le 3me et 4me article du Traité de Marine de Décembre 1674, la restitution des colonies que l'Angleterre a prises ou pourroit prendre encore à la République avant la conclusion de la paix et un dédommagement pour les vaisseaux pris avant la déclaration de guerre ou avant que le temps fût écoulé depuis cette déclaration, pendant lequel les effets des sujets des deux Nations doivent être libres et leur transport permis, selon la paix de Breda, et qu'en même temps on donnât de la part de l'Etat connoissance à la Cour de Versailles des ouvertures de paix faites par l'Angleterre de l'intention stable et ferme de l'Etat de n'entendre à aucune paix sans obtenir liberté des mers et particulièrement celle de transporter des munitions navales, et que l'on espère que S. M. très-chrétienne, qui a été informée de l'acceptation de la médiation de l'Impératrice de Russie et des conditions auxquelles elle a été adoptée, ne prendra pas en mauvaise part que la République termine de cette façon la guerre, qui n'a eu pour but que de conserver le droit de transporter les munitions navales; que S. M. peut être assurée que l'Etat ne se laissera pas amuser par une négotiation de paix illusoire, mais qu'Elle continuera de mettre toute l'activité possible pour mettre sa flotte en état et le Pays en défense et que la flotte sortira et qu'on ne posera les armes que lorsque la paix pourra être finalement conclue, et que la République ne manquera pas d'en prévenir S. M. trés-chrétienne avant qu'elle soye conclue et ratifiée et que jusqu'à ce que la paix ou une trève au moins d'une année entière ne soye conclue sous

condition de la liberté de la navigation, prenant pour base les stipulations faites par la République lors de son accession à la neutralité armée en 1780 et les règles établies par ce Traité touchant la liberté de la navigation. Pour les vaisseaux neutres, la République reste disposée à agir de concert pour nuire autant que possible à l'ennemi commun. Le Prince d'Orange est d'avis que l'on [doit] redoubler d'activité dans ce moment pour se rendre redoutable à l'ennemi et que c'est le meilleur moyen d'obtenir une paix honorable et salutaire, mais il désireroit beaucoup de sçavoir si S. M. Prussienne approuve sa façon de penser et si l'on ose se flatter que S. M. Prussienne daignera employer d'une manière efficace ses bons offices auprès de la Cour de France, afin d'obtenir que cette Cour nous laisse faire une paix séparée que les vrais intérêts de l'Etat exigent, sans nous inquiéter ou nous forcer à continuer la guerre, si nous pouvons obtenir des conditions aussi avantageuses et surtout la liberté de la navigation et le transport des munitions navales. Nous attendons en grande partie le salut de cet Etat de l'appuy que S. M. Prussienne voudra bien nous accorder, si Elle approuve notre façon de penser.

On pourroit en même temps communiquer à Sa Majesté Prussienne, que les bruits de l'acquisition de Bergen-op-Zoom par Sa Majesté Impériale augmentent et que l'on assure que des vaisseaux chargés de différentes marchandises sous pavillon Russe sont destinés pour Anvers; que l'Etat croit ne pouvoir les laisser passer sans décharger leurs marchandises et que nous devons tâcher d'empêcher l'ouverture de l'Escaut autant qu'il est en nous, nous flattant aussi que Sa Majesté Prussienne l'approuvera.

LETTRE CMXXVIII.

Le prince d'Orange au prince de Prusse [1]).

—

La Haye, ce 5 avril 1782.

Monsieur.

Je n'ai pas voulu laisser partir l'exprès, que j'ai pris la liberté d'envoyer à S. M., sans assurer V. A. R. de mon respectueux attachement et la supplier de me continuer ses bontés dans les circonstances critiques et embarrassantes où la République des Provinces-Unies se trouve par les offertes de paix faites par l'Angleterre et appuyées par la Russie d'un côté et l'autre par la résolution prise de concerter les opérations pour la campagne prochaine avec la France, que nous avons aussi intérêt de ménager, m'ont fait prier la Princesse, mon Epouse, d'exposer notre situation aux yeux du Roi et de Lui communiquer ma façon de penser, la suppliant de vouloir nous faire savoir si nous osons espérer la haute approbation d'un Monarque, qui possède des lumières aussi supérieures, et si nous pouvons nous flatter que S. M. daignera employer ses bons offices à la Cour de France d'une manière efficace, afin que cette puissance ne nous empêche pas de faire une paix séparée avec l'Angleterre sous la médiation de la Russie, prenant pour base l'accession à la neutralité armée et les avantages dont doivent jouir les puissances qui y ont accédées, en particulier que nous obtenions la reconnoissance du droit de transporter des munitions navales à la France durant la guerre avec l'Angleterre, sans être molestés par les navires de guerre ou capres Anglois.

Je n'ai pas cru devoir laisser ignorer ceci à V. A. R.

[1]) *Autographe du prince.*

et je la supplie de vouloir bien appuyer notre demande auprès du Roi. Je saisis cette occasion de recommander à la continuation de ses bontés et c'est avec la considération la plus respectueuse que j'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

de V. A. R.

le très humble et très obéissant serviteur et frère,

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE CMXXIX.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Approbation du projet de la lettre au roi de Prusse.

—

5 April 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Het is met de hoogste goedkeuring en bewondering, dat ik heb geleezen de missive van H. K. H aan Z. M. de Koning van Pruisschen. Ik maek geene de minste swarigheid om mij in mijn particulier met den inhoud van deselve volkoomen te conformeeren; dan ik hebbe reeden om te voorsien, dat de voornaamste steeden van Holland niet gezind zullen zijn om zig, voor alsnog, in eenige de minste onderhandeling of vreedens-negotiatie met het Hoff van Engeland in te laeten, zoo lang het duistere, dubbelsinnige en insidieuse, hetwelk in de missiven van den Heer Fox aen de Russische Envoyé Simolin opgeslooten legt, niet naa behooren zal weesen opgeheldert....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CMXXX.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Une missive du pensionnaire Visscher.

—

7 April 1782.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Gisteravond met de postwage ontvangen hebbende een missive van de Heer Pensionaris Visscher, welke d'eer heb bij deze aan U. D. H. te presenteeren, heb ik vermeend niet te moeten tardeeren van aan Z.E.G., per postwage van heeden, een kort antwoord toe te voegen, in substantie daarop uitkoomende, dat ik ten uitterste approbeerde de voorgestelde démarche bij het Hoff van Vrankrijk, dan dat ik te gelijk van begrip was, dat een onderhandsche communicatie en insinuatie door mij aan den Heer Fransche Ambassadeur en aan den Heer van Berkenroode te geeven of te doen, geensints sufficient nog voldoende was, maar dat ik daartoe eene formeele Staatsresolutie volstrekt noodig oordeelde; mij voorts reserveerende om mij aan Z.Ed. bij desselfs arrivement alhier mondeling op de materie te expliceeren ....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CMXXX a.

Le pensionnaire d'Amsterdam Visscher au conseiller-pensionnaire. La situation après le changement du ministère Anglais.

—

Amsterdam, 6 April 1782 [1]).

HoogEdelGestrenge Heer.

Terstond na de receptie Uwer H.E.G. letteren van den 4^{n} deezer heb ik van de periode rakende

[1]) *Copie de la main du prince.*

de terugkomst van den Heere C. v. d. O[udermeulen] aen dien Heere per missive kennisse gegeeven. Ik hoop en verwagte dat hij aen U.H.E.G. begeerte en verlangen promptelijk zal voldoen. Ook hebbe ik aen eenige weinige Heeren de bijlagen bij de bovengemelde missive, met verzoek van de uiterste secretesse en menagement, gecommuniceerd. Men kan niet ontkennen dat d'inhoud der voorsz. bijlage zeer interessant zij en dat de Heer Fox vrij wat rondborstiger is uitgekomen tegens den vriend aengaende de intentie van het Engelsche Ministerie ten onzen opzigte, dan wel door gem. Heer geschied is bij desselfs missive aan den Heere Simolin: in de laatsgenoemde word doch niet duidelijk het cardinale poinct, zonder het toegeven van hetwelk wij toch geen vrede kunnen maken, uitgedrukt, en alleen flauwelijk gesegd: „que „le Roi, désirant de renouveller l'amitié etc., est prêt „d'entrer en négotiation avec L.H.P. pour former un „traité de paix sur le pied du traité de 1674 etc." Ik voor mij vreeze dat men in Engeland weder op nieuw tragt te probeeren om ons inactif te houden, ons van het concert met Frankrijk, noch zoo onlangs gearresteerd, af te trekken, om vervolgens de Republic, wanneer zij, door zich in de voorgeslagene handelingen in te laaten, buiten alle connexie met Frankrijk gebragt is, zoo veel te gemakkelijker te kunnen dwingen.

U.H.E.G. kend, beter dan eenig ander, de situatie waerin wij ons bevinden, hoe-zeer ons nodig is het Fransche Hof, meester bijna van alle onze buitenlandsche bezittingen en aan hetwelk wij bovendien veel verpligt zijn, t'ontzien, het is dierhalven onnodig hieromtrent in 't breede uit te weyden; het zij maer alleen geoorlooft daeruit deeze consequentie te trekken, dat het allernootzakelijkst voorkomt, zonder voor-

kennis en toestemming van het voorsz. Hof niets finaal te besluiten of iets te doen dat met de goede trouw niet te compasseeren is of rechtmatige redenen van offensie zoude kunnen geven. Zoude het derhalven niet nodig en voorzigtig zijn, dat door U.H.E.G. hoe eerder zoo beter aan den Heere de la Vauguyon en aan den Heere van Berkenrode communicatie en opening wierde gegeeven van dezen naderen voorslag der Russische Ministers, met last aen den laetstgem. om aan het Fransche Hof te declareren, dat, hoezeer een honorable vrede voor de Republic allerwenschelijkst is en de propositie van de Heeren Gallitzin en Markof vrij wel beantwoorden aan het gevorderde bij het accepteeren der geoffereerde mediatie, men zich nochthans verpligt oordeelde, in consideratie van de reeds bewezene diensten, vriendelijke offerten enz., in dezen niets finaal te besluiten, zonder alvorens daaromtrent het begrip en de intentie van Z. A. C. Maj. te hebben vernomen, terwijl men niet kan twijffelen of Z. M. zal het geeven van deze opening aenzien als een onwederspreekelijk bewijs van de openhartigheid en de goede trouwe, waermede de Republicq gewoon is zig in alle gelegenheden te gedragen en preuves te geeven van hare erkentenis voor de blijken van vriendschap en toegenegenheid, door Z. M. aen dezen Staet bewezen, verzoekende hierop hoe eer zoo beeter van het begrip en de intentie van Z. M. geïnformeert te worden, enz. enz.

Voor het overige begrijpt men hier ook, met U.H.E.G., dat de gepræsenteerde memorie een gewigtig en zeer neetelig onderwerp voor de aenstaende deliberatien van H.Ed.Gr.Mog. zal uitleeveren, en het is uit hoofde van dit begrip, dat mijne committenten verkiezen vooraf geïnformeert te worden van de begrippen van U.H.E.G. omtrend de behandeling deezer epineuse

materie, alvorens H.Ed.Gr.Achtb. haren Gedeputeerden op dezelve eenige bepaelde orders geeven....

C. W. VISSCHER.

LETTRE CMXXXI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire[1]. *La missive du pensionnaire Visscher et les opinions de la ville d'Amsterdam.*

's Hage, den 8 April 1782.

WelEdele Gestrenge Heer.

Ik restitueere U.W.E.G. de missive van den Heere Pensionaris Visscher. In het generael ben ik het aen de eene zijde met de Heeren van Amsterdam eens, dat de goede trouwe plaets hebben moet met Vrankrijk en dat men geen aenleiding geeven moet dat zij zeggen kan dat wij ze gedupeert hebben en dat zij daerdoor een prætext verkrijgt om ons den oorlog aen te doen; maer aen een ander zijde denke ik dat ook op dezelve wijze met Ruslant moet worden gehandelt en dat wij beide deeze Moogentheeden moeten trachten tot vrient te houden. Ten dien einde koomt mij voor dat wij ons niet zoo verre aen Vrankrijk moeten verbinden, dat wij zonder haere toestemming de vreede kunnen sluiten, maer misschien zoude men kunnen doen zeggen aen het Fransche Hof, dat eene honorabele vreede voor de Republicq allerwenschelijkst zijnde en de propositie van de Heeren Gallitzin en Marcoff vrij wel beantwoordende aen het gevorderde bij de acceptatie der geoffereerde mediatie, men niet ongeneegen zoude zijn om in onderhandeling te treeden onder dezelve mediatie met de Kroon van Groot-Brittannien, doch dat men nochtans, alvoorens

[1]) *Autographe du prince.*

finael te besluiten, niet heeft willen afzijn daervan aen Zijne A. C. Majesteit kennisse te geeven, terwijl men niet kan twijffelen of Z. M. zal deeze ouverture aenzien als een blijk van de openhartigheit en goede trouwe, waermede de Republicq van intentie is te handelen met Hooggemelde Z. M. en dat men in die hoope is, dat Z. M. met geen ongunstige oogen zal zien, dat de Republicq door het verkrijgen van de vrije vaert en bijzonder van de erkentenis van deszelfs recht om scheepsammunitien na de havenen van Z. M. te vervoeren, eenen oorlog termineere, die tot maintien van het voorz. recht is gevoert. In deezer voegen zoude ik ten volle de negotiatie met Vrankrijk approbeeren; de Staet moet met Vrankrijk handelen als met een vrient of als een jonger broeder met zijn oudste broeder, die hooft is van de familie, maer niet als een scholier met zijn meester of als een knecht met zijn Heer, en moet zich nimmer door een buytenlandsche Mogendheit laeten regeeren.

Ik zende U.W.E.G. hiernevens een copye van de memorie, die ik U.W.E.G. voorlede week gecommuniceert hebbe en laete aen U.W.E.G. over om daervan zodanig gebruik te maeken als U.W.E.G. raedzaam zal oordeelen tot bevordering van de groote zaek, namelijk dat de Republicq de vreedes-negotiatien niet afslae en handele als een independente Mogentheit....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CMXXXI[a].

Projet d'un mémoire sur les propositions d'une paix[1]).

—

De actueele omstandigheeden vorderen dat men met alle mogelijke aendacht overweege wat of 's Lands welzijn eischt van deszelfs regenten. Om zulks te kunnen doen met vrucht, behoort men te recapituleeren het voorgevallene deeze winter en wel dat de mediatie van de Keyzerinne van Ruslant is geaccepteerd, onder voorwaerde dat wij gecertioreert zoude worden door Haere Russische Keyzerlijke Majesteit, dat Groot-Brittannien aen de Republicq zoude toestaen de vrijheit van navigatie als een conditio sine qua non en is teffens geresolveert om de krijgsoperatien te water met Vrankrijk te concerteeren. Deeze resolutien zijn van den 4[n] Maert. Op den 18 is ingekomen de memorie van den Heere Hertog de la Vauguyon, waerop den 25 is geresolveert dat in geen geval en voor geen reden hoegenaemt, het concert gearresteert zijnde, de Republicq zich daervan zoude onttrekken voor het einde der campagne, dan met gemeene bewilliging; deeze resolutie is posterieur aen die van de acceptatie der mediatie, dus kan men niet supponeeren dat zij ietwes inhoud dat volstrekt tegenstrijdig zoude zijn met voorz. acceptatie, en daerenboven heeft Vrankrijk noch niet geantwoort op het toegesondene plan van operatien, maer men is noch in onderhandelinge omtrent het concerteeren van het plan van operatien ten tijde dat ingekomen is een novum emergens, namelijk de memorie van de Ministers van Haere Russische Keyzerlijke Maj[t] van den 3 April 1782.

[1]) *Autographe du prince.*

Men heeft gezegt: zoo Engelant deeze conditien toestaet, en anders nie., zal men vreede maeken. Deeze resolutie is, zoowel als die van het concert, aen Vrankrijk en Spanjen gecommuniceert, dus kunnen die Mogentheden met geen recht zich beklagen dat zij misleid worden, zoo de vreede nu geslooten word op de voorwaerden gemeld bij de acceptatie der mediatie, maer men moet met voorzichtigheit te werk gaen om niet door Engeland bedroogen en door Vrankrijk overvallen te worden.

Omtrent het eerste point koomt mij voor dat niet aenstonts behoorde geaccepteerd te worden het gezegde van de Heeren Ministers van Ruslant en den inhoud der missive van den Heere Secretaris van Staet Charles Fox; dat in onderhandeling, onder bemiddeling van Ruslant, behoorde te worden getreeden om te verkrijgen de vrijheit van navigatie, met bepaling der contrabande, volgens het 3de en 4de artikel van het tractaet van marine van 1674, en voorts de restitutie van de colonien die van de Republicq verovert zijn of verovert zouden kunnen worden, alsmede een dedommagement voor de scheepen genomen voor de declaratie van oorlog of voor dat den tijt geelabeert was, daer, volgens het tractaet van Breda, de goederen wederzijds vrij zijn en kunnen worden getransporteerd; dat voorts met den eerste aen den Heere van Berkenroode, tenzij dat gepræfereert word een extraordinaris-ambassadeur na Vrankrijk te zenden, behoorde te worden geschreven om aan het Ministerie kennisse te geven van deeze ouverture van Engelant en van de intentie van den Staat om op geene andere wijze met verkrijginge van de vrije navigatie en bijzonder van het recht om scheepsammunitien te transporteeren, de vreede met Engeland te maeken; dat, wijl de acceptatie van de mediatie en de conditien, op welke

men genegen was de vreede aen te gaen, aen Zijne Aller-Christelijkste Majesteit bekend zijn gemaekt, men zich vleid dat Hoogstdezelve niet qualijk zal duiden dat de Republicq op zoo eene wijze den oorlog termineere, wijl dien oorlog begonnen is om het behoud der vrije navigatie; dat den Staat zich door eene illusoire vreedes-negotiatie niet zal laeten amuseeren, maer deszelfs oorlogspræparatien met alle macht zal voortzetten en deszelfs vloot zal uitzenden om tegens den vijant te opereren, tot dat de vreede finael zal zijn geslooten, waervan alsdan nader kennisse zal worden gegeeven vóór dat zij geratificeert en dus finael geslooten word, en tot eene vreede of stilstand van wapenen voor niet minder als een jaer, onder genot voor dien tijd der vrije navigatie (voor basis neemende het door de Republicq gestipuleerde bij deszelfs accessie aen de gewapende neutraliteit in 1780 en de daerbij vastgestelde regels omtrent de vrijheit van de vaert door neutraelen) zal zijn geslooten, geneegen blijvt de concert te gaen om den gemeenen vijant, zoo veel doenlijk, afbreuk te doen. Tegelijk behoort alhier met alle activiteit te werk gegaen te worden om de vloot in gereedheit te hebben, de scheepen te verzamelen en alles te doen wat doenlijk is om dezelve met eenig nut te employeeren en om niet de dupe te zijn, indien de hoop van eene voordeelige vreede, die nu aengeboden word, maer bedriegelijk was, het onvergeevelijk zullende zijn, zoo men zich door een misschien ijdele hoop in de slaep liet wiegen en naliet hetgeene noodig is om de Republicq in een geduchten staet te [doen] worden.

Voorts behoorde ook gesondeert te worden de dispositie van den Koning van Pruyssen, van den Keyser, van de Keyzerinne van Rusland en van de Noordsche Mogentheeden, ingevalle Vrankrijk onver-

hopentlijk met geene goede oogen aenzag, dat de Republicq eene particuliere vreede quam te sluiten, om te weeten of men staet macken kan dat eenige derzelve ons in zoo verre zullen willen behulpzaem zijn, dat zij op eene efficacieuse wijze hunne goede officien zullen aenwenden om Vrankrijk te appaiseeren en van die Mogentheit te verkrijgen, dat zij de Republicq laete de vrede sluiten met Engeland, zoodra als zij zulks op eene favorabele en honorabele wijze zal kunnen doen, zonder dezelve daerom te molesteeren of inquieteeren.

LETTRE CMXXXII.

M. Boers[1]) *au conseiller-pensionnaire. Considérations sur l'ouverture de l'Escaut.*

—

Parijs, den 8 April 1782.

HoogEdelGestrenge Heer.

Naar aanleiding van de poincten, welke ik de eer heb gehad te ontfangen des avonds voor mijn vertrek uit 's Hage, maak ik heden van de eerste oogenblikken mijner terugkomst gebruik, om aan U.H.E.G. te berigten hetgeen mij te Antwerpen voorgekomen is nopens het openen der Schelde.

's Keizers oogmerken op dat stuk zijn alsnog zodanig onbekend, dat, gelijk ik zeeker weet, in genoemde stad onder luiden van den eersten rang weddenschappen aangegaan worden, tot vrij aanmerkelijke sommen, wegens hetgeen daaromtrent al of niet geschieden zal.

[1]) Voyez le volume précédent, p. 476 n°. 792. Sur sa mission de la part de la Compagnie des Indes-Orientales avec le directeur Van de Perre: Suite à l'Histoire de la Patrie (Wagenaar), vol. III, p. 27.

Ik meen derhalven niet beeter te kunnen doen, dan aan U.H.E.G. zoo kort mogelijk op te geeven zulke waarneemingen, die te zamen eenige grond uitleveren, om te onderstellen dat het openen der Schelde geenzints kan aangemerkt worden als een zaak waaraan men niet meer denkt.

Hiertoe dient, in de eerste plaats, de beschouwing in het algemeen van de toenemende naarijver der Antwerpenaars in het werk van den koophandel, welke naarijver onlangs een magtig voedsel gekreegen heeft door de hooge prijsen, waarvoor zij de ladingen, uit China met de Keizerlijke scheepen aangebragt en over Ostende bij hen ontfangen, verkogt hebben, gevoegd bij de schoone voordeelen uit de commissien van buiten genooten.

U.H.E.G. herinnert zig dat eenige jaaren geleeden door wijlen de Keizerin aan zeekeren Heer Bolts [1]), die voorheen in Bengalen in dienst der Engelsche Maatschappije is geweest, dog denzelven met ongenoegen verlaaten heeft, een charter gegeeven is om van Trieste op Indien te mogen vaaren en die middelen aan te wenden, welke ter vestiging en uitbreiding van den handel 't meest geschikt zouden zijn.

Aan het hoovd van het bestuur deezer nieuwe pogingen bevind zich de Hr Proli [2]) van Antwerpen,

[1]) Aventurier Hollandais, qui s'était enrichi par la navigation et le commerce, ce qui lui attira l'inimitié du gouverneur Anglais à Calcutta. Il attaquait celui-ci par plusieurs écrits et par un procès qui faillit le ruiner. En 1768 il entra au service Autrichien et tâcha de fonder des établissements de la Compagnie Autrichienne des Indes, mais perdait son influence après la mort de l'impératrice.

Cf. Dict. of Nat. Biogr. i. v.

[2]) Charles de Proli, depuis 1768 baron, depuis 1779 comte de Proli par lettres patentes de l'impératrice Marie

een man van zeer uitgestrekte ontwerpen, die bij zijne stadgenooten den lust om in dien handel deel te neemen zoodanig heeft weeten gaande te maken, dat er kortelings op eene voormiddag door de Antwerpenaars alleen voor ver over de twee millioenen Guldens ingeschreven is....

De wijduitgestrekte vrijheid van godsdienst, door den Keizer verleend, doet de Antwerpenaars ook verwagten dat een menigte renteniers door de aangenaamheid van den oort, waarin die stad is geleegen, uitgelokt zal worden, om zich aldaar met er woon neer te zetten, 'tgeen alsdan de zenuwen voor den handel nog meer versterken zou kunnen....

F. W. BOERS.

LETTRE CMXXXIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. L'opinion du collège des Nobles au sujet de la paix.

9 April 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb d'eer U.D.H. te presenteeren een project om te kunnen dienen tot een advis van de Ridderschap van Holland in de groote zaak. Hetzelve is door mij voor het grootste gedeelte geschikt naa het stuk, 't welk d'eer heb gehad gisteren van U.D.H. t'ontfangen.

Thérèse, banquier et directeur de plusieurs entreprises commerciales, érigea en 1781 la Compagnie Impériale de Trieste ou Compagnie Impériale d'Asie et Afrique, ayant un bureau à Anvers, un autre à Trieste. Déjà en 1785 elle fit une banqueroute considérable qui entraîna la ruine de beaucoup de familles.

Cf. Biogr. Nation. de Belgique i. v.

Ik verneem met leedweesen dat mijne oudvaderlijke stad reeds het besluit genomen heeft om het vreede-aanbod volstrekt te declineeren; hetzelvde verwagt ik morgen van Leyden, Gouda, Rotterdam Alkmaar. Zoo ik hoor zal Dordrecht nog deze week ongereed zijn en waarschijnlijk ook Haarlem....

P. VAN BLEISWIJK.

Remarques [1]) op het Concept-advis voor de Ridderschap.

Pag. 1. In plaetse van:	te stellen:
Om voor te koomen, dat de Republicq door het Hof van Engelant bij het aenbod van eene voor den staet op zich zelfs wenschelijke en heilzaeme vreede niet werde misleidt.	Om voor te koomen dat de Republicq zich door de apparentie van het sluiten eener voor den staet op zich zelfs wenschelijke en heilzaeme vrede niet laete misleiden.
Op pag. 3 staat: op den verderen inhoud in het minste te expliceeren.	Wordt voorgeslagen: De woorden in het minste er uit te laeten.
Op pag. 4 staet: een duidelijke en niet dubbelzinnige vaststelling.	Wordt voorgeslagen: Eene duidelijke en expresse vaststelling.
Op pag. 7 staet: Aen Z. M. tijdig kennis te geeven.	Wordt voorgeslagen: Om alle cavillatien voor te koomen, zoo een vreede gesloten wordt, te stellen: aen Z. M. op zijn tijt kennisse te geeven.

[1]) *Probablement des remarques du prince.*

In het slot op dezelve pag. staet:	Wordt voorgeslagen:
door een misschien bedrieglijk aenbod en ijdele hoop	de woorden bedriegelijk aenbod te royeeren
In het finale slot op gem. pag. staet:	en word noch voorgeslagen in het slot te stellen:
Om de propositie tot een stilstant van wapenen te declineeren.	Om de gedaene propositie tot een stilstant van wapenen, gedurende de vreedes negotiatien, te declineeren.

LETTRE CMXXXIV.

M. Boers au conseiller-pensionnaire. La déclaration du ministre Fox

—

Parijs, den 11n April 1782.

HoogEdelGestrenge Heer.

Het was reeds voorleede Vrijdag, den 5n deezer in den avond, dat ik eenige berigten ontfing wegens de verklaring van den staats-secretaris Fox ten opzigte der gezindheid van het Engelsche Hof, om een einde van den oorlog met de Republicq te maken en, zoo als die berigten er bijvoegden, de onafhankelijkheid van America te erkennen. Ik had den volgenden dag gelegentheid, om, van het laaste als van een ingeloopen tijding spreekende, hierdoor te beproeven of het eerste geweeten wierd, mitsgaders hoedanig men omtrend hetzelve dagt.

Dan het scheen mij niet toe dat het gewigtig nieuws alstoen nog bekend was en ik meende teffens vrij klaar te ontdekken dat de erkentenis van de onafhankelijkheid aangemerkt wierd als niet toereikende te zullen zijn om het congres tot eene afzonderlijke vreede te beweegen.

Dit spruit, naar alle gedagten, voort uit verbintenissen die er zijn tusschen het congres en dit rijk, zodanig sterk, dat ofschoon men in den beginne verklaringen gedaan heeft, volgens welke de Americaanen hunne vreede zoude kunnen maken, zoodra de onafhankelijkheid erkend zou weesen, deeze vrijheid egter door die nadere verbintenissen is bepaald geworden, en deeze bepaling heeft weder geen andere oorzaek dan een voorzorg, ten einde Engeland, van den zwaaren last des Americaanschen oorlogs zich ontdoende, hierdoor niet zou geraeken in staat om hare voornaamste kragten tegens Vrankrijk aan te leggen.

Ik verbeelde mij dat deeze onderstelling niet ongegrond is, en dewijl gelijksoortige redenen bij 't laatstgemelde Rijk in aanmerking moeten komen tegen eene bijzondere vreede tusschen Engeland en de Republiek en ik er geen kenne welke op 't Ministerie zwaarer dan die reedenen weegen, zoo kon ik uit de analogie van de zaak reeds genoeg opmaaken met welk een oog een geheel afzonderlijke onderhandeling van de Republicq tot het maaken van een bijzondere vreede aangezien zou worden.

Om evenwel aan U.H.E.G. oogmerk te voldoen en, aan de andere kant, mij zelve niet te veel bloot te geeven, heb ik den Heer Ambassadeur Van Berkenroode verzogt om, toen voorleeden Dingsdag de tijding uit de nieuwspapieren bekend was en wij te Versailles ons hof maakten, het gesprek op 't bewuste onderwerp te brengen. De Heer Ambassadeur heeft zulks gedaan, dog het antwoord is zodanig geweest, als Z. Exc. en ik zulks verwagt hebben. Het kwam hoofdzakelijk daarop uit, dat men van de wijsheid van de Republicq een daarmeede overeenkomstig besluit verwagte.

Ik meen te mogen verzeekeren dat in den stijl van Versailles zulks niet anders beteekend, dan dat de afzonderlijke vreede van de Republicq hier niet zeer zou smaaken, en ik heb derhalven gemeend, dat het onnoodig was mij op dat onderwerp in te laten, als het antwoord genoeg kunnende vooruitzien. Het zoude mij ook niet verwonderen, dat de weerzin tegen die afzonderlijke vreede hier is aangegroeid zeedert de gemaakte verandering in het Engelsch Ministerie, van 't welke men veel energie in deszelfs verrigtingen verwagt, terwijl het begrip vrij algemeen schijnt te zijn, dat Lord Shelburne de Fransche Natie in 't geheel niet geneegen is. Ik kan dus nogmaals herhalen, 't geen ik boven reeds te kennen gaf, dat de aanzoekingen van Engeland tot eene afzonderlijke vreede hier worden aangezien als de gevolgen der oogmerken van het nieuwe Ministerie, om den oorlog tegens Spanje en Vrankrijk door dat middel des te sterker te kunnen voortzetten, en de vraag zou overzulks, naar mijn gering inzien, worden of men eenige gronden zou kunnen vinden om laatstgemelde rijk van het tegendeel te overtuigen.

Ik heb wel gedagt of ik in mijn voorstel over het maken van een vreede tusschen Engeland en de Republicq zoo zou kunnen doen, dat die vreede daarbij voorkwam niet als afzonderlijk en op zich zelve staande, maar als verbonden wordende met de politique belangen en inzichten van het Fransche Hof, dat is met andere woorden of ik, ter plaatse daar het behoord, zoude kunnen vraagen of, terwijl een gemeenschap van interest tusschen Frankrijk en de Republicq de oorlogsoperatien tegen Engeland deed concerteeren, men oordeelde dat eveneens het werk van de vreede zou kunnen geconcerteerd en door de Republicq zoodanige maatregulen genomen worden,

dat in haar besluit en antwoord de voet gelegt wierd voor een algemeene vreede.

Op zulk een voorstel zou, gelijk ik eenige reden heb om te denken, een ruimer verklaaring volgen, althans eene die niet zoo ingewikkeld was, en men zou aan dat voorstel een vorm kunnen geeven, geschikt om de goede verstandhouding tusschen het Fransche Rijk en de Republicq aan te kweeken en te versterken; dan ik heb begreepen, dat ik, zonder een speciaal en uitdrukkelijk verlof, dien stap niet kon nog mogte doen, alzoo de vraag, op de bovengemelde wijse gedaan wordende, zich veel verder uitstrekt dan het voorschrift 't geen ik van U.H.E.G. heb gekreegen, en het is uit dien hoofde, dat ik mij verpligt reekene eerbiedig te verzoeken onderrigt te worden of U.H.E.G. verlangd dat ik zoodanig voorstel, als ik zoo eeven heb opgegeeven, doen zal.

Als ik op de memorie denke, door den Heer de la Vauguyon laast op order van zijn Hof overgegeeven, en de verklaaring door den Staat daarop gedaan, en opdat ik mij tot de zaken van mijn Departement bepaale; als ik mij voorstel de groote ontwerpen, waermede Vrankrijk tegenwoordig in Indiën bezig is, ontwerpen, die, zoo ze wel slaagen en zoo de vriendschap tusschen de beide Mogendheeden bestendig blijft, ook tot voordeel van de Nederlandsche Maatschappij zullen moeten strekken, en als ik mij eindelijk te binnen breng dat de verrigtingen van de kroon van Vrankrijk en die van de Compagnie door de omstandigheden van den oorlog zoodanig zijn geidentifieerd, dat ik niet meer weet hoedanig men die van een zoude kunnen scheiden, dan kan ik na dat alles voor U.H.E.G. niet verbergen dat ik geene andere weg zie dan de voorgemelde, welke ten opzigte

van het Ministerie hier met gevoegelijkheid zal kunnen worden ingeslaagen.

Men wil ook dat Rusland zeer bereid is om aan de algemeene vreede te arbeiden en hierdoor te gelijk aan een wetboek, waarbij de regten van een vrije zee op de gronden van het systema der gewapende neutraliteit ten dienste der handeldrijvende Mogendheden nader bepaald worden.

Ik heb daarenboven verzeekeringen gekreegen, dat de invloeden van het Weener Hof op het Russische, in het tegenwoordig oogenblik, zeer sterk zijn en dat het eerstgemelde de zaak gaarn gestuurd zag naar onderhandelingen tot een algemeene vreede. Dagt ik niet op die verzeekeringen eenigen staat te hebben kunnen maken, ik zou er moogelijk geen aanhaling van hebben durven doen, als niet volkomen strookende met de houding der beide medieerende Ministers, die zich in 's Hage bevinden, dog nu heb ik die vrijheid genomen, alzoo het mij toescheen dat zulks zomwijlen van nut zou kunnen zijn, om aan die houding, zoo als dezelve in 't vervolg zich verder vertoonen, de gegrondheid van die verzekeringen te toetsen; nog eens, ik moet voor mij aan dezelve veel geloof geeven.

Het Hof van Vrankrijk, 't welk deszelfs voornaamste oogmerk bereikt heeft, zoodra de onafhankelijkheid der Americaanen erkend is, neigt voor zich zelve buiten twijffel tot vreede, maer er zijn tot nog toe belemmeringen van de zijde van Spanje, alwaar men Gibraltar volstrekt vordert en in welke vordering dezelve door de Franschen zal ondersteund worden.

Dat Rijk verdubbeld heeden deszelfs poogingen om die plaats eindelijk magtig te worden, en dit gebeurende, was er vermoedelijk een groote stap tot de algemeene vreede gedaen; anders, zoo Jamaïca in handen viel der Franschen, zou dit veelligt tot een

middel dienen om Gibraltar door eene negociatie aan Spanje te bezorgen. De Engelschen nogtans schijnen voor het verlies van dat gewigtig eiland niet te vreesen.

U.H.E.G. reeds zoo lang opgehouden hebbende, zal ik eeniglijk nog melden, dat ik meen alle reden te hebben om vast te stellen dat er voor alsnog geen schaduw is van onderhandeling tusschen Engeland en Vrankrijk over het werk van de vreede.

Voor het overige neem ik de vrijheid U.H.E.G. te verzeekeren, dat ten aanzien der berigten, waarvan ik U.H.E.G. heb verslag gedaan, alle mogelijke omzigtigheid door mij in acht genomen is, en ik hoop dat ik van den stand der zaken, zoo als men dien hier beschouwd, een juiste schets zal hebben gegeeven, ten minste dit is het groote voorwerp mijner bedoeling geweest en mijne dagelijksche verkeering rigt ik zoo veel mogelijk daarnaar in....

F. W. BOERS.

LETTRE CMXXXV.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Le mémoire des ministres Russes.

Le 12 avril 1782.

Les Etats de Hollande se sont assemblés Mercredi 10e de ce mois, Monsieur le Comte, et le mémoire des Ministres Russes, qu'ils avaient précédemment envoyé à chaque régence, va devenir l'objet des délibérations.

Messieurs de Gallitzin et Markow, qui se sont aperçus de l'impression peu conforme à leurs vues, que produisoit la proposition de Mr Fox à Mr Simolin, ont cru devoir communiquer aux Etats-Généraux la dépêche même de leur collègue, qui paroit éclaircir

le sens équivoque de la lettre du Ministre Britannique et assurer positivement que l'intention de la Cour de Londres est .... [1]) à une reconnoissance préalable du principe de la liberté illimitée des mers, mais cette nouvelle démarche n'a inspiré ni plus de confiance dans le système actuel de l'Impératrice de Russie, ni plus de désir d'écouter les insinuations Angloises.

Les partisans, que la Grande Brétagne a conservés ici, ne négligent aucun moyen de persuader aux différents Membres de l'Union combien il importe à la République de profiter avec empressement des favorables dispositions de l'Angleterre. Je crois que si Monsieur le Stadhouder osoit se livrer à son penchant secret, il employeroit son influence à déterminer sans délai l'ouverture d'une négociation pacifique, mais les principes patriotiques ont été si énergiquement adoptés par la nation entière, qu'il craindroit de se compromettre essentiellement, s'il ne se laissoit pas entraîner au voeu général. Il est chaque jour exprimé par de nouvelles requêtes des habitants des différentes villes de la Hollande et des autres Provinces, et elles renferment toutes le désir le plus vif de la reconnoissance de l'indépendanee Américaine et l'éloignement le plus décidé pour une pacification particulière. C'est par une suite de ce développement du sentiment national que les menées artificieuses des Anglomanes paroissent avoir été entièrement déconcertées.

Les Etats d'Utrecht et de Groningue viennent de consentir à l'admission de Mr Adams comme Ministre plénipotentiaire des Etats-Unis et la Province de Gueldre prendra Mardi la même détermination, qui sera convertie le .... [2]), suivant en résolution définitive et unanime de L. H. P.

[1]) *Mot non déchiffré.* [2]) *Laiseé en blanc.*

LETTRE CMXXXVI.

Le prince Frédéric Guillaume de Prusse au prince d'Orange. Réponse.

—

Ce 12 avril 1782.

Monsieur et très cher frère.

Le courié de V. A. S. ne m'aiant point instruit de son départ, je me hate de répondre par la poste, étant bien fâché d'avoir manqué cette occasion de faire parvenir ma réponse plutôt.

Je suis des plus sensible à la confiance qu'Elle me témoigne, en me faisant part de sa situation actuelle et du plan dont Elle veut bien me faire le détaille. Je lui répondrés naturellement d'après ce que mes foibles lumières me permettent d'apercevoir et d'après ce que l'atachement me dicte, que je lui a voué de tout temps. Je sents très bien les ménagements qu'il y a à garder avec la France dans ce moment-ci, mais il me semble que V. A. S. ne manqueroit l'agrément de la France, si la paix avec l'Angleterre pouvoit parvenir à se faire aux conditions que cette puissance stipuleroit la navigation libre et illimitée de la République, ainsi que la restitution de toutes ses possessions occupée par les Anglois, ainsi que celle des vaisseaux et cargaisons enlevé à la Hollande, comme V. A. S. marque Elle même ne [pouvoir] faire la paix qu'à ces conditions et continuer en attendant avec vigueur les préparatifs d'opération pour la campagne présente. Je crois que si Elle comuniquoit ce plan à la France et qu'il fut proposé de même par les Ministres de Russie à la Cour de Londre, V. A. S. rempliroit tout ce qu'Elle doit à la France, à l'Angleterre, à la Russie et à ses propres intérêts, et ne couroit aucun risque d'offenser la France ni la Russie,

ni d'être inutilement arrêtée en négociation avec la Cour Britanique, et Elle parviendroit à faire une bonne campagne ou à obtenir une paix honorable et utile et telle que la Cour de France doit le souhaiter Elle-même pour une allié qui par une paix pareille lui deviendroit plus utile par la liberté de la navigation.

J'espère, mon très cher frère, que vous pardonnerez la liberté avec laquelle je vous expose ces idées; la confiance, dont vous m'avés honoré, me porte à vous parler comme mon coeur le pense. Puisiés vous reconnoître le lauguage du sincère et inviolable attachement et de la considération avec laquelle je suis, ...

FR. GUILLAUME PRINCE DE PRUSSE.

LETTRE CMXXXVII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Les lettres du roi de Prusse.

16 April 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb de eer aan U.D.H. te restitueeren de missives van Z. M. de Koning van Pruisschen aan U.D.H. en aan H.K.H. [1]). Ik kan niet ontveinsen dat het idée van Hoogstgedachte Z. M. nopens de guarantie van onse possessien in de beiden Indiën mij van dien aard voorkoomt, dat het zeer moeylijk zijn zoude om hetzelve aan de Leeden van Holland smakelijk te maaken. De overhelling naa de zijde van het Pruissische Hoff is gans niet groot. Het voorig entousiasme is thans geheel verdweenen en schijnt zelfs voor tegengestelde sentimenten plaets te maaken; daerenboven

[1]) *Voyez le numéro suivant.*

is de guarantie der Indische possessien door eene Mogendheid, die geene bezittingen heeft in de gewesten en dezelve gaerne zou tragten te verkrijgen, op zig zelfs zeer bedenkelijk ....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CMXXXVIII.

Le roi de Prusse au prince d'Orange. La situation épineuse de la République.

—

Ce 10 Avril 1782.

Monsieur mon Cousin et neveu.

J'ai resçu la lettre, mon cher Prince, que vous avez eu la bonté de m'écrire, je n'abuserai point de votre confiance, et comme vous me renvoyez à ma Niesse, je suis entré avec Elle dans tout les détails [1]).

[1]) *Le même jour le roi écrivit à la princesse la lettre suivante:*

(En orthographe moderne).

Ce 10 Avril 1782.

Ma très chère Nièce,

Je vous avoue, ma chère enfant, que le cas, que vous me proposez, ne laisse pas que d'être embarrassant. Cependant je crois vous devoir expliquer mes sentiments sur ce sujet avec toute la sincérité et la vérité, dont j'envisage les choses. Voilà un changement avantageux arrivé à Londres dans le ministère Anglais. Ces gens sont meilleurs citoyens sans comparaison que But[e] et ses adhérants; mais il ne s'agit pas dans ce que vous me demandez de ce qui est avantageux à l'Angleterre, mais ce qui convient à votre République. Je vous ai ébauché mes sentiments dans ma lettre précédente sur cette matière, mais je vais vous parler maintenant comme si j'étais un député de Zélande ou de Groningue. Sans doute que je souhaite la paix à votre

Votre situation est épineuse, et il faut redoubler en efforts de prudence pour s'en tirer, cependant en

République, parce que la tranquillité et l'assurance de son commerce lui est plus avantageuse qu'une guerre dispendieuse où il n'y a rien à gagner pour elle. Cependant il ne suffit pas dans la situation où vous êtes d'envisager vos avantages sans y comparer vos risques que vous avez à courir. Les Français et les Espagnols sont maîtres d'une partie de vos possessions en Afrique ou en Amérique: êtes-vous assuré qu'ils vous rendront ces possessions si vous faites une paix séparée avec l'Angleterre? Et voici ce qui mérite encore plus d'être mis dans la balance de vos délibérations: vous voyez vos anciennes Barrières qui sont détruites; souvenez-vous des causes qui servirent de prétexte à Louis XIV lorsque l'année 1672 il fit cette fameuse invasion en Hollande; gardez vous donc de donner lieu aux Français de s'aigrir contre vous, ou au moins ne donnez pas lieu en leur témoignant de l'ingratitude d'exciter contre vous un puissant royaume, dont les armées ne trouvent aucune obstacle qui puisse s'opposer à leurs entreprises. A quoi tend donc mon avis, et qu'est-ce que je proposerais si moi-même je me trouvais dans le cas de votre République? Je m'expliquerais naturellement et franchement avec les Russes et les Anglais, je leur dirais que je ne désire que la paix et que je la ferais tout de suite si premièrement les Russes veulent me garantir que les Français me rendront aux Indes mes possessions, et en second lieu si les Anglais s'engagent de faire cause commune avec la République pour la soutenir envers et contre toutes les puissances qui voudraient l'attaquer. Vous voyez que par ce moyen vous chargez les Russes d'une négotiation délicate avec la France et sans la réussite de laquelle vous ne pouvez faire la paix sans vous couper la gorge, et que d'autre part vous parez par l'alliance l'Angleterre au danger qu'à l'avenir la Hollande aura à redouter tant de la part de la France que de la part de l'Autriche. Je vous dis mon avis, ma chère enfant, parce que vous me l'avez demandé; cependant vous ferez bien d'en

chargeant vos Médiateurs Russes de vous assurer les possessions aux Indes, dont maintenant les Français

soumettre l'examen à ceux qui sont à la tête de l'administration et qui peuvent avoir des notions que je n'ai pas. Je vous rendrais volontiers des services en France et partout, mais, ma chère enfant, je n'ai aucune liaison avec la France; nous ne sommes point ennemis les uns des autres, mais nous ne sommes pas allieux (sic). Comment voulez-vous donc que je fasse dire à Monsieur de Vergennes: „Votre „Excellence saura que, le Ministère Anglais étant changé, „les Hollandais, fort obligés de l'assistance que la France „lui a rendue, a (sic) résolu de la planter là parcequ'elle „ne veut plus continuer la guerre, et le Roi de Prusse „souhaiterait que Leurs Majestés très Chrétiennes et très „Catholiques remettent incessemment à la République de „Hollande les possessions que vous leur avez garanties „par votre assistance?" Que pensez-vous, ma chère enfant, que pouvait répondre ce ministre Français sinon qu'il priait Sa Majesté Prussienne de se borner à ses propres affaires sans se mêler des siennes et que, si la République de Hollande, qui doit originairement sa liberté au secours des Français, lui donna dans cette occasion des nouvelles preuves de son ingratitude, c'est à Louis XVI à prendre ses résolutions et non à un roi de Prusse à les lui préscrire. Voilà, ma chère enfant, comme j'envisagerais votre cas si c'était le mien. Je conseille à notre chéri prince et aux Hauts et Puissants seigneurs, qui composent le foyer des délibérations, de peser mûrement toutes les choses et de ne prendre de parti qu'après avoir prévu à tout les inconvénients que je viens de vous crayonner; qu'ils se souviennent surtout qu'il ne faut pas se borner au moment présent, mais pourvoir à l'avenir et aux suites qu'attirerait une démarche inconsidérée. Enfin, ma chère enfant, Monsieur van der Dussen, ou Monsieur de Wit ou Schlingeland ne vous parlerait pas avec un coeur plus Hollandais que je le fais; je vous confesse que la paix faite l'alliance de l'Angleterre, surtout avec les ministres, qu'elle a présentement,

sont maîtres, vous ne risquéz rien, et personne ne peut prétendre de la République qu'elle face la paix en risquand de perdre ses plus riches possessions et en égrissant contre elle la France, ce qui feroit un lev[a]in dangereux, qui dans la suite des tems (privez de barières, comme vous l'êtes) pouroit occassioner une guerre, comme celle qui penssa détruire la Hollande l'année 1672.

Je voudrois, mon cher Prince, pouvoir vous entretenir d'objets plus agréables pour vous touts, mais je crois ma sincérité prefférable à une lâche flatterie....

FÉDÉRIC.

vous conviendra davantage ce me semble que celle de la France. Mais maintenant il faut se prêter au temps et ne pas perdre maladroitement vos possessions Américaines, Africaines et Asiatiques, à moins que vos médiateurs les Russes on[1]) parviennent à lever ces difficultés par leurs négotiations en France.

Je vous embrasse, ma chère enfant; je vous ai dit tout ce qu'il me vient dans l'esprit au sujet des choses que vous proposez, quelque partie que prennent vos Hauts et Puissants seigneurs. Je souhaite que ce soit celui qui leur est le plus avantageux.

Vous assurant de la tendresse infinie et de la véritable estime avec laquelle je suis,

Ma très chère Nièce,

votre fidèle oncle et ami

FÉDÉRIC.

[1]) Lisez: ne.

LETTRE CMXXXIX.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Bruits d'un projet de vente du marquisat de Bergen-op-Zoom.

—

Le 19 avril 1782.

Les bruits qui se sont répandus et accrédités depuis quelque tems sur la disposition de l'electeur-palatin à traiter de la vente du marquisat de Bergen-op-Zoom avec l'Empereur [1]), donne beaucoup d'embarras à Monsieur le Prince Stadhouder et au ministère de la République. Ils ne me les ont témoigné que très légèrement et j'ai cru devoir éluder sans affectation des développemens ultérieurs à cet égard, mais je viens d'être informé qu'ils s'occupent sérieusement des moyens d'empêcher l'exécution d'un projet, dont ils croyent devoir redouter les conséquences. Je sais que Monsr le Duc de Deux Ponts a chargé quelqu'un, qui est à présent ici, de faire connoître aux Etats-Généraux son empressement à s'y opposer, en vertu des droits essentiels qu'il peut faire valoir, s'ils veulent consentir à des conditions pécuniaires qu'il propose. Je tiens ces détails de la personne même qui a reçu de lui cette commission et qui est venu me demander mes conseils sur sa conduite ultérieure. Je lui ai répondu que je la remerciois de la confiance qu'elle me témoignoit, mais que, comme je n'avois pas la plus légère connoissance de cette affaire, je la priois de trouver bon, que je ne m'en mêlasse en aucune

[1]) Voyez sur cette affaire assez mystérieuse les Mém. de Hardenbroek, III, p. 203 et l'annotation de l'éditeur.

L'électeur-palatin Charles Théodore possédait le marquisat par sa mère, l'héritière du comte François de la Tour d'Auvergne; il le gardait jusqu'à la révolution de 1795 qui le réunit tacitement aux Pays-Bas.

façon. Je sais que les personnages principaux de la République ont très bien accueilli la proposition du Duc de Deux Ponts. Je serai très exactement informé des suites de cette négociation et j'aurai l'honneur de vous en faire part. J'espère que vous voudrez bien approuver la réserve dont j'ai cru devoir user dans cette circonstance.

Je n'ai pas l'honneur de vous adresser, Monsieur le Comte, toutes les requêtes qui se sont présentées depuis quelque tems aux conseils des différentes régences et aux Etats des provinces par les négociants et la bourgeoisie, tant relativement à l'admission de Mr Adams qu'à la continuation de la guerre jusqu'à l'époque de la paix générale. Vous les trouverez toutes dans les gazettes Hollandoises. Je me borne à vous assurer qu'elles expriment le véritable voeu de la nation, dont le développement, soutenu par les magistrats patriotes, contribuera certainement à assurer la maintien et la durée du seul système qui convient aux vrais intérêts de la République. Vous trouverez ci-jointe celle des commerçants d'Enkhuysen, qui m'a paru très remarquable, ainsi que la déclaration d'un bourguemaître de cette ville à l'occasion d'une résolution de sa régence, qui n'est pas aussi énergique qu'il l'auroit désiré....

LETTRE CMXL.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Opinion de la ville de Dordrecht sur le mémoire des envoyés Russes.

—

20 April 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb de eer U.D.H. te presenteeren een copye der concept-extensie, door de Heeren van Dordrecht

in het besogne op gisteren geexhibeert. Ik kan niet verbergen dat dit stuk mij, naar tijdsomstandigheeden, zeer wel aanstaat en behaagt....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CMXLI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Réponse. Même sujet.

—

's Hage, den 21 April 1782.

WelEdele Gestrenge Heer.

Ik hebbe met alle attentie geëxamineert de concept-extensie, die U.E.G. mij toegezonden heeft. Hoezeer oneindigh beter zijnde als de resolutie van de stadt van Amsterdam, kan ik niet ontveinzen dat zij mij niet voldoet, en ik zoude verlangen dat er bleek in de registers van Holland, welk advis de Heeren van de Ridderschap omtrent deeze gewigtige materie hebben uitgebragt, en misschien zoude deeze tournure daeraen konnen gegeeven worden, dat in de notulen wierde geïnsereert, dat de Heeren van de Ridderschap persisteeren bij derzelver advis en verzoeken dat hetzelve in de notulen moge werden geïnsereert, doch dat, niettegenstaende dat zij zouden wenschen dat derzelver advis bij de andere staetsleeden ingressie hadde gevonden, zij, vermits een afkomst van deeze zaak spoedigh behoort gemaekt te worden en dat de decentie vordert dat de memorie der Heeren Ministers van Hare Russische Keizerlijke Majesteit niet lang onbeantwoord blijve, zij zich niet zullen opposeeren tegens de conclusie van het rapport, zoo als hetzelve is liggende....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CMXLII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. L'admission de M. Adams.

—

Le 23 avril 1782.

La résolution qui détermine définitivement l'indépendance Américaine et l'admission de Monsieur Adams comme Ministre-plénipotentiaire dés Etats Unis, excite, Monsieur le Comte, les transports de la joye la plus vive, et le triomphe du parti patriotique est celui de la nation.

Monsieur Boreel, Député de la ville d'Amsterdam aux Etats-Généraux et qui en présidoit l'assemblée en cette qualité, a été chargé par L. H. P. de prier Monsieur Adams de passer chez lui le lendemain pour qu'il put lui donner connoissance de leur détermination. Mr Adams s'y est rendu le Samedi à onze heures, a receu des mains du président de semaine la résolution que j'ai l'honneur de vous envoyer, et lui a remis ses lettres de créance. Elles ont été présentées hier aux EtatsGénéraux, qui ont admis sa personne par une nouvelle résolution, semblable à celle qu'il est d'usage de prendre pour reconnoître le caractère de tous les Ministres accrédités auprès d'eux.

Tandis que les différentes provinces délibéroient sur cette grande affaire, Mr de Llano m'avoit fait part de l'embarras qu'il éprouveroit relativement à la visite ministérielle de Mr Adams. Je l'assurai que je négligerois rien pour engager M^r. Adams à aplanir cette difficulté, mais Mr de Llano s'est déterminé à demander à M^r le Comte d'Aranda [1]) ce qui s'étoit passé à l'égard de Mr Franklin, et cet Ambassadeur

[1]) Jusqu'en 1784 le comte d'Aranda était ambassadeur de l'Espagne à Paris.

lui ayant mandé que le Ministre Américain ne lui avoit pas fait de visite, parce qu'il n'auroit pas pu la lui rendre, cet exemple a paru devoir lui servir de règle. Je lui ai fait observer très légèrement que les circonstances n'étoient pas tout à fait les mêmes, mais il a persisté et m'a témoigné désirer que Mr Adams se conduisit comme Mr Franklin. Mr Adams a cru devoir au contraire imiter la conduite que tiennent ici les Ministres des autres puissances, quand ils y arrivent. Ils font ordinairement une première visite de politesse à tous les Membres du Corps diplomatique pendant l'intervalle de la remise de leurs lettres de créance à la réception de la résolution des Etats-Généraux, qui admettent leur personne. Cet usage cependant n'est pas généralement suivi, mais quand ils ont reçu cette résolution, ils vont ministériellement donner connoissance de leur admission en qualité de Ministre ou d'Envoyé. Ils envoyent demander l'heure à laquelle il convient aux Ambassadeurs, s'il s'en trouve à La Haye, de les recevoir, et passent chez tous les Ministres ou Envoyés, à la porte desquels ils remettent une carte, sur laquelle le motif de leur visite est marqué, ou bien laissent simplement leur nom. Mr Adams a préféré de prendre ce dernier parti, que Mr de Llano n'a pas trouvé moins embarassant pour lui. Ils m'ont paru l'un et l'autre invariables dans leur détermination et désirer cependant un moyen conciliatoire. Je leur ai suggéré celui qui me paroissoit le plus praticable, sans les engager à y adhérer et en priant de bien délibérer entr'eux avant de l'adopter; et comme le moment, auquel le Ministre arrivant fait sa visite à ceux qui sont déjà établis dans cette résidence, dépend absolument de sa volonté, ils sont convenus que Mr Adams, avant que les Etats-Généraux ont pris la seconde résolution, par laquelle ils admettent sa

personne, feroit à Mr de Llano une visite, que celui-ci lui rendroit, et qu'il passeroit chez les autres Ministres étrangers après la réception de cette résolution. Je crois que ceux-ci imiteront ce qui s'est passé à Paris à l'égard de Mr Franklin. Mr Adams, relativement à moi, s'est conformé à l'usage accoutumé et m'a fait demander l'heure à laquelle je pourrois le recevoir. Je la lui ai indiquée. J'ai reçu sa visite, la lui ai rendue, et l'ai invité à diner aujourd'hui chez moi avec la pluspart des Membres du corps diplomatique. Le congrès lui avoit adressé une lettre pour Monsieur le Prince. Il lui a fait demander quand il lui conviendroit qu'il la lui remit. Monsieur le Stadhouder lui a fait répondre qu'il ètoit prêt à le recevoir et l'a reçu avec beaucoup d'honnêteté. Mr Adams a cru devoir ne pas différer de présenter à L. H. P. un mémoire, par lequel il les invite à nommer des Commissaires, chargés d'entrer en conférence avec lui sur la rédaction d'un traité d'amitié et de commerce, en les prévenant qu'il doit être entièrement compatible avec celui que les Etats-Unis ont déjà conclu avec leurs alliés et qu'ils pourront conclure avec d'autres Puissances. J'ai l'honneur de Vous adresser la copie de ce mémoire, que Monsieur Adams m'a communiqué. Il m'a fait part aussi, Monsieur le Comte, qu'il se proposoit de négocier incessamment un nouvel emprunt à Amsterdam dans une circonstance qui lui paroissoit aussi favorable au succès de cette opération.

LETTRE CMXLIII.

Le prince d'Orange au prince Frédéric Guillaume de Prusse. Les questions de la paix et de l'ouverture de l'Escaut.

—

La Haye, ce 24 avril 1782.

Monsieur.

Je ne sçaurois laisser partir le courrier, que V. A. R. a bien voulu nous envoyer, sans témoigner à V. A. R. ma vive gratitude de toutes ses bontés et de ce qu'Elle a bien voulu nous marquer avec tant de franchise sa façon de penser sur les circonstances critiques où nous nous trouvons. Je suis tout à fait de la même opinion, et j'espère que nous pouvons parvenir à ouvrir les yeux à ceux qui veulent engager cet Etat à pousser une guerre ruineuse, sans prêter l'oreille aux offres même les plus avantageuses d'une paix séparée, mais pour le moment présent la multitude est pour la guerre, au moins tel est le sentiment général dans la pluspart des provinces, et l'on voudroit reculer l'époque de notre paix à celle de la paix générale. Dieu sçait ce qui en sera, mais nous sommes dans une crise violente et nous avons à craindre que l'on ne profite du moment où tous les ressorts doivent être tendus du côté de la mer pour nous donner la loi de celui de la terre. Ce qui nous est arrivé au sujet des places des barrières en est peut-être un prélude, puisse-t-il n'être pas suivi de l'ouverture de l'Escaut et de l'acquisition du Marquisat de Bergen op Zoom.

Je me recommande avec ma famille, ainsi que les intérêts de cet Etat, à la bienveillance de V. A. R. ....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE CMXLIV.

Le bourgmestre Rendorp au prince d'Orange. Considérations confidentielles sur les questions brûlantes.

—

Amsterdam, den 26 April 1782.

Doorlugtig Hooggeboren Vorst en Heer.

Ik durf verwagten van de goedheid van U. D. H. en van de verzekering, in welke zij zijn moet, van mijn waaragtig en onbaatzugtig attachement aan mijn Vaderland en, ik schroom het niet te zeggen, aan U. D. H. zelven, dat zij dit mijn schrijven ten besten zal duyden.

De kommerlijke omstandigheden, in welke ons Land zig bevind, dringen mij om bij U. D. H. in het uyterste vertrouwen, terwijl niemand van dit mijn schrijven bewust is, deese vrijheid te neemen.

De afgrijselijke drift. met welke het grootste gedeelte der Regenten schijnt bezield te zijn; de beschroomdheid van anderen, die niet durven tegen de stroom invaaren; de wijnige doorzigt van eenigen, hebben voortgebragt eene werkeloosheid over alle de deelen der Administratie, dewelke de allernadeeligste gevolgen moet hebben, zoo wij door toedoen van U. D. H. niet gered worden. 'T is mogelijk niet t'ontkennen dat de toestand, in welke de omstandigheeden de Republiek met de Kroon van Frankrijk gebragt heeft, gevoegd bij de schier overal heerschende vrees en teffens overmatig vertrouwen in het Fransche Ministerie, niet toelaat dat men thans kiese de allerbeste en, niettegenstaande het schreeuwen van veelen, de gewenschte partij voor 't Vaderland, naamlijk eene afzonderlijke vreede, maar dewijl men dan geduldig moet afwagten wat het Hof van Frankrijk over ons

lot zal gelieven uyt te spreeken, zoo is 't onverantwoordelijk dat men de zaaken buyten haar geheel zal brengen voor dat het gem. Hof genoodzaakt zal zijn geworden om desselfs geheime meening, zoo niet ten eenemaal, ten mindsten eenigsints te openbaaren, daar men met reede vermoeden mag, dat deese geene andere is dan om ons aan een lange lijn te houden en te doen voorkomen zij geene schuld hebben aan het aanstootelijk gedrag, dat wij houden aangaande de Vrouwe Mediatrice.

U. D. H. weet dat ik de vrijheid genomen heb om, aanstonds na de overgifte van de bewuste memorie, mijne gedagten, dewelke toen ook die van burgemeesteren deezer stad en als zodanige door den Pensionaris Visscher aan den Heere Raadpensionaris geschreeven waren, op het papier te stellen en te detailleeren in zekere note, dewelke ik geloof dat onder 't oog van U. D. H. geweest is. Ik nam daarna de vrijheid het zenden van eenen buitengewonen Ambassadeur naar Frankrijk af te raaden, omdat zulks niet konde geschieden dan na voorafgaande Staatsdeliberatien, die mij voorkwamen te veel tijd te vereysschen, daar in tegendeel de grootste spoed nodig was, en dat al het in de gem. note voorgestelde verricht konde worden door onsen gewonen Ambassadeur op last van het secreet besogne van H. H. Mog. en niemand daar iets tegen zoude gehad hebben, doordien de staten der respective provintien daardoor in hunne deliberatien niet gebonden wierden, maar eerder voorgelicht, dewijl zij dus grondig onderricht konde worden aangaande het voorname poinct, van 't welk den uytslag dier deliberatien behoorden af te hangen, naamlijk de meening van 't Hof van Frankrijk, en dat die démarche ook overeenkomstig was met het geliefd sistema, naamlijk 't vertrouwen

in 't Fransche Ministerie. Ondertusschen is daar niets van geworden: de propositie van de Ridderschap, daartoe eenigzints tendeerende, is, gelijk men verwagten kon, niet aangenomen, en het allertederste point, over hetwelken ooit in staatsvergaderingen gedelibereerd is, is geworden het onderwerp der deliberatien van eenige heethoofdige vroedschappen, die, tomeloos hunnen ijver volgende, zonder genoegzaam te vooren onderrigt te zijn van en zonder agt te slaan op 's Lands uyterlijke en innerlijke gelegenheden, alleronvoorzigtigste resolutien genomen hebben of nog zullen neemen.

Waar zal het heenen? Het loopt met de Republiek ten eynde! Alle klem van regeering is weg. Onse Gedeputeerden hebben mij gezegt dat zij nimmer den Heer Raadpensionaris hebben kunnen persuadeeren desselfs gedagten of advys op 'tgeen thans gedaan moest worden te zeggen. In onse stad is een groot deel der vroedschappen, hebbende één van onze burgemeesteren tot hunnen aanvoerder, allerdriftigst. De bezadigde Leeden durven niet tegen den stroom op en vreezen hunnen goeden naam in couranten en pasquillen geprostitueerd te zien. Wat dan gedaan? 'T zij mij geoorloofd deswegens mijne consideratien op te geeven.

Ik zoude, onder verbetering, van gedagten zijn:

1°. dat, hoe eerder zoo beter, gewerkt wierdt om den waan, alsof men alle reede had om zig op 't Hof van Frankrijk te vertrouwen en van 'tzelven volkomen vergenoegd te zijn, te verminderen of weg te neemen; dat tot dat eynde, bijaldien niet voor den eersten Mey uyt Frankrijk komt behoorlijke en voldoende aanwijsing van den tijd wanneer en van de wijse op welke zij onse operatien ter zee zullen ondersteunen en eene behoorlijke diversie maken, U. D. H. zig ver-

voege ter vergadering van H. H. Mog. en aldaar zegge dat zij als Admiraal-Generaal zig verplicht acht H. H. Mog. kennis te geven dat het uitloopen der vloote, waartoe alles geschikt was en de nodige ordres gegeven waren, voor alsnog eene schier onmogelijke zaak geworden was; dat men zig gevleid had dat de operatien ondersteunt zoude zijn geworden door die der Fransche vlooten, maar dat den Heer Ambassadeur van Frankrijk tot nog toe niet voorzien was met de nodige ordres om deswegens iets te bepalen (detailleerende alsdan al hetgeene wegens die zaak van den tijd dat de eerste note aan evengem. Ambassadeur is overgegeeven tot den dag toe gepasseerd is); dat onse vloot, alleen tegens den magt der vijand niet bestand zijnde, niet roekeloos konde gewaagd worden; dat U. D. H. in deese kommerlijke omstandigheid noodig heeft geoordeelt om aan de hoog wijse deliberatien van H. H. Mog. over te laaten hoedanig in deesen door haar gehandeld moest worden;

2°. dat tot bevordering van het oogmerk van deese démarche door den Fiscaal van der Hoop aan eenige voorname Leeden van de regeering kennis gegeeven worde van d'intentie van U. D. H., met een korte schets van het gedrag van Frankrijk, voornaamlijk van dat van Mr de Kersaint [1]), in het herroveren van Issequebo en Demerary;

3°. dat ondertusschen alsnog aangaande Frankrijk, Rusland en Engeland, geëffectueerd worde al 'tgeen de vrijheid genomen heb in meergemelde Nota aan te wijsen.

Maar, Doorlugtig Vorst en Heer, om aan deese

[1]) Le comte Guy de Kersaint, Breton de naissance, qui se distinguait dans la guerre en Amérique. Plus tard il embrassa les idées de la révolution, mais pendant la terreur il périt sur l'échafaud du tribunal révolutionnaire.

démarches en verrichtingen een goed eynde te bezorgen, zoo is 't volstrekt nodig, zij vergunne mij zulks rondborstig te zeggen, dat U. D. H. de eenigste partij kiese, dewelke zodanig eynde mogelijk kan maken en ook de eenigste is waardoor het geknakt gezag van U. D. H. (zij neeme niet kwalijk dat ik zoo spreeke) weder hersteld kon worden. Het is zeker dat U. D. H. gewend is altijd met de Leeden der regeering afzonderlijk te spreeken, nimmer is er daardoor mogelijkheid dat zij hoore de onderscheidene sentimenten en debatten, dat degeenen die ze voeren elkanderen illucideeren en dat er dus met gemeene toestemming iets bepaald worde. Ik wil ook niemands bekwaamheid of vooringenomenheid of jaloesy taxeeren of verdenken, U. D. H. zal zulks zelfs best kunnen beoordeelen; ondertusschen vallen de verwijtingen op Haar en men geeft Haar de schuld van 't geen geschied en niet geschied. De werkeloosheid van den Heere Raadpensionaris komt mij in deesen onbegrijpelijk voor.

U. D. H. duyde mij dan niet qualijk dat ik Haar met eenen gepasten eerbied zegge, dat het eenigste voorhanden middel om het gezag weder te herstellen, is, dat U. D. H., hoe eerder zoo beeter, doe hetgeen zijnen Heer [vader] en zijne Vrouwe moeder gedaan hebben, namelijk zig doorgaans beraadslagen met zodanigen der aanzienlijke Leeden der regeering, die Haar meest aangenaam zijn en de geschikste zullen voorkomen, zoo uyt hoofde hunner bedieningen als van eenen algemeenen naem en reputatie van cordaatheid en belangeloosheid. Deeze daad zoude dat voordeel hebben: eerstelijk, dat eene zaak, dus overlegd en bepaald, met een bijzondere nadruk door alle die aanzienlijke lieden zoude kunnen voorgesteld worden;

ten tweeden, dat deese Lieden, van alle de omstandigheeden onderricht zijnde, daarvan, na vereisch en

met de nodige omzigtigheid, anderen, die zij weder in hunne provintien of regeeringen daartoe het geschikst zouden agten, mede zouden kunnen informeeren, waardoor in de staatsvergaderingen niet zoude geadviseerd worden volgens eene oppervlakkige beschouwing, maar in gevolgen de waaragtige toedragt en toestand der zaaken;

ten derden (en is dit een voornaam point voor U. D. H.), dat zij dus voor alle reproches meerendeels gedekt zoude zijn. Ik verbeel mij dat de omstandigheden, in welke wij zijn, dit laatste allernoodzakelijkst maaken, dus neem ik de vrijheid U. D. H. in consideratie te geeven of het niet hoogstnoodig is, dat zij, hoe eerder zoo beter, ja zonder eenig uitstel, zoodanige voorname lieden bij elkanderen roepe en aan deesen de gansche toestand der publieke zaaken, zoo binnen als buyten deesen staat, openlegge, vertoonende hoe noodzaaklijk het is, dat men zoowel tegens de laagen, die Frankrijk ons zoude kunnen leggen, waake, als zig voor 't geweld van Engeland te hoeden. Tot nog toe is geen bepaald sistema van regeering geweest; ieder derzelven heeft, meerendeels kwalijk onderricht, ja van de geheime omstandigheden ten eenemaal onkundig, geoordeeld en helpen resolveeren volgens zoodanige geborneerde kennissen. Niemand heeft, 'tgeen dog in eene republicainsche regeering zoo noodig is, hun voorgelicht of ten minsten niemand die genoeg ingang hadde. Tot 's Lands groot ongeluk heeft de Raadpensionaris wijnig invloed, en ik behoef niet te zeggen hoedanig kwalijk gezinden zig van alles bedienen om die van U. D. H. te vernietigen. Om dit te beletten en aan 't eersten te remedieeren, komt mij het voorgeslagenen volstrekt nodig voor. Uyt hetzelven zal waarschijnlijk eens een bepaald systema voortkomen en 'tgeen gezamenlijk bestemd en gearresteerd zal

weesen, zal met goede hoop van reussite in de staatsvergaderingen bevorderd kunnen worden, behalven dat er veele zaaken zijn dewelke alsdan, zonder tusschenkomst der Staaten, door 't gezag van U. D. H., ondersteunt door dat van zoo veele aanzienlijke lieden, geëffectueerd zal kunnen worden. Ik behoef U. D. H. niet te zeggen van welke aangelegenheid het is, dat zij verkiese zoodanige lieden, die niet alleen bij Hoogstdenzelven geagt en gewaardeerd worden, maar dat zij desaangaande ook de algemeene denkenswijze zal dienen te considereeren. Daar zijn zekerlijk eenige luyden die U. D. H. niet voorbij kan, door de posten die zij bekleeden: ik meen de Ministers, maar de anderen kan zij kiesen na Haar welgevallen, en al liep daar al eens eenen onder, aan U. D. H. minder dan aan 't algemeen aangenaam, zoude het mogelijk geen kwaad doen. Ik heb dog niemand in 't oog. Ik behoef nog minder U. D. H. te doen aanmerken, hoe nodig het is dat zij alle haare invloed en de geschikste middelen gebruyke om in de provintien en steden haar gezag [te] herstelle. Ik ben geïnformeerd, en meen het grondig te zijn, dat zulks in Friesland zelven niet ongemakkelijk zoude zijn door zekere middelen, die van U. D. H. afhangen.

Ziedaar, Doorlugtig Vorst en Heer, 't geen ik gemeent heb onder 't oog van U. D. H. te moeten brengen. Ik had er reeds een woord van in mijnen laatsten aan den Heere Van Heyden [1]) gezegd, met verzoek om 't aan U. D. H. mede te deelen. Ik vrees niet dat U. D. H. mij verdenken zal van eenige averechtsche inzigten. Ik ben te veel bij mij zelven bewust, dat ik daarvan [niet] kan verdagt worden. Ik ben belangeloos en zoek niets dan 't welzijn van mijn

[1]) Le chambellan de S. A. R. Voyez les Mém. de Hardenbroek i. v.

Vaderland. Mag mijn voorstel geen ingang vinden, laat dog mijnen raad bij U. D. H. geen misnoegen verwekken. Mijn hooft en harsenen kunnen niet deugen, maar mijn hart is goed. Dat U. D. H. dog niet bevreesd zij, 'tgeen dog den Vorsten zoo eygen is, dat men toelegd op verkleining van Haar gezag; 't zoude een hersenschim zijn, gelijk het er eene is, dat U. D. H. het op vermeerdering van 't zelven zoude toeleggen ....

RENDORP.

LETTRE CMXLV.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Les sentiments et la résolution sur le mémoire du gouvernement Russe.

—

Le 26 avril 1782.

Les Etats de Hollande, ainsi que j'avois eu l'honneur de vous l'annoncer, Monsieur le Comte, ont pris hier une résolution définitive relativement au mémoire présenté par les Ministres de Russie, et je m'empresse de vous envoyer la traduction. Elle est en substance parfaitement conforme au plan qui m'avoit été communiqué et dont j'ai exposé le précis dans mes précédentes dépêches. Parmi les legers changemens, qui y ont été faits, les uns sont insignifiants et les autres développent plus énergiquement encore les intentions de la République. Plusieurs villes ont persisté dans un avis, dont j'avois cru sans affectation devoir détourner celles qui m'avoient consulté et qui tendoit à demander les conseils du Roi sur la réponse à la proposition faite au nom de S. M. l'Impératrice. Quelques autres vouloient rejetter, sans aucun ménagement pour la Cour de Petersbourg, toute idée

de médiation. C'est le sentiment des régences d'Amsterdam et de Dort qui a prévalu et le corps des nobles y a adhéré. Il me semble, Monsieur le Comte, qu'il réunit à la fermeté essentielle dans les principes et à la confiance dans le système du Roi, la forme la plus convenable pour l'Impératrice de Russie. J'ai lieu de croire qu'il sera adopté par les autres Membres de l'Union dans le courant de la semaine prochaine.

Les Etats-Généraux ont nommé Mardi dernier des commissaires pour conférer avec Monsieur Adams sur le traité de commerce et de navigation auquel il les a invités par le mémoire, dont j'ai eu l'honneur de vous adresser la copie. Il s'est déjà entretenu avec eux et leur a remis hier un précis des différents articles qui doivent le composer. Dès qu'il me l'aura communiqué, je serai très exact à vous le transmettre. Cet empressement réciproque paroit devoir convaincre de plus en plus le Ministère Britannique de la nécessité de s'occuper sans délai d'une pacification générale fondée sur la reconnoissance de l'indépendance Américaine et la liberté illimitée des mers.

LETTRE CMXLVI.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Les questions du jour.

—

Le 3 May 1782.

Je crois devoir vous prier de nouveau de vouloir bien me faire connoître le plus promptement que vous le pourrez par un courrier extraordinaire l'époque de la sortie de la flotte combinée, soit qu'elle doive demeurer à l'entrée de la .... [1]) ou se porter à celle

[1]) *En blanc.*

de la Manche, en m'autorisant à en faire part à Monsieur le Stadhouder, et il me paroîtroit aussi très utile, Monsieur le Comte, que vous voulussiez bien m'instruire directement des nouvelles qui arriveront des Indes Occidentales ou Indes Orientales et de tous les points qui peuvent exciter quelqu'intérêt pour que les communications successives que j'en donnerois ici, m'aidassent à entretenir et à consolider la confiance.

J'attends avec impatience, Monsieur le Comte, les nouvelles de Londres, qui doivent nous apprendre l'impression qu'y aura produit la reconnoissance de l'indépendance Américaine par la République. Je suis persuadé ainsi que vous que cet événement important contribuera à consolider de plus en plus le système que le zèle des patriotes a forcé les Etats-généraux d'adopter et rendra impossible toute réconciliation avec l'Angleterre, jusqu à l'époque de la pacification générale. Les sentimens de la nation semblent de jour en jour plus s'affermir et les provinces, qui paroissoient les plus vouées aux intérêts Britanniques, offrent sans cesse de nouveaux exemples de la révolution survenue dans leurs principes et leurs affections.

P. S.

L'emprunt de 5 millions florins pour le compte des Etats-Unis, dont j'ai eu l'honneur de vous annoncer la négociation, a été ouvert il y a quelques jours et je ne doute pas qu'il ne se remplisse promptement. Celui d'Espagne paroit rencontrer plus de difficulté; il est à craindre qu'il ne se termine pas avec le même succès.

Je n'ai pas manqué de faire part à Monsieur le Conseiller-Pensionnaire des détails dont vous m'avez autorisé à l'informer relativement au projet qu'on avoit supposé à l'Empereur, d'acquérir le Marquisat

de Bergen op Zoom. Il m'a paru très sensible à cette communition et m'a dit qu'Elle étoit parfaitement conforme aux notions transmises à ce sujet par Monsieur de Wassenaer Twickel [1]). J'ai l'honneur de vous envoyer l'extract des dernières dépêches de ce ministre de la République. Je l'ai fait chiffrer, parce que les personnes, qui me l'ont remis et à qui il avoit été confié, l'ont desiré. J'y joins la traduction d'une lettre de Nimègue, imprimée ici et fort repandue, dans laquelle vous trouverez la relation d'un fait très récent, qui vous offrira une nouvelle preuve de la fermentation des esprits et de sa direction.

LETTRE CMXLVII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Ouvertures de paix de la part de l'Angleterre.

—

17 Mei 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

De Heer Ambassadeur van Vrankrijk is zoo eeven bij mij geweest en heeft mij in substantie gezegt, dat door den Graaf de Vergenners heede de tijding had ontvangen dat de Heer Grenville [2]) uit Engeland te Parijs was gearriveerd om over de vreede te handelen en des deswegens ook reeds ouvertures gedaan had; dat de Heer de Vergennes, aan gemelden Heer Grenville gedeclareerd hebbende de sentimenten van den Koning

[1]) L'envoyé de la République à Vienne.

[2]) Thomas Grenville, grand ami de Fox, fut employé quelque temps par le ministère Anglaïs aux négotiations préliminaires sur la paix, mais rappelé aprés la mort du ministre Rockingham, son principal protecteur. Cf. Dict of Nat. Biogr. i. v.

om niet anders als op den voet van een generale pacificatie en met insluiting der belangens van de Republicq tot de vreede te komen, hij aangenomen had na Engeland te schrijven om ampliatie van zijn volmagt te vragen. De H^r Vauguyon zal van deze aangename tijding U. D. H. eerstdaegs zelfs kennis geeven en daarvan voorts het secreet besogne informeeren....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CMXLVIII.

L'envoyé Van Berkenrode au conseiller-pensionnaire. Avis confidentiel.

Parijs, 23 May 1782.

Hoog Edel Gestrenge Heer.

Ik meen van mijn pligt te zijn U. W. E. G. in vertrouwen te moeten informeeren, dat ik eergisteren, in een vriendelijke, dog gansch geen ministerieele conversatie met den Heer Minister, heb kunnen bemerken men alhier eenig mistrouwen opvat tegens de manier van denken in de Republic, sedert aldaar naadere insinuatien van het Hof van Engeland, aangaande een particuliere vreede, zijn gedaan, en dat men dezelve in de tegenswoordige tijdsomstandigheeden als zeer nadeelig voor de gemeene zaak, tegenstrijdig het waare belange van ons Gemeenebest en als een onvriendelijke verhandeling ten opsigte van dit Hof, zoude aansien, indien haar beslag mogt erlangen....

LESTEVENON VAN BERKENROODE.

LETTRE CMXLIX.

Le résident Swart à St. Petersbourg au conseiller-pensionnaire. Les opinions à St. Petersbourg.

—

St. Petersburg, den 28 Mey 1782.

HoogEdelGestrenge Heer.

Nadat ik op de objectien en tegenwerpingen, die men mij alhier voorgehouden heeft ten opzigt van de handelingen van den Staat aangaande het concerteeren van de oorlogsoperatien voor deze campagne met Frankrijk en het erkennen van de Heer Adams als Minister van de Vereenigde Staaten van America, gegeeven had de antwoorden, welke U.H.E.G. uit mijne onderdanigste laatste van den 14 dezer breder zal hebben gelieven te remarqueeren, en ik aldus die objectien met zodanige bondige solutien hadde gerescontreerd, als mijne weinige ervaaring en kennisse mij meest oirbaar en dienstig deeden oordeelen, om haar alhier, zo veel doenlijk, den waan en de gedagten te beneemen, alsof in de voorz. démarche van den Staat iets het minste resideerde, dat met de maniere, zoo als H. H. Mog. de mediatie van de Keizerin tot eene particuliere bevreediging van Engeland geaccepteerd en aangenomen hadden, incompatibel was, en verders te overtuigen hoe weinig de propositie van Engeland, vervat in de bewuste brief van den Heer Fox, voldeede aan de præliminaire conditie, waarop H. H. Mog. voorsz. acceptatie van voorn. mediatie steunde, zo voerde ik haar ook daarop verders te gemoed, dat, toen H. H. Mog. de voorz. resolutie, waerbij zij de mediatie van de Keizerin, onder de daarin gemelde bepalingen, aangenomen hebben, hadden gearresteerd, het nog te voorzien, nog te verwagten was geweest,

dat er in het ministerie van Engeland zoo een revolutie zoude voorvallen als zedert gebeurd was, welke revolutie een geheele omwenteling en verandering in het systema van vrede en oorlog van het Engelsche Hof doende vooruitzien en misschien de mogelijkheid van eene particuliere vrede in eenige opzichte doende verdwijnen, bij H. H. Mog., gelijk ook (. . .) van zoodanige consideratie gevonden kan zijn, dat, bijaldien de voorz. propositie van Engeland ook al eens acceptabel ware gevonden, zij nogtans konden hebben geoordeelt, om dienaangaande met uitterste circumspectie te moeten te werk gaan, opdat, door een geprecipiteerde afzonderlijke vredehandeling, die van de generale bevreediging tusschen alle de oorlogende Mogendheeden niet getraverseerd of veragterd moge worden; dat, alhoewel dit maar mijne particuliere speculatien waren, zonder dat ik wist of en in hoe verre de sentimenten en gedagten van de Heeren en Meesters daarmede overeen zoude komen, het mij nogthans voorkwam dat se niet van allen grond ontbloot waren, gemerkt het genot van de voordeelen, welke een afzonderlijke vreede ook mogte aanbrengen, allezins zo zeker konde zijn, wanneer de vrede generael tusschen alle in oorlog zijnde Mogendheden konde gemaakt worden, maar integendeel aan allerhande incidenten en onzeekerheeden, welke voor de continuatie van dien zouden kunnen doen vreezen, subject zoude zijn; dat bij dit alles ook te considereeren was, dat de Republicq in de positie, waerin ze zig bevond, aan de eene kant pligten en verpligtingen te volbrengen heeft, en aan de andere kant soigneuselijk had te vermijden alles wat tot een nieuwe complicatie of verwarring van zaaken geleegenheid zoude konnen geeven, welke aangaande dan het lot van hare possessien in de beide Indien en de belangens van hare

commercie geen van de minste consideratie verdiend.

Op deeze maniere heb ik haar zoeken te overtuigen van hare verkeerde begrippen, welke zij over de handelingen van den staat met Frankrijk en America en van de bedenkelijkheeden, die zig omtrent de acceptatie van de propositie van den Engelschen secretaris Fox aldaar zouden kunnen opdoen. Ik geloof dat voorz. en andere reedenen, die ik haar geallegeerd hebbe, wat ingang hebben gevonden, ten minsten spreekt men nu daarvan met meerder moderatie. De meeste en voornaamste van de Natie merken zelfs ook de geheele handeling van den Staat als het geschikste middel om de generale vrede te bevorderen en vinden daartegen de geheele conduite van de Russische Ministers, zoo in Engeland als bij H. H. Mog., voor zeer ongeschikt en ridicul. Wat eerstgemelde betreft, zo zeggen ze dat hij een groote fout begaan heeft van de propositie van den Heer Fox aangenomen te hebben, zonder daarop de noodige explicatie en elucidatie gevraagt te hebben, om dezelve te brengen in terminis van H. H. Mog. resolutie van den 4n Maart, welke handeling, gevoegt bij verscheide voorige streeken, hem bij veele eerlijke luiden alhier met reden verdagt maakt van een ongepermitteerde partialiteit voor Engeland. Den ondienst, welke Sieur Markof heeft willen doen door sijn sinister rapport van de zwarigheid, die U.H.E.G. en andere Regenten hadden gemaakt op de propositie van Engeland en de memorien van beide Russische Ministers, waarmede die begeleid was, ter publicque deliberatie van de provintien te brengen, alvorens dezelve door het geheim besogne van den Staat geëxamineert en daarop rapport gedaan zoude zijn, valt nu ook ten zijnen laste uit, invoegen men deszelfs conduite, waardoor in contradictie met de U.H.E.G. en andere regenten

gevallen is, voor zeer inconsequent, en de démarche, dat hij de voornoemde propositie eigener autoriteit door den druk gemeen gemaakt heeft, voor een grove étourderie houd. Alleen zijn de Heeren Bachanin [1]) en Besbarodkin [2]), die hem nog souteneeren. Ondertusschen flatteerde hij haar hier nog, dat hij het werk van de particuliere vreede, niettegenstaende de oppositien die zich uiterlijk daartegen aldaar scheenen op te doen, nog te zullen meester worden, zig fondeerende op de groote partij, die aldaar daartoe reeds gemaakt hadde en op welkers cooperatie hij meend alle staat te konnen maken. Enfin, alle hetgeene wat ik thans van die persoon en van zijne sinistre insinuatien, die van daar herwaards overschrijft, verneeme, dementeeren in het geheel niet de slegte opinie die ik, nevens andere, altoos van hem had gehad, en ik zie hem hoe lang hoe meer aan als een quaad instrument om de zaaken maar te broulleeren, waartegen ik egter meene goede præcautien genomen te hebben. Ondertusschen kan het niet quaad zijn om aldaar het oog wat in 't zeil te houden omtrent de persoon, met welke aldaar de meeste omgang en confidentie heeft, en omtrent hare démarches aangaande de generale pacificatie weet ik niet of het werk van de mediatie van de keyzerlijke Hoven ook niet reeds aan het corrueeren begind te raken, want ik heb een depêche gezien, inhoudende een berigt uit Parijs van een conversatie, welke de Ambassadeur van Sardinien met den Heer de Vergennes zoude hebben gehad en waarbij laatstgemelde in substantie gezegt zoude hebben, dat gemelde Ambassadeur hoopte binnen kort in staat te wezen om van wegens Engeland propositien te konnen doen, volgens welke de generaele vrede,

[1]) Le secrétaire du comte Panin, Bakouvin.

[2]) Le sécretaire de l'impératrice, Besbarodka.

zonder eenige bemiddeling, zoude kunnen gemaakt worden. U.H.E.G. zal zeker geinformeert wezen, dat het Hof van Weenen over de verandering van het Ministerie in Engeland geheel niet voldaan is en inderdaad schijnen daardoor de projecten op de commercie van de Oostenrijksche Nederlanden, die maer opgeschetst waren, wat verrukt te zijn. Voor dat de Zweedsche Minister van hier vertrok, heeft hij aan het Ministerie alhier gecommuniceerd een rescript van den Koning zijn meester, waarbij Z. M. aan dit Hof in bedenken geeft of, vermits de voorgevallene revolutie in Engeland, het nu het moment niet was om gemeenschappelijk devoiren bij het nieuwe Ministerie aan te wenden om hetzelve te doen erkennen de rechten van de vrijheid van de zee, volgens en conform het principe van het tractaat van neutraliteit tusschen de Noorder en andere Mogendheeden subsisteerende. Op deze communicatie heeft men opgemelden Minister in zeer civiele termen geantwoord van het genoegen, dat Hare keizerlijke Majesteit hadde wegens 't belang, hetwelke Zijne Zweedsche Majesteit nam tot soutien van het voorz. principe, waaromtrent H. M. van hetzelve gevoelen was als Hoogstgedagte Z. M., hoewel van begrip was dat het moment tot zodanige gemeenschappelijke devoiren nog niet favorabel was en daarom oordeelde dat zulks uitgesteld behoorde te blijven tot dat het werk van de generaale bevreediging op het tapijt zoude komen, wanneer Hare Keizerlijke Majesteit zeer gaarne met Hare Geallieerden zoude coöpereeren om het als een generale wet te doen aenneemen ....

J. J. DE SWART.

LETTRE CML.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Une missive de M. Van Berkenrode. Les opinions au sujet d'une paix séparée.

31 May 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb d'eer U. D. H. te doen toekoomen eene ontcijfferde missive, dese middag van den Heer Ambassadeur Van Berkenroode ontfangen, waaruit ik zie hetgeen mij ook, uit andren blijken, reeds voor eenige tijt was voorgekoomen, dat gemelde Heer niet buiten correspondentie en relatie met het Ministerie van 't Hoff zijner residentie zig bevind [1]).

Het besogne over de groote zaak is gecontinueert tot aenstaende Woensdag, zullende de aan U. D. H. bekende concept-extensie (met uitlating van de periode raakende de colonien, als een object zijnde van afzonderlijke deliberatien) werde gedrukt en aan de Leeden toegezonden.

De Heeren van Delft, Leyden en Gouda hebben op het strikst geadviseert tot verwerping van alle denkbeelden in faveur van een particuliere vreede met Engeland. Schiedam, schoon buiten het besogne, is ook in hetzelve spoor; echter vertrouw ik dat de zaak conform de voorn. extensie in de volgende week met genoegsame eenparigheid geconcludeert zal konnen werde ....

P. VAN BLEISWIJK.

[1]) *Voyer le numéro suivant.*

LETTRE CMLI.

Missive de M. Van Berkenroode au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

—

Parijs, den 26 Mey 1782.

HoogEdelGestrenge Heer.

Het volgende heb ik sedert eenige dagen door een egte informatie vernomen, que je crois utile de communiquer pour en faire l'usage nécessaire, sans l'ébruiter, te meer wijl men ons verwijt de zaak al te rugtbaar te maaken.

Het is reeds eenige tijd geleeden, dat het Hof van Engeland a fait proposer ici une paix particulière, ten eenemael afgeslaagen door de Graaf de Vergennes, comme chose dont jamais il ne seroit question. De twee Engelschen, hier sedert kort gekomen, avec des sentiments favorables de paix générale, hebben voorgeslagen que la France communiquât les conditions sur lesquelles elle consentiroit à entrer en onderhandeling à cet effet. De Graaf de Vergennes heeft geantwoord dat Frankrijk, ayant des Alliés et des amis qui ont des intérêts in de tegenwoordige oorlog, daar Engeland sig alleen bevind, het aan hun was à faire les propositions qu'elle croyroit acceptables. Met dit antwooid is de Engelsche Heer Oswald [1]) na London vertrokken. Il faudra voir ce qu'il dira à son retour....

LESTEVENON VAN BERKENROODE.

[1]) Richard Oswald, marchand à Londres, homme de beaucoup d'influence, grand ami des Américains. En 1777 il visita Paris où il fit la connaissance de Franklin; depuis ce temps il fut souvent consulté. Lord Shelburne se servit de lui pour sonder les Américains au sujet d'une paix: c'était dans ce but qu'il passa d'abord en Amérique, ensuite à Paris, en Avril et Mai 1782. Cf. Dict. of Nat. Biogr. i. v.

LETTRE CMLII.

L'envoyé Van Wassenaer au conseiller-pensionnaire. Sentiments peu favorables à St. Pétersbourg.

—

St. Petersburg, den 31 Mei 1782.

HoogEdelGestrenge Heer.

De Heer Vice-Kanselier Graaf Osterman heeft mij eergisteren gecommuniceerd, dat door een courier ontfangen had de acceptatie van Engeland betrekkelijk de vrijheid der navigatie van de Republicq op den voet der declaratie van Hare Russische Keizerl. Maj[t], mij teffens lecture doende van den brief van den Heer Fox, door haar Ministers aan den Staat overgegeeven, mij verzoekende bij H. H. Mog. te willen appuyeeren de efforts van dit Hof tot bewerking van vreede, daar nog bijvoegende dat niet wel kon zien wat de Republicq meer konde verlangen en dat zij nooit meer zoude verkrijgen. Ik nam de vrijheid hem te reflecteeren, dat, hoezeer H. H. Mog. zig altoos genegen hadden getoond tot de vrede, deze propositie misschien gekoomen zal zijn in een tijd dat de Staat reeds tot beveiliging andere verbintenis had aangegaan; dat, alhoewel dat articul tot een præliminair was gevraagt, niettegenstaande nog andere zaaken te vereffenen waren, voor dat men tot de vrede zoude overgaan, dat, hoewel ik niet geïnformeert was daervan exactelijk, nogtans, zo veel het voorkomt en met de billijkheid accordeerd, H. H. Mog. een vergoeding kunnen vragen, ten minste voor de schade aan de commercieerende onderdaanen vóór den oorlog gedaan, en het veroveren der possessien van den Staat, voor dat de tijt, door de tractaaten bepaald om dezelve te mogen attaqueeren, verloopen was, alsnog de vernietiging van de acte van navigatie; dat la liberté des mers

voor geen afstand of cessie konde gereekend worden, maar alleen als een erkentenis van het regt der natuur en der volkeren. Ik vroeg Z. Ed. hoe men dagt wegens de independentie van America, door den Staat erkend, en het tractaat van commercie, dat waarschijnlijk binnen kort tusschen de twee republicquen zou geslooten worden en waarvan de Republicq niet konde afgaan? Op alle die pointen toonde hij zig weinig favorabel en op het subject van America vond hij, dat men die zaak moest traineeren en alleen tot conclusie brengen, ingevalle en wanneer het Hof van Londen haar zelfs voor onafhankelijk zoude verklaaren. Ik nam aan van zijne gezegdens te rapporteeren, bijvoegende niet veel apparentie te zijn, dat op die voorwaarde alleen hoop tot een particuliere vrede was. Zij hebben geen de minste idée van onze belangens, willen ons weder brengen onder 't juk van Engeland. De mediomanie is haar ziekte, en zij denken dat de toegevendheid een grondwet van de Republicq is, dat dezelve kragteloos is en niets kan uitvoeren en men haar de grootste obligatie moet hebben, relatif de propositie van Groot Brittanje. Het zou onvoorzigtig zijn, wat het ook mogt wezen, eenigszins aan derzelver decisie of schikking over te laaten....

WASSENAER.

LETTRE CMLIII.

Le prince d'Orange au duc régnant de Brunswick-Lunebourg [1]).
Les calomnies contre le duc de Brunswic.

—

La Haye, ce 12 juin 1782.

Monsieur.

Apprenant que V. A. se trouve si près des frontières de cet Etat, j'ai chargé le colonel Bentinck,

[1]) *Autographe du prince.*

qui lui remettra cette lettre, de lui témoigner mes regrets d'être privé de la satisfaction de la revoir, les circonstances ne me permettant pas de m'éloigner d'ici, et que je ne désire rien avec plus d'ardeur, que de pouvoir lui être de quelque utilité en tout ce qui dépend de moi.

J'espère que V. A. me rend assez de justice pour être persuadée que les calomnies atroces, que l'on a répandu dans le public contre le Duc Louis, son oncle, n'ont produit en moi aucune impression défavorable pour un Prince, que j'ai toujours regardé comme mon second père; bien loin de là j'ai cru et crois encore devoir prendre sa défense envers et contre tous ceux qui l'attaquent d'une manière aussi indigne, et le justifier hautement et en toute occasion, étant entièrement convaincu de la fausseté des accusations et des imputations faites contre lui, et je croirois être un monstre d'ingratitude, si je ne remplissois pas un devoir aussi sacré.

Au reste je prie V. A. de vouloir bien être assurée de la parfaite considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Monsieur, ...

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE CMLIV.

Le duc régnant de Brunswic au prince d'Orange. Réponse.

A Wesel, ce 13 de juin 1782.

Monsieur.

Il est impossible d'être plus vivement touché que je le suis des marques de souvenir dont V. A. m'honore, et il n'y a certainement que les combinaisons

des affaires actuelles, qui peuvent m'empêcher de chercher l'occasion à lui marquer en personne mon attachement sincère. Les sentiments que V. A. a tousjours témoigné au Duc Louis, mon Oncle, et son zèle pour le service et les intérêts de V. A., me sonts des sûres garants de ses bontés pour lui. J'espère qu'une paix prochaine détruira la crise actuelle et préviendra des maux que l'esprit de parti suscite inconsidérablement, sans envisager les conséquences et les inconvénients très réelles qui peuvent en résulter. Je ferois sans cesse les voeux les plus ardents pour le bonheur et la gloire de V. A.; rien n'égale certainement la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

de votre Altesse,
le très humble et très obéissant
serviteur et cousin,

CHARLES G^ME DUC DE BRONSVIC.

LETTRE CMLV.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La négociation sur la paix à Paris.

—

25 Junij 1782.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

De Heer Ambassadeur van Vrankrijk heeft mij deze voormiddag, kort naa de aankomst van de Fransche post, met een visite vereert en mij kennis gegeeven, dat men aen zijn Hoff verlangde om de Heeren Van de Perre en Boers [1]) aan de Heer van

[1]) Le directeur de la Compagnie des Indes Orientales P. E. van de Perre et l'avocat Boers s'évertuaient à obtenir

Berkenrode tot de vreedensnegociatie geadjungeert te zien, mij voorleesende een art. uit een depêche van de Hr Grave de Vergennes daartoe relatieff. Ik heb niet konnen afzijn mijne verwondering te toonen over deese nieuwe tijding, schoon niet onbewust van de intrigues, gebruikt om de zaak die keer te geeven, dan ik heb er bijgevoegt, dat ik niet dagt dat men de Heer Brandse, nu de zaak zoo verre gekoomen was, zoude laaten zakken.

Ik zal tragten d'eer te hebben U. D. H. morgenogtent, vóór de parade, over deze gansch onaangenaame historie mondeling te onderhouden....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CMLVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Complainte au sujet de deux pamphlets injurieux.

—

Hage, den 9 Julij 1782.

WelEdelGestrenge Heer.

In handen gekregen hebbende twee pasquillen, het eene geïntituleert: Het gebedt van het volk van Nederland, het andere: Kenschetsende Lofzang voor de onverbeterlijke Voorstanders der Engelschen.... voorzien van eene aller-abominabelste prent [1]), alwaer ik als een Bacchus op een ton, met de freulle Van

du gouvernement Français la protection des vaisseaux de la Compagnie par la flotte royale. Voyez sur leur mission les Ned. Jbb. 1781, p. 437.

[1]) C'etait surtout cette estampe, aussi vile qu'injurieuse et calomnieuse, qui dut offenser le prince, le texte insignifiant de ces pamphlets étant pareil à celui des nombreux libelles contre le prince et ses amis, publiés à cette époque.

Lijnden en de oude Heer Burggraef van Lijnden en de Lantdrosten van Nagel en Bentinck [ben afgebeeld], hebbe ik gemeent niet langer te konnen stilzitten, maer van U.W.E.G. te verzoeken om te willen uitwerken, dat de placaeten van den Lande werden geobserveert tegens de autheurs en dissiminateurs van diergelijke lasterschriften, opdat dezelve volgens merites werden gestraft. Ik kan niet onverschillig zijn omtrent het publiceeren van geschriften en prenten alleen geschikt om mij voor de oogen van de gantsche waerelt te prostitueeren en bij deeze natie gehaet te maeken. Ik zende U.W.E.G. hiernevens deeze stukken en twijffele niet of U.W.E.G. zal, zoowel als ik, over derzelver inhoud geïndigneert zijn....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CMLVII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Approbation du projet d'une missive aux Etats de la province de Hollande.

—

10 Julij 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

.... Thans kan ik.... rescribeeren dat ik in het generaal ten uitterste approbeer de inrigting der concept-missive van U. D. H. aan de Staaten van Holland, dan alleen zoude het mij voorkoomen, dat het slot eenigsints verkort en, zoo niet geheel afgelaaten, ten minste in dier voege verandert werde, dat deze démarche van U. D. H. geen de mintste sweem of schijnsel hebbe van eenige apologie, dewelke aan de zijde van U. D. H. gansch onnoodig en verre beneede Hoogstdeszelfs digniteit zijn zoude.

Het zal verder dienstig zijn, alvorens die missive

in deliberatie te brengen, mij vooraf te certioreeren, dat er geene discrepance zal zijn tusschen de sentimenten der Staatsleeden over de Competentie der Judicatuur in deze zaak, waardoor eene nadeelige protractie der deliberatien veroorzaakt zoude konnen werden....

P. V. BLEISWIJK.

LETTRE CMLVIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Complainte de M. Adams.

—

15 Julij 1782.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

De Pensionaris Visscher is deze middag om vier uuren bij mij geweest om mij met veel precipitance en als een zaak van het uiterste gewigt te communiceeren, dat de Heer Ambassadeur van Frankrijk zijn Ed. had geïnformeert, dat de Americaansche Minister, de Heer Adams, de eenigste van het corps diplomatique was, dewelke nog heeden nog tegens morge bij U. D. H. niet was geïnviteerd, insteerende gemelde Ambassadeur om in deze dispositie van U. D. H. eenige verandering te obtineeren. Ik heb gemelden Heer Pensionaris geantwoord, dat ik supponeerde dat het mogelijk was dat U. D. H. speciale reedenen relatif tot het Hoff van Rusland had, om dien Heer niet te doen inviteeren, en dat het mij niet mogelijk was U. D. H. hierover op heeden te onderhouden....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CMLIX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Approbation de la réponse au pensionnaire Visscher [1]).

—

's Hage, den 15 July 1782.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik approbeere ten volle het antwoort door U.W. E.G. aen den Heere Visscher gegeeven ter gelegenheit van de Commissie, door dezelve uit naem van den Heere Ambassadeur van Vrankrijk bij U.W.E.G. verricht.

Op heden hebbe ik niets dan Ministers van gekroonde Hoven en géen Minister van Keurvorsten, en daerenboven kan ik de Minister van America niet met den Grootvorst van Ruslant vraegen, zonder te weeten of het aen Z. Keizerl. Hoogheit niet onaengenaam is geïnviteerd te worden met een Minister van eene door deszelfs moeder voor alsnoch niet erkende Mogentheit....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CMLX.

Le pensionnaire Visscher au prince d'Orange. Même sujet.

—

's Hage, den 15 July 1782.

Doorluchtige Hooggeboren Vorst en Heere.

Indien ik niet volkomelijk gepersuadeert ware, dat U.D.H. mij, hetgeene ik de vrijheid gebruike haar bij deze respectueuse missive te laten toekomen, ten

[1]) *Autographe du prince. Cf. le numéro précédent.*

goede zoude houden en het alleenlijk toeschrijven aan eene opregte begeerte om onaangenaamheden voor te komen, ik zoude niet hebben gehazardeert mij t'immisceeren in eene zaak, die geheel en al, wanneer ik mij zelven als een particulier ingezeten considereere, buyten mijn departement en kennis kan gerekend worden.

Dan, daar te tegenwoordige critique tijdsomstandigheeden alle mogelijke menagementen schijnen te vereisschen, zoo kan en vermag ik voor U.D.H. niet te verbergen, dat er reflexien worden gemaakt op het niet nodigen van den Heere Adams, noch dezen avond met het Corps diplomatique noch morgen avond met andere personen van distinctie, ofschoon genoemde Heer als Minister-Plenipotentiaris door de Republicq is erkend geworden. U.D.H. weet overvloediglijk hoe ruimschotig men thans is met het voor den dag brengen en in het pubicq divulgeeren van allerlije soorten van brochures, en dat het dus te voorzien is dat ook deze omissie niet in het voordeeligste dagligt aan de Natie zal worden opgedischt. De gevolgen daarvan kunnen niet dan onaangenaam zijn voor weldenkenden, en het is zulks te praevenieeren, dat ik mij vermeeten heb, daar de gelegenheid ontbreekt om zulks mondeling te doen, dit weinige aan U.D.H. meer verligt oordeel te onderwerpen, hartelijk wenschende dat U.D.H., mijn goed oogmerk in aenschouw nemende, de vrijmoedigheid in dezen gebruikt wel zult gelieven te excuseeren en gepersuadeert zult zijn van mijn oprecht attachement....

C. W. VISSCHER.

LETTRE CMLXI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Conduite désobligeante des Etats de Hollande.

—

'sHage, den 20 July 1782.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik ben verre van in twijfel te stellen het recht van H. E. Gr. Mog. om op de nominatien, waeruit aen mij de Electie Competeerd, zoodanige persoonen te stellen als zullen goedvinden, en ten dien opzichte heeft ieder lid vrijheit van advys, zooals in alle andere zaeken, dus kan ik niets zeggen tegens de nominatien op gisteren geformeert, maer de behandeling is zoo méprisant, dat ik daer gantsch niet ongevoelig aen ben, daer, zonder noch U.W.E.G. noch mij te praevenieeren, de meerderheit der Steeden goedgevonden heeft nominatien te maken tot twee balluwagien en daerop te stellen persoonen, die zich niet eens verwaerdigt hebben alvorens zich bij mij als Sollicitanten op te doen. Dit toont eene minachting, die ik niet meene verdient te hebben, en ter gelegenheit van de balluwagie van Kennemerlant hebbe ik getoont niet ongeneegen te zijn om aen de Steeden genoegen te geeven, wanneer zulks billik is, en de Heeren van Amsterdam en Gouda hadden zich bij mij moeten addresseeren om te vraegen, dat iemand uit den haere in Consideratie zoude koomen tot de balluwagien van Muyden en Woerden, was het niet alleen geschied om mij een sneede in het aangezicht te geeven. Mijne invloed in de vergadering volkomen verloren hebbende, denke ik dat mij bijkans niets anders overschiet dan om alle posten, door mij bekleet, te resigneeren en mij na mijne landen in Duytschlant te retireeren, met

hartelijken wensch dat zulks moge strekken om de eendracht en harmonie en het onderling vertrouwen, hetwelk voor het welzijn van het Vaderlant zoo hoognoodig is, bijzonder in deeze tijden van verren uitzichte, te doen herleeven en steeds vermeerderen.

Als ik zie de handelwijze der Heeren Staeten van Frieslant, de advyzen van de meerderheit der Staetslieden in Zeelant en nu de correspondentie, die zich in Hollant heeft geformeert, die alle mijne influentie zelfs omtrend de begeevinge der ampten beneemt, en door wiens invloed is veroorzaekt, dat tot hiertoe geene mesures zijn genomen om tegen te gaen het debiteeren van allerhande injurieuse libellen, onder welke de Diemermeersche en Zuyd-Hollantsche Couranten den voorrang hebben, namelijk van degeenen, waerin men tracht mij voor de gansche Natie zwart te maeken en mij voor een verrader te doen passeeren, zoo moet ik tot mijn leedwezen bekennen, dat ik van geen nut meer zijn kan, zoo daarin geene spoedige verandering koomt, en denke, dat, hebbende buiten mijn Schult verlooren het vertrouwen van de meerderhet van de Regeeringe, het beste is neer te leggen posten, waerin ik van weinig of geen dienst op die wijze aen het Vaderlant kan zijn en waerin ik bij Continuatie niet als onaengenaemheeden te verwachten hebbe....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CMLXII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Avis de l'ambassadeur Français.

—

'S Hage, den 28 July 1782.

Op den 27 July 1782 heeft de Heer Hertogh de la Vauguyon, Ambassadeur van Zijne aller-christelijkste

Majesteit, mij gezegt, uit naem van den Heer Grave de Vergennes, dat het misschien zoude kunnen gebeuren dat de Gecombineerde Vloot niet zoo lange voor het Canaal bleef als men wel hadde verwagt, vermits dezelfde is gedestineert om het beleg van Gibraltar te dekken; dat hij een Courier zoude ontvangen om mij te kunnen waerschouwen wanneer de Vloot vertrekken zal en tegens welken tijd, maer dat gem. Heere Grave hadde gemeent mij daervan te moeten waerschouwen, als een blijk van vertrouwen van zijn Hof in mijn persoon, verwagtende dat ik zulks voor mij zoude houden en daervan aen niemant openinge geeven, doch dat ik mijne mesures bevorens konde neemen om de Vloot van den Staet binnen het bereik te houden, opdat zij spoedig konde geïnformeert zijn en reverteeren, zoo het nodig was; dat het te denken was dat de groote Vloot van Mylord Howe de gecombineerde Vloot zoude volgen, maer dat, zoo teegens alle verwagtinge die Vloot de Noortzee inliep, het goed was dat onze Vloot eene veilige retraite konde hebben. Ik hebbe toen aen den Heere Ambassadeur ouverture gedaen van de order, die ik aen den Heere Hartzinck gegeven hebbe om maer drie zaeken in het oog te houden: de eer van de Vlag te souteneeren, alle mogelijke afbreuk aen den vijant te doen en, zooveel doenlijk, de commertie te protegeeren, aen hem en de bij zich hebbende Vlag-Officieren overlaetende om over de middelen, daertoe aen te wenden, raet te pleegen, terwijl ik in bedenken hadde gegeeven aen gem. Vice Admirael Hartzinck om een coup op de Duyns te tenteeren en de daer zijnde Scheepen te mineeren, en hem geauthoriseert tot alles wat tegens den vijant doenlijk was, zelf tot het doen eener landing, zoo hij met overleg van de bij zich hebbende vlag-Officieren oordeelde dat zulks met eenig uitzicht

van voordeel konde werden aengevangen, welke order of aenschrijvinge door gem. Heer Ambassadeur ten volle is goedgekeurt....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE CMLXIII.

Le prince d'Orange au conseiller pensionnaire. Les rapports sur le projet d'unne expédition.

—

Hage, den 2ⁿ Augustus 1782.

WelEdelGestrenge Heer.

.... U.W.E.G. zal de raporten niet volkomen Conform aen de memorie van den Heere van der Hoop vinden, en dat ik wat sterker insteere op het doen der expeditie naer Duyns. Ik denke dat ietwes aen het sort in een oorlog moet worden overgelaten en dus dat te veel voorzichtigheit quaet kan doen, zoowel als eene al te groote stoutheit, die na roekeloosheit zoude zweemen, want wordt niet ietwes offensifs getenteerd, zal de vijant ons niet regardeeren en oordeelen dat zij alles kan probeeren tegen eene Natie, die zich niet wreeken wil of kan....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CMLXIV.

Le prince d'Orange au conseiller pensionnaire. Même sujet.

—

Hage, den 3 Augustus 1782.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik hebbe noch nader gedagt op hetgeene met de Vloot te doen is. Mijne missive aen den Heere Hart-

sink is tot hiertoe niet afgegaen. Ik vinde evenwel wat bedenkelijk om de Vloot in het geheel ignorant te laeten van hetgeene daegelijks te vreezen is, naemelijk het schielijk vertrek van de gecombineerde Vloot Misschien was het niet quaet dat ik toeliet aen den fiskael Van der Hoop, om, zoo hij meende eene zekere gelegenheit te hebben om voor zijn particulier den Schout-bij-nacht Van Kinsbergen te informeeren, zonder dat zulks in het oog liep en dat het noodigh was daertoe een 's Lands Vaertuig uit te zenden, zulks te moogen doen; of wel anders dat ik, zonder den Ambassadeur van Vrankrijk te compromitteeren, kennisse gaf aen den Vice-Admirael Hartsinck van het binnen loopen van de Jamaica-Vloot en dat het niet onwaerschijnlijk was, dat de gecombineerde Vloot binnen korten zich na Cadix of de hoogte van de straet van Gibraltar zoude replieeren; dat hij dus wel zoude doen om te trachten een wakent oog te houden op de mouvementen van den vijant, doch dat mijne intentie is, dat hij, zoo het eenigszins doenlijk is, niet binnen loope, voor dat hij tijding heeft van de Schepen, die van Drontheim verwacht worden, en of dezelve na de havenen hunner destinatie zijn geariveerd, dan wel op bevel van het Hof van Deenemarken te Drontheim opgehouden; hem verders kennisse geevende van het renfort, dat hij zoude ontmoeten op de hoogte van Texel of het Vlie, en van de orders gegeeven aen de schepen, die in de Oostzee zijn, en hem recommandeerende, zoo het eenigzins te doen is, niet na te laeten de expeditie tegen Duins en om ietwes offensifs tegens Engelant te tenteeren, opdat zij ondervinden konnen, dat zij den oorlog met de Republicq niet voor een kleinigheit moeten aanzien....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CMLXV.

L'envoyé Van Berkenrode au prince d'Orange. Bruits sur les opérations de la flotte.

—

Paris, ce 7 Août 1782.

Monseigneur.

V. A. S. me permettra de me référer à ma dépêche de ce jour à Mess[rs] le Greffier Fagel et Conseiller-Pensionnaire van Bleiswijk, sur l'arrivée en cette ville de M[r] Fitz Herbert [1]), Ministre-Plénipotentiaire du Roi d'Angleterre à la cour de Bruxelles.... Depuis que l'on a ici la nouvelle de la rentrée de la flotte de la Jamaïque dans les ports d'Angleterre, le bruit court et se répète journellement que la flotte combinée iroit sous peu gagner les côtes d'Espagne pour croiser à l'entrée du détroit, soupçonnant la flotte Angloise, sous les ordres de Lord Howe, vouloir tenter le ravitaillement de Gibraltar.

Sans pouvoir guarantir la réalité des opérations ultérieures de la flotte combinée, ni du plan que l'on suppose au commandant Anglois, il est certain que, les environs de la Manche étant abandonnés, la flotte Angloise seroit das le cas de choisir ses manoeuvres, et s'il n'entroit pas dans son plan d'aller à Gibraltar, elle pourroit détacher des forces respectables pour la mer du Nord.

J'ai l'honneur de soumettre cette réflexion à V. A. S. dans aucun autre but que dans le cas où

[1]) Alleyne Fitzherbert, plus tard baron St. Helens, depuis 1777 envoyé à Bruxelles, fut chargé de la négociation à Paris, où il signa la paix en 1783. Il poursuivit sa carrière diplomatique à St. Pétersbourg et à La Haye, la quitta en 1803, mais conserva beaucoup d'influence politique. Voyez: Dict. of Nat. Biogr. i. v.

cela pourroit possible, être de quelqu'utilité pour les Escadres de la République qui se trouvent en mer.

J'ai l'honneur d'être avec le respect le plus profond . . . .

LESTEVENON VAN BERKENRODE.

LETTRE CMLXVI.

Le prince d'Orange à M. Lestevenon de Berkenrode. Réponse.

La Haye, ce 15 Aoust 1782.

Monsieur.

Je n'ai pas voulu laisser partir le Sr Loose[1]) sans vous remercier de l'avis que vous avez bien voulu me donner au sujet de la retraite de la flotte combinée. Je crois aussi nécessaire de vous prévenir que, depuis les nouvelles que vous avez mandées de l'arrivée de Mr Fitz Herbert à Paris, on 's ést déterminé à envoyer Mr Brantsen comme Ministre pour travailler de concert avec vous dans l'importante affaire des négotiations pour une paix future. Je ne me serois jamais prêté volontiers à une démarche qui put vous faire de la peine, et ce n'est que depuis que j'ai été informé que vous ne seriez pas fâché d'avoir quelqu'un auprès de vous qui fut plus au fait de la carte de ce Pays-ci que vous ne pouvez l'être, que j'ai donné ma voix. Je crois que M^r^ le Conseiller-Pensionnaire vous a écrit sur quel pied Mr Brantzen sera et qu'il n'entre pas dans vos fonctions ordinaires, sa mission se bornant à l'affaire de Paix.

Au reste je vous prie de me tenir informé s'il

[1]) Personnage inconnu, évidemment le porteur de la lettre.

y a quelque chose qui puisse intéresser le service de ma Patrie, et c'est avec une parfaite considération que je suis,

Monsieur . . . .

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE CMLXVII.

Le prince d'Orange au collège dite La Besogne Secrète[1]*). Défense de sa conduite.*

14 Augustus 1782.

Edel Mogende Heeren.

Zedert eenigen tijd, tot mijn leedweezen, ondervonden hebbende, dat door qualijk geïntentioneerde lieden allerhande insimulatien wierden gespargeert omtrent de gepretendeerde quaede directie, onbegrijpelijke traegheit aen deeze zijde van de operatien van den oorlog, welke zonder eenige wettige oorzaek door de Kroon van Groot-Brittannien aen dit Gemeenebest is aangedaan, en bijzonder over de inactiviteit van 's Lands Scheepen, daerbij insinueerende alsof zulks te attribueeren was aen manquement van de nodige ordres, met intentie om mij voor het oog van geheel Europa te decrieeren en in het bijzonder bij de goede ingezeetenen deezer landen gehaet te maeken en verdagt, alsof ik, door een onbehoorlijk attachement voor den Koning of het Rijk van Groot-Brittannien aengespoort, niet met genoegzaemen ijver hadde gedaen wat in mijn vermoogen was, zoo tot afbreuk van den vijant als tot protectie der commertie, zoude ik niet

[1]) *Autographe du prince.*

getwijffelt hebben (ten einde de mond te stoppen aen alle die calumnien en gesegdens of geschriften en mijn gedrag voor oog van Europa en bijzonder van de goede ingezetenen deezer Landen te justificeeren), reeds voor lange van alle de door mij gestelde orders aen U. Ed. Mog. openinge te geeven, met verzoek om daervan aen de Heeren Staeten derzelver communicatie te geeven, was het niet dat ik begreep dat zulks zomwijlen gevaerlijk zoude kunnen zijn, ingevalle de secretesse niet wel bewaert en dat de vijant informatie daervan kreeg, bijzonder van het plan van deeze campagne, waervan een gedeelte is verricht en een gedeelte nog geduurende deeze campagne zoude moeten geschieden en hetwelk, door mij aen het Hof van Vrankrijk gecommuniceert zijnde, door hetzelfve Hof is goedgekeurt; doch ziende uit de Missive van de H^n Staeten van Zeelant de Requisitie, die H. Ed. Mog. daerbij van mij gelieven te doen, en vermenende dat zulks wel door meer provintien zoude kunnen worden gedaen, hebbe ik gemeent dat deeze consideratie mij niet langer konde wederhouden om de gem. communicatie te doen en dat ik aen mijn eer en reputatie verschuldigt ben om aen te toonen en te demonstreeren, met ontegenspreekbaere bewijzen, de manier op welke ik gedurende deezen oorlog gehandelt hebben, en dat het niet aen mij te wijten is zoo dezelve met geen meerder vrucht is gevoert. Ik zal evenwel voor alsnoch geen openinge kunnen geeven van hetgeene noch geschieden moet geduurende deeze campagne, doch ben bereid, om, nadat dezelve getermineert zijn, mede de door mij daertoe te geevene orders te openbaeren. Ik zal nog eenigen tijd noodig hebben om de stukken, die ik tot mijne justificatie zal produceeren, in order te brengen en te doen copieren, en verzoeke U. Ed. Mog. om ieder in den Haeren aen H^n Staeten

derzelver principalen openinge te geven van deze mijne intentie, vleijende mij dat zij dezelve met hoogst derzelver goedkeuring vereeren.

LETTRE CMLXVIII.

Le bourgmestre Rendorp au prince d'Orange. Remarques sur le mémoire du prince au collège dite la Besogne Secrète.

—

Marquette, den 28 Augustus 1782.

Doorlugtig, Hooggeboren Vorst en Heer.

.... Ik heb met genoegen in de Couranten gezien, dat U. D. H. aan H. H. Mog. eenige opening gegeven heeft en verder nog geven zal, maar 't zij mij vergund te mogen zeggen, dat ik met smerte geleesen heb het woord justificeeren en dan de volgende: „en hetwelk door mij aan 't Hof van Frankrijk gecom- „municeerd zijnde, door hetzelven is goedgekeurd." Zoo U. D. H. dat zoogenaamde voorstel zelfs heeft opgesteld, heeft ('t zij met gepaste eerbied gezegd) eene te verregaande nedrigheid haar het woord „justificeeren" doen gebruyken; zoo een ander dat opstel gemaakt heeft, heeft die niet gedagt dat dat woord geenzints overkomstig, ja tegenstrijdig is met de waardigheid van de persoon van U. D. H. en van 'tgeen zij zelfs aan deese verschuldigd is. Om te verlichten en tot beter begrip te brengen zodanigen die, kwalijk onderricht, verkeerd, dog ter goeder trouw oordeelen, en den kwalijk gezinden den mond zooveel mogelijk te stoppen, is 't goed, is 't nodig en 't is niet onder haare waardigheid, dat U. D. H. opening geve van 't geen zij gedaan heeft, maar dat zij zulks doe om zig te justificeeren, dat kan van eenen beschuldig-

den, van eenen gedaagden geeyscht worden. Is U. D. H. het eenen of het anderen? Moet men onderstellen of kan zij zelfs scheinen te onderstellen, ten mindsten behoudens haar eer, dat zij zig in 't geval bevindt om justificatie nodig te hebben?

Wat het andere gezegden aangaat, zullen door hetzelven diegeenen, die zoo veel op hebben met dat concert met Frankrijk, niet minder in hunne dwaling bevestigd worden. Is 't niet eerder van het groosten belang voor den Staat in 't algemeen en voor dat van U. D. H. in 't bijzonder, dat de oogen deswegens geopend en de zaak tot klaarheid gebracht worde?

U. D. H. duyde niet kwalijk de vrijheid, die ik neem deeze opmerkingen te maken. Ik beklaag haar in mijn hart. Men heeft haar belet démarches te doen, die zij al lang moest gedaan hebben: nu de nood tot dezelve perst, wensch ik dat zij dezelve moge doen met eene decensie, die voor haar Persoon, haar huys en de Waerdigheeden, met welke zij bekleed is, gevoeglijk zij. U. D. H. vergeete, bidde ik, nimmer dat hetgeen ik de vrijheid neem Haar rondborstig te zeggen, alleen voorkomt en uyt niets anders kan voorkomen, dan uyt een oprecht en volkomen belangloos attechement. Zij vergeve derhalven zoo te veel vrijheid genomen wordt....

RENDORP.

LETTRE CMLXIX.

Le prince d'Orange au bourgmestre Rendorp. Réponse.

—

Hage, den 3 September 1782.

WelEdelGestrenge Heer.

.... U.W.E.G. reflexien op de propositie, die ik in het Secreet besoigne gedaen hebbe, zijn gansch niet ongefundeert, en misschien was het beter geweest eene andere expressie als het woort „justificeeren te gebruiken ....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CMLXX.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Proposition au prince de se rendre à Texel.

—

7 September 1782.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik heb de eer U. D. H. te restitueeren de missive van den Capitein Hartzink. Ik kan niet ontveinsen dat het mij gansch niet ongeraade voorkomt, dat U. D. H., tot een nadere en op nieuws doorslaende preuve van Hoogstdeszelfs ijver voor 's Lands dienst, zig wederom naar Texel begaff, ten einde door hoogstdeszelfs præsentie de varieerende tijdingen nopens het al of niet aanweze van de vijandelijke magt te constateeren en, zoo er geen vijand bij continuatie of immers met geen superieure magt zijn mogt, het uitloopen onser Vloot kragtdadiglijk te bewerken ....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CMLXXI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Avis de son départ pour Texel.

—

7 September 1782.

WelEdelGestrenge Heer.

Na den ontvangst van U.W.E.G. billet van heeden, hebbe ik mij gedetermineerd om morgen avont te vertrekken. Ik hoope Dingsdag des avonts of Woensdag morgen terugge te zijn, om de Leeden van de Vergaderinge te kunnen afwachten, zoo zij bij mij gelieven te koomen.

.... Ik hoope dat ik het genoegen zal hebben om met gerustheit 's Lands Vloot te kunnen doen uitzeilen in mijne præsentie....

W. PRINS V. ORANJE.

LETTRE CMLXXII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Délibérations sur la sortie de la flotte.

—

Nieuw Diep, den 9 September 1782.

WedEdelGestrenge Heer.

Ik hebbe niet willen afzijn U.W.E.G. te communiceeren, dat mijne reize zeer voorspoedig is geweest; dat ik, hier gearriveert zijnde, krijgsraad belegt hebbe met alle de presente Vlagofficieren en Capiteinen, waarbij den Fiscaal Van der Hoop heeft geadsisteert. Die H^{n} zijn eenpaerig tegen het uitzijlen voor alsnoch, en ik hebbe niet op mij durven neemen alleen te decideeren het uitloopen tegens het advijs van de

Krijgsraad. Zoo H. H. Mog. het goedvinden, zal ik ze uitzenden, hebbende ik hem order gegeeven zich gereed te houden om op de eerste ordre te kunnen zee kiezen....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CMLXXIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse.

10 September 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb de eer U. D. H. te restitueeren de gecommuniceerde brieven. Het smert mij geweldig dat het resultaat der gehoudene krijgsraad tegens het uitloopen van de Vloot is gevallen, dan ik wil hoopen dat dit besluit sodanig gemotiveert zal zijn, dat er niet te veel reflexien op zullen konnen gemaakt werden....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CMLXXIV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

's Hage, den 13 September 1782.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik zende U.W.E.G. hiernevens eene concept-missive aen den Vice-Admirael Hartzink en eene aen den Schout-bij-nacht van Kinsbergen. Ik hebbe ze zoo sterk gemaakt als mij mogelijk is geweest, zonder er van te maken eene order op pœne van desobedientie. Dit zal ik niet gaerne doen, zonder van de intentie van H. H. Mog. te worden geïnformeerd. Ik

zende de Collonel Bentinck om deeze missives te brengen en chargeere hem om aen te spooren tot het uitgaan zoo veel doenlijk ....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CMLXXV.

Le prince d'Orange au prince de Prusse. La situation critique de la République.

—

La Haye, ce 24 Septembre.

Monsieur.

.... La situation critique, où cet Etat se trouve, est telle que l'on ne peut prévoir quelles en seront les suites et quelles peuvent être des plus fâcheuses pour moi et ma Maison. Je n'ai pour moi que la satisfaction d'avoir fait mon devoir et d'avoir tâché d'éviter les malheurs, dont la République semble de plus en plus menacée; malheureusement mes conseils ont non seulement pas été suivi, mais on les a représenté, ainsi que toute ma conduite, dans un jour odieux, et l'on a trompé la Nation en lui faisant croire que, par penchant pour l'Angleterre, je ne faisois pas ce qui étoit en mon pouvoir pour faire tort à cette puissance. Je crois n'avoir pas besoin de me justifier sur une imputation aussi absurde et que quiconque voudra réfléchir de sang froid, verra l'impossibilité de cette aecusation.

Je ne puis jouir d'une considération en Europe que lorsque la République est respectée et mes intérêts ne peuvent être en opposition avec ceux de la patrie. Il faut donc me supposer non seulement le plus pervers des hommes, mais aussi le plus extravagant pour pouvoir croire que je préfère les intérêts de

l'Angleterre à ceux de ma patrie, mais je ne puis approuver les mesures que quelques Régents de ce pays voudroient faire prendre, et je crois de mon devoir de veiller à ce que ce Pays soye une République libre et indépendante et à ne nous pas mettre sous le joug de quelque Puissance que ce puisse être. C'est là où tendent tous mes voeux et mes soins, et voilà ce que l'on veut mésinterpréter comme si j'avois de l'animosité contre la France et trop d'attachement pour l'Angleterre. Je ne me laisse pas guider dans des affaires de cette nature par des passions, mais je tâche de peser ce que je crois être les vrais intérêts de l'Etat et je donne mes avis selon mes lumières en conséquence.

Je n'ai pas voulu manquer d'exposer mes sentiments à V. A. R. J'espère qu'Elle voudra bien les honorer de son approbation ....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE CMLXXVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Intention de faire parvenir un mémoire aux Etats-Généraux.

—

Hage, den 24 September 1782.

WelEdele Gestrenge Heer.

Ik zende U.W.E.G. hiernevens twee exemplaren van het opstel, dat ik hebbe laeten maeken, om aen H. H. Mog. van mijn gedrag openinge te geeven, en een exemplaer der bijlaegen [1]). U.W.E.G. zal op een derzelven genoteert vinden de remarques van de Heeren Bisdom, Van der Heim en Van der Hoop en

[1]) *Ces pièces manquent dans le dossier.*

op het andere mijne remarques op die remarques. Ik verzoeke U.W.E.G. hetzelve stuk te willen nazien en mij deszelfs consideratien op hetzelve mede te deelen, alsmede of U.W.E.G. mij geen expedient zoude konnen suppediteeren, om, was het doenlijk, een uitstel van de deliberatien op de propositie van Leiden [1]) te verkrijgen voor eenige dagen....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CMLXXVII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse.

(Reçu 25 Septembre 1782.)

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik heb de eer U.D.H. te restitueeren de Memorie, door U.D.H., ingevolge van hoogstdeszelfs vrijwillige en geheel ongehoudene denunciatie in het Secreet besogne ter Generaliteit op den 14 Augustus l.l. gedaan formeeren. Dit stuk doorbladerd hebbende, vinde ik hetzelve seer welgesteld en volmaakt ingerigt ter voldoening aan het oogmerk, waertoe hetzelve door U.D.H. is ingerigt. Ik kan egter niet ontveinzen, dat het in verscheydene opzigten wenschelijk waare, dat al hetgeen de vermeerdering van de Landmagt raakt daaruit wierde gelaten, als konnende dit poinct wel onaangeroert blijven, zonder aan de merites van het stuk te kort te doen.

Niets zoude mij aangenaamer weesen dan een

[1]) La proposition de demander l'explication de l'inactivité de la flotte au prince-stadhouder. Voyez les Ned. Jbb. 1782, p. 787.

expedient te konnen uitdenken en dadelijk werkstellig maaken om de conclusie op de propositie van Leyde tot in de volgende week uit te stellen; dan ik verneem, van meer dan eene zijde, de Leede van de meerderheid haar partij genoomen hebben om op Vrijdag te insteeren, dat de zaak in deliberatie werde gebragt en na de ordre der Staatsvergadering geconcludeert werde, dog al is het dat de conclusie zal vallen conforme de meerderheid, zal zulks egter niet beletten dat U.D.H. de te decerneeren Staats-Commissie zal konnen renvoieeren tot hoogstdeszelfs eerstdaags te doene opening ter Generaliteit....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CMLXXVIII.

Le prince d'Orange à l'envoyé Brantzen à Paris[1]*. La proposition d'envoyer des vaisseaux de guerre à Brest*[2]*.*

—

Hage, den September 1782.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik schrijve heden aen den Heere van Berkenroode eene gedetailleerde missive omtrent de propositie van den Heere Ambassdeur van Vrankrijk om tien scheepen naer Brest te zenden. Ik refereere mij tot deszelfs inhoud, wijl ik Z.W.E.G. verzocht hebbe dezelve aen U.W.E.G. te communiceeren. Ik vreeze dat deeze

[1]) M. Gerard Brantsen vint d'être nommé envoyé-extraordinaire pour prendre part aux délibérations sur les conditions de la paix.

[2]) On trouvera tout ce qui concerne cette proposition dans les ouvrages souvent cités sur l'histoire des Pays-Bas et dans les Ned. Jbb.

geheele zaek een laeg is, om mij zwart te maken, zoo in Vrankrijk als hier, en mij voor Engelsgezint te doen passeeren, maer ik kan in gemoede niet adviseeren voor ietwes, dat ik oordeele strijdigh te zijn met de belangens van mijn Vaderlant. Uit menagement voor het Hof van Vrankrijk hebbe ik mij geëxcuseert van er over te stemmen. Aen de Heeren Gedeputeerden van Gelderlant hebbe ik gezegt niet op mij te konnen neemen hun te autorisseeren om, zonder ruggespraak, de propositie te aggreeeren, maer dat ik op mij niet wilde neemen, zoo het zomtijts quaelijk genoomen wierd in den haere, dat zij niet direct hadden geconsenteert en dat, door het daerdoor veroorzaekte dilay, de zaek was verijdelt. Neutraelder kan ik in deezen niet handelen en ik geloove dat niet meer van mij kan gevergt worden, maer de Heer Ambassadeur begrijpt het anders en wil mij responsabel maeken van de non-reussite van sijn voorslagh; doch het zij hoe het zij, ik ben aen geene buitenlansche Mogentheit rekenschap schuldigh van hetgeene ik aan H. H. Mog. adviseere, of wij zijn geen vrije Republicq meer....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CMLXXIX.

Le prince d'Orange à l'ambassadeur Lestevenon de Berkenrode à Paris. Même sujet.

—

La Haye, ce 25 September 1782.

Monsieur.

Je crois nécessaire de vous marquer les véritables circonstances d'un fait, dont les ennemis de ma Maison dans ce pays se serviront sûrement pour me rendre

suspect d'anglomanie à la Cour de France, en le faisant représenter de la façon la plus odieuse par Monsieur le Duc de la Vauguyon. Le plan de campagne que j'ai eu l'honneur de proposer à la Cour de France pour cette année-ci, n'a roulé que sur des convois à faire de ce côté du Canal vers la Baltique ou la côte de Hitland, en faisant du reste tout le tort possible à l'ennemi commun, selon les circonstances, et demandant à la cour de France de vouloir m'instruire des moyens qu'Elle voudroient employer pour nous mettte en état d'opérer, en faisant une diversion de de l'autre côté du Canal. Ce plan a été aggréé par cette cour, mais on n'a jamais eu la bonté de me communiquer les moyens qu'Elle emploiroit, ni son plan de campagne. La flotte combinée esi venue effectivement durant 6 semaines à la hauteur du Canal, mais sans cela il ne s'est fait aucune diversion. Nos vaisseaux sont sur le point de sortir pour faire encore une croisière jusqu'à la mi-Octobre, pour entrer ensuite dans le quartier d'hyver, jusqu à l'année prochaine, où je me flatte que les forces maritimes de l'Etat pourroient être plus formidables et que, dès le mois d'Avril ou Mai, on pourroit mettre en mer pour faire telle expédition dont on pourroit convenir quand le concert pour le campagne prochaine sera arrêté, mais je crois que si l'on veut que la République soye respectable en mer l'année prochaine, elle doit garder cet hiver dans ses ports le plus grand nombre de ses vaisseaux et ne pas exposer le peu qu'elle a à être détruits par l'ennemi commun, de peur d'étouffer sa marine renaissante dans son berceau et de la mettre hors d'état d'être de la moindre utilité à la cause commune l'année prochaine. Je ne fus donc pas peu embarrassé Jeudi dernier quand Monsr de la Vauguyon vint me preposer tout à coup, de la part de Monsier le

Comte de Vergennes, d'envoyer sans délai au delà du Canal la plus part des forces de l'Etat pour intercepter le convoy que l'Amiral Rodney devoit ramener de la Jamaïque et qui devoist n'être escorté que par 5 vaisseaux, quoique les nouvelles, venues depuis d'Angleterre, parlent de neuf vaisseaux de lignes, 2 fregattes et un Cutter, ce qui est supérieur, vu la différence des chartres des vaisseaux, à tous les vaisseaux de l'Etat, que je pourrois faire mettre en mer. M^r^ l'Ambassadeur me lut dans sa dépêche que les vaisseaux de l'Etat pourroient, si les vents contraires les empêchoient de revenir, se retirer dans les ports de France, où ils seroient traités aussi bien et mieux que dans les ports de cet Etat. Je fis pluiseurs objections contre ce plan, qui me sembloit éloigner dans cette saison la flotte de l'Etat trop loin de ses ports pour pouvoir y retourner [et] prendre ses quartiers d'hiver. Si dans le mois de Mai les circonstances avoient été les mêmes, j'y aurois vu moins de difficulté, mais je dis à Monsr de la Vauguyon, que je ne rejettois pas ce plan, mais que je devois l'examiner et peser si je pourrois le prendre sur moi sans authorisation ultérieure. Je parlai avec quelques Ministres d'Etat et des Amirautés sur le plan et nous convinmes qu'il falloit se décider. Je chargeai Monsr le Fiscal Van der Hoop de demander de ma part à M^r^ l'Ambassadeur une note de ce qu'il m'avoit demandé. Samedi Mr de la Vauguyon vint chez moi et me lut et remit ensuite une espèce de pro-memoria, dans lequel il demanda en substance que dix vaisseaux de l'Etat soyent envoyés à Brest pour y hiverner et y rester pour être combinés avec les vaisseaux du Roy; que ces vaisseaux pourroient, si L. H. P. le trouvoient bon, être employés à protéger les moyens de défense, que la République voudroit envoyer dans ses éta-

blissements, surtout en Asie, où il ne lui seroit pas difficile d'entretenir une force majeure en se joignant aux forces du roi, ou bien Elles pourroient avec les vaisseaux, que le roi a et aura à Brest, bloquer l'Ouest et le Sud de l'Angleterre, intercepter ses convoys et faire un tort à son commerce plus nuisible à l'ennemi commun, selon ce mémoire, que des succès plus brillants; en même temps on m'y propose d'envoyer sans délai l'escadre de l'Etat pour intercepter le convoy venant de la Jamaique, qui devoit en être parti dans les premiers jours d'Aoust. J'ai regardé cette mesure comme pernicieuse pour les vrais intérêts de ma patrie, puisqu'elle met la République, par le partage de ses forces, hors d'état de nuire essentiellement à l'ennemi commun et qu'elle la met en danger, tant durant l'hiver que surtout au printemps, de ne pouvoir empêcher l'ennemi de tenter des descentes sur nos côtes, puisque sçachant que nous n'avons presque rien à lui opposer, il peut tenter de pareilles entreprises avec une très foible escorte, sçachant que ses vaisseaux ne courrent pas le risque d'être attaqué. Je n'ai donc pu prendre sur moi d'aggréer cette proposition sans authorisation des Etats-Généraux, et j'ai dit à M^r^ l'Ambassadeur, que n'étant pas souverain, mais Amiral-Général, je ne pouvois pas prendre sur moi une affaire aussi délicate et que je devois en donner connoissance aux Etats-Generaux, et que je ne savois pas quelle seroit leur détermination. Le lendemain je reçus de la part de Monsr 'Ambassadeur un second mémoire pour appuyer le premier et insister pour que sa demande fut accordée promptement. Je tins une conférence avec quelques Ministres de l'Amirauté et les Vice-Amiraux Reynst et Zoutman, en présence de Monsr le Conseiller-Pensionnaire. Les Amiraux furent d'opinion, que ce seroit ruiner la Marine et

se mettre hors d'état de faire la moindre chose l'année prochaine, que d'accorder cette demande. Je ne puis nier que je suis au fond de la même opinion, mais nous nous convinmes que je ne dirois pas mon avis aux Etats-Généraux et que je porterois simplement les mémoires à la Besogne Secrète et demanderois d'être informé de l'intention de L. H. P. C'est par égard pour la Cour de France que je me suis porté à me borner à porter cette affaire à la connoissance de l'Etat sans opiner. Un honnette homme peut se taire, quand il n'est pas dans la nécessité absolue de parler, mais il ne peut trahir sa conscience en conseillant à sa patrie de suivre des mesures qu'il croit pernicieuses. Lundi j'ai porté l'affaire à la connoissance de l'Etat; on l'a rendu commissoriale avec les Amirautés. On vouloit demander mon avis, mais, pour les raisons ci-dessus détaillés, j'ai prié d'en être dispensé. Hier les Amirautés ont délibéré, mais n'ont pu venir d'accord. Ce matin ils ont avisé pour envoyer 10 vaisseaux au delà de la Manche pour tâcher d'intercepter le convoy de la Jamaïque, s'ils peuvent se joindre avec un nombre suffisant de vaisseaux François, afin de pouvoir avec sûreté tenter cette expédition, mais s'ils ne trouvoient pas des vaisseaux François ou qu'ils apprissent que le convoy étoit déjà entré en Angleterre, d'aller à Brest et d'attendre là de nouveaux ordres d'ici. Cependant l'officier commandant seroit authorisé de faire telle expédition en Europe que l'on lui demanderoit, se combinant avec les Vaisseaux du Roi, mais que, si le vent ne devenoit pas favorable avant le 8 du mois prochain, cette expédition ne devroit pas avoir lieu. Les Députés des Provinces de Gueldres, Utrecht, Zeelande et Stadt et Lande, ont cru ne pouvoir prendre une affaire aussi délicate sur eux ont et dit qu'ils s'expliqueroient ulté-

rieurement. Les 3 autres provinces ont consentis à ce que le rapport fut conclu. J'ai eu chez moi Mr de la Vauguyon, qui prétend me prendre à partie de ce que cela n'a pas été conclu. J'ai pris la liberté de lui dire que je croiois ne devoir rendre compte à qui que ce soit de ma manière de voter, mais que je pouvois lui dire que je n'avois pas voté du tout en cette affaire. Son Excellence à trouvé cela très mauvais et m'a dit que, dès que je n'étois pas pour la chose, j'étois contre; qu'il seroit obligé de le représenter ainsi et que, par égards personnels, il vouloit bien attendre à demain d'envoyer son courier et qu'il reviendroit chez moi pour sçavoir si j'avois quelque chose de positif à lui dire sur le temps où cela seroit conclu, ce que je ne puis lui dire, ne le sachant pas. Aux Députés des provinces, qui me sont venus parler sur ce qu'ils pourroient faire, j'ai dit que c'étoit à eux à sçavoir l'intention de leurs Etats, que je ne pouvois prendre sur moi, ni de leur conseiller de prendre la chose sur eux, ni de la porter à la connoissance de leurs commettants, puisque cela retardoit la chose et pourroit la rendre impossible. Voilà ce qui s'est passé selon l'exacte vérité. Je vous prie de commuuiquer cette lettre à M_r Brantzen. Je serois charmé que M^r le Comte de Vergennes fut instruit de ma façon d'agir et de penser dans cette affaire avant que Mr de la Vauguyon puisse lui avoir représenté la chose sous un autre point de vue. Je suis prêt à faire tout ce qui dépend de moi pour satisfaire la Cour de France pour autant que cela peut se rapporter avec ce que je crois être les vrais intèrets de la République des Provinces-Unies, ma patrie, et à laquelle le devoir, mon serment et une vraye affection, ainsi que mes intérêts, m'attachent, car l'intérêt du Stadhouder héréditaire est inséparable de celui de cet Etat.

Voilà quels sont mes vrais sentiments, que je serai charmé de manifester en toute occasion....

G. PRINCE D'ORANGE.

Mon intention n'est pas que vous fassiez voir cette lettre à M[r] le Comte de Vergennes, mais uniquement que, si l'occasion s'en présente, vous lui disiez les raisons pourquoi je n'ai pu prendre sur moi ce que les mémoires de M[r] de la Vauguyon demandent, pourquoi je n'ai pu voter pour, afin de me laver de toute imputation d'anglomanie ou de vues tendantes à ne pas vouloir nuire à l'ennemi commun et à empêcher que les forces de l'Etat ne soyent employées d'une façon qui puisse le rendre utile aux puissances, avec lesquelles il fait cause commune, et redoutable à l'ennemi commun, et je crois que nous risquons, en envoyant dans une saison aussi avancée la plus grande partie des forces au delà du canal, de n'être en forces nulle part l'année prochaine.

LETTRE CMLXXX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Instance de l'ambassadeur Français.

—

Hage, den 26 September 1782.

WelEdelGestrenge Heer.

Gisteren, toen U.W.E.G. uit mijn kamer gegaen is, is de Heer Ambassadeur van Vrankrijk bij mij gekoomen, op een vrij hooge toon antwoord eischende op zijne memorie, dreigende dat hij een courier zoude moeten zenden en, tot zijn leetwezen, zeggen dat het aen mij te attribueeren was, dat er geene favorabele

resolutie was genoomen op zijne memorie. Ik antwoorde aen niemant van mijne advisen rekenschap schuldigh te zijn, maer dat ik Z. Exc. konde verzekeren niet geadviseert te hebben; hetgeen hij zeer qualijk nam, wijl Z. Exc. pretendeerde, dat ik, in eene zaek van dat aenbelang, een advies moest hebben en niet neutrael konde zijn, en dat ik, er niet voor adviseerende, in effecte er tegen was geweest. Ik meende toen te moeten antwoorden, dat ik mij daeromtrent niet hoefde te verantwoorden, en op zijne instantien, om te weeten wanneer hij antwoort zoude bekoomen, zeide ik zulks niet te weeten, zoo als de waerheit is, wijl ik niet weeten konde wanneer de Heeren Gedeputeerdens der provincien, die zich nader hebben wille verklaeren, gereeet zouden zijn, hetgeen vrij euvel bij Z. Exc. is opgenoomen. Om alle misverstand met het Fransche Hof voor te koomen en alle verkeerde insinuatien te beletten, hebbe ik gemeent aen de Heeren van Berkenroode en Brantzen de missives, waervan de copien hiernevens gaen, te moeten schrijven. Deeze missives hebbe ik per expresse deeze nacht verzonden. Ik hebbe ook door den Heere de Larrey doen opstellen een concept provisioneel antwoort op de memorien, waerdoor het Lant niet vervangen wordt. Ik zende U.W.E.G. hetzelve hierneven, doch, voordat hetzelve gereed was, is de Heer Ambassadeur bij mij geweest om mij op eene zeer beleefde wijze te communiceeren zijn intentie om aen den Præsident van het secreet besoigne eene nota te overhandigen, die hij mij voorlas en zeide niet zonder mijne voorkennisse te hebben willen ingeeven. Ik bedankte hem voor zijne attentie en verzogt te veranderen de woorden: „s'en rapporter à „l'avis de la besogne, ni s'en rapporter à la décision „de Leurs Hautes Puissances." Ik weete niet of daeraen voldaen is. Nu is de vraag of ik noch dat ant-

woordt zal doen geeven en door wien. Ik verzoek U.W.E.G. mij zijne consideratien daaromtrent te suppediteeren . . . . .

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CMLXXXI.

Le sécrétaire De Larrey au duc de la Vauguyon[1]. *Réponse.*

—

La Haye, ce 26 Septembre 1782.

S. A. ayant reçu les notes au mémoire de Monsr le Duc de la Vauguyon, Ambassadeur de S. M. trés chrétienne auprès de L. H. P. les Etats-Généraux des Provinces-Unies, qui lui ont été remises par Monsieur le Conseiller-pensionnaire le 21 et 22 de ce mois, à cru devoir les porter à la connoissance de L. H. P. par l'entremise de la besogne secrète, pour être informé de leurs intentions sur la demande contenue dans la susdite note du 21me de ce mois, ne se croyant pas en droit de prendre sur elle, en qualité d'Amiral-Général de cette république, une affaire aussi importante, sans la connoissance et l'approbation du souverain.

La pluspart des députés des provinces ont cru ne pouvoir donner aucune décision sans la connoissance de leurs committans, ce qui empêche S. A. de pouvoir donner une réponse décisive sur les demandes qui font l'objet de la note que son Exc. lui a fait remettre.

Dès que S. A. sera informée de l'intention de L. L. H. H. P. P., elle s'empressera à faire savoir à

[1]) *Minute autographe saus signature.*

Mons[r] l'Ambassadeur, si elle est autorisée ou non de satisfaire à la demande ou réquisition que son Exc. Lui a faite.

LETTRE CMLXXXII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse.

27 September 1782.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik ben U. D. H. zeer verpligt voor de communicatie van Hoogstdeszelfs missive aen de H[r] Ambassadeur Van Berkenroode en Minister-Plenipotentiaris Brantze, bereids afgezonden.

Het provisionneel antwoord van U. D. H. aan de Heer Ambassadeur van Vrankrijk is zeer goed en zoude door U. D. H. of zelve of door de Heer de Larrey aen Z. Exc., wanneer nader aanklopt, ter hand gestelt konne worden.

Ik voege hiernevens een afschrift van H. H. Mog. resolutie, op gisteren over het nader verzoek van gem. Heer Ambassudeur genoomen....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CMLXXXII[a].

Instance de l'Ambassadeur Français.

Exhib. den 26 September 1782.

Secreet.

L'Ambassadeur de France a été chargé de proposer à Monsier le Prince-Stadhouder un plan d'opérations hostiles contre l'ennemi commun. Monsieur le Prinse-Stadhouder, après s'en être entretenu avec

luy, a désiré qu'il lui remit par écrit les observations qu'il lui avoit communiquées verbalement et il n'a pas cru devoir s'y refuser. Monsieur le Prince-Stadhouder en a donné connaissance à Messieurs les Membres du comité secret de L. L. H. H. P. P. et paru s'en rapporter à leur avis. L'Ambassadeur de France ne croit pas avoir besoin de faire remarquer qu'elles exigent la plus grande célérité et le plus profond secret dans leur discussion et que, selon le voeu même de la résolution de L. L. H. H. P. P. relativement au concert des opérations hostiles, qui a été formellement communiquée au Roi, elles ne semblent pas susceptibles d'être pesées dans les assemblées respectives des provinces. Il retient depuis plus de huit jours un courrier qui lui a été envoyé, afin de faire parvenir plus promptement la détermination qui sera prise; il le reëxpédiera dès qu'il sera instruit, si les vues proposées ont été adoptées et doit à cet effet insister sur une réponse, dont il puisse informer S. M. sans délay.

LE DUC DE VAUGUYON.

LETTRE CMLXXXII [b].

La résolution de l'assemblée des Etats-Généraux.

Secreet.

Extract uit het register der Resolutien van de Hoog-Mogende Heere Staaten Generaal der Vereenigde Nederlanden.

Jovis den 26 September 1782.

De Heer van Randwijk, Gedeputeerde van de provincie van Gelderland, heeft aan de Heeren H. H. Mog. Gedeputeerde tot de zaaken van de zee gecom-

municeert, dat den Heer Hertog de la Vauguyon, Ambassadeur van Vrankrijk, deeze morgen bij hem was geweest, om te insteeren op een positif antwoord op de twee memorien, door hem gepasseerde Saturdag en Zondag den 21 en 22 deezer aen Z. H. overgegeeven, door Z. H. daags daaraan ter deliberatie van H. H. Mog. gebragt, en ten dien einde aan hem ter hand gesteld had een note, volgende hierna geïnsereert.

Fiat insertio.

Waarop gedelibereert en bij de Heeren Gedeputeerden van de provincie van Holland en West-Friesland op het kragtigste insteert zijnde, dat het rapport van de besognes met gecommitteerden uit de respective collegien ter Admiraliteit over het voorz. subject op gisteren gedaan, ter conclusie mogt worden gebragt, heeft den aanweezenden Heer Gedeputeerde van de provincie van Stad en Lande, ziende de groote pressance, welke met dit werk wierd gemaakt, en vreezende dat bij langer uitstel periculum in mora zoude kunnen weezen, zig met het sentiment van de Heeren Gedeputeerden van de provincien van Holland en West Friesland, Vriesland en Overijssel gevoegt. En zijn de Heeren Gedeputeerden van de provincien van Gelderland, Zeeland en Utrecht mits deezen verzogt zich ten aller spoedigsten hieromtrent meede te willen verklaaren.

ACCORDEERT MET VOORZ. REGISTER.

LETTRE CMLXXXIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La proposition de la ville de Leyde.

—

27 September 1712.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

De deliberatien over de proposietie van Leyden is uitgevallen conform de concept-extensie [1]), welke d'eer heb gehad vooreergisteren aan U. D. H. te communiceeren. Dit was volstrekt onvermijdelijk en konde met geen mogelijkheid tegengegaan werde. Tot de bekleeding der Commissie bij U. D. H. zijn benoemd de H^r de Gijzelaar [2]), Van Staveren [3]), Visscher [4]), Zuylen van Nieveld [5]), Merens [6]) en de Raadpensionaris. Die Heeren zullen niet eerder als Maandag audientie bij U. D. H. versoeken, en ik zal inmiddels d'eer hebben op morgen tegens de gewoone tijt mij bij U. D. H. te vervoegen. De Heeren van Amsterdam hebben veel ijver getoont om haar fameuse propositie tot de instelling van een kleyn Committé van Raaden aen U. D. H. tot het beleid van den oorlog toe te voegen, zoo veel mogelijk door het vaststellen van een preciese tijt tot het houden der besognes over dit commissoriaal te poinct te doen avanceeren, dog zij hebben hierin niet gereusseert en dit point is op touw gebleeven ....

P. V. BLEISWIJK.

[1]) On trouwe le texte de la résolution dans les Ned Jbb. 1782, p. 1874 sqq.

[2]) Pensionnaire de Dordrecht.

[3]) Pensionnaire de Leyden.

[4]) Pensionnaire d'Amsterdam.

[5]) Secrétaire de Rotterdam.

[6]) Secrétaire de Hoorn.

LETTRE CMLXXXIV.

L'envoyé Brantsen au prince d'Orange. Réponse.

—

Parijs, den 30 September 1782.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik hebbe gisteren middag omtrent één uur uit handen van den Hoffourier Terrasson wel ontfangen Ue. D. Hds. zeer gerespecteerde missive van den 25n dezer, waarbij mij heeft gelieven te informeeren van de propositie, door de Hertog de la Vauguyon aan U. D. H. gedaen, en de soupçons die U. E. H. deswegens had opgevat, gelijk de Heer van Berkeurode mij kort daarna meede communicatie heeft gegeven van de meer gedetailleerde missive, op 't zelfde subject door U. D. H. aan hem geschreven.

Wij hebben, na alvorens onse consideratien over de voors: zaak aan elkander medegedeeld te hebben, geoordeeld geen tijd te moeten verzuymen om den Hr Grave de Vergennes te gaan opwagten en zonder aan zijne Exc. te doen gevoelen welke de waere reden van onze komst was, ten eynde U. D. H. in niets te compromitteeren, een conversatie op 't tapijt te brengen, die ons aanleiding zoude kunnen geeven om dien Hr te doen begrijpen de verkeerde beschuldigingen en imputatien, die men dikwils op U. D. H. zou kunnen werpen wanneer de gedaane voorslag van den Hr Ambassadeur niet aenstonds wierd geaggréeerd. Dese conversatie is, nadat wij vooraf den Heer Vergennes van de praeliminaire conferentie, welke wij voor tien daagen met de Heer Fritz Herbert hadden gehad, ouverture hadden gegeeven, waartoe zig nog geene bekwaame gelegenheid had opgedaan, gelukkig geëmmeneerd. Wij hebben hem zelve doen uitkoomen op de bewuste

propositie, en dit op eene gevoeglijke wijze de gelegendheid fournerende om over de tegenwoordige constitutie van ons Land en de moeyelijkheden waaraan de directie van zaaken, byzonder voor de persoon van den Heer Erfstadhouder, onderhevig was, al datgeen gesegd wat wij ons konden verbeelden dat alle verkeerde soupçons zoude kunnen wegneemen en zulks op eene wijze, die nogal eenige impressie scheen te maaken en zonder dat ik voor mij ten minsten het kunnen bespeuren, dat men het waare oogmerk van onze komst ontdekt heeft. De Heer Grave de Vergernes trad in het détail van onse redenen en zeyde dat hij verzekerd was dat U. D. H. zoo onschuldig was als hij; dat de Heer Erfstadhouder sekerlijk zelve begreep, dat de eer en grootheid van de Republicq de luyster en grootheid van zijn Huys maakte en dat vervolgens tegens zijn eygen belang zoude handelen, wanneer niet met alle zorgvuldigheid waakte voor de eer en digniteyt van den staat; dat hij meende dat de Heer Erfstadhouder door de natuur van zijne eminente charge, met overleg van drie à vier voornaeme leeden, bevoegd was in tijden van oorlog op zaaken, die eene prompte expeditie vereyschten, de noodige orders te stellen; dat 't immers te wenschen was dat de constitutie van 't Gouvernement de executie van goede desseinen om den vijand afbreuk te doen niet difficil maakte; dat hij aan den de Hertog de la Vauguyon het plan, waarvan hij de voorslag had gedaan, gesuggereerd had; dat hij oordeelde dat 't zelve zeer avantageus was, zoo voor de Republicq als voor de gemeene zaak, en dat 't tot een middel kon verstrekken om Engeland meer te benaauwen en daardoor tot billijke conditien van vreede te brengen; dat de Republicq in het afgelopen jaar alles had gedaan wat zij kon; dat de actie van de Doggersbank haar een

groote reputatie had gegeven; dat de Engelsche toen voor haar beefden, maar dat er in de loop van dit jaar niets was gedaan, niettegenstaande de forces van den staat ter zee vermeerderd waren; dat men sekerlijk onvoorzichtig zou hebben gehandeld wanneer men onze vloot in zee had gezonden op de tijd dat de Engelsche vloot onder den Admiraal Howe in de Noordzee was, maar dat men daarna een goede coup zou hebben kunnen doen; dat hij niet kon begrijpen de weynige activiteyt van den Vice-Admiraal Hartsing, en het versuym van zig niet door middel van Cotters en andere ligte vaartuygen met sekerheid te hebben doen informeeren van de Engelsche evengem: Vloot na Portsmouth, welke aldaar reeds was gearriveerd toen men nog voorgaf dat dezelve in de Noordzee gezien wierd; dat daardoor het intercepteren van het important Engelsche convoy, dat thans onder geleide van een enkel schip van 50 stukken in de havens van Engeland was gearriveerd, gemist was, en de vijand daardoor weder in staat gesteld om haare scheepsmagt voor een toekoment jaar te kunnen versterken.

Wij hebben tegen het een en ander wel op eene convenabele wijze (zonder ons nogtans te vermeeten van over de gedaane propositie onse gedagten te uyten) de zwarigheden, die men van tijd tot had ontmoet, voorgedragen, dan op 't laatste articul hebben wij niet veel weten te zeggen, en ik kan waarlijk niet ontveynsen gesurpreneerd te zijn, dat, daar ik weete dat U. D. H. sulke stricte en klaare orders heeft gegeven, geen meerder ijver is geëmployeert om zig van het voorsz. convoy meester te maaken. Ik hoope ondertusschen dat U. D. H. over onse gehoudene directie content en voorts wel gepersuadeerd zal willen zijn, dat ik in alle omstandigheden, waarin mijn dienst van eenig nut kan zijn, met alle zèle zal te werk gaan en

toodat de belangens van U. D. H. en desselfs illustre Huys, welke met die van mijn Vaderland zoo zeer verknogt zijn, mij altijd dierbaar zullen wezen.

Ik referere mij voor het overige tot het meerder detail aan hetgeen de Heer van Berkenroode ter beantwoording van U^r. D. H^s. missive mogt doen en hebbe d'eer, na mij in Hoogstdeszelfs protectie te hebben aanbevolen, met alle eerbied en veneratie te zijn....

G. BRANTSEN.

LETTRE CMLXXXV.

L'envoyé Van Berkenrode au prince d'Orange. Réponse.

—

Paris, ce 1^r Octobre 1782.

Monseigneur.

En conséquence des lettres de V. A. S du 25 dernier à Mr. de Brantsen et à moi nous avons eu occasion d'entretenir M^r le Comte de Vergennes et je dois avouer avec franchise que Mr de Brantsen a saisi la tournure la plus heureuse et la plus naturelle pour mettre ce Ministre au fait de la vraie façon de penser de V. A. S.

Sans entrer dans des détails superflus, Mr de Vergennes croit V. A. S. dans la meilleure volonté et aussi innocente qu'il l'est lui-même. Ce sont ses propres expressions et il a ajouté qu'un Stadhouder ne doit avoir de préjugés ni pour les François, Anglois, Russes, ni autre nation; qu'il doit être Hollandois, n'étant jamais plus grand que lorsque la République prospère.

Il a paru dans la conversation que M^r le Duc de la Vauguyon n'a pas envoié de courier extraordinaire.

Mr de Vergennes tient fort au projet qu'il a fait proposer par Mr l'Ambassadeur de France et il est clair que l'on désire qu'il s'exécute evec célérité.

Il paroit que l'on n'est pas content de la conduite dernièrement tenue par Mr. l'Amiral Hartsink, d'autant que l'Escadre hollandoise avoit fait trembler les Anglois l'année passeé et que la prise d'un covois de retour leur causa une vraie perte. C'est ainsi que le ministre s'est exprimé.

Le commis des bureaux des affaires Etrangères, expédié par Mr Vergennes à la cour de Londres, est de retour, et il y a toute apparence que le Ministère Anglois songe sérieusement à faire la paix.

Les bruits répandus de désunion entre les Etats Americains sont absolument controuvés.

Agréés, Monseigneur, l'assurance de mon attachement et de profond respect avec lesquels j'ai l'honneur d'être....

LESTEVENON VAN BERKENRODE.

LETTRE CMLXXXVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire [1]). Intention d'instituer un département de la marine.

—

's Hage, den 5 October 1782.

WelEdelGestrenge Heer.

Zedert eenigen tijd ben ik bedacht geweest om een departement te kiesen, aen wie ik konde opdraegen om onder handen te neemen de zaeken de Marine concerneerende, en mij met derselver advijs te voor-

[1]) *Minute autographe du prince.*

lichten in zaeken de zee concerneerende, hetgeene mij het werk zeer faciliteeren zoude en niet belet, dat in zaeken, waerin consilium in arena te neemen is, ik de zaeken op mij neeme en afdoe als er geen tijd is om met die Heeren raed te pleegen. Mij is voorgekomen daertoe te kunnen kiezen de Heeren Raeden Fiscaels Bisdom en Van der Hoop van de Admiraliteiten op de Maeze en te Amsterdam en de Vice-Admiraels Reynst en Zoutman, alsmede den Schout-bij-nacht Van Kindsbergen, als hij zich hier bevind; de Lt Admirael van Wassenaer hier zijnde, kan over zaeken van aenbelang geraedpleegt worden, wijl zijne hooge jaeren niet permitteeren hem met alle de details te bemoeien. Mijne intentie is niet hierdoor af te snijden het inneemen der advijsen van de aenweezende Raeden en Ministers van de respective Admiraliteiten, als de tijd zulks toelaet en de zaek zodanig important is, dat het nodig is zich te dekken door een advijs van een collegie. Zoo kan ik ook andere bequame vlagofficieren, als zij hier zijn, derzelver gedachten vraegen over voorkomende zaeken. Niets zal mij aengenaemer zijn dan met U.W.E.G. communicatief te gaen en U.W.E.G. mede te deelen de rapporten die ik ontvange, spetiael wanneer zij van eenige importantie zijn. Ik zal ook gaerne zien, dat U.W.E.G. gelieve, wanneer zijne bezigheeden hem zulks toelaeten, bij te wonen de Conferentien, die bij mij met die Heeren gehouden zullen werden, hetwelk maer plaetse zal hebben wanneer er zaeken zijn die zulks vereisschen, zonder een vaste bepalinge van dagen ....

W. PRINCE VAN ORANJE.

LETTRE CMLXXXVII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Approbation de l'intention du prince.

—

5 October 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Het plan, door U. D. H. ontworpen om zig in het omslagtig Departement der zeezaaken eenige faciliteit en voorligting te bezorgen, is volmaakt goed en verdiend alle goedkeuringe, zoo als ook de daartoe bij U. D. H. gedaane keuze der twee politicque en verder militaire Heeren. Ik heb ook geene de minste remarque op de extensie daartoe relatief, door den Heer Larrey geformeert.

Wat mijn gering individu betreft, neem ik de vrijheid te herhaelen, hetgeen nog onlangs d'eer had aan U. D. H. mondeling te betuigen, aangaande mijne volvaardigheid om U. D. H. ten allen tijden ten dienste te staan, dan in de onzeekerheid van mijne continuatie of discontinuatie in mijne radicale post, bid ik dat U. D. H. mij vergunnen, om het bij deze mijne betuiging bij provisie te laaten ....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CMLXXXVIII.

Le prince Frédéric Guillaume de Prusse à son beau-frère le prince. Témoignage d'intérêt.

—

Ce 8 Octobre 1782.

Monsieur et très cher frère.

Le souvenir que V. A. S. veut bien me témoigner à l'occasion de mon jour de naissance, m'a été des

plus sensible et je la prie d'en vouloir en accepter mes sincères remerciments. Je n'ai pas moins été sensiblement touché de la confiance qu'Elle me témoigne en me faisant part de sa situation actuelle dans les circonstances dificiles où Elle se trouve; tous ceux qui ont le bonheur de Vous connoître, mon cher frère, vous rendent certainement justice, ainsi que sur le parti que Vous avés embrassé. Daignés croire que je prends une part bien sincère à Votre bien-être et que je désire ardament que les choses puissent se terminer à votre satisfaction, et il y a sujet d'espérer qu'une pacification générale n'est peut-être pas si éloigné qu'on le pense d'après plusieurs démarches de la Cour de Londres vis à vis d'autres Cours....

FRÉDERIC GUILLAUME PR. DE PR[USSE].

LETTRE CMLXXXIX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Message inusité de la part des Etats de Hollande.

—

Hage, den 10 October 1782.

WelEdele Gestrenge Heer.

Heden is een bode van Hollant hier geweest om te vraegen het uur voor eene commissie van wegens H. Ed. Gr. Mog. om mij morgen te spreeken. Ik denke dat het een verkeerde bootschap is, wijl tot hiertoe het gebruik is geweest, dat een der Heeren Secretarissen altoos door H. Ed. Gr. Mog. is gezonden om het uur te vraegen voor eene commissie uit het midden van dezelver vergaderinge, zoo bij mij als bij wijlen mijn Vader en mijne Moeder, en hebbe daerom geen

antwoort gegeeven, maer gemeent aen U.W.E.G. te moeten verzoeken mij te elucideeren wat of die boodschap zeggen wil....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CMXC.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse. Explication probable.

—

10 October 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik denk dat de boodschap, in het zeer geëerd biljet van U. D. H. gemeld, is een verkeerde boodschap, geconfondeert met de aansegging der Vergadering van de Ridderschap, want ik kan mij niet voorstellen dat de pensionaris De Gijzelaar de impudentie zoude hebben gehad van werkstellig te maaken een plan, hetgeen hij deze middag mij geoppert heeft, dog door mij ten sterkste is gecontradiceert, om namenlijk U. D. H. door de bewuste commissie explicatie te verzoeken van de reedenen, waarom de bekende expeditie naa Brest geen plaets heeft....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CMXCI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire [1]). Intention de donner les explications nécessaires, mais de ne se soumettre nullement aux caprices d'une commission.

—

's Hage, den 24 October 1782.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik zende U.W.E.G. hiernevens eene missive aen H. Ed. Gr. Mog [2]). Verzoeken U.W.E.G. mij wel te willen doen weten of verwacht dat zij van vrucht kan zijn, dan of U.W.E.G. vermeent dat zij daartoe in een andere smaek behoorde te worden ingericht. Ik ben bereid om aen H. E. Gr. Mog. zoodanige elucidatien te geeven, als Hoogstdezelve zullen verlangen, maer ben vastelijk geresolveert om mij niet te onderwerpen aen eene commissie, die, uit hoofde van eene generaele authorisatie, kan alle oogenblikken elucidatie vraegen op al hetgeene aen de meerderheit van die Heeren niet aenstaet en, geautoriseert zijnde tot een gemesureert rapport, insgelijx bij meerderheit kan resolveeren, om niet anders aen H. E. G. Mog. te relateeren dan hetgeene voor mij niet voordeelig is ....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CMXCII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse.

—

24 October 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Het is mij niet mogelijk om vooraf met eenige de minste zeekerheid te konnen bepaalen of de bij

[1]) *Minute autographe du prince.*

[2]) *Le dossier n'a pas conservé la minute de cette missive.*

U. D. H. gearresteerde en bij mij zoo eeve ontfange missive van H. Ed. Gr. M. van vrugt zal zijn; dan vermits het zeer ligt zoude konnen gebeuren, dat nog heeden gepresseert wierd om het bewuste rapport in deliberatie te leggen, zal ik die missive van U. D. H., om te voldoen aen de reegel præstat prevenire quam præveniri, op heeden voorbrengen....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CMXCIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Objection de l'ambassadeur à la signature de prince d'Orange.

—

Hage, den 16 November 1782.

WelEdeleGestrenge Heer.

De Heer Ambassadeur van Vrankrijk niet konnende admitteeren mijn titul van Prince d'Orange, kan ik niet uit mijn naem onder een andere titel ietwes doen onderteekenen, wijl het alsdan hetzelve is, alsof ik hetzelve in persoon onder een anderen naam, als die ik gewoon ben te gebruiken, ondertekende, en kan geen ander expedient uitdenken, zoo ik nog langer moet belast blijven met de negotiatie relatif aen het aen te gaene concert, dan om U.W.E.G. te verzoeken ongeteekende Pro-Memorias aen den Heere Ambassadeur te doen toekoomen. Ik zende U.W.E.G. hiernevens de nota, die de Heer Ambassadeur niet heeft willen aenneemen, toen zij door de Heeren Van der Hoop en Zoutman was onderteekent, en voege daerbij de Nota, die de Heer Ambassadeur mij heeft ter hand gestelt. Zoo de Heer Ambassadeur goed vind mede

ongeteekende Pro-Memoriaes te geeven, mag ik het wel lijden....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE CMXCIV.

Le prince d'Orange au secrétaire Van Hees [1]). Communication désobligeante de la ville de Schiedam.

—

Hage, den 6 November 1782.

WelEdeleGestrenge Heer.

.... U.W.E.U. weet hoe dat het staet te Rotterdam. Heden is Schiedam bij mij geweest met een diergelijke boodschap, met eene fraeie harangue van den Pensionaris De Jager, om mij te communiceeren dat zij goedgevonden hadden, volgens de billijkheit, alles bij touren te begeeven; dat zij dus, zoo ik eene predilectie voor iemant hunner hadde, zij geene deference voor mij konden hebben, doch dat zij mij altoos door eene plechtige Deputatie zouden communiceeren aen wie zij de commissien of ampten begeeven hadden, en dat zij mij ook bij het overbrengen der Nominatien voor burgemeesteren, schepenen en vroetschappen zouden communiceeren wie volgens derzelver schikking zouden moeten geëligeert worden. Ik hebbe hun geantwoort dat zij meesters waeren omtrent de commissien te benoemen wie zij geliefden en dat ik ze gaerne dispenseerde van de moeite om mij te communiceeren wie zij genomineert hadden; doch dat ik, door de Privilegien eene vrije Electie hebbende, hun raet niet noodigh hadde omtrent de Electie en die mij reserveerde....

W. PR. V. ORANJE.

[1]) Le secrétaire du conseil d'état.

LETTRE CMXCV.

Le secrétaire Van Hees au prince d'Orange. Réponse.

—

Doorlugtigste Vorst en Heer.

. . . .

Ik heb met het uiterste leedwezen vernomen de onaangenaame en choquante démarche van de H.H. van Schiedam, waarvan Uwe Doorl. hooghd. mij wel heeft gelieven kennis te geeven. Zoo het mij geöorloofd is Hoogstdeszelfs gegeve antwoord bij die gelegenheid te beöordeelen, moet ik seggen hetselve zeer gepast te vinden, en met digniteit gegeeven. Ik wensch, dat wij eens de tijden zullen beleeven, dat wij aan Uwe Doorl. Hooghd. dubbeld zullen zien teruggeeven al wat men thans, op de onbillijkste en onbetaamelijkste wijze, goedvind daagelijks aan HoogstDens. af te neemen.

Ik heb de eer....

I. J. VAN HEES.

's Hage 7 November 1712.

LETTRE CMXCVI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Intention de la commission de M. M. Gijselaar c. s.

—

3 December 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

De Heer Gijzelaar, President der bewuste commissie [1]), heeft de Leeden van dezelve geconvoceert

[1]) La commission nommée le 27 Septembre: voyez les nnméros 983 et 976.

tegen morgen ten twaalf uuren in een vertrek van Gecommiteerde Raaden. Ik supponeer dat de intentie is om d'eer te hebben U.D.H. te onderhouden over de non-executie der ordres tot de expeditie naa Brest. Bij de receptie van deze commissie is het buiten twijffel dat geen ceremonieel hoegenaamd te pas koomt....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CMXCVII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire [1]). *Manifestations bruyantes de la populace.*

's Hage, December 1782.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik twijffele niet of U.W.E.G. zal vernomen hebben hetgeene gisteren avont is voorgevallen [2]). Ik ben zeer afkeerig van alles wat zweemt na dreygementen, en dus hadde ik wel gewenscht dat hetzelve geen plaetze hadde gehad, doch ik hebbe geoordeelt dat het niet raedzaem was om maetregulen van vigueur aen te wenden om zulks te stuiten, zoo lang als zij geene baldadigheden pleegden en dat, zoo lange het niet anders was dan vroolijkheit, zonder gewelt, ik mij van mijn kant stil moeste houden. Ik twijffele niet of U.W.E.G. zal mijn gehouden gedrag approbeeren en

[1]) *Minute autographe du prince.*

[2]) Sur les manifestations à l'occasion de la fête de St. Nicolas et à propos des adresses au prince, voyez le discours du stadhouder à l'assemblée des Etats de Hollande dans les Ned. Jbb. 1782, p. 1562 sqq.

zich verzekert houden, dat ik alles aenwenden zal om de rust in het Land te mainteneeren en bijzonder in deeze plaetse, zoo verre in mij vermogen is....

LETTRE CMXCVIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse Même sujet.

—

7 December 1782.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik ben U. D. H. zeer verpligt voor de eer van Hoogstdeszelfs missive. Ik heb wel vernoomen dat er gister avond eenige levendigheid op straat is geweest onder zeker Classis van ingezeeten, dog niets is mij voorgekoomen, dat naa eenig daadelijk beginzel van ruststoorende beweegingen zoude smaaken, zoodat ik allesinds approbeer het hoogwijs begrip van U. D. H. dienaangaande....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE CMXCIX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

—

Hage, den 8 December 1782.

. WelEdelGestrenge Heer.

Het object der deliberatien van H. Ed. Gr. Mog. [1]) is van zoo een aenbelang, dat ik noodigh oordeele

[1]) A l'instigation des députés d'Amsterdam et Dordrecht l'assemblée des Etats de Hollande fut convoquée déjà pour le 9 Décembre, afin de delibérer sur ce qui s'était passé à la fête de St. Nicolas.

om morgen de vergadering van de Ridderschap bij elkanderen te doen koomen en verzoeke U.W.E.G. dezelve te convoceeren tegens 9½ uuren.

Het zal mij zeer aangenaam zijn met U.W.E.G. vóór dien tijt te konnen spreeken, om met U.W.E.G. te konnen overleggen hetgeen ik zal verplicht zijn te doen tot maintien van de publique rust....

LETTRE M.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Déclaration blessante de la ville de Harlem.

—

Hage, den 10 December 1782.

WelEdeleGestrenge Heer.

Hoe meer ik doordenke op het advis van Haerlem [1]) bij de tweede omvraege, hoe meer ik noodigh oordeele zulks niet bij mij stil te laeten leggen, want daer ik in mijne propositie gezegt hebbe, dat hetgeen gepasseert was voorleden Vrijdagh voor geen oproep te considereeren [was], daar de Heeren van de Ridderschap dit sentiment hebben gehomologeert, heeft de Heer Van Zeeberg [2]) de insolentie gehad van te zeggen, dat het een attentaet was tegens de Hoogheit en Souverainiteit van Hollant, en [niet] [3]) was in twijffel te te trekken of een oproer Vrijdagh hadde plaetse gehad. Mij dunkt dat er noch heden vergadering van de Ridderschap behoorde te zijn voor de vergadering

[1]) Le sentiment de la ville au sujet des désordres du 6 Décembre.

[2]) Le pensionnaire de la ville.

[3]) *Le copiste a sauté les mots évidemment indispensables ajoutés entre crochets.*

van Hollant, en dat aldaer zoude konnen worden geresolveert om een aenteekening te doen en te verklaeren, dat de Heeren van de Ridderschap wel hebben geconsenteert, dat het Hof wierde gelast onderzoek te doen naer hetgeen verleden Vrijdagh voorgevallen is, doch geenszins dat zulks bij H. Ed. Gr. Mog. voor een oproep wierde verklaert, terwijl zij begrijpen, zonder een attentaet te doen tegens de Hoogheit en Souverainiteit van Hollant, in twijffel te mogen trekken of hetgeen dien dagh voorgevallen is met dien naem kan bestempelt worden, en begrijpen dat de cognitie over de vraege of een oproer heeft plaets gehad aan het Hof door H. Ed. Gr. Mog. behoorde te worden overgelaten. Dit idée is mij ingeschoten en ik hebbe daerover met niemant gesproken. Verzoeke U.W.E.G. daerover met den Heer van Noordwijk, als het oudste presente Lid van de Ridderschap, te spreeken, alvorens de Ridderschap te doen convoceeren, en mij te communiceeren wat of U.W.E.G. en Z.H.E.G. er van denken. Ik ben bereit om wederom ter vergadering te compareeren, hoezeer de sessie van gisteren voor mij alleronaangenaemst is geweest, om te toonen dat ik niet uit het velt ben geslagen....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MI.

Le prince d'Orange au roi de Prusse. Envoi d'une copie du mémoire du prince aux Etats-Généraux [1]).

—

La Haye, ce 13 Décembre 1782.

Sire.

Je prends la liberté de mettre aux pieds de V. M. un exemplaire de la traduction Françoise que

[1]) *Autographe du prince.*

j'a fait faire du mémoire, que j'ai remis à L. L. H. H. P. P. le 7 Octobre dernier [1]. J'ose me flatter que si V. M. daigne le faire examiner, elle trouvera que j'ai fait ce qui étoit en mon pouvoir pour mettre ma Patrie dans un état tant par terre que par mer et pour qu'elle pût se trouver en état de tenir tête à ses ennemis, et que j'ai montré dans toute ma conduite mon attachement au bien-être de cet Etat, que j'ai toujours considéré comme inséparable du bien-être de ma Maison. V. M. peut être assurée que je n'aurai jamais d'attachement pour aucune puissanc étrangère, qui me fasse agir d'une manière contraire à ce que je regarde comme les vrais intérêts de la République, que j'ai l'honneur de servir; que je suis prêt à sacrifier mon sang et ma vie pour la défense de ses justes droits. Qu'il me soit permis de témoigner en même temps mon humble gratitude pour toutes les bontés dont V. M. veut bien me combler et en particulier pour les derniers ordres qu'il lui a plu de donner à Mr. de Thulemeyer.

Je suis persuadé que la puissante intervention de V. M. nous sera d'un grand secours et qu'après Dieu nous lui devrons le maintien de la constitution présente. Je supplie V. M. d'être persuadée que la reconaissance que j'ai, ne s'éteindra jamais dans mon coeur ....

G. PRINCE D'ORANGE.

[1]) Ce mémoire a été publié en deux éditions aussitôt àprès qu'il avait été remis à L. H. P., une in-folio, une autre in-8⁰, pour servir d'appendice à l'édition de l'Histoire de la patrie. Cf. Ned. Jbb. 1782, p. 1187.

MII.

Le roi de Prusse au prince d'Orange. Réponse.

—

Potsdam, le 19 Décembre 1782.

Monsieur mon Neveu.

Je suis très sensible à l'attention de V. A. S. d'avoir bien voulu joindre à son obligeante lettre du 13me un exemplaire de la traduction Françoise du mémoire remis par elle à LL. HH. PP. Je ne doute pas que son contenu n'opère un très bon effet. Il paroit même que les esprits commencent déjà à se calmer et que l'on revient de cette fougue, où l'on s'étoit laissé engager. Je prends un intérêt trop vif à ce qui regarde V. A. pour ne pas faire des voeux sincères pour que tout s'applanisse à son entière satisfaction ....

FÉDÉRIC.

MIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Le dessein de de l'empereur sur Bergen-op-Zoom.

—

's Hage, den 21 December 1782.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik twijffele niet of U.W.E.G. zal gezien hebben de ontcijfferde missives van den Heere Grave van Wassenaer, die de Heer Griffier ontvangen heeft. Dezelver inhoud is mij zoo gewichtigh voorgekoomen, dat ik van mijn plicht oordeele met allen ernst U.W. E.G. onder het oog te moeten brengen de schromelijke gevolgen, die te duchten zijn voor de Republicq,

zoo de Keizer acquireert het Marquisaet van Bergen op Zoom[1]. Ik denke dat de Republicq niet lang een zoo groot Heer tot Vassal zal houden en dat de Hertogh van Brabant, door koop acquireerende het Marquisaet, schielijk zal weeten te prætendeeren, dat het met het overige van dat Hertogdom moet geïncorporeert worden, maer al was zulks niet, is het te vreezen dat de dependentie van dat Marquisaet maer nominael zal zijn en dat dagelijks meer en meer op de souvereine rechten van H. H. Mog. zal geëmpietteerd worden, ja zelfs niet zonder jus præsidii zoude konnen worden bedisputeert, De openinge van den mont der Schelde is ietwes dat ook niet uit het oog wordt verloren, en ik geloove dat het een dootsteek is voor de vrijheit en independentie van deezen staet, zoo de Keizer die acquisitie doet. Het eenige middel is om zulks te beletten, dat de Republicq of de provincie van Hollant die acquisitie voor zich zelve doe en ten dien einde een groot aanbod aen den Keurvorst van de Paltz laete doen. Ik vreeze wel dat het te laet zal zijn, doch denke dat, al wierde gegeeven twee millioen in plaetse van één, de gerustheit, die de Republicq daerdoor verkrijgt, niet te duur kan worden betaelt. Ik verzoeke U.W.E.G. dit wel te overweegen en, is het doenlijk, eene prompte resolutie daeromtrent uit te werken, opdat de Republicq niet geheel achter het net vissche....

W. PRINS VAN ORANJE.

[1]) Voyez le numéro 939. Parmi les copies des missives de M. Van Wasseuaer à Vienne, que le grieffier envoya au prince d'Orange, celle dont celui-ci parle dans sa lettre au conseiller- pensionnaire ne se retrouve plus.

MIV.

Le conseiller-pensionnaire au prence d'Orange. Les résolutions des Etats de la Hollande au sujet des désordres du 6 Décembre. Les desseins de l'empereur à l'egard de Bergen-op-Zoom.

—

21 December 1782.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Het rapport van het besogne, heede gehoude op de missive van Heeren Gecommetteerden van den 18ⁿ dezer, speciaal relatief tot het bewuste dankkaddres, door mij conform de zeer groote meerderheid uitgebragt zijnde, volgens de nevensgaande extensie [1]), is overgenoomen door de Heeren van de Ridderschap, Delft, Gouda, Schiedam, Brielle, Alkmaar, Enkhuyzen en volgende Leeden, en de vergadering is geadjourneert tot aanstaande Vrijdag.

Voorts heb ik de eer hiernevens aan U. D. H. te doen toekoomen de resolutie van H. Ed. G. Mog. op de communicatie, door mij gedaan wegens hetgeen de Griffier van 't Hoff van Holland mij op gisteren, namens gemelden Hove, heeft voorgedragen nopens het reclame van hetzelve Hoff aan de regeeringsraad van Cleeve tot overleevering der bewuste drie personen [2]), tot welker apprehensie en overlevering brieven requisitoir door het gemelde Hoff zijn afgesonden.

[1]) Voyez le texte de le résolution des Etats de la province de Hollande dans les Ned. Ibb. 1782, p. 1565. Elle tendait à interdire les adresses. Cf. les numéros 996, 999 et 1000.

[2]) Voyez le récit de cette affaire dans les Ned. Jbb. 1782 p. 1578 L'extradition des trois fuyards (deux Hollandais du nom de Vermeulen et un Suédois du nom Undheen) ayant été refusée par le conseil de Cleves, les Etats s'en plaignaient vivement au roi de Prusse. Ibid.

Eene onvoorsigtige en kwalijk geplaaste driftige uitting van den Heer van Kijffhoek in de volle vergadering, heeft niet weinig gecontribueert om de gemoederen der Staatsleeden op deze materie meer en meer te verbitteren.

Ik geloof dat alle de Leeden van Holland zeer bereid zijn om het werk van den aankoop van het Marquisaat van Bergen op Zoom te bevorderen, dan ik twijffel of die zaak wel in de regten handen is bij den Heer Envoyé van Wassenaar, op wien in pecunieele zaaken mogelijk niet het grootste vertrouwen gestelt kan werden....

P. VAN BLEISWIJK.

MV.

Le prince d'Orange à l'envoyé baron de Reede. Bruits calomnieux sur ses intentions.

Hage, den 1n January 1783.

Monsieur.

.... Vous sçavez qu'on a eu la bonté de vouloir me faire passer pour Anglomane; maintenant on a une nouvelle invention et l'on débite que je veux me faire comte d'Hollande. Je déclare hautement que je regarderai comme ennemi quiconque aura la hardisse de me faire une proposition semblable et que je me servirai de tous les moyens que j'ai en main pour réprimer toutes les démarches qui pourront avoir un but aussi criminel, mais je crois que ce sont ceux qui se déclarent contre moi qui sèment de pareils bruits, afin de me rendre odieux à la Nation. Notre

Nom n'est devenu illustre, que parce que Guillaume Premier a été le Fondateur de cette République, qui a été ensuite cimentée du sang de plusiers de mes ancêtres, et jamais je ne souffrirai qu'il soye dit que Guillaume a été le Destructeur de la liberté et a envahi la souveraineté de sa Patrie. Je suis bien aise de vous marquer mes sentiments sur cette matière, que je vous permets de communiquer là où vous le jugerez convenable. Il est certain qu'il se fait bien des choses ici qui ne me plaisent nullement. On a même voulu jetter des doutes depuis quelques jours sur mon droit de commander la garnison de La Haye et il y a eu des Membres de l'Etat, qui ont prétendu les Gecommitteerde Raeden pouvoient donner des ordres directs aux Commandants des corps ou au Capitaine de la grande garde quand j'étois à La Haye; cela seroit réduire mon poste de Capitaine-Général à rien et est entièrement contraire à la constitution et aux droits héréditaires de ma Famille; aussi je regarde cela comme tombé et que même plusieurs, que je ne puis pas croire mes amis, sont convaincus de l'absurdité de cette prétention. J'ai pourtant cru qu'il étoit bon que Vous en fussiez informé, et au reste je vous prie d'être persuadé que je suis parfaitement....

G. PR. D'ORANGE.

Je vous prie de ne faire qu'un usage prudent de cette lettre et de ne la faire voir que quand vous le croirez nécessaire et qu'à ceux auprès de qui vous croyez que cela peut être vraiment d'utilité.

LETTRE MVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire [1]). L'avis du collège des nobles au sujet de l'adresse au prince.

—

's Hage, den 4n January 1783.

WelEdelGestrenge Heer.

Mij dunkt dat het goed zoude zijn dat heden bij de extensie de Heeren van de Ridderschap verklaerden, zij niets laesifs, voor wie het ook zijn mooge, in het dankaddres, door de Haagsche Schutterije aen mij gepresenteerd [gevonden hadden] en, deeze zaek getermineerd en afgedaen zijnde, zij oordeelden onnodig te zijn om daerteegens eenige nadere voorzieninge te doen en meerdere præcautien hieromtrend in 's Gravenhage dan elders in deeze provincie te neemen, en dat zij om die redenen in de genomene resolutie niet hadden geconsenteert, maer dezelve zoude aanzien. Verzoeke U.W.E.G. met de presente Heeren van de Ridderschap er over te spreeken en hun HoogWelGeb. dit mijn advis te communiceeren ....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MVII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire [2]) Lettre au roi de Prusse sur la situation.

—

's Hage, den 6 January.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik hebbe U.W.E.G. deeze morgen gesprooken van mijne intentie om aen den Koning van Pruissen,

[1]) *Autographe du prince.*

[2]) *Autographe du prince.*

nopens den actueelen toestand der zaeken alhier, te schrijven. Om het minste in het oog te loopen en voor te koomen dat het zenden van een van mijne bedienden in de Courant werde gestelt, hebbe ik de Heer van Thulemeyer verzogt een Courier af te zenden en hebbe bij deeze gelegenheit aen den Koning gezonden de missive, waervan ik U.W.E.G. copye toezende [1]), met verzoek om mij dezelfve te willen restitueeren, wijl ik er geene andere copyen van behouden hebbe....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MVII[a].

Le prince d'Orange au roi de Prusse [2]). *La situation politique.*

—

La Haye, ce 6 janvier 1783.

Sire.

J'espère que V. M. voudra bien aggréer que je mette à ses pieds un tableau fidèle de la situation où je me trouve. Les ennemis de la Constitution présente, après avoir tâché depuis longtemps de me rendre suspect à la Nation par des accusations d'Anglomanie, non contents de ruiner et d'écorner les avantages dont j'ai joui jusqu'ici, viennent enfin de lever le masque. Sous prétexte de veiller à la Sûreté publique, les Députés de Dort, appuyés par ceux d'Amsterdam, ont trouvés bon de mettre en doute mon droit de commander les troupes qui composent la garnison de La Haye, prétendant que cela revenoit au Collége des Conseillers-Députés de cette province. V. M. est trop éclairé pour ne pas remarquer que cela ne tend à

[1]) *Voyez le numéro suivant.*

[2]) *Copie de la main du prince.*

rien moins qu'à rendre illusoire toute mon authorité sur les troupes de cet Etat. En même temps ces villes proposent de nommer la Campagne prochaine des Commissaires pour résider dans les ports et rades de cet état, afin de pouvoir donner à la flotte de l'Etat les ordres qu'ils pourroient juger nécessaires selon les circonstances, ce qui détruiroit entièrement mon authorité comme Grand-Amiral, car quoique l'on veuille pour la forme mettre dans la résolution, qu'ils doivent agir de concert avec moi, on les authoriseroit à agir dans des cas, qu'ils croiroient être pressants, sans ma participation, et je ne doute pas ou ses Messieurs trouveroient rarement le temps de me consulter que dans des cas épineux, où ils seroient bien aise de se couvrir de mon avis. Tant que l'on s'est borné à m'ôter ce qui n'étoient que des complaisances de la part des Régents, comme d'admettre mes recommandations pour les emplois ou commissions, je me suis tu et je n'ai pas voulu m'écarter du Système de modération que j'ai toujours suivi, même lorsque dernièrement les villes de Frise ont trouvé bon d'abolir l'usage, qu'elles ont suivi depuis l'année 1656, d'offrir annuellement au Stadhouder de leur province la disposition des emplois et commissions qui viennent au tour de ce quartier. Mais maintenant qu'il est question de changer la constitution et de m'ôter les prérogatives qui réduiroient les charges, qui ont été déférées à mon père d'un consentement unanime de tous les Membres de l'Etat pour lui et sa postérité, à un vain titre, je crois de mon devoir de m'y opposer et de tâcher de défendre les droits légitimes des descendants de mon père. Les bontés que V. M. a bien voulu me témoigner et l'intérêt qu'Elle a daigné prendre à notre situation, dont Elle a donné dernièrement une preuve non équivoque, me

font espérer qu'Elle ne verra point d'un oeuil indifférent un renversement de la constitution actuelle et que l'on réduise à rien la charge de Stadhouder et les droits légitimes de quelcun à qui Elle a bien voulu accorder la main de la Princesse Sa Nièce. Pour me rendre tout à fait odieux à la Nation, mes ennemis font courir le bruit que je veux me rendre Souverain et que j'aspire à devenir Comte d'Hollande. Je puis protester à V. M. que rien n'est plus faux et que je n'ai rien de plus à coeur que de maintenir la liberté de ce Pays et la constitution présente, selon le serment que j'ai fait à l'Etat, et que je n'empietterai jamais sur les droits de qui que ce soit, bien moins sur ceux des Etats des Provinces-Unies. V. M. peut être assuré que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour mettre de la vigueur aux opérations de la guerre durant la Campagne prochaine et que je serai charmé de seconder les efforts de la France pour nuire à l'ennemi commun, tant que la guerre dure. Je serai aussi toujours charmé d'entrer dans les vues de cette Puissance, pour autant qu'elles ne seront pas contraires aux vrais intérêts de cet Etat. Je soumets aux lumières supérieures de V. M. une idée qui m'est venue, ce seroit d'envoyer quelcun de ma part à Paris, pour mettre le Ministre du Roi au fait de ma façon de penser et de la situation de ce Pays où nous sommes à la veille de voir un bouleversement général, qui la rendroit inutile pour les Puissances avec lesquelles Elle fait cause commune. Je sens très bien que cette idée a ses difficultés et qu'en particulier il y en aura sur la sigature de la lettre que je devrois écrire pour accréditer la personne que j'envoyerois; cependant si V. M. approuve mon idée et veut bien s'employer pour moi, il y auroit je crois moyen d'applanir bien des difficultés. Je supplie V. M.

de vouloir bien m'honorer de ses avis dans ces circonstances épineuses, et si Elle approuve mon idée, de vouloir bien donner les instructions nécessaires à Monsieur le Baron de Goltz, son Ministre à Paris, afin de seconder mes efforts pour détromper la cour de France et la faire revenir des rapports désavantageux qui lui ont été faits sur ma façon de penser et d'agir, et V. M. mettra le Comble aux obligations que je lui ai, si Elle veut bien témoigner que le maintien de la constitution présente de cet Etat lui tient à coeur et qu'Elle désire que les prérogatives des charges de Stadhouder, Gouverneur, Capitaine-Général et Amiral des Sept Provinces, qui ont été conférées avec unanimité de tous les Membres de l'Union à la Maison qui a l'honneur d'être alliée si près à V. M., restent intactes et que l'on ne se permette pas d'empietter sur mes droits légitimes. La reconnoissance que j'aurai pour cette nouvelle preuve de la bienveillance de V. M. ne pourra être égalisee que par le très profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être.

Sire . . . .

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE MVIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Dépêches de Paris.

—

9 January 1783.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb de eer U. D. H. te doen geworden de copye der depêches, die ik gisteren avond door een buitengewoon canaal van Parys heb ontvangen [1]). Ik

[1]) Ces copies manquent dans le dossier.

approbeer ten uiterste de reedenen waarom de H[r] Brantze de Secretesse omtrent deze brieven en bijlage zoo zeer recommandeert, en ik begrijp van zijn Ed. dat de H[r] Griffier Fagel hiervan voor alsnog dient te blijven ignorant....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MIX.

Le prince d'Orange au conseiller pensionnaire [1]). *Réponse.*

—

's Hage, den 9 Januari 1783.

WelEdelGestrenge Hner.

Ik ben U.W.E.G. zeer verplicht voor de communicatie der missives, die U.W.E.G van den Heere Brantsen heeft ontvangen. Ik ben overtuigd dat het thans de absurditeit zelve zoude zijn om te insteeren op de vernieuwinge van de oude tractacten, speciael op dat van 1678, in een tijd daar onze colonien in bewaeringe van de Kroon van Vrankrijk zijn, en dat de propositie om het tractaet nopens de vrije vaert zoo als Deenemarken te maeken, niet acceptabel is, wijl Deenemarken gerenuntieerd heeft aen het transport der navale ammunitien, en dat eindelijk het beter is geene vreede ooit te treffen dan Trinconomale aen Engelant te laeten. Zoo zij die plaetse behouden, is Ceylon en byzonder het exclusif recht op de Caneel vervallen, en zulks verlooren zijnde, heeft den Staet bedroeft weinig aen de Oost-Indische Compagnie. Zulks kan, mijns bedunkens, nimmer worden geaggreëert. Het werk van de vreede schijnt mij zoo zeer op losse schroeven, dat ik oordeele dat niets meer presseert

[1]) *Autographe du prince.*

dan de præparatien voor de aenstaende Campagne voort te zetten, doch ik geeve in bedenken of het niet goed was de Heer Griffier au fait te stellen, in de uiterste secretesse, van den inhoud der missive van den 29 en deszelfs bijlagen. Het spreekt van zelve dat Z.W.E.G. nimmer weeten moet van die van den 30, om hem niet met de Heer Brantsen te brouilleeren....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MX.

Le roi de Prusse au prince d'Orange. Réponse à la lettre du 6 Janvier [1]).

Ce 12 Janvier 1783.

Monsieur mon Cousin et Neveu.

J'ai apris avec une sensible doulleur les émeutes que diférantes caballes font mouvoir en Hollande, apréhendant pas sans raison qu'elles soyent suivie d'unne fâcheuse castastrofe. Je n'entre point dans l'exsamen des chosses passées, je ne pensse qu 'à l'avenir et aux choix des moyeins les plus eficasses pour conjurer l'orage qui menasse la Maison d'Orange. L'origine de ces émeutes vient de ce que les Français, piqués de ce que les flottes Holandaises n'ont point agies pendant toute la guerre, s'en prenent à celuy qu'ils croyent la cause de leur inaction et qu'ils croyent de l'interêt de la France de bouleversser le Stathoudérat pour metre de côté un Prince qui a interverti tout leurs projets à l'égard de la République, où V. A. ne peut rien faire de mieux dans le moment présent que d'envoyer quelqu'un en France négotier avec

[1]) *En orthographe originale.*

Mr de Vergene, mais il ne faut pas perdre un moment, il faut se hâter de le faire partir pour qu'il appuye les propositions, de tout son pouvoir, que fera celuy que V. A. y enverra. J'ai doné commission égallement au Sr Thulmeyer de donner par écrit uu mémoire aux Etats sur ce sujet et je fais des voeux pour que les chosses s'apaissent, sans qu'on vienne aux violences, ce qui seroit également funeste au Stadhoudérat comme à la République ....

FÉDÉRIC.

LETTRE MXI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire [1]*. Envoi d'une missive à M. M. Brantzen et Berkenrode à Paris.*

—

's Hage, den 18 January 1783.

WelEdelGesstrenge Heer.

Ik ben van intentie om deeze nacht of morgen vroegtijdig mijn fourier als expresse nae Parys te zenden om de nevensgaende missives aen de Heeren Van Berkenroode en Brandsen te overhandigen. Ik hoope dat U.W.E.G. deeze demarche zal approbeeren. Ik denke dat het allernoodzaekelijkst is, dat men in Vrankrijk zie dat ik met geen Engelsgezintheit bezielt ben en dat ik daerom deeze démarche doen moet ....

W. PRINS VAN ORANJE.

Zoo eeven ontfange ik U.W.E.G. billet. Ik danke U.W.E.G. voor het verslag van zijn gesprek met de Heer de Vauguyon. Ik denke dat wij nu reeden hebben om de vreede te verwachten, indien het zoo gemakkelijk is de Vriezen onder anderen uit het harnas te krijgen als het gemakkelijk is geweest dezelve in het harnas te jaegen.

[1]) *Autographe du prince.*

Ik zal de Fourier morgen middag maer doen vertrekken, wijl ik gaerne de Hr Griffier ook van deeze démarche wilde prævenieeren.

LETTRE MXIIa.

Copie de la missive du prince d'Orange à Monsieur Lestevenon de Berkenrode.

La Haye, ce 18 Janvier 1783.

Monsieur.

Je crois nécessaire de montrer ma conduite dans son vrai jour au Roi et à Son Ministère et de détruire les impressions que ceux, qui cherchent à me nuire, se sont plu à donner sur ma façon d'agir, depuis que la Répubique a été forcée à prendre part à la guerre. Surtout mon dessein est d'effacer tout soubçon d'anglomanie. J'ai donc résolu d'envoyer le Comte de Heiden de Reinestein, mon Chambellan, à Paris et de le munir d'une lettre pour S. M. et d'une pour Mr le Comte de Vergennes [1]. Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien avoir la bonté d'en prévenir Mr de Vergennes et de le sonder, si ma lettre au Roi seroit acceptée avec ma signature ordinaire, ou si il croit pouvoir recevoir celle que je lui adressois, quand même il ne pourroit pas recevoir celle au Roi, ou enfin si il préfère de ne point recevoir de lettre et de recevoir le Comte de Heiden sur votre présentation sans lettre de ma part. Je vous prie de vouloir bien communiquer ceci à Mr Brantzen et de vous concerter avec lui sur cette démarche, et c'est avec une parfaite considération que je suis.

Monsieur . . . .

G. PR. D'ORANGE.

[1]) Voyez sur cette mission les Ned. Jbb. 1785, p. 85 et 403 sqq.

LETTRE MXII^{b}.

Copie de la missive du prince d'Orange à M. Brantzen à Paris.

—

Hage, den 18 January 1783.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik hebbe noodigh geacht om alle quaede impressien, die aen den Koning van Vrankrijk en zijn Ministerie ten mijnen opzichte gegeeven zijn, is het doenlijk, op te heffen, den Heer Graeve van Heiden tot Reinestein, mijn Kamerheer, na Parijs te zenden en hem te munieeren met eene Missive aen Zijne Aller Christelijkste Majesteit en van eene aen den Heere Graeve de Vergennes om van dezelve pro re nata gebruik te maeken. Mijn doelwit is om alle idées van Anglomanie, die men mij attribueert, uit te wisschen, en ik hoope te toonen, zoo de oorlog duurt, dat ik niets minder dan met Anglomanie bezielt ben en dat ik niets meer wenschen dan blijken te geeven van mijn ijver voor 's Lants welzijn en om deszelfs wapenen te gebruiken op de best moogelijke wijze tot bescherming van het Lant, tot protectie der commercierende ingezetenen en tot afbreuk van den vijant. U.W.E.G. zal zekerlijk zien mijne missive aan den heer Van Berkenrode. Ik hoope dat deze démarche wel mag uitvallen, en verzoeke U.W.E.G. bij gelegenheid dezelve te appuyeeren. Voor het overige blijve met achting, ...

W. PR. VAN ORANJE.

LETTRE MXIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Visite de l'Ambassadeur Français.

—

18 January 1783.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

De Heer Ambassadeur van Vrankrijk, heede alhier gereverteert zijnde, heeft mij zoo eeven met een visite vereert. Volgens hetgeen Z. Exc. mij heeft gezegt, zoude het tijdstip der generale Vreede zeer naabij zijn, en hij schijnt te verlangen, zooals ik al zedert een geruime tijd heb voorzien, dat onze Ministers Pleinipotentiarissen met een ruimer last op het point der vrije zee werde voorzien. Z. Exc. verzeekert mij van de restitutie van Trincolomale, als een poinct waarop volkoome Staat kan werde gemaakt en waarop van wegens zijn Hoff bij dat van Engeland op het sterkste werd geïnsteert. 'T is mij voorgekoome dat gem. Hr Ambassadeur op zijn route te Dordregt is aangeweest en zijne thans zeer pacifique Sentimenten aan den Minister van die Stad heeft geinspireert. Z. Exc. mij niets ministeriellement voordragende, heb ik hem gezegt, dat mij voor alsnog en zoolang wij geen directe tijding hebben van onze plenipotentiarissen, niet mogelijk was om op de Staetsdeliberatien te anticipeeren of die voor aanstaande Vrijdag te vervroegen....

P. VAN BLEISWIJK.

MXIV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire[1]*. Lettres du roi de Prusse au prince et à la princesse d'Orange.*

—

's Hage, den 20 January 1788.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik zende U.W.E.G. hierneevens de missive, die ik van den Koning van Pruyssen eergisteren ontvangen hebben [2]) en voege daerbij de copye van de missive, die de Princesse aen zijne Pruissische Majesteit geschreeven heeft den 6n January, die toen per expresse afgezonden is, met het antwoort dat zij bekomen heeft [3]). U.W.E.G. heeft in der tijd gezien de missive, die ik bij die gelegenheit aen den Koning van Pruyssen gezonden hebbe. De Heer van Thulemeyer zal heeden eene memorie aen H. H. Mog. presenteeren en heeft order bekomen om dezelve, zoo als hij ze ontvangen heeft, te præsenteeren, zonder eenige veranderinge, en hadde mij versogt om, vóór dat hij bij U.W.E.G. quam, U.W.E.G. daervan niet te prevenieeren; derhalven verzoeke ik U.W.E.G. niet te laeten blijken dat hiervan door mij is geïnformeert of dat U.W.E.G de bovengemelde missives gezien heeft....

W. PRINS VAN ORANJE.

1) *Autographe du prince.*

2) *Voyez le numéro 110.*

3) *Voyez le numéro 1014a.*

LETTRE MXIVa.

Le roi de Prusse à la princesse d'Orange [1]. *Réponse Même sujet.*

—

Ce 12 Janv. 1782.

Ma tres chève Niece.

J'a prévu depuis longtemps, ma chère enfant, la scène qui maintenant s'apprête contre vous, et c'était pour éviter cette catastrophe facheuse que je vous ai toujours conseillé de la modération et de ne vous point opposer directement aux mesures des Etats-Généraux, surtout à ceux que la province de Hollande voudraient mettre en exécution. Je ne pense plus à ce qu'on aurait dû faire, mais comment il vous convient d'agir à présent. J'approuve beaucoup l'idée du Pr. d'Orange d'envoyer quelqu'un à Paris pour traiter avec le Ministre de Versailles, mais qu'il en presse le départ, et en conséquence j'ai écrit à Goltze à Paris de l'assister de tout son pouvoir. J'ai ajouté quelque représentation qu'il fera à Monsieur de Vergennes pour essayer de lui inspirer plus de modération et surtout que le chargé d'affaires Français chez vous agisse avec moins de fougue et d'animosité. Outre cela j'ai enjoint à Mr Thulemeyer de donner un mémoire aux Etats, où j'employe tous les moyens pour calmer les esprits qui sont à ma porteé. Veuille le ciel, ma chère enfant, que tout ceci se passe saus effusion de sang et sans qu'on en vient aux partis violents. Vous vous perdriez, et votre République de même.

. . . .

FÉDÉRIC.

[1] *En orthographe moderne.*

LETTRE MXV.

Le prince d'Orange au roi Prusse[1]). *Mission du chambellan du prince à Paris.*

—

La Haye, ce 20 Janvier 1783.

Sire.

Je suis pénétré de la plus vive gratitude pour les marques de bienviellance que V. M. a bien voulu me donner. Je reconnois qu'après Dieu je devrai tout à V. M. et j'espère que l'appuy qu'Elle veut bien prêter à la défense de mes justes droits, tant en France qu'ici, sera couronné du plus grand succès. Je compte faire partir dès demain le Comte de Heyden, mon chambellan, pour Paris, afin de donner ouverture de mes sentimens au Roi de France et à son Minnistère, si S. M. très chrétienne daigne recevoir la lettre que j'ai pris liberté de lui écrire. Mon but est surtout de prouver que je n'a point d'attachement pour l'Angleterre et que je n'en ai ni n'en aurai jamais que pour les intérêts de la République des Province-Unies, ma Patrie et que j'ai l'honneur de servir.

J'ose espérer que V. M. voudra bien être convaincue dn désir sincère que j'ai de trouver quelque occasion de témoigner ma reconnoissance à V. M. pour toutes ses bontés....

G. PRINCE D'ORANGE.

1) *Minute autographe du prince.*

MXVI.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. L'influence des rapports de M. Brantzen.

—

Le 21 Janvier 1783.

J'avois bien prévu, Monsieur le Comte, l'impression que feroit en Hollande la réponse de S. M. Britannique aux propositions de la République et j'ai reconnu en arrivant ici, qu'elle y a excité une indignation générale, que les partisans même du Ministère Anglois ont été forcé de désapprouver. Les nouveaux témoignages de la protection du Roi, dont Monsieur de Brantsen a présenté le developpement le plus intéressant, ont inspiré en même tems une confiance sans bornes dans la généreuse bienveillance de S. M. Je vais m'occuper, Monsieur, à augmenter ce sentement, en tachant cependant, que les espérances qu'il faut naître se concilient avec les déterminations que la sagesse du Roi pourra adopter dans les circonstances présentes. C'est sous ce double point de vue que je dirigerai tous mes entretiens.

Les Etats d'Hollande ne doivent se réunir que — [1]. Je n'ai pu voir encore que quelques uns des principaux patriotes. Il me paroissent ne se faire aucune illusion sur les dédommagemens que l'injuste agression de l'Angletterre, avouée par ses Ministres, sembloit les autoriser à réclamer. Mais ils continuent en appercevoir un intérêt commun de la France et la République dans les deux autres propositions, exposées par leurs Plénipotentiaires, et à se flatter que S. M., avant de consentir à la pacification générale, déterminera une sanction expresse des principes fondamentaux de

[1]) *En blanc.*

la liberté des mers et ne permettra pas que la Puissanee Britannique s'enrichisse des dépouilles de la compagnie Hollandoise, et surtout qu'elle conserve une possession aussi essentielle que Trinconomale, qui en tems de paix lui faciliteroit la conquête des plus précieuses épiceries et en tems de guerre lui assureroit une suprématie entière sur la presqu'isle de l'Inde. Je leur ai témoigné, Monsieur le comte, que S. M. avoit daigné ne négliger aucun des bons offices qui lui avoient semblé les plus propres à ramener le Ministère Anglois sur ces deux points et qu'elle en attendoit l'effet, lorsque je suis parti de Versailles, mais je leur ai fait sentir, comme de moi-même, qu'il convenoit quelquefois de faire des sacrifices au rétablissement de la tranquilité publique et qu'il est prudent surtout de ne pas attacher une importance, qui pourroit devenir illusoire, à des mots que les circonstances ultérieures rendroient quelquefois insignifiantes. Ils m'ont répondu qu'ils avoient fait une si cruelle expérience de la mauvaise foi de S. M. Britannique, qu'ils avoient peine à donner une juste valeur aux termes dont elle convenoit et que la jouissance de la liberté de la navigation ne leur paroissoit pouvoir être solidemment établi que sur la protection constante de S. M. et leur vigilance à maintenir dans la suite les forces navales de la République sur un pied respectable. Ils m'ont ajouté qu'ils pensent même qu'il conviendroit de ne pas se rendre difficile sur les termes du traité à cet égard, pourvu que S. M. daignât garantir aux Etats-Généraux, soit ouvertement, soit secrètement, jusqu'à la conclusion des négociations définitives, l'exercice des droits qui résultent des principes constitutifs de la neutralité.

Ils m'ont prié de vous développer, Monsr le Comte, leur sentiment relativement à cet important objet et

en même temps l'espérance qu'ils ont que le Roi voudra bien ne jamais faire au renouvellement de la paix générale le sacrifice de Trinconomale, dont la conservation ne semble pas moins essentielle aux intérêts de S. M. dans les Indes qu' à ceux même de la République. Je me suis entretenu ensuite avec Mr le Conseiller-Pensionnaire, qui m'a tenu à peu près le même language et qui m'a semblé avoir reçu des notions particulières et confidentielles de Monsieur Brantsen, que vous voudrez bien, Monsieur le Comte, paroître ignorer. Je l'ai engagé à prendre les mesures les plus convenables pour accélérer la délibération que la nouvelle réponse, attendue à chaque instant de l'Angleterre, pouroit nécessiter, et il est déjà empressé de faire ensorte que les Députés des principales villes arrivassent ici après-demain avec les pouvoirs les plus étendus de leur commettants, et il m'a bien promis de déterminer la plus grande célérité dans les résolutions.

LETTRE MXVII.

L'envoyé Brantsen au prince d'Orange. Réponse à la lettre du 18 Janvier.

—

Parijs, den 23 January 1783.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik hebbe mij gisteren avond vereerd gevonden met U. D. Hds. zeer gerespecteerde missive van den 18n dezer, door de Hoffourier Terrason aan mij overgebragt, en kort daaraan heb ik meede van den Heer van Berkenroode communicatie ontfangen van die,

welke U. D. H. aan hem heeft gelieven te schrijven.

Gelijk ik altijd overeenkomstig mijne verpligting genegen en gedisponeerd ben U. D. H. blijken te geeven van mijn eerbied voor Hoogstdeszelfs persoon en illustre Huys en meede te werken tot al 't geen zou kunnen effaceren de verkeerde impressien, die men over de wijze van denken van U. D. H. zou kunnen hebben opgevat, waartoe ik meer dan eenmaal gepaste insinuatien heb gedaan, zoo zal ik ook gaarne, voor zooveel in mijn gering vermogen is, de Heer Graaf van Heyden nuttig zoeken te zijn in 't geen U. D. H. hem heeft gelieven te demanderen.

Ik kan egter U. D. H. niet verbergen dat ik, na herdenking van 't geen ik meen te weeten dat al ten tijde van de bezending van de Heer Larrey hier gegebeurd is, zeer bekommerd ben dat de acceptatie van de brieven, met uwe Hoogh[e]. gewoone onderteekening onderschreeven, althans nu, zwarigheid zal lijden. Ik geloove ook dat, zoo uit hoofde van 't personeel aanzien van U. D. H. als de eminente charges welke Hoogstdezelve in de Republicq bekleed, met alle omzigtigheid behoord geëviteerd te worden al 't geen men zou kunnen opnemen voor een soort van justificatie, die tegensover eene vreemde Mogendheid voor humiliant zou kunnen worden gehouden; dan dit is 't geen ik vertrouwe dat de Heer van Heyden door zijne prudentie en goed overleg zal weeten t'ontwijken, kunnende ik ondertusschen U. D. H. met die openhartigheid, welke mijn attachement voor Hoogstdezelve vorderd, wel verzekeren dat ik meermalen van ter zijde heb ontdekt, dat de werkeloosheid, waarover men heeft geklaagd, en de tardive operatien in de Républicq, nooyt zoo zeer aan U. D. H. of aan Hoogstdesselfs wijze van denken heeft geattribueerd als wel aan diegeen, welke men onderstelde dat de

Hr van Heyden gehouden word één van de eerste dierzelver te zijn.

Ik zal gemelde Heer rondborstig daarvan prævenieren, ten eynde zijn mesures daarna in te rigten, en wensche voor 't overige met al mijn hart dat de te ondernemene demarches wel zullen mogen uitvallen. De verandering in den staat der publicque zaaken, door de verhaaste tekening der præliminaire veroorzaakt, is daaraan egter na mijn opinie minder voordelig dan de continuatie van den oorlog zou zijn geweest, terwijl een betooning van het standvastig voornemen van U. D. H. om dezelve met alle vigeur voort te zetten, dit Hof zou hebben gerassureerd, en door een verkrijging van sekerheid, dat men van onze kant haar zoude souteneren, de vorige denkbeelden zig gemakkelijker zouden hebben doen uytwisschen.

Ik hebbe de eer mij in de hooge protectie van Uwe D. Hd aan te bevelen en met de diepste eerbied en veneratie te zijn ....

G. BRANTSEN.

MXVIII.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Missive du roi de Prusse aux Etats de Hollande.

Hage, den 27 January 1783.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik heb de eer hiernevens aan U. Hd toe te zenden de Missive van Z. M. den Koning van Pruissen in 't hoogduitsch .... Deeze missive zal niet nalaten vrij wat embaras aan sommige luiden te geeven ....

H. FAGEL.

LETTRE MXVIII[a].

Copie de la missive du roi de Prusse[1]).

—

Berlin, den 13ten Januar 1783.

An die Staaten von Holland und West Frieszland Von Gottes Gnaden Friedrich König von Preuszen etc. Unsere Freundschaft und was wir sonst mehr liebes und gutes vermögen zuvor. Edel groszmögende Herren, besonders liebe Freunde und Nachbaren.

Dieselbe haben gut gefunden unterm 28 Dezember abgewichenen Jahres ein Schreiben an uns zu erlassen, darin sie über Unsere Clevische Regierung Beschwerde führen, dasz selbige gewisze aus dem Haag entwichene und eines Aufruhrs beschuldigte Personen, genannt Vermeulen, auf Ihre Requisition nicht ausliefern noch arretiren wollen und von uns verlangen, dasz wir solches misbilligen, für künftige Fälle die prompte Auslieferung von dortigen Flüchtlingen verfügen und ach die genannte Personen, wenn sie sich in Unsere Staaten annoch antreffen lassen solten, arretiren und ausliefern lassen möchten. Letzteres ist nicht wohl möglich, da gedachte Leute, wie Ew. Edelgroszmögende Sebst anführen, Unsere Lande längst verlassen und nicht ausfindig zu machen seyn würden. Wir sehen nicht ab, wie der Clevischen Regierung etwas zur Last zu legen sey, da sie ohne Unsern besondern Befehl keine Arretirung verfügen können; die Herren ihr auch keine nur einigermassen bescheinigte Ursache der Verfolgung mehr erwehnter Leute anführen lassen;

[1]) *Voyez le n⁰. 1004. Cf. la traduction dans les Ned. Jbb. p. 177.*

wozu noch kommt, dasz, wie wir äusserlich vernehmen und auch selbst aus Ihrem schreiben urtheilen, dieselbe noch keines Verbrechens überfühert, sondern nur beargwohnt seyn sollen. Man pflegt in dergleichen ungewissen und zweifelhaften Fällen im dortigen Staat nicht sehr willfährig zu seyn, fremde Flüchtlinge ausliefern.

Bei diesen so besoudern Umständen wird Uns der Billigkeit nach nicht verdacht werden können, wenn Wir für diesesmal Euer Edelgroszmögenden kein Gnüge leisten, vielmehr einiges Befremden bezeugen müssen, dasz ein so ausserordentliches Verfahren und selbst das schreiben an Uns, wie Uns von guter Hand versichert worden, nicht von den Vereinigten Staaten von Holland und West Frieszland, sondern nur von einen Theil derselben mit Widerspruch eines anderen ansehulichen Theils veranlasset worden. Wir können Uns also Muthmassung nicht verwehren, dasz bei allen diesen unerwarteten Vorgängen ein schadlicher Miszverstand obwalte und dasz die betrübte Uneinigheit und innerliche Gährung Antheil daran habe, über welche Unser im Haag stehender Gesandter Von Thulemeier verschiedenen ansehnlichen Gliedern der dortigen Republik Unser Leidwesen und Unsere Gesinnungen bereits vorhin geäussert and jetzo noch umständlicher den Vereinigten Staate eröfnen wird.

Unter diesen höchstwahrscheinlichen Voraussetzungen ergreifen wir diese Gelegenheit Euer Edelgroszmögenden inständig und angelegentlichst zu ersuchen und zu ermahnen, dasz sie nicht durch jeden an sich nicht unwahrscheinlichen Argwohn und durch Eingebungen von Unruhigen, hitzigen und ehrsüchtigen Leuten, vermögen lassen übereilte Schritte zu thun und solche Veränderungen besonders in der dortigen Staatsverfassung vorzunehmen, welche nicht anders

als die gefährlichsten Folgen für die ganze Republik haben können, sondern dasz Sie Sich vielmehr angelegen sein lassen eine jede hervorkeimende Neuerung und Unruhe zu unterdrücken, die so viele Jahrhunderte und so glüclich bestandene Regierungsform in allen stücken zu conserviren, alle diejenige die daran Anthiel haben in dem ruhigen Besitz Ihrer Vorrechte zu erhalten und dadurch die bei jetzigen so kritischen Umständen mehr als jemals nötige Einigheit aller Glieder Ihres Staats zu befördern und die so gefährliche Zwietracht zu entfernen. Wir hoffen dasz Ew. Edelgroszmögende diese unsre Ausserungen als einen aufrichtigen und wohlgemeinten Rath eines wahren Freundes Ihres Staats annehmen und sich versichert halten werden dasz wir an der Erhaltung desselben in seiner gegenwärtigen glücklichen Verfassing den wesentlichsten Anthiel nehmen, und dasz deren Veränderung uns nicht gleichgültig seyn würde. In Solchen Gesinnungen verbleiben wir, ...

LETTRE MXIX.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Le stadhouder et les Anglomanes.

Le 28 Janvier 1783.

Vous vous attendez certainement, Monsieur le Comte, à tous les efforts des Anglomanes pour altérer dans cette circonstance la confiance générale que le système du Roy a inspirée jusqu'ici à la nation. Les citoyens pervers et corrompus ne négligent aucun moyen de présenter leur principe dangereux à l'égard de leur patrie sous le jour le plus faux, et ils espèrent justifier ainsi les vues désastruenses pour la République, qu'ils

n'ont pas craint de lui exposer comme les seules conformes à ses vrais intérêts. Je suis de plus en plus fondé à penser que Monsieur le Stadhouder, qui n'a cessé d'être leur chef secret ou declaré, suivant les occasions, que lorsqu'il a été contenu par les patriotes [1]), favorise sourdement encore, mais de tout son pouvoir et avec la plus vive satisfaction, leurs menées pernicieuses. Il est fort à craindre, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le mander, qu'ils n'entrainent les esprits foibles et les caractères timides, qui dans toutes les sociétés humaines, et notamment dans cette République, forment le plus grand nombre. Il est certain que si les Anglomanes reprennent ainsi la supériorité d'influence qu'ils ont perdue, la ruine totale des Provinces-Unies seroit la suite nécessaire de leur funeste triomphe, qu'elles retomberoient sous le joug tirannique de S. M. Britannique et redeviendroient en quelque sorte un domaine de la Grande Bretagne. Les bien intentionnés sont intimement convaincus de cette triste vérité et sont pénétrés de l'importance de préserver leur patrie du malheur qui la menace. La nouvelle de la signature des préliminaires les a consternés, parce qu'ils sont livrés à une confiance sans bornes dans les effets de la protection du Roi, et se sont persuadés, quoique l'inactivité de la République ait dû augmenter à leur égard la résistance de l'ennemi commun dans les négociations pacifiques, que cependant l'intervention puissante et généreuse de S. M. leur procureroit une satisfaction complète, et les dépêches de leur Ministre, continuellement remplies des nouvelles assurances de la constante bienveillance du Roi, avoient entretenu et justifié jusqu'à ce jour leur espérance, de manière qu'ils ont été saisis du plus grand éton-

[1]) Evidemment le copiste a sauté quelques mots ou mutilé le sens par mégarde.

nement, lorsqu'ils ont appris que les articles préliminaires avoient été arrêtés entre la France, l'Espagne, l'Amérique et l'Angleterre, avant que la République ait pu aussi convenir des siens, mais s'ils sont profondement affligés, ils ne sont pas ébranlés dans leur systéme essentiel de soustraire pour jamais leur Païs au joug de la Grande Bretagne. Ils redoutent seulement les menées, les intrigues et les moyens de leurs adversaires. Ils se défient de leur crédit sur le plus grand nombre et entre autres de leur impuissance, si S. M. ne daigne pas les secourir par des témoignages ultérieurs de protection, qu'ils m'ont prié de réclamer. Ils m'ont de nouveau conjuré de les vouloir [assurer] de la bonté du Roi, avec la plus vive instance. Sans leur donner aucune espérance certaine à cet égard, je continue à les entretenir, Monsieur le Comte, dans la confiance la plus juste en l'affection de S. M. Je les encourage par le souvenir des preuves signalées qu'ils ont reçu de sa bienveillance. Je leur expose que dans cette circonstance Elle fait pour leur intérêt tout ce qu'ils auroient fait et beaucoup plus qu'ils n'auroient pu faire eux-mêmes; que cest Vous, Monsieur le Comte, qui avez bien voulu vous charger d'être leur défenseur et qui avez arraché aux Anglois la fin (?) des plus précieux établissemens de la République; qu'il ist inoui jusqu'à présent qu'une puissance ait recouvré à la pacification générale autant de possessions perdues, sans avoir le moindre objet de compensation à offrir; qu'ainsi la coclusion de la paix assurée par un sacrifice peu important en lui-même, et surtout s'il est comparé à l'étendue de leurs pertes, doit être regardé par eux comme un nouveau bienfait de S. M. Vous ne devez pas être étonné, Monsieur le Comte, que cette manière d'envisager leur situation ne soit pas encore beaucoup goûtée dans les premiers moments, mais j'espère qu'elle

l'emportera sur toutes les autres. L'adhésion à l'armistice sera arrêtée aujourd'hui en Hollande, ainsi que je vous en ai prévenu, et je ne doute pas qu'elle ne soit confirmée demain par les Etats-Généraux; la délibération sur l'ultinatum de S. M. Britannique aura lieu d'abord après. Quelques Membres de la Compagnie des Indes ayant fort exagéré l'importance de Negapatnam, la cession de cet établissement paroit généralement à tous les membres une conditon dure. Cependant la pluspart me semble ne pas hésiter à en reconnoître la nécessité, mais après avoir sérieusement médité sur les articles préliminaires qui leur sont proposés, ils sont très effrayés de la clause qui accompagne cette [....] et qui contient l'engagement de ne point gêner la navigation des sujets Brittanniques dans les mers orientales. Ils craignent qu'il ne suive de cette concession une permission illicite et notamment dans les Isles Moluques. Je leur ai fait sentir qu'il me sembloit qu'elle ne pouvoit pas avoir cette extension et que cette énonciation vague ne me paroissoit rien changer à l'état où étoient les choses à cet égard avant la guerre, mais ils m'ont représenté que les Anglois étoient habituées à abuser des mots et qu'ils trouvent bien important de ne rien arrêter avec eux, qui ne fut trés précis et très clair. Il me semble en effet, Monsieur le Comte, que cette clause a besoin d'élucidation et qu'il seroit nécessaire de prendre des mesures pour que S. M. Britannique ne lui donne pas une interprétation nuisible aux intérêts de la République et à ceux de toutes les nations commerçantes dans l'Inde. Plus ils attachent de conséquence à l'éclaircissement de ce point lorsque leurs appréhensions à cet égard seront dissipées, la cession de Nagapatnam s'adoucira à leurs yeux.

LETTRE MXX.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Les intentions du gouvernement Français.

—

February 1783.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Uit een conversatie, die ik deze middag met de Heer Ambassadeur van Vrankrijk heb gehad, moet ik opmaaken dat er een Courier van Onze Ministers te Parijs op weg is en alle moment alhier staat aan te koomen. Volgens hetgeen Z. Exc. mij voorloopig heeft gezegt, is aan die Heeren door de Heer Grave de Vergennes de sterkste Verzeekering gegeeven, zoo als ook door gem. Heer Ambassadeur aan mij, dog niet ministeriellement, gegeven is, dat het definitif tractaat van vrede niet zal gesloten werden buiten concurentie van de Republicq, dat men geneegen is om de Republicq op het poinct van Negaptnam te appuieren, zoo zulks door het een of ander equivalent van minder belang te vinden mogt zijn en dat, met opzigt tot het artikel der vrije navigatie en de regten van de neutrale vlag, men bereid was een tractaat van Commercie met de Republicq aan te gaan, waarbij die regten in het generaal en dus ook vis à vis van Engeland geconstateert en gegarandeert zoude werden.

Ik verlang met ongeduld naa de depêche van Onze Ministers . . . .

P. V. BLEISWIJK.

LETTRE MXXI.

Le duc de la Vauguyon au comté de Vergennes. Même sujet. La position du stadhouder.

—

Le 4 fevrier 1783.

.... Je me suis occupé sans relâche, depuis mon retour ici, à préparer le consentement au sacrifice que les circonstances rendent nécessaires, sans altérer la juste confiance dans la protection bienfaisante du Roi, et je me suis empressé de profiter des nouveaux moyens, que vous voulez bien me procurer, de remplir cet important objet. L'assurance que j'ai donnée à Monsieur le Conseiller-Pensionnaire et aux principaux patriotes que S. M. [ne] consentiroit à la signature du traité définitif entre la France et la Grande Bretagne que conjointement avec celui des Etats-Généraux, a produit l'impression la plus désirable. La continuation des généreux efforts que le Roi daigne faire pour engager les Ministres Anglois à se montrer plus complaisans avec la République, m'a paru exciter la plus vive reconnoisance, ainsi que la disposition dans laquelle j'ai tèmoigné que S. M. voudroit bien être de se prêter à un établissement réciproque des droits résultants des principes antiques de la libre navigation. Je me suis borné, Monsieur le Comte, à faire ces insinuations aux bien intentionnés et je me suis interdit, ainsi que vous me le prescrivez, toute communication ministérielle. Les Anglomanes semblent redoubler d'activité dans cette circonstance et il n'est aucun moyen qu'ils n'employnent pour parvenir à leur fin désastreuse. Monsieur le Stadhouder, bien loin de leur en imposer, les soutient secrettement. Je me suis flatté quelquefois qu'il seroit possible de le ramener,

mais quelles que puissent être ses protestations, je ne puis m'empêcher maintenant de le croire incorrigible et de penser que jamais il ne se vouera sincèrement aux intérêts essentiels des Provinces-Unies. Il déguisera, sans doute, dans ce moment ses mauvaises intentions, dans l'espérance d'obtenir le témoignage de bienveillance de S. M., mais il ne renoncera pas au penchant qui le porte à unir invariablement la République et l'Angleterre, et il est plus qu'aparent qu'il ne se serviroit des preuves de bonté qu'il pourroit recevoir de S. M., que pour faire craindre aux patriotes que S. M. ne les désapprouve et ne soit disposée à lui accorder même quelqu'appuy contr'eux. C'est ainsi qu'il parviendroit à les décréditer entièrement et ce grand but une fois rempli, les ressources immenses que lui offre la distribution des graces lui assureroit la prépondérance sur la nation et la facilité de l'entraîner à son gré. Tel seroit, Monsieur le Comte, l'effet très probable de la moindre condescendance en sa faveur. Je ne saurois donc qu'insister auprès de vous, pour que vous veuillez bien accueillir avec beaucoup de froideur les assurances que son chambellan s'empressera de vous offrir, vous borner à exposer généralement les voeux du Roi pour l'union de la République sans éloge niblâme des mesures des patriotes, et lui témoigner que ce n'est absolument que par sa conduite droite que Monsieur le Stadhouder pourra inspirer une opinion avantageuse de lui à S. M. Ce développement, très conforme à tous ceux dont vous m'avez chargé, en me laissant en mesure de le traîter dans la suite d'une façon plus satisfaisante, s'il le mérite, ne vous exposera, ni au regret de lui avoir fourni les moyens d'abuser des bontés du Roi, ni à l'inconvénient d'inspirer aux bons citoyens la crainte d'avoir déplu à S. M., ni à celui d'exciter leur énergie par une approbation déplacée.

Ce ton d'impartialité absolue me paroit convenir d'autant mieux, qu'il ne me semble pas à craindre maintenant que les dissentions de la République se prolongent, et qu'il est très apparent que le rétablissement de la paix générale amènera nécessairement celui de la tranquilité intérieure. Jamais les patriotes n'ont eu le dessein qu'on leur suppose de dépouiller Monsieur le Stadhouder de ses prérogatives; sans se permettre de rien entreprendre contre ses droits réels, ils sont rentrés dans la jouissance de quelques avantages que la constitution leur donne, qu'il avoit successivement usurpés et qui lui procuroient une prépondérance dont il faisoit un très mauvais usage. Ils ont ainsi essayé de la borner. Ils croyent y avoir réussi et je suis très convaincu qu'ils n'iront pas plus loin et qu'ils ne pensent nullement à lui enlever ni le commandement de l'armée ni la direction de la flotte. Peut-être bien voudront ils fixer d'une façon durable la jurisdiction du haut conseil de guerre, conseil dont l'existence n'a jamais été legalement reconnue, mais il me semble que ce sera là le terme de leur effort. Les circonstances présentes ne fournissent plus d'ocasion à des agitations nouvelles, le calme se rétablira naturellement et il résultera seulement de ce qui s'est passé, que Monsieur le Prince ne pourra recouvrer dans la suite son crédit et sa considération qu'en prouvant par une conduite soutenue qu'il a entièrement renoncé au système qui tend à rendre la République dépendante de l'Angleterre. Je ne crains pas de me tromper en prévoyant que telle sera la situation de la République, si dans ce moment nous refusons également à exciter par nos approbations les patriotes et à accorder à Monsieur le Stadhouder une indulgence non encore méritée de sa part, tandis que, si nous paroissons le moins du monde disposés à le favoriser, nous lui don-

nerions la facilité de reprendre une autorité que très apparemment il employroit d'une façon nuisible et très propre à renouveller des mouvemens, que seroint appaisés d'eux mêmes . . . .

LETTRE MXXI[a].

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Suite de la dépêche du 4 février.

—

J'ai déjà eu l'honneur de vous annoncer, Monsieur le Comte, que les citoyens les mieux instruits commencent à sentir l'inutilité d'exiger de l'Angleterre une reconnoissance formelle des principes de la liberté des mers et qu'ils sont même très disposés à faire en sorte que cet objet ne fût pas traité dans la réconciliation ultérieure. Ils sont entièrement confirmés dans cette opinion par l'espérance certaine que S. M. et tous les puissances commerçantes ne se refuseront pas à la garantie de la libre navigation; ainsi sans croire pouvoir répondre que les nouvelles instructions, qui seront adressées à Mons[r] de Brantzen, l'autoriseront à adopter sur ce point les termes les plus généraux, pourvu qu'ils ne soyent nullement déragotoires à l'intégrité du système dans lequel la République a un grand intérêt de persister. Quant à la cession de Negapatnam, les Directeurs de la Compagnie exagèrent de plus en plus son importance. Je crois en effet que cet établissement entre les mains Anglois pourroit devenir très nuisible à celui de Ceylon par sa grande proximité, et il seroit bien à désirer que les généreux efforts de S. M. en faveur de la République pussent déterminer encore le Ministre Britannique à y renoncer. Dans le cas où il seroit impossible de s'en flatter, les principaux Membres des Etats de Hollande s'occu-

pent à chercher un équivalent qui puisse être offert et accepté dès qu'ils seront informés de l'intention qu'aura témoigné S. M. Britannique ou de sa résistance invariable et qu'ils seront entièrement rassurés sur l'extension de la clause, qui accompagne la demande de Negapatnam dans les articles préliminaires, dont la copie leur a été envoyée; ils rédigeront l'instruction de Mr de Brandsen sur ce second point, ainsi que sur celui du dédommagement. Dès qu'elle aura été arrêtée et convenue entre eux, elle sera d'abord proposée à l'assemblée des Etats et il n'y aucun doute qu'ils ne l'adoptent sans difficulté et qu'elle ne soit de même confirmée par les Etats-Généraux Hollandois. Je prévois donc Mr le Comte, que la conclusion de la paix de la République n'éprouvera pas maintenant de longs délais. Je ne négligerai rien pour l'accélérer et pour continuer à augmenter la confiance dans la protection ultérieure de S. M.

P. S. Je ne manquerai pas, Monsieur le Comte, de demander à Monsieur le Conseiller-Pensionnaire les renseignemens que vous me paroissés désirer par votre dépêche, mais je crois pouvoir vous assurer que les notions, qui vous ont été transmises à cet égard, sont destitués de tout fondement.

LETTRE MXXII.

Le duc de la Vauguyon au Comte de Vergennes. Une brochure diffamante [1]).

—

Le 7 Février.

.... Je terminai celle-si, Monsieur le Comte, lorsqu'on est venu m'apporter la platte et misérable brochure, que j'ai l'honneur de vous envoyer et quoi

[1]) Voyez les numéros suivants.

qu'on m'assure devoir être distribuée hier à La Haye. Elle renouvelle, sous une autre forme, l'impertinente scène qui a eu lieu sur le théâtre de cette ville le 6 du mois de Décembre dernier et que vous aviés eu grande raison de condamner au mépris. Vous avez été informé alors par Monsieur de Bérenger, que Mr le Prince-Stadhouder avoit fait chanter chez lui par l'auteur de cette inepte rapsodie les couplets qui le furent ensuite publiquement sur Mr de Grasse [1]) et sur les batteries flottantes. Il y avait lieu de croire que Monsieur le Prince, honteux de son inconvenable indiscrétion, se seroit empressé d'en [réprimend]er l'imbécile, qui a mis son nom à ces sottises, mais il paroit qu'il ne lui en a témoigné aucun ressentiment, puisqu'il vient de les faire imprimer et de les lui dédier, et que [si] ce n'est pas à son instigation qu'il a renouvellé cette plattitude, il a au moins été bien assuré qu'elle ne lui déplairoit pas. J'attendrai vos ordres, Monsr le Comte, sans me permettre de les prévenir. J'aurai seulement l'honneur de vous remarque sous quelquer point de vue qu'on envisage ce nouvel — [2]), il me paroit très propre à déterminer le dégré de confiance qu'il est possible d'accorder à la conduite ultérieure de Monsieur le Stadhouder ....

LETTRE MXXIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire [3]). *Même sujet.*

's Hage, den 10e Februari 1783.

WelEdelGestrengeHeer.

Ik hebbe met leedweezen vernoomen dat de Heer Ambassadeur van Vrankrijk zeer hoog opneemt het

[1]) Le comte François de Grasse, battu et pris par l'amiral Lodney, reçut un bon accueil en Angleterre, où l'on voulait, à ce qu'on dit, se moquer de lui et de son impéritie.

[2]) *En blanc.* [3]) *Autographe du prince.*

drukken van de werken van zekeren Hadoux [1]. Dezelve zijn mij niet opgedragen, zoo als gedebiteerd is, alleen bevind er zich in, onderanderen, een nieuwjaers wensch, door dien persoon aen mij gedaen, en een zoort van opdracht aen de Princesse van het stuk: Le dragon vert. De Hr Ambassadeur zoude misschien hebben kunnen voorkomen, zoo hij aen U.W.E.G. bij zijne terugkomst betuigt hadde gaerne te zien, dat het drukken van de absurditeiten wierde geinterdiceert, waerdoor veele onaengenaemheden uit den weg zouden zijn geruimt, doch hoezeer zijne Exc. zulks nagelaeten heeft, koomt mij voor dat het thans best zoude zijn, dat U.W.E.G. aen Heeren Gecommitteerde Raeden voordroeg om het verder debiteeren van dit werk tegen te gaen en den autheur te interdiceeren om wederom diergelijke absurditeiten uit te geeven of te laeten drukken, met eene reprimande daerover dat hij uitgegeeven heeft vaersen aenstootelijk voor Mogendheeden, met welke den Staat in Vriendschap is. Ik denke dat het te wenschen was dat zulks konde geschieden vóór dat de klachten inquaemen, wijl dezelve daardoor ten grooten deele verijdelt zijn zouden ....

W. PRINS VAN ORANJE.

[1]) Le maitre de danse Hadoux avait publié e. a. une comédie en prose „Le dragon vert," „ornée," comme il ajoutoit au titre, „de quelques ariettes et chansons." Ce sont ces chansons qui avaient donné offense à l'ambassadeur. Bien qu'on ne comprît pas qu'il en prit ombrage on en interdit la publication. Voyez Knuttel, Verboden Boeken, i. v.

LETTRE MXXIV.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Entretiens importants.

—

Le 21 février 1783.

Je viens aujourd'hui Monsieur, vous rendre compte de l'entretien important que j'ai eu l'honneur de vous annoncer par ma précédente dépêche. Un des principaux Patriotes [1]), celui de tous qui a le plus de crédit parmi eux et qui a le plus excité ma confiance, parce qu'il m'a offert en toute occasion des marques certaines de loyauté, est venu me trouver dernièrement et m'a témoigné son empresssement de me confier la visite qu'il avoit reçu d'un Membre de l'Etat [2]) qu'il croit honête, qui est fort attaché aux intérêts de Mr le Prince-Stadhouder. La conversation s'est engagée naturellement entre eux sur les affaires présentes. L'un a commencé par assurer de la pureté des principes de Monseigneur le Stadhouder et à faire des protestations du désir sincère qu'il a de ne pas s'écarter du sistème des vrais intérêts de la République. Il a ensuite fait sentir qu'il importoit que l'harmonie se rétablit entre lui et les principaux personnages de l'Etat, mais qu'il étoit nécessaire de savoir les propositions que ceux-ci pourroient faire à cet égard. Le patriote lui a répondu qu'il n'avoit aucune proposition à faire; que Monseigneur le Stadhouder étoit dans la plus grande erreur, s'il se persuadoit que lui et tous ceux qui pensent de même, ayent jamais formé le dessein d'altérer la constitution et d'attaquer sa prérogative; qu'ils en auroient été au contraire les plus fermes soutiens, s'il avoit développé le système qui leur paroit le plus propre à maintenir l'indépendance de la Répu-

[1]) *In margine:* Mr le Pensionnaire Van Berkel.

[2]) *In margine*: Mr Lynden de Hemmen.

blique; que c'étoit donc à Monsieur le Stadhouder à faire connoître aujourd'hui les sentimens qu'il semble désirer qu'on lui croye et que, s'il devient l'homme de la patrie, les patriotes deviendront bientôt ses partisans, mais qu'il prévient que ce ne sont pas là des paroles, que ce sont uniquement des faits soutenus qui peuvent les convaincre. J'ai fort applandi à ce langage sage et ferme, auquel j'avois préparé mon ami par des entretiens reïtérés dans la vue de conformer aux intentions conciliatoires du Roi. Je l'ai fort assuré que la façon dont il s'étoit expliqué est parfaitement analogue aux principes et à l'opinion de S. M., et je l'ai prié de trouver bon que je vous en rendisse compte. J'aurois dû le faire quand même il m'auroit refusé son aveu, mais j'ai cru plus utile que ce fut avec son consentement. Il me l'a donné avec le plus grand plaisir, mais sous la condition expresse que je vous supplierois de ne pas paroître instruit de ces circonstances intéressantes. Elles vous offrent, Monsieur le Comte, la preuve de la justesse de mes rapports sur le sistème des Patriotes. Ils pensent comme vous, que c'est à M^r le Prince à se témoigner convenablement (...) aux vrais intérêts de la patrie et ils sont disposés au rapprochement le plus sincère s'il se conduit lui-même franchement et loyalement. Mon ami pense ainsi que moi que la visite qu'il a reçu est une suite de votre contenance vis à vis de Mr de Heyden, qu'il est bien essentiel de conserver. Il m'a dit que le Membre de l'Etat, avec lequel il s'étoit entretenu, avoit promis de faire part de ses sentimens à Monsieur le Stadhouder. Il s'attend à une nouvelle visite et m'a assuré qu'il viendroit me confier la suite de cette négociation à laquelle nous sommes convenus qu'il devoit continuer à se prêter dans le cas où il seroit possible de compter sur la sincérité

de cette disposition, mais vous sentés, Monsieur, combien il seroit dangereux de se faire illusion sur le prétendu changement de ce Prince. Il se voit maintenant sans aucune considération, ni au dedans, ni au dehors de la République. Il sait que le Roi de Prusse est déterminé à ne le soutenir qu'autant qu'il adoptera et suivra de bons principes. Il doit s'appercevoir et il est bien important qu'il ne doute pas qu'il ne se conciliera l'estime et la bienveillance du Roy que par sa conduite. Dans cette situation il est très nécessaire qu'il se garde soigneusement de développer des sentimens contraires à ceux qu'on exige de lui et qu'il s'empresse de donner quelque témoignage satisfaisant à cet égard. Je suis persuadé que ceux de ses confidents estimés, qui sont le plus vendus à la Cour de Londres, seront les premiers à le lui conseiller. Ils l'exhorteront même à conserver cette contenance quelque tems, mais les principaux patriotes, une fois ramenés par ces démonstrations par le grand nombre de ceux qui pensent aujourd'hui comme eux, seroient bientôt séduits par les faveurs et les graces. Alors le masque pourroit tomber sans danger et il seroit facile à Monsieur le Stadhouder et à ses partisans à mener successivement les choses au point où ils les désiroient. Envain les Chefs du parti patrotique voudroient ils élever leur voix. Les liens, qu'ils avoient formé avec ceux qui s'étoient réunis à eux, se trouveroient relâchés et comme rompus, et il deviendroit fort difficile de renouveller une proposition énergique. Tout semble annoncer que telle est aparemment le dessein de Monsieur le Stadhouder ou au moins que telles sont certainement les vues de ceux qui l'entourent. Vous jugez, comme moi, ainsi que vous me faites l'honneur de me le mander, que son penchant secret pour l'Angleterre sera toujours le même, mais il me semble que nous

devrons bien plus croire encore à la durée du sistème des citoyens corrompus, qui sont ses intimes confidents et qui n'ont jamais rougi d'étaler leur Anglomanie, lorsque l'Aegleterre accabloit leur patrie (....) [1]) tion et aux opprobres les plus humiliants. Nous devons penser que, quand même ce Prince seroit obligé de montrer quelque changement, il a trop peu de caractère pour résister à l'impulsion sans cesse renouvellée des esclaves de la Cour de Londres, dont il est environné et qui forment son conseil intime. Ce seroit se faire illusion que de penser qu'il prendra une confiance successive en Madame la Princesse, qui l'a méritée sincèrement à tous égards, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le mander: ce penchant et l'habitude le ramènera toujours à ses perfides conseillers, et si Madame la Princesse veut établir solidemment son crédit, Elle doit essentiellement désirer leur éloignement. Je ne parle pas de Monsieur — [2]). Vous savez, Monsieur le Comte, ma façon de penser à son égard et que, sans ajouter foi à tout ce que l'animosité a pu répandre d'injurieux pour lui, j'ai constamment pensé que jamais il ne soutiendroit ici un sistème conforme aux vues du Roi, mais il est des Membres de la République que je regarde comme bien plus dangereux encore. Ces personnages vraiment pernicieux sont très connus. La voix générale de la nation les indiqueroit; si Monsieur le Prince commencoit par les écarter franchement de sa confiance, ce changement seroit le vrai et le seul symptôme qui annonceroit son désir réel d'adopter un autre sistème, mais tant qu'il voudra les recevoir avec empressement, les rechercher, les écouter et les consulter, je pense qu'il n'y aura aucun fondement solide à faire sur ses protestations et même sur quelques témoignages de son repentir....

[1]) *Sauté par le copiste.* [2]) *En blanc.*

LETTRE MXXV.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Même sujet.

—

Le 25 février 1783.

Vous avez été informé par ma dernière dépêche, Monsieur le Comte, du vrai système des patriotes. Ils n'ont jamais eu et n'ont encore pour but que de soustraire invariablement la République au joug de la Grande Bretagne; si dans les principes des troubles qui ont divisé l'Europe, ils avoient été secondés par Monsieur le Stadhouder, il auroit trouvé en eux des partisans zélés, mais son penchant pour l'Angleterre l'ayant toujours emporté auprès de lui sur toute autre considération, ils ont cru devoir s'élever avec force contre l'abus qu'il faisoit de ses moyens, et sans attaquer en aucune manière celles de ses prérogatives, qui sont liées à la constitution, ils ont essayé de mettre des bornes légales à une influence qu'il rendoit funeste à leurs précieux intérets. Tels se sont toujours montrés à moi ceux d'entre eux qui ont fixé ma confiance. Tels ils sont encore, Monsieur le Comte, que malgré beaucoup de vexations, qu'ils ont éprouvées particulièrement de Monsieur le Prince, ils ne mettent d'autre prix à leur sincère réconcilation avec lui qu'un développement franc et loyal des principes constitutifs de la vraie liberté Hollandoise. Plus de — jours se sont déjà écoulés depuis que mon ami [1]) s'est expliqué avec l'émissaire [2]) de Monsieur le Stadhouder de la manière dont je vous ai rendu Compte. Il s'attendoit à chaque instant à une nouvelle visite et j'espérois qu'elle offriroit à mon zéle des ressources suffisantes pour rétablir

[1]) *In margine*: Van Berkel.

[2]) *In margine*: Lynden van Hemmen.

l'union et l'harmonie, mais ce partisan de Mons[r] le Prince, après avoir reçu la déclaration du patriote principal, dont vous aurez certainement approuvé la franchise, n'est pas revenu l'entretenir et a fait naître par son silence de violens soupçons de la sincérité des motifs qui ont porté à sa première démarche. Ce ne seroit pas la faute des patriotes, si les divisions intérieures n'ont pas une terme très promptement. Ils se son livrés à quelque espoir sur le retour de Monsieur le Stadhouder au système, dont il n'auroit jamais dû s'écarter, parce qu'ils ont pensé que l'envoy dernier de Monsieur de Heyden ne pouvoit avoir d'autre motif que celui de faire agréer au Roi les assurances de ses dispositions à conformer sa conduite aux principes les plus propres à lui concilier la bienveillance de S. M., mais le délai très remarquable qu'il apporte dans le même moment à une réponse franche et décisive sur les moyens qui peuvent seuls fonder la confiance en ses procédés ultèrieurs, font naître des doutes sur la sincérité de son désir de changer de système, et ils sont augmentés par sa constance à écouter sans cesse ses anciens et perfides conseillers. Monsieur le Stadhouder peut encore les dissiper et l'occasion présente lui en offre les moyens, mais je suis très fâché de voir qu'il semble s'y refuser. Il vient d'indiquer son penchant à cet égard d'une manière assez claire dans le comité des Etats d'Hollande, qui a préparé le plan de résolution relative aux préliminaires de la paix. Cette assemblée est composée des Députés des principales villes et du Président des Nobles. Vous savez que celui-ci est l'organe même de Monsieur le Stadhouder. Après les premières reflexions sur la situation dans laquelle se trouve la République, un des Membres de la ville de Rotterdam, qui s'est toujours distingué par un dévouement servile à Mon-

sieur le prince, a voulu proposer l'envoy singulier d'un Ministre de la République en Angleterre, dans la vue d'essayer par tous les moyens possibles de ramener S. M. Britannique. Les Députés d'Amsterdam se sont élevés avec énergie contre une semblable proposition, ont déclaré que l'intention de leur ville est de renouveller aucun traité à l'avenir avec la Grande Bretagne, afin de maintenir invariablement l'indépendance de la République, et ont prié tous les Membres de s'expliquer à cet égard. La ville de Rotterdam a persisté dans son opinion, celles de Delft et d'Enkhuysen n'en ont pas développé, mais tous les autres ont adhéré avec la plus grande force au sentiment patriotique des Amsterdamois: ceux-ci ont invité les Nobles à adhérer à leur avis, mais ils s'y sont constamment refusés et sans adopter celui de Rotterdam ont persisté dans un silence, qui n'a que trop éclairé l'assemblée sur les principes de celui qui en est l'unique mobile. Le résultat du comité a été de recommander aux Ministres plénipotentiaires comme un point fondamental d'éviter soigneusement tout ce pourroit tendre à renouveller les anciens traités avec l'Angleterre; de cesser d'insister sur le premier article de leur précedente instruction, qui leur enjoignoit d'exiger des Amirautés Britanniques une déclaration relative à la liberté générale des mers; de céder aussi sur la réclamation des dédommagemens, mais de continuer à proposer la réparation de tous les dommages et, s'ils s'apperçoivent de l'impossibilité de l'obtenir, d'offrir pour Negapatnam l'équivalent qui leur aura été indiqué par la compagnie; et quant à la libre navigation dans les mers orientales, de déclarer que la République ( )[1], en quoi Elle a été gênée par ses proposés(?) et d'assurer l'empressement à red resser tous les griefs fondés à cet

[1]) *Omis par le copiste.*

égard en nommant des commissaires, qui d'un commun accord avec ceux de la Compagnie Angloise, pourroient terminer toute contestation sur cette matière.

LETTRE MXXVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Plainte sur la conduite de la ville d'Alkmaar.

—

Hage, den 25 Februari 1783.

WelEdelGestrenge Heer.

Als Erfstadhouder van Hollant en West-Vrieslant communiceere ik aen U.W.E.G. in deszelfs qualiteit van Raetpensionaris de nevensgaende Missive van de Stadt Alkmaer, en wijl het mij voorkomt, dat door de Regeeringe van voorsz. Stadt een attentaet wordt gedaen tegens een recht, verknogt aen het Stadhouderschap, naemelijk het recht van Electie van burgemeesteren, Schepenen, thesauriers en Vroetschappen der voorschreeve Stadt, hetwelk zij mij nu willen afneemen, verzoeke ik U.W.E.G. mij wel te willen aen de hant geeven de middelen, die U.W.E.G. het efficacieust zal oordeelen tot maintien van mijn recht. Ik kan en mag niet nalaeten om te souteneeren hetgeen erfelijk aen mijn Huis is gedefereert bij het diploma van het Erfstathouderschap, en twijfele niet of U.W.E.G zal mij wel willen assisteeren en helpen Souteneeren de aengenoomene constitutie van den Lande. Geduurende mijne minderjarigheit hebben H. Ed. Gr. Mog. zeven jaeren lang de Electie van die Stadt, als exerceerende de voogdye over mij in mijne qualiteit als Stathouder, gedaen, dus kan ik niet

imagineeren hoe gesustineert kan worden, dat die daeden illegaal zijn geweest en dat ik het recht niet hebbe dat de Souverein zelve, als mij representeerende, in mijne plaetse heeft geëxcerceert en dus met der daet getoont, dat zoo aen de Stadt Alkmaer in Stadhouderlooze tijden was gegeeven eenige privilegie om haer eigen Magistraetsbestellinge te doen, hetzelve ipso jure et facto is vervallen door het consent van die Stadt in de wederaenstellinge van een Stathouder, met alle de voorrechten, praeminentien daartoe staende of daartoe van ouds hebbende gecompeteert . . .

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MXXVII.

Le duc de la Vauguyon au comte de Vergennes. Effet des préliminaires de la paix.

Le 28 février 1783.

Je m'étois flatté, Monsieur le Comte, que la démarche faite auprès d'un des principaux patriotes par un des partisans les plus zélés de Mr le Stadhouder, pourroit faire naître des réconciliations dont je me préparois à profiter avec empressement. Un entretien, que j'avois eu avec ce Prince et dans lequel il s'est expliqué d'une manière assez convenable, avoit encore augmenté mes espérances, mais un nouvel incident, qui m'a paru artificieux, les a alterées et a excité des divisions qui s'augmentent de plus en plus par la constance de Monsieur le Stadhouder à rechercher ses anciens conseillers et par le silence qui a été remarqué avec les patriotes, dont le langage vraiment loyal et généreux auroit dû engager une réconciliation

ultérieure, si les premiers avoient été secondés. Monsieur le Stadhouder ne se développe pas ouvertement, mais il y a tout lieu de supposer qu'il est entièrement d'accord avec ceux qui voudroient rétablir la domination Britannique sur les Provinces-Unies. Ceux-ci, depuis la signature des prélininaires, n'ont cessé de travailler à atténuer l'impression des bienfaits du Roi envers la République et de présenter de la manière la plus odieuse la [perte] qu'elle éprouvoit. Ils se sont empressés d'exagérer la valeur de Nagapatnam et l'importance de la clause relative à la libre navigation dans les mers Orientales. Ils ont effrayé la multitude sur le danger de semblables cessions; ils ont essayé de persuader que l'Angleterre n'auroit pas été aussi exigeante, si la Répubique n'avoit pas paru vouloir demeurer aussi intimement à la France et que le vray moyen de se soustraire à des conditions qu'ils affectent de faire envisager comme funestes à la prospérité de l'Etat, est d'envoyer d'abord un Ministre à la Cour de Londres, chargé d'offrir à S. M. Britannique le renouvellement des anciens traités. A ces discours, qu'ils répandent de toutes parts, ils ajoutent des menées sourdes, artificieuses, dont l'appuy de Monsieur le Stadhouder peut assurer le succès; ce sont les partisans les plus déclarés de ce Prince qui ourdissent ces trames et en suivent le fil. Comment seroit-il possible de se persuader qu'il ne les favorise pas et ne les encourage pas lui-même? Les principaux patriotes s'occupent sans cesse à déconcerter des projets aussi pernicieux, et ils redoublent d'activité et de courage pour délivrer à jamais leur patrie du joug de la Grande-Bretagne. Ils ont consigné dans les premiers articles du préavis sur les préliminaires de la paix, que j'ai eu l'honneur de vous adresser, les principes fondamenteaux de leur système, et ils espèrent qu'ils

seront adoptés. Ils n'ont rien négligé sur d'autres points pour accélerer la fin de réconciliation pacifique, qu'ils trouvent très important pour eux-mêmes de déterminer incessamment, et si les instructions, qu'ils proposent de donner à leur Ministe à cet égard, ne leur fournissent pas encore des moyens suffisans, je ne doute pas qu'ils ne fassent de nouveaux efforts pour leur procurer tous ceux qui pourront hâter la conclusion définitive . . . .

LETTRE MXXVIII.

Le même au même. Même sujet. Désordres à Rotterdam[1].

Le 11 mars 1783.

Vous me paroissés étonné par votre dépêche, Monsieur le Comte, que, puisque les conditions proposées par l'Angleterre aux Provinces-Unies sont généralement regardées comme dures et fâcheuses, les Anglomanes ayent pu conserver encore quelque crédit. Il sembleroit en effet au premier aspect que la rigueur, exercée par la nation, à laquelle ils se sont voués, auroit dû anéantir leur influence. Il est certain cependant qu'après avoir été contenue pendant le cours de la guerre elle s'est ranimée dans les circonstances présentes et a opposé les plus grands obstacles au zèle des bien intentionnés. Il importe d'éclaircir cette contradiction entre ce qui sembloit devoir être et ce qui a été réellement. Je tâcherai d'y parvenir, en vous exposant dans une de mes dépêches ultérieures le tableau de la situation présente des partis qui divisent ce païs et de leurs combats respectifs, pour se procurer

[1]) Voyez le récit détaillé de ces désordres au jour de naissance du prince d'Orange les Ned. Jbb. 1783, p. 446 sqq.

la prépondérance. Je me bornerai aujourd'hui à vous assurer que les principaux patriotes me paroissent enfin avoir réussi à déconcerter le système qui leur est contraire. Dès qu'ils ont appris la signature des préliminaires, sans se laisser abattre par le sentiment amer des pertes qu'ils ont bien trouvé que la République seroit obligé d'essuyer dans cette circonstance, ils ont étendu leur vue sur l'avenir et résolu de ne rien négliger pour le salut de leur patrie. Ils n'ont cessé d'opposer aux raisonnemens artificieux et aux menées insidieuses de leurs adversaires, les développemens les plus énergiques de leurs principes, et ils sont parvenus ainsi à écarter tout projet de la mission d'abord d'un Ministre à S. M. Britannique, qui n'avoit d'autre but que le prompt rétablissement de la domination Britannique sur les Provinces-Unies; à déterminer par une sanction expresse l'éloignement le plus marqué de la République pour le renouvellement des anciens traités avec l'Angletterre et à fixer invariablement le système des Etats-Généraux, relativement au maintien des principes constitutifs de la libre navigation. Après avoir assuré la fixation de ces trois objets, qu'ils regardent comme essentiels à la conservation de leur indépendance ultérieure, ils se sont d'autant plus sérieusement occupés des moyens de hâter le —[1]) aux sacrifices, qui seroient trouvés indispensables, qu'ils se sont apperçus que les Anglomanes se proposent de faire naître de nouveaux délais à cet égard, et c'est pour les prévenir qu'ils ont adopté la forme d'une résolution secrette de Hollande, en vertu de laquelle les Plénipotentiaires ont toute la liberté nécessaire pour conclure la cession de l'une ou de l'autre des possessions de la compagnie. J'espère qu'ils auront déjà fait usage de cette autorisation et je con-

[1]) *Omis par le copiste.*

tinue à avoir tout lieu de penser que si l'équivalent, qui sera proposé, est décidement rejetté par les Ministres Anglois, L. H. P. se soumettront sans délai à accorder la cession de Nagapatnam. Om désire vivement que cette considération détermine S. M. à vouloir bien prolonger encore le terme de la négociation génerale, pour que le salutaire objet de la paix puisse sous ses aupices se consolider en même tems entre toutes les Puissances qui ont pris part à la guerre....

.... J'ai eu l'honneur de vous mander dernièrement que j'avois été informé du projet de renouveller à Rotterdam, à l'occasion de l'anniversaire de Mr de Stadhouder, la scène tumultueuse qui a eu lieu à La Haye le 6 décembre dernier. Il paroit qu'une troupe de la plus vile populace avoit été excitée à cet effet. La communauté des porteurs de tourbes a donné une espèce de fête publique dans la place sur laquelle est située la Maison où elle se rassemble ordinairement. Cette maison et les rues voisines ont été illminées et ornées de quelques décorations. Ce spectale a attiré une très grande foule et il étoit fort à craindre qu'il n'en résultât beaucoup de désordre, mais les personnes qui auroient pu être accusées d'en avoir été les instigateurs, en ont craint les suites fâcheuses pour elles, et il a été très serieusement recommandé aux Magistrats de prendre toutes les précautions nécessaires pour que la sûreté publique ne fût pas troublée. Les porteurs de tourbes avoient généralement envoyé la veille de la fête leurs femmes ét leurs enfants dans différentes maisons de la ville pour engager les habitants à contribuer aux fraix. Cette demande s'est renouvellée le jour même d'un ton exigeant. Ils ont voulu contraindre ceux qui paroissoient dans les rues à porter un ruban orange, mais on me mande que ceux qui s'y sont refusés, ainsi qu'à la contribution pécuniaire, n'ont pas

été violentés, ce qu'ils ont dû possiblement aux précautions qui avoient été prises de doubler la garde bourgeoise. Il me semble qu'on peut conclure de là ces conséquences, que le projet d'exciter du tumulte a été réellement formé, mais que ceux qui le dirigeoient ont jugé prudent d'en arrêter l'exécution.

Monsieur le Conseiller-Pensionnaire m'a fait part hier, Monsieur le Comte, d'une dépêche qui vient d'être adressée aux Etats-Géneraux par Mr Wassenaer Twickel, leur Envoyé-extraordinaire à Vienne. Ce Ministre leur mande qu'il est arrivé le vingt trois Janvier un courier de Versailles à Monsr le Baron de Breteuil, et que cette cour lui charge de demander, au nom du Roi, la médiation de S. M. Impériale pour la paix générale. J'ai témoigné à Monsr de Bleswick que je pensois que Mr de Wassenaer avoit été fort mal informé. Il m'a répondu qu'il le croyoit aussi, mais il m'a prié de vous demander quelque éclaircissement à cet égard.

LETTRE MXXIX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Démarche blessante du magistrat de la ville d'Alkmaar.

—

Hage, den 26 Maert 1783.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik hebbe vernoomen dat op heden herwaerts zal koomen den Hooft-Offiicier van Alkmaar om de continuatie te vragen, doch niet met mijne aggreatie als Stadhouder deezer provincie. Verzoeke U.W.E.G. de retroacta daerop te laeten nazien en alle nieuwigheeden te prævenieeren, opdat niets werde gedaen

dat strekken kan tot verminderinge van de wettige rechten en prærogativen aen het Erfstadhouderschap verknocht ....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MXXX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

—

Hage, den 17 April 1783.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik verneeme dat de Heeren van Alkmaer staen den voorslagh te doen tot Hooft-Officier, buiten mijn voorkennes. Ik verzoeke U.W.E.G. voor het maintien van het recht van den Erfstadhouder van Hollant in dit geval te willen zorgen en te maeken dat de Ridderschap voorslaet om de retroactas na te zien, en zoo het niet gevonden wordt conform te zijn aen voorige practycq, Commissoriael te maeken aen een groot besogne, om te examineeren de retroacta en het recht van voorstellinge van de Heeren van Alkmaar, hetgeen tot hiertoe ongedecideert is....

W. PRINS V. ORANJE.

LETTRE MXXXI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse.

—

18 April 1783.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

.... De missive van de regeering van Alkmaar ter continuatie van Foreest, als Schout van die Stad, op heede ter Staatsvergadering ingekoomen zijnde,

heb ik, naa gedaane prelectuur van dezelve aan allen de present zijnde Ord[s] Gedeputeerden, de H[r] Brinkhorst opentlijk afgevraagt: of niet de intentie van zijn Principalen was, dat volgens de voorige retroacta in de resolutie van aanstelling, mitsgaders in de commissie zoude werde gestelt dat de persoon aan U.D.H. niet onaangenaam was? Gemelde Heer heeft geantwoord dat zich daarop niet konde expliceeren, maar dat aannam d'intentie van zijne principalen daarop nader te zullen verneemen, en het gevolg hiervan is geweest, dat die missive bij provisie uit de notulen is gebleeven....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MXXXII.

Le secrétaire des Etats de Zélande[1] *au prince d'Orange. Correspondance secrète avec J. Van der Hey à Londres*[2].

—

Middelburg, 24 April 1783.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst en Heer.

Ter voldoening aan 't gene de Heer Van Lynden gisteren aan U.D.H. geschreeven heeft, heb ik de eere hiernevens te zenden copien van de brieven, door mij aan Van der Hey geschreeven, waarbij ik gevoegd heb een korte Memorie, uit welke U.D.H. zal zien hoedaanig het met die correspondentie in derzelve aanleiding en oogmerk is geleegen geweest.

Waarmede ik de eere heb met verschuldigde eerbied te zijn,....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

[1]) M[r] L. P. Van de Spiegel occupait ce poste de 1780 à 1785, quand il fut nommé grand-pensionnaire.

[2]) Voyez le numéro suivant. Je n'ai pu réussir à découvrir des détails sur ce personnage.

LETTRE MXXXII[a].

Pro Memoria.

In de maend April van het Jaer 1782 verzogt zijnde om te dirigeeren zekere Secreet correspondentie in Engeland, ten eynde van tijd tot tijd exacte informatie te bekomen van de magt des vijands, de preparatien, die in de Zeehavens gemaekt werden, en de desseinen tegen de Republyk of haere geallieerden, en daervan kennis te geeven aen Z. D. H. of degenen die door Hoogdenzelven gequalificeerd waren, heb ik geoordeeld dat de dienst van het land zou vorderen, tot werktuigen van die correspondentie te employeren zoodaenige persoonen, die intriguant en actif genoeg waren om iets te kunnen weeten dat niet algemeen bekend was, en dat zulke menschen moesten geanimeerd worden door motiven, die van de meeste kragt op hunne characters en situatie waren; dat ook yder geëmployeerde moest geplaatst worden in die sphere, daer hij de meeste bequaemheid toe hadt.

Ik was genoegzaam voorzien van luiden, die de dagelijks in 't publyk voorvallende zaeken konden opmerken, het getal en destinatie van de Scheepen en de Zeehavens nagaen, en ik was ook genoeg content van derzelver assiduiteit, alzoo ik weekelijks en somtijds meer mael in een week schrijvens ontving, waervan ik, zoo het van importantie was, aenstonds communicatie gaf daer het behoorde, welke advertentien ik mij flateere dat niet onnut bevonden zijn voor de beveiliging van het Land in verscheide omstandigheden, maer dikwils bespeurende dat mijne correspondenten in Engeland zelfs te laet geïnformeerd werden of zig te veel op publyke gerugten moesten verlaeten, poogde ik iemand te vinden, wiens relatien met luiden

van het Cabinet zoodaenig waeren, dat ik uit de eerste hand kon geinformeerd worden. Ik herinnerde mij dat zig te London bevond zekere Joh. van der Hey, welke bij een missive, den 27 April 1782 aen den Heer Raedpensionnaris Chalmers [1]) en mij geschreven, zig hadt aengeboden om zijn Vaderland aldaer van dienst te zijn, op welke missive wij hem niet hadden geantwoord, maer nu oordeelende dat deze persoon mogelijk tot het gebuteerde oogmerk zou kunnen dienen, liet ik mij onder de hand informeeren op zijne situatie, ten aenzien van zijn middelen van bestaen en de perzoonen met welke hij omging, terwijl ik hem buitendien kende voor een man, die intelligentie en intrigue genoeg bezat om iets te kunnen opspeuren; het berigt, dat ik deswegen ontfing, deedt mij vertrouwen, dat men van die perzoon, door de kennissen die hij gemeenzaem in Engeland frequenteerde, veel dienst zou kunnen trekken, mits voorzigtig met hem te werk gaande. Ik liet hem derhalven door een mijner Correspondenten, in de maand Juny 1782, een mondelinge groetenisse doen, met bijvoeging dat ik nog veel aan hem dagt en hem mogelijk wel zou geschreeven hebben, indien ik zijn adres geweeten had: hierop ontfing ik een brief van hem, gedateerd 12 Juny, waerbij dezelve, na zig uitgelaeten te hebben dat men in de Republyk kwaalijk gedaen hadt de Vrede, door Mr Fox aengeboden, te verwerpen, mij verder schreef dat hij gelegenheid hadt de gevoelens van Engeland omtrent de Republyk, uit de eerste hand, te ontdekken; dat hij, onder verzekering van de allergetrouwste aenkleving en ijver voor zijn dierbaer Vaderland, zijn persoon en bekwaamheden aen-

[1]) M^r. J. M. Chalmers occupait le poste de grand-pensionnaire de Zélande depuis l'an 1770.

boodt. Hierop antwoordde ik hem den 20 Juny den brief, waervan hiernevens copie onder No. I, uit welke men klaer ziet dat mijne intentie niet was die perzoon over een separaate Vrede met Engeland te doen handelen, alzoo ik hem duidelijk schreef: dat de groote affaire niet in de Provintien, maer ter generaliteit behandeld werden en dat ik geen faculteit had om iemand tot zulk een commissie te engageeren, maar mijn eenig oogmerk was om hem in te wikkelen in relatien en kennis met de Ministers in Engeland en langs deezen weg somtijds het een of ander te verneemen, waermede de Republyke haar voordeel kon doen, maer ondertusschen was Van der Hey, door drift vervoerd en zig in 't hoofd gebragt hebbende, dat er een groot fortuin voor hem te wagten was, veel verder geloopen dan hij moest, en had voorstellen aen het Ministerie gedaen en antwoorden ontfangen, die hij mij copielijk overzond bij zes brieven, zedert den 20 Juny tot aen den 8 July door mij ontfangen. Ik zag wel dat dit werk niet goed was, en daerom schreef ik hem den 8 July mijn tweeden brief, onder No. 2, hem te kennen geevende: dat hij ongequalificeerd was om met zooveel ijver te werk te gaen, en dat ik voor mij geen correspondentie van dien aart kon houden, maer dat Z. D. H. daerover moest onderhouden worden; egter oordeelde ik, dat men hem niet geheel moest rebuteeren en dat men de correspondentie nog vast moest aenhouden, te meer omdat ik den volgenden dag na Holland stond te vertrekken en voornemen had de gedagten van de Heeren Van Lynden van Blitterswijk en Fiscael van der Hoop daerop in te neemen, aen welke ik de ontfange dépêches van Van der Hey reeds had afgezonden. Ondertusschen ontving ik al wederom

brieven en secreete informatien bij menigte, welke ik mede aen welgemelde Heeren communiceerde, die met mij begreepen, dat men zig op de gevoeglijkste wijze moest ontslaen van een correspondent, dien men zoo weinig kon modereeren. Ik schreef hem dus den 17 July: dat de tegenwoordige omstandigheden niet permitteerden zig verder in dat werk te steeken en dat ik hem bedankte voor de moeite, die hij zig gegeeven hadt in een zaek, die te delicaet was om verder gecontinueerd te worden. Deeze brief gaet mede hiernevens onder No. 3, maer eer dezelve nog verzonden was, dewijl ik dien brief geschreeven had op reis van Delf naer Zeeland, bekwam ik wederom drie dépêches van Van der Hey, waerop ik hem schreef mijn vierden brief onder no. 4, hier annex, hem te kennen geevende onder andere: dat ik mij niet wilde exponeeren aen de gevolgen van een afzonderlijke en private handeling met de vijanden van den Staet en dat het vooral onmogelijk was dat de Provintie van Zeeland zig met Engeland kon inlaeten, gelijk hij Van der Hey, geschreeven hadt, dat men gaarn in Engeland zoude zien. Ondertusschen droeg ik zorg dat aen hem voor zijn getenteerde en niet geacceptecrde diensten een present van 50 Guineas gedaen werdt; maer Van der Hey, ziende zig eenklaps vervallen van zijn grootsche ontwerpen en ingebeeld fortuin, werdt schier raezend en schreef mij twee buitenspoorige brieven van den 26 en 30 July, welke ik zeer moderaet beantwoord heb den 12 Augustus, alhier onder no 5. Naderhand heeft hij mij verscheide brieven geschreven en in gedrukte pamphlets gedreigt, dat hij de gehouden correspondentie zou aan den dag brengen, welke ik alle onbeantwoord gelaeten heb, omdat

ik alle die dreigementen considereerde als brandbrieven, alleenlijk dienende om geld te hebben, en welke hij vernieuwen zoude, zoodrae zijn geld opgeteerd was; terwijl ik van mijne zijde geen schroom behoefde te hebben mijne brieven, die alleen vijf in getal waren en waervan ik exacte copien gehouden heb, in het publyk te zien verschijnen, mij verzekerd houdende dat ik niets gedaen heb, dan 't geen de dienst en 't belang van 't Vaderland vorderde.

LETTRE MXXXII*b*.

Copie de la première lettre à Van der Hey.

Aan de Heer Van der Hey te London, den 20 Juny 1782.

WelEdele Heer.

Mij vereerd vindende met U. W. E. brief van den 12 deezer onder het adres van den Consul Helleman, kan ik niet afzijn U. W. E. te rescribeeren dat de H^r Ch. mij op zijn tijd heeft laaten leezen een misive door U. W. E. aan hem en mij geaddresseerd van den 27 April, maar dat ons nooit in handen gekomen is eenig nader berigt of adres waar U. W. E. te beschrijven was.

Met veel genoegen heb ik gezien U. W. E. sentimenten voor de eere en welvaart van ons dierbaar Vaderland en U. W. E. offerte van aan hetzelve wel van nut te willen zijn. De Politique kundigheeden, welke ik in U. W. E. kenne en welke door desselfs buitenlandsche reysen zeer moeten vermeerdert zijn, zouden buyten twijfel van veel dienst in de actueele omstandigheeden kunnen zijn, doch U. W. E. kent onze constitutie van regeering te wel, om niet te begrijpen dat de groote affaires, die betrekking tot het buitenlandsche hebben, niet in de Provincien, maar bij de

Generaliteit gedirigeerd worden, en dat ik geen faculteit heb om iemand tot eenige commissie van dien aart te engageeren noch directelijk zou kunnen repondeeren voor honorair van eenige consideratie. Ondertusschen kan ik niets dan goed vooruitzien van een correspondentie over diergelijke zaaken met iemand, die zelfs een Nederlander is en zulke welmenende intentien heeft, en zoo U. W. E. mij met zulk een correspondentie vereeren wil, zal het mij altoos ten hoogsten aangenaam zijn, en ik zal zorgen dat men ter gerequireerde plaatse kennis krijge van 't geen dient geweeten te worden en dat de eere daarvan op U. W. E. rekening worde gesteld [1]), gelijk ook de belooning naar proportie van den dienst, van 't welk Z. D. H. een zeer equitabel waardeerder is, over wiens edelmoedigheid zig nog nooit iemand beklaagd heeft.

De quæstie is niet of de Republyk gaarn vreede zou hebben of niet. Ik geloof dat de meeste harten genoeg neigen naar vreede, maar de vreede moet eerlijk en vast kunnen zijn voor de Republyk: om e e r l ij k te zijn, diende de Republyk weder te treeden in het bezit van de coloniën, haar geduurende den oorlog ontnomen, en gedommageerd te worden wegens de importante verliezen vóór de rupture door de Engelsche geleden, alsmede wegens verbeurtverklaaringen van de goederen in de veroverde colonien, contrarie het tractaat van Breda. Om de vreede vast te doen zijn, dienden weggenomen te worden de waare oorzaaken, waarover deeze oorlog ontstaan is, en de Republyk moest verzekering ontfangen van een vrije navigatie. Nu gevoelt U. W. Ed. hoe moeilijk het zal zijn deeze oogmerken te bereiken, vooral daar

[1]) *In margine*: Van der Hey eischte dat zijne belooning, die hij zeer hoog calculeerde, hem te vooren geassigneerd wierdt.

onze beste Overzeesche possessien in Fransche handen zijn en de Republyk genoodzaakt is geworden zich met Frankrijk dieper dan ooit te embarqueeren.

Die derhalven tot ontwikkeling deezer zwarigheden een weg wist te baanen en van het Engelsch Ministerie informatie kon bekomen hoe verre men zich omtrent de bovengemelde poincten zou willen uitlaaten, die man zou zekerlijk aan het werk van de vreede en aan de beide Staaten een gewigtigen dienst doen, welke men bijzonder in de Republyk rijkelijk zou willen beloonen; en indien U. W. E. positie en de gelegenheid in Engeland het permitteerde, kan ik U. W. E. niet anders als tot zulk een loffelijke zaak animeeren, die een middel zou kunnen zijn tot herstel of bevordering van U. W. E. particulier fortuyn en ('t geen ik weet dat U. W.E. sterker ter harte gaat) U. W. E. oneindig tot eere zoudt strekken.

Niets zal mij aangenaamer zijn dan van tijd tot tijd van U. W. E. nouvelles te verneemen en tegelijk te ontfangen de afgedrukte bladen van een werkje, 'tgeen ik verneem dat U. W. E. onder handen heeft en dat, naar U. W. E. gewoone wijze van schrijven, zeer interessant zal moeten zijn.

Hiermede, ...

LETTRE MXXXIIc.

Copie de la deuxième lettre à Van der Hey.

8 July 1782.

WelEd.G. Heer.

Ik heb alle uwe laatste Dépêches gisteren tegelijk ontvangen en heb daarin gezien met hoeveel ijver U. W. E. werkzaam is geweest, schoon ongequalifi-

ceerd zijnde. Ik heb geoordeeld de informatien, bij U. W. E. brieven mij toegezonden, van dien aart te zijn, dat Z. Hoogh. daarover moet onderhouden worden, en dat men zoo secreet en constitutioneel als mogelijk is een finaale resolutie neeme wat verder zal gedaan worden. Een correspondentie van dat belang kan noch mag ik niet op mij neemen, zonder zelfs gequalificeerd te zijn. Ik vertrek morgen naar Holland, en zoodra er mogelijkheid is zal ik U. W. Ed. laaten weeten of men inclinatie heeft en of men kan in Engeland negotieren en op welken voet, onder welke laatste artykel ik ook begrijp uw particulier interest, want het zoude mij leed zijn, dat U. W. Ed. in desselfs privé geïncommodeerd werd door ijver in het bevorderen eener algemeene zaak.

Men denkt in dat Land gantsch niet eenpaarig over die groote zaak, en om dezelve aannemelijk te maaken moet ze bij uitstek favorabel zijn. Uwe vrienden hebben ook wel reden om vrij wat ruime aanbiedingen te doen, want de sottise [1]), die zij gedaan hebben, moet spoedig gerepareerd worden, of alle vriendschap en relatie zal zoo zeer voor altoos verbroken worden, dat er geen herstellen op zal zijn, en wie er dan het meest verliezen zal, is nog geen uitgemaakte zaak. Omtrent het dedommagement denk ik als U. W. E. [2]), maar ik geloof, dat het nog beter ware, in plaats van een dedommagement, dat men kon overeenkomen over exceptie voor onze commercie van de bewuste

[1]) *In margine:* V. d. H. had geschreeven, dat Mr Fox hem gezegd hadt, dat het Engelsch Ministerie een sottise gedaan hadt, met ons in den oorlog in te wikkelen.

[2]) *In margine:* Van der Hey hadt geschreeven, dat men in Engeland wel wilde komen tot een dedommagement, te betalen aan de Republyk, en dat de somme die men begeerde in eens moest opgegeven worden.

gênante acte: dit zoude een algemeen genoegen geeven, daar een dedommagement maar sommigen zou regardeeren.

Ik ben &c.

LETTRE MXXXII d.

Copie de la troisième lettre à Van der Hey.

Den 17 July 1782.

WelEd.G. Heer.

De persoonen, welke geduurende mijn aanweezen in Holland op het subject onzer correspondentie heb moeten onderhouden, waren van begrip, dat hoe favorabel de dispositien, in U.W.E. laatste brieven vermeld, ook mogten schijnen, de tegenwoordige omstandigheeden en relatien egter niet permitteeren zig daar ter plaatse dieper in dat werk te steeken, te minder als men considereert de onlangs voorgevallen veranderingen onder de persoonen, met welke U. W. E. gehandelt heeft [1]), terwijl men nog geen genoegzaame kennis heeft van de sentimenten der nieuwe administratie.

Ik moet dus U.W.E. op het vrindelijkst bedanken voor de moeite, die U.W.E. zig wel heeft willen geeven in een zaak, die te delicaat is om verder gecontinueerd te worden, indien men niet zeeker is van een publyk adveu. Ik zie uit U. W. E. missive, dat deeze affaire U eenige ongelegenheid [2]) en kosten heeft ver-

[1]) *In margine*: namelijk de toenmaalige verandering in het Ministerie.

[2]) *In margine*: Van der Hey hadt groote prætensien gemaakt en was in de verwagting van ten minsten *f* 12000 bij provisie te zullen ontvangen, voorts een lijfrente en meer andere chimerique ontwerpen.

oorzaakt, hetgeene ik zoo niet voorzien had, als hebbende U. W. E. alleenlijk, op desselfs gezeleerde presentatie, geanimeerd in geval Uwe positie het permitteerde. Ik zoude nogthans gaarn, indien het aan mij stond, deeze moeite recompenseeren, op zoo een wijze als U. W. E. het aangenaamsten was, maar U. W. E. kent de natuur van mijn post en van de zaak in quaestie en gevoelt dus de moeilijkheid van zulk een remuneratie te procureren: evenwel heb ik aan den Heer H. verzogt U. W. E. daarover te spreeken en het te schikken, tot uw genoegen en het minste embarras voor mij, om daarvan rembourssement te bekomen.

Waarmede etc.

LETTRE MXXXII^e.

Copie de la quatrième lettre à Van der Hey.

Aan den Heer V. d. Hey.

Den 19 July.

De nevensgaande brief van den 17 meende ik te sluiten en te verzenden, toen ik een zeer onverwagte visite ontfing van d'H^r^ H., welke mij ter hand stelde U.W.E.G. laatste dépêches van den 10, 12 en 14 July. De omstandigheden van zaaken en de gesteldheid der gemoederen in de Repblyk zijn zoodanig, dat ze niet toelaaten met effect aan een separaate Vrede voor alsnog te arbeiden, en daardoor wordt het gevaarlijk voor een Regent of Minister over affaires van dien aart te correspondeeren, omdat men niet zeker is van het adveu en men, aan de eene kant, niet wil dupeeren de persoonen daar men mede handelt, of, aan de andere kant, zig exponeeren aan de gevolgen van een afzonderlijke en privaate onderhandeling met de vijan-

den van den staat, 't welk U. W. E. weet dat hier altoos zeer hoog is opgenomen.

In deze gesteldheid. van zaaken is het zoo onmogelijk wegens de Provintie van Zeeland in 't byzonder te handelen [1]), als het onmogelijk was voor die Provintie zig in den beginne buiten de brouilleries te houden, schoon men toen wel voorzag welke schaden zij door den oorlog zou lijden en men nu ook wel gevoelt welke voordeelen zouden te bedingen zijn. Deeze en andere redenen van belang verpligten mij de hand van dit werk af te trekken en hetzelve over te laaten aan diegenen, wier functie het is de gemeene zaaken van het Bondgenoodschap te dirigeeren. Ik zal mij vergenoegen met hetgeen ik heb getragt te doen en den uitslag van zaaken overlaaten aan de beschikking der wijze en regtvaardige Voorzienigheid.

Waarmede, &c.

LETTRE MXXXII f.

Copie de la cinquième lettre à Van der Hey.

Aan d'Hr V. d. Hey.

Den 12 Augustus.

Ik heb ontvangen U. W. E. twee brieven van den 26 en 30 July, doch de eerste den 10 Augustus en de laatste den 8sten. Derzelver inhoud heeft mij zeer gesurpreneerd, dewijl ik bespeure dat U. W. E. mij insimuleert als had ik U. W. E. aangezogt, onder groote beloften, om

[1]) *In margine*: Van der Hey hadt geschreven, dat, zoo de Republyk met Engeland niet handelen kon of wilde, men aldaar wel inclinatie hadt om met Zeeland particulier te handelen en eenige uitzonderende voordeelen aan die Provintie te geeven.

zeekere zaaken in E. te verrigten, en dat ik na derzelver verrigting de toegezegde belooning niet laat volgen. Om hierop eens voor al te antwoorden, moet ik U. W. E. rappelleeren, dat U. W. E., bij missive van 12 Juny, zijn dienst heeft gepræsenteerd en dat deeze aanbieding door U. Ed. gedaan is vrijwillig, zonder daartoe door mij of iemand van mijnent wege aangezogt te zijn; dat ik Uw E. daarop geantwoord heb den 20 dier maand, dat ik geen faculteit heb om iemand tot een commissie van dien aart te engageeren, noch om te repondeeren voor eenig honorair van consideratie; dat ik egter wel wilde met U. W. E. correspondeeren over diergelijke zaaken, en dat ik niet anders kon doen als U. W. E. daartoe animeeren, indien uwe positie en de gelegenheid in Engeland het permitteerde, terwijl ik mij verzekert hieldt, dat de eere en belooning, geproportionneerd naar de gedaane diensten, U. E. zoude geworden. Naderhand heb ik U. W. E. nog eens geschreeven den 8ᵉ July en, sedert na Holland zijnde vertrokken, heb ik de zaaken in die situatie gevonden, dat ik mij verpligt vond de handen van dit werk af te trekken, gelijk ik aan U. W. E. bij brieven van 17 en 19 July genotificeerd heb, tegelijk zorg dragende, dat aan U. W. E. een present van 50 Guineas zoude worden ter hand gesteld. Ik weet dus niet dat ik U. W. E. gedupeerd heb. Zijn uwe domistique omstandigheeden tegenwoordig zoo gesteld, dat ze een grooter soutien noodig hebben, dit doet mij leed, maar geloof mij, Mijnheer, dat de dreigende en de Republyk hoonende toon, waarop U. W. E. schrijft, de weg niet zijn om daartoe te geraaken. Wat de Heer Helleman U. W. E. kan gezegd hebben, regardeert mij niet, maar dit is zeer zeker, dat, indien hij zulke discourssen gehouden heeft, als U. W. E. gelieft te melden, hij dezelve althans van

mij niet gehoord heeft. Voor het overige heeft die Heer geene qualiteit of relatien tot mij, die gevaarlijk zijn (gelijk U. W E. zig schijnt te verbeelden); zijne eenige relatie is, dat hij mij somtijds een brief schrijft van publyk nieuws, en wanneer U. E. goed vondt (volgens desselfs bedreiging) die gevaarlijke qualiteit, die hij bekleedt, aan 't Gouvernement aan te geeven, zal ik geen zwarigheid maaken de brieven zelfs, zoo verre ik ze heb, tot verontschuldiging van dien Heer te produceeren.

Hiermede hope ik bevrijdt te zullen zijn van meerder brieven in zulken stijl als de twee laatste van U. W. E. te ontvangen. Ik wensch U. W. E. van harten verbetering van fortuin, waaraan ik niet twijffelen zoude, indien Uwe moderatie zoo groot was als uwe kundigheden.

Ik verblijve, etc.

LETTRE MXXXIII.

Le prince d'Orange au secrétaire Van de Spiegel. Réponse.

—

's Hage, den 23 Mey 1783.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik ben U.W.E.G. zeer verplicht voor de communicatie van deszelfs correspondentie met Van der Hey. Mij dunkt dat U.W.E.G. gerust kan afwachten de publicatie van die stukken, waermede die man U.W.E.G. bedreigt, terwijl daeruit klaerlijk consteert, dat U.W.E.G. de hand niet heeft willen leenen aen eene Vreedes-Negotiatie op een voet, die niet compatibel was met

de constitutie deezer Landen, en daerop de correspondentie met hem heeft afgesneeden.

Voor het overige blijve....

W. PR. VAN ORANJE.

LETTRE MXXXIV.

Le prince d'Orange au duc régnant de Brunswick-Lunebourg [1]*. Complaintes sur sa situation.*

—

La Haye, ce 8 juin 1783.

Ayant appris que V. A. venoit inspecter les troupes de S. M. Prussiene, qui sont stationnées près des frontières de cet Etat, j'ai chargé le colonel Bentinck, mon aide de camp, de remettre cette lettre à V. A. et de lui témoigner mes Regrets de ne pouvoir venir la voir. La situation critique où se trouvent les affaires intérieures de ce pays ne me permettent pas de m'absenter. Il paroit qu'il y a des personnes qui ont un plan formé pour réduire à rien l'influence de ma place de Stadhouder, si ce n'est même d'abolir entièrement la dignité Stadhoudérienne, et de remettre la forme du Gouvernement comme avant l'année 1747. Dieu veuille que les mauvais desseins de ceux qui cherchent à troubler la constitution soyent confondus. On voit quel a été le but de ceux qui ont travaillé à éloigner d'ici le Duc Louis son Oncle. Ils ont commencé par répandre des bruits calomnieux contre ce Prince, et après son départ pour Bois le Duc les attaques directes contre moi ont commencé et sont allé journellement en augmentant. Je saisis cette occasion pour me recommander à la continuation de ses bontés et de son amitié et pour l'assurer de

[1]) *Minute autographe du prince.*

mon ardent désir de l'obliger et de trouver les occasions de lui prouver la parfaite considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Monsieur ....

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE MXXXV.

Le duc régnant de Brunsvic au prince d'Orange. Reponse.

A Wesel, ce 12 de juin 1783.

Les bontés, dont V. A. m'honore, rendent mon voyage dans ces Païs-ci infiniment intéressant pour moi, attachant le prix que je dois aux marques de souvenir qu'Elle m'accorde. J'ambitione le bonheur de lui faire ma cour avec la plus vive ardeur; puissent les obstacles qui me privent de cet avantage être levées au plus tôt, et il est à espérer que, la paix une fois rétablie, que des circonstances plus favorables se présenteronts pour dissiper et faire échouer une cabale, dont les vues pernicieuses pourrait enfin avenir dangereuses aux principes d'un Gouvernement dont Elle et ses augustes ancêtres ont étés la gloire et le soutien. Permettez moi de faire les voeux les plus ardens pour la réussite des grandes affaires, qui dans ce moment doivent interresser V. A.; l'attachement de mon oncle, le Duc Louis, à ses intérêts, est trop connu à V. A. pour qu'il m'apartient de lui en rapeller toutte l'étendue; la justice, qu'Elle lui rend, est d'un prix infini pour lui et pour toutte ma Famille, et je la supplie de croire que notre attachement pour Elle, pour ses intérêts et sa Gloire, est et sera à jamais gravé dans nos coeurs.

J'ai l'honneur d'être avec la plus haute considération,

Monsieur, ...

CHARLES G^ME DUC DE BRONSVIC-LUNEBOURG.

LETTRE MXXXVI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La perte de Negapatnam.

—

17 Juny 1783.

Doorlugtigste Vorst en Heer,

. . . . Ik hebbe zoo eeve een ample missive van den Heer Envoyé Brantzen ontfangen, houdende een ampel detail van den staat der negotiatien, en waaruit met leedweezen zie dat zijn instantien tot restitutie van Negapatnam vrugteloos zijn, en zelfs vrees ik, dat de tentamina Z. Ed. onder de hand gedaan, om die possessie voor geld te redimeeren, geen ingang bij het Hoff van Engeland zullen vinden . . . .

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MXXXVII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Même sujet.

—

17 Juny 1783.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

. . . Ik had wel gewenscht dat gemelden Heer (envoyé Brantzen) in de gehouden conferentie het poinct van het pecunieel equivalent voor Negapatnam

niet had aangeroert, wijl hij zig daartoe sonder eenige de minste authorisatie aan een, zoo als ik voorzie, onvermijdelijk refuus heeft blootgesteld....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MXXXVIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Les conditions de la paix.

16 Augustus 1783.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb de eer U. D. H. te presenteeren copie der missive, met eenige bijlagen, gister avond van den H^r Brantsen ontfangen. De Ministeriale missive van Z. Exc. aen den H^r Griffier behelst niet meerder, maar veeleer merkelijk minder, als die aan mij heeft geaddresseert. Het zal noodig zijn dat de vergadering van Holland over de importante en verdrietige materie hoe eer zoo beter werde beschreeven, 't welk egter niet wel eerder als tegens aanstaande Vrijdag zijn kan....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MXXXIX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

Hage, den 16 Augustus 1783.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik ben U.W.E.G. zeer verplicht voor de toegezondene copie-missive van den H^re Brantzen. Met het hartgrievenste leedwezen en aendoening zie ik

de schandelijke conditien, die aen de Republicq werden geïmponeert en waeromtrent aen ons bijna geen faculteit om te delibereeren werd overgelaeten. Ik hebbe altoos wel gevreest, dat dit het eind van deezen oorlogh zoude zijn, en het is daerom dat ik gemeent hebbe mijne poogingen te moeten aenwenden om dezelven tegen te gaen, en wensche dat de Republicq nimmer weder in diergelijke omstandigheden mooge koomen, maer dat door het neemen van wijze maetregulen, onder Gods zegen, voor het vervolg zulks mooge worden geprævenieert, en dat het aenzien van de Republicq en deszelfs welvaert steeds mooge vermeerdert worden, dat de eensgezintheit mooge herleeven en dat op niet anders gedagt mooge worden, dan om het gemeene welzijn van dit gemeenebest, ieder voor zooveel in zijn macht is, te bevorderen; daartoe ben ik bereid alle mijne poogingen aen te wenden en wensche dat een ieder met diergelijke sentimenten voor het Vaderland mag worden vervult....

W. PRINS VAN ORANJE.

Ik geeve U.W.E.G. in bedenken of niet op heden het collegie van Heeren Gecommitteerde Raeden konde doen vergaederen en alsdan bodens afzenden om de Leden tegens Woensdagh te beschrijven, aen ieder een Exemplaer toezendende van de Ministeriaele Missive van de Heeren Brantzen en van Berkenrode, met verzoek om gereet om op dezelve te resolveeren ter vergaderinge te willen compareeren. Ik vreeze dat anders Vrankrijk en Spanje finael sluiten en ons achter het net zullen laeten vissen, en zoo in de provincien extraordinaire Lantsdagen zullen moeten gehouden worden, denke ik dat de meeste gaerne het sentiment van Hollant zullen weeten, alvorens zich te expliceeren.

LETTRE MXL.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Même sujet.

—

23 Augustus 1783.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Het besogne over het groote werk der Vreede, heede gehoude, is, vermits de ongereedheid van Gouda, gecontinueert tot aanstaande Dinsdag. De groote meerderheid heeft zig verklaard om de Ambassadeur te authoriseeren tot het sluiten quovis meliori modo, dan de Heeren van Delft, met gevolg van Rotterdam en Enkhuysen, geproponeerd hebbende het doen van een besending naa Engeland, heeft de Ridderschap die voorslag geamplecteert, dog dezelve is bij Dordrecht, Haarlem, Leyden, Amsterdam, Gouda (voorloopig), Alkmaar en Hoorn, ten sterkste gecontradiceert; voorts bij Dordrecht remarque gemaakt zijnde op de menigvuldige afdankingen van zeevolk, is die remarque, niettegenstaande de solutie daarop door mij gegeeven, bij alle de verdere Leeden gevolgt en dien conform een aanschrijving vastgesteld aan de Hollandsche raaden en Ministers van de Collegien ter admiraliteit binnen deze provincie, om de reedenen van die afdankingen op te geeven....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MXLI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Même sujet.

—

26 Augustus 1783.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Het rapport voor het werk der vreede is in het besogne op heede met de zeer groote meerderheid uitgebragt conform de concept-extensie, welke d'eer heb hiernevens aan U. D. H. te presenteeren. Dit rapport is met tien stemmen in eene resolutie van H. Ed. Gr. Mog. geconverteerd, hebbende de H^n^ van Purmerende zig bij de meerderheid van het besogne gevoegt, terwijl Schiedam het bewuste expedient niet dan flauw en geheel ondergeschikt en afhankelijk van het goedvinden van Frankrijk heeft geappuieert.

Ik zal die resolutie op morgen ter generaliteit inbrengen en aan den Heer Brantsen per expresse afsenden om daarvan bij provisie onder de hand, en in afwagting van het Generaliteits-besluit, gebruik te maaken ....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MXLII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Réponse. Même sujet.

—

Hage, den 28 Augustus 1783.

WelEdelGestrenge Heer.

.... Ik danke U.W.E.G. voor de Communicatie van de resolutie omtrent de Vreede. Ik hoope en wensche dat zij mooge strekken tot bevordering van

het waere welzijn van het lieve Vaderlant, doch het is hart diergelijke nadeelige voorwaerden te moeten onderschrijven ....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MXLIII.

Le professeur Hofstede au secrétarie du conseil d'état [1]. *Aventure à Utrecht.*

Assen, den 9 September 1783.

HoogEdeleGestrenge Heer.

Ik kan met geen woorden uitdrukken welk een vertroosting het mij in mijn ongeval geeft en hoezeer het mij tot bemoediging strekt, dat zoowel de vorstelijke Personen als U.W.E.G. met deszelfs waardige Gemalin en verdere huisgenooten zulk een groot aandeel neemen in hetgeen mij te Utrecht overgekomen is [2]. Gelijk ik daarvoor mijne verpligting aan U.W.E.G. en aan alle de zijnen met een dankbaar hart betuig, zoo verzoek ik vriendelijk dat ook deswegens uit mijn naam Mijnheer de Prins mag gecomplimenteert en verzekerd worden, dat het medelijden, waarmede Hoogstdezelve jegens mij is aangedaan, niet weinig verzoet hetgeen ik geleden hebbe. 'Tis er zoo ver vandaan, dat mij zulks van 's Vorsten dienst zou afschrikken, dat het mij veel eer sterker dan ooit

[1]) *Cette lettre fut remise au prince par le sécrétaire Van Hees. Deux autres, que M. Hofstede lui écrivit en 1782 et 1783, contenant des protestations de respect et d'affection pour le prince et le duc de Brunswic, me semblaient sortir du cadre de cette publication.*

[2]) Voyez le récit de cet incident fâcheux dans les Ned. Jbb. 1783, p. 1616 sqq.

daaraan zal verbinden, volgens de les van een der Ouden: Tu ne cede malis, sed contra audentior ito!

Het heeft mij ook even daarom, op het Stadhuis te Utrecht geraakt zijnde, aan geen vrijmoedigheid ontbroken om aan de Vroedschappen en andere Heeren, die mij ontzet hebben, te verklaren, dat men mij onschuldig voor een Engelschgezinde hadde uitgekreten, maar dat ik het mij tot eer rekende een Oranjeman te zijn en dat ik altijd de stadhouderlijke Regeering, als van den souverain ingevoerd, zou blijven aankleven en voorstaan, aangezien ik van begrip en oordeel was, dat het geen goed borger en ingezeten was, die onze vastgestelde constitutie niet allezins respecteerde in de waarheid. 'T is mij een groote satisfactie, dat ik niet alleen om een goede zaak geleden hebbe, maar dat er ook noch door mij, noch door mijn Neef, geene de minste aanleiding, of met woorden of met gebaardens gegeven is, om het volk te irriteeren. Wel verre van mij te hebben laten ontvallen, gelijk een logengeest verspreid heeft, dat door mij gezegd zou zijn: „Zie, die gekken willen alsmede excerceeren, zoo hebbe ik daarentegen de manoeuvres, als verre mijne verwagting te bovengaande, gepresen en mij daarover verwonderd.

Het is maar al te waarachtig, dat men mij bij aanhoudenheid gestooten en geweldadig bij de armen en kleederen getrokken heeft, zoodat ik zelfs een geheel pand van mijn rok kwijt ben geraakt. Of men het afgescheurde van mijne kleederen verkogt heeft, is mij onbekend, maar 't is een louter verdichtzel, dat ik destijds mantel en bef zou gedragen hebben. Men zogt mij onder den voet te stooten, en was dat booze voornemen gelukt, ik zou meer dan waarschijnlijk vertrapt en vertreeen zijn, doch mijne presentie en

voornaamlijk de Goddelijke bijstand en ondersteuning hielden mij op de been.

In drie onderscheidene wooningen hebben wij de vlugt moeten neemen, edoch toen wij ons in het laatste huis pas bevonden en de nood op het hoogste was, werden wij door de Heeren Bronkhorst (den Zoon) en de vroedschappen Daunis, Falck, Van Senden, benevens de borger-Luitenant Van Vlooten en, zoo ik het wel hebbe, den Heer Perponcher, ontzet. Deze geleiden ons naer het Stadhuis, neemende mij de een in den regter en de ander in den linker arm. Zij stilden het volk met goede en vleyende woorden, zoodat wij niet omver geloopen werden, schoon men nog meermalen daartoe de uiterste pogingen aanwendde.

Op het stadhuis gekomen zijnde, bewezen de gemelden Heeren mij alle vriendelijkheid; bezorgden mij eene koets, waarmede ik 's morgens te twee uren (men had order gegeven dat de poort voor mij geopend werd) naar Amersfoord, Nijkerk, Harderwijk en Campen reed, alwaar ik 's nagts vertoefde en 's anderen daags voorspoedig bij mijne bloedvrienden in Drenth arriveerde. Ik ben nergens aan mijn ligchaam gekwetst en door 's Hemels goedheid zeer wel gesteld en volkomen gezond. Aan den laster gewoon, was ik niet voornemens eenig berigt aangaande deze gebeurtenis aan het publiek mede te deelen, maar de begeerte van waare Prinsgezinden, en daaronder zeer gedistingueerde personen, weegt bij mij swaar genoeg om van concept te veranderen, des ik voornemens ben om een historisch verhaal, zonder eenige reflexien daarbij te voegen, van 't geen mij op den 1n September te Utrecht wedervaren is, in 't licht te geven. Ik zal met het opstellen daarvan morgen aan den dag een aanvang maken, om het, zoo mooglijk met de

post van Saturdag naer Holland ter drukpers te verzenden [1]).

Ik heb vergeten te melden dat de Graaf van Athlone mij ook op het Stadhuis is komen zien en beleefd beklaagd heeft.

De brieven, die ik van Rotterdam onfangen heb gisteren met den post, gelijk ook van elders, zijn zoo menigvuldig, dat ik, om dezelve gedeeltlijk te beantwoorden, den ganschen dag gevaceerd heb, waarom ik vriendelijk verschooning verzoek dat ik U.W.E.G. niet omstandiger van alle particulariteiten berigte.

Laat ik er dit nog maar alleen bijvoegen, dat ik bevestigd ben NB. in het plan (om door middel van de vrij-compagnien de vrinden van den Heer Stadhouder te onderdrukken en de regeering te veranderen) voorheen door mij gecommuniceerd, zooals het door G... [2]) cum suis ontworpen is, naamlijk dat het revera exsteert. Men zal het welhaast te Utrecht zien, worden er geene maatregels tegen genomen.

Ik blijf, na betuiging van de hoogste achting en mijn respect aan Mevrouw en de verdere familie verzekerd te hebben, ...

P. VAN HOFSTEDE.

[1]) Ce récit fut en effet publié sous le titre „Eenvoudig berigt... etc." Cf. Knuttel, Catal. van plamphletten, v. n° 20680.

[2]) *Laissé en blanc. Peut-être Gijselaer.*

LETTRE MXLIV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Un article dans la Gazette de Leyde.

—

Hage, den 7 October 1783.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik zende U.W.E.G. de Fransche Leidsche Courant, die ik zooeven ontfangen hebbe. Hoezeer ik voorgenoomen hebbe geene reflexie meer te slaen op hetgeene in de Couranten staet, moet ik bekennen dat het artikel uit 's Hage, den 5 October, mij zeer frappeert, wijl het overeenkomstigh is met de tijding, die U.W.E.G. gisteren heeft gezien in de secreete Missive van den 3n deezer, die ik U.W.E.G. hebbe gesuppediteerd. Ik achte van mijn plicht U.W.E.G. hiervan kennisse te geeven en dezelve te verzoeken om een waekend oog op diergelijke démarches te willen houden, wijl U.W.E.G. als Raetpensionaris van deeze provincie verplicht is om de actueele constitutie te mainteneeren en niet te gedoogen, dat daeraen atteinte werde toegebragt. Het schijnt dat het tijtstip thans daer is dat men niet meer bedektelijk te werk gaet, maer opentlijk er vooruitkoomt om, onder prætext van maatregulen te neemen tot bevestiging van de vrijheit en tot bescherming van rechten, mij van de rechten, die aen mij op eene wettige wijze zijn gedefereert, te ontblooten. Ik twijffele niet of U.W.E.G. zal alles aenwenden, om de desseinen van diegeenen, die na eene veranderinge van constitutie haeken, te verijdelen, en verzoeken U.WE.G. mij wel te willen zijne gedachten mededeelen, kan het zijn noch heden, omtrent hetgeene U.W.E.G. oordeelt, dat ik zoude konnen doen, om tegen te gaen en te dissipeeren de

verkeerde intentien, die tegens de actueele constitutie worden gesmeed en waeromtrent ik denke, dat aen U.W.E.G. geen twijffel kan overblijven na de lecture van de bewuste missive, die ik U.W.E.G. op gisteren gecommuniceert hebbe....

W. PRINS VAN ORANJE.

(*L'article dans la Gazette de Leyden du 7 Octobre 1783*).

La Haye, le 5 Octobre. Les Etats de Hollande et de West-Frise continueront après-demain leurs délibérations. Nous apprenons, qu'hier il s'est tenu à Amsterdam une conférence de plusieurs Membres du Gouvernement des différentes provinces, pour concerter et consolider les mesures les plus propres à raffermir la liberté, défendre les droits, maintenir la tranquilité et avancer le bien-être de la République [1]).

LETTRE MXLV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La nomination du comte Van Welderen au poste d'ambassadeur à Londres.

—

's Hage, den 12 October 1783.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik hebbe nodig geacht U.W.E.G. te informeeren, dat de Heer Graaf van Welderen mij niet verzocht heeft om mijne stemme, als eerste Edele van Zeeland, voor de post als Minister na Engeland wegens deezen staat [2]), maar dat ik uit mijn eigen, zonder voorafgaande

[1]) Le procès verbal de cette conférence, ainsi que de celle du 15 Août, a été publié dans les Bijdr. en Meded. van het Hist. Gen., vol. XX (1899).

[2]) Après la ratification du traité de paix.

sollicitatie, hebbe gemeent geen ander te moeten stemmen, omdat ik niemand kenne, die, mijns bedunkens, beeter tot die post convenieert. Ik kan na het voorgevallene, dat U.W.E.G. bewust is, tusschen de Heer Derk Wolter van Lynden [1]) en mij, in den jare 1781, nimmer aan Z.H.W.G. mijne stemme geeven, zonder mij te prositueeren, en het zoude mij, aen een anderen kant, leed doen, dat ik, door mijne stemme aan den Heere Grave Van Welderen te geeven, aan Zijn H.W.G. nadeel zoude doen en dat zulks difficilder zoude maken om hem te doen obtineeren een pensioen van 's Lands weegen, dat hij wel verdiend heeft door zijne pogingen om het lieve Vaderland te dienen, in het bijzonder geduurende dat hij in de diplomatique carrière is gebruikt....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MXLVI.

Le secrétaire du conseil d'état Van Hees au prince d'Orange. Observations au sujet de la jurisdiction militaire.

Oosterbeek, den 26 October 1783.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb de eer gehad op den 21ⁿ deeser te ontfangen de elf differente stukken, welke U. D. H. mij tenselven dage heeft gelieven toe te zenden en opgenoemt zijn in Hoogstdesselfs zeer gerespecteerde missive daarnevens gevoegt, bij dewelke Uwe H[d] mij in de eerste plaats gelieft te vraagen of raadzaam oordeele,

[1]) On s'attendait généralement à sa nomination: voyez les Ned. Jbb. 1783, p. 1550.

dat het concept-request van den Fiscaal van de Generaliteit ingebracht werde; dan waarop ik antwoorden moet, dat ik zulks niet zoude konnen aanraaden, vermits daardoor aanleiding zoude konnen gegeeven worden, dat de zaak der militaire jurisdictie eene keer zoude konnen neemen, die welligt onherstelbaar zoude zijn en Uwe H[d] van aanmerkelijke prærogativen, van nu afaan, ontzetten.

Wat betreft de memorien van den Fiscaal van de Generaliteit, vinde ik deselve zoo volumineus, dat, al konde er gebruik van gemaakt worden, de lecture daarvan bijna een ieder zal moeten afschrikken. Dog de tweede, tendeerende tot refutatie van het rapport aan de Heeren Staaten Van Zeeland gedaan omtrend de militaire jurisdictie, zal niet meer konnen dienen, omdat het gemelde rapport bereids tot conclusie gebragt is, en omtrend de eerste memorie heb ik deese bedenking, dat deselve eigentlijk is een vervolg of een tweede memorie op die welke U. H. a°. 1772 aan de Heeren Staaten van Holland heeft ingeleeverd, gelijk deselve ook alzoo in het hoofd genoemt word, en dat gevolgelijk deese memorie, evenals de eerste, ook ter Staatsvergadering van Holland zoude moeten inkoomen. Dan of zulks thans gesaisonneert zoude zijn, nadat men in Holland de zaak reeds zoo verre buyten haar geheel gebragt heeft en de militaire jurisdictie genoegzaam den bodem ingeslaagen door differente formeele staats-resolutien, durv' ik niet bepaalen; ik vrees veeleer dat zulks de geesten, die reeds zoo qualijk gedisponeert zijn, nog meer irriteeren zal, immers zeekerlijk niet faciel maaken omtrend schikkingen, die andersintz in consideratie zouden komen omtrend de materie. En wat den inhoud van deselve memorie betreft, zoo zoude de discussie van alle de argumentatien, daarin vervat, van grooten

omslag weesen en daaruyt seekerlijk blijken, dat zij alle niet voor convincant zullen gehouden worden bij menschen, die reeds geprævenieert zijn en hun partij genoomen hebben; terwijl ik mij dieaangaande wel conformeeren kan met de reflexien, bij U. H[ds] missive in 't particulier gemaakt tegens de argumentatien uyt het Erfstadhouderschap, als welke zeer gemakkelijk, zoo men ze te ver pousseert, in deese boose tijden zouden konnen gerescontreert worden, door aan U. H. voor te werpen desselfs nieuwe commissie, door Hoogstdenselven aangenomen, waarin de clausul tot kennelijk wederzeggen toe gevonden word, hoewel sulks met het grootste onrecht zoude geschieden, vermitz U. H. nimmer kan gecenseert worden door het aannemen van soodaanige commisie zijn Erfrecht te hebben willen abdiceeren; gelijk men nogtans in zulken geval (zal men de objectien met effect maaken) zoude moeten sustineeren, dan welke sustenue bij geen redelijk mensch ingang kan vinden, en waarom soodanig argument, als te veel bewijsende, inteegendeel zoude moeten gereekent worden niets te bewijzen. Dog, gelijk van deeze memorie, naar mijne geringe gedagten, niet gevoeglijk met eenige hoop van succes gebruikt zal konnen gemaakt worden bij de Heeren Staaten, zal het er thans meer op aankoomen op de vraag, die U. H. mij verder de eer aandoet van voor te stellen, namelijk: wat thans te doen, een schikking te maaken of alles te laaten vlotten? Het laatste dunkt mij, onder eerbiedige verbetering, zoude aan uwe Hoogheids vijanden te veel in de hand gewerkt zijn en strijden met Hoogstdesselfs bereids betoonde inclinatie, om wel op reedelijke gronden tot eene schikking te willen koomen, want ofschoon men zoude konnen seggen dat uwe Hoogheids naam nergens in geparoisseert heeft en dat alles maar onder

de hand door Hoogstdesselfs zoogenaamde vrienden aan de partije, en wel aan de Hoofden van deselve, gecommuniceert is, weeten nogtans alle de Heeren, en bijzonder de laatstgemelden, dat de poincten, door haar in Mey laatstleeden voorgeslaagen, onder uwe Hoogheids oog gebragt zijn en dat uw Hoogheid zig ook destijds, door de marginaale antwoorden op deselve, bereids geëxpliceert heeft of zig heeft doen expliceeren, zoodat Hoogstdezelve thans, naar mijne geringe gedagten, niet wel alle schikkingen declineeren kan.

Ik zie dat men naderhand aan uwe Doorl. Hoogheid ter hand gesteld heeft eenige consideratien om te dienen tot een basis van schikkingen, welke ik uyt uwe Hoogheids missive verneeme den Heer Van Berckel tot auteur te hebben, maar zij zijn zoo totaal devieerende van de bevorens overgegeeven poincten, dat zij nauwelijks voor een antwoord op uwe Hoogheids explicatie konnen geconsidereert worden; ook zie ik niet, als ik op derselver inhoud let, en vooral op de præmissen in dit stuk voorkoomende, dat nwe Hoogheid zig deselve alzoo kan laaten welgevallen, sonder zig te præjudicieeren. Uwe Hoogheid heéft de moeite genoomen, bij desselfs missive aan mij geadresseert, vervolgens op te geeven een nieuw plan van schikkingen; dit koomt mij zeer gevoeglijk voor, maar het zoude wat verschikt en in een andere order dienen geredigeert te worden, en de vraag zoude zijn, of uwe Hoogheid niet zoude konnen goedvinden den Heer Fiscaal Tulling [1]) te chargeeren om daarvan zijn werk te maaken en vervolgens deese poincten in een Memorie te vervatten, welke uwe Hoogheid onder de hand zoude konnen doen communiceeren door en aan diegenen, welke bevoorens te zaamen over het maaken

[1]) Le fiscal du Haut-Conseil de Justice Militaire Van Oldenbarnevelt, dit Witte Tullingh.

schikkingen gehandelt hebben, waardoor ten minsten zoude afgesneeden worden de critique, dat het aan de zijde van uwe Hoogheid haapert....

S. J. VAN HEES.

LETTRE MXLVII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. L'affaire du magistrat de la ville d'Alkmaar [1]).

Hage, den 9 November 1783.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik hebbe niet willen af zijn aen U.W.E.G. te communiceeren de copie der missive, die ik heden afgezonden hebbe aen Heeren Burgemeesteren en regeerders der stad Alkmaar en die ik voor U.W.E.G. hebbe laeten maeken. Ik ben geresolveert om mij binnen korte dagen met eene missive en memorie aen H. Ed. Gr. Mog. te addresseeren, zoo de Heeren van Alkmaer niet uit zich zelven gelieven in te trekken derzelver informeele resolutie van 24 February ll. Ik twijffele niet of U.W.E.G. zal mijn wel hebbend recht trachten te appuyeeren en zijne poogingen aenwenden om mij door H. Ed. Gr. Mog. te doen herstellen in mijn gefundeert recht van Electie van Burgemeesteren, Schepenen, Thesauriers en Vroedschappen der stadt Alkmaer, en dat immers en in allen gevalle U.W.E.G. zal gelieven uit te werken, dat, hangende de deliberatien van H. Ed. Gr. Mog. over de zaeke ten principaelen, Heeren van Alkmaer zullen worden gelast om mij niet in mijne possesie te turbeeren tot nader order

[1]) Pour les détails de cette affaire voyez les Ned. Jbb. 1783, p. 274 et p. 2107 sqq. Il s'agissait d'une résolution au sujet du droit de collation des offices municipaux.

van den souverain, en derhalven dat zij, als gewoonlijk, nominatien zullen hebben toe te zenden, zoo bij gelegenheit van vactures in de Vroedschap als van de Magistraets-bestellinge....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MXLVIII.

L'envoyé Brantsen au greffier Fagel. Les différends avec l'Autriche.

Fontainebleau, den 20 November 1783.

.... Ik ben U.H.E.G. wijders verpligt voor de communicatie van de stukken concerneerende 't different met 't Gouvernement van de Oostenrijksche Nederlanden of wel 't Keyserlijke Hof [1]). Het koomt mij voor dat de provisioneele resolutie van H. H. M. volmaakt geschikt is om alle verwijderingen voor te komen en eenmaal de zaaken te reguleeren op een voet, die voor 't toekomende zou kunnen gerustheid geeven en alle feytelijke onderneeming prævenieeren. Ik heb deeze morgen in een particuliere conversatie met den H^r de Vergennes aan Z. Exc. aanleiding gegeeven om mij na de gemelde differenten te vraagen, en daarvan vervolgens een omstandig relaas hebbende gedaan, antwoordde hij mij dat men hier van tijd tot tijd ook moeyelijkheeden had met 't Oostenrijks Gouvernement ter zake van de Edicten van den Keyzer, dat geene soldaaten van eene vreemde Mogendheid, zelfs ongewapend, in de Landen onder zijn gebied mogten koomen; dat hij de memorie, aan den Heer

[1]) Voyez sur cette affaire les Ned. Jbb. 1783, p. 1887 sqq. Il s'agissait de l'occupation des forteresses de St. Donas et St. Paul par les troupes de l'Empereur.

Hop [1]) overgegeeven, mitsgaders de provisioneele resolutie van H. H. M., had geleesen, en dat 't hem toescheen, dat door middel van de voorslagen, daarbij gedaan, de ontstaane geschillen in 't minnelijke zouden kunnen worden vereffend en geen serieus gevolg zoude hebben. Hij vroeg mij vervolgens in 't particulier na 't geen voor weynige jaaren te Sluis met eenige Oostenrijksche commisen was voorgevallen en wat er was van de klagten dat men nieuwe imposten vergde van vaartuygen, die vivres na 't Oostenrijks territoir overbragten. Ik deed hem een kort détail van 't eerstgemelde, voor zoo veel mijn geheugen toeliet, en in 't beantwoorden van de tweede vraag, met te zeggen dat H. H. M. daaromtrend informatien hadden gerequireerd, deed ik hem tegelijk voelen, dat de Republicq niet gewoon was quaestien met haare nabuuren te zoeken door het invorderen van ongewoone en onreedelijke imposten, maar dat men, gelijk hij 't zeekerlijk ook billijk zoude vinden, dikwils precautien nam tot weering van fraudes; dat men integendeel van andere kanten telkens op de regten van den staat zogt 't impieteeren en dat zommige in de Republicq zelfs ongerust waren, dat de keizer buteerde de Schelde te openen en daartoe langsamerhand de noten gesteld wierden. Hij antwoorde daarop rondborstig dat dit volkomen strijdig zoude zijn met de tractaten en dat hij den Keizer zelve in zijne laatste reis in Vrankrijk, wanneer er ook veel over dit oogmerk gesprooken wierd, had hooren zeggen, dat hij daartoe geene de minste intentie had. Wat aanbelangd het actueel verstand tusschen gem: Monarch en dit Hof, is 't mij zeedert lang voorgekoomen dat 't zelve in de grond zoo volmaakt niet is als voorheen, maar dat de naauwe

[1]) L'envoyé à Bruxelles.

familie-relatie door eene groote vrouw, die hier vrij veel invloed heeft, en het standvastig systema van de Prins van Kaunitz, die nevens den Hertog van Choiseul de Auteur is van het pactum familiæ, de intelligentie tusschen de beide Hoven met succes gaande houden en mitsdien vrij moeylijek zoude vallen om dit Hof, zoo lang immers haare particuliere belangens niet weezentlijk geconcerneerd zijn, verder als tot interpositie van goede officien te brengen....

G. BRANTSEN.

LETTRE MXLIX.

Les négociateurs à Paris au greffier Fagel. Nouveau délai.

Parys, den 23 November 1783.

HoogEdelGestrenge Heer.

Nadat wij de ratificatie der præliminaire vredesarticulen hadden uitgewisseld, zijn wij niet werkeloos gebleeven om een afkomst van onze Negociatie te bevorderen, door 't middel van 't sluiten van een definitief tractaat. Wij hebben ten dien einde meer dan eenmaal bij den Hertog van Manchester de ernstigste instantien gedaan, om, terwijl hij bij 't sluiten van de voorz. præliminaire had aangenomen, om nader aan zijn Hof te schrijven over 't coarcteren van de cessie van Negapatnam met hare dependentien en 't beding dat men van de zijde van Engeland niet zoude gêneeren de commercie van de Nederlandsche compagnie in Bengalen en eenige andere gedeeltens van Indien, waarop wij sterk hadden blijven aandringen, alle zijne devoiren te willen aanwenden, dat daaromtrent de nodige instructien aan hem mogten worden toegezonden en wij dus in staat mogten worden gesteld om 't definitif tractaat onderling te kunnen ajusteeren, dan wij hebben

telkens het ongenoegen gehad van te verneemen, dat het Ministerie nalaatig bleef aan dit verzoek, 'tgeen de Heer Ambassadeur ons verzeekerde meermalen herhaald te hebben, te voldoen, en wij hebben vervolgens, bespeurende dat er wijnig of geen dispositie was om eenige meerdere gematigheid in 't bepalen der conditien te admitteeren, gelijk wij ons ook van 't begin af, onaangezien de zijdelings gedaane verzeekeringen, dat zonder de intercessie van 't Hof van Vrankrijk negotieerende op een billijker voet met ons zoude handelen, niet anders hebben verwagt, geoordeeld dat het in tegenwoordige omstandigheeden met de belangens van den Staat vrij meer zoude overeenkomen om een prompte afkomst van zaaken te hebben dan in 't onzeekere, op een ongegronde hoop van voordeeliger voorwaarden te zullen verkrijgen, te blijven fluctueeren, en het is mitsdien op dat fundament geweest dat wij daarna aan gemelden Heer Ambassadeur hebben te kennen gegeeven, dat, terwijl H. H. Mog. zeer verlangde de zaaken tot eene volkome consistentie gebragt te zien door 't sluiten van een definitif vreedes-tractaat en wij gaarne alle discussien, waarmede wij tog voorzagen dat thans niet meer dan te voren zou kunnen gewonnen worden, wilden eviteeren, wij eenvoudig aan hem kwamen te proponeeren om de præliminaire te converteeren in een definitif Tractaat.

Wij hadden ons gevleid dat deze voorslag, waardoor het Hof van Londen gelibereerd wierd van alle deliberatien over het inwilligen van avantageuser Conditien dan bij de præliminaire bedongen waren, zowel als de standvastige verzeekering, die wij ter beantwoording van de vraag van den Heer Hertog van Manchester er hadden bijgevoegd, dat den Staat geen æquivalent hoegenaamd voor Negapatman had aan te bieden dan 't geen door ons te voren aangeboden

en door het Hof van London verworpen was geweest, Zijne Exc. in staat zoude hebben gestelt om dadelijk met ons te concurreren tot 't dresseeren van 't Tractaat of immers, terwijl hij verklaarde daaromtrent vooraf ordres te moeten hebben, een prompt en definitif antwoord van de zijde van zijn Hof zoude hebben uitgewerkt, dan wij moeten met leedwezen U.H.E.G. bij dezen informeeren, dat in plaats van dien de Heer Ambassadeur ons eindelijk gepasseerde Woensdag heeft gecommuniceerd, dat een courier, des avonds te vooren van Londen aangekomen, hem van wegens Zijne Groot-Brittannische Majesteit Ordres had overgebragt om ons te kennen te geven, Hoogstged. Z. M. bij 't advis van zijn Raad de zaak rijpelijk hebbende overwogen, aan H. H. M. proponeerde om 't definitif Tractaat te sluiten of in Den Haag of te Londen; dat hij Ambassadeur niet twijffelde of wij zouden de goedheid hebben H. H. M. bij de eerste gelegenheid daarvan te prævenieeren, ten einde Z. M. hoe eerder zoo beeter geïnformeerd mogt werden van de keuze, die één van die beide plaatsen zoude gedaan worden; dat hij voorts te gelijker tijd gelast was aan ons te herhaalen, dat de Koning altijd behield een ijverig verlangen om die zaak met zoo weinig uitstel, als de natuur van dezelve zoude toelaten, af te doen.

Wij hebben daarop niet nagelaaten aan Z. Exc. te representeeren, dat, daar de beide Mogendheeden aan hunne respective Ministers alhier de plein pouvoirs hadden gegeeven tot 't finaal sluiten van de Vreede en de zaaken reeds zoo ver gevorderd waren, dat er geen negotiatie meer nodig was, wij zeer verwonderd waren, dat thans een voorslag wierd gedaan, die tot niets anders konde strekken dan om 't werk tegens de inclinatie van den Staat in longueur te trekken; dat wij ook niet konden verbergen onze Vreze dat

dezelve wijnig ingressie zoude vinden en in de tegenwoordige gesteldheid van zaaken in de Republicq in 't geheel niet geschikt zoude voorkomen om de beide Natien meerder te rapprocheeren en met beeter succes tot onderlinge vriendschap op te wekken, maar dat wij egter niet in gebreeke zouden blijven, zijne gedaane propositie ter kennis van H. H. M. te brengen en Hoogstderzelven goedvinden zouden blijven afwagten....

LESTEVENON VAN BERKENROODE.

G. BRANTSEN.

LETTRE ML.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. L'affaire de la magistrature de la ville d'Alkmaar.

—

'S Hage, den 26 November 1783.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik zende U.W.E.G. hiernevens eene copie van de missive, die ik van intentie ben morgen aan H.E.G.M. te doen afgaan....

.... Ik twijffele niet of U.W.E.G. zal mijn verzoek om bij mijn recht gemainteneert te worden wel willen appuyeeren en effectueeren, dat, hangende de deliberatien van H. Ed. Gr. Mog. omtrend de zaak ten principaalen, de Heeren van Alkmaar werden aangeschreeven niets te innoveeren, en te handelen, zoo als de constante practijk heeft plaats gehad sedert het herstel van het Stadhouderschap in den jare 1747....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MLI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Même sujet.

—

28 November 1783.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

De Missive van U. D. H. over het werk van Alkmaar heeden ter Staatsvergadering voorgebracht zijnde, heeft de Ridderschap op de provisioneele voorziening, conform het slot der hooggem: missive, geïnsteert; dan bij Dordrecht is daarentegen tot een provisoir of interim (hangende de deliberatien) geproponeert, dat de electien, onvermindert het regt der beyden partijen, door den souverain zelve als neutraal en persona Moralis zoude werde gedaan. Dit sentiment is sterk geappuieert door Haarlem, met gevolg van Leyden, Amsterdam, Gorcum, Schiedam en Purmerend, terwijl Delft, Gouda, Rotterdam, Schoonhoven, Brielle, Alkmaar, Hoorn, Enkhuizen, Edam, Monnikendam en Medenblik de zaak hebben overgenoomen .....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MLII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse.

—

28 November 1783.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik ben U. D. H. zeer verpligt voor de communicatie van Hoogstdeszelfs missive, welke U. D. H. voornemens is heeden aan H. Ed. Gr. Mog. te doen geworden raakende de saak van Alkmaar. Dit stuk is volmaakt wel gestelt en ik flatteer mij, dat de reedenen en

gronden, daarbij vervat, bij de meeste Leeden van die kragt zullen werden bevonden, dat in de versogte provisioneele voorziening niet zal werden gedifficulteert....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MLIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Questions à propos du délai de la paix.

—

'S Hage, den 1 December 1783.

WelEdelGestrenge Heer.

.... Het zal mij zeer aangenaam zijn te verneemen wat of U.W.E.G. er van denkt en of U.W.E.G. oordeelt dat dat Esquader na de Middellandsche zee thans nog vertrekken kan, dan of daarmede behoorde te worden gesupersedeerd tot dat de deliberatien zullen zijn afgeloopen omtrend de missive van de Heeren Van Berkenroode en Brantsen. Ik zal ook gaarne verneemen dat voortgegaan kan worden met het bergen der stukken, zijnde op de kustbatterijen, dan of daarmeede behoorde te worden insgelijks gesupersedeert...

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MLIV.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse.

—

2 December 1783.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

.... terwijl mij geene genoegzaame reedenen voorkoomen om het Esquader onder zijn vlag t'huys te houden, nadien ik niet kan voorzien, dat uit de deliberatien

over de laatstgemelde missive der Ambassadeurs ietwes zoude kunnen emergeeren, waardoor aan het Hoff van Engeland eenige schijnbare reeden of prætext tot vernieuwing van den oorlog zoude werden gegeeven. Zooveel ik kan opmaaken nopens de denkwijze van de meerderheid der Staetsleeden in Holland, verwagt ik dat het resultaat van het op de voorn: missive te houdene besogne daarheen zal gaan, dat men op een beleefde wijze zal declineeren de voorslag tot verandering der plaats van de negotiatie; dat men zal declareeren in de præliminaire vreedens conditien, zoo als dezelve zijn leggende, volkoome te berusten, en bereid te zijn om dezelve in een definitief tractaat, hoe eer zoo beter, sonder eenige verdere omslag, te converteeren. De Ratificatie op de preliminairen reeds uitgewisseld zijnde, zie ik niet dat Engeland nieuwe eysschen, zonder de hoogste onregtvaardigheid, zoude konnen doen, en ik zie nog minder hoe dat Hoff aan de Republicq qualijk zoude konnen neemen van zig te vergenoegen met het gestipuleerde bij de præliminaire conditien en daarin te berusten.

'T is dan ook om dezelvde reeden, dat ik geen swarigheid zoude maaken in het amoveeren der batterijen langs de stranden, dan op gistere bemerkt hebbende, dat de sentimenten der twee commissarissen op de materie discrepeeren, zal ik in een besogne, met dezelve heede te houden, een middelweg tragten voor te stellen . . . .

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MLV.

Le conseiller pensionnaire au prince d'Orange. Projet d'une missive du corps des nobles à la magistrature de Dordrecht.

—

21 December 1783.

Doorluchtigst Vorst en Heer.

Ik heb de eer U. D. H. te presenteeren de concept-missive aan burgemeesteren van Dordrecht door mij ter voldoening aan de rescriptie van de Ridderschap geformeert ....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MLVa.

Project d'une missive aux magistrats de la ville de Dordrecht.

—

'S Hage, den ....

Erentfeste etc.

Het is sederd een geruimen tijd, dat wij met het uiterste ongenoegen en geen mindere verontwaardiging hebben moeten ondervinden, dat de Pensionaris van U. E. Stadt, Mr Cornelis de Gijselaer, zig bijzonder heeft toegelegd om ons [in de] ter vergadering van H. Ed. Gr. Mog. en in de Staats ter besoignes ingebracht werdende advisen, steeds op 't hatelijkst te traduceeren en zig jegens ons, door gantsch onbetamelijke en licentieuse uitdrukkingen, op een ten hoogste læsive en hoonende wijze te gedragen, zoo als de voorz. Pensionnaris nog laatst op den 18^n^ dezer niet heeft ontzien van dit zijn toeleg de sterkste blijken te geeven; een gedrag zoo weinig overéén te brengen met hetgeene de Leeden van de Souveraine Vergadering aan elkander onderling zijn verschuldigd, jae zoo strijdig teegens alle

decentie, dat wij nimmer konnen vermoeden, dat zoodanige handelwijze van U. E. eerste Minister de minste verschooning, veel min eenig appui bij U. E. zoude vinden. Dan daar de verre gaande drift van deeze Minister ten top schijnt gereezen te zijn, hebben wij vermeend ons gevoelig ressentiment desweegens niet langer te moogen te moogen verbergen, maar ons bij deeze aan U. E. te moeten addresseren, met instantelijk en zeer ernstig verzoek, dat U. E. dusdanige voorzieningen gelieven te doen, waardoor aan ons ter zacke voorz. behoorlijke satisfactie bezorgt, de licentie van voorz. Pensionaris op het efficacieuste beteugeld en hij binnen de paelen van bescheidenheid gebragt en gehouden werde....

LETTRE MLVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La missive aux magistrats de Dordrecht.

'sHage den 21e Decbr. 1783.

WelEd.Gestr. Heer.

Ik restitueere U.W.E.G. hierneevens de concept-missive aan de stadt Dordrecht, ik kan mij daarmeede volkomen conformeeren, alleen is de vraag of de woorden aan ons ter zake voors. behoorlijk satisfactie bezorgt, behooren in de missive te blijven dan daar uit worden gelaten, en wel uit hoofde van de Resolutien geallegueerd bij die van Haar Ed. Gr. Mog. van den 7e Maart 1782, waarbij ni fallor is verstaan, dat de Staatsleeden van Holland omtrent derzelver advisen ter vergaderinge uitgebracht noch binnen noch buiten Rechte zullen zijn aanspraa-

kelijk en waarvan een acte van guarand is gegeeven zoo ik meene in 1665, maar ik kan niet denken dat immer of ooit begrepen zal kunnen worden dat zulks zoude beletten aan het eene staatslid om zich bij eene zijner meedeleeden te beklagen over injurieuse expressien, die een minister of gedeputeerde van dezelve zich zoude hebben laeten ontvallen, en denke niet dat de bewuste resolutien in die zin kunnen worden geinterpreteerd, doch wijl de Experientie mij geleerd heeft, dat men niet weeten kan wat draey of aan de zaken kunnen gegeeven worden, hebbe ik nodig geoordeelt het bovenstaende te opperen....

LETTRE MLVII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Même sujet.

21 December 1783.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Het is alleen met oogmerk om als Pensionaris van de Ridderschap aan het verlangen van de voorzittende Leeden te voldoen, dat ik in de conceptextensie der missive aan Dordregt het vragen van behoorlijke satisfactie heb gebragt: voor mijn eigen sentiment en (mag ik er bijvoegen) als Raadpensionaris van de provincie, begrijp ik, dat die periode uit de missive behoort te werden gelaaten en dat het best zal zijn te blijven bij de termen van een ernstig beklag. Het is mij ten hoogste aangenaam uit het biljet van U. D. H. te zien dat Hoogstdezelve op zeer goede gronden in datzelvde begrip staat....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MLVIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Une missive importante de M. Brantsen.

—

21 December 1783.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb de eer U. D. H. te presenteeren een copye der missive, die ik gisteren van den Heer Brantzen heb ontfangen. Ik zal nog eenige dagen met het inbrengen der Hollandsche resolutie ter Generaliteit supersedeeren, terwijl inmiddels de vrijheid neeme U. D. H. te verzoeken van die missive geheym te willen houden....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MLIX.

Missive de M. Brantsen au conseiller-pensionnaire.

—

Parijs, den 10 December 1783.

HoogEdelGestrenge Heer.

Gisteren morgen te Versailles zijnde en aan de Heer Grave de Vergennes communicatie geevende van hetgeen nader tusschen den Hertog van Manchester en ons gepasseert was, alsmede van de gedagten waarin ik ten aanzien van de behandeling der zaaken in de tegenswoordige omstandigheeden was en welke mij uit de ontfangene informatien toescheen overeenkomstig te zijn met het begrip van eenige notabele Leden van Holland, zeide mij zijne Exc., dat hij zeedert eenige dagen zeer verlangd had om mij te spreken en dat, de geleegendheid zig daartoe nu voor doende, hij mij moest onderrigten dat hij van zijne kant mede eenig narigt hebbende gekregen, dat men in Holland

intentie scheen te hebben om de gedaane voorslag en 't præliminair Tractaat voor definitif te houden, daarop zeer serieus had gereflecteert en dat 't hem was voorgekomen, dat de staat met de uitterste voorzigtigheid daaromtrent behoorde te werk te gaan; dat wij in de negotiatie hebbende weeten te verkrijgen de stipulatie, dat de restitutien van de wederzijdsche geconquesteerde plaatsen zouden geschieden op dezelve tijd als die tusschen Vrankrijk en Engeland zouden plaats hebben, dien conform dan ook de ordres, immers voor zooveel de Oost-Indien betrof, waren afgezonden; dat de Heer Fox een heethoofd zijnde en over de weigering van de propositie gepiqueert, bekwaam was om door een expresse over land die ordres te contremandeeren, en dat dit de grootste ongeleegenheid zoude veroorzaaken; dat men, na zijn gedagten, de epoque dat de restitutien werkelijk konden zijn geschied, diende af te wagten, om 't ecueil te vermijden de onderhandeling moest fileeren, en inmiddels aan 't Hof van Londen eenvoudig zou kunnen te kennen geeven, dat H. H. M. zeer gesurpreneert waren over de nader gedaane propositie; dat zij niet geneegen waren om de onderhandeling, die genoegsaam als getermineert konde worden aangezien, na 's Hage of Londen te transporteeren; dat de præliminairen hier waren geteekent; dat alle documenten, tot de onderhandeling specteerende, hier berustende waren; dat de wederzijdsche Ministers, die de plein pouvoiren hadden om finaal te termineeren, zig ook hier bevinden, en dat vervolgens hoopten, dat Z. M., de zaak nader pondereerende, wel zou willen afzien van zijne gedaane propositie en zijn Ambassadeur, ten aanzien van wiens persoon hij zelfs meende dat een beleefd woord zou kunnen worden gezegd, authoriseeren om het definitif Tractaat met ons hier te sluiten; dat zulks van geen effect zijnde, gelijk het

waarschijnlijk niet zoude zijn, men door mij naderhand ter bekwamer tijd zoodanig declaratoir zoude kunnen doen, om een convenabel einde van zaaken te hebben en alle geleegenheden tot propositien van een andere aart, bij het reëntameeren van de onderhandelingen, af te snijden, als convenabel en raadsaam zou vinden.

Ik kan niet ontveinsen dat mij deeze bedenkingen, waarvan U.H.E.G. door de Heer Berenger thans ook al iets moet gezegt zijn, zijn voorgekomen te steunen op gronden van voorzigtigheid....

G. BRANTZEN.

LETTRE MLX.

Le pasteur Hofsteede au secrétaire Van Hees. Insinuations de la presse contre le prince d'Orange.

—

Rotterdam, 5 Januarie 1784.

WelEedeleGebooren Heer.

Gisteren had ik de eer aan U.W.E.G. te schrijven; dees dient alleen om U.W.E.G. te berigten dat ik deezen morgen een billet ontfing van een gedistingueerd en zeer welbekend Heer van deezen inhoud.

„Hoope toch dat Z. H. zorg zal dragen, dat er in Couranten of op eene andere wijze zal aan het publicq bekend gemaakt worden, dat er gewigtige reedenen ten beste het Vaderland zijn, waarom de troupes in het strenge Jaarsaisoen naar Bergen op Zoom van Leeuwarden moeten marcheeren. De Leidsche Courant steld dit heeden in een hatelijk dagligt, en U. H. E. zou niet gelooven welke haatelijke reflexien daarover heeden op de beurs en in de coffy-

huizen gemaakt zijn, ten nadeele van den Prins. Het is immers veel beeter aan het volk te openbaeren, dat men zich op de frontieren tegen allen onverhoopten aanval in postuur stelle, dan dat men door zulks te verbergen 's vorsten naam bij het maar al te lang bedroogen gemeen in verdenking brenge. Heeft U. H. E. occasie om dit Z. H. te doen opmerken, het zij [zelf of] door iemand anders, het zal tot hoogstdeszelfs voordeel strekken, hetwelk U. H. E. weet dat ik met al mijn vermogen behartige. Dit is te meer nodig omdat men actueel er op uit is Zijn Hoogheid de Patenten te beneemen, en men niet zal nalaten den voorschreven marsch, die men onnatuurlijk noemt, tot een voorwendsel te gebruiken.

Ik weet niet of ik wel doe met zulke dingen te schrijven, maar zoo ik beeter doen ervan te zwijgen, dan bid ik U.W.E.G. mij zulks te gelasten en ondertusschen te willen gelooven, dat ik het niet zoude gemeld hebben, was het niet uit liefde voor Zijne Hoogheid . . . .

P. HOFSTEEDE.

LETTRE MLXI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Désapprobation de l'avis sur le budget de l'armée.

—

'sHage, den 10n Maert 1784.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik hebbe met alle attentie geëxamineerd U.W.E.G· concept-advis omtrent de Staaten van Oorlog en kan niet afzijn U.W.E.G. te danken voor deszelfs communicatie. Het doet mij leed dat ik mij daarmeede niet conformeeren kan, dan alleen voor zoo verre daarbij

geadviseerd wordt om consent te dragen in de staaten van oorlog, maar ik kan geenszins concurreeren tot hetgeene daarbij wordt gezegt ter geleegenheid van de in den voorleedenen jaare gedaene afwijzing van de post ten behoeve van den Hoogen Krijgsraed, wijl ik geloove dat de resolutie te dier tijd genomen zeer nadeelig is voor 's Lands waere belangen en voor het onderhoud van een goede discipline onder 's Lands Krijgsvolk.

Ik kan ook in geenen deele adviseeren voor het in het werk stellen van de denunciatie, die bij het consent van het voorleeden Jaar is gedaan, maar wel tot het doen van sterke instantien bij de bondgenooten om hunne achterstallen op de petitien voor de Zee te betalen. Ik ben van oordeel dat H. Ed. Gr. Mog. niet consenteeren in de staaten van oorlog om plaisier te doen aen de andere provincien, maar omdat het onderhoud van de troupes van den Staat noodzakelijk is voor de defensie van het Vaderland, en dat het dus geensints te passe koomt om te dreigen, dat men nalaten zal te zorgen voor de defensie van 's Lands frontieren, wijl deeze provincie daarin zoo veel belang heeft als een der overige bondgenooten; dit zijn de reedenen waarom ik mij tot het advis, zoo als het is leggende, niet kan conformeeren ....

W. PRINCE VAN ORANJE.

LETTRE MLXII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. L'élection d'un prince-évêque.

—

's Hage, den 2n Mey 1784.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik restitueere U.W.E.G. hiernevens, met dankzegginge voor de communicatie, de missive van den Heere Minister Van der Hoop. Het zal nu te bezien staan wat of de Republicq in deeze kan doen om niet volkomen omcingelt te worden. Alleen kan zij niets doen, maar misschien, geconjungeert met Vrankrijk en den Koning van Pruissen, zoude er mogelijkheid zijn om een Prins-Bisschop Grenio [1]) te doen eligeeren, maar zoo men zulks doen wil, is er de uiterste spoed toe vereischt. Van Vrankrijk is zeeker dat geen Aartshertog Prins-Bisschop van Luik werde, maer het personeel crediet van de Koningin zal misschien effectueeren, dat het Ministerie van Vrankrijk niet zal durven zich opponeeren van de Electie van de broeder van de Koningin [2]). Ik denke dat het noodzakelijk is te Sondeeren de dispositie van die beide Hoven, en dat U.W.E.G. de Heer Hertog de la Vauguion en de Heer van Thulemeyer er, over konde spreeken en wat of hunne Hoven gezind zijn omtrent de

[1]) Erreur du copiste: lisez „e gremio" c. à. d. parmi les membres du chapitre.

[2]) La mort de l'électeur Maximilien Frédéric, archévêque de Cologne et évêque de Munster, le 15 Avril 1784, fut suivi du décès de l'évêque de Liège François Charles de Welbrück le 30 du même mois. L'archiduc Maximilien François d'Autriche, depuis 1780 coadjuteur, s'installa aussitôt dans les deux évêchés, et la vacance du siège Liégeois pourrait lui donner l'envie de réunir celui-ci aux deux autres, comme autrefois

Electie van Luik te doen. Voorts zal ook de dispositie van de Leeden van Holland en bijzonder van de Stadt Amsterdam moeten vernomen worden, alvoorens ietwes te kunnen resolveeren, wijl, zoo men iets met effect doen wil, geld zal moeten gegeeven worden om stemmen te winnen....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MLXIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet.

's Hage, den 7 Mey 1784.

WelEdelGestrenge Heer.

.... Kan het zijn dat met eenige apparentie van reussite de Aartshertog van het bisdom Luik konde worden geweert [1]), geloove ik dat het een zeer essentieele zaak zoude zijn voor het Land en waaromtrent men niet op het geld behoorde te zien. Ik geeve U.W.E.G. in bedenking of niet hierover met de Leeden van de vergadering van Holland, die de meeste invloed in de deliberatien hebben, zoude zijn te spreeken....

W. PRINS VAN ORANJE.

[1]) En effet ce ne fut pas l'archiduc, mais un des chanoines qui fut élu.

LETTRE MLXIV.

L'envoyé Brantsen au prince d'Orange. La conclusion de la paix avec l'Angleterre.

—

Parijs, den 21 May 1714.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik hebbe d'eer U. D. H. hiernevens te doen toekomen een afschrift van het définitif vreedes-tractaat, hetgeen wij gisteren namiddag met den Heer Engelsche Minister gesloten en getekend hebben, mitsgaders een copie van de brief, welke tot geleide van 'tzelve aan den Heer Griffier afgaat.

Ik had van harten gewenscht dat de omstandigheden van zaaken zoo gunstig waren geweest, dat wij nog eenige modificatie van de harde voorwaarden, die de nood ons heeft afgeperst bij de Præliminaire articulen in te willigen, hadden kunnen uytwerken, dan die ijver, die wij daartoe onophoudelijk hebben aangewend, is van geen 't minste succes geweest, en wij zijn genoodzaakt geworden om op de gelegde gronde de laaste hand te leggen aan eene onderhandeling, die van haar begin af met zoo vele onaangenaamheden is verzeld geweest, dat ik mij dezelve naauwlijks mag herinneren.

Ik wensche ondertusschen met al mijn hart, dat, zoo de Republicq aan d'eene zijde gedwongen is geworden om sacrifices te doen, zij aan de andere kant van dit evenement partij zal trekken en door de droevige ondervinding zal geleerd hebben hoe gevaarlijk 't voor een staat is van weerloos te zijn en niet in tijds te voorzien in de middelen, die tot zijne verdediging en bescherming van zijne bezittingen en koophandel volstrekt onontbeerlijk zijn, terwijl ik tegelijk God bidde

dat alle de pogingen, die ter herstelling van de gebreken en geledene schaadens, mitsgaders tot bevordering van 's Lands bloey en welvaart worden aangewend, door de medewerking en den invloed van U. D. H. op de onderscheydene ligchaamen van den staat vrugtbaar mogen zijn en met een gelukkigen uytslag bekroond worden, en dat voorts, de eensgezindheid in het onderling vertrouwen herlevende, U. D. H. het genoegen mag hebben eerlang de rust van binnen hersteld en de eer en het aanzien van den staat buyten'slandsch gerespecteerd te zien....

G. BRANTSEN.

LETTRE MLXV.

Le prince d'Orange au duc régnant de Bronsvic-Lunebourg [1]. *Nouvelles persécutions contre le duc Louis.*

—

La Haye, ce 10 Juin 1784.

Monsieur.

Je n'ai pas voulu manquer, sçachant V. A. si près des frontières de cet Etat, de lui témoigner mes regrets que la situation des affaires de ce Païs, tout au dedans qu'au dehors, m'interdisant toute absence, je suis privé de pouvoir la venir voir.... Je désirerois bien que je pusse donner des nouvelles plus favorables de ce Païs-ci, mais outre tous les torts que j'éprouve journellement, j'ai encore le chagrin de voir à quel point on persécute le Duc Louis Son Oncle, que j'ai toujours regardé comme mon second père, et loin que le temps aye calmé ses cruels ennemis, on diroit que leur injuste acharnement a pris de nouvelles forces. Je crois qu'il y a peu d'exemples d'une pareille rage te

[1]) *Autographe du prince.*

je ne puis prévoir quelle sera la fin des troubles et des factions qui déchirent la République. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour bien servir ma Patrie et pour lui être utile, et ne me laisserai jamais décourager par toutes les injustices que l'on me fait essuyer. Je ne désire rien avec plus d'ardeur qu'en redoublant de soins et de Zèle pour la patrie de mettre mes ennemis dans leur tort et de pouvoir prouver que tout ce que l'on a répandu contre moi étoit autant de calomnies, que je n'ai point mérité d'être privé de la jouissance de nombre de prérogatives, dont mes prédécesseurs et moi ont été en possession jusqu' on a trouvé bon de m'en dépouiller de la manière du monde la plus arbitraire.

Je supplie V. A. de me continuer son amitié et ses bontés et d'être persuadée que c'est avec la plus haute considération que j'ai l'honneur d'être ....

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE MLXVI.

Le duc régnant de Brunsvic au prince d'Orange. Réponse.

—

A. Wesel, ce 11de juin, 1784.

Je désirerois exprimer de vive voix à V. A. l'intérêt vif et sincère que je prens à tout ce qui la regarde, et je cède avec regrets aux motifs qui m'empêchent de lui rendre mes devoirs. Il me semble que la crise actuelle est de nature à conduire à une fin heureuse, tout concourre à rappeller l'union les esprits alliés et à faire triomfer la juste cause de Votre Altesse, qui ne sauroit être considéré que comme la cause de la République même; c'est du moins sous ce point que nous autres étrengers considèrent les affaires. Le Roy,

Oncle de de V. A., prend toutte le part imaginable à ses intérêts; tout Prussien pense de même, et si nos voeux pouvait contribuer quelque chose à son bonheur, rien ne manqueroit certainement à la satisfaction de V. A.

J'espère qu'Elle voudra bien se convaincre de mon attachement sincère à sa personne et de la haute concidération avec laquelle j'ai l'honneur d'être....

CHARLES G^ME DUC DE BRONSVIC—LUNEBOURG.

LETTRE MLXVII.

Le Prince d'Orange à l'envoyé Brantsen. La conclusion de la paix. Réponse.

—

's Hage, den 2^n July 1784.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik profiteere van het vertrek van den Courier, die de Heer Griffier Fagel afzend, om U.W.E.G. te danken voor de Communicatie van het geslootene Vreedes-Tractaat en hadde wel gewenscht dat de Vreede op favorabelder voorwaarden hadde kunnen geslooten worden, en wensche met U.W.E.G. dat de Republicq nimmer uit het oog verliezen mag hetgeene tot deszelfs bescherming en behoud nodig is, dat de rust van binnen werde hersteld en dat de eer en het aenzien van de Republicq buitenlandsch meer en meer mag groeyen.

Ik wensche ook van ganscher harte dat de gedane voorslagen van eene nadere verbintenis met de Kroon van Frankrijk, zoo zij tot stand koomt, met het allergewenschte succes mag bekroont worden en dat de

goede officien van die Mogentheid zullen kunnen uitwerken dat zijne Keizerl. Majesteit van zijne gedaene pretensien op de Republicq afzie en de Republicq ongestoort late in de possessie van de voorrechten en territoiren welke zij thans bezit.

Voor het overige betuige ik....

W. PR. V. ORANJE.

LETTRE MLXVIII.

Le prince d'Orange au Duc régnant de Brunsvic-Lunebourg [1]. *La situation des affaires.*

La Hay, ce 2 juillet 1784.

Monsieur.

Je ne puis laisser partir mon conseiller de régence De Passemburg, sans le charger de remettre à V. A. ce témoignage de ma reconnoissance de tout ce qu'Elle a bien voulu m'écrire d'obligeant le 12 du mois passé et de la part qu'Elle veut bien prendre à ce qui me concerne et à la manière dont on agit envers moi dans ce Pais-ci. Je suis fâché de devoir dire, qu'il semble que l'acharnement de ceux qui dirigent maintenant les affaires, augmente journellement. Je suis persuadé que leur but n'est autre que de culbuter le Stadhoudérat ou du moins de le réduire à n'être qu'un vain fantôme, comme le Doge de Vénise. Pour y parvenir ils établissent un despotisme complet et prétendent, avec la majorité des suffrages, renverser ce qui s'est fait ci-devant à l'unanimité des voix et lors qu'une résolution, de quelque nature qu'elle soye, a été conclue dans leurs assemblées, fût ce même d'une manière

[1]) *Minute autographe du prince.*

illégale, quand même elle est contraire à la constitution, c'est un crime de lèse Majesté de s'y opposer. On en donne un exemple dans ce qui se fait maintenant au sujet du Duc Louis, son Oncle; on veut le dépouiller, à la pluralité des voix, de ses emplois. V. A. aura pu voir de quelle manière ignominieuse on veut qu'il se retire, par la résolution des Etats de Frise prise à son sujet. Si cela passe, on établit un sistème que je crois contraire à la sureté que chaque habitant de ce Païs a droit de prétendre, sçavoir de ne pouvoir être privé de son emplacement, ni molesté dans sa personne, ses biens et son honneur, sans avoir été condamné par une sentence légale et si la pluralité peut renverser ce qui a été établi avec unanimité, dans ce cas-ci la cabale dominante peut, avec le meme droit, trouver bon de me dépouiller du Stadhoudérat ou de m'exiler, en me laissant mes gages, pourvu que je m'éloigne du Païs, et je crois qu'il est de mon devoir de tâcher d'empêcher l'injustice et qu'un sistème aussi pernicieux et qui peut avoir des suites aussi fâcheuses pour moi et ma Maison, ne s'établisse dans cette République. Je suis pénétré de la plus vive reconnoissance pour toutes les bontés dont S. M. Prussienne me comble et j'attends, après Dieu, tout de son appuy, car je suis très persuadé, que, sans le soutien de ce Monarque, la cabale dominante poussera les choses aussi loin qu'elle pourra et me dépouillera de toutes les prérogatives qui peuvent donner quelque influence à mon emplacement dans ce Païs. Leur but est, en culbutant le Stadhoudérat, sous prétexte que son influence est contraire à la liberté, d'établir une tirannie aristocratique et d'asservir le peuple tellement à leurs Magistrats, qu'ils n'ayent plus d'appui pour pouvoir les protéger contre les injustices que ces Magistrats pourroient vouloir leur faire, et le

seul appuy que le peuple a en ce cas là c'est le Stadhouder, quand il a l'influence requise pour pouvoir être de quelque utilité à la Patrie, ce qui est tout ce que je désire....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MLXIX.

Mémoire des ministres du roi de Prusse au baron de Reede, envoyé de L.L. H.H. P.P. [1]).

—

Le Roi s'étoit flatté que Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies feroient quelque attention à la lettre que S. M. leur a écrite le 19 Mars, en faveur du sérénissime Prince-Stadhouder, qu'Elles y feroient réponse dans un tems convenable et qu'Elles prendroient à la fin des mesures efficaces pour se mettre en règle avec le dit sérénissime Prince pour lui procurer la tranquilité et le maintien de ses justes droits et prérogatives, que tout citoyen d'un Etat peut exiger pour faire cesser la licence des nouvellistes et d'autres écrivains et pour rétablir par ces moiens l'union, la concorde et le bon ordre dans la République, qu'Elles reconnoissent Elles-mêmes être interrompue à tant d'égards et en tant de manières différentes, les uns plus odieuses que les autres. Cette juste attente n'a été remplie jusqu' à présent dans aucune partie. Depuis quatre mois on laisse sans réponse une lettre très amicale du Roi et plusieurs Mémoires que son Ministre, le Sr de Thulemeier, a

[1]) Voyez la traduction du texte de ce mémoire dans les Ned. Jbb. 1784, p. 1229 sqq. Cf. la lettre du roi à L. H. P. datée du 29 Mars, ibid. p. 682 sqq.

remis à Leurs Hautes Puissances sur les mêmes objets, si intéressans pour leur Etat; cependant on permet aux Rédacteurs des Gazettes et à d'autres Ecrivains particuliers de critiquer d'une manière aussi indécente que facile à refuter, si l'importance de l'objet permettoit de se commettre avec des gens sans vocation, tant la lettre du Roi, que les mémoires de son Ministre et de s'eriger ainsi en juges et censeurs de transactions et pièces publiques, qui ne peuvent pas être de la compétance d'un particulier et sur lesquelles leur souverain n'a pas encore déclaré son sentiment et ses intentions. On a même fait imprimer sous authorité publique une prétendue apologie des rédacteurs de la gazette de Leide, dans laquelle ils tâchent de se justifier avec amertume et d'une façon peu convenable contre les plaintes que le sieur de Thulemeier s'est vu dans le cas de porter à Leurs Hautes Puissances. Pendant qu'on laisse ainsi le champ libre aux Ecrivains particuliers de fomenter et d'entretenir par leurs écrits licentieux la désunion malheureusement trop enracinée parmi la nation, le sérénissime Prince-Stadhouder reste continuellement exposé tant à leurs avanies qu'aux attaques multipliées de ses adversaires contre sa personne, ainsi que contre sa dignité et ses prérogatives, et quoique ce Prince ait fait par sa lettre circulaire addressée aux Etats des différentes provinces et par d'autres démarches, qui prouvent également sa prudence et ses sentiments patriotiques, tout ce qui a été en son pouvoir pour se rapprocher de ceux dont les sentiments lui sont contraires, et pour rétablir par là l'union et la bonne harmonie aussi désirable pour tout l'Etat, on ne voit pas que la République ait pris de son côté des mesures efficaces pour un but aussi salutaire et essentiel, surtout dans la situation où elle se trouve.

Le Roi ne pouvant être plus longtems indifférent à tout ce que nous venons d'exposer et son Ministre à La Haye n'ayant pu rien obtenir jusqu' à présent par ses représentations réitérées, nous sommes chargés par les ordres particuliers de S. M. de témoigner à Mr le Baron de Reede, Envoyé Extraordinaire de L. H. P. les Etats-Généraux des Provinces-Unies, combien Elle croit avoir lieu d'être surprise de ces procédés, qui paroissent aussi peu conformes aux véritables intérêts de la République, qu'ils répondent peu à la confiance et à l'amitié sincère, ainsi qu'aux bonnes intentions que S. M. a manifesté à L. H. P. par sa lettre et par les mémoires du Sr de Thulemeier. Le Roi désire ardemment que les Etats-Généraux veuillent enfin prendre en considération sérieuse et suivie tout ce que S. M. leur a représenté en voisin et ami, qui prend un intérêt véritable et sincère à leur bien être, et qu'ils se portent une fois avec vigueur à des mesures justes, efficaces et suffisantes pour réprimer la licence des nouvellistes et d'autres Ecrivains particuliers et surtout pour s'arranger avec le sérénissime Prince d'Orange d'une manière juste et stable, sur tout ce qui a été jusqu' à présent en contestation avec lui, pour lui assurer la tranquille jouissance de ses droits et prérogatives et pour ramener et rétablir ainsi le calme, l'harmonie et le bon ordre dans tout le corps de la République. L. H. P. sont trop éclairées pour ne pas sentir combien S. M. doit prendre intérêt à tous ces objets, qui sont d'une si grande importance tant pour un Prince qui lui appartient de si près que pour la République même, comme un Etat contigue aux siens, et combien le parti que les Etats-Géneraux prendront à cet égard devra naturellement influer sur les sentimens et sur la conduite de S. M. envers les Provinces-Unies. Nous requérons donc, Mr l'Envoyé Extraordinaire, de faire

parvenir ce Mémoire à ses illustres commettans et de l'apprécier(!) de toutes les considérations qu'il croira les plus propres à les faire entrer dans les vues salutaires et amicales de S. M. et pour les convaincre de l'amitié sincère et véritable qui a dirigé jusqu'ici ses démarches envers la République et qui a aussi dicté tout le contenu du présent mémoire.

Berlin, ce 17 juillet 1784.

FINKENSTEIN. HERTZBERG.

LETTRE MLXX.

Le duc de Brunsvic-Lunebourg au prince d'Orange. Réponse.

A. Brounsvic, ce 25 de juillet 1784.

Monsieur.

Je me flatte que Mr de Passavant de Passenbourg rendra justice à l'empressement avec lequel l'on a tâché de notre part à terminer les affaires, dont V. A. l'a chargé, et je désire bien vivement d'être assez heureux de concourir avec succès à un arrangement si intéresant à toute sa Maison, à la quelle V. A. voudra bien me croire sincèrement attaché.

Il est impossible de prendre plus d'intérêts que je le fais à la situation très critique, dans laquelle les affaires de la République se trouvent, borné, comme tout étrenger, à former des voeux pour la bonne cause; j'espère avec raison que V. A. surmontera les obstacles qu'Elle recontre, avec ce dégré de satisfaction, que les grandes actions seules savent donner. La position très difficile d'un parent chéri et respectable m'inquiète à un point inexprimable; je sai com-

bien Elle y est sensible et V. A. ne fait qu'augmenter par là les sentimens qui mon coeur lui avoit déjà voués. Rien n'égale la haute considération et l'attachement sincère et inviolable avec lequel j'ai l'honneur d'être ....

CHARLES G^me DUC. DE BRONSVIC—LUNEBOURG.

LETTRE MLXXI.

Le prince d'Orange au secrétaire des Etats de Zélande L. P. van de Spiegel. La résolution des Etats de Hollande à l'égard du duc Louis de Brunswic.

—

's Hage, den 20 Augustus 1784.

WelEdeleGestrenge Heer.

U.W.E.G. zal thans zeeker vernomen hebben de Resolutie van de Heeren Staten van Holland en West-Vriesland omtrent zijne Hoogheid den Heere Hertogh [1]). Ik gelove dat er geene diergelijke Resolutie gevonden zal worden in de Registers van geene der Provincien, en houde mij verzeekert, dat U.W.E.G. niet kan goedkeuren dat iemand bij eene politique dispositie van alle zijne bedieningen op eene fletrissante wijze word gedemitteerd niet alleen, maar nogh daarenboven verwijdert van het territoir van den Staat, en zulks zonder hem eenige geleegenheid te geeven om zich van de tegen hem ingebrachte imputatien te kunnen justificeeren. Ik wenschte wel dat

[1]) La résolution du 18 Août, qui déclara „nulle et sans valeur" l'acte dite „acte van consulentschap" du 3 Mai 1766 et ordonna la déposition du duc de Brunswic. Le texte a été publié dans les Ned. Jbb. 1784, p. 1378 sqq. avec tout ce qui concerne le sujet.

de Leeden van den Staat in Zeeland konden met mij begrijpen de gevaerlijke gevolgen van het concludeeren eener diergelijke Resolutie voor de vrijheid en rechten van de goede ingezeeten.

Mijns bedunkens bestaat de Vrijheid daarin, dat niemant, nog in zijn persoon, noch in zijne goederen, noch in zijne eer mag worden gemolesteerd, zonder dat hij door zijnen competenten Rechter is gecondemneert, en oordeele van mijn plicht om als 1e Edele tegens eene diergelijke Resolutie te moeten adviseeren en des noods ingevalle eener onverhoopte conclusie te moeten protesteeren, om niet gehouden te zijn aan de gevolgen van een zodanig besluit. Ik zal gaarne verneemen wat of de intentien zijn van mijne meedeleeden, en of er geene apparentie is om dezelven te doen considereeren het gevaer van, onder prœtext van reedenen van Staat, soortgelijke coups d'authorité te doen, die ik niet denke dat buiten despotique Rijken plaatze kunnen hebben.

Voor het overige betuige ik met achting te zijn,
WelEdeleGestrenge Heer,
U.W.E.G. dw. Dienaer.

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MLXXII.

Le secrétaire Van de Spiegel au prince d'Orange. Réponse.

—

Middelburg, den 22 Augustus 1784.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst en Heer.

Het moet alle menschen, die het Vaderland lief hebben, ten hoogsten smerten, dat de publyke omstandigheden van dien aart zijn geworden, dat dezelve

aanleiding hebben gegeeven tot het neemen der Resolutie ten opzicht van Zijn Hoogheid den Heer Hertog, waarover U. D. H. mij de eere aangedaan heeft te schrijven bij Hoogstdeszelfs missive van den 20 deezer [1]).

Ik ben volkomen met U. D. H. van begrip, dat vrijheid der Ingezetenen grootelijks daarin bestaat, dat niemand, noch in persoon, noch in goed, noch in eere, mag worden gemolesteerd, zonder vonnis van zijnen competenten Regter, en het is te wenschen dat de Heeren Staaten van Zeeland, wanneer deze zaak tot derzelver kennis wordt gebragt, zoodaanige Resolutie daarin zullen neemen, waardoor deeze Vrijheid niet in het gevaar komt van subject te worden aan willekeurige dispositien.

Zoolang ik de eere zal hebben één van de Ministers van het Land te zijn, zal ik tot mijn roem en pligt stellen de Hoogheid, Vrijheid en Voorregten met raad en advys te helpen mainteneeren en hiermede te verdienen het vertrouwen van U. D. H. en der verdere Leeden van Staat, zoo dikwijls Hoogstdezelve zullen goedvinden mij te consulteeren.

Ik heb de eer met allen eerbied te zijn,

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst en Heer,
Uwe Doorl. Hoogheids onderdaanige en
zeer gehoorzaame Dienaar,

L. P. VAN DE SPIEGEL.

[1]) Voyez le numéro précédent.

LETTRE MLXXIII.

La prince d'Orange au conseiller-pensionnaire [1]. *La résolution du 18 Août* [2].

—

's Hage, den 17 September 1784.

WelEdeleGestrenge Heer.

Niet vernomen hebbende dat heden de vergadering van H. Ed. Gr. Mog. vroegtijdig gehouden zal worden, zoo verzoeke ik U.W.E.G. om de H^n van de Ridderschap tegens half een uur of een uur te doen convoceeren om te delibereeren over de aanteekening, die zij aen zich gereserveert hebben den 18 Augustus omtrent de resolutie van de meerderheit van H. Ed. Gr. Mog. concerneerende den Heere Hertogh van Brunswijk, doch zoo de vergadering vroeger zal zijn, verzoeke ik U.W.E.G. de vergadering van de Heeren van de Ridderschap een half uur voor die van de H^n Staeten te doen convoceeren. Wijl U.W.E.G. gedeclineert heeft om het opstel van die aenteekening te maeken, zoo hebbe ik een concept-aenteekening geformeert, van welke ik U.W.E.G. eene copye toezende. De Heeren van de Ridderschap, alhier present, hebben alle dezelve gezien en geapprobeert, dus wordt de vergadering eigentlijk maer gehouden om ze in de notulen van de Ridderschap te kunnen doen insereeren, alvorens dat zij ter vergaderinge van H. Ed. Gr. Mog. wordt ingebragt....

W. PRINS VAN ORANJE.

1) *Minute autographe du prince.*

2) Voyez le numéro 1071.

LETTRE MLXXIV.

Le prince d'Orange au secrétaire Van de Spiegel. La protestation du corps de la noblesse.

—

In 's Hage, den 21[n] September 1784.

WelEdeleGestrenge Heer.

Hoezeer de methode in Zeeland schijnt te zijn om dagen per plura vast te stellen om af te doen zaaken, die, volgens de constitutie, niet dan met gemeene bewilliging behooren te worden afgedaan, en welke methode in de voorleede maant van September omtrent de militaire jurisdictie voor het eerst plaatze heeft gehad, heb ik gemeend niets te moeten negligeeren, om zoo veel in mij is voor te komen de conclusie van het Rapport raakende de zaak van den Heere Hertogh. Ik zende derhalven zoo aan U.W.E.G. als aan den Heere Raadpensionaris Chalmers een Exemplaar van het protest, dat de Ridderschap van Holland teegens de Resolutie van den 18[e] Augustus voorleede Vrijdag in de Notulen heeft doen insereeren. Ik wensche dat hetzelve stuk de oogen mag openen van veele, die uit een verkeert oogpunt deeze zaak hebben beschouwt, en verzoeke U.W.E.G. om van dat stuk onder de hand zoodanig gebruik te willen maaken, als tot voorkominge eener conclusie nuttig zal oordeelen. Zoo men onverhoopt doorgaat met eene Resolutie conform het Rapport te neemen, zal ik moeten daartegen protesteeren, de conclusie contradiceeren en mijne aanteekening reserveeren, hetwelk ik gaerne zag geprevenieerd.

Voor het overige blijve....

W. PR. V. ORANJE.

LETTRE MLXXV.

Le bourgmestre Rendorp au conseiller-pensionnaire. Le projet d'augmentation des troupes.

—

'sHage, den 13 October 1784.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik ben U.W.E.G. verplicht voor de communicatie van het bewuste plan. U.W.E.G. kan verzekerd zijn dat Gecomm. Raden en ik in 't byzonder gaarne zullen medewerken, maar de reussite hangt, naar mijn gedagten veel van Z. H. af. Hoogstdezelve dient hoe eerder zoo beter in het secreet besogne van H. H. Mog. te verklaaren, dat de defensie van 's Lands menigvuldige vestingwerken volstrekt vereyscht eene vermeerdering van artilleristen; dat buyten deese geene de mindste uytzigt op 's Lands zekerheid van die kant gevestigd kan worden; dat het dus nodig is dat die vermeerdering met de uyterste spoed geschiede; dat, bijaldien de Leeden van 't besogne van dezelfde gedagten waren, Z. H. reeds het nodige plan in gereedheid had en bereid was hetzelve voor te dragen.

Ondertusschen is 't nodig dat aan de Leeden, die zig tegenwoordig 't voornaam bestuur hebben aangematigd, gecommuniceerd worde:

1⁰ Dat Z. H. geresolveerd is zodanig voorstel in 't besogne te doen (want deeze daad moet niet aan hunne keuze of approbatie worden overgelaaten).

2⁰ Dient het plan zelve aan gem. Leeden te worden medegedeeld om hunne goedkeuring daarop te verwerven. Dit geschiedende, zoo twijffel ik niet of wij zullen medewerken om een favorabel raport bij 't besogne te doen uytbrengen, hetzelve bij H. H. Mog. te doen arresteeren of, zoo het bij Holland wordt

overgenomen, dat denkelijk is, alsdan ter provintiale Vergadering favorabel daarop te doen resolveeren. De huyverigheid van Z. H. tot het doen van propositien van augmentatie is mij bekend, maar dit zoude geene eygenlijke propositie tot dat eynde zijn, maar alleen eene kennisgeving van 'tgeen tot eene defensie niet gemist kan worden. Hoogstdezelve is daartoe, voornaamelijk in deese omstandigheeden, als ik het zeggen mag, verplicht als Capitein-generaal, daar het swijgen als versuym bij tijd en wijle zoude kunnen verweeten worden. Ik denk derhalven dat Z. H. niet moet afwagten of doen bewerken dat het voorstel door eene der Hollandse steeden gedaan worde, want eerstelijk is 't onzeker dat men zulks zoude willen doen; ten anderen zoude het de voortgang merkelijk vertragen en tijd doen verliesen, want zoo die zaak in Holland het eerst voorkwam, zoude zij zekerlijk worden overgenomen en door alle de vroedschappen moeten doormarcheeren, daar, in tegendeel, komende uyt de Generaliteit en gevestigd op een favorabel advys van 't groot besogne, uitgebragt met communicatie van de zoogenaamde Hooge magten, is het waarschijnlijk dat het in Holland aanstonds of ten mindsten spoedig zal doorgaan. Maar 'tgeen in deesen de zaak uytmaakt is, dat de Prins zig van alle verwijt of verantwoording ontdoet, zoo Hoogstdezelve het voorstel doet ter plaatse daar 't behoort, namelijk 't Groot besogne, latende alsdan het niet neemen der nodige resolutie ter verantwoording van degeenen, die zulks zullen beletten ....

RENDORP.

LETTRE MLXXVI.

Le prince d'Orange au roi de Prusse [1]). Les exigences de l'empereur.

—

La Haye, ce 3 Novembre 1784.

Sire.

Je ne puis dans les circonstances, où la République se trouve, me dispenser de joindre mes prières aux instances qui lui seront faites de la part de cet Etat, qu'Elle veuille bien nous accorder sa puissante protection, sans laquelle nous ne pouvons espérer d'être à même de pouvoir soutenir nos justes droits, mais si, comme j'ose m'en flatter, Elle daigne nous assister, je crois que la République ne sera pas forcée de céder. Je puis assurer V. M. que les intentions de tous les partis, qui ont depuis plusieurs années divisé et déchiré cet Etat, sont réunis sur la nécessité d'opposer la résistence la plus efficace aux prétentions [2]) de S. M. Impériale et d'employer tous les moyens que la providence a mis au pouvoir de cet Etat pour résister à cette injuste aggression.

Je ne désire rien avec plus d'ardeur que de pouvoir être utile à ma patrie, et toute mon ambition se borne à prouver à ceux, dont j'ai sujet de me plaindre, que je n'ai pas mérité d'être traité comme on l'a fait et que je ne suis point indigne du nom que je porte. Je suis encore neuf dans le métier des armes et sans expérience, mais j'espère, s'il plait à Dieu, que je me conduirai en honnête homme et que je ferai mon devoir en bon soldat, si l'occasion s'en présente. Je

[1]) *Minute autographe du prince.*

[2]) On en trouve le „tableau sommaire” dans les Ned. Jbb. 1784, p. 1467 sqq.

ferai tous les efforts dont je suis capable pour me rendre digne du poste que j'occupe dans le service de cet Etat. J'ose espérer que V. M. voudra bien honorer mes sentimens de son approbation et qu'Elle daignera être persuadée que je tâcherai de la mériter . . . .

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MLXXVII.

Le prince d'Orange à l'envoyé Van Reede, à Berlin La mission du Rhingrave.

La Haye, ce 6 Novembre 1784.

Monsieur.

J'ai prié Monsieur le Rhingrave de Salm de vous remettre cette lettre et de vous communiquer le sujet de sa mission. Dans les circonstances, où la République se trouve, nous nous voyons forcés de négotier des troupes étrangères chez les Princes qui voudront bien nous en fournir. J'ai été authorisé d'effectuer cette négociation et j'ai nommé pour cet effet le Comte de Salm. Il a paru décent qu'il commençât par se rendre auprès du Roi, afin de lui donner ouverture de sa mission et de prier S. M. de lui être favorable dans la négociation qui lui est confiée, car, sans la protection du Roi, il lui sera impossible de réussir. Vous voudrez bien le présenter aux Ministres de S. M. et le seconder autant que possible pour lui faire obtenir le but désiré. Vous m'obligerez infiniment et vous rendrez un service essentiel à votre patrie en lui donnant les directions dont il pourra avoir besoin pour se rendre le

Roi favorable. Vous êtes plus à même de l'instruire là-dessus que moi.

Les circonstances de cet Etat sont des plus critiques et je suis si accablé d'affaires, que je n'ai guères de tems à moi; c'est ce qui m'a empêché depuis si longtems de vous écrire. Je vous suis très obligé des nouvelles que vous m'avez données et vous prie de continuer de même et surtout d'être trés attentif sur les mouvements des troupes Autrichiennes dans vos environs. C'est maintenant le moment pour moi de me conduire comme un homme et de me montrer. Dieu veuille que je puisse me rendre utile à ma Patrie et que je puisse prouver à toute la nation et particulièrement à ceux qui en ont si mal agi vis à vis de moi depuis plusieurs années, que je n'ai pas mérité d'être traité comme on l'a fait; l'unique vengeance que je désire est de faire si bien qu'ils rougissent eux-mêmes de leur injustice. Au reste je vous prie d'être persuadé que je serai toujours très parfaitement,

Monsieur,

Votre très affectionné serviteur,

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE MLXXVIII.

Le prince d'Orange au roi de Prusse. Même sujet.

A La Haye, ce 6 Novembre 1784.

Sire.

La République ayant jugé nécessaire dans les circonstances présentes de m'authoriser à faire négotier des troupes chez ceux d'entre les Princes de l'Empire qui voudroient bien lui en fournir, j'ai nommé

le Rhingrave de Salm, qui est dans le service de cet Etat, pour cette commission.

Je l'ai chargé avant toutes choses de se rendre auprès de V. M., afin d'avoir l'honneur de lui remettre cette lettre et de la supplier de vouloir bien favoriser la négotiation qui lui est confiée.

C'est, après Dieu, de V. M. seule que l'Etat peut attendre son salut. Si V. M. nous refuse sa puissante protection, la République devra succomber et se verra forcée de se soumettre aux conditions que l'Empereur trouvera bon de lui prescrire, quelques dures qu'elles puissent être, mais si Elle veut bien nous seconder, je me tiens assuré que l'on mettra tout en oeuvre pour offrir une résistance respectable et j'espére qu'elle ne sera pas vaine ....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MLXXIX.

Le roi de Prusse au prince d'Orange. Réponse à la lettre du 3 Novembre [1]).

Ce 8 Novembre 1784.

Monsieur mon Cousin et Neveux.

Je voudrois pouvoir répondre aux ouvertures, mon cher Prince, que vous me faites, mais aucun traité ne me lie à la République, et je n'ai garanti aucun des traités que l'Empereur veut renversser. Il semble que c'est à la France que L. L. H. H. P. P. devroient s'adresser. C'est avec la Cour de Wersailles qu'ils ont fait alliance; les mêmes François sont garents des traités que l'Empereur paroit vouloir détruire;

[1]) *Voyez le numéro 1075.*

c'est donc un devoir indispensable à la Cour de Wersailles de soutenir la République, son alliée, et les actes solemnels qui assurent ses possessions et ses droits. En attendant tout le monde aplaudit, mon cher Prince, à la fermeté que la République témoigne jusqu'ici, pourvu qu'Elle y perssevère; elle devra à cette généreuse résolution son soutien inaltérable, ainsi que le maintien de sa liberté.

Nous avons devans nous l'aproche de l'hiverd, et j'ai tout lieu de pressumer que durant cette saison les chosses qui troublent maintenant l'Europe se calmeront.

C'est en faisant mile voeux, mon cher Prince, pour le bien de la République et pour votre conservation, que je vous prie de me croire avec tout l'atachement et l'estieme possible....

FÉDÉRIC.

LETTRE MLXXX.

Un entretien du prince d'Orange avec M. M. De Gijzelaar et Van Berckel.

Copie du précis d'une conversation qui a eu lieu le 13 Novembre 1784 entre le Prince et Messrs Gijselaer et Van Berkel, minutée par S. A. R. et revue par Monseigneur le Prince.

Tout le fonds de la converstation à roulé sur la défense du Pays.

Le prince leur a rappelé les précautions qui avoient été prises avec leur connoissance. Il les a toutes repassé en revue; il a temoigné sa bonne volonté de faire quelque coup d'éclat, si les circonstances le permettoient, mais qu'il ne pouvoit commencer les

hostilités sans y être autorisé par les Etats et que nous ne pouvions être les aggresseurs.

Il a manifesté que le plus grand embarras est actuellement de savoir de quel côté viendra l'attaque, parce que les sentimens doivent être partagés à cet égart; qu'il existe un bruit que les Autrichiens commenceront par l'Overijssel. Le Prince a déclaré la parfaite impossibilité, vu l'état de l'armée, de défendre le Païs de tous côtés à la fois; qu'il y auroit toujours un côté foible et qu'il faut se décider quel sera ce côté et où il y a le moins d'apparence de danger. Sur tous ces objets il est entré dans quelques détails. Ces Messieurs lui ont toujours donné raison. Il a parlé après cela de la grande difficulté ou plus tôt l'impossibilité que la République se soutienne contre l'Empereur dans l'état où elle est; qu'il lui faut l'appuy de de quelqu' autre Puissance. Il a dit que le salut de l'Etat dépent en grande partie de la France. Il a aussi vaguement jetté en avant que la France pourroit nous garantir Maastricht et se charger de la défendre, si elle veut nous assister.

Il a demandé si ces Messieurs ont des nouvelles de la Russie, Puissance bien intéressante? Ils ont répondu que non. De la France? Non plus, mais que le retard du courrier leur donne bonne espérance qu'on s'occupe sérieusement de nous. Le Prince a parlé là-dessus des bruits défavorables qui ont courru à ce sujet.

Ces Messieurs n'y ajoutent pas foi et, partant du principe que toutes les Puissances sont interressées au maintien de la République, ils sont persuadés que nous trouverons du secours.

Le Prince leur a demandé s'ils ont des nouvelles des sentimens de l'Angleterre? Ils ont répondu que non; que les gazettes disent qu'Elle ne se mêleroit

pas dans les affaires du continent. Le Prince a dit que, selon la gazette de Londres, l'Angleterre restera neutre, tant que la France le seroit.

Ces Messieurs ont observé que, vu nos besoins, il est essentiel qu'on se hâte de pousser l'augmentation et de conclure aussi la levée des trouppes légères. Ils ont parlé de plusieurs plans. S. A. R. n'a pas entendu parler de celui de Mr J. Bigot, mais il a été fait mention d'un corps de Mattha et de celui de Lega. Ils ont fait de grands éloges du dernier. Mr Van Berkel a demandé où ces affaires en sont? Le Prince a dit: entre les mains du conseil d'Etat, auquel il a remis les différens plans; que Mr Gilles est occupé à les examiner. Mr Van Berckel a dit là-dessus qu'on a grand sujet de se plaindre de l'inactivité du conseil d'Etat; que c'est une honte la manière dont ce conseil travaille; qu'il n'est jamais complet. Le Prince a dit qu'il pousse les affaires autant qu'il le peut; que cela ne tient pas à lui; qu'actuellemeut il croit tous les membres revenus. Ils ont répondu qu'ils le croyent, mais que le ministère travaille toujours très mal; que le Prince lui-même doit en convenir. Le Prince a répliqué qu'il est persuadé qu'il n'y a pas de mauvaise intention. Ils ont répondu qu'ils ne les en accusent pas, mais bien d'inactivité et d'incapacité. Ils ont appuyé aussi sur le rapport des fortifications, disant qu'il faut pousser cette affaire. Le Prince a répondu qu' à cet égard il croit que le conseil peut très bien se justifier et prouver que c'est la faute des provinces qui n'ont pas assez fourni. Ces Messieurs ont répliqué que cela ne les disculpe pas d'avoir mis de côté tous les plans du Directeur-Général, sans seulement les examiner.

Dans le cours de la conversation Mr Gijzelaer a observé que le Prince, faisant cas du Gen. Du Moulin,

devroit bien le garder ici, pour tirer parti de ses lumières dans les circostances actuelles et faire des arrangemens; qu'il ne devoit pas être obligé de parcourir continuellement le païs; qu'il doit être aidé, que sans cela sa santé souffrira de ces courses et qu'on en seroit privé ici. La Prince a répondu à cecy qu'il est entièrement du même sentiment, qu'il s'en est expliqué ainsi à Du Moulin, mais que jusqu'icy il n'a proposé personne pour le remplacer dans ces courses.

Ces Messieurs désirent que Du Moulin forme un plan d'attaque et de défense. Le Prince a goûté cette idée que cela se feroit.

Mr Gijzelaer a observé qui les Gecommitteerde Raaden ont donné ordre de faire armer le plat païs; que ce seroit un bien, mais que ces trouppes n'étoient pas dressées. Le prince a dit que les corps de bourgeoisie pourroient être aussi employés dans ce moment; sur quoi Mr Gijzelaer a répondu que plusieurs le pourroient et le voudroient sans la méfiance qui est dans les villes, qui ne diminue pas; que c'est le but de leur création, à savoir de maintenir la tranquilité intérieure. Le Prince a insisté sur le mal qui résulte de la mésintelligence et de la défiance; que la bourgeoisie armée est bien, quand cela se fait légalement par autorisation du souverain.

Pour prouver le tort qui résulte de la méfiance, le Prince a cité l'exemple des soupçons qui ont existés au sujet de l'addresse au Roi de Prusse. Ces Messieurs ne le laissèrent pas achever et, l'interrompant tous deux à la fois, ils ont dit que ces soupçons n'avoient jamais existé contre le Prince, mais Mr Gijzelaer a remarqué que la chose en elle même est de la dernière importance, à cause des prétensions que le Roi de Prusse a à la charge de l'Etat, qu'il pourroit réclamer dans ce moment et mettre ainsi des conditions

à son appuy. Il a parlé entr'autres de la Gueldre; que c'est pour cela que la Hollande a cru devoir dans son rapport faire sentir au Roi que l'intérêt de S. M. exige qu'Elle assiste la République.

Le Prince a dit que ces Messieurs sauroient que ce rapport a été conclu à quelque peu de remarques littérales près. Ils le savoient et en étois (sic) contens.

Le Prince a observé qu'il y avoit eu dans le premier rapport une phrase qui lui avoit beaucoup déplu, assavoir que la Réplublique est absolument hors d'état de rien faire par Elle-même, ajoutant qu'une Puissance qui tient un pareil langage n'invite certainement personne de venir à son secours.

Cecy encore a été approuvé par ces Messieurs.

En partant Monsr Van Berkel a dit qu'il attendroit le plan d'opérations que le Prince leur promettoit.

Le ton de la conversation a été aussi bon que celui de la précédente.

Il a aussi été question, mais en passant, de ce qui avoit été conclu la veille en Hollande au sujet de la proposition de Zélande.

Van Berkel a fort insisté sur la nécessité de régler les finances des provinces et de la généralité, dont le défaut est une cause première du désordre et de la foiblesse du Pays.

Le Prince est convenu sur la nécessité absolue du redressement des finances [1]).

[1]) *La copie de ce précis est de la main de M. Larrey.*

LETTRE MLXXXI.

Le roi de Prusse au prince d'Orange. Réponse à la lettre du 6 et à un petit biltet du 11 Novembre.

—

Ce 17 Novembre 1784.

Monsieur mon Cousin et Neveux.

V. A. peut croire que je prends une véritable part à la situation où se trouve la Hollande, mais j'a lieu d'espérer que ces grandes ostentations de l'Empereur se réduiront à peu de chose et que cet hiverd passifira tout ces troubles naissans et que la République, par la fermeté qu'Elle a témoignée, trionfera de tout les artifices de ses ennemis....

FÉDÉRIC.

LETTRE MLXXXII.

Le roi de Prusse au prince d'Orange. La mission du rhingrave [1]).

—

Ce 22 Novembre 1784.

Monsieur mon Cousin et Neveux.

Pour vous prouver, mon cher Prince, mon attachement pour votre République et pour votre perssonne, je suis entré avec le Ringrave Salm dans toutes les mesures qui se trouvoient de ma compétence pour l'assister dans levées qu'il projette de faire dans l'Empire. Je souhaite de tout mon coeur qu'il y réussisse, quoique j'entrevoye de certins dificultés sur ce qu'il se flatte d'obtenir de la Suède, mais je crois que par

[1]) *Voyez le numéro 1078.*

les lettres que j'écrirai à Cassel il poura peut-être réussir en partie à cette cour la.

Les affaires de la République ne me semblent pas encore désespérée; elle doit s'attendre d'une puissante assistance de la part de la France et je doute fort que l'Empereur de gayeté de coeur veuille s'engager dans une guerre, qui nessesserement deviendroit, par sa nature, générálle. Ainsi je me flate qu'au printems qui vient tout ces troubles seront appaissé et que la République jouira de l'heureuse tranquilité que je lui so[uha]ite, mais que cette échoufourée deviene pour Elle une école pour se tenir à l'avenir dans une situation plus respectable, affin qu'aucun Prince injuste autant qu'inquiet ne puisse former de nouveaux projects contre son existence....

FÉDÉRIC.

LETTRE MLXXXIII.

Le prince d'Orange à l'énvoyé baron Van Reede à Berlin. La querelle avec l'empereur.

—

La Haye, ce 26 Novembre 1784.

Monsieur.

.... Je vous prie de me tenir informé par continuation de ce qui se passe et surtout des mouvemens des troupes Autrichiennes, mais bien plus encore de l'apparence qu'il pourroit y avoir que le Roi voudroit bien embrasser la juste querelle de cette République et se montrer le défenseur des opprimés, si l'Empereur ne voudroit pas se désister de ses prétentions. Au reste je susis très parfaitement....

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE MLXXXIV.

Le Prince d'Orange au représentant G. C. H. Van Lynden van Blitterswijk.

Les patriotes et le commandement des troupes de la République.

—

A La Haye, ce 2 Décembre 1784.

Monsieur.

.... Les affaires continuent d'aller aussi mal que possible. Le but de Mess[rs] les patriottes est d'avoir des généraux François pour commander les troupes de l'Etat. Je suis prêt, s'il y a un ou plusieurs officiers d'un mérite distingué et qui se soit fait connoître par quelque action d'éclat, de donner les mains à leur entrée au service de l'Etat, de quelque nation qu'il soyent, mais on veut m'obtruder des gens que je ne connois pas et dont on n'a point oui parler. Je ne suis pas pour de telles acquisitions et je crains que ce seroit faire tort, sans la moindre utilité pour la patrie, aux Officiers Généraux au service de l'Etat. Le Prince de Hessen-Cassel a succédé au Prince de Weilbourg comme Gouverneur de Maastricht. Je suis fâché que le Prince de Weilburg nous a quitté. Il auroit mieux fait de persister l'année passée dans son dessein, que de quitter dans le móment présent....

Si la guerre doit avoir lieu, je préfererais que l'on agit dans ce moment hostilement de ce côté; tant que l'ennemi n'est pas plus fort, on peut faire un coup, qui après devient impossible....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MLXXXV.

Le prince d'Orange au roi de Prusse. Nouvelle prière de protéger la cause de République.

—

La Haye, ce 26 Décembre 1784.

Sire.

....Qu'il me soye permis en même temps de me recommander, moi et ma Famille, à la continuation de la bienveillance de V. M. et qu'Elle me permette de saisir cette occasion pour la prier de vouloir bien protéger la juste cause de ma Patrie et de vouloir bien nous accorder les secours qui peuvent nous mettre en état de tenir tête à l'ennemi, si nous sommes attaqués.

Les nouvelles publiques nous annoncent l'arrivée prochaine sur nos frontières d'un corps de troupes assez considérable et qui doit être suivi par d'autres corps non mois nombreux. J'espère que l'Etat pourra soutenir les efforts que l'on fait pour l'obliger à céder ses justes droits, mais sans la protection de V. M. je crains que nous serons obligé de subir la loi du vainqueur et de souscrire aux conditions qu'il voudra nous prescrire ....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MLXXXVI.

Le prince d'Orange au prince de Prusse. Même sujet.

—

La Haye, ce 26 décembre 1784.

Monsieur.

.... Je la supplie de vouloir bien me continuer sa bienveillance à laquelle je me recommande avec ma Famille; qu'il me soye permis de lui recommander en même temps les intérêts de ma patrie que je regarde

comme inséparable des miens. Nous avons dans ces circonstances le besoin le plus grand de la protection efficace du Roi pour n'être pas obligé de subir la loi du vainqueur et devoir souscrire aux conditions qu'ils nous prescrira. V. A. R. peut être assurée que je ferai ce qui dépendra de moi pour mettre cet Etat dans une situation respectable, mais sans le puissant secours du Roi, nous ne serons pas en mesure de pouvour tenir tête aux forces de S. M. Impériale. J'espère, s'l plait à Dieu, que je ferai mon devoir, mais il est bien difficile avec une armée qui a été de là de 36 ans sans faire la guerre, de résister à une armée plus forte et agguerie, et c'est ce qui augmente le besoin que nous avons d'un secours de troupes et de Généraux, qui ayent fait la guerre; qu'il me soye donc permis de demander son appuy auprès de S. M. dans les demandes que la République pourroit se voir obligé de lui faire, et pour engager le Roi à ne pas abandonner un Etat que ses ancêtres ont fondé et sauvé de la tirannie et du joug de la Maison d'Autriche ....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MLXXXVII.

Le prince d'Orange à l'envoyé Brantsen. Le nouvel ambassadeur de la France.

—

'sHage den 14 January 1785.

WelEdelGestrenge Heer.

.... Ik hoore veel goeds van den aanstaande Ambassadeur, den Marquis de Vérac [1]). Ik hoope dat

[1]) Le marquis de Vérac était le successeur du duc de la Vauguyon, qui avait été rappelé au mois de Mai 1784.

hij zal kunnen overtuigd worden door mijne handelwijze, dat ik niets met meer ijver behartige dan het welzijn van mijn Vaderland, en dat hetgeene teegens mij sederd eenige jaeren is gedebiteerd, niets is dan vuile laster. Eindelijk wensche ik dat de Republicq door het kragtdadig appui van den Koning van Vrankrijk in staat mag werden gebracht om deszelfs wettige rechten te beschermen en om niet verplicht te zijn om een gedeelte van zijn territoir te moeten cedeeren om de vreede te koopen, en dat zulks de eerste vruchten mogen zijn van de liaisons, die met het voorz. Hof zijn gecontracteerd en thans van het grootste nut voor het lieve Vaderland kunnen zijn, waardoor den Koning van Frankrijk zich zoude verbinden alle diegeenen, die het met het Vaderland wel meenen [1]), wijl alsdan, naast God, aan hem te danken zoude zijn dat de Republicq in een ongeschonden bezit bleef van haere wettige Rechten en Possessien....

LETTRE MLXXXVIII.

Le prince d'Orange au roi de Prusse [2]). *Nouvelle recommandation des intérêts de la République.*

—

La Haye, ce 18 Janvier 1785.

Sire.

.... Daignez, Sire, aggréer que je me recommande avec ma Famille à Votre bienveillance et que je vous recommande les intérêts de ma Patrie dans la crise où Elle se trouve. La puissante intervention de V. M. peut seule faire espérer une heureuse issue où cette

[1]) Evidemment le copiste a sauté quelque mots.

[2]) *Minute autographe du prince.*

République se trouve vis à vis de S. M. Impériale, et j'ose me flatter qu'avec l'assistance divine cet Etat pourra maintenir et conserver ses justes droits, si V. M. daigne s'intéresser à son bien-être et seconder les efforts que l'on fera de ce côté pour se mettre dans un état de défense respectable, par où Elle s'acquerera de nouveaux droits à la reconnoissance de tous les habitans de ce Païs.

Je supplie V. M. de vouloir être persuadée que la reconnoissance que j'ai pour tous les bienfaits, dont Elle a bien voulu me combler, ne s'effacera jamais de mon coeur....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MLXXXIX.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La résolution sur l'armement des paysans.

—

29 January 1785.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb tot hiertoe geen nadere tijding van de Pensionaris van Staveren [1]) en ik verbeel mij dat de nadere publicatie van Hn. Gecommitteerde Raaden op authorisatie van H. Ed. Gr. Mog. nopens de wapening ten plattenlande [2]), dewelke eergisteren is afgegaan, een goed effect tot bedaaring der gemoederen zal zal doen. Die publicatie was, zoo ik verneem, dese morgen in verscheide districten nog niet bekend....

P. VAN BLEISWIJK.

[1]) Mr Gijsbert van Staveren était pensionnaire de la ville de Leyde.

[2]) On en trouvera le texte dans les Ned. Jbb. 1785. p. 97 sqq.

LETTRE MXC.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Les désordres aux environs de Leyde.

—

30 January 1785.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

.... Ik weet niet waartoe de te doene propositie van de H^n van Leyden wegens de feytelijkheeden en tumultuaire bewegingen in de environs van haar Stad [1]) zal ingerigt zijn; dan ik flatteer mij dat door de voorzieninge van wegens Heeren Gecommiteerden, aan U. D. H. deze namiddag voorgedragen, aan het voorname oogmerk ten grootsten deele zal zijn voldaan ....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MXCI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Réponse. Même sujet.

—

's Hage, den 30 January 1785.

WelEdelGestrenge Heer.

.... Ik hebbe doen commandeeren een détachement uit het garnisoen van 's Hage naer Rhijnsburg en Valkenburg, bestaende uit den collonel De Lannoy als capitein, een officier, een wachtmeester, een corporael en 9 man van de Gardes te paard, en twee officieren, drie wagtmeesters, vier corporaels en zes en dertig man van de Gardes Dragonders en een tamboer, en naer Benthuizen uit het Garnisoen van Rotterdam

[1]) Les désordres parmi les paysans qui se refusaient à la conscription. Voyez les Ned. Jbb. 1785, p. 105.

een ritmeester, twee officieren, twee wagtmeesters, een trompetter, vier corporaels en twee en dertig man van de Gardes te paerd. Ik hoop dat zulks zal voldoen aen de intentie om de rust te herstellen, doch ik kan niet ontveinzen dat ik vreeze dat te strenge middelen eerder het misnoegen zullen aankweeken dan de gemoederen traquiliseeren....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MXCII.

Missive de Mr P. Mejan a Mr Heeneman, écrite à Rhijnsburg, le 30 Janvier 1785 [1]*. Troubles caussées par corps francs.*

—

.... Er is alhier eenige maanden geleeden, buiten concurrentie van de regeering en tegens mijn zin en genoegen, opgericht een zoogenaamd exercitie-genoodschap [2]. Onder dat genootschap bevinden zich voornamentlijk de schoonzoon en drie klijnzoonen van onze Predikant Van der Bell, benevens anderen (verscheiden persoonen onder de hand door mij gedetourneerd zijnde, ja zelfs eenige die reeds werkelijk tot het corps behoorden). Dat genootschap, waartoe zeekere Mevrouw, een boesemvriendin van onze Predikant,

[1]) *Copie.* Mr Mejan était le substitut du bailli de Rhijnsburg, village près de Leyde, M. Gerard Heeneman était le commis du collège des nobles de la province de Hollande.

[2]) Les associations militaires s'etaient organisées depuis les démêlés avec l'empereur en 1784; dès le commencement de leur organisation on se méfiait de leur but. ce qui donnait lieu à des démonstrations orangistes et des émeutes assez sérieuses.

haar stal voor een exercitieplaats etc. etc. heeft verleend, en hetwelk een andermaal door zeeker hoofdofficier van het genootschap te Leiden werd bezigtigd en voor welken men alsdan exerceert, heeft groot misnoegen onder onze ingezeetenen veroorzaakt en 'twelke, uit hoofde van verscheide gedragingen, meer en meer is aangegroeit.

De aanschrijving van Gecomm. Raaden, volgens ordre, van den predikstoel doende afkondigen, heeft onze genoemde Predikant daarop een toepasselijke predikatie gedaan, welke, in verre na niet na de smaak van zijne hoorderen zijnde, het misnoegen teegen het exercitie-genootschap merkelijk heeft vergroot en in vlam gezet. Al hetwelk tengevolge heeft gehad dat het Oranje Vaandel te Valkenburg op den tooren zijnde geplant, zulks ook alhier door een groote menigte is verricht onder het geduurig uitroepen van: Oranje boven en het Vrij-Corps onder!

Men luidde vervolgens de klok, waarop ik mij in persoon naer de kerk en onder de meenigte heb begeeven, hen met vrindelijke bewoordingen afraadende het pleegen van strafwaardige baldadigheeden en ophouden met luiden, waarop zij ook allen heenen gingen, mij geen de minste quaade bejegeningen toebragten en de kerkdeur deeden sluiten, hebbende echter het genootschap nog dienzelven Vrijdagavond kunnen goedvinden hunne exercitien in welgemelden stal te verrigten.

Voorts is alles tot heeden toe in rust en, zulks zoo blijvende, zal ik op morgen het Vaandel doen afhaelen, konnende Hooggem. onze Hooge Vrijheeren verzeekerd zijn dat, gebruik maakende van het credit dat schijne te hebben onder de meenigte, alles zal aanwenden om de rust en goede ordre te herstellen, edog er moeten geen dwangmiddelen in het werk

gesteld worden, maar vriendelijke vermaaningen, hebbende ik hoop dat alles wel zal schikken, vooral zoo H. H. Ed. Mog. onze vrijheeren mij spoedig mogten aanschrijven dat bij provisie het zoogenaamde vrijcorps niet langer moest exerceeren....

P. MEJAN.

LETTRE MXCIII.

30 January 1785.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

.... De Heer Heeneman is met mij van gedagten dat in deze zaak geen bisondere voorziening van de heeren van de ridderschap noodig zij.

Zoo eeven verneem ik door de heer gecommitteerde Raad De Roo, dat er te Hazerwoude en te Benthuysen verregaande oproerige bewegingen zijn onstaan....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MXCIV.

Le prince d'Orange aux Etats de la Hollande. Calommies des gazettes.

In 's Hage, den 18 February 1785.

Edele Groot Mogende Heeren, byzondere goede Vrienden.

Vernomen hebbende dat er in de meesten der couranten, die in deeze provincie geschreeven, gedrukt en verkocht worden, geïnsereerd is een artikel, houdende de tijding of het gerugt alsof in de actueele omstan-

digheeden, waerin de Républick zich ten opzichte van van zijn Keizerlijke en Koninklijke Majesteit bevind, er dagelijks couriers tusschen Z. H. den Heere Hertog Louis van Brunswijk, Veltmaarschalk ten dienste zoo van zijne Keizerlijke en Koninglijke Majesteit als van het Duytsche Rijk, en ons gewisseld wierden, hebben wij noodig geoordeeld ons aen U.W.E.Gr Mog. te addresseeren, met verzoek dat U.W.E. Gr Mog. gelieven de noodige mesures te neemen, ten einde de schrijvers en autheurs van de bovengem. couranten en in specie van het voorz. artikel deswegens op eene rechterlijke wijze mogen worden gehoord en geconstringeerd om de sources aan te wijzen, waaraan die tijding, welke van alle waerheit ontbloot is, haaren oorsprong verschuldigd is [1].

LETTRE MXCV.

Mémoire du prince d'Orange [2].

Le Prince d'Orange n'ayant d'autre but que celui d'avancer, autant qu'il dépend de lui, le bien-être d'un Etat, auquel ses ancêtres et lui-même ont été attaché depuis sa fondation, sera toujours charmé de concourir

[1]) *In margine*: Hiervan is geen gebruik gemaakt, om redenen ons daartoe moveerende en uit delicatesse, om niets te doen dat als laesif voor den Heer Hertogh kon aengezien worden.

[2]) Le prince envoya ce mémoire au rhingrave de Salm (Frédéric), chargé du recrutement de troupes en Allemagne, probablement dans le but de lui donner des matériaux pour la défense de la conduite du prince, spécialement au sujet de la choix d'un feld-maréchal. Sur la personne du rhingrave voyez e. a. le livre de M. Henry de Peyster: Les Troubles de Hollande à la veille de la révolution Française, Paris, 1905, p. 113 sqq.

à toutes les mesures qui peuvent tendre à ce but. Il ne s'est jamais refusé de délibérer et de se concerter avec les Membres du Gouvernement sur tout ce qui peut amener cette fin, mais il doit se réserver de donner sa voix, selon ce que sa conscience lui dicte être conforme au vrai bien de cet Etat, sans se mettre en peine si son avis sera suivi ou non, sur tous les objets qui pouront être mis en délibération et sur lesquels il est appellé à voter. Il croit que son devoir et son honneur exigent de lui de ne pas concourir avec son avis à des mesures qui lui paroissent inconstitutionnelles.

Lorsqu'il existera des vacatures, soit des places de Ministres de la République, soit d'autres emplois de considération, il désire que ceux, dont il dépend de donner les postes, selon la constitution, ne fassent choix que des sujets les plus distinguez par leur capacité et leur intégrité; les plus honnêtes gens, ceux du plus grand mérite lui seront aussi les plus agréables pour remplir les postes qui pourront leur être confiés et le Prince espère que la manière, dont les Provinces disposeront des places vacantes de secrétaire du conseil d'Etat et de conseiller-Fiscal de l'amirauté de la Meuse, servira de preuve que l'on ne cherche que les gens les plus capables et les meilleurs sans s'arrêter à aucune diversité de sentiments et de partis.

LETTRE MXCVI.

Le représentant du prince d'Orange comme premier noble de Zélande au prince d'Orange. La défectuosité des contributions.

—

A Middelburg, le 15 May 1785.

Monseigneur.

Quelque flatté et reconnoissant que je sois de la lettre dont V. A. S. a daigné m'honorer, j'y vois avec peine qu'on continue à la fatiguer sur la défectuosité des contributions de notre province dans les dépenses courantes. Il est fâcheux pour moi, Monseigneur, d'être dans le cas de vous assurer de nouveau que tous les soins que j'ai pris jusqu'icy et ceux que je pourrois prendre encore, pour rendre les villes plus faciles à cet égard, resteront sans effet. Je n'oserois conseiller à V. A. S. aucune démarche à faire par Elle-même, comme efficace pour y réussir, puisque toutes les villes sont unanimes là-dessus et Middelbourg surtout roide à cet égard. Si Mess[rs] les patriotes sont assés iniques pour soupçonner V. A. S., ils n'ont qu' à envoyer une commission des Etats-Généraux, pour se convaincre que ce n'est pas à Elle, ni à moi, qu'il faut s'en prendre, mais à l'épuisement des finances, ainsi qu' à l'idée d'icy, que la dépendance de la France, où la Hollande a mis la République, cause l'embarras actuel sans qu'on voye jour à s'en tirer par de plus fortes dépences. Je supplie V. A. S. de vouloir se mettre à son aise vis à vis de gens, qui l'année dernière me reprochoient de chercher la guerre avec l'Empereur pour rétablir le crédit du Stadhoudérat et qui actuellement prétendent que je ne vais pas droit en besogne....

G. C. H. DE LYNDEN.

LETTRE MXCVII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Le droit à l'élection des magistrats.

—

Bergen op Zoom, den 25 July 1785.

WelEdelGestrenge Heer.

.... Ik vleye mij dat U.W.E.G. wel mijn billijk verzoek zal willen appuyeeren en het daarheenen dirigeeren dat aan mij gegeeven worde een uitstel van eenige weeken om met eene memorie in gereedheid te kunnen koomen, tot justificatie en staving van het regt om de magistraatsbestelling te Alkmaar te doen.

Ik hoop dat de Heeren Staaten de zaak niet zullen decideeren voor dat ik geleegenheid hebbe gehad om onder derzelver oog te brengen de argumenten, die ik hebbe tot betoog van mijne sustenue omtrent het regt mij als Erfstadhouder competeerende ....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MXCVIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. L'établissement d'un département militaire.

—

's Hage, 29 July 1785.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Het besogne over de memorie van de Heer de Maillebois [1]) raakende het etablisseeren van een militair Departement, heede gehoude zijnde, heeft de ridderschap, conform de resolutie in de laatste vergadering

[1]) Le comte Yves Desmarets de Maillebois, qui vint d'être nommé feld-maréchal, principalement sur recommandation du roi de Prusse. Voyez e. a. Van der Aa, Biogr. Wbk. i. v. ou les livres sur l'historie du temps.

genoomen, gedeclareert wel te mogen lijden dat de Gedeputeerden ter Generaliteit wierden geauthoriseert om zig met het Generaliteits-raport te conformeeren. Dordrecht heeft bij monde van de burgemeester Onderwater (de Pensionnaris absent zijnde) gevoteert om de consideratien van U. D. H. over de erectie van zodanig Militair Departement te versoeken. Bij Haarlem is met meerder nadruk op de erectie van hetzelve geinsteert en voorts mede geconcludeert tot het inneemen der consideratien van U.D.H., zoo ook Delft en Leyden, terwijl Amsterdam de hooge noodsaakelijkheid van erectie ten sterkste [heeft] beweert en geinsteert, ten eynde U. D. H. zou werde versogt daarop ten spoedigste te adviseren. De verdere Leeden hebben zig met Amsterdam gevoegt, en het rapport dien conform uitgebragt zijnde, is hetzelve bij de ridderschap overgenomen, alsmede bij Dordrecht, Delft, Enkhuizen Edam en Medenblik. De twee eerstgem. steeden declareerden niettemin te zullen accedeeren bij het rapport, indien de Heeren van de ridderschap konde werde gedisponeert van de overneeming af te zien, dan bij welgem. Heeren gepersisteert zijnde, is het bij die overneeming gebleeven.

Voorts is mede een besogne gehouden met de Hollandsche Admiraliteiten over het bekende addres van de commercie en daarin door die collegien gedient van een ampel præadvis, voornamentlijk tendeerend tot het brengen van een vaste post voor de Marine op den staat van oorlog en voorts tot renvoi van het principale werk aan de personeele commissie tot het redres der zeezaaken in 't bisonder, mede gedecerneert. Het rapport is door de ridderschap en eenige Leeden overgenomen . . . .

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MXCIX.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Les sentiments de l'empereur.

—

In het Jagt geankert in het Sloe, den 5ⁿ Augustus 1785.

WelEdeleGestrenge Heer.

.... Als idereen gezien hadde hoe sterk de plaatzen in Staats-Vlaanderen thans omringt zijn van Oostenrijksche posten, dat het territoir van den Keizer niet alleen aan onderofficieren en soldaaten, maar zelfs aan 's lands officieren ontzegt is, zoo ziet men duidelijk welke afgunst Zijne Keizerlijke Majesteit aan deeze Republicq toedraagt en hoe weinig dezelve is geconsidereert ....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MC.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet. L'affaire d'Alkmaar.

—

Sluis in Vlaenderen, den 3 Augs 1785.

WelEdeleGestrenge Heer.

.... Ik rekene noch niet de vreede als geslooten, en hoezeer de démarche, waertoe de Republicq zich heeft gepretteert, gedaen is [1]), zoo staet het te bezien of de Keizer zijne eischen ten laste van de Republicq zal verminderen of niet. De Oostenrijksche posten hebben last om geene officieren in 's lants dienst over de frontieren te laeten passeeren, maer dezelve te

[1]) L'offerte d'une somme d'argent à l'empereur.

arresteeren en daerover na Brussel te schrijven, om orders te ontfangen wat met hun te doen. Ik hebbe met veel genoegen vernoomen het goed succès van mijne missive omtrent de zaek van Alkmaer [1]). Ik twijffele niet of ik zal nog in deeze maent mijne deductie omtrent die zaeke klaer hebben, om aen H. Ed. Gr. Mog. te worden overhandigt....

De tijdingen uit Weenen zijn, mijns bedunkens, niet minder dan aangenaam....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MCI.

Le représentant Van Lynden au prince d'Orange. L'appui insuffisant de la France.

A Middelbourg, le 6 Septembre 1785.

Monseigneur.

.... Je suis fort impatient d'apprendre si la roideur de la cour de Vienne ne fera pas ouvrir les yeux patriotes sur l'insuffisance de l'appuy de la France, et s'ils se laisseront engager à demander, avant de signer l'alliance, une explication cathégorique sur ce que la République peut en attendre en cas de brouillerie avec l'Empereur. Je vois jour à ce que la Zélande en fasse l'ouverture. Si V. A. S. en attend quelque succès, je la supplie de me faire savoir au plutôt ce qu'Elle pense sur ce point important. Il n'y a peut-

[1]) La question du droit d'élection et de recommandation du prince. S. A. avait demandé quelque temps pour répondre au mémoire du magistrat d'Alkmaar, voyez les Ned. Ibb. 1785, p. 285; Cf. la missive du prince du 25 Juillet (no 1097).

être point de tems à perdre, mais aussi ne faut-il pas y aller témérairement ....

G. C. H. DE LYNDEN.

LETTRE MCII.

Le même au même. Obstination de la ville de Flessingue.

Middelbourg, le 7 Septembre 1785.

Monseigneur.

Je suis au désespoir d'être dans le cas d'informer V. A. S., que malgré tout ce que j'ay pu dire Lundy à Mess[rs] de Vlissingue, ils refuseront de laisser sortir les garnisons. Je m'efforcerai de nouveau à les rendre plus faciles et si je n'y réussis pas, je tâcherai d'effectuer que les Etats en écrivent convenablement à V. A. S., croyant que cela servira à l'exempter de toute responsabilité sur le manque de troupes au païs de Cadzand. C'est pourquoi je préfère actuellement ce parti à celui de proposer sous main à V. A. S. de vouloir retirer les patentes, avant que d'en parler aux Etats.

Mons[r] Van de Spiegel et autres personnes bien intentionnées craignent que le défaut de garnison pouroit échauffer les têtes bourgeoises, encourager les vrij-corpsen, et autres mauvaises menées. Cela peut être vrai, mais les patentes, une fois données, devroient avoir leur effet ....

G. C. H. DE LYNDEN

LETTRE MCIII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Peu d'apparence d'un accommodement avec l'empereur.

—

Breda, den 18 September 1785.

WelEdeleGestrenge Heere.

.... Wat of van de vreede worden zal, komt mij voor nog zeer duyster te zijn en dat er voor alsnog geen peil op te trekken is ... Wat mij zeer klaar blijkt, is dat men alhier alles doen zal, dat in het vermoogen is, om den oorlog voor te koomen, doch of men reusseeren zal, zal de tijd leeren. De besognes worden thans singulier gehouden, en mij dunkt dat de resolutie, die gisteren met drie provintien genomen is .... de aanstaande week zal aantoonen wat of men te verwagten heeft. God geeve het beste voor het lieve Vaderland en spaare hetzelve ....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MCIV.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Opposition générale des villes contre le départ d'un bataillon pour les frontières.

—

's Hage, 20 September.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Gisteren avond door den Heer Thesaurier-Generaal nader geïnformeert zijnde geworde van de gegronde reedenen, welke U. D. H. met alle regt konde doen verlangen om het bataillon van Onderwater uit Rotterdam te doen trekken en naar Staats-Vlaanderen te

senden, heb ik de Pensionnaris dier Stad daarover deze middag terstont bij zijn aankomst onderhouden.

Op de ouverture, die gem. Heer mij heeft gegeeven van een difficile last, waarmede reeds door Z.W.E.G. op dit subject gemunieert was, heb ik, ter mijner décharge, nodig geoordeelt de zaak ter vergadering van H.Ed.Gr.Mog. in deliberatie te brengen, dan met geen ander gevolg dan dat bij Dordrecht en allen de volgende Leeden in de voorsz. uitmarsch van het gemelde bataillon bij provisie is gedifficulteert geworden, zoo als blijkt bij de resolutie, die d'eer heb hiernevens copielijk te voegen ....

P. VAN BLEISWIJK

LETTRE MCV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Réponse. Apparence du commencement des hostilités.

—

Breda, den 22 September 1785.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik hebbe U.W.E.G. missives van den 18, 20 & 21 dezer wel ontvangen. Ik hoope dat men nimmer reeden zal hebben om zich te berouwen over de weigering van het batt^{n} van Onderwater naar Vlaanderen te laten trekken, wijl daardoor de andere provincien kunnen sustineeren te beletten de uittocht van de troupes, binnen dezelve guarnizoen houdende, en dat het onmogelijk is eenig plan van defensie of goede combinatie van mesures te maaken, zoo men niet zeeker is dat de troupes, die order bekomen om te marcheeren, op hun tijd zijn op de plaatzen hunner destinatie en daardoor in staat om van nut te zijn tot de gemeene defensie, maar ik moet mij onverantwoordelijk ver-

klaaren voor de gevolgen, die daaruit zullen voortspruiten, indien de vreede niet kan geslooten worden . . .

Men zegt dat de hostiliteiten Zondag staan te beginnen. Wij zullen alles doen wat mogelijk is tot welzijn van het lieve Vaderland, voor zoo verre de weinige middelen, die ons gegeeven zijn, zullen strekken. Dit kan ik U.W.E.G. verzeekeren, dat het mij niet aan ijver noch ambitie om wel te doen ontbreeken zal, en ik bidde den Allerhoogsten dat ik een werktuig in deszelfs hand mag zijn tot bevordering van het waere welzijn van het Vaderland, waarvoor ik altoos geneegen ben goed en bloed op te offeren . . . .

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MCVI.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Même sujet.

Breda, den 22 Septembre 1785.

WelEdelGestrenge Heer.

. . . . Het schijnt dat men noch niet bepalen kan of het oorlog worden zal of vreede. Hier heeft men allerhande tijdingen, maar bijkans niets daar staat op te maken is. Ik ben zeer benieuwd wat of binnen twee dagen geschieden zal. Men meent dat Zondag den aanvang der hostiliteiten zijn zal. Wij wachten het af en zullen trachten, zo veel doenlijk, het Land te dienen met de weinige middelen, die mij zijn toevertrouwt. God geeve het beste, en hij, die de toevlucht is van alle diegeenen die hem aanroepen, zij een voormuur, een rondasse en een beukelaar voor dit van ouds zo zeer gezeegend gemeenebest.

Ik zal trachten mijn plicht te doen en te toonen dat ik niet onwaerdig ben het vertrouwen van mijne Landsgenooten.

Ik hebbe de requisitorialen ontvangen voor de passage van de regimenten van Stein, Langlois uit Oostenrijk, Baden-Durlach uit Steyermark en Brechenville, alsmeede eene compagnie Artilleristen uit Boheemen, dus is geen twijffel aan de aanmarsch naar de Nederlanden . . . .

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MCVII.

Le même au même. Conditions désavantageuses de la paix proposée.

Breda, den 25 September 1785.

WelEdeleGestrenge Heer.

. . . . Ik kan niet ontveinsen dat ik nimmer verwacht hadde, dat de Republicq gedwongen zoude zijn om op zoodanige conditien de vreede te sluiten. Zoo men daartoe hadde willen koomen, konden alle præparatien zijn nagelaten en het was onnoodig de augmentatie door te zetten en de armée door geduurige marschen en contra-marchen te ruineeren; doch ik zal mij liefst niet op dit subject expliceeren en twijffele niet of of U.W.E.G. gevoelt hetzelve als ik ten dien opzigte . . . .

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MCVIII.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Réponse. Une pro-memoria de l'ambassadeur Français.

—

's Hage, den 26 September 1785.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik ben het volkomentlijk met U. H. eens, dat men niet verwagt zoude hebben dat de Republicq gedwongen zoude zijn geworden om op sodanige conditien, als in de Préliminaire zijn vervat, daarin te komen en dat, als men zulks had voorzien, het beter zoude zijn geweest alle de preparatien tot den oorlog, soo als die gedaan zijn, daar te laten. Ook heb ik niet anders kunnen zien, als dat bij de meeste Leeden een verslagenheid op het hooren leesen van de brieven van onze Heeren Ambassadeurs is geweest, en selfs bij de vreemde Ministers, die ik deese morgen heb gezien, uitgezondert bij den Heer Franschen Heer Ambassadeur, die wel voelt dat deeze conditien hard zijn, maar om die te verzagten mij mondeling verzeekert heeft, dat den koning, zijn meester, in het voornaam articul omtrent het équivalent in geld te gemoet zal komen. Dien Heer is deese morgen bij den Heer presideerende, den Hr Van Haeften, geweest en heeft hem tot dat einde een Pro-memorie overgegeeven, waarvan de copye hierneevens gaat. Het komt mij niet klaar voor wat Vrankrijk daarbij belooft, want te zullen concurreeren in het Excedent [1]) van 'tgeen waartoe in de instructien van onse Hn Ambassadeurs deselve zijn geauthoriseert, is twijfelagtig, terwijl zij bij haar Instructie van 15 September geauthoriseert zijn tot vijf millioen Holl. Gl. en in die

[1]) C. à. d. du montant du dédommagement à l'empereur.

van 17 September zij schijnen geauthoriseert te zijn tot 10 millioen Holl. Gl., sonder welke laaste resolutie zij niet op sig genoomen zouden hebben zig tot 10 millioen Holl. Gl. bij de Preliminairen te engageeren. De tijd zal leeren hoeveel Vrankrijk van de gem. som op zich zal neemen ....

H. FAGEL.

LETTRE MCIX.

Pro Memoria.

La Haye, le 26 Septembre 1785.

Secreet.

Il y a eu à Paris le 20 de ce mois une conférence entre Mr le comte de Vergennes, Mrs les Ambassadeurs de la République et Mr le comte de Mercy; elle avoit pour objet de trouver un moyen de conciliation entre S. M. Imp. et les Etats-Généraux.

La satisfaction pécuniaire à accorder à l'Empereur formant la principalle difficulté, c'est à la faire disparoitre que Mr le comte de Vergennes a employé tous ses efforts. Mr le comte de Mercy avoit précédement réduit la demande de l'Empereur à la somme de huit millions de florins d'Autriche, et il étoit impossible d'en obtenir une diminution plus forte, cet Ambassadeur aiant à cet égard des ordres précis qu'il ne pouvoit outrepasser, et tout ce que Mr le comte de Vergennes avoit pu gagner, étoit que les indemnités pour les inondations seroient défalquées de la somme principale, à raison de cinq cent mille florins d'Hollande.

Cela fait, Mr le comte de Vergennes a conféré séparément avec Mrs les Ambassadeurs de la République; il leur a fait part des instances infructueuses qu'il venoit de faire auprès de Mr le comte de Mercy

et de ce qu'il en avoit obtenue en fin de cause. Il leur a témoigné son regret de n'avoir pas été plus heureux, en les exhortant cependant à céder à la nécessité par la considération des conséquences qui résulteroient de leur refus.

Il leur a déclaré enfin que le Roi, attachant le plus grand prix au maintien de la paix publique et à la prospérité et à la sûreté des provinces-unies, étoit très disposé à prendre sur lui l'excédent de la somme fixée par leurs dernières imstructions. Il leur a même offert de leur en donner la déclaration par écrit. Cette exhibition a paru toucher Mrs les Ambassadeurs de Hollande, qui n'ont plus fait de difficulté de souscrire à la proposition qu'il venoit de leur transmettre. Mr le comte de Vergennes ne doute pas qu'ils n'ayent rendu à leurs maîtres un compte exact et fidèle de cette offre de S. M.

LETTRE MCX.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Une missive du roi de Prusse.

'S Hage, den 27 September 1786.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Op heeden is niets van belang voorgekomen, als dat de Hr van Thulemeyer bij den President van H. H. Mog. is geweest en aan hem overgegeeven heeft een missive van Z. M. den Koning van Pruyssen in faveur van de belangen van U. H., H. K. H. en de Vorstelijke spruiten [1]), te kennen geevende zijn Leedweesen over de aanhoudende kleinigheeden die deselve worden aangedaan, welke niet langer met indifferentie konde

[1]) Voyez le texte dans les Ned. Jbb. 1785, p. 1294 sqq.

aanzien, met aanbod van desselfs mediatie tot vereffening der gereesen oneenigheeden. Bij deese missive is gevoegt een copye van de missive van den Koning aan de H[n] Staaten van Holland, waarin bijsonder geklaagt word over het ontneemen van het commando van 't gaarnisoen in den Haag aan U. H . . . .

Ik wensch van harte dat deese démarche van een goed gevolg zal weesen, maar als ik de waarheid mag zeggen, vrees ik dat deselve niet meer zal operecren als de voorige, waarvan ik de reedenen beeter mondeling soude kunnen zeggen als schrijven . . . .

H. FAGEL.

LETTRE MCX.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Propositions et résolutions blessantes, tendant à diminuer l'autorité du Stadhouder.

's Hage, den 29 September 1785.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik heb de eer hierneevens te senden vier resolutien van de Provincie Stad en Lande op heede ingebragt, waarvan de twee eerste nader onderzoek zullen verdienen, tegelijk met een propositie van Vriesland over het plaatsen van U. H[ds] wapen in de bussen van de boodens, welke niet wel sonder indignatie heb kunnen aanhooren. Het is alsof het er op gezet was, om alles wat in het jaar 1747 geschied is te renverseeren. Ik twijfel op den H[r] Van Haersma [1]) ordre gehad heeft van zijne provincie om die propositie te doen; veeleer geloof ik dat hij sulks gedaen heeft op instigatie van andere, na gehoort te hebben hetgeen

[1]) M[r] Hans Hendrik Van Haersma, député de la Frise aux Etats-Généraux pour l'an 1785. Cf. Ned. Jbb. p. 370.

op gisteren in Holland gepasseert is, alwaar, na het leesen van de missive van den Koning van Pruyssen, met eenparigheid van 18 stemmen ter conclusie is gebragt het rapport om het waapen van U. H. uit de vaendels te ligten en voorts commissoriaal gemaakt of het wapen van U. H. ook niet weggenomen behoort te worden uit de bussen van de Hollandsche boodens, uit de sauve-gardes, die agter de postwagens geplaatst zijn, en van booven de gedrukte placcaten.

Misschien zal men eerstdaags bij Haar Ho. Mog. vragen: wie den Stadhouders-stoel geordonneert heeft? Wie het portrait van U. H. in de Vergadering geplaatst heeft? Wie de stempel van de medailles voor de Ambassadeurs en Vreemde Ministers heeft doen veranderen en het wapen van U. H. in het midden doen plaatsen en wie de naam van U. H. in de sententien en actens van de Admiraliteiten heeft doen zetten? Waarop geantwoord zal kunnen worden dat sulks alleen op expresse resolutien van Haar Ho. Mog. is gedaan, soo als consteeren kan uit de copyen van de hierbij gaande resolutien.

Ik wensch dat U. H. onder alle de onaangenaamheden, die hem aangedaan worden, niet mag beswijken, en dat de gemoederen eens tot bedaardheid mogen komen....

H. FAGEL.

LETTRE MCXI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Départ pour la province de Frise.

—

Breda, den 3 October 1785.

WelEdeleGestrenge Heer.

.... Ik ben van intentie morgen middag van hier te vertrekken en naar Friesland te gaan, en hebbe niet willen afzijn U.W.E.G. daarvan te imformeeren. Ik zal niet nalaten aan H. H. Mog. verslag te doen van mijne verrichtingen als Capitein-Generaal geduurende mijn aanweezen alhier en denke dat thans mijne præsentie alhier wel kan gemist worden, terwijl ik niet denke dat binnen de eerste veertien dagen of weeken hostiliteiten te verwachten zijn. Ik blijve altijd gereed om op de eerste waarschouwing mij te begeeven ter plaetse waar mijne præsentie zoude kunnen worden vereischt ....

W. PRINS VAN ORANJE.

LETTRE MCXII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Reponse à la lettre du 27 Septembre.

—

Breda, den 3 October 1785.

WelEdelGestrenge Heer.

.... Ik hebbe wel ontvange U.W.E.G. missive van den 27, 28, 29 en 30 September jl. God geeve dat de missive van den Koning van Pruissen van een gewenscht succes mag zijn [1]) en dat eens de

[1]) Voyez le numéro 1110.

eensgezintheid te Lande moge herleeven, doch ik vleye mij noch niet dat die missive daartoe voldoende zal zijn, terwijl het schijnt dat het er thans op gemeent is, om mij zooveel te chagrineeren als men kan en mij zoo in groote als in kleine zaaken displaisir aan te doen. Ik ben zeeker dat men zeggen zal in Holland, dat mij het commando niet afgenomen is, maar wat is het commando, zoo er orders buiten weeten van diegeene die commandeert aan zijne onderhebbende troupes worden gegeeven, en niet alleen ordres waar periculum in mora was, maar permanente ordres raakende de Guarnizoens-dienst. De propositie van den Heere Haarsma is weder een staaltje van hetgeene gebuteerd word, namentlijk om mij kleinigheeden aan te doen....

Mijne positie is alleronaangemaamst. Ik ben verpligt volgens de natuur van mijn post om mijne residentie te houden ter plaatse waar H. Ho. Mog. en de Raad van Staete vergaederen, en zoo als U.W.E.G. wel remarqueerd, kan ik niet met fatsoen in 's Hage komen, zoo lang als de ordres omtrent patrouilles, piquetten en den dienst van het Guarnisoen door Heeren Gecommitteerde raden buiten mijn order gegeeven worden. Ik weet nog niet welke partij ik kiezen zal, maar zeeker word mij het Stadhouderschap zoo wars gemaakt, dat ik niets meer verlange dan daarvan ontslagen te worden.

Zoo U.W.E.G. leest de resolutie van de Heeren Staaten van Holland omtrent de Vaandels van de Gardes genomen, zal U.W.E.G. vinden dat de præmissen derzelve aller fletrissantst voor mij zijn, alsmeede het slot, waarbij aan Heeren Gecommitteerde raaden word gelast: om zorge te dragen dat de Ringkragen der officieren bij het gem. regiment insgelijks met het wapen van H. Ed. Gr. Mog.

voorzien werden en dat in het generaal bij hetzelve geene andere wapens dan die van deeze provincie voortaan tot uitwendige teekenen werden gebruikt. Van deeze resolutie is mij tot mijne informatie copie gezonden. — Ik ben benieuwt wat men nog verder doen zal omtrent de militaire honneurs en verdere diergelijke zaaken....

Voor het overige hoope ik, dat ik in gunstiger tijden het genoegen mag hebben U.W.E.G. weederom te zien en te kunnen verzeekeren van de achting met welke verblijve....

W. PR VAN ORANJE.

LETTRE MCXIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Les preliminaires de la paix avec l'empereur.

—

's Hage, 9 October 1785.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Ik heb de eer U. D. H. te doen toekoomen een afschrift der resolutie van Holland over het werk der preliminairen met zijne K. M. Die resolutie is met veel harmonie en genoegsaame eenparigheid genoomen. De nadere ampliatie van het 6de art der preliminairen nopens het gewigtig object der sluiting van de Schelde is daarbij wel en te regt als een conditio sine qua non vastgestelt, en zoo men daar aan 's Keizers zijde weigerde te accedeeren, zoude eeven daardoor van die zijde zoodanige oogmerken gemanifesteert werden, waardoor dé Republicq tot eene onvermijdelijke en alsints wettige oorlog genoodsaakt zoude werden....

P. VAN BLEYSWYK

LETTRE MCXIV.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Même sujet.

—

'sHage, den 10 October 1785.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Hetgeen U. H[s] meeste attente op heeden verdient, is de resolutie van Holland in 't secreet besogne gecommuniceert op de preliminaire articulen, en ordres daaromtrent aan de H[n] Ambassadeurs te geeven. De andere Provincien zijn versogt hunne resolutien in te brengen. Ik maak staat dat de conclusie eerstdaags genomen zal worden evensoo als de laaste Resolutie, met Holland, Utrecht en Overijsel, en Stad en Lande ongelast....

H. FAGEL.

LETTRE MCXIVa.

La résolution de la province de Hollande.

—

Secreet.

Extract uit de resolutien van de Heeren Staaten van Holland en West-Vriesland in hun Ed. Gr. Mog. vergadering genoomen op Vrijdag, den 7 October 1785

Bij resumtie gedelibereerd zijnde op de præliminaire articulen tusschen den Heere Grave de Mercy, Ambassadeur van Keizerl. Maj[t], en de Ambassadeur van den staat, den 20 der voorleeden maand te Parijs geslooten en geteekend, beneevens de Missivens van de voorn. staats-ambassadeurs, rakende het voorgevallene in de conferentien daarover bij twee missives

van de H^n staaten Generaal ten fine van ratificatie binnen drie weeken aan hun Ed. Gr. Mog. gezonden, breeder onder de notulen van den 27 der voorleeden maand, alsmeede op het præadvis den 30 September in het secreet besoigne ter Generaliteit met den Raad van Staate uitgebragt, uit kragte der resolutie commissoriaal van den 24^e op de missiven der voors. Ambassadeurs en op declaratie den 26 door den H^r Ambassadeur van zijne Aller-Christelijkste Maj^t aan den H^r Præsideerende gedaan noopens de concurrentie van den Koning tot het Excedent der gestipuleerde som boven het aanbod van de zijde van den staat, breeder onder den voors. 30 September —

Hebben de Heeren van de Ridderschap en Edelen, mitsgaders de Gedeputeerden van de respective steeden uit den naam en van weegens Burgemeesteren en Vroedschappen van dezelve Steeden, geconsenteerd en bewilligt, zooals hun Ed. Gr. Mog. consenteeren en bewilligen bij deeze, in de ratificatie en aggreatie van de voors. præliminaire articulen, dog niet anders dan op de voet en onder beneficie van de volgende veranderingen in het præadvis, dat agter de woorden t e n m i n s t e n in plaats van: dat zij Heeren Ambassadeurs alle devoiren zullen aanwenden, dat werde gevoegd: „dat zij H^n Ambassadeurs in allen gevalle zullen moeten „zorgen en als een c o n d i t i o s i n e q u a n o n bij h e t „arrangeeren en het sluyten van het definitive trac„taat vorderen, dat bij het zesde articul door zijne „Keizerlijke en Koninkl. Maj^t uitdrukkelijk werde erkend „de souverainiteit van hun Ho. Mog. over dat gedeelte „van de Schelde, hetwelk is begreepen tusschen het „gedesigneerde limiet bij Saftingen en de uitwatering „van de rivier de Schelde in de Noortzee bij Vlissin„gen; en dat onder bemiddeling van het Fransche Hof, „hetwelk zich voor de sluiting van de Schelde ten

„faveure van de Republicq wel zoo kragtig en efficacieuselijk heeft willen interesseren, ten klaarsten kan „blijken dat het Tractaat van Munster, ook bepaaldelijk ten aanzien van dit gewigtig point, werde geconfirmeerd en voorts door Frankrijk geguarandeert; „alles met dien verstande, dat, indien desniettemin „in zoodanig eene geexigeerde en duidelijke erkentenis „van 's Keyzers zijde wierd gedifficulteerd, gemelde „Heeren Ambassadeurs in dat onverhoopt geval niet „zullen mogen toetreeden tot het sluyten van een „definitif Tractaat van Vreede, zullende gem. Heeren „Ambassadeurs van voorseide wel expresse conditie „voor het uitwisselen der ratificatiën van de praeliminairen aan den Heere Grave de Mercy, mitsgaders „aan den Heere Graaf de Vergennes, kennis moeten „geeven", dat wijders het Equivalent voor de cessie der Landen van Daalhem en andere dorpen van redemtie, als aen den Keizer zouden komen, finaal zal moeten zijn gereguleerd, alvorens het definitief Tractaat zal kunnen worden geratifieerd, en dat eindelijk in de laatste periode van het voors. Praeadvis, in plaats der woorden o m in de beleefste termen tot termijn van betaling agter de woorden „te worden gelast" gestelt werde: „Dat hun Ho. Mog. als „een bijsonder kenmerk van Zijne Maj[ts] Edelmoedig- „en menschlievendheid hebben aangemerkt Hoogstdeszelfs voorslag om tot behoud van de vreede, „die door de weigering van den Grave de Mercy, „om aan gemodereerde voorslagen het oor te leenen, „stond te worden afgebrooken, het bewuste Excedent „boven de som, bij de laatste Instructien van de „Ministers van den Staat gefixeert, voor Hoogstdeszelfs reekening te neemen; dat Hun Ho. Mog., na „zoo veele sacrifices voor het behoud van de „vreede van hunne zijde reeds te hebben aange-

„booden, het wijders voor hunne ingeseetenen niet „zouden kunnen verantwoorden dezelve met nog eene „zoo notabele meerdere geltsomme, als van hunnen-„tweege reeds is uitgeloofd, verder te beswaaren; dat „Hun Ho. Mog. derhalven de voorsz. bereidwilligheid „als een singuliere preuve van Hoogstged. Zijne Majts „liefde voor de conservatie van de vreede van Europa, „zoowel als voor de verzeekerdheid en de welvaart „van deezen Staat considereerende, bereid zijn het-„zelfve te accepteeren, ten einde alzoo door deeze „edelmoedige concurrentie van Zijne Aller Christ. „Majt in staat gestelt te worden, om de vreede te „helpen conserveeren en aan alle verdere onaange-„name discussien met Zijne Keizerl. Majt door de „ratificatie der geteekende Praeliminairen, hoe onereus „deselve voor de Republicq dan ook zijn moge, een „einde te maken, alsmeede te accepteeren dat de „eerste termijn van betaaling, etc. tot het slot".

En dat daarvan ter Generaliteit opening zal worden gedaan en het voorts daarheen gederigeerd, dat de voors. Praeliminaire articulen op den bovengem. voet ten spoedigsten mogen worden geratifieerd, opdat de ratificatien voor den vastgestelden tijd tegen die van Zijne Keyzerlijke Majt kunnen worden uitgewisselt.

LETTRE MCXV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Nouvelle proposition blessante.

Leeuwarden, den 15 October 1785.

WelEdelGestrenge Heer.

.... Ik kan niet afzijn aan U.W.E.G. onder het oog te brengen de groote hardigheid, die er zoude zijn om het regiment Garde-Dragonders een titul af

te neemen, die zij door de bravoure, getoond in Ierland in de bataille van de Boyne, verworven en zeedert dien tijd altoos en bijzonder bij Staatsresolutien gedragen hebben. Ik vleye mij dat H. Ed. Gr. Mog. dien titul aan mijn regiment niet zullen willen afneemen en hetzelve laten gaudeeren van die voorrechten, van welke het zeedert lange gegaudeert heeft......

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCXVI.

L'envoyé James Harris[1]) au prince d'Orange[2]). Un plan de conduite.

—

Hague, Octobre 16th 1785.

Sir.

Your Highness will, I hope, impute my venturing to transmit to you the enclosed paper[3]) to the only possible motive which can exist for my so doing: to a sincere and uniform desire of serving you and an earnest wish of seeing you in some future day in a situation to be call'd upon to restore tranquillity and consideration to this unfortunate Republic.

Whatever use you may in your wisedom, Sir, think proper to make of it, I am certain you will admit the necessity of its being kept a profound

[1]) Le nouveau ministre Anglais James Harris (plus tard comte de Malmesbury) résidait à La Haye depuis le mois de Décembre 1784.

[2]) A quelques phrases près cette lettre, ainsi que celle du 12 Novembre, a été publiée d'après la minute ou copie dans les Diaries and correspondence de Lord Malmesbury.

[3]) Ce papier manque: probablement on l'aura détruit aussitôt qu'il avait été examiné par le prince et la princesse, pour laquelle il semble avoir été proprement destiné Evidemment il contenait un plan de conduite.

secret, or at least that, on every account, my name ought not to be committed.

I place a full confidence in your Serene Highnesses discretion; and I trust, Sir, you will on your side give me full credit for being perfectly sincere in my wishes and in my endeavours to serve you.

I shall not affect to enforce what I say by professions. Your Highness know well of how little value they are. But a Minister from England never can mean to deceive or to mislead you, more particularly one who has had the happiness to know you for so many years and who adds to principles of duty sentiments of early attachment and regard.

It is not my private opinion (which I should never presume to intrude on your Highness) but that of those, from whom I hold the right of addressing myself to you, and on whose affection and constant support your Highness may most religiously reckon, that, if you were to adopt a plan similar to that set forth in the annex'd paper, and to act up to it formly and systematically, that you would immediately and at once check the violence of the ruling faction, embarrass their operations, and ultimately lead the nation at large to apply to you for support and assistance — such a manly and resolute conduct also would startle your enemys, encourage your friends and give you throughout Europe that reputation, which ever belong'd to the House of Nassau.

The ruling action has no claim to call upon you to return to the Hague, Sir, by depriving you of some of your most essential rights; they have in a manner rescinded the most sacred resolutions of the states, and it is insulting you to expect that you should be bound by resolutions they have no scruple to violate.

You may rest assur'd, Sir, that it is their fixed and determined intention to overset the stadholderate — that their views are not personal but general and that the Court of Versailles concurs entirely on this plan. The agreement between them was mutual and the patriots having now done the work of France, France is to do theirs.

Any attempt to modify their virulence, to disconnect them, or to obtain from them a share of the authority they have usurped and still maintain, would not only be fruitless but most pernicious. To propose terms of accomodation or to sue for a coalition would betray weakness, and from this apparent weakness they would derive real strength. A very recent event (the issue of which is still depending) proves beyond a doubt the truth of what I say, and that moderation and lenient measures (from however high authority they come) will avail nothing.

The time may arrive, Sir, when more efficacious ones may be employ'd, and when your Highness may be called upon to vindicate your rights in a manner more becoming the high blood which flows in your veins. Till then nothing remains to be done but to lie by to remove yourself and your Family from the scene of action — to protest respectfully but with becoming spirit against every infringement on the prerogatives of a constitutional Stadholder, and not, by listening to any insidious plans of accomodation, which may be artfully held out, fix on the minds of posterity the impression that you were an accomplice on the destruction of a country, your ancestors have thrice saved from ruin.

As the interests of your Highness and those of Her Royal Highness the Princess are inseparable, I presume, Sir, it would be your wish to communicate

to her these papers, and I am sure I do not exceed the bounds of my instructions, when I declare my self authorized to place the strictest reliance in her judgement and penetration, on every occasion.....

JAMES HARRIS.

LETTRE MCXVII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Réponse à la lettre du 15 Octobre.

'sHage 18 October, 1785.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

.... Met opzigt tot de zaak van het regiment Guardes-Dragonders heb ik reeds in de gepasseerde week bij eenige der voornaamste Leeden in Holland gebruik gemaakt van de notabele retro-acta, welke in de registers van H. Ed. Gr. Mog. op deze materie gevonden werden en waardoor ik wensche dat die Leeden gepermoveert zullen werden om die zaak te laaten op den voet, waarop dezelve zoo veele jaaren geweest en gebleven is....

De Heer Griffier zal U. D. H. geinformeert hebben dat het werk der ratificatie van de vreedes-preliminairen op gisteren met vier provincien is afgedaan. Ik houde mij gansch niet verzeekert dat de Keyzer zal defereeren aan de conditio sine qua non nopens de erkentenis van de souverainiteit der Republicq over de mond- of uitwatering van de Schelde en zoo hij zulks weigert, is de oorlog onvermijdelijk.....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MCXVIII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La missive du roi de Prusse[1]).

—

's Hage, den 21 October 1785.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

Op heeden is bij Holland het besogne gehouden over de missive van Z. M. de Koning van Pruissen tot maintien der prerogative van het Erfstadhouderschap. De Hn van de Ridderschap hebben, volgens eene resolutie in een vergadering van vijf leeden genoomen, voor hun advis gedeclareert dat, in geenen deele geconcurreert hebbende tot het neemen der resolutien, waarop Hoogstged. Z. M. schijnt te bedoelen, de beantwoording dier missive geheel zoude overlaaten aan de verdere Leeden, verwagtende niet te min dat de rescriptie in decente en civile termen zoude werden ingerigt. De Heeren van Dordrecht en Haarlem hebben het regt van H. Ed. Gr. Mog. als Souverain dezer provintie de militie in haar residentieplaats en dus ook Hoogstderzelver bevoegtheid tot het neemen der bewuste resolutie van 8 Sept. l.l. breedvoerig geådstrueert, terwijl de laatstgem. stad het project eener rescriptie op de bovengem. missive heeft geexhibeert en voorgeleezen. De steden van Leyden en allen de volgende Leeden, tot Hoorn inclusief, hebben zig bij de twee eerstgenoemde gevoegt, hebbende Delft en Enkhuyzen slegts gedeclareert wel te mogen lijden dat het rapport dien conform wierde uitgebragt . . . . .

P. VAN BLEISWIJK.

[1]) Cf. le numéro 1110.

LETTRE MCXIX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Une lettre du pensionnaire Van Berckel[1]*. Divers sujets.*

—

Leeuwaerden, den 1n November 1785.

WelEdelGestrenge Heer.

.... Het is jammer dat men niet heeft kunnen copyen houden van het geschrift, dat de Heer Van Berkel ten mijnen opzichte aen den Ambassadeur van Frankrijk heeft ter hant gesteld. Ik zoude daeruit hebben kunnen zien wat van mij verlangt wierd, hetwelke ik tot hiertoe betuige te ignoreeren.

Ik ben benieuwt te verneemen welke gevolgen hebben zal de missive van den Heere de la Coste[2]) na de twee Heeren Pensionarissen van Dortrecht en Amsterdam, en of Vrankrijk niet meer dan vijftien hondert duyzend Guldens zal betalen en dus of de Republicq zal moeten furneeren acht millioen vijf mael hondert duizent Guldens.

Ik hoope dat de Keizer geene difficulteiten zal maeken om te condescendeeren aen de conditio sine qua non van de erkentenisse van de souverainiteit van de Schelde van Saefftingen af tot voor Vlissingen aen den Staet, want zonder dat is het ondoenlijk de Schelde te sluiten.....

W. PRINS VAN ORANGE.

[1]) *Authographe du prince.*

[2]) Le gendre du comte de Vergennes. Voyez Peyster, o. c. p. 162.

LETTRE MCXX.

L'envoyé Harris au prince d'Orange[1]*. Les projets des ennemis du prince.*

La Haye, ce 12 Novembre 1785.

Monseigneur.

Le zèle qui m'anime pour les vrais intérêts de V. A. S. et de toute Sa Famille, m'engage à vous confier, dans le plus grand secret, que d'après mes notions le moment approche où la fermeté et la grandeur d'ame de V. A. doivent être mises à toute épreuve.

Le plan qu'on se flatte d'exécuter, est d'intimider V. A. par des menaces et de l'engager par toute sorte de mauvais traitemens à abandonner de gré ou de force la régence.

C'est le moment où il importe de manifester l'énergie d'une âme supérieure aux événemens et digne du sang qui coule dans vos reins.

Il seroit, ce semble, à propos de protester hautement contre toute attente entreprise contraire à vos prérogatives légitimes, de ne s'arrêter ni à des menaces ni à des insinuations insidieuses, de vous montrer prêt à répondre avec dignité à tous les griefs qu'on affecte d'alléguer à votre charge et d'en appeller enfin à la Nation comme juge de vos actions et de la sagesse de vos sentimens politiques.

J'ose espérer, Monseigneur, que vous réglant ainsi, l'Europe entière applaudira à de si nobles efforts et que vous ne sçauriez pour lors manquer d'appui ni de ressource pour vous et pour votre Maison.

Si la franchise avec laquelle je vous parle, Monseigneur, vous offense, je vous offense par un excès de zèle et d'attachement que je ne sçaurois supprimer....

JAMES HARRIS.

[1]) Cf. l'annotation au numméro 1116.

LETTRE MCXXI.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Les désordres à Meppel.

—

Loo, den 13 November 1785.

WelEdelGestrenge Heer.

.... Eergisteren zijn wij van Groningen om 6 uren vertrokken en zijn omtrent 4 uren des namiddags te Meppel gearriveerd. Om alle verkeerde rapporten voor te komen, acht ik nodig U.W.E.G. te informeeren van het ongelukkig geval, dat aldaer gebeurd is [1]). Daar is in die plaats eene groote animositeit tusschen veele burgers en bijzonder door het zeevarend volk en het exercitie-genootschap.

Het genootschap was in de wapenen gekomen om ons in te halen en hadden zich geposteerd bij het inkomen van die plaats, van waer zij gemarcheerd zijn in goede orde tot voor het Huis van den Schout Kniphorst, bij wien wij onzen intrek genomen hebben; dit was geschied met permissie van den Heere Landdrost Grave van Heyden, die met zijne Gemalinne zich te Meppel bevond, onder voorwaarde dat zij met geene scherpe patronen zouden zijn voorzien, doch welke orders door sommige niet naargekomen zijn. Omtrent een quartier van de stad is ons te gemoet gekoomen een groote hoop zeevarende Lieden met vlaggen en strikken, die onze koetsen omcingeld hebben. De Princesse was met de 3 kinderen in de 1e koets en ik volgde in de 2e. Ik hoorde dat zommige personen, die bij mijne koets liepen, zeiden dat het genootschap van scherpe patroonen voorzien waren, maar dat zij ze niet vreesden, waerop ik mijn best deede om hun tot bedaren te brengen en hun tot

[1]) Cf. le récit des désordres à Meppel dans les Ned. Jbb. 1785, p. 1748 sqq.

rust aan te sporen. Toen onze koetsen quamen bij het Huis waer Wij Onzen intrek namen, hadde zich het genootschap en haye gerangeerd, presenteerden het geweer en salueerden. Het zeevarende volk wilde het naeste bij onse koetzen blijven en het Genootschap wilde ze niet tusschen hare gelederen laten passeeren; hieruit ontstond ongenoegen, doch wij kwamen zonder ongemak in huis, alwaar wij de complimenten van de Regenten dier plaatse ontfingen; doch toen wierd de bitterheid altijd grooter, zoodat de officieren van het Genootschap goetvonden zich met hun corps te retireeren, vermits zij door de zeevarende en andere lieden wierden gemaltraiteerd, die met zagen, bijtels en stokken gewapend waren en welke trachteden hunne vaandels te overmeesteren. Het Genootschap marcheerde dus door den stal van het Huis, daer wij waren, in den tuin, doch toen het laatste peleton in de deur was, zijn 3 à 4 schooten met scherp gedaan; het Genootschap zegt dat er een pistoolschot eerst door één der zeevarende lieden is gedaan; andere zeggen dat het Genootschap eerst geschooten heeft; dit zal moeilijk zijn uit te maken; doch een ongelukkige man, zijnde een bezembinder, die uit nieuwsgierigheid zich op straat bevond, is het slagtoffer van deese ongenoegens geweest; die arme man stond daer met een kind op den arm en is door een der schooten needergeveld en terstond dood gevallen; het kind is gered; daer zijn nog 2 à 3 personen gequetst, doch ik hoop dat daer geen gevaar bij zal zijn. De woede van het zeevarend volk rees toen tot den hoogsten top; zij wilden het Genootschap ten lijve en namen een ladder om de deur op te rammeyen, door welke het genootschap gepasseert was en die ten allen gelukke geslooten was, doch die ladder brak door de sterkte van den slag en de Land-

drost Grave van Heyden begaf zich onder den hoop met 2 à 3 bedienaers van de justitie en heeft toen dezelve tot bedaren gebragt en uit malkanderen doen gaen; vervolgens heeft hij de geweeren aan het genootschap doen neederleggen, om dezelve te visiteeren, waervan eenigen met scherp gesladen zijn gevonden; des avonds toen het duister geworden is, zijn hun derzelver geweeren teruggegeeven, doch onder voorwaerde van de vuursteenen af te neemen, om alle ongelukken voor te komen, en zij zijn ieder naer hunne huizen teruggekeerd. Daer is ook eene publicatie gedaan om de rust te recommandeeren, met last om te apprehendeeren alle degeenen, die iets zouden doen dat tot storinge derzelve zoude kunnen strekken, zullende dezelve als perturbateurs van de publique rust worden getraft. De commandant van het genootschap is bij mij geweest, om zijn leedweezen over het voorgevallene te betuigen, aan wien ik ook de rust en eendracht met zijne meedeburgers hebbe aanbevoolen .....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCXXII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. La question du commandement de La Haye.

—

Loo, den 22 November 1785.

WelEdelGestrenge Heer.

.... U.W.E.G. heeft zeeker gezien het rapport omtrent het commando van het guarnisoen van 's Hage[1]); zoo dat doorgaat, zie ik niet hoe met fatsoen ooit

[1]) A propos de la lettre du roi de Prusse du 18 Septembre: cf. les numéros 1110 et 1118.

weederom in 's Hage te komen, ten minsten komt mij voor dat ik als Stadhouder van Holland er niet meer koomen kan en dat, zoo ik moet reverteeren, ik mijne demissie in die qualiteit neemen moet. De zaaken loopen zoo, dat ik denke van weinig nut meer aan mijn Vaderland te kunnen zijn, en daarom dat ik best zal doen, nadat het vreede is en dat mijne assistentie dus minder nodig is, mij te retireeren van de zaken. Welke partij ik ook neeme, zal ik altoos dankbaar blijven voor de vriendschap, die U.W.E.G. mij altoos getoont heeft en verzoeke U W.E.G. verzeekert te zijn van de achting met welke verblijve ....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCXXIII.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Même sujet.

—

's Hage, den 24 November 1785.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Gisterenavond heb ik mij vereert gevonden met U. H^ds^ hooggeagte missive van den 22^n^ deeser. Het rapport, in Holland uitgebragt omtrent het commando van het guarnisoen in den Haag, is mij, tot mijn leedwesen, bekent. Hetzelve is tot nog toe niet ter conclusie gebragt, maar volgens de loopende gerugten, meent men dat in de eerstvolgende vergadering, die in de aanstaande week gehouden zal worden, hetzelve geconcludeert zal worden. Dit zoo zijnde, kan ik eeven weinig als U. H. zien, hoe U. H., soo lang die resolutie in zijn volle kragt subsisteert, met fatsoen hier kan komen, ten minste zonder sterke protestatien teegen deselve te doen. Was er eenig middel uit te denken om een conciliatoir te vinden, waar-

door de saak in der minne getermineert wierd, zoude U. H. mogelijk spoediger hier terug kunnen komen, waarna alle weldenkende verlangen.

Wat de verdere gedachten van U. H. aangaat, van als Stadhouder niet meer hier te kunnen komen en zijne demissie in die qualiteit te moeten neemen, moet U. H. niet kwalijk neemen, dat ik, met allen eerbied, mij teegen een zoodaanige resolutie opposeer. Wanneer men ongelijk lijd, staat het vrij te protesteeren en het ongelijk hetgeen aangedaan word aan den dag te leggen; maar de zaak op te geeven, is van te veel gevolg. U. H. is nog niet ontbloot van vrienden en protecteurs. De Koningen van Engeland en Pruyssen, zonder haar eigen belangen te verwaarloosen, kunnen U. H. en desselfs Vorstelijke Familie niet abandonneeren. Hoezeer de omstandigheeden niet gunstig voorkomen, moet vroeg of laat de tijd gebooren worden, dat die twee Mogendheeden zig voor U. H. en deszelfs Familie interesseeren, en die Mogendheeden zijn nog zoo veragtelijk niet, dat die niet eenige influentie op de gemoederen alhier zouden kunnen hebben. Daarenbooven zijn er twee omstandigheeden, waaruit ik mij altijd iets goed voorstel. Vooreerst, dat, men mag zeggen wat men wil van de Hollandsche Natie, de Natie een natuurlijke zugt en geneegendheid heeft voor het Huys van Orange; en, ten andere, dat een iegelijk, die de Constitutie van onse Regeering kent en bij experientie gezien heeft hoe de zaaken gaan, als er geen directie van één of meer Hoofden van hooge geboorte of van ongemeene verdiensten plaats heeft, zal moeten avoueeren dat de zaaken op den voet als tegenwoordig metter tijd in 't wild zullen loopen. Dus soude ik, voor mijne geringe gedagten, besluiten dat U. H. nooit moet denken om zijne demissie te neemen, maar veel liever

moet temporiseeren, zonder zig te verhaasten tot zijne terugkomst alhier. De betuiging van U. H[ds] geneegenheid is mij zeer gevoelig. Ik beken niet alleen attachement en affectie te hebben voor U. H., uit dankbaarheid voor de weldaaden, van desselfs Heer Vader genooten, maar uit waare liefde en agting voor U. H[ds] persoon, waarin ik tot mijn laatsten adem zal volharden, waarmeede de eer heb met het allerdiepste respect te zijn....

H. FAGEL.

LETTRE MCXXIV.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Divers sujets.

Loo, den 14 December 1785.

WelEdelGestrenge Heer.

.... Van ouds wierd van weegens H. Ho. Mog. de consideratien van den Capitein-Generaal gevraagt, nu moet hij aan den Raad van Staaten adviseeren en de plans moeten aan den Heere de Maillebois gevraagt worden [1]). Ik zal recht door zee gaen en na mijn gemoed adviseeren, wanneer die plans zullen ingekomen zijn en aan mij ter hand gesteld; of mijn advis gevolgd word, stoore ik mij niet aan, maar ik moet het mijne zeggen, dat is mijn pligt.

Wat of van de zaak van Brest [2]) worden zal, kan ik nog niet voorzeggen, maar ik voorspelle mij niets

[1]) Il s'agit d'un projet de réduction des forces armées, suivi d'une proposition de certaines modifications, rédigée par le maréchal Maillebois. Le conseil d'état annonçait ses considérations sur ce sujet, après qu'il aurait consulté le prince.

[2]) L'examen des causes qui avaient fait échouer le plan de l'expédition à Brest en 1783.

goeds. God geeve dat de geslootene en geratificeerde alliantie moge strekken tot bevordering van 's Lants welzijn en dat men zich deze twee démarches nimmer moge berouwen.

Ik twijffel niet of U.W.E.G. zal geleezen hebben mijne missive en memorie aan de Heeren Staten van Holland, raakende het commando over de troupes in 's Gravenhage. Ik wil wel bekennen dat ik noch in geen point zoo zeer overtuigt ben geweest van mijn regt. Ik ben benieuwt wat of in Holland daaromtrent zal geresolveert worden.

De buitenlandsche tijdingen beginnen ook interessant te worden. Ik voorzie dat misschien nog voor Nieuwjaar Beyeren tegens de Nederlanden zal worden verwisselt; dat Vrankrijk de Keizer souteneeren zal en daarvoor Luxemburg en misschien Namen zal verkrijgen; dat daar een oorlog uit ontstaan zal en dat de Republicq daarin gewikkeld zal worden.

Dit zijn mijne conjectures. Het zal mij benieuwen of U.W.E.G. dezelfve gefundeert vind en blijve voor het overige met achting....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCXXV.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Réception de la communication du traité d'aliance avec la France.

Loo, den 5 January 1786.

WelEdelGestrenge Heer.

.... Ik wensche met U.W.E.G. dat de geslootene alliantie met Vrankrijk van nut voor de Republicq mag zijn en dat diegeenen, die daarvan de auteurs zijn, daarmeede eer bij de Posteriteit mogen behaelen.

Ik ben U.W.E.G. zeer verplicht voor deszelfs hartgrondige zeegenwenschingen zoo over mij als over de Princesse en mijne kinderen, en God geeve ook aan U.W.E.G. van noch lange in den Lande der leevendige in gezondheid te worden gespaart en het genoegen mogen hebben van zijn Vaderland weeder in gelukkiger en geruster tijden te zien; dat alle tweedracht, haat en nijd een einde moge neemen en dat alle Regenten en Ingezeetenen zich om strijd moge beijveren tot bevordering van het ware welzijn van Land en kerk, opdat het Vaderland moge komen tot een grooter bloei en luister als hetzelve ooit bereikt heeft. Dit is de oprechte wensch van mijn hart; God geeve dat hij verhoort mag worden.....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCXXVI.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. L'absence du prince. Le commandement de la garnison de La Haye.

—

'sHage, den 9 January 1786.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

.... Men ziet thans soo veel nieuwigheeden, dat men naauwlijks het einde daarvan kan zien. Onder allen deesen is er geen, die mij meer ter harten gaat, als degeen die U. H. van het commando over 't garnisoen van den Haag berooft en belet om hier terug te komen, waarna ieder weldenkend Vaderlander ten uyterste verlangt....

De verlangens van U. H. om alle tweedragt, haat en nijt een einde te doen zien, en dat alle Regenten en ingezeetenen sig om strijd te zien beijveren tot bevorderinge van het waare welzijn van Land en

Kerk, om het Vaderland als van ouds te doen bloeyen, stemmen volkomen in met mijne gevoelens. Ik wensch dat God Almagtig daartoe alle degeen, die thans het bewind van saaken in handen hebben, door sijn goeden geest wil inspireeren, terwijl een ieder na zijn vermoogen daartoe behoort meede te werken....

Doorlugtigste Vorst en Heer....

H. FAGEL.

LETTRE MCXXVII.

Le prince Frédéric Guillaume de Prusse au prince d'Orange. Protestations d'intérêt.

—

Berlin, le 19 Janvier 1786.

Monsieur et très cher frère.

V. A. S. me rend bien justice en se persuadant le vif intérêt que je prends à tout ce qui la concerne dans des circonstances si critiques, ainsi que des voeux que je fais au ciel pour son bonheur. Personne au monde ne prend plus de part que je le fais aux évenemens qui jusqu'ici contrarie sans cesse V. A. S. Il faut espérer que le calme se rétablira. J'y employerai toujours tout mon crédit pour y contribuer autant qu'il sera à mon pouvoir, afin de vous convaincre de mes vrais sentiments pour Elle....

FRÉDÉRIC GUILLAUME.

LETTRE MCXXVIII.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Les prières publiques au 1r Mars [1]).

—

'S Hage, den 20 January 1786.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

.... De dank- vast- en beededag vastgestelt zijnde op den 1 Maart, heeft de Hr Raadpensionaris mij ter hand gestelt een brief van uitschrijving, opgestelt door een predikant te Haarlem. Sonder mij op de ingredienten van dat stuk uit te laten, heb ik alleen een kleine remarque gemaakt op een woord, dat mij choqueerde, namelijk dat men U. H. daarbij aan G o d s b a r m h a r t i g h e i d aanbeveelt. Ik heb in bedenken gegeeven of men niet konde zetten aan G o d s g o e d g u n s t i g h e i d. De Raadpensionaris seyde geen letter verandering daarin te kunnen admitteeren en, soo men het soo niet aannam, geen generale maar een provinciaale beededag plaats soude hebben; maar, soo het schijnt, nader daarover met de Matadors gesproken te hebben, heeft hij mij gesegt te moogen lijden dat dit woord, soo als ik het had voorgesteld, verandert wierd. Ik laat het oordeel over dit stuk over aan U. H., hebbende de eer een copye daarvan hierbij te voegen ....

Doorlugtigste Vorst en Heer ....

FAGEL.

[1]) Voyez les Ned. Jbb. 1786, p. 19.

LETTRE MCXXIX.

Le Prince d'Orange au représentant Van Lynden. La nomination de M. Tullingh.

—

Loo, ce 21 Janvier 1786.

Monsieur.

J'accuse la réception de votre lettre du 13[me]. Sçachant ce qui devoit se passer hier aux Etats-Généraux, je n'ai pas voulu vous écrire avant que la chose fut faite, afin de pouvoir dire avec vérité que je n'ai pas attisé le feu, mais vous avez parfaitement bien fait, selon moi. Mess[rs] d'Hollande seront furieux. Je suis curieux de voir s'ils ne se porteront pas à quelque violence contre la personne de Mr Tulling [1]), afin d'empêcher l'effet de la résolution de L. H. P.....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCXXX.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Réponse. Le cadeau au roi de France. L'affaire Tullingh.

—

Loo, den 25 January 1786.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik accuseere de receptie van U.W.E.G. missives, zeedert mijne laetste afgezonden. Ik wensche met U.W.E.G. dat de voorgenomene besognes, zoo tot

[1]) M. Tullingh sollicitait l'emploi de fiscal du Brabant, qui venait de vaquer. La majorité des provinces favorisaient sa sollicitation, malgré les protestations de la province de Hollande, qui soutenait que la ville de Bois-le-Duc prétendait à juste titre que les anciens priviléges du duché de Brabant exigeaient la nomination d'un indigène. Voyez sur cette affaire et sur la violence de la Hollande les Ned. Jbb. 1786, p. 31 et 125.

reguleeringe der quota's als tot het defensie-weezen, een goed einde mogen neemen, maer van de eerste verwagt ik niets en van de andere niets dan naauwere banden voor den Capitein-Generael en voor den Admirael-Generael, want dat is het eenige oogmerk deezer besoignes....

Ik denk dat de propositie van Holland tot 't geeven van 2 oorlogsscheepen [1]) wel doorgaen zal, ten minste denke ik dat in deese omstandigheden ik best zal doen van er niet tegen te adviseeren als Eerste Edele van Zeeland, en om aan diegeene van andere Provincien, die mij er over zullen spreeken, niet af te raden om er in te consenteeren, maer veeleer deselve aan te spooren om met concurrentie der Bondgenoten daerin consent te dragen.

Ik ben U.W.E.G. zeer verpligt voor de verandering, die U.W.E.G. in den biddagsbrief heeft doen maken. Ik ben verre van te denken dat ik de barmhartigheden des Allerhoogsten niet nodig hebbe, en ik kenne te wel mijne schulden om iets anders dan genade te mogen vragen, en weete dus zeer wel dat ik op mijne verdiensten niet steunen mag, maer als men kent de geest van de dirigeerende partij en dus in welken zij dit woord verstaan, zoo oordeel ik dat U.W.E.G. mij een ware dienst gedaan heeft van de biddagsbrief in dier voegen te doen veranderen.

De aenstelling van den Hr Witte Tulling denk ik dat nog gevolgen hebben zal. Ik hebbe expres in de voorleden week nog aan U.W.E.G., nog aan den Heere van Blitterswijk, geschreeven, om niet te worden geinsimuleerd alsof ik op de conclusie hadde geinsteerd, doch dezelve komt mij allezints wettig en de

[1]) Le projet d'offrir deux vaisseaux de guerre au roi de France comme preuve de reconnaissance. Voyez les Ned. Jbb. 1876, p. 17 sqq.

aenschrijving van de Staaten van Holland aan den Raad van Braband in allen deelen irregulier voor. Ik vreeze met U.W.E.G. dat de oneenigheden in het bondgenoodschap nog verre zijn van haar einde....

W. PRINS VAN ORANGE.

P.S. Ik hebbe geleezen de op heeden van U.W.E.G. ontvangene stukken concerneerende de O.-I. Comp. Ik ben in zoo verre niet bedroeft dat het niet geschied is, maar de rechte weg was geweest dat ik als opperbewindhebber over de redressen in de Comp. te maken ware gehoort, zoowel als de respective Kamers. Ik denke dat die zaak een nieuwe twistappel aan de provincien zal zijn en denke dat Zeeland gelijk heeft van op het houden eener vergadering van zeventienen te insteeren....

26 January 1786. W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCXXXI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La requête du comte de Maillebois.

's Hage, 26 January 1786.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

....Wat het verzoek van den Heer Grave de Maillebois betreft [1]), zoude mij niets aangenaamer kunnen zijn als hetzelve te zien reusseeren. Het tijtstip schijnt daartoe niet ongunstig, als daarmede verzelt ging de afdanking van zijn legioen. Dan, zoo ik mij niet bedriege, verlangt Z. Exc. een appoinctement

[1]) Le général en chef De Maillebois briguait le rang de feldmaréchal. Voyez les Ned. Jbb. 1786, p. 114.

van 60.000, doch hiertoe twijffel ik of zelfs die Leeden, welken het meest voor dien Heer inclineeren, wel te brengen zullen zijn. Voor het overige denk ik niet dat bij Holland zwaar getilt zoude werden aan het prejuditie van ouder Generaals, door het voorn. avancement. De uitmuntende verdiensten en verheeven talenten van den Heer de Maillebois, de manier, op welke hij in dienst van den Staat is getreeden, en de bisondere consideratie betrekkelijk tot een dedommagement voor de afschaffing van zijn legioen, zijn zoo veele reedenen en motieven, welke eene præferentie van dien Heer boven alle anderen officieren in 's lands dienst allezints wettigen, zoo niet daarvoor ten kragtigste plijten....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MCXXXII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. La nomination de M. Witte Tullingh.

—

Loo, den 28 January 1786.

WelEdelGestrenge Heer.

.... Ik kan niet desapprobeeren de contra-aanteekening van de H^n Gedeputeerdens ter Generaliteit van Gelderland, maar de gevolgen, die uit de aanstellinge van den Heere Witte Tulling kunnen voortvloeyen, zoo de Staten van Holland violente demarches willen in het werk stellen en de andere provintien de nodige fermeteit hebben om de daat hunner Gecommitteerden te souteneren [1]), zijn niet te overzien en kunnen misschien de eerste aanleiding geeven tot een scheuring van het Bondgenootschap, want men

[1]) Voyez le numéro 1129.

ziet zeer dikwerf de grootste zaken uit geringe oorzaaken voortvloeyen. Ik hoope dat zulks geen plaatze moge hebben en betuige voor het overige met achting te zijn . . . .

W. PRINS V. ORANGE.

LETTRE MCXXXIII.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Réponse.

's Hage, den 28 January 1786.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik ben U. H. ten uytersten verplicht voor desselfs zeer geeerde rescriptie van den 25n deezer. Ik ben het volkomen eens met U. H. dat het te wenschen was dat de voorgenomene besoignes, soo tot reguleering van de quotes als tot het defensie-weesen, een goeden uitslag mogten hebben, maar veele andere met mij hebben daaromtrent de grootste hoop en verwagting niet. Het regulieren van de quotes is iets, dat sonder een decisie niet wel kan geschieden, en de Geesten zijn niet gedisponeert om daertoe den Stadhouder te verkiesen. De schikkingen tot het defensieweezen schijnen, soo als U. H. aanmerkt, meest te zullen dienen om den Capitein en Admiraal-Generaal aan den band te leggen. Het is niet van heeden of gisteren dat alle mesures daartoe tendeeren. Ik heb het seedert lange jaaren te gemoet gezien en ben thans overtuigt dat alles daarheen strekt. Alles hetgeen in 't jaar 1747 en 1748 gedaan is, moet herdaan worden. Men is gerust dat nog den Koning van Pruyssen, nog die van Engeland, al hadden zij de beste goede wil en geneegendheid, niet in de omstandigheeden zijn een harnas daarom aan te trekken

en het interest van Vrankrijk is seekerlijk niet den Stadhouder groot te maken of selfs te souteneeren. In deese situatie begrijp ik dat U. H. een wijse partije neemt van zig stil te houden en zig niet te verzetten teegen de vleugt, die thans soo zeer voor Vrankrijk is ingenoomen, dat men niet genoeg weet, hoe men die kroon sal behaagen. De alliantie met dat Hof geslooten zijnde, dient men desselfs vriendschap soo veel moogelijk te cultiveeren, soo lang men zig daar wel bij bevind. Het komt mij ook voor dat U. H. zeer voorsigtig gedaan heeft van sig met de conclusie omtrent het Fiscalaat van Brabant teegen de zin van Holland niet te bemoeyen. Ik vrees dat die historie nog gevolgen zal hebben, maar soo Gelderland, Zeeland, Utrecht en Stad en Lande de circulaire missive van Holland op een convenable wijse beantwoorden, denk ik dat Holland wel een weynig water in desselfs wijn zal doen, ten waare zij het tot het uytersten souden willen waagen, waarvoor ik altijd bevreest ben, en een scheuring tusschen de provincien maken ....

Doorlugtigste Vorst en Heer,

H. FAGEL.

LETTRE MCXXXIV.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Mêmes sujets.

'sHage den 30 January 1786.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

.... De aanteekening van de H[n] Gedeputeerden van Gelderlant over de aanstelling van den H[r] Witte Tullingh word generaal geapprobeert, maar ik vrees dat die van Holland het daarbij niet zullen laaten en

de saak tot het uitersten zullen pousseeren. De discoursen, die ik somtijds hoor, soo ter occasie van de differenten tusschen Holland en Zeeland over het werk van de Oost-Indische Compagnie [1]) als weegens de oneffenheeden met alle de andere provincien, loopen niet minder uit als op de gedagten van een separatie tusschen de Provincien en dat Holland met de stad van Utrecht en die zig verder met haar willen voegen een afsonderlijke confoederatie zouden kunnen maken. Ik hoop dat dit maar enkele dreigementen mogen weesen, maar als men ziet hoe ver de driften somtijds vervoeren, kan men niet wel ergens voor instaan. God geeve dat uit alle deese verwarringen eens een goede en gereegelde constitutie mag gebooren worden . . . .

Doorlugtigste Vorst en Heer,

H. FAGEL.

LETTRE MCXXXV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Réponse.

Loo, den 31 January 1786.

WelEdeleGestrenge Heer.

. . . . Ik kan van mij niet verkrijgen om aan H.H.M. voor te slaan het passeeren van twee grijsaerts [2]), die met een voet in het graf zijn, om hunne grauwe hairen

[1]) Il s'agit des différends au sujet des réformes, qu'on se proposait en Hollande d'introduire dans la direction de la Compagnie. Voyez e. a. la lettre circulaire des Etats de Zélande à ceux des autres provinces dans les Ned. Jbb. 1786, p. 468 sq.

[2]) Les généraux Lewe et d'Envie, qui se ressentaient de la faveur qu'on voulait accorder au comte de Maillebois.

met droefheid ten grave te doen daalen, maar ik zal van het verlangen van den Heere de Maillebois aan H. H. Mog. kennisse geeven en insteeren dat H. H. Mog. gelieven, indien zij geneegen zijn om dit verzoek te accordeeren, teffens te resolveeren om de Generaals Lewe en Grave d'Envie tot Veldmaarschalk aan te stellen....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCXXXVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Les différends sur la Compagnie des Indes-Orientales.

Op 't Loo, den 14 February 1786.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik hebbe wel ontfangen U.W.E.G. missive van den 12 deezer; in antwoord diend dat, overtuigt zijnde van het aanbelang dat de Republiek heeft in het behoud van de Compagnie, ik niets vuriger wensche dan dat met harmonie onder de bondgenooten eene resolutie kan genomen worden, die strekken mag om dat important lichaam voor de Republiek te behouden. Ik verzoek derhalven U.W.E.G. mij wel te willen communiceeren de resolutie, die H.Ed.Gr.Mog. morgen staan te nemen op dat onderwerp. Ik zal gaerne zien of het mogelijk is om de andere bondgenooten en bijzonder Zeeland te persuadeeren de sentimenten van H.Ed.Gr.Mog. te emplecteeren, of dat zoodanige temperamenten en conciliatorien kunnen worden uitgedacht, waerdoor op eene harmonieuse wijze een afkomst van deeze zaak kan worden gemaakt.....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCXXXVII.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Le commandement de la garnison de La Haye.

—

's Hage, den 10 Maert 1786.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Deese morgen heb ik van goeder hand vernomen, dat op gisteren in de Vroedschap van Amsterdam gedelibereert is over het rapport van Holland uitgebragt, omtrent het commando over het guarnisoen van Den Haag, en dat (met de meerderheid van 20 teegen 15) geresolveert is om het commando daarvan aan U. H. te laten, soo als van outs. Dit soo sijnde en de meerderheid der Leeden in Holland, sooals apparent is, zig met dat advis conformeerende, is te hoopen en te verwagten dat wij binnen korten het genoegen zullen hebben U. H. met Mevrouw de Princes en de Vorstelijke kinderen in welstand hier te zien, hetgeen aan de goede ingezeetenen alhier en mij in 't bijsonder ten hoogsten aangenaam zal weesen ....

H. FAGEL.

LETTRE MCXXXVIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Protestations de patriotisme.

—

Loo, den 13 Maart 1786.

WelEdelGestrenge Heer.

.... God geeve dat ik een nuttig werktuig in deszelfs hand moge zijn tot bevorderinge van de ware belangen van het lieve Vaderland. Ik zal nimmer nalaten om te trachten van aan mijne kinderen in te boezemen liefde voor hun Vaderland en de grootste

ijver voor deszelfs behoud, alsmede voor de dierbaare panden van vrijheid en Godsdienst, waarmeede dit Land staan en vallen moet. Het bloed van verscheide mijner voorouders, dat gestort is om die dierbaare panden aan dit gemeenebest te doen verkrijgen, en de naam die Willem den eerste zig verworven heeft door onder Gods zeegen te kunnen verlossen dit Land van het Spaansche juk, zal ik altoos onder het oog van mijne kinderen brengen en aan deselve voorhouden, en hun overreeden dat de grootheid van Ons Huis onafscheidbaar verknogt is aan het maintien van de vrijheid deezer Landen en dat wij, zoo als Onze Voorzaaten, verpligt zijn daartoe ons goed en bloed op te offeren....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCXXXIX.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Divers sujets.

Loo, den 13 Maert 1786.

WelEdelGestrenge Heer.

.... Ik ben U.W.E.G. zeer verpligt voor deszelfs zeegenwenschen. Ik ken U.W.E.G. vriendschap voor mij en mijn Huis en weete dus dat hetgeene U.W. E.G. mij gelieft toe te wenschen waerlijk hartgrondig is. God geeve dat wij beetere tijden mogen beleeven en dat het welzijn van 't lieve Vaderland de drijfveer van ieder, die deel tot de regeeringe heeft, moge zijn, dat met eendragt gewerkt worde tot bevorderinge van 's Lands welvaert, en dat ik een nuttig werktuig mag zijn in Gods hand tot bevordering van de ware belangens en voorregten deezer Landen en van de goede ingezeetenen.

Ik zende aan U.W.E.G. een copie van de resolutie van Amsterdam, verzoekende U.W.E.G. dezelve voor zich te houden. Ik vreeze dat, zoo de conclusie dus vald, van de laatste clausul een kwaad gebruik zal gemaeckt worden.

Ik vreeze dat de conclusie omtrent de Compagnie veel ongenoegens onder de bondgenooten zal veroorzaken; mij dunkt dat daerin veel overhaesting heeft plaetse gehad.

Ik ben benieuwd hoe het gaan zal met de betaling van den Keizer[1]); het termijn is gisteren verloopen. Ik vreeze dat, zoo de betaling niet bij tijds geschied, men aan nieuwe affronten zal geëxponeerd zijn.

De stad van Dordt, heb ik vernomen, wijgert om in het vervolg mij de Electie van Burgemeesteren te laten en wil mij het commando in 's Hage disputeeren. Ik zie niet dat de zaken zich voor alsnog achemineeren tot eene conciliatie. Morgen begint de Overijsselsche Landdag. Ik vreeze dat er in Deventer troubles zullen ontstaan; daar is geen pijl op te trekken op hetgeen te verwagten is, en ik geloove dat nimmer de Republicq zich in zoo een akelige omstandigheid bevonden heeft....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCXL.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Réponse.

's Hage, den 16 Maert 1786.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

....Waren het nog maar aangename zaaken, waarover men U. H. onderhield, maer, helaes, men hoort niet anders als van twist en oneenigheid aan

[1]) Pour le maintien de la fermeture de l'Escaut.

alle kanten, en de saaken schikken zig nog niet tot een conciliatie. Ik ben U. H. zeer verpligt voor de copye van de resolutie van Amsterdam, die ik voor mij zal houden. Ik had deselve veel favorabeler gewagt, na de gerugten die daarvan geloopen hebben, want de laatste clausul, hoezeer in een seeker opzigt gegrond, egter eenige explicatie schijnt te vereyschen. Nogtans komt het mij voor dat, soo die resolutie in een resolutie van de Staten van Holland verandert wierd, men U. H. zoude mogen raaden om hoe eerder hoe beeter alhier terug te komen en het commando over 't guarnisoen van den Haag op zig te neemen. Alle welmeenende zijn in groot verlangen U. H. met Mevrouw de Prinses en de Vorstelijke Familie wederom hier te zien. Het is nog onseeker of de saak in deeze vergadering zal worden afgedaan. Dordrecht en Haerlem willen het rapport geconcludeert hebben, en dan zie ik niet hoe U. H. nog hier kan komen. Als alle de Regenten bezielt waren met de sentimenten van U. H., zoude het ongetwijfelt met het Vaderland wel gaan, maar bij veele regeert een gansch andere geest en waar het nog zal eindigen is God bekent...

H. FAGEL.

LETTRE MCXLI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Une résolution Hollandaise au sujet des affaires de la province d'Utrecht.

—

's Hage, 16 Maart 1786 [1]).

Doorlugtigst Vorst en Heer.

.... De Heeren Gedeputeerden van Leyde en Gouda gedaan hebbende eene zeer ernstige propositie

[1]) Cette lettre, bien que datée par erreur du 16 „Ja(nua)ri(!)" est du 16 Mars.

relatief tot de gesteldheid der zaaken te Utregt[1]), hebben daarop, bij meerderheid, genoomen de resolutie, dewelke U. D. H. met de courier van heeden zal ontfangen. Die resolutie, waarbij de propositie, zooals U. D. H. zal observeeren, merkelijk werd gealtereert, is door een tijdige en welgepaste concurentie van de Ridderschap met Haarlem tegens den aandrang der gemelde twee steeden uitgewerkt....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MCXLII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Les désordres à La Haye.

Loo, den 19 Maart 1786.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik hebbe met veel leedweezen vernomen de désordres, die plaatze gehad hebben voorleede Vrijdag in 's Hage[2]). Ik hoope dat in deeze zaak klaar zal mogen blijken of die lieden, die dezelve hebben gepleegd, daartoe zijn aangezet, dan of zij zulks uit zig zelve gedaan hebben....

W. PRINS VAN ORANGE.

[1]) Voyez la proposition et la résolution qui s'ensuivit dans les Ned. Jbb. 1786, p. 180 sq. et, plus amplement, dans le vol. XI de Histoire de Wagenaar (suite), p. 171 et 172. Il s'agit d'une défense aux régiments Hollandais d'obéir aux ordres de se rendre à Utrecht.

[2]) Les désordres, causés par Hesse et Mourand, qui tâchaient d'empêcher le passage de la voiture de M.M. Gevaerts et De Gijselaer par la „Stadhouderspoort". Voyez les Ned. Jbb. 1786, p. 185 sqq.

LETTRE MCXLIII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Même sujet. La question du commandement de La Haye.

Loo, den 24 Maart 1786.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik hebbe met leedweezen vernomen het voorgevallene op gepasseerde Vrijdag; dat zijn van die zaaken, die nadeelig zijn voor de goede zaak, doch welke men noch voorzien, veel min voorkomen kan.

Ik vreeze dat het nog heel in de war bij de bondgenooten zal geraken en voorzie niet veel vrucht van de deliberatien der commissien, die toekomende week een aanvang zullen neemen.

Ik denke niet dat nu het point van het commando spoedig in Holland zal afgedaan worden, en dus zal mijn terugkomst nog niet kunnen plaatze hebben, want ik kan niet wel Stadhouder van Holland zijn en mij in 's Hage bevinden, zonder aldaar te commandeeren het guarnisoen, dus, zoo ik noodzakelijk er zijn moest, zoude ik moeten neerleggen het bovengem. Stadhouderschap....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCXLIV.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La dissolution du corps dit „Corps d'Orange".

's Hage, 25 Maart 1786.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

.... Wijders is ook heeden op het geproponeerde van Dordregt met volle eenpaarigheid geresolveert het exercitiegenootschap alhier, bekent onder de naam

van het Oranjecorps, te vernietigen, en Gecommitteerde Raaden zijn geauthoriseert tot dissolutie van hetzelve de noodige voorzieninge te doen....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MCXLV.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Les suites des désordres à La Haye.

's Hage, den 27 Maart 1786.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ik heb mij vereert gevonden met U. H^{ds} zeer gerespecteerde missive van den 24 deeser. Het voorgevallene voorleeden Vrijdag is zeekerlijk zeer nadeelig voor de goede zaak, en alhoewel ik verseekert ben dat U. H., alsoomin als ik, daaraan deel heeft, zal hetzelve een verkeerde uitwerking doen. Was het niet gebeurt, zoude apparentelijk het advis van Amsterdam gevolgt zijn geworden en dan had U. H. ten eersten alhier terug kunnen komen. Nu heeft men die occasie gearripieert, om de saak sleepende te houden; maar om het Stadhouderschap of wel het capiteynschap-generaal, waar het commando over het guarnisoen eigentlijk aan verknogt is, uit dien hoofde neer te leggen, hoop ik niet dat U. H. ooit in zijn gedagten zal neemen. De tijden zijn thans zeer ongunstig en men kan niet wel teegen overmagt, maar men behoeft daarom niet alles op te geeven. Ik soude mij merkelijk bedriegen soo er niet nog veele waren, die van harten verlangen en wenschen U. H. met Mevrouw de Princes en de Vorstelijke Familie wederom hier te zien.

U. H. zal ongetwijfelt de publicatie van de Staten van Holland reeds gezien hebben. Alle de predikanten alhier hebben gisteren orde gekreegen om daarvan kennis te geeven aan de gemeente en deselve tot gehoorsaamheid aan te maanen. Ik ben onder 't gehoor geweest van D° De la Sausaye, die met veel delicatesse sulks in zijn predikatie, waarin te pas kwam van tumulten te spreeken, heeft ingevlegt....

Doorlugtigste Vorst en Heer,

H. FAGEL.

LETTRE MCXLVI.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Les protestations de la ville de Bois-le-Duc.

—

Loo, den 28 April 1786.

WelEdeleGestrenge Heer.

....Ik vreeze dat diegeene, welke de stadt 's Hertogenbosch zoo sterk opzetten sedert eenige tijd, moeite zullen hebben om dezelve weederom stil te doen worden, en dat de Generaliteitslanden nog veele onaangenaamheden aan de Republicq zullen veroorzaaken. Voor het overige blijve met achting....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCXLVII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Refus de retourner à La Haye.

—

Loo, den 24 Mey 1786.

WelEdeleGestrenge Heer.

....Ik hoope dat de zaaken zich met'ertijd zoo zullen schikken, dat ik met fatsoen in 's Hage kan paroisseeren, maar zoo lange als het point van het commando zoo blijft als het nu is, zie ik niet hoe ik er weezen kan. Ik bekenne dat eene als te lange absentie nadeelig zoude kunnen zijn, maar aan den anderen kant zoo zie ik niet dat mijne presentie in de laatste tijden ietwat geholpen heeft....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCXLVIII.

L'ambassadeur Harris au prince d'Orange. Les dispositions de la ville d'Amsterdam.

—

La Haye, ce 5 Juin 1786.

Monseigneur.

La lettre que V. A. S. m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 28 Mai m'est parvenue à une campagne dans le voisinage d'Amsterdam, où j'ai cru devoir aller afin de tirer tout le parti que faire se peut de la disposition qui parait se manifester depuis quelque tems dans la conduite de cette ville pour revenir à des principes sages et salutaires. Je me réserve à une autre occasion de parler à V. A. sur les impressions que je suis parvenu à faire sur les esprits dans ces environs, me bornant à présent de lui témoigner ma profonde reconnoissance pour la

manière gracieuse dans laquelle Elle a daignée répondre à ma lettre. Je ne tarderai assurément pas d'en faire part au Roi, mon maître, trop heureux d'être l'organe des expressions qui lui seront si agréables. Les amis de V. A. prendront le ton qu'Elle lui plaira de leur donner et des qu'ils voyent qu'Elle se dispose à deployer cette activité, dont Elle est capable par l'exercice de l'influence inséparable des charges éminents dont Elle est revêtue, j'ose prononcer qu'alors ils s'empresseront à travailler avec courage sous la bonne direction. Je les juge, Monseigneur, d'après moi-même et d'après les principes qui doivent animer tous ceux qui savent apprécier les vrais intérêts de l'Etat.

Je présenterai après-demain, Mecredi, le mémoire que j'ai mis la semaine passée sous les yeux de V. A. Je compte, en le communiquant aux Ministres de la République, de leur témoigner qu'il feroit plaisir à S. M. d'avoir une prompte réponse, et je me flatte que V. A. S. viendra à mon appui dans cette occasion, en autant qu'Elle le pourroit sans se compromettre.

Les intérêts de V. A., ceux de la République même, sont si conformes aux intérêts de la Grande Bretagne, qu'on ne sçaura les séparer. Cette considération rend les devoirs de ma mission bien doux. Elle fait que je me rebute difficilement et que mon travail est plein de confiance et d'espoir.

J'ose me recommander à votre bienveillance, Monseigneur, ainsi qu'à celle de S. A. R. Madame la Princesse son Epouse; personne ne peut mettre plus de zèle à servir Leur Maison que moi....

LE CHEVALIER HARRIS.

LETTRE MCXLIX.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Les prétentions du magistrat de Bois-le-Duc.

—

Loo, den 14 Juny 1786.

WelEdeleGestrenge Heere.

.... Het berigt van den Generael Van der Dussen bewijst hoezeer de Magistraet van 's Hertogenbosch zoekt op de rechten van andere te empietteeren. Was zij niet gesouteneert, zoo was het niet met al. De differenten onder de Bondgenooten vermeerderen eer dan zij verminderen. Kan ik iets doen om de zaeken te verbeeteren, zal ik het altoos gaerne doen en het maintien der Unie overal zooveel aanraden als ik kan; dit is alles wat in mijne actueele positie door mij kan gedaan worden ....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCL.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Réponse.

—

's Hage, den 16 Juny 1786.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

.... Hetgeen U. H. remarqueert op het berigt van den Generaal Van der Dussen, is maar al te waar. Nooit souden die van 's Bosch zig soo ver geémancipeert hebben (sonder selfs H. Ho. Mog. te ontzien) indien zij niet gesouteneert wierden. Met het uiterste leedweezen zie ik dagelijks dat de differenten tusschen de Bondgenoten vermeerderen; waar die zullen eindigen is aan God bekent, maar ik kan niet anders daarvan

verwagten als een scheuring tusschen de seeven Provincien, tot verderf van de gansche Republicq.

Indien men aan U. H. liet behouden de regten die hem toekomen en de influentie, die de Stadhouders meer of min altijd gehad hebben, souden de heylsaame pogingen van U. H. ons kunnen redden, en sonder dat de saaken op een andere voet gebragt worden als die tegenwoordig zijn, is, na mijn begrip, niet anders dan den ondergang van deese weleer bloeyende Staat te wagten....

Doorlugtigst Vorst en Heer,

H. FAGEL.

LETTRE MCLI.

L'ambassadeur Harris au prince d'Orange. Intention de présenter un mémoire, à condition que le prince prête son assistance.

Hague, June 23 1786.

Sire.

The constant ordres of my court since my residence here have been to promote the interests of your Highness and his Family and my constant anxiety never to omit an opportunity which may tend to this point.

It was from this motive that I have twice ventur'd to trouble you with my letters and, I trust, acting still from the same principles, you will forgive my addressing you a third time.

The situation of affairs in this country appears to be hastening to a speedy developement, and the crisis which is approaching seems rather to encourage hope than to inspire fear: the firmness with

which your Highness has persisted in not returning to the Hague, and the manly spirit with which you have bore up against all the attacks of the French faction have certainly greatly contributed to produce the several favorable symptoms which now begin to shew themselves. I need not enumerate them to your Highness, who must be better inform'd than I can be of what is passing in the several Provinces and even in many towns of this province.

It has been my duty to make a faithful report to my court of what passes here, and my royal master, whose affection and regard for your Highness makes him ever mindful of what may promote your interests and restore tranquillity and good order to this country, has commanded me to give in to their H. H. M. M. a memorial, the main tendency of which is, by availing ourselves properly of the present circumstances, to raise the courage of our friends, and make it appear to the adverse party that England cannot be indifferent to the fate of this country and only waits for a favorable opportunity for acting that friendly part towards the Republic, upon every account so natural for her to do.

I will not conceal from your Highness that, as in the conduct of this business a great share of the advantage which is to desire from it, is to belong to you, that it is expected that you, on your side, will not refuse to contribute to its success by a degree of well sustain'd activity and proper exertion of your influence, and as I wish to place the most intime confidence in your Highness, I will also add, that my orders carry with them an injunction not to move at all if, from considerations, with which we are unacquainted, it should be not in your Highnes' power to cooperate with England on this occasion.

It is thought that your Highness by putting yourself avowdedly at the head of your party and declaring your motives for so doing in a clear and explicit manner, would not only add to its weight and members, but strike a panick into your ennemies, who are already alarm'd and divided amongst themselves.

I have ventur'd to say in my official reports, that your Highness never will be backward to stand forth an avow'd protector of the libertys of the Republic and of your own constitutional rights, when ever it could be done usefully, and I will still venture to hope, that, if your opinion, Sir, does not differ from that of a very numerous part of the Republic, that it will be soon made to appear I have not asserted too much.

You may rely, Sir, on the constant and invariable support of my Royal master; neither his personal affection nor the general good will of the English Nation for your Highness have ever cool'd, and the moment it shall be made to appear that you yourself think the time come when you are to employ that activity and exertion in your behalf, which has immortalized your great ancestors, you will not find England, Sir, less backward on your support than she was in theirs.

Your are now, Sir, in a Province, where your name is in veneration, surrounded by sincere, zealous and able Friends. This circumstance join'd to the assurances I have now the happiness to convey, will, I hope, make you consider the present occasion as a propitious one.

If I have written too freely, presumed too much in my expressions, you will impute it, Sir, to the only motive which can exist for my taking such a

liberty: to an earnest and warm desire of proving my attachment to your cause and to your House.

I enclose a copy of the memorial which I am to present under the conditions I have already mention'd, and commit that, as well as the whole contents of this letter, to your Highnes' direction, in which I am bound to repose the strictest confidence.

Her Royal Highness is justly entitled to every possible mark of respect, attention and confidence, and she will, I flatter I myself, be gratified by the assurances of my Royal master's high esteem without being displeas'd at my anxious endeavour to see Her Family reinstated in that situation of dignity and power, from which a daring faction has presum'd to remove it....

JAMES HARRIS.

LETTRE MCLII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Réponse.

Middelburg, den 25 Juny 1786.

WelEdeleGestrenge Heer.

.... Ik ben het met U. W. E. G. eens dat het in zommige opzigten goed was dat ik weder in 's Gravenhage komen kost, maar soo als het er nu staat, zie ik niet dat mijn presentie aldaar van het minste nut konde zijn. God geeve dat wij weeder tijden mogen zien dat ik mijne pogingen tot bevordering van het lieve vaderland zal kunnen zien bekroont met den zeegen des Allerhoogsten, en dat het met den Lande wel mooge gaan; dat de rust met het onderling vertrouwen moge herleven en dat ieder regent geen ander oogmerk hebbe dan het welzijn van den Lande....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCLIII.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Disposition du public à La Haye.

—

'sHage, den 27 Juny 1786.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

.... Het is mij lief dat U. H. ook van gedagten is dat desselfs retour in den Haag in verscheiden opzigten goed zoude zijn; soolang het commando over het guarnisoen aan Hoogstdenselven ontnomen blijft, kan ik wel begrijpen dat geen groote inclinatie kan hebben om hier te komen; dog U. H. weet dat door de meerderheid van de Vroedschap van Amsterdam in Holland geproponeert is, om het commando op den voorigen voet aan U. H. te restitueeren en dat daarover aanstaande Vrijdag gedelibeert sal worden.

Men meent dat deselve meerderheid ook proponeeren zal om de vrijcorpsen af te schaffen en de groote en ongehoorde licentie der Courantiers te beteugelen. Het is te hoopen en te wenschen dat de meeste Leeden van Holland sig bij die voorstellen mogen voegen, alsoo de saaken andersints hoe langer hoe meer in 't wild zullen loopen.

De gisting alhier onder de inwoonders vermeerdert, en men ziet dagelijks duisenden van menschen, niet alleen van 't gemeenste soort, maar selfs van fatsoenlijke burgers, die zich met Oranjelintjes en strikjes vercieren, tegen het uitdrukkelijk verbod van de Staten van Holland....

H. FAGEL.

LETTRE MCLIV.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Réponse.

's Hage, den 29 Juny 1786.

WelEdeleGestrenge Heer.

.... Ik begrijpe niets van het dragen van Oranjeteekenen in 's Hage. Ik hebbe order gegeeven dat geene mijner domestiquen zullen hebben te dragen uiterlijke teekenen strijdig met de placaaten van den Lande: dit is alles wat ik daarin doen kan en het is aan Heeren Gecommitteerde Raden om te waken voor de executie der wetten en de publique rust, terwijl de Staten meer vertrouwen in dat collegie dan in mij hebben gesteld en den 8n September jongstleeden deselve belast met ordres aan het guarnisoen te geeven, hetgeene mij belet heeft zedert bijkans tien maanden van in 's Hage te verschijnen. Ik ben dus niet verantwoordelijk voor hetgeene voorvalt, en het is aan dat Collegie om te zorgen dat de wil van de Heeren Staaten nagekomen werde ....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCLV.

Le prince d'Orange à l'ambassadeur Harris. Réponse à la lettre du 23 Juin[1]).

Middelburg, ce 29 Juin 1786.

Monsieur.

Je me trouve en bonne possession de la lettre que vous avez bien voulu m'écrire le 23 de ce mois. Le défaut d'habitude de la langue Angloise m'empêche

[1]) *Minute autographe du prince.*

de vous écrire dans cette langue et c'est pourquoi j'ai pris le parti de vous répondre en François.

Je suis sensible au delà de l'expression aux bontés dont S. M. Brittannique vent bien m'honorer, en témoignant par une démarche publique la part qu'Elle daigne prendre à ce qui me concerne, et j'ai vu avec la plus vive reconnoissance dans le mémoire que vous m'avez communiqué, les voeux sincères de S. M. pour le maintien de l'indépendance, de la tranquilité intérieure et extérieure et de la constitution de la République. Je désire ardemment que ce Mémoire soye accueilli d'une manière qui réponde aux sentiments favorables que le Roi vous a chargé de témoigner tant pour le bien-être de l'Etat que pour les intérêts de ma Maison et je serai charmé de coöpérer avec toute l'activité, dont je suis capable, aux vues salutaires de S. M. en faveur de cet Etat par l'exercice de mon influence autant que les circonstances malheureuses du temps et la position actuelle des affaires me permettront de la déployer. La Princesse mon Epouse n'est pas moins sensible à tout ce que vous dites à son sujet dans votre lettre et m'a chargé de vous prier de mettre aux pieds de S. M. l'expression de sa reconnoissance....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCLVI.

Le prince d'Orange au représentant Van Lynden. La décision de l'affaire du commandement de La Haye.

Loo, ce 30 Juin 1786.

Monseigneur.

....Voilà l'affaire du commandement décidée et toutes les protestations du désir de s'accomoder démontrées fausses. Il s'agit de prendre un parti et

de sçavoir quel parti prendre. Il est nécessaire que tous les amis veuillent travailler de concert, pour faire changer la résolution de Messrs de Hollande. Je ne demande que la jouissance des droits qui appartiennent à ma charge et je ne cherche point à augmenter mon pouvoir....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCLVII.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Un mémoire de l'ambassadeur Anglais.

's Hage, den 5 July 1786.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Schoon de Heer Harris mij deese morgen gezegt heeft, sijn Memorie reeds aan U. H. te hebben gecommuniceert, kan ik niet nalaten een copye daarvan, soo als die aan H. Ho. Mog. gepresenteerd is, aan U. H. te laten toekomen [1]). Ses Provincien hebben deselve overgenomen en is deselve voorts gemaakt commissoriaal. De Heeren van Holland hebben deselve met onverschilligheid aangezien, maar egter getoont geen groote smaak daarin te hebben....

H. FAGEL.

[1]) Voyez le texte du mémoire dans les Ned. Jbb. 1786, p. 603. Il avait été rendu le même jour, 5 Juillet.

LETTRE MCLVIII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel[1]. *La nécessité d'une réponse aux mémoires de MM. Thulemeier et Harris.*

—

Middelburg, den 18 July 1786.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik profiteere van het vertrek van een bode, wegens de Heeren Staeten van Zeelant na 's Hage gezonden, om aen U. W. E. G. in het diepst vertrouwen te melden dat ik denke, dat de waere belangens van de Republicq vorderen dat de Memorien, door den Heer van Thulemeyer[2] en Harris iterativelijk aen H. Ho. Mog. gepresenteerd, niet langer onbeantwoort blijven en dat op de voorz. Memorien project-antwoorden in deese provintie geformeert zijn, welke aen U. W. E. G. door den Heere Van Citters zullen worden gecommuniceert. Zoo U. W. E. G. dezelve goedkeurt en mede van begrip is dat die Memorien moeten beantwoort worden, zoo houde ik mij verzekert dat U. W. E. G. wel zal willen coopereren om daeromtrent eene favorabele resolutie uit te werken. Het is een point van order en kan bij meerderheid worden geconcludeert. Ik vreeze dat de provintie van Hollant niet zal te beweegen zijn om daertoe te concurreeren, doch hoezeer ik niets meer verlange dan dat de zaeken ter Generaliteit met gemeene harmonie onder de Bondgenooten en bijzonder met concurrentie van gemelde Provintie gedirigeert werden, zoo kunnen er gevallen zijn, waerin, het sentiment dier Provintie niet overeenkomstig zijnde met de waere belangens van de Republicq, men behoort te trachten uit te werken

[1]) *Minute autogaphe du prince.*

[2]) Ce mémoire datait déjà du 15 Mai. On en trouvera le texte dans les Ned. Jbb. 1785, p. 448.

dat bij de meerderheit der Provintien eene resolutie door H. Ho. Mog. genomen werde meer conform aen 's Lands belangen, en wijl het mij voorkomt dat het niet dienstig is voor de Republicq om de voorstellen van twee aanzienlijke Mogentheeden met stilzwijgen te passeeren, zoo achte ik van mijn plicht om te trachten te effectueeren dat een convenabel antwoort gegeeven werde aen de memorien, die van wegens Hunne Groot Brittannische en Pruisische Majesteiten zijn gepresenteerd, en derhalven om U. W. E. G. te verzoeken om daertoe te coopereeren en de H^{n} Gedeputeerdens van Gelderlant, Utrecht, Vrieslant en Overijssel te zien te engageeren om tot het neemen eener resolutie conform die concept-antwoorden of in een zodanigen smaek te concurreeren, doch ik kan daer niet in paroisseeren en dus moet ik ten krachtigste insteeren dat U. W. E. G. van mij niet gelieve mentie te maeken, als dat het mij aengenaem zoude zijn dat eene diergelijke resolutie genomen werde, alsmede dat U. W. E. G. deeze mijne missive, aen wie het ook zij, niet laeten zien. Ik moet er buiten blijven, en de Heeren Gedeputeerdens der provintien moeten het doen uit overtuiging dat de dienst van den Lande het vordert, en niet omdat mij zulks aengenaem zoude zijn. Ik spreek niet van de H^{n} Gedeputeerdens van Stad en Lande, omdat de H^{r} Tjassens in 's Hage is en dat ik niet denke dat met dien Heer ietwes in deezen zal kunnen gedaen worden, noch dat het raedzaem zoude zijn om met U. W. E. G. er over te spreeken. De intentie zoude zijn dat een rapport ter Generaliteit wierde uitgebracht in de smaek van de concept-antwoorden, die U. W. E. G. ontvangen zal, en om, kan het niet met eenparigheit doorgaen, door de meerderheit der provintien het rapport te doen concludeeren en in eene Generaliteits resolutie te converteeren en

de antwoorden vervolgens te doen afgaen. U. W. E. G. kan beter oordeelen als wij hier kunnen doen of het besogne der buitenlandsche zaeken thans zoo gecomporteert is, dat men met vrucht kan tenteeren om een diergelijk rapport uit te werken, en dus of het raedzaem is of niet daeromtrent demarches te doen, en ik laete aen U. W. E. G. voorzichtige directie over om ten dien opsichte te handelen zoo als ten meesten nutte van de goede zaek zal vinden te behooren.

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCIXL.

Le secrétaire Van de Spiegel au prince d'Orange. Deux projets de réponse aux mémoires d'ambassadeurs.

—

Den 18 July.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst.

Ik ben U. D. H. zeer verpligt voor de communicatie deezer minute, welke mij voorkomt zeer voldoende om aan den H^r^ Fagel die idées te geeven, welke hij in de directie van de zaak hebben moet. Hiernevens heb ik ook de eer te voegen de copien der concept-antwoorden en met de volmaakste veneratie te zijn....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

LETTRE MCLIXa.

Projet d'une réponse au mémoire de M. Thulemeier.

—

Dat H. H. M. met de uiterste erkentenis en gevoelens van hoogachting hebben ontvangen de verzekering van de sincere vrindschap, welke zijne Pruissische Maj$_t$ onveranderlijk voor deezen Staat gelieft te conserveeren, en hoogstdeszelfs goedkeuring, dat een Mogendheid, die een even gelijk deel neemt in het welzijn van de Republyk, hoogstdeszelfs verlangen heeft betuigd tot herstel van de inwendige tranquiliteit.

Dat H. H. M. in de verklaaringe van Z. Pr. Maj^t van zig niet te willen immisceeren in de inwendige affaires van de Republyk, een ontwijfelbaar bewijs hebben gevonden van het belang, dat Hoogstdezelve gelieft te stellen in de bestendige voortduring der vrijheid en onafhankelijkheid van den Staat, en van hunne zijde niet zullen nalaaten te beantwoorden aan de goede officien en raadgeevingen van Z. Pr. Maj^t en andere Mogendheden, vrinden en nabuuren deezer Landen, door al hun vermogen aan te wenden tot herstel der eensgezindheid en inwendige rust en zooveel in hun is te zorgen dat geen atteinte worde toegebragt aan de regten en praerogativen van het Stadhouderschap, 'twelk H. H. Mog. welmeenend verlangen op even solide gronden geconserveerd te zien, als waarop hetzelve gefundeerd is.

Dat H. H. M. ook niets ernstiger begeeren dan in de gelegenheid te zijn van preuves te geeven van de waarde, welke zij stellen in de vriendschap van Zijne Pr. Maj^t, van het weezentlijk deel, dat zij neemen in den luister van hoogstdesselfs roemrugtige Regeeringe en in den voorspoed der afstammelingen van hoogstdesselfs Koninglijk Huis, waartoe de Republyk de eere heeft een zeer naauwe betrekking te hebben.

LETTRE MCLIX b.

Projet d'une réponse au mémoire de M. Harris.

—

Dat H. Ho. Mog. met de leevendigste erkentenis hebben ontvangen de verzekering, welke zijne Groot Britt. Majt wel heeft gelieven te geeven van Hoogstdesselfs vrindschap voor deezen Staat, van genegenheid tot het vernieuwen der goede harmonie tusschen de twee Natien, voor eenigen tijd door ongelukkige verdeeldheden afgebroken, en in 't bijzonder voor het deel, hetwelk Z. M. heeft betuigd te willen neemen in de uitwendige en inwendige tranquiliteit van de Republyk en het maintien van haare constitutie.

Dat H. Ho. Mog. als een ontwijfelbaar bewijs van deeze gevoelens van Zijne Groot Britt. Majt hebben aangemerkt de edelmoedige verklaaring van Hoogstdezelve bij de Memorie van den Heer Ridder Harris uitgedrukt, dat Zijne Majt de interventie van een Buitenlandsche Mogendheid in de inwendige affaires van deezen Staat zoude aanzien als een gevaarlijk exempel voor desselfs rust en onafhankelijkheid en integendeel wenscht dat de directie der zaaken altoos moge blijven in de handen dergenen, aan welke de constitutie, met de goedkeuring der gansche Natie geétablisseerd, dezelve heeft toevertrouwd.

Dat deeze verklaaring van Zijne Groot Britt. Majt van te meer aanbelang is voor Haar Ho. Mog. omdat Hoogstdezelve deeze principes altoos gehouden hebben en nog houden voor de waare grondslagen, op welke de vrijheid, onafhankelijkheid en rust van de Republyk is gebouwd, en welke Haar Ho. Mog. niet zullen nalaaten met al hun vermogen te mainteneeren.

Dat Haar Ho. Mog. in deeze overeenstemming van gevoelens met Zijne Groot Britt. Majt niets

ernstiger begeeren dan van hunne zijde de opregtste preuves te geeven van den prijs, welken zij stellen op de vriendschap van Zijne Groot Britt. Maj_t, en van hunnen hartelijken wensch om de relatien tusschen de twee nabuurige Staaten, die Zijne Maj_t hun gelieft te rappelleeren, meer en meer vrugtbaar te maaken in reciproque avantages.

LETTRE MCLX.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Même sujet.

—

's Hage, den 20 July 1786.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

De Heer Van Citters is van de morgen bij mij geweest en heeft mij gecommuniceert de resolutie van Zeeland, waarbij gelast is op het houden van een besogne over de Memorien van de Heeren Harris en Thulemeyer te insteeren. Zijn Ed. heeft mij tegelijk gecommuniceert twee concept-antwoorden, soo op de Memorie van den Heer Harris als op die van den H^r van Thulemeyer. Beide die concepten zijn, na mijn gedagten, admirabel geconcipieert en zouden niet beeter gedresseert kunnen worden. Een woord meen ik dat daarin verandert soude kunnen worden. Daarin gesprooken word van de regten van het Stadhouderschap, dunkt mij dat beeter zoude zijn te noemen de regten van Zijn Hoogheid, omdat eigentlijk Haar Ho. Mog. zig met het Stadhouderschap der Provincien niet bemoeyen. Voor het overige komt het mij voor dat deese concepten met soo veel omsigtigheid zijn ingesteld, dat ik niet zien kan hoe iemand zig met reeden daarteegen soude

kunnen opponeeren. Egter vrees ik dat, na de geest die thans in Holland regeert, deselve aldaar geen ingang zullen vinden. Dus zal men in desen met discretie en voorsigtigheid dienen te werk te gaan. Morgen, zijnde de laatste dag van deese week, kan dit werk zijn beslag niet krijgen of men soude degeen, die zulks doordringen, ten toon stellen. In de volgende week presideert Holland en, soo als het mij toeschijnt, behoort Zeeland nog geen gebruik te maken van haar resolutie, om op een afkomst van saken aan te dringen, maar dient de Heer Harris teegen Woensdag aanstaande, wanneer de Vergadering van Holland bijeenkomt, voor den dag te komen en te presseeren op een antwoord op sijn Memorie, zoo als de Heer van Thulemeyer ook zoude kunnen doen. Dit zal Holland in eenige verleegenheid brengen en dan soude de Hr Van Spaen, in het einde van de volgende week, het besogne bijeen kunnen roepen en, niemand nog gereed zijnde, de twee concept-rapporten of antwoorden, als uit sijn selfs voorkomende, met zijn eigen hand kunnen produceeren, waarmede ik vertrouw dat de Heeren van Zeeland, Utrecht en Overijsel en mogelijk ook wel Vriesland (waarover met eenige van die Heeren zal spreeken) zig zullen conformeeren; waarop dan niet anders overblijft als des Maandags daaraan in het Presidie van Zeeland een rapport dien conform uit te brengen, hetwelk na de ordre van de regeering met meerderheid kan worden geconcludeert. Het soude mij zeer aangenaam zijn en seekerlijk volgens 's Lands waare belangen, soo de saak op deese wijs getermineert konde worden, zonder U. H. en selfs de Heeren van Zeeland in 't minste te compromitteeren.....

H. FAGEL.

LETTRE MCLXI.

La prince d'Orange au greffier Fagel. Réponse. Même sujet.

—

Middelburg, den 24 July 1786 [1]).

Wel EdelGestrenge Heer.

Ik kan niet dan ten vollen approbeeren hetgeene door U W. E. G. verricht is en wensche dat alles met goede harmonie mag gearrangeert worden, immers dat als een point van order een afkomst bij pluraliteit van die zaaken zal kunnen gemaakt worden. De Gedeputeerden van Zeeland zijn op heeden geauthoriseert om een convenabel antwoord op de gepresenteerde Memorien door de Heeren Harris en Van Thulemeyer te mogen helpen arresteeren. Ik hebbe niet willen afzijn U W. E. G. daarvan te prevenieeren....

Ik kan niet genoeg laudeeren de goede order en rust, die alhier gedurende mijn aanweezen geregeert heeft, en kan mij niet genoeg loueeren over alle de vrientschap, die aan mij en mijne Familie alhier betoond is, hetgeen mij deeze Provincie met regret doet quiteeren.....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCLXII.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. Conclusion de l'affaire du commandement de La Haye.

—

28 July 1786.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

De Staatsleeden, welke in de vorige vergadering van Holland nog ongelast waaren gebleeven op de zaak van het commando van het guarnisoen alhier,

[1]) Depuis la fin du mois de Juin le prince faisoit un séjour en Zélande.

hunne gereedheid te kennen gegeeven hebbende, heb ik niet langer met het nader in deliberatie brengen van die zaak konnen supersedeeren; tien steeden zig geconformeert hebbende met het rapport van 5 November 1785, heeft de conclusie dien conform moeten vallen.....

P. VAN BLEYSWYK.

LETTRE MCLXIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Même sujet. Réponse.

Loo, den 30 July 1786.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik hebbe niet willen afzijn U W. E. G. van mijn retour alhier te informeeren. Ik kan niet ontveinsen dat ik nimmer hadde verwagt dat het rapport van den 5 November omtrent het commando van het garnisoen van 's Gravenhage door de meerderheid der Staatsleeden zoude zijn gegouteert, dog ik zal mij thans daarover in geene discussien inlaeten, aan mij reserveerende mijn recht tot het voorsz. Commando, dat nimmer aan den Stadhouder, Gouverneur en Capitein-Generaal van Holland en West-Vriesland tot hiertoe is bedisputeert.....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCLXIV.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Même sujet.

Loo, den 30 July 1786.

WelEdeleGestrenge Heer.

..... Ik kan nog niets schrijven omtrent hetgeene mij te doen staat na de conclusie, bij meerderheid genomen, om mij het commando van het gar-

nisoen van 's Gravenhage af te neemen, maar ik denke niet dat de meerderheid mij afneemen kan een prerogatif, aan mij met volle eenparigheid bij mijne Stadhouderlijke Commissien gedefereert.....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCLXV.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Réponse. Même sujet.

'S Hage, den 10 Augustus 1786.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

De Heer Larrey heeft mij deese morgen, met kennis van U Hoogheid, gecommuniceert Hoogstdesselfs goedvinden om met de Heeren Van Lynden van Hemmen, van de Spiegel, Roijer en Reigersman te samen te spreeken over de démarche, bij U H. te doen weegens de resolutie, bij Holland genomen, om het Commando over het garnisoen van 's Hage aan U H. af te neemen en, als het resultaat daarvan, aan mij laten leesen een project-missive, door U H. aan de Heeren Staten van Holland af te zenden. Deeze missive is mij voorgekomen in soodanige termen opgesteld te zijn, dat op dezelve geen gegronde critique kan vallen. Sonder een violente protestatie teegen de resolutie van Holland, behelst deselve een refutatie van de gronden, waarop die genomen is, en een verklaring van U H^{ds} Sentimenten, die aan alle onpartijdige menschen genoegen zal moeten geeven. Op verzoek van den Heer de Larrey gaat die concept-missive, onder mijn couvert, hierneevens. Verders heeft de Heer de Larrey mij ook gesprooken over het verblijf van U H. en de Vorstelijke Familie in de aanstaande winter. De bedenkelijkheeden, gevallen op

de Provincien van Zeeland en Vriesland, zijn gansch niet ongegrond, soodat de Provincie van Gelderland de geschikste daartoe schijnt te zijn, 'tsij op 't Loo, 'tsij te Nijmegen of te Arnhem, en welke partij U. H. daaromtrent zal neemen, kan die niet als wel uitvallen. Liefst zag ik, voor mij, dat U. H. in Holland terug kwam, niet in 's Hage, soo lang het commando aan Hoogstdenzelven ontnomen blijft, maar of in één van de steeden in de nabuurschap of in één van desselfs buitenhuysen of 't Huys in 't Bosch, maar daarteegen zijn mij sooveel teegenwerpingen gemaakt, dat ik moeite heb die op te lossen, vooral geconsideert de violentie, waarmede door seekere luyden alles alhier word .behandelt. Alvoorens dus een finaale partye hier op te neemen, soude men eens kunnen afwagten hoe de saaken te Utrecht zullen afloopen. Alles is aldaar in groote verwarring, die aan U. H. bekent is. De Heer Van Zuylen hier zijnde, heeft van de burgerye van Utrecht een gedrukte insinuatie ontfangen, die ook aan alle de Leeden van de Ridderschap en die van 't eerste lid gedaan is, van sig met haar saken niet te bemoeyen en in haer doen te berusten, met een soort van bedreyging daarbij gevoegt. Ik heb sijn Ed. geraden met den Heer Van de Spiegel daarover te raadpleegen en volgens overleg, met dien Heer gemaakt, gaat hij morgen na Utrecht en zal hij tragten de Leeden van de Ridderschap te disponeeren om te Amersfoort bijeen te komen en aldaar de Heeren van het eerste lid en van de stad te versoeken daar ook te willen komen, om een Staats-Vergadering te houden en in dezelve te resolveeren om een missive aan U. H. af te zenden, om U. H. als Stadhouder der Provincie, wel geaccompagneert met eenige regimenten, te versoeken om in de Provincie te komen, om de rust te herstellen en om

terselver tijd aan de meede-bondgenooten of ten minsten aan diegene, die het wel met de provincie meenen, te schrijven, ten einde aan haar de behulpsame hand te bieden. Hoe ver dit geeffectueert zal kunnen worden, zal men nu moeten zien, maar, mogt het eens gebeuren, dat door deese weg, of door een andere, de rust in de Provincie van Utrecht herstelt wierd, dan soude U. H. sijn residentieplaats in die Provincie, het centrum van de Republicq, kunnen neemen. Ik wenschte wel dit te mogen beleeven, ten minsten de saaken in een ander adspect te zien als die mij daagelijks voorkomen. De woelingen van soogenaaamde Patriotten, soo te Utrecht als in Zeeland, van den Ambassadeur van Vrankrijk, of liever van sijn Emissarissen, en van den Rhijngraaf van Salm, loopen hier iedereen in 't oog, terwijl al degene, die het wel met U. H. meenen, naeuwlijks te saamen derven spreeken ....

H. FAGEL.

LETTRE MCLXVI.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Les dernières résolutions de la province de Hollande.

—

Loo, den 11 Augustus 1786.

WelEdeleGestrenge Heer.

.... Wat wordt er nog van het Vaderland! U.W.E.G. heeft gezien de resolutien van Hollant, zoo over het antwoord op de twee bewuste Memorien [1]),

[1]) La résolution tendait à déclarer que la province ne souffrirait pas qu'on fît passer le projet d'une réponse à pluralité de voix.

als omtrent de afdanking van 't corps van den Rhijngrave van Salm [1]).

Ik zie nog niet dat de Heeren van Utrecht veel troost en heil vooralsnoch bij H. Ho. Mog. zullen erlangen [2]); daer is geen peil op te trekken, maar blijft het zoo als het is, en word de goede harmonie in het Landt niet hersteldt, zoo is niet anders te voorzien dan de dissolutie van de Unie en het verderf van de Republiek. God geeve dat wij weederom beetere dagen zien en dat alle cabalen mogen cesseeren, die niet dan verderfelijk voor dit gemeenebest en voor deszelfs goede ingeseetenen kunnen zijn....

W. PRINS VAN ORANGE.

~~~~~~

LETTRE MCLXVII.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Les différends dans la province d'Utrecht. La missive du collège des Gedeputeerde Staten.

—

's Hage, den 11 Augustus 1786.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Deesen morgen is een besogne geweest tusschen de Heeren H. Ho. Mog. Gedeputeerden en Gecommitteerden uit den Raad [3]), over de missive van

[1]) La province résolut de protester contre la résolution des Etats Généraux du 31 Juillet, tendant à licencier le corps du Rhingrave de Salm, et de se concerter sur le maintien de la partie de ce corps, dont la province payait la solde.

[2]) Voyez le numéro suivant.

[3]) Le conseil d'état.
~~~~~~

Gedeputeerde Staten van Utrecht[1]), welke commissoriaal was gemaakt met den Raad. Het præadvis in dit besogne is geweest, soo als U. H. het hiernevens zal vinden, ongelinieert. De Leeden van het besogne hetzelve niet agréeerende, is het besogne gecontinueert. Na de vergadering hebben de meeste Leeden mij getoont geen zin in dat præadvis te hebben. De Hr Van Lynden van Blitterswijk heeft mij zijn gedagten gezegt, daarop uitkomende, dat het gesublinieerde behoorde te worden uitgelaten en hetgeen op de kant gestelt is ingevoegt. De démarche van Gedeputeerde Staten van Utrecht, met zig te addresseeren aan H. Ho. Mog., komt mij ongeschikt voor, dewijl zij zeer wel weeten dat H. Ho. Mog. deselve authoriteit en influentie niet hebben, die zij voor hondert jaaren hebben gehad, want wat is de vergadering van H. Ho. Mog. anders en wat zijn de Gedeputeerden van de Provincien thans anders als clercquen van de Provincien, die overzenden aan hunne Provincien hetgeen haar voorkomt en iedereen afwagten het sentiment van sijn Principalen, om, als er vier Provincien het eens zijn in saken, die overstemming kunnen lijden, een conclusie te kunnen opmaken en de Expeditie daarvan doen. Voor de rest zijn hunne gedagten en hunne raad ijdel en vrugteloos. De Hr Van Zuylen heeft mij van de morgen laaten leesen een brief, waaruit blijkt, dat de meerderheid van de Ridderschap niet adopteert het plan

[1]) Par cette missive, datée du 5 Août, le collège s'adressait aux Etats-Généraux pour leur faire part des dissensions et désordres dans la province et surtout dans la ville d'Utrecht, à tel point que la bourgeoisie armée avait élu un collège de députés (gecommitteerden) et déposé les magistrats. On trouvera les détails, ainsi que le texte de la missive, dans les Ned. Jbb. 1786, p. 826 sqq.

van den Hr Van de Spiegel om de Ridderschap te Amersfoort bijeen te laten koomen. Soo dit plan niet reusseert, reeken ik alle moeyte vergeefs en dan mag en Ridderschap en eerste Lid der Staten van Utrecht, wel alles abandonneeren en de burgerij van Utrecht of, om beeter te zeggen, de hoofden, die haar bestieren, alles overgeeven, hetgeen een gansch nieuwe constitutie zal worden....

H. FAGEL.

LETTRE MCLXVIIa.

Projet d'une résolution.

Waarop gedelibereerd zijnde, is goedgevonden en verstaan op de voorsz. Missive van Hn Gedeputeerden van de Staten 's Lands van Utrecht te rescribeeren, dat H. Ho. Mog. met zeer veel leedweezen verneemen de zoo verregaande onlusten, misnoegen en wantrouwen thans in de gemelde Provincie plaats hebbende; dat H. Ho. Mog. met welgemelde Heeren Gedeputeerden volkoomen instemmen, dat geen tijd behoord versuimt te worden tot het beraamen van spoedige middelen van redres, dewelke naar de gedagten van H. Ho. Mog. niet anders kunnen worden gesogt dan met het adhibeeren van alle sagte middelen, om dit heerschend misnoegen in desselfs source weg te neemen en het vertrouwen daadelijk te herstellen, ten einde de totaale ruine van de Stad en Lande van Utrecht nog in tijds werde voorgekoomen; dat H. Ho. Mog. daarom dan ook vaststellen, dat welgemelde Hn Gedeputeerden hiertoe niets onbeproeft zullen laten, maar inteegendeel hetzelve op de kragtigste wijze zullen tragten uit te werken.

Terwijl H. Ho. Mog. zig verder vleyen dat zij H[n] Gedeputeerden zig vastelijk gepersuadeert zullen gelieven te houden, dat H. Ho. Mog., als daertoe niet speciaal zijnde verzogt, zig hierdoor ook in geenen deele hebben willen immisceeren in zaaken van de Regeering of huishoudelijke bestiering der voors. Provincie, maar dat welgem. Heeren Gedeputeerden inteegendeel dit hun schrijven eeniglijk zullen attribueeren aan dat ongevijnst intrest, hetwelk H. Ho. Mog. nimmer zullen ophouden te stellen in het behoud van een notabel Lid van het Bondgenootschap, overeenkomstig de gronden van de Unie binnen de stad Utrecht zelve, ruim twee eeuwen geleden, zoo gelukkiglijk geslooten[1]).

LETTRE MCLXVIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. Les dernières résolutions de la province de Hollande.

—

Loo, den 11 Augustus 1786.

WelEdelGestrenge Heer

Ik hebbe wel ontvangen de diverse missives en bijzonder die van den 9[n] deezer, waarbij U.W.E.G. mij gecommuniceert heeft de resolutie van H. Ed. Gr. Mog. omtrent de Memorien van de Heeren Thule-

[1]) *En marge (de M. Van Lynden van Blitterswijk):*

Dat, indien de H[n] Staten van Utrecht mogten goedvinden eenig verzoek ten deesen aan hunne meedebondgenoten te doen, Hoogstdezelve zullen worden bereyd gevonden, om tot herstel van de rust en eenigheid sodanig te coopereeren

meyer en Harris en omtrent het corps ligte trouppes van den colonel Rhijngrave van Salm. Ik hebbe reeds aenschrijving zoo van H. Ho. Mog. als van den Raad van Staten bekoomen om het voorsz. corps te doen licentieeren, en zoo ik geene contrarie ordres ontvange, ben ik verpligt om de last aan mij gegeeven te effectueeren en naar te koomen. Voor het overige wensche ik dat de harmonie en goede verstandhouding onder de Staatsleeden en de bondgenoten moge bevestigt worden en dat wij nimmer een tijd zien gebooren worden, waarin de Unie werde gedissolveert, hetwelke wij begrijpen dat voor alle bondgenooten allernadeeligst zoude zijn....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCLXIX.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La discussion dans l'assemblée de L. H. P. sur la reponse aux ambassadeurs Thulemeier et Harris.

—

's Hage, den 12 Augustus 1786.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

....Voor het overige zoude ik aan het hoog verligt doorzigt van U. D. H., zoowel als aan Hoogstdeszelfs equanimiteit en regtgeaarde principes te kort doen, indien niet volkoome vertrouwde dat U. D. H. ten volle justificeert de gegronde en niet minder gevoelige sensatie, welke het gepasseerde ter Generaliteit bij het formeeren der rapporten op de Memorien

als overeenkomstig de gronden van de Unie, over ruym twee eeuwen in deselve Provincie soo gelukkig geslooten, en tot versterking van voors. band meest bekwaam zal worden geoordeelt.

der Engelsche en Pruissische Ministers noodwendig op de gemoederen van alle de Staatsleeden van Holland heeft moeten verwekken [1]), daar zij niet onverschillig konnen zijn omtrent het maintien der wettige invloeden van haar provincie ter vergadering van H. Ho. Mog., terwijl ook die invloeden, naa behooren gesterkt en gehandhaaft, tot waarborg konnen strekken tegens al hetgeen hetwelk tot eene verdere verzwakking of geheele dissolutie der banden van de Unie aanleiding zoude konnen geeven....

P. VAN BLEISWIJK.

LETTRE MCLXX.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Réponse à la lettre du 11 Août.

Loo, den 13 Augustus 1786.

WelEdelGestrenge Heer.

....Ik heb nog geen stuk gezien, dat mij minder behaagd dan 't advis van den Raad van State omtrent de Utrechtsche zaken; zoo als U.W.E.G. het rapport verandert heeft, is het veel beeter. Het toneel, dat U.W.Ed. geeft omtrent de situatie van Utrecht, ingeval geen cordaetheid bij de voorzittende Leden is, is akelijk, maer naer waerheid. God geeve 't beste, maer het ziet er van alle kanten duister uit, en bijzonder is geen peil te trekken op 'tgeene noch ter vergadering van Holland geresolveerd zal worden....

W. PRINS VAN ORANGE.

[1]) Voyez les Numéros 1166 et 1168.

LETTRE MCLXXI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire.

—

Loo, den 13 Augustus 1786.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik hebbe niet willen afzijn aan U.W.E.G. te communiceeren, dat ik aan H. Ho. Mog. hebbe geoordeelt te moeten mededeelen de missive van H.Ed. Gr. Mog., om daardoor H. Ho. Mog. te informeeren van het verlangen van Hoogem. Heeren Staaten [1]) en van mijn andwoord aan H. Ed. Gr. Mog., hetwelke U.W.E.G. meede zult ontvangen, zoo ras als hetzelve gecontrasigneert en geperfecteert zal zijn.

Als capitein-generaal van de Maze kan ik niet handelen teegens de gemanifesteerde wil van H. Ho. Mog., dus kan ik, welke déférences ik ook hebbe voor Hun Ed. Gr. Mog., niet anders doen dan derzelver aanschrijvinge aan H. Ho. Mog. te communiceeren en nadere orders afwagten, terwijl ik mij verplicht achte, om, geene nadere ordres ontvangende, de reets aan mij gegeeven ordres volgens derzelver inhoud exactelijk naar te koomen ....

W. PRINS VAN ORANGE.

[1]) Les Etats demandoient que le prince ne licenciât pas le corps de Salm; le prince répondit qu'il ne pouvait satisfaire à ce désir, étant obligé d'exécuter l'ordre des Etats-généraux, qu'il avait reçu en qualité de capitaine-général. Ce fut alors que les Etats de Hollande résolurent de garder le corps de Salm dans leur service à eux (le 16 et définitivement le 31 Août). Voyez les Ned. Jbb. 1786, p. 816 sqq.

LETTRE MCLXXII.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. L'intention du parti prédominant en Hollande d'introduire une nouvelle constitution.

—

's Hage, den 14 Augustus 1786.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

.... In Holland zal de regeerende partije de burgerije ondersteunen en, volgens de acte van verbintenis [1]) van eenige Regenten, een geheel nieuwe constitutie tragten in te voeren, waaruit niet anders dan een scheuring tusschen de seeven Bondgenooten te wagten is. Waren alle regenten sooseer geneegen als U. H. tot herstelling van de goede harmonie, dan was er hoop dat middelen gevonden zouden worden om de Republicq te behouden, maar soo lang als men niet spreekt als van grondwettige herstelling en van geen vereeniging wil hooren, is niet wel te voorzien wat het gevolg van dit alles zal weesen. Ondertusschen beklaag ik U. H. en alle die het wel met het Vaderland meenen....

H. FAGEL.

LETTRE MCLXXIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire. La mort du roi de Prusse.

—

Loo, den 22 Augustus 1786.

WelEdelGestrenge Heer.

Het heeft den Allerhoogsten behaagt uit deeze waereld te roepen den Koning van Pruissen. De thans regeerende Koning heeft aan de Princesse en aan mij

[1]) On trouve cet acte de confédération en entier dans les Ned. Jbb. bl. p. 820 sqq. Il portait la signature de 79 „régents patriotiques".

van het overlijden van wijlen den Koning door den collonel Baron van Geusau, een Zijner adjudanten, kennisse doen geeven. Ik hebbe niet willen afzijn U.W.E.G. van dit evenement kennisse te geeven. Men kan met regt zeggen dat er een groot man minder in de waereld is en daar zijn weinige diergelijke lieden in de historie bekend.

Ik zal niet nalaten om, zooveel mij als provintiaal capitein-generael van Holland en West-Vriesland doenlijk is, aan de intentie van Hun Ed. Gr. Mog. te voldoen, onvermindert hetgeene ik als capitein-generaal van de Unie verpligt ben te doen op last van H. Ho. Mog. . . .

W. PRINCE VAN ORANGE.

LETTRE MCLXXIV.

Le prince d'Orange au roi de Prusse[1]). *La mort du roi Frédéric.*

Loo, ce 23 aoust 1786.

Sire.

Je ne sçaurois trouver des expressions assez fortes pour témoigner à V. M. ma respectueuse reconnoissance de tout ce que V. M. veut bien me dire de gracieux dans la lettre que le colonel De Geusau m'a remise de sa part. Les bontés que le feu Roi a bien voulu me témoigner et la reconnoissance que je lui devois à tant de titres augmentent mes regrets de la perte d'un héros aussi distingué et dont le nom vivra toujours dans les fastes de l'Europe, qu'il me soye permis de joindre à mes condoléances sur la perte,

[1]) *Minute autographe du prince d'Orange d'une lettre au nouveau roi Frédéric Guillaume II.*

que V. M. vient de faire du Roi son Oncle, mes félicitations sur son avénement à la couronne. Puisse le règne de V. M. être long et fortuné, puisse-t-il être, s'il se peut, encore plus glorieux que celui de son Prédécesseur et puisse V. M., après avoir joui, jusqu'à l'âge le plus avancé, de toute la félicité dont cette vie est susceptible, ne quitter la Couronne terrestre, à laquelle la Providence divine l'a appelé, que pour en obtenir une immortelle dans le Royaume Céleste. Ce sont là les voeux sincères et ardents que je fais pour V. M. Je me recommande, ainsi que ma Maison, à la continuation de sa bienveillance, dont je tâcherai de me rendre digne.

Le colonel De Lanoy, que j'ai chargé de se rendre auprès de V. M. pour tâcher d'obtenir la faveur de lui remettre cette lettre, pourra, si V. M. veut bien l'aggréer, être l'interprête de mes sentimens. Notre situation devient de jour en jour plus précaire et critique; il paroit que l'on met tout ménagement de côté et que l'on est résolu de pousser les choses à toute extrémité, peut-être même d'abolir entièrement le Stadhoudérat ou de le réduire à un vain titre, sans aucune considération ni pouvoir. Nous sentons vivement le prix des bontés de V. M. et qu'après Dieu c'est d'Elle seule et de sa protection que nous pouvons attendre une assistance efficace. La Princesse Sa soeur lui écrira sur cette matière plus amplement; je prends la liberté de m'y référer pour ne pas importuner V. M. par des répétitions inutiles....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCLXXV.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. La question du licenciement des troupes du corps de Salm.

—

Loo, den 30 Augustus 1786.

WelEdeleGestrenge Heer.

.... Heeden is een dag, die een geweldige crisis voor de Republicq kan opleeveren. Ik ben zeer benieuwt te verneemen wat of heeden, zoo te Zutphen als te Amersfoort, zal geresolveert worden [1]). U.W.E.G. weet de violente resolutie, die de Heeren Staaten van Holland hebben genomen en de aanschrijving, die aan mij en aan de collonels der regimenten of battaillons ter repartitie dier Provintie is geschied [2]). Nimmer is iets irregulierder, noch meer inconstitutioneel en strijdig met het territoriael recht en de Hoogheid en souverainiteit der Provincien, ieder in den haere, geschiet. Ik denke dat veele Provintien het zullen ressenteeren....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCLXXVI.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Réponse.

—

's Hage, den 31 Augustus 1786.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

.... Ondertusschen treft mij geweldig hetgeen ik dagelijks hoor en zie van de violente démarches van de domineerende partije in Holland, die zoo ver niet

[1]) C. à. d. ce que les Etats provinciaux résoudraient au sujet des troubles à Elburg, Hattem et Utrecht.

[2]) Voyez le numéro 1171 et l'annotation. La „résolution violente" du 25 Août défendit aux régiments, que la province payait, d'agir contre leurs concitoyens et d'obéir aux ordres de telle tendance, de qui que ce fût.

zouden gaan, soo die niet door de Franschen geappuyeert wierden. De ordre, aan de colonels der regimenten op de repartitie van Holland gegeeven, is zeer irregulier en inconstitutioneel, en behoorde alle de Provincien wakker te maken. Het kan niet als een goed effect doen, dat de Provincie van Gelderland geresolveert heeft de infanterye ter repartitie van Holland, in haare Provincie in guarnisoen, het territoir van haar Provincie te doen quiteeren en andere troupes in derselver plaats in te neemen. Ik wensch dat de Staten van Utrecht, die te Amersfoort vergadert zijn, gelijke cordaetheid mogen toonen, want, sonder eenige middelen van vigueur en oppositie, mag men alles wel voor verlooren reekenen, en wat er van deese Republicq en selfs van de Provincie van Holland zal worden, soo eenige burgers, ondersteunt door 79 Regenten, die hunne vergadering eerstdaags hier in Den Haag zullen houden, de wet zullen geeven, is alleen aan God bekent.

Ik heb de eer....

H. FAGEL.

LETTRE MCLXXVII.

Le roi de Prusse au prince d'Orange. La mission du comte de Goertz.

—

Berlin, le 3 Septembre 1786.

Monsieur et très cher frère.

J'envoie le comte de Görtz en Hollande[1]) pour marquer à L. H. P. combien je m'intéresse à V. A. S. et au maintien de son authorité. Je souhaite que sa

[1]) Voyez sur lui et sa mission l'oeuvre cité de H. Peyster, p. 172 sqq.

mission aie le succès désiré. Il est ami du Marqui de Verac, qu'il connoit depuis longtemps, ce qui ne peut que faire un bon effet, et il pourra dire lui même à V. A. S. come quoi je l'ai instrui à prendre toutes les mesures possible de la servir efficacement....

FRÉDÉRIC GUILLAUME.

LETTRE MCLXXVIII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. La prise de Hattem.

Aan den Greffier Fagel.

Loo, den 7 September 1786.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik kan niet afzijn aan U.W.E.G. te communiceeren dat zo op het oogenblik ik door den collonel Van Plettenberg, als expresse afgezonden door den generael major Spengler met de aangenaame tijding, vernomen heb dat hij de stad Hattem, na eenigen wederstand, met 's Lands troupes ingenomen heeft [1]) en nu, ingevolge de intentie der H^n Staten van Gelderland, met garnisoen beset is. Goddank, is, zooveel ik weet, niemant dood geschooten, hoezeer uit de stad met canon op de troupes en door de troupes wederom met het grof geschut, dat zij met zig hadden, op de stad gevuurt is. De vreemden, die gewapent, zonder consent der H^n Staten van Gelderland, op hun territoir waren gekomen, zijn gevlucht. Ik hebbe gemeent dat U.W.E.G. die tijding niet onaangenaam zoude zijn en bijzonder dat geen bloed gestort is, waarvoor niemand meer afkeer heeft dan ik....

W. PRINS VAN ORANGE.

[1]) Voyez sur cette affaire bien connue le livre sur l'histoire de la Patrie de Wagenaar (Suite) ou tel autre.

LETTRE MCLXXIX.

Le roi de Prusse au prince d'Orange. Intention d'attendre une réponse de la France.

—

Berlin, le 8 Septembre 1786.

Monsieur et très cher frère.

Je profite du départ de Mr de Larei pour réitérer les assurances de mon attachement à V. A. S. C'est d'après la réponse de la France que l'on pourra juger de la tournure que prendront les choses [1]). Pour moi j'aurés toujours Votre bien-être sérieusement à coeur, mon cher frère, et je tâcherés d'en donner des preuves en tout ce qui dépendra de moi....

FRÉDÉRIC GUILLAUME.

LETTRE MCLXXX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire de Zélande Van de Spiegel. L'apparence d'un rapport fâcheux sur les affaires de Hattem, Elburg et Utrecht.

—

Loo, den 9 September 1786.

WelEdeleGestrenge Heere.

Ik hebbe met veel leedwezen uit U.W.E.G. missive van den 7n deezer gezien de dispositie van eenige Leeden van Staat en de apparentie van een uit te brengen rapport.

Nog oorzaak zijnde van de twisten in de steeden Hattum en Elburg of [2]) in de stad Utrecht, heb ik omtrent de twee eerste niets gedaan en zal omtrent

[1]) Voyez le livre cité de H. Peyster, 11.

[2]) Lisez: nog (= noch).

de laatste niets doen dan ingevolge van mijn eed en plicht, op requisitien van den Souverain van elke Provintie, en ik moet U.W.E.G. informeeren dat omtrent de twee eerstgemelde steeden alle verdere deliberatie mij onnoodig toeschijnt, alzo in die beide reeds garnisoen is gelegd en zelfs dat daarbij geen druppel bloedts, nog van burgers, nog van militairen gestort is, waartoe ik, zooveel mogelijk, alle precautien genoomen hebbe.

Met relatie tot het request, op den naam van eenige burgers der stad Middelburgh gepresenteert, kan ik niet afzijn te remarqueeren, dat het mij ten uittersten gevaarlijk voorkomt voor den Souverain te disponeeren op een verzoek, waarin de leer der representatie van het volk door de Overheeden op die wijze, als dezelfve thans wordt voorgestelt, zoo duidelijk te leezen is, terwijl dit eens in de Provintie van Zeeland, in welke de Regenten tot hiertoe hebben getoont de regeerkunde te verstaan, voet krijgende, het alsdan, naar mijn oordeel, zeer spoedig gedaan zal zijn met alle regeering, en ik twijffele geen oogenblik of U.W.E.G. zal, uit hoofde van desselvs doorzigt in de staatkunde, de gevolgen neevens mij apprecieeren als van al te grooten gevaar dan om daarin toe te geeven.

De Staaten van Gelderland hebben van mij verlangt militaire assistentie, niet om de geschillen tusschen Hun Ed. Mog. en haare ingezeetenen door de militaire magt te beslissen, maar om geleegenheid te verschaffen dat dezelve op eene bedaarde en regterlijke wijze zouden konnen onderzogt en afgedaan worden, gelijk de Heeren Staten van Holland, nog niet lang geleeden, dezelve weg ingeslagen hebben, wanneer er, tot herstel of conservatie van de rust en ter voorkooming van gevreesde comotien, militie na de

steeden Leiden, Rotterdam en zommige plaatzen ten platten Lande, op Hun Ed. Gr. Mog. requisitie, door mij militie gezonden is; ook is het U.W.E.G. bekend, dat zulks in de Provintie Zeeland, op requisitie van H. Ed. Mog. is geschied en laatstelijk nog ter occasie van de bewegingen onder de Landzaten in den Eilande van Walcheren, en welke Provintie of Stad kan niet geraaken in even gevaarlijke noodzakelijkheid om, zo zij voor de wil van eenige opgehitste en misleide burgers en ingezeetenen niet wil bukken en haare authoriteit zien vilipendeeren, de militie te employeeren?

Het schijnt mij onmooglijk dat Hun Ed. Mog., zig voorstellende hoe het aan Hoogstdezelve zoude hebben gesmaakt, indien een der hooge Bondgenoten aan hun had gerefereert de hulp der troupes van het Bondgenootschap, welke op Hun Ed. Mog. repartitie niet staan, en in welk gevaar Hun Ed. Mog. zig op dien tijd bij zoodanige weigering zouden hebben bevonden, thans zouden kunnen concludeeren tot het weigeren van dezelve hulp aan een hunner meede-Bondgenoten.

Ligtelijk begrijpt U.W.E.G. dat ik, als Eerste Lid van Staat der Provintie, nooit kan concurreeren tot zoodanig een resolutie, welke ik oordeele van de aller schadelijkste gevolgen en zoo directelijk strijdig met de Hoogheid en Souverainiteit van elke Provintie, zoo verre deselve bij het Bondgenootschap niet is gemeen gemaakt....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCLXXXI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire Van de Spiegel[1]). La résolution de la Zélande au sujet de l'affaire de Hattem. Récit des événements.

Loo, den 9 September 1786.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik hebbe niet voor heden ontvangen U.W.E.G. missive van den 7n deezer. Nimmer ben ik meer verwondert geweest als van te zien de invloed, die de Provintie van Holland in die van Zeeland heeft weeten te herwinnen[2]). Ik hadde gedacht dat de ordres, bij Holland gesteld als betaalsheeren, in Zeeland gantsch niet gesmaakt zouden hebben, en dat ik eene requisitie zoude ontvangen hebben om het regiment van Houstoun uit Zeeland te doen marcheeren en te doen remplaceeren door een der Zeeuwsche regimenten, waartoe H. Ed. Mog. mij volvaardig zouden hebben gevonden, terwijl ik oordeele verpligt te zijn, om, zoo veel in mij is, meede te werken, opdat de rust en goede orde in de Provintien en Steede werden geconserveert en dat de Heeren Staaten bij hunne wettige authoriteit en oppergezag werden gemainteneert. Ik ben ook zeer geeloigneert van te willen door kragt van wapenen de stemme des volks smooren; zij mag zich zeeker laten hooren en, wanneer zij iets billijks vragen, is het de pligt van goede Regenten om daaraan te defereeren, maar dit is gantsch niet het geval in Hattem en Elburg geweest. In die stadt

[1]) M. Van den Spiegel venait d'être nommé conseiller-pensionnaire de la province de Zélande en 1785.

[2]) Les Etats de la Zélande publièrent une résolution de la même teneur que celle de la Hollande du 25 Août (cf. n⁰. 1175).

heeft de President-Burgemeester Rouwenhof kunnen goedvinden, ziende dat de meerderheid van de Magistraat niet van zijn sentiment was, om de gemeensluiden in de vergadering te doen koomen en met zijn stem, die van Burgemeester Sels en eenige gemeenslieden, in die vergadering te concludeeren om te weigeren het doen eener publicatie van de Heeren Staaten. Het Hof[1]), die, in absentie der Heeren Staaten, volgens de constitutie deezer Provincien, de Souverain representeerd, kennis krijgende van de momboirs, dat die publicatie te Elburg niet was geschiet, heeft aan Burgemeesteren, Scheepen en Raaden der gemelde stadt geschreeven om zig te informeeren of die publicatie geschiet was, en zoo neen, waarom niet; hierop heeft de Burgemeester Rouwenhof goedgevonden die missive in zijn zak te houden, te gaan na de prætense vergadering, die te Amsterdam bij 79 geconfœdereerde Regenten gehouden word[2]), en heeft vervolgens de gemeenslieden wederom geconvoceert om te delibereeren over 's Hoves missive, en heeft dus in een vergadering, aan wien voorsz. missive niet was geaddresseert, de zaak gebracht, aldaar wederom met de Burgemeester Sels en de gemeensluiden, die van zijn hand afvliegen, geconcludeert een allerchoquanst antwoord aan den Hove. De meerderheid van de Magistraat heeft apart bericht en aan den Hove kennisse gegeeven van alle de informaliteiten, die in hunne stadt plaatse hadden; het Hof heeft zulks ter kennisse van de Heeren Staaten gebracht. Te Hattem is over de Electie van Regenten een different geweest. Ik hebbe geen stof kunnen vinden om, ter vervullinge van de 2 vacaturen, in de

[1]) C. à. d. la cour de justice.

[2]) L'assemblée de régents patriotiques.

Regeering te brengen, een zeekere Daendels, die bekent is voor een groot oproermaker[1]), wilde daar in de Regeeringe koomen, hetgeen mij zeer afgeraden is; toen hebbe ik eindelijk aangesteld eenen Meelink, gemeensman dier stadt, en eenen Dinckgreeve, op wiens qualificatie niets te zeggen viel, als zijnde een gebooren burger dier stadt: hij had onder de gardes du corps gediend, doch hadde zijne demissie genoomen. Zoo ik andere subjecten hadde kunnen vinden, zoude ik liefst niet een mijner gardes du corps tot Burgemeester hebben aangesteld. De eerstgemelde heeft bedankt; de tweede heeft tot den eed niet kunnen worden geadmitteerd, vermits hem manu armata de toegang tot het stadhuis is belet; toen hebben eenige misleide burgers, door den meergem. Daendels verleid, goedgevonden om aan zig te willen trekken de Magistraatsbestellinge en de vacante plaatzen door het volk te doen begeeven, die daartoe volgens 's Lands constitutie geensints bevoegd was, en hebben daar een oploop gedaan, zoodat alle order in die stadt een einde hadde genomen. Zij hebben bij den aanvang van de Landsdag een allerinsolentste missive aan de Heeren Staaten geschreeven, die mij toen hebben aangeschreeven om guarnizoen in die beide steeden te bezorgen onder een bequaam commandant, denzelven te gelasten om, ingevalle van teegenstand, geweld met geweld te keeren, zijnde de intentie om het Hof na die steeden te zenden om onderzoek te doen na het voorgevallene aldaar en daaromtrent regt te doen, onvermindert de jurisdictie dier steeden; deeze last krijgende, hebbe ik ze moeten als capitein-generaal deezer Provintie naarkoomen en, Goddank, is te Hattem, niettegenstaande van weerskanten ge-

[1]) La phrase est évidemment quelque peu corrompue.

vuurt is, niemant omgekoomen, en te Elburg is het guarnizoen met open armen door de meeste burgers ontvangen, die zeer verheugt waren van te zijn verlost van de dwingelandij der vrijcorporisten, die na die steeden gewapent waren getrokken op het territoir der Heeren Staaten van Gelderland, zonder derzelver consent....

Omtrent Utrecht is noch niet geresolveert ietwes teegens de stadt te onderneemen, maar de Heeren Staaten, die zig niet meer veilig in Utrecht reekenden, hebben goedgevonden te vergaderen te Amersfoort; de stadt of, om beeter te zeggen, diegeenen die zig thans zonder wettigen titul qualificeeren als Vroedschappen van Utrecht, protesteeren daarteegen, maaken zig meester van 's Lands cas en, zoo men zegt, ontbieden zij troupes uit Holland, zonder consent der Heeren Staaten hunner Provintie....

Vind men goed onder het spetieus pretext van geen burgerbloed te willen vergieten, waarvan niemant meer afkeer heeft dan ik, om van mij te requireeren de troupes op Zeeuwsche repartitie tot maintien van het wettig gezag der Heeren Staaten deezer Provintie en van Utrecht niet te employeeren, zal ik het doen, maar ik moet vooraf zeggen dat men het alsdan niet houden kan, dat deeze Provintien zig zullen moeten begeeven onder het juk van het genootschap der Pensionnarissen van Holland, zoo als Overijssel gedaan heeft, en dat het alsdan onmoogelijk is ter generaliteit ietwes tot nut van Zeeland te doen. Mij dunkt dat de Heeren van Holland het nu zoo ver pousseeren, dat zij alle menagement van kant zetten, en, zoo men haar toegeeft, dat zij de troupes van haar repartitie kan doen marcheeren waar zij willen, zoo buiten haar Provintie als daar binnen, zoo is het met de vrijheid der zes andere provintien gedaan, die door

Holland in dier voegen kunnen geconquesteert worden.

Het eenige middel om aan die despotique handelwijze paal en perk te zetten, is om de Provintien, die zich aan dat juk niet onderwerpen willen, nader te unieeren. Ik denke dat het met Gelderland en Utrecht zal beginnen: zoo Zeeland zig daarbij willen voegen en Vriesland, was men zeeker van de meerderheid ter generaliteit, hetgeene in deeze het importantste is.

Mijne intentie is geensints Holland klein te maaken of in billijke zaaken teegen te gaan, maar alleen om aan de Pensionarissen, die aldaar alles dirigeeren, te doen zien dat zij en de Rhijngraaf geene despotique meesters van de geheele Republicq zijn en dat zij niet met alles kunnen heenloopen....

Ik schrijve niet het gepasseerde op gisteren ter generaliteit, wijl U.W.E.G. daarvan voorzeker is geïnformeert. Ik denke dus dat Zeeland handelt teegens haere waere belangens, zoo zij mij de aanschrijvinge doet of de order aan de troupes geeft, die door Zierkzee en Veere is voorgedragen, en zoo zulks geschied, zal zeeker te Goes binnen korten een tweede Utrecht of Wijk te zien zijn, en daarom kan ik als Eerste Edele nimmer concurreeren tot eene démarche, die niet alleen, mijns bedunkens, inconstitutioneel is, maar zelfs van de allerpernicieuste gevolgen voor Zeeland zelve. Ik schrijve heeden noch een ostensibele missive aan U.W.E.G. en betuige met achting te zijn....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCLXXXII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Missive à L. H. P. contenant les démarches du prince en qualité de capitaine-général.

—

Loo, den 11 September 1786.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik zende U.W.E.G. hierneevens eene missive aan H. Ho. Mog. om rapport te doen van mijn verrichte als capitein-generael van de Unie [1]), zeedert de laatste irriguliere démarches van de Hn Staaten van Holland.

Ik refereere mij, kortheitshalve, aan de missive, die ik aan den Heere Van Lynden van Blitterswijk geschreeven hebbe, en verzoeke U.W.E.G. om met de aldaar opgen. Leeden, alsmede de Hr Spaan van Hardenstein en verder met zoodanige andere Heeren, als U.W.E.G. zal meenen dat met vrucht daaromtrent kunnen worden gesprooken, te willen spreeken, ten einde te effectueeren eene approbatoire resolutie van mijn gedrag als capitein-generaal van de Unie, in welke qualiteit ik verpligt ben te defendeeren de rechten van H. Ho. Mog. teegens een ieder, hij zij wie hij zij, die daaraan afbreuk doen wil. De apparitie van de vergadering van Holland en corps ter vergadering van H. Ho. Mog. is een phenomene, dat ik geloove niet vertoont te zijn in deeze eeuw, als bij geleegenheid van de doot van Koning Willem....

W. PRINS VAN ORANGE.

[1]) On trouve les détails de la sérieuse querelle entre L. H. P. et la province de Hollande dans les Ned. Jbb. 1786, p. 1077 sqq.

LETTRE MCLXXXIII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Même sujet.

—

Loo, den 15 September 1786.

WelEdeleGestrenge Heere.

Het is heeden juist een jaar geleeden dat ik afscheid van U.W.E.G. genomen hebbe, en de zaaken schikken nu minder als ooit, om mij te doen denken dat ik wederom spoedig in 's Hage zal kunnen koomen.

Ik zende U.W.E.G. hierneevens mijne missive aan H. Ho. Mog., waarin zich alle de patenten bevinden. Ik hadde liefst gezien dat ik bevrijd was geweest om dezelve te verleenen, want nu reekene ik, dat, als de troupes zullen aangekomen zijn, dat Holland een veel hooger toon zal aanneemen en misschien troupes zenden tot hulp van de stadt Utrecht en om ze teegen de Staaten dier provintie te souteneeren, en misschien zelfs het zoo verre te pousseeren, dat zij Gelderland feitelijk zullen aanranden, onder prætext van Hattum en Elburg te willen bevrijden....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCLXXXIV.

Le prince d'Orange au représentant Van Lynden van Blitterswijk. Dispotion fâcheuse de la province de Zélande.

—

Loo, de 15 Septembre 1786.

Monsieur.

Je suis bien fâché de la tournure que les choses ont prises en Zeelande et qui me feroit presque désespérer du salut de la République. Si la Zélande,

qui auroit pu jouer un rôle brillant dans la République, trouve bon d'en jouer un fort subalterne et d'être l'écho de M^rs d'Hollande; je ne puis l'empêcher et je me soumets à ce que leurs Nobles Puissances croient conforme à leurs intérêts. Je crains que les chocs, que Mr Van der Spiegel a eu, n'altère sa santé, et cette perte seroit irréparable, car M^r De Beveren [1]), qui devroit le remplacer selon le cours naturel des choses, ne conviendroit guères dans ce poste. M^rs De Zeelande n'étoient pas contre l'usage des troupes contre les bourgeois et paysans en 1775 et 1778 et 1779, surtout Messrs de Flissingue étoient alors grands amateurs de faire servir les militaires à l'exécution de leurs ordres, mais il paroit que l'on juge que les provinces ne sont pas toutes souverains et que ce que l'une peut faire chez elle, l'autre n'en a pas le droit. Je comprends très bien que dans la situation où les choses sont en Zélande, vous n'aurez pu faire plus que d'effectuer le rapport tel qu'il est, mais je crains que les suites de ce rapport seront funestes. L'Ecluse reste vuide, Bois-le-Duc, Breda et Venlo chacune avec un bataillon; Sas de Gand et Philippine restent aussi sans garnison. Si l'Empereur trouve bon de s'en emparer de ces places, qui l'empêchera, et est on sûr que la terreur panique, que M^rs d'Hollande feignent d'avoir, n'est pas une ruse pour avoir la moitié de l'armée à sa disposition et pour donner par ce moyen la loi aux provinces de Gueldres et d'Utrecht? J'exécute les ordres de L. H. P., mais je ne prends pas la chose pour mon compte et pour cela j'envoye les patentes à L. H. P., afin que, si on trouve qu'elles doivent aller à leur destination, cela puisse se faire.

[1]) Le secrétaire du collège des Etats de Zélande.

Je ne retarde ni n'empêche rien par là; c'est mon devoir comme capitaine-général de l'Union d'avertir les Etats-Géneraux de ce qu'il y a dans les frontières et c'est à eux à décider si ils veulent qu'on les évacue ou non....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCLXXXV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire Van de Spiegel. Même sujet.

Loo, den 16 September 1786.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik hebbe met leedwezen vernoomen de onverwagte facheuse tournure, die de zaken thans in Zeeland genomen hebben, doch wijl thans vlak teegens de waare belangens van Zeeland bij de meerderheid der Heeren Staaten is geresolveert, zoo desespereere ik niet dat, als de geesten wat aan het bedaren zullen zijn, dat er kans zal zijn om eene resolutie te doen neemen meer overeenkomstig met de belangens van Zeeland en met het maintien der independentie en territoriael recht der respective Provintien, maar men moet daartoe verkoelende middelen gebruiken, in hoope dat zulks de gisting zal doen eindigen. Ik schrijve daarom aan de Heeren Staaten eene missive; ik hoope dat die dienen mag om de geesten te bedaaren. Brenger dezes zal dezelve aan U.W.E.G. ter hand stellen. Ik hoope dat de onaangenaame deliberatien van voorleede Maandag aan U.W.E.G. gezondheid geen nadeel zullen hebben gedaan en dat

U.W.E.G. geen meerdere accessen van koorts zal hebben gehad. Ik approbeere ten volle het gedrag dat U.W.E.G. gehouden heeft en betuige met achting te zijn ....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCLXXXVI.

Le représentant Van Lynden au prince d'Orange. Réponse.

A la Haye, le 17 Septembre 1786.

Monseigneur.

Je ne puis exprimer à V. A. S. le chagrin que je ressens de voir prendre en Zélande des mesures si injustes et si inconstitutionelles, que le portent les dépêches cy-jointes. Je n'hésiterois pas à m'y rendre sur-le-champ, si ma présence pouvoit arrêter le mal et si je ne croyois qu'il vaut mieux que je travaille icy à concerter le remède, qui peut être porté du dehors au bouleversement général de l'Union et des droits de V. A. S.; c'est, à mon avis, le seul remède qui reste, et je m'y appliquerai avec toute l'activité et le zèle dont je suis capable, d'après l'importance de l'objet, persuadé que la modération et les complaisances ne sont plus qu'à pure perte ....

G. C. H. DE LYNDEN.

LETTRE MCLXXXVII.

Le représentant Van Lynden au prince d'Orange. La question des troupes, requis par la Hollande [1]).

—

A la Haye, le 20 Septembre 1786.

Monseigneur.

.... Quant a la demande que font aujourd'hui les Etats-Généraux à V. A. S., comment pourvoir à la sécurité des frontières, je m'émancipe peut-être en la priant de considérer qu'au cas qu'Elle déclare que la grande quantité de troupes, que la Hollande a requis [1]), rend la chose impossible, des mal-intentionnés pourroient bien en prendre prétexte de demander à la France, en tant qu'alliée, un renfort. Comme il est clair que la Hollande a voulu ces troupes pour s'assurer contre celles qui sont en Gueldres, V. A. S. ne pourroit-Elle pas trouver bon de proposer l'envoy d'un membre égal, tiré des deux provinces dans les places frontières?

Je suppose que V. A. S. veut esquiver une réponse directe et cathégorique, ainsi qu'Elle le fait sur la lettre des Etats de Zélande du 15; cela étant, je n'ai point de remarque à faire et c'est avec reconnoissance que j'ai l'honneur de lui renvoyer cette pièce, ainsi que les autres....

G. C. H. DE LYNDEN.

[1]) Le 13 Septembre les Etats-Généraux avaient pris la „résolution conciliatoire", que les troupes, payés par la province de Hollande, auroient à abandonner les pays de la Généralité par ordre de L. H. P. dès que les Etats de la province les réclameraient, malgré les protestations du prince qui ne laissait pas d'alléguer la nécessité de protéger les frontières.

LETTRE MCLXXXVIII.

Le prince d'Orange au représentant Van Lynden. Réponse[1]).

Loo, ce 21 Septembre 1786.

Monsieur.

J'ai bien reçu votre lettre d'hier. Je vois avec chagrin que la crainte de désobliger la cabale dominante en Hollande opère si fort, que l'on doive y tout sacrifier. Les soubçons de ces Messieurs ne sont point fondés; je suis prêt à en donner les assurances les plus positives. Je connois trop mon devoir pour envoyer des troupes dans une province contre son gré, sur l'authorisation d'une ou de deux autres provinces, et je sçais que le droit de faire marcher les troupes d'une province dans une autre ne m'a été accordé par les Etats-Généraux que pour l'exercer en son nom et pour le bien-être de la République....

J'ai toujours cru qu'il n'y avoit que les Etats-Généraux, le Conseil d'Etat et le Capitaine-Général de l'Union, qui avoit le droit d'employer des Généraux, qui n'osoient se laisser employer que par leurs ordres ou avec leur permission. Je suis charmé que Mr Van der Spiegel se porte mieux; j'espère que sa présence pourra faire du bien aux délibérations en Zélande....

G. PRINCE D'ORANGE.

Vous êtes prié de ne faire voir cette lettre in extenso qu'au Greffier, mais vous pouvez faire usage de la liste des troupes qui sont en Hollande et dans la Gueldre et l'Utrecht, afin de coroborer la demande de ne pas envoyer plus du tiers de l'armée en Hollande, car si tout y vient que l'on a demandé, il y a près de la moitié en Hollande.

[1]) Bien que publiée parmi les autres lettres du prince à son représentant, cette lettre, étant une réponse, n'a pas été supprimée.

LETTRE MCLXXXIX.

Le conseiller-pensionnaire Van de Spiegel au prince d'Orange. Une besogne sur la lettre du roi de Prusse.

—

Besogne, 3 October 1786.

Dat Heeren Commissarissen geoordeeld hebben, dat het gansch onvoeglijk is de Memorien, door Ministers van andere Mogendheeden aan deezen Staat gepræsenteerd en inhoudende demonstratien van vriendschap en deelneming in de prospériteit van de Republyk, onbeantwoord te laaten, maar in tegendeel, dat dezelve behooren gereciproceerd te worden op een betamelijke en met den aart der omstandigheeden overeenkomstige wijze; dat zij de concept-antwoorden, zoo aan het Hof van Londen als aan dat van Berlijn, bij het generaliteits-rapport van den 2 Augustus laatstleden overgelegd, over het algemeen genomen, bevonden hebben in gepaste bewoordingen te zijn ingerigt om uit te drukken de sentimenten, welke aan de Republyk convenieren, met opzigt tot de nabuurige Mogendheden, met welke dezelve in vriendschap staat; dat derhalven Heeren Commissarissen van advys zijn dat de Heeren ord^s Gedeputeerden deezer Provintie ter Generaliteit zouden kunnen geauctoriseerd worden, om op de bovengemelde memorien, van wegens de Hoven van Londen en Berlin overgegeeven, een antwoord te helpen arresteeren op den voet van de evengenoemde concepten of onder zoodaanige niet essentieele veranderingen als met overleg der andere Bondgenooten zal noodig geoordeeld worden.

Dat met opzigt tot de nadere démarches, door den thans regeerende Koning van Pruissen gedaan bij Hoogstdeszelfs missive van den 2 September [1]),

[1]) Publiée dans les Ned. Jbb. 1786, p. 1018.

welgemelde ord[s] Gedeputeerden zouden kunnen worden geauctoriseerd, om, daar zij het van vrugt zullen oordeelen, te declareeren, dat in deeze Provintie geene differenten met Z. H[d] den Heer Prins van Orange zijn ontstaan, die denzelven Vorst eenige rede tot klagten over onderdrukking kunnen geeven, en dat mitsdien de passages in de voorn. missive, welke daarover rouleeren, geen betrekking kunnen hebben op deeze Provintie.

Dat wijders om, eens voor altoos, weg te neemen allen twijffel omtrent het waare systema, 't welk deeze Provintie bestendig heeft aangekleefd en, in de tegenwoordige omstandigheden van zaaken, met allen nadruk zal blijven inhæreeren, Hun Ed. Mog. geen bedenking maaken te verklaren: dat zij niets meerder ter harten neemen dan de bewaaring van de constitutie deezer Republyk, gelijk dezelve door de Unie tot onderlinge defensie vereenigd is, de handhaaving van de Souverainiteit deezer Provintie als een integreerend Lid van het Bondgenootschap, en de bescherming der vrijheden en voorregten der ingezetenen met de magt van de Regeering en van de justitie; dat H. Ed. Mog. vastelijk gezind zijn de hooge waardigheden van Erfstadhouder, capitein-generaal en admiraal te mainteneeren, met alle de regten en prærogativen, zoo door H. Ed. Mog. in hunne Provintie als door de gezaamentlijke Bondgenooten, met betrekking tot den gemeenen Staat aan dezelve wettig en permanent opgedraagen.

Dat, gelijk geen Regeeringsform kan gezegd worden zonder gebrek te zijn, H. Ed. Mog. ook niet ontkennen dat er misbruiken in het publyk bestier zijn ingeslopen en zig welmeenend met de andere Bondgenooten willen toeleggen op het redres van dezelve, maar zig nogthans verzekerd houden, dat

die abuisen resideeren in de executie en niet in de constitutie en het daarom voor hoogst gevaarlijk aanzien, dat men de gronden van den Regeering zoude willen losmaaken onder prætext van verbetering.

Dat wijders Hun Ed. Mog. niet zullen ophouden al hun vermogen aan te wenden bij die Bondgenooten, daar zulks noodig mogt zijn, om de verdeeldheden en wantrouwens weg te ruimen, de verzwakte banden van de Unie te herstellen en de Regeeringsform met de burgerlijke voorregten op solide gronden te vestigen; tot al hetwelke H. Ed. Mog. bereid zijn te præsteeren hunne meermaals aangeboden goede officien, op zoodanig een wijze als met gemeen overleg der bondgenooten de geschikste zal worden geoordeeld; verzoekende daartoe de medewerking van de Provintien, welke in dezelve sentimenten staan als H. Ed. Mog. hier vooren hebben opengelegd; opdat door spoedige en cordaate besluiten de Republyk moge toonen, kragt en klem genoeg in haar eigen boezem te hebben, om, zonder de interventie van vreemde Mogendheden, haare rust en vrijheid te verzekeren.

Dat nogthans, indien deeze poogingen onverhoopt vrugteloos waaren en de voortduuring der oneenigheden gelegenheid verschafte aan de magtige nabuuren van den Staat, om zig van de eene of andere zijde in de geschillen te mengen, H. Ed. Mog. verklaaren deeze Provintie te zullen houden buiten de gevolgen en in dien gevalle zooveel mogelijk is te zullen zorgen, dat hunne goede ingezetenen niet mede de ongelukkige slagtoffers worden van de twist, die hen, noch als Leeden van het Bondgenootschap, noch Provinciaal, in geenen deele aangaat.

LETTRE MCXC.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Situation critique sur les frontières de Flandre.

Nijmegen, den 25 November 1786.

WelEdeleGestrenge Heer.

.... De Republicq bevind zich in zulk een crisis als zij nog nimmer, zoo verre bij mij bewust is, geweest is. Ik vreese dat het batt^{n} van Brakel nog niet te Sluis in Vlaanderen gearriveerd zal zijn en dus dat, zoo door den luit. Van der Zwam, volgens last van H. Ho. Mog., word gevuurd, zulks tot een pretext dienen zal om Sluis te overrompelen, bij wege van represaille, en zich van die vesting meester te maken, zooals men St. Donaas overmeesterd heeft in 1783. De omstandigheden zijn veel erger als in 't voorleden jaar. De armée is wederom verminderd en daar is zoo een groot aantal van de troupes in Provincien, die zij niet willen laten uitgaan, dat ik niet weete hoe te voldoen aan de eischen om troupes.

Ik verzoeke U.W.E.G. mijne missive aan H. Ho. Mog. omtrent de bezettinge van Braband en Vlaanderen, nadat aan Holland het grootste deel van deszelfs repartitie is gezonden om hun frontier te beschermen teegens eene gesupponeerde vijandt, te willen herleezen; U.W.E.G. zal daaruit zien mijne sentimenten omtrent de noodzakelijkheid dat Staets-Vlaenderen en Braband van een genoegzaam garnizoen worde voorzien.

Ik vreeze dat de scheuring van de Unie nog eens plaatse zal hebben en dat het different in de Compagnie daertoe aanleiding zal geeven ....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCXCI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire Van de Spiegel. Les propositions Goertz—Rayneval.

—

Nijmeegen, den 9 December 1786.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik schrijve heeden aan den Heere Van Lynden hetgeene ik gedaan hebbe tot voorzieninge van Vlaanderen, en de propositien die de Heer Van Goertz mij uit naam van den Heere De Rayneval heeft gedaan, waaromtrent ik gaarne de gedachten van Z.H.W.G. en van U.W.E.G. zal verneemen [1]).

Ik hoope dat het dessein van Zijne Keizerlijke Majesteit niet is om in troubel water te visschen en zich in het aanstaande voorjaar van Sluis meester te maaken en misschien van geheel Staats-Vlaanderen, want zoo de Provintien alle hunne guarnizoenen willen behouden, is het onmoogelijk de plaatzen in de Generaliteitslanden tegens een coup de main te assecureeren....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCXCI[a].

Le prince d'Orange au représentant Van Lynden. Même sujet.

—

Nimegue, ce 9 décembre 1786.

Monsieur.

....M[r] De Goertz est arrivé et m'a donné un extrait d'une lettre à M[r] De Raineval avec un projet d'accommodement, qui va à cela, que je devois écrire aux Etats de Gueldres pour les engager à retirer les

[1]) Voyez la lettre annexe.

troupes de Hattem et Elburg et à retirer les troupes qui sont venues depuis la fin d'Aoust dans cette province, afin qu'ils puissent voter en liberté, et à les engager à faire une révision du réglement de la régence, en disant que je suis persuadé de mon droit de garder les prérogatives qui me reviennent par ce réglement, mais que par patriotisme je veux y renoncer pour faire cesser les troubles dans cette province; que je devrois écrire la même chose aux provinces qui ont des réglemens et qu'alors la Hollande lèveroit la suspension du Capitaine-Généralat de leur province; qu'on vouloit me laisser ce qui me revenoit selon les termes de ma commission, mais que je devois consentir qu'on nommât une commission pour fixer mon pouvoir en cette qualité; que la disposition des places d'officiers m'avoit été accordée par une résolution que le souverain pouvoit révoquer; que peut-être on voudroit bien me la rendre en partie, mais que les Etats s'en réserveroient une part; que quant au commandement de La Haye, il y avoit 3 parties: la police qui devoit rester aux Gecomm. Raden, les listes, la tenue, les habillemens, le service militaire et les revues qu'on vouloit me rendre, mais que la parole ne pouvoit être donnée que par le souverain dans le lieu de sa résidence.

Voilà en substance le plan d'accommodement. Je vous prie de communiquer cette lettre à Mr Van der Spiegel et de me faire savoir ce que vous pensez d'un tel arrangement et si vous le croyez admissible et que je puisse en honneur et en conscience m'y prêter...

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCXCII.

Le représentant Van Lynden au prince d'Orange. Même sujet. Réponse.

—

A Middelbourg, le 13 décembre 1786.

Monseigneur.

.... C'est avec un déplaisir extrême que j'ai vu le précis des points d'accommodement, produits par le comte de Goertz. J'ai toujours craint que, s'il étoit réduit à travailler avec les François, il n'en résulteroit rien de bon. Plus d'une fois je le lui ai fait sentir et avec plus d'énergie, à mesure que je voyois les choses prendre cette tournure. Quelque pénétré que je sois de la difficulté et de la délicatesse des circonstances, je croirois manquer à mon devoir et à la confiance dont V. A. S. m'honore, si je lui dissimulois que les propositions faites ne me paroissent nullement acceptables. Je suis grandement surpris que ce soit là le produit d'une intercession puissante et affectionnée. Je me flatte toujours qu'on se résoudra à y porter des changemens essentiels, qui puissent engager V. A. S. à donner des preuves de sa complaisance pour le rétablissement de la tranquilité publique. Mr Van der Spiegel, avec qui j'ai amplement conféré sur cette matière, est parfaitement d'accord là-dessus et il le témoignera lui-même à V. A. S.....

G. C. H. DE LYNDEN.

LETTRE MCXCIII.

Le conseiller-pensionnaire Van de Spiegel au prince d'Orange. Même sujet. Réponse.

—

Middelburg, 13 December 1786.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst.

De Heer Van Lynden van Blitterswijk heeft mij, ingevolge het schrijven van U.D.H. aan Z.H.W.G. en aan mij van den 9[n] deezer, gecommuniceerd het praecies der propositien van den Heer De Rayneval [1]), en ik moet U.D.H. verklaaren, dat wij beide gefrappeerd zijn geweest door het onaanneemlijke dat wij daarin gevonden hebben. Het is ons voorgekomen dat dezelve Propositien (indien zij in goeden ernst gedaan zijn) te kennen geeven of een verkeerd begrip van de Regeeringsform, of een intentie om dezelve te veranderen; en ik twijffel niet of U.D.H. zal, zulks van de kant van de eer beschouwende, nog veel meer ongerijmdheid daarin vinden dan het mij gepermitteerd is voor te stellen.

De eenige hoope die overblijft, is dat de Negociateur, moetende debuteeren met propositien, zig in de noodzaak gevonden heeft dit te doen naer de intentie van de prævaleerende partij, om niet van 't begin af suspect bij dezelve te worden, en dat hij in den loop van de negotiatie wel meer faciliteit zal laaten zien, maar indien deeze dispositie waarlijk bij hem is, zal dezelve aan den Heer Graaf Van Goeurtz niet geechapeerd zijn, en dit zou een motief kunnen uitleveren om een negotiatie, die in 't begin zoo weinig vooruitzigt geeft, aan te houden en voort te zetten.

Ik heb de eer....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

[1]) Voyez les numéros 1191[a] et 1195.

LETTRE MCXCIV.

Le prince de Nassau— Weilbourg au prince d'Orange. Proposition mystérieuse[1]).

—

Kirchheim, ce 30 décembre 1786.

Monsieur.

Que V. A. daigne recevoir mes sincères remerciments de la gracieuse et amicale lettre que ma fille m'a remise de sa part à son retour de Nimègue. Elle et son mari ne cessent de nous vanter toutes les bontés que Vos Altesses ont eues pour eux.

Si V. A. se figure que, si tout ce qu'Elle peut désirer de plus heureux et de plus avantageux pour Elle, pour S. A. R. et pour sa chère famille s'accomplit, cela ne surpassera en rien les voeux que je ne cesse de former pour son bonheur, n'ayant jamais perdu de vue l'offerte que je fis à V. A. en présence de S. A. R. en prenant congé d'Elles, lorsque j'avois quitté le service de la Républicque. Je n'ai cessé depuis ce moment de m'affliger du train horrible, dont les affaires alloient, et par conséquent de la situation affreuses où Elle et les siens se trouvoyent.

Je crois que le tems est venu où je puis et dois renouveller mon offre.

J'ai un homme dans mon service dont l'attachement pour moi et notre Maison est connu à V. A., par les mains duquel des affaires de la plus grande importance ont souvent passées et qui, quoiqu'il n'a jamais voulu paroître sur le grand théâtre politique, a des connoissances plus intimes dans quelques cabinets qu'on ne pense. Ce même homme croit trouver dans le sistème politique actuel de l'Europe des moyens

[1]) Voir le numéro 1197.

possibles de tirer V. A. de la situation affreuse et dangereuse où Elle se trouve.

J'aurois la plus grande envie de vous communiquer sur cela mes idées de vive voix, si vous n'avez pas encore pris un parti sûre et tout à fait définitif, à moins que V. A. ne craigne mon apparition pour deux ou trois jours. On pourroit la masquer parfaitement bien par nos affaire de Maison, et la conférence qui a eu lieux à Francfurt et qui a fait du bruit, seroit un manteau tout à fait naturel....

CHARLES PRINCE DE NASSAU.

LETTRE MCXCV.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Propositions de Jos. De Rayneval.

's Hage, den 1 n January 1787.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Deese de eerste dag van het jaar zijnde, kan ik niet afzijn mijne allervuurigste wenschen aan U. H. te laten toekomen, ten einde het God behagen mag U. H., Mevrouw de Princes en de Vorstelijke Familie, geduurende den loop van dit jaar en zeer veele volgende, in zijne heilige protectie te neemen en Hoogstdeselve met het beste zijner zeegeningen te begunstigen, en dat insonderheid de goede Voorsienigheid de saaken soo mag bestieren, dat de verwarde toestand, waarin de Republicq zig bevind, eens mag ophouden en U. H. het instrument mag worden, sooals zijne Voorzaten meermalen geweest zijn, om de rust en tranquiliteit te herstellen en het Vaderland tot desselfs voorige bloey en luyster te brengen. Ik ben U. H. ten hoogsten verpligt voor desselfs aandenken aan mij en voor

de obligeante zeegenwensch aan mij gedaan. Soo lang ik leef, hetgeen niet lang meer kan weesen, dewijl ik reeds de tagtig jaaren gepasseert ben, zal ik gekleeft blijven aan U. H. en deszelfs Doorlugtigste Huys en deselve sentimenten aan mijne kinderen en kindskinderen inspireeren.

Hoe meer ik vernoomen heb van de propositien van den Heer De Rayneval [1]), hoe meer ik bevestigt ben in mijne gedagten, dat die geheel onaanneemelijk zijn. Ik weet niet of het Hof van Vrankrijk desselfs eige interest wel begrijpt, met de hand te leenen tot een Volksregeering, sooals het mij voorkomt desselfs intentie te zijn. Ten bewijse daarvan sende ik hierneevens copye van een geschrift, in 't hotel van Vrankrijk opgestelt en, soo mij verseekert is, door den Heer De Rayneval gezonden aan den Graaf De Vergennes, die hetzelve geadopteert soude hebben. Dit stuk is mij onder de hand gecommuniceert en heb ik reeden te gelooven dat hetselve egt is....

H. FAGEL.

Le système politique des puissances étrangères avec la République des Provinces-Unies dépend si évidemment de la manière dont son Gouvernement est constitué, qu'il est inutile de s'étendre en commentaires pour prouver cette vérité.

Quand on examine à fond la constitution Belgique, on la trouve si singulièrement combinée à tous les inconvénients de l'aristocratie, de la Monarchie et

[1]) Joseph M. Gérard de Rayneval. chef de bureau ou premier commis au ministère des affaires étrangères. Sur sa mission et ses propositions, de concert avec M. de Goertz. l'agent du roi de Prusse, voyez e. a. l'oeuvre déjà cité de H. de Peyster: Les troubles de Hollande etc., p. 180 sqq. Cf. les Ned. Jbb. 1787, p. 198 sqq.

de la démocratie, sans avoir aucun désavantage de ces trois formes. Tantôt la machine politique est asservie à la volonté despotique d'un Stadhouder, tantôt elle est en proye à la fougue d'une populace effrenée, tantôt elle est guidée par des collèges aristocrates vacillants et foibles, parce qu'étant tirés du peuple, ils n'ont pas une considération assés grande pour être respectés et, coupant toute la relation avec le peuple, ils manquent de pouvoir nécessaire pour s'attirer le respect.

L'Histoire de la République, depuis son origine jusqu'à présent, prouve la vérité de ces observations, ainsi la France en faisant fond sur l'ascendant qu'a pris dans ces derniers tems l'aristocratie sur le Stadhoudérat, dans l'idée qu'il règne dans des conseils aristocratiques un système peu sujet à changer, feroit une étrange méprise; en voici les raisons: le système opposé à celui du Stadhouder n'a encore pris un ascendant décidé que dans la Province de Hollande et l'on a vu là dans la dernière discussion, au sujet du commandement de La Haye, à quel fil léger tient ce nouveau système et cela malgré le ressentiment qui en doit rester à l'égard de la conduite du pouvoir exécutif dans la dernière guerre et malgré les dispositions de la Nation, dont la masse est évidemment opposée à tout ce qui pourroit faire prévaloir l'autorité Stadhoudérienne.

La ville d'Amsterdam est celle qui par son opulence a le plus d'influence dans la Hollande et par la Hollande dans tout le reste de la République. On n'a qu'à jetter les yeux sur le rôle qu'a joué le Grand conseil de cette ville dans ces dernières années pour sentir combien peu de fond il y a à faire sur son système. Il a été le premier à se soulever contre la cession de la Brigade Ecossaise à l'Angleterre, à in-

sister en faveur des convoys Militaires et à demander l'éloignement du Duc de Brunsvic, mais aussi a-t-il été le premier à voter pour une paix particulière avec l'Angleterre et pour l'acceptation de la médiation de la Russie; son amirauté, dont plusieurs Membres tiennent à sa régence, est fortement impliquée dans le complot qui a fait avorter l'expédition pour Brest, et il seroit inutile de citer d'autres traits plus récents. Cette mobilité de système n'est point étonnante, quand on considère que le conseil souverain des villes, et d'Amsterdam surtout, n'a qu'une autorité imaginaire; c'est des Bourgemaîtres, qui changent tous les ans, ou même du Président-Bourguemaître, qui change tous les trois mois, ou plutôt enfin de celui des Bourguemaîtres qui a un certain ascendant sur les autres par son génie, que partent tous les ordres qui dirigent la voix si importante de la ville dans l'assemblée des Etats. Et quand l'on pense que le Collège des Echevins anciens et nouveaux, dont sont tirés les Bourguemaîtres, contient un grand nombre d'Anglomanes et dépend en partie du Stadhouder qui élit les Echevins, on peut se faire une idée du système de cette ville pour l'avenir.

Le plan de réponse, conçu par les Députés des six Provinces aux Etats-Généraux pour les Rois de Prusse et d'Angleterre, montre d'un côté combien il reste encore de crédit et de partisans au Stadhouder; si jamais une telle résolution pouvoit passer dans les six provinces, elle équivaudroit à l'assujettissement de la souveraineté de ces six Provinces à la Prusse et à l'Angleterre.

En effet quel est le privilège le plus précieux d'un Souverain, si ce n'est le droit de faire chez lui telles réformes qu'il juge utiles et nécessaires au salut, au bien être, à la prospérité de son Pays?

Et s'il se trouve dans la forme actuelle du Stadhoudérat des réformes de cette nature à faire, comme il y en a évidemment, n'est ce pas se lier les mains? N'est ce pas engager la Souveraineté à une autre Puissance, que de lui promettre de ne jamais procéder à des pareilles réformes? Non seulement il y a des choses à rectifier dans la forme du Stadhoudérat pour le bien-être et la liberté des habitants, mais il en est surtout pour la solidité, la seureté et l'utilité de l'alliance Françoise. Quand on pense que la Maison Stadhoudérienne est dévoueé irrévocablement à l'Angeterre, que cette Maison est maîtresse de la Puissance législative dans les trois Provinces de Gueldre, d'Utrecht et d'Overijssel, par ce qu'on appelle les réglements de régence, qu'en outre elle a dans celle de Zélande et de Groningue des prérogatives, qui font presque toujours pénétrer la balance de son côté, on ne peut s'empêcher de convenir, d'après le tableau ci-dessus exposé de la ville d'Amsterdam, que l'alliance Françoise ne pose pas encore ici sur des bases bien solides.

La nation qui a senti tous les inconvénients funestes et l'influence Stadhoudérienne dans la dernière guerre, à travaillé a remonter jusqu'aux premières causes du mal. Et après des recherches fondées sur l'évidence, elle a cru l'avoir trouvé dans la mauvaise combinaison des trois pouvoirs, qui, bien distribués, formeroient au contraire le plus heureux et le plus libre des Gouvernements. Le pouvoir du Stadhouder doit être soumis à la Puissance législative des Etats et la Puissance législative des Etats réglée et soutenue par une influence régulière du peuple. C'est d'après ce grand principe qu'ont été formés les plans de réforme à substituer dans les Provinces d'Utrecht et d'Overijssel aux réglements despotiques du Stadhoudérat.

On n'a qu'à examiner le nouveau réglement d'Utregt, on conviendra de la sagesse avec laquelle il est combiné pour limiter et régler le Stadhoudérat, l'aristocratie et la démocratie, de manière à les diriger à faire tendre tous trois au bien commun, et si l'on objectoit les scènes de pure démocratie qu'offre actuellement la ville d'Utrecht, ce seroit perdre de vue que, pour rompre les obstacles qui s'opposent à l'établissement de la constitution nouvelle, il faut bien faire agir l'intervention immédiate du peuple, lequel n'attend que l'introduction décidée du nouveau réglement pour l'énoncer à un rolle qui commence déjà à le fatiguer. En effet la forme du nouveau conseil à Utrecht est tellement combinée, qu'il aura toute l'autorité du Gouvernement et que le peuple, qui en nomme les Membres, sera intéressé à soutenir son propre ouvrage. On y a, il est vrai, établi en outre un collége de tribuns, mais ces tribuns ne forment pas une nouvelle roue de la machine, puisqu'il ne leur est attribué aucune portion de ce qui appartient à la régence. Ils doivent former au contraire une barrière qui arrête tout choc entre le peuple et les Régens; et comme leur employ est simplement de veiller à l'observation exacte du nouveau réglement, à la gestion intègre des finances et de présenter des requêtes au nom du peuple, ils ne peuvent servir qu'à inspirer plus de sagesse et d'activité au conseil.

Il est vrai que l'idée de mieux combiner les trois pouvoirs ne s'est pas bornée aux Provinces soumises au joug des réglements Stadhoudériens. Cette fermentation a passée dans toutes les autres et je pense que c'est là une circonstance heureuse pour le système de la France. La République s'étant formée dans des tems de troubles et par le hazard, puisqu'on ne pensa à ériger un Gouvernement Républicain qu'après le

refus que firent la France et l'Angleterre d'en accepter la Souveraineté, il en est résulté que jamais il n'y a eu d'accord entre les Régens et le Peuple pour fixer les droits et les devoirs réciproques, les Régens ont sans cesse travaillé à se rendre indépendants du peuple, sans penser à conserver avec lui une relation qui les asseurât de son puissant concours dans des moments critiques, et le peuple, se croiant le maître puisqu'il n'a pas transportée la souveraineté à ses Régens et n'ayant aucun intérêt à les soutenir, a pris parti contre eux dans toutes les occasions critiques.

Et quand on considère que dans toutes les villes les bourgeois ont toujours formé des compagnies de milice, chargées de la garde Municipale, il n'est pas étonnant qu'ils ayent opéré presque toutes les révolutions.

Cependant la manière dont le peuple doit influer dans les Gouvernements n'étant pas déterminée, on sent les dangers auxquels expose une telle incertitude. Ainsi tant que cette incertitude durera, le système de la France ne sera jamais assuré, parce qu'il peut survenir mille circonstances favorables au rétablissement du crédit d'une Maison, qui compte encore tant de partisans et que, si le peuple, plus éclairé que jamais sur les principes des Gouvernemens, est trompé dans le voeu qu'il manifeste partout, il préférera l'influence d'un seul à une Oligarchie qu'il a toujours détestée.

Il importe d'autant plus de favoriser cette fermentation, que c'est le seul moyen de renverser le dispotisme Stadhoudérien dans les Provinces soumises au joug des réglemens, d'établir la constitution des autres Provinces sur une base solide et de poser enfin le système des Puissances Etrangères et de la France en particulier sur un fondement fixe et inébranlable.

Est-il étonnant, d'après ces observations, que les plus ardents partisans de la France ayent été précisément les plus zélés défenseurs des droits du Peuple? Nous ne citerons que les deux Capellen, les Hooft et les Beyma; et nous ajouterons que c'est avec ces Régens Galomanes qu'à été concerté le plan du rétablissement constitutionnel (grondwettige herstelling), qui fait tant de bruit.

Tous les Patriotes éclairés n'ont pu s'empêcher de voir, qu'on ne pourroit procéder à aucune réforme sans le concours du Peuple et qu'on ne pourroit déterminer le peuple à y concourir, à moins que de lui donner un intérêt à la chose, un intérêt précieux et permanent, qui l'engageât à jamais à faire cause commune avec ses Régents. Après avoir montré la nécessité de conserver la constitution fédérative entre les Provinces et républicaine dans chacune d'entre elles, ils ont montré que toute la question se réduisoit à substituer aux recommandations odieuses et illégales du Stadhouder ou d'un bourguemaître, les recommandations régulières et salutaires de la Bourgeoisie.

Aussi les partisans du Stadhouder ont-ils été les plus violents adversaires de cette réforme. Ils ont bien vu que si jamais il existoit un lieu d'Union entre la Bourgeoisie et les Régens, c'en étoit fait du despotisme Stadhoudérien.

Aussi pour entretenir une désunion, qui fait la base de ce despotisme, ont ils cherché à décréditer de toutes les manières le système d'une réforme constitutionelle, comme tendant à rendre le Stadhoudérat inutile.

On sait bien que, dans cette circonstance critique, il est de la politique de la France de ne se déclarer ouvertement pour aucun des trois partis, mais com-

me le rétablissement des droit réguliers du Peuple fait des progrès si vifs et si généraux, il nous semble qu'il n'est pas indifférent pour Elle qu'Elle passe au dehors pour la favoriser. Nous dirons plus encore et, comme il n'est pas impossible que ce parti triomphe à la fin, il pourroit être de la politique Françoise de s'avancer assez pour s'attacher inviolablement ce parti par l'idée qu'il devroit son triomphe à la France. Cela est d'autant plus facile que la masse de la Nation est dans les dispositions les plus favorables pour la France et que c'est à l'impulsion de cette masse qu'il faut attribuer le tromphe de ce système François dans ce dernier temps.

En général les Bourgeoisies en Hollande sont extrêmement prévenues contre ces dispositions de leurs Régences respectives.

Il y en a un grand nombre de Régens qui conviennent de la justice et de l'utilité du rétablissement d'une influence régulière du Peuple. Ils vont jusqu'à avouer que l'autorité des régens seroit bien alors plus grande et seroit moins exposé à être gênée et traversée par des requêtes impérieuses ou des mouvemens populaires, parce qu'alors le peuple auroit plus de confiance en ses Régens, mais la pluspart des Membres n'étant entrés dans les Régences que par les conventions illégales, qui n'y admettent que les enfants ou les alliés des Régens, sans égards aux qualités intellectuelles, n'ont pas assez de dicernement pour voir ces conséquences.

Ils craignent toujours de ne pouvoir plus faire entrer ceux de leurs Familles dans l'administration, dès qu'ils ne pourroient y admettre que des candidats présentés par le peuple. Cette différence de sentiments fait donc craindre que le voeu populaire n'éprouve encore de longues et de fortes oppositions. Et dans

cette longue lutte il est à craindre qu'il ne s'offre quelque occasion favorable au Stadhouder.

Et comme d'ailleurs ce n'est qu'au moien de cette fermentation populaire et par les confédérations, qu'elle a établies dans toute la République, qu'on peut espérer l'abolition si importante des réglemens Stadhoudériens dans les trois Provinces, ne pourroit on pas engager les Etats d'Hollande à une démarche décisive, qui avanceroit l'ouvrage de la réforme?

On pourroit y faire une proposition sur le plan suivant:

La République s'étant formée alors dans des temps de troubles où il a été impossible de déterminer par des codes positifs les devoirs et les droits respectifs des Régens et du Peuple, et cette incertitude ayant donné lieu à une défiance et à une mésintelligence, qui ont causé des luttes et chocs, qui plus d'une fois ont exposé l'existence même des Etats, et la fermentation actuelle étant de telle nature, que jamais l'occasion n'a été plus favorable pour rétablir d'une manière prudente et sage une harmonie et une Union, si hautement nécessaire aux opérations publiques, et comme d'ailleurs la constitution actuelle a pour base principale l'Union d'Utrecht, qui conserve à chaque Membre et district particulier ses droits, usages et privilèges respectifs —

en conséquence nous invitons les Régences et les Habitans de chaque ville, Membre et district particulier, à concerter ensemble la forme politique la plus analogue aux anciennes coutumes et aux principes essentiels d'une societé bien reglée, afin que, lorsque les arrangements auront été formés, les Etats puissent les régler et modifier sur la constitution essentielle de la Province et y donner la sanction nécessaire.

LETTRE MCXCVI.

Le prince d'Orange au prince régnant de Nassau Weilbourg[1]. *Réponse*[2].

—

Nimègue, ce 3 janvier 1787.

Monsieur.

Je suis pénétré de reconnoissance de la part qu'Elle veut bien prendre à ce qui me concerne et je serai charmé de l'entretenir sur la situation où nous nous trouvons. Je regarde comme une preuve de son amitié de ce qu'Elle veut bien entreprendre dans cette saison un voyage par des chemins affreux pour venir me parler, et je serai très aise qu'Elle amène avec Elle celui dont Elle fait mention. Je ne l'ai vu qu'une fois et dans une circonstance où j'étois fort embarrassé que répondre, vu la situation des affaires de la République. Les circonstances sont bien changées depuis ce tems là et je ne suis plus dans la situation où j'étois alors. J'ignore si Mr de Görtz restera encore longtemps ici pour que V. A. puisse l'y trouver encore. Je donnerai aujourd'hui ma lettre à son valet de chambre, qui pourra partir demain ou ce soir. Je prie V. A. de faire mes compliments à ma soeur et à ses enfans, ainsi qu'au Prince de Reus.

Je n'ai fait confidence qu'à la Princesse du dessein de V. A. de venir ici; Elle en a été fort charmée

[1]) *Minute autographe du prince.*

[2]) La correspondance des deux princes ne contient absolument rien qui ait rapport à la proposition du prince de Weilbourg ni à la personne qui pourrait servir d'intermédiaire, hormis les lettres du 30 Décembre 1786 et du 3 Janvier 1787. Cependant une lettre postérieure (du 22 Mai 1787) semble prouver qu'il s'agissait d'une intervention étrangère.

et me charge de bien des complimens pour Elle. Je connois sa discrétion et sa façon de penser sur les circonstances où nous sommes. Nous pensons tout à fait de même et nous agissons en tout de concert, ainsi je n'ai pas cru lui faire un mistère de ceci et c'est avec la plus sincère amitié et la plus parfaite considération que j'ai l'honneur d'être,

Monsieur . . . .

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE MCXCVII.

Le roi de Prusse au prince d'Orange. Recommandation de concessions.

Berlin, le 6 janvier 1787.

Monsieur.

Je suis bien sensible aux voeux que V. A. S. adresse au Ciel à ce renouvellement d'année pour ma prospérité et mon contentement. Ceux que je ne cesse de former pour Elle et sa Famille ne sont pas moins ardens, puisque personne ne souhaite plus que moi de voir bientôt rétablir la concorde et la tranquilité dans les affaires présentes qui la concerne, à quoi V. A. S. pourrait infiniment contribuer par quelque concession qui même ne pourroit être que momentanée et qui pour l'instant me paroissoit aussi nécessaires à ses vrais intérêts que non préjudiciable à sa considération . . . .

FRÉDÉRIC GUILLAUME.

LETTRE MCXCVIII.

Le roi d'Angleterre au prince d'Orange. Approbation de la conduite du prince [1]).

—

A St. James, ce 12 janvier 1787.

Mon cousin .... La conduite ferme que vous avez tenue dans la crise épineuse des affaires de la République a mérité mon approbation et ne peut qu'être applaudie de toute personne désintéressée. De mon côté j'offre des voeux les plus ardens au Tout Puissant pour qu'il vous comble, ainsi que toute votre Famille, de ses bénédictions les plus précieuses et je suis avec les sentiments de l'amitié et de l'affection les plus sincéres,

mon cousin,

votre bon cousin,

GEORGE R.

LETTRE MCXCIX.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Les résolutions injurieuses à l'égard du prince.

—

's Hage, den 16 January 1787.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

.... Soo U. H. konde zien 'tgeen in mijn harte omgaat, soude U. H. gewaar worden hoe treffend mij vallen de onaangename bejeegeningen, die U. H. dagelijks ontmoet en waarvan nog geen einde word gezien, en sulks van ondankbaare menschen; maar het is onmogelijk dat de saken op dien voet, soo als die nu staan, kunnen blijven of de Republicq moet 't onderste booven geraken en verlooren gaen, 'tgeen

[1]) En réponse à une lettre à l'occasion du nouvel an.

God verhoede. Mijne jaaren zijn hoog, soodat ik mij niet vleye spoedige verandering te zien, maar U. H. en deszelfs Familie zullen gewis den tijd nog beleeven waarin zij de eenige werktuigen zullen zijn, om het Vaderland te redden....

H. FAGEL.

LETTRE MCC.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Le résultat des conférences avec M. M. de Rayneval et Von Goertz.

—

Nijmeegen, den 29 January 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

.... De onderhandeling tusschen den Heere De Rayneval en de Heeren Grave Van Goertz en Van Thulemeier thans geëindigt zijnde, en ziende de hatelijke wijze, op welke voorgesteld word het afbreeken dier conferentien [1]), hebbe ik nodig geacht hetgeene daaromtrent plaatze heeft gehad te doen publiceeren; en deeze week zal zulks afgedrukt zijn.

Ik hebbe gemeent dat de decentie vorderde dat die stukken niet gepubliceert wierden vóór dat zij onder 't oog van H. Ho. Mog. waren gebracht en zende dezelve ten dien einde aan U.W.E.G., met eene ostensibele missive, met verzoek om daarvan openinge te doen, hetzij ter vergaderinge zelve, hetzij in het Buitenlandsche besogne, zooals U.W.E.G. het oorbaarst zal oordeelen [2]). Wij hebben alle deeze stukken in het Hollandsch doen overzetten, om dezelve met de origineele te doen drukken, opdat de gantsche Natie er van kan oordeelen. Zoo U.W.E.G. van deeze

[1]) Voyez Knuttel, Pamfletten, IV n°. 21486 sqq.

[2]) Voyez les Ned. Jbb. 1787, p. 200 sqq.

overzetting eene copie verlangd, verzoeke zulks te mogen weeten. Ik zal niet nalaten om dezelve aan U.W.E.G. te doen geworden of wel een gedrukt exemplaar, waar de overzetting naast het origineele is geplaatst. Voor het overige betuige ik met achting te zijn....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCI.

Le prince d'Orange au greffier Fagel[1]). *Même sujet.*

—

Nijmeegen, den 29 January 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

De quaedaertige en hatelijke wijze, op welke zich de schrijvers van eenige gepriviligeerde nieuwspapieren, zoowel als van andere weekbladen of tijdsgeschriften, zich veroorloovt hebben om af te schilderen het voorgevallene geduurende het aenweezen in de Republicq van den Heere De Rayneval, Staetsraet van Zijne Allerchristelijkste Maj[t], en deszelfs onderhandelingen met den Heere Grave van Goertz, Staets-Minister van Zijne Pruyssische Majesteit en van wegens Hoogstdezelve geaccrediteerd bij Hunne Hoog Mogende, en den Heere Baron Van Thulemeyer, Extra-ordinaris Envoyé en Minister-Plenipotentiaris van Hooggemelde Zijne Pruysische Majesteit bij Hunne Hoog Mogende, brengt mij in de noodsaekelijkheit om van het voorgevallene, voor zoo verre mij betreft, aen U.W.E.G. verslag te doen, met versoek om daervan aen Hunne Hoog Mogende, op zodanige wijze als U.W.E.G. oorbaerst zal oordeelen, openinge te geeven en aen Hoogstdezelve te communiceeren de nevensgaende

[1]) *Minute autographe du prince.*

copyen der stukken, welke daertoe relatief zijn, opdat Hunne Hoog Mogende van de waerheit der zaeken kunnen zijn geïnformeert. U.W.E.G. zal zich erinneren dat, toen Zijne thans regeerende Pruysische Majesteit den Troon beklommen heeft, Hoogstdezelve den Heere Grave Van Goertz bij Hunne Hoog Mogende heeft geaccrediteerd en bij deszelfs missive van credentie getoont heeft het aenbelang, hetwelke Hoogstdezelve nam in de omstandigheeden waerin de Republiq zich bevind en de dissentien, die aldaer ontstaen waeren, Hoogstgemelde Monarch, ten einde uit te werken dat de rust in deeze Republiq wierde hersteld, heeft daerover aen het Hof van Vrankrijk, welke uit hoofde der in den jaere 1785 met deezen Staet aengegaene allliantie eene zoo naeuwe betrekking tot dezelve heeft bekoomen, doen repræsenteeren het aenbelang, welke Hoogstdezelve nam in het welzijn deezer Landen, en hoezeer Hoogstdezelve verlangde dat middelen konden werden beraemt om te doen cesseeren de differenten, welke in de Republiq zijn gereezen en die niet dan ten nadeele van den Staet kunnen strekken, het voors. Hof teffens te doen verzoeken om te willen medewerken ten einde de ontstaene differenten konden worden getermineerd en de rust en goede verstandhouding, zoo hoog nodig voor het waere welzijn deezer Landen, konde worden hersteld. Het is om aen het verlangen van Zijne Pruyssische Maj^{t} te voldoen, dat de Heere De Rayneval door het Hof van Versailles na 's Hage gezonden is, om met den Heere Graeve Van Goertz in onderhandeling te treeden, om, zoo doenlijk, eene onderhandsche schikking te treffen, om daerdoor te faciliteeren het assopieeren der differenten en om te dienen tot een grondslag, waerop naderhant de herstellinge van de rust en eendracht hier te Lande konde worden gefundeert.

De zugt en ijver, met welke ik bezielt ben voor het welzijn van het Vaderland, dat niet zonder herstel van de goede verstandhouding en het vertrouwen onder diegeenen, welke tot de regeeringe deezer Landen participeeren, kan worden bevordert, zijn de eenige drijfveeren die mij gepermoveert hebben om mij in te laeten in deeze onderhandeling, in hoope dat zomwijlen daeruit zoude voortspruiten zodanige voorslaegen of propositien, welke aanleidinge konden geeven, dat de zoo ongelukkig gereezene verschillen en differenten tot een ieders genoegen wierden weggeruimt. Het is daerom dat ik niet geweigert hebbe om mij in te laeten en een antwoort te geeven op de voorslaegen van den Heere De Rayneval, met wien ik anders, als zijnde, zoo verre mij bewust, aen niemant hier te lande geaccrediteert, zwaerigheit soude gemaeckt hebben om mij daeromtrent in te laeten.

De Heere Graeve Van Goerts is, zoo als U.W.E.G. bewust is, in de eerste dagen van December hier gekoomen, om zoo aen de Princesse, mijne Gemalinne, als aen mij mede te deelen den inhoud van de brief, waervan copye hiernevens gaet onder N°. 1, welke de H[r] De Raineval aen hem gezonden had. Hij behelsde de voorwaerden, welke gem. Heer De Raineval (in een bijzonder billet) opgaf als het n o n p l u s u l t r a van hetgeen de Heer Ambassadeur van Vrankrijk en hij hadden kunnen verwerven van diegeenen, met welken zij gesprooken hadden. Sdaags na zijne aenkomst stelde gem. Heer Graeve aen mij ter hant het uittreksel uit voors. brief van den Heere De Raineval, van welk uittreksel ik eene copye hiernevens zende onder N°. 2, waerin hij Heer Graeve Van Goertz zich bepaeld heeft om die voorslaegen van den Heere De Raineval ter mijner kennisse te brengen, eenigsints gemodereert en zoo veel hij, zon-

der den zin der missive te veranderen, het konde doen, ontheeven van alle de onaengenaeme reflectien die zich daerin vinden.

Ik vermoede dat zijn H.W.G., alvoorens uit den Haege te vertrekken, met den Heere De Raineval zal zijn overeengekomen om op die wijze te handelen, indien hij zulks dienstig oordeelde tot bevorderinge van de goede uitslag der onderhandeling.

Den 20 December stelde mij de Heer Graef Van Goertz ter hant den tweede brief van den Heere De Rayneval, van welke ik hiernevens copye zende sub N°. 3, en welke Z.H.W.G. toen pas van hem ontvangen hadde.

Het blijkt uit deszelfs inhoud dat dezelve tot antwoort dient op een brief, welke de Heer Graeve Van Goertz aen hem geschreeven had en waerin hij hem niet ontveinst hadde de in veelen opzichte onoverkomelijke zwaerigheden, welke het ontwerp ontmoette, dat men mij wilde doen aenneemen en onderschrijven.

De Princesse, mijne Gemalinne, heeft toen op zich genomen om, door het schrijven van eene missive aen den Heere Graeve Van Goertz, het kort begrip te geeven van de voornaemste bedenkingen tot welke de voorstellen van den Heere de Raineval aenleiding hadden gegeeven en die het onderwerp gemaekt hadden van de gesprekken tusschen ons en voorgem. Heer Grave Van Goertz, en verzogt hem den inhoud dier missive, waervan copye hiernevens gaet sub N°. 4, aen den Heere De Raineval te doen toekomen. Deze laetste vergenoegde zich met aen den Heere Graeve Van Goertz tot antwoort te geeven de brief, waervan copye hiernevens gaet sub N°. 5.

Wij vernaemen met leedwezen dat de Hr Raineval ons antwoort aenzag als eene afbreekinge der

onderhandeling, doch weinige dagen daerna vleyden wij ons dat er nog een middel zoude gevonden worden om zich te verstaen op eenen billiken en redelijken grondslag van onderhandelingen, welke tot het herstel van de kalmte en rust in de Republicq konde aenleidinge geeven, den inhout van een billet van den Heere De Rayneval aan den Heere Baron Van Thulemeyer, welke laetstgemelde aen den Heere Graeve Van Goertz hadde gecommuniceert, verleevendigende deeze onze hoop. Wij aerzelden niet met ons verder te verklaeren in een note, waervan hiernevens copie gaet onder N°. 6, welke wij aen den Heere Graeve Van Goertz ter hant stelden, 'sdaegs nadat wij van den Heere Baron Van Thulemeyer het bericht ontvangen hadden van een gesprek, hetwelke hij nog kortelings met den Heere De Rayneval hadde gehad en waerin gem. Heere De Rayneval zijn verlangen hadde te kennen gegeeven dat men hem een grondslag bezorgde om de onderhandeling voort te zetten, en het was ingevolge van dit gesprek dat hij aen gem. Heere Baron Van Thulemeyer het bovengemelde billet geschreeven heeft.

De Heer Graeve van Goerts zond die nota aen den Heere Baron van Thulemeyer om ze aen den Heere De Raineval ter hant te stellen, doch dezelve heeft geen voordeeliger uitslag gehad dan de bovengemelde missive van de Princesse; de Heere De Rayneval heeft niet goedgevonden het minste antwoort er op te geeven: hij heeft zich bij den Heer v. Thulemeyer beroepen op de bevelen in dien tusschentijd van zijn Hof ontvangen, die hem verplichteden om terstond te vertrekken, en hij heeft, zooals U.W.E.G. bewust is, in het midden van deeze maent den Haege werkelijk verlaeten.

Niets zal mij aangenaemer zijn dan te mogen

ondervinden dat Hunne Hoog Mogende niet misprijzen het gedrag, door mij in deezen gehouden.

Ik neeme deeze gelegenheit waer om te verklaeren dat ik altoos met allen ijver zal ter hand neemen alle bekwaeme middelen, die met mijn eer en met de trouwe, die ik aen den Lande geswooren hebbe, overeenkomstig zijn, om de beroerten en twisten te doen ophouden, welke in het lieve Vaderlant zedert eenigen tyd ontstaen zijn, en dat ik niet anders verlange dan bij alle gelegenheeden ter bevorderinge van het waere welzijn en maintien der Vrijheit, Godsdienst en onafhankelijkheit van den Staet te kunnen medewerken, al waere het ten koste van goed en bloet. Waermede blijve met achting....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Même sujet.

Nijmegen, den 30 January 1787.

WelEdelGestrenge Heer.

Mij refereerende aen mijne missives van gisteren, kan ik niet afzijn U.W.E.G. te melden dat bij zommige wel geintentioneerde in 's Hage eenige bedenking valt omtrent de communicatie van de negotiatie van den Heere De Rayneval aen Hunne Hoog Mogende. Ik vinde daerin voor mij zelve die zwarigheit niet, en de Princesse en andere, waermede ik gesprooken hebbe, oordeelen dat deeze communicatie convenabel is en wel vóór dat die stukken met den druk worden gemeen gemaakt. Doch U.W.E.G. heeft gelegenheit om met verscheide wel geintentioneerde te spreeken in 's Hage en dus kan U.W.E.G. zelfs oordeelen van het effect, dat de communicatie zal kunnen doen. Zoo

U.W.E.G. dus eenige bedenking vonde in de communicatie, verzoeke ik U.W.E.G. mij zulks hoe eer hoe beeter te schrijven. Ik zal niet nalaeten om alsdan daerop ten spoedigste te antwoorden, doch zoo U.W.E.G. geen nader antwoort van mij ontvangt, verzoeke ik U.W.E.G. om uiterlijk Vrijdag de communicatie dier stukken te doen en om het terrain te prepareeren, ten einde voor te koomen de eene of andere verkeerde resolutie, welke anders zomwijlen op deeze communicatie zoude kunnen genomen worden. Ik denke dat de Provintien ze alle zullen overnemen.

Voor het overige blijve met achting....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCIII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Les événements en Overijsel.

Nijmeegen, den 4 February 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik approbeere ten volle het gebruik, dat U.W.E.G. van mijne missive heeft gemaakt. De stukken, die ik U.W.E.G. gezonden hebbe, zullen Woensdag afgedrukt zijn. Ik zal niet nalaten alsdan U.W.E.G. eenige Exemplaaren daarvan te doen toekomen; dezelve worden gedrukt in 't Fransch met eene overzetting in het Nederduitsch daarneevens....

In Overijssel neemen de zaaken een zeer quaede keer. Ik geloove dat U.W.E.G. met mij zal vinden dat de Heer Rouse een verlies is voor de Vergadering van H. Ho Mog [1]). Zoo er geene onverwagte evenementen

[1]) Le 25 Janvier le parti triomphant à Zwolle avait réussi à changer le magistrat. M. Lucas Rouse ayant perdu sa place avec six autres, abandonna celle qu'il occupait depuis longtemps au collége des Etats-Généraux.

gebeuren, zie ik niet hoe de zaaken zig kunnen redresseeren. Ik denke dat U.W.E.G. niet zeer gestigt zal zijn van de propositie van Haarlem van voorleede Dinsdag; zoo de Heer de Vergennes koomt te overlijden, kan zulks eene groote verandering in de zaken veroorzaecken. Ik hoope niet dat de Hertog de la Vauguion hem zal remplaceeren; wij zouden aan die ruiling niet winnen. Ik ben benieuwt wat of de vergadering der Notabelen zal opleeveren en wat of uit de entrevue te Cherson gebooren zal worden. Voor het overige blijve met achting....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCIV.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Même sujet.

—

'S Hage, den 6 February 1787.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

....Ik kan niet nalaten aan U.H. te betuigen dat het mij zeer aangenaam is, dat U.H. geapprobeert heeft het gebruik, dat ik gemaakt heb van desselfs missive, met de stukken daarbij gevoegt. De H^n Gedeputeerden van alle Provincien hebben daarvan copye versogt, die haar reeds voorleeden Saterdag zijn gegeeven. Ik ben verseekert dat, als die bekent zullen worden, die niet als een goed effect zullen doen. Van de Provincie van Overijssel verwagt ik niets goeds, en het doet mij zeer leed dat wij Rouse zullen missen, hoewel ik, in zijn plaats zijnde, sessie soude behouden, tot dat ik door een formeele resolutie van de Staten gerappelleert wierd. Van de andere Provincien heb ik beeter opinie. De associatie in Zeeland om de tegenwoordige constitutie, soo als die twee hondert

jaaren bestaan heeft, te mainteneeren, vind een algemeene approbatie en soude wel aanleiding kunnen geeven, dat een diergelijke associatie in Holland en andere Provincien wierd gemaakt. Soo dit niet geschied en dat de propositie van Haerlem [1]) van voorleeden Dingsdag doorgaat, reeken ik de Republicq soo goed als verlooren, terwijl alles alsdan in de uyterste confusie en verwarring zal geraken . . . .

H. FAGEL.

LETTRE MCCV.

Le prince d'Orange au roi de la Grande Bretagne [2]). *Réponse.*

Nimègue, ce 7 Février 1787.

Sire

V. M. ayant daigné me témoigner qu'Elle approuvoit la conduite que j'ai tenue au sujet de la négociation qui a eu lieu entre le Comte de Goerts et Mr de Rayneval, je prends la liberté de mettre sous ses yeux un exemplaire de pièces relatives à cette négociation, que j'ai cru nécessaire de faire publier, afin de mettre toute personne impartiale à même de juger si les imputations d'opiniâtreté, qu'on a trouvé bon de répandre contre moi dans les gazettes et autres papiers publics de ce Pais, étoient fondées ou non, et si conformément à ce que mon serment envers l'Etat, mon honneur et mon devoir exigeoient de moi,

[1]) La proposition (du 30 Janvier) tendait à examiner les „bornes du pouvoir tant de stadhouder que de capitaine-général" et la nomination d'une commission qui s'occuperait de la „souveraineté du peuple". Voyez les Ned. Jbb. 1787, p. 22 sqq. La commission fut en effet constituée: Voyez o.c. p. 205.

[2]) *Minute autographe du prince.*

je pouvois accepter les conditions qu'on a voulu me prescrire. J'ose me flatter, connoissant les bontés de Votre Majesté pour moi, qu'Elle ne prendra pas en en mauvaise part la liberté que je prends.

Je saisis cette occasion pour me recommander moi et les miens à la continuation de la bienveillance de V. M. et c'est avec le plus profond respect que j'ai l'honneur d'être, Sire, ...

W. PR. V. ORANJE.

LETTRE MCCVI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire Van de Spiegel. Désordres à Goes.

Nijmegen, den 8 February 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik heb U.W.E.G. missive van den 2 deezer wel ontvangen. Het doet mij leed dat er desordres te Goes hebben plaetze gehad door een blinde en verkeerden ijver van anders weldenkende lieden. Dit zal veel geschreeuw veroorzaken en misschien nadeelig zijn voor de goede zaak. Ik approbeere ten vollen het andwoord, dat Heeren Gecommitteerde Raden aan de stad van Goes gegeeven hebben, en denke dat men niet moet koomen tot het doen marcheeren van trouppes dan in de uitterste noodzakelijkheid en wanneer alle andere middelen, om de rust te herstellen, ontbreeken ....

Ik zende zes exemplaaren van de stukken relatief tot de negotiatie van den H[r] De Rayneval en hoope dat U.W.E.G. zal goedkeuren de door ons gegeevene andwoorden op de onaannemelijke voorwaarden, welke dien Heer ons voorgesteldt heeft.

Ik neeme deeze geleegenheid waar om U.W.E.G. te verzeekeren van de agting, met welke ik steeds verblijve ....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCVII.

L'ex-bourgmestre Rendorp au prince d'Orange. Les malheurs de la patrie.

Amsterdam, ce 9 février 1787.

Monseigneur.

.... Je suis persuadé que le coeur de V. A. S. saigne de tous les malheurs qui accable notre malheureuse patrie. Je ne vois que Dieu seul qui puisse la tirer d'affaire; encore faut-il que ce secours soit promt. Je remercie Dieu qu'après une année de régence la plus onéreuse, je suis devenu simple spectateur, mais la part que j'y prends n'est pas moins grande et ma sensibilité n'est pas diminuée. Espérons pourtant que ce Dieu, qui si manifestement protège ce pays depuis tant d'années, ne souffrira que des écervelés, des fanatiques, tant de bonne que de mauvaise foi, le perdent entièrement. Espérons que tôt ou tard les méchants seront punis ou du moins déconcertés et les bons rendus à une situation tranquile et paisible, où ils pourront oublier leurs peines et leurs tribulations ....

RENDORP.

LETTRE MCCVIII.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Les nouvelles lettres du comte de Goertz. Le titre de „prince de Nassau".

's Hage, den 16 February 1787.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

.... De Heer Van Blitterswijk heeft in het besogne een remarque gemaakt op de note van den H^r^ De Verac, waarin U. H. genoemt word Mr Prince de Nassau ('t geen niet convenieert), welke remarque door de meeste Heeren, behalven die van Holland, gegouteert is, en ben ik dus gechargeert om den Marquis De Verac sulks onder het oog te houden. Ik ben vervolgens geweest bij den Ambassadeur van Vrankrijk, welken ik voor sijn communicatie bedankt heb en teffens in bedenken heb gegeeven of hij in plaats van de woorden in zijne note M^r^ le Prince de Nassau niet soude willen zetten le Prince Stadhouder, soo als Monsr De Rayneval altoos gedaan heeft. Hij scheen in het eerst daartoe niet ongeneegen, maar seyde dat hij die note, soo als die was, uit Vrankrijk had ontfangen en dus geen letter verandering daarin dorst maken. Hetgeen mij het meeste genoegen uit deese nieuwe communicatie heeft gegeeven, is dat, wanneer men deese twee nieuwe brieven van den Heere Graaf Van Goerts zal leesen [1]), gemen daarin een volkomener justificatie van het gedrag van U. H. zal vinden, ten aansien van het gepasseerde in Gelderland, als hetgeen in de missiven, door U. H. gecommuniceert, sal ontwaar worden, soodat ik niet kan begrijpen wat de reeden is van deese démarche van Vrankrijk [2]) .... H. FAGEL.

[1]) Voyez les Ned. Jbb. 1787, p. 202.

[2]) Les „nouvelles lettres" furent présentées à L. H. P. par l'ambassadeur Français M. de Vérac par ordre de son gouvernement.

LETTRE MCCIX.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. L'intention de placer les troupes du Rhingrave en garnison à La Haye.

—

Nijmeegen, den 24 February 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

.... Men kan noch niet voorzien tot welke extremiteiten de zaaken zullen koomen, maar ik beginne hoe langs hoe meer te gelooven dat de zoogenaamde Patriotten de zaaken in het wilde willen hebben. Ik hoope maar dat men het corps van de Rhijngrave uit Den Haage houden zal; zoo hetzelve daar komt, is er niemant zeeker, bijzonder zoo de H^r Rhijngrave als oudste collonel het guarnizoen commandeert, want dien Heer is capabel tot alles.

Ik ben benieuwt om te verneemen wat of de doot van den Heere De Vergennes zal veroorzaaken en of hierdoor een changement van systhema bij het Fransch Hof zal veroorzaakt worden.

Wijders kan ik U.W.E G. melden dat binnen korten de missives van den Heere Van Goertz en Van Thulemeyer met de note verbaele van den Heere De Verac en mijne missive aan U.W.E.G. zullen worden gedrukt, met derzelver overzettingen en een kort voorbericht.

Voor het overige danke ik voor de toegezondene stukken en blijve met achting, ...

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCX.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Réponse.

—

's Hage, den 26 February 1787.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Uit U. H^ds^ zeer geëerde missive van den 24 deeser heb ik met veel genoegen gezien, dat U. H. voorneemens is de missives van den H^r^ Van Goerts en Van Thulemeyer, met de note verbale van den Heer DeVerac en U. H^ds^ missive aan mij, als een supplement van de voorige, te laten drukken. Deselve beginnen reeds publicq te worden door de Couranten. Een ieder, die deselve leest, is verwondert hoe dat de Heer De Verac heeft kunnen goedvinden die stukken te communiceeren, dewijl die ten eenemael strekken tot justificatie van U. H., en de term van demi confidence verdwijnt ten eenemael door de missive van U. H.

Op morgen is de dag dat in Holland gedecideert zal worden of het Corps van de Rhijngraef in Den Haag zal komen [1]). Soo dit gebeurt, zal het grootste gedeelte van de Haagsche burgerije zeer onvergenoegt zijn en niet minder zal 't Regiment guardes zig deswegens beklagen. Den Haag te regeeren en te dwingen door agt compagnien Hussaren is iets vreemds en ongehoort en gelijkt na een soort van tyrannye. Egter schijnt het dat de soogenaamde Patriotten alles tot op het uytersten zullen pousseeren en de saaken liever in het wilde laten loopen als bijtijds bedagt zijn op middelen van conciliatie, maar of zij hunne reeke-

[1]) Le résultat de la discussion sur la proposition (de Harlem) de renforcer la garnison de La Haye par le corps de Salm, qui donna lieu à de sérieuses querelles, fut qu'une majorité de dix voix se déclara contre. Voir les Ned. Jbb. 1787, p. 230.

ning daarbij zullen vinden, zal de tijd leeren. Gelderland en Zeeland houden zig wel; Vriesland niet minder, waarvan blijken zijn de hiernevens gaande resolutien. Alleen had ik gewenscht dat die op 't subject van de promotie van den Prins Van Waldek wat anders was geweest. Konde Stad en Lande, die doorgaans Vriesland plagten te volgen, wat in een ander spoor gebragt worden, dan soude men misschien in Holland, daar het thans verdeeld is, beginnen om te zien.

Uit Vrankrijk is met de laaste post niets ingekomen. Men gelooft in 't gemeen dat de dood van den Heer De Vergennes geen verandering in het systema zal te weeg brengen en men meent dat de nieuwe Minister de Maximes van zijn Predecesseur zal volgen....

H. FAGEL.

LETTRE MCCXI.

Le prince d'Orange au comte de Goertz. Les lettres publiées par le gouvernement Français.

Nimègue, ce 16 Mars 1787.

Monsieur.

Je me trouve en bonne possession de votre lettre du deux de ce mois. Je vous suis fort obligé des voeux que vous voulez bien faire pour moi à l'occasion du jour anniversaire de ma naissance. Dieu veuille que, quand cette journée reviendra, nous ne voyons plus prendre des précautions, comme si on craignoit une seconde Saint Bartholemi ou des vespers Siciliennes. Puissé-je voir le calme et la tranquilité renaître dans ma Patrie et que les factions intestines cessent de décliner le malheureux Pais....

Je saisis cette occasion pour vous témoigner ma juste et sincère reconnoissance pour toutes les peines que vous avez prises pour le maintien de mes justes droits. Il est impossible de mettre plus de zèle et d'activité que vous avez fait pour réussir dans la mission dont vous avez été chargé, et s'il y avoit eu de la part des prétendus patriottes un désir sincère de conciliation, votre mission auroit certainement fructifié. Je n'avois pas vu les deux lettres, que la cour de France a trouvé bon de faire remettre aux Etats-Généraux [1]), mais certainement si j'en avois eu copie et que vous eussiez consenti à leur publication, je n'aurois pas balancé un instant à les donner au public, et c'étoit mon intérêt qu'elles fussent connues de l'Etat et de l'Europe entière. Je n'ai pas pu comprendre le but du mémoire qui a accompagné ces pièces et dans lequel on me reproche d'avoir fait une demie confidence à l'Etat. Au reste soyez assuré que c'est avec la considération la plus distinguée que je suis,

Monsieur . . . .

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCXII.

Le prince d'Orange au baron De Reede à Berlin. Nouvelles preuves que la situation s'empire.

—

Nimègue, ce 16 Mars 1787.

Monsieur.

. . . . La Haye est à présent comme une place de guerre. On prétend qu'on va former un cordon dans les villages d'alentour et que l'on prend des précau-

[1]) Voyez le numéro 1208.

tions pour pouvoir lever les ponts levis. La ville de Heusden fait le second rolle de Hattem et Elburg [1]). Je suis curieux d'apprendre ce que les Etats d'Hollande feront sans se donner un soufflet à eux-mêmes après ce qui s'est passé en Septembre dernier; ils ne peuvent employer des troupes contre cette ville, et s'ils ne le font pas, leur souveraineté est perdue: je crois qu'ils en doivent en être embarrassés. Que devient notre Patrie et n'est-il pas déplorable que les intrigues de quelques factieux ont pu la mener à un tel degré de confusion. Dieu veuille que tout se rétablisse et que le Pais n'en souffre point des pertes dont il ne pourroit jamais se remettre, telles que le discrédit du commerce, le départ des principaux négotians pour des Pais étrangers, ce qui entraineroit la perte totale du négoce et la ruine de l'Etat.... Au reste soyez assuré que je serai toujours avec une vraie considération, Monsieur,

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE MCCXIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire Van de Spiegel. La questions des „patentes" à Goes.

—

Nijmeegen, den 19 Maart 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

.... Het voorgevallene bij Heeren Gecommitteerde Raaden omtrent de Patenten tot veranderingen van het guarnizoen van Goes, is een bewijs hoe nadeelig de attaches kunnen zijn zoo ras als zij een point van deliberatie kunnen worden en dat zij niet per se

[1]) On trouvera les détails du mouvement révolutionnaire à Heusden dans les Ned. Jbb. 1787, p. 1035 qq. et 307 sqq.

moeten worden verleend op zigt der Patenten; in tijd van oorlog bijzonder kunnen daaruit de schroomelijkste gevolgen voor het behoud van het Vaderland en van al het geene dierbaar in hetzelve is, voortspruiten. Het doet mij leed dat U.W.E.G. daarover zoo veele onaangenaamheeden heeft. Tot bewijs hoezeer het Poinct der Patenten in de war is, kan dienen het voorgevallene te Veere en Vlissingen omtrent de Patenten van Heeren Gecommitteerde Raaden, die maar ten halve zijn gerespecteerd. Ieder Stadt begint nù te gelooven dat de militie, aldaar zijnde, haar militie is, en dat daarvan zonder hunne permissie geen gebruik mag worden gemaakt. Van ouds wierd zulks anders begreepen en tweemaal hebben de Heeren Staaten van Zeeland ondervonden hoe volvaardig ik was aan derzelver requisitien te voldoen en hun, tot herstel der geschonde rust, troupes te bezorgen, hetgeen thans in het geheel buiten mijn magt zoude zijn, al was het dat er het eminenste gevaar was, naar dien de troupes nu niet meer oordeelen verplicht te zijn aan mijne patenten te gehoorzaamen, maar, alvoorens te kunnen marcheeren, gemunieert te moeten zijn van attaches of consenten om te mogen marcheeren, waardoor mijne patenten sedert eenigen tijd meestendeels infructuus worden gemaakt. Vóór het jaar 1783 was hieromtrent geen bedenken, en zoo er attaches verleent wierden bij sommige Provintien, wierde het alleen als eene formaliteit geconsidereert en geoordeelt dat de decentie vorderde, dat men wist welke troupes in, uit of door de provintie passeerde, en dat daarom de patenten vertoont wierden, maar niet dat het een poinct van deliberatie moest zijn of aan de troupes toegelaten zoude worden om de aan haar verleende patenten te gehoorzaamen. Ik vreeze dat het aanneemen van het Regiment Wurtembergsche

troupes in Zeeland, buiten kennisse van H. Ho. Mog., van nadeelige gevolge zal kunnen zijn, en zende U.W.E.G. hierneevens, onder cachet volant, eene missive aan den Collonel De Jacobi, commandeur van Vlissingen, daartoe relatief. Ik geloove dat geene Provintie, strict genomen, bevoegt is, om vreemde troupes binnen derzelver Territoir, zonder toestemming van H. Ho. Mog., als representeerende de gezamentlijke Bondgenooten, te admitteeren, en het is daarom dat ik geene ordres hieromtrent aan den Commandeur van Vlissingen hebbe kunnen geeven, jae zelfs zoude ik zulks niet kunnen doen, mijns bedunkens, op requisitie der Heeren Staaten van Zeeland, zonder daarvan aan H. Ho. Mog. te hebben kennisse gegeeven en derzelver agreatie daarop te hebben verkreegen, en ik geeve nog aan U.W.E.G. in bedenken of het niet nodig zoude zijn, om ter Generaliteit eene propositie te laten doen, ten einde ik wierde verzogt om de nodige orders te geeven, dat te Vlissingen konde worden ontvangen een regiment troupes van den Heere Hertogh van Wurtemberg, welke door denzelve aan de Comp: zijn gecedeert, of wel dat de Kamer Zeeland daarover aan H. Ho. Mog. schreef. Eene der motiven, die mij zulks met des te meerder ijver doet verlangen, is, dat er tijdingen zijn, als of een gedeelte der Fransche armee naar Bretagne marcheert, ten einde aldaar ingescheept te worden en getransporteerd naar deeze Republicq. Indien Zeeland, al was het maar één battaillon vreemde troupes admitteerd, buiten kennisse van derzelver meede-bondgenooten, zoo kan zij niets zeggen, indien Holland op dezelve wijze eenige duyzend Fransche admitteerd. Ik verzoeke U.W.E.G. zulks wel te willen overweegen en te handelen zoo als zal oordeelen te behooren. Het kan zijn dat de bovengemelde tijding voorbaarig is, doch zij

koomt mij van meer als eene kant en derhalve oordeele ik, dat zij niet volkoomen te verwerpen is. Ik denke dat het de moeite waardig is, dat men zig er op informeere en geeve U.W.E.G. in bedenken of het niet doenlijk zonde zijn één of meer persoonen van vertrouwen op coopvaarders naar Nantes, Saint Malo of Brest te doen zeilen, om te zien of de tijding van de marsch van de troupes naar Bretagne gefundeert is of niet, en ik geloove dat, zoo zij gefundeert is, men wel zal doen van in Zeeland op zijn hoede te zijn en de noodige pracautien te neemen, om niet gesupreneert te worden. Waarmede blijve met achting....

W. PR. V. ORANGE.

Ingevalle het regiment al te Vlissingen is, vervalt hetgeene ik voorgedraagen hebbe, maar zoo het er nog niet is, geloove ik dat eene démarche ter Generaliteit allernuttigst zoude zijn en dat zulks ook Constitutioneel is.

LETTRE MCCXIV.

Le conseiller-pensionnaire Van de Spiegel au prince d'Orange. Quelques signes d'un changement favorable.

Middelburg, den 23 Maart 1787.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst en Heer.

....Ydere dag verschaft nieuwe desagrementen van diergelijken aart en men vindt altoos meerder menschen die moeilijkheden maaken als die moeilijkheden wegruimen; anderzins, over het algemeen genomen, gaan de zaaken niet agterwaards. Buiten Zierikzee zijn de burgersocieteiten, van den nieuwen smaak, overal gedissolveerd; het Vaderlands Fonds is te

Middelburg opgeschort en de penningen bij provisie geseponeerd; in diezelve stad is het exercitie-genootschap, *qua talis*, mede gedissolveerd en, voor zoo verre zij prætendeeren *als schutters* bijeen te mogen blijven, zijn hunne previlegien gerequireerd over te brengen, welke niet veel in hebben. De Burgerij en de Gemeente blijft wel gedisponeerd.

Ik heb de eer te zijn....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

LETTRE MCCXV.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Dangers de la guerre imminente entre la Russie et la Porte.

—

Nijmeegen, den 3 April 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

De missives, die U.W.E.G. mij gisteren gezonden heeft, zijn alle aanmerkingswaardig, bijzonder die van den Heer Van Haaften [1]). Zoo den oorlog doorgaat, zal Vrankrijk trachten de Republicq er in te wikkelen en dan zal de Republicq te gelijk te doen hebben met Rusland en de Keyzer en misschien met Engeland. Hoe zij zich daaruit redden zal, zal de tijd leeren. God geeve het beste. U.W.E.G. zal, denke ik, wel gesticht zijn van de secreete brieven. Ik hebbe er wederom twee gekreegen, waaruit blijkt dat Vrankrijk werkt om niet alleen het Stadhouderschap, maar de geheele regeeringsform te culbuteeren.

[1]) Le nouvel ambassadeur à Vienne R. baron Van Haeften, seigneur d'Ophemert c. a.

Het schijnt dat men gedecideert is om de zaak van Brest tot het uiterste te pousseeren [1]).

Ik geloove dat U.W.E.G. met mij de Hr van Noordwijk [2]) regretteerd....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCXVI.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Réponse.

's Hage, den 5 April 1787.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Ter beantwoording van U. Hds zeer geëerde missive van den 3n deeser, waarvoor mijne dankzegging betuige, moet ik de eer hebben te zeggen, dat ik mij nog niet kan verbeelden, dat het tot een oorlog tusschen Rusland en de Porte zal uitbersten, schoon de uiterlijke apparentien sulks doen vreesen. Vrankrijk zal, in haare tegenwoordige omstandigheeden, een oorlog tragten voor te komen en heeft te veel influentie op de Porte, om dat Hof niet tot reede te brengen. De influentie van Vrankrijk op de meeste Hoven in Europa is niet wel teegen te spreeken. Hoe ver die gaat in onse Republicq, ziet een ieder dagelijks en de secreete brieven wijsen het uit. Ging het maar niet soo ver, dat men niet alleen het Stadhouderschap, maar ook de geheele Regeeringsform sogt te culbuteeren. En dat dit het plan is, kan opge-

[1]) Depuis deux années cette affaire, qui datait de 1783, traînait; au commercement de 1787 on l'entamait de nouveau et procéda à la poursuite de M. de Bylandt c. a.

[2]) Le baron Wigbold Theodore van der Does, seigneur de Noordwijk c. a., mourut le 30 Mars à l'âge de 60 ans.

maakt worden uit een geschrift, 'tgeen in November van 't voorleeden jaar alhier in 't hôtel van Vrankrijk geconcipieert en met een courier na Vrankrijk gesonden is, en waarvan de copye hierneevens gaat, en uit hetgeen men alhier dagelijks ziet gebeuren. Of het Hof van Vrankrijk op den duur haar reekening daarbij zal vinden, zal de tijd leeren. De partije, die hier thans alles bestiert, zal de zaak van Brest seekerlijk tot het uiterste pousseeren, maar ik weet niet waarop het uit zal komen, of het moest zijn om den armen Hartsink te vervolgen.

Het verlies, 'tgeen wij gedaan hebben van den Heer van Noordwijk, en dat wel soo schielijk, heeft mij waarlijk getroffen. Zijn Hoog Ed. was seekerlijk een trouw dienaer van U. H. en heeft mij altijd met zijn vertrouwen vereert....

H. FAGEL.

LETTRE MCCXVII.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. L'intention de terminer les querelles dans la province d'Utrecht au moyen d'une médiation.

's Hage, den 24 April 1787.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

Deese morgen is bij H. Ho. Mog. ingekomen een missive van den Raad van State om te representeeren de hooge noodsaakelijkheid van de geschillen, in Utrecht ontstaan, door een mediatie te termineeren [1]), waartoe een exempel bijbrengen, bij die geleegenheid uitwijdende over alle de inconstitutioneele nieuwigheeden, seedert eenigen tijd ingevoert, van welke

[1]) On trouvera le texte de cette missive dans les Ned. Jbb., 1787, p. 663 sqq.

missive ik de eer heb een copye hierneevens te zenden. Ik twijfel of die goprofluecrt is uit de pen van een van de Ministers van den Raad, maar hoe het zij, deselve houd niet in als waarheid en sal gezonden worden aan de Staten van de respective Provincien, maar wat kan zulks alles baaten? De Staten van Holland zijn thans geen Souverain meer. Het gepasseerde te Amsterdam en seedert te Rotterdam, toont klaar genoeg aan dat onse Constitutie, die twee hondert jaaren gestaan heeft, thans is verandert, en in plaats van sig aan de Staten te addresseeren, dunkt mij dat men behoorde aan de Krijgsraden en Geconstitueerden van de borgerijen addres te maken. Wat dit alles zal worden, is nog niet te voorzien, maar ik vrees zeer voor de gevolgen van deese nieuwe Constitutie ....

H. FAGEL.

LETTRE MCCXVIII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. L'élection de magistrats à Rotterdam. L'assemblée des notables à Paris.

—

WelEdeleGestrenge Heere.

.... Het schijnt dat er iets in de lucht is, dat de hoofden op hol brengt. Ik ben zeer benieuwt te verneemen hoe of het heeden en morgen ter Vergadering van Holland zal afloopen, bijzonder omtrent de Magistraats-bestellinge van Rotterdam; het gebeurde aldaar is ongehoort. God geeve dat die beroertens eens mogen ophouden en dat de rust hersteld moge worden. De tijdingen uit Brussel zijn zeer merkwaardig: Solatium miseris est socios habere malorum. Het gaet daar zoo als bij Ons, en waarschijnlijk

zullen onder de Heeren notables ook grondwettige herstellers in Vrankrijk gevonden worden [1]). Voor het overige betuige ik met achting te verblijven, ...

Nijmeegen, den 26 April 1787.

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCXIX.

Le prince d'Orange au roi d'Angleterre [2]). *Besoin de la protection du roi.*

—

Nimèque, ce 14 Mai 1787.

Sire.

Je profite du départ de Monsieur le Chevallier Harris pour assurer V. M. de mon respectueux attachement et pour implorer sa puissante protection dans la situation fâcheuse où cet Etat se trouve, déchiré par des factions intestines et où le feu de la guerre civile est sur le point d'éclater. Les événements arrivés depuis quelques jours sont de nature à produire la dissolution totale de l'Union, si l'on ne trouve moyen de mettre un frein à une cabale qui à sçu s'emparer du timon des affaires dans la province de Hollande et dont les vues ne se bornent pas à la destruction du Stadhoudérat, mais tendent à se rendre mâitres absolus des six autres Provinces et à les mettre sous le joug, soit par des promesses, soit par la force des armes. Ce qui vient d'arriver dans la province d'Utrecht en fait foi. Il est de mon devoir de faire ce qui est

[1]) L'assemblée des notables venait de se réunir le 22 Février.

[2]) *Minute autographe du prince, dont le texte a été reproduit d'après l'original au Record Office dans le livre de M. Colenbrander*, Byl. v. 9 (p. 150).

en moi pour empêcher leur réussite et j'y ferai tous mes efforts. Si V. M. daignoit nous accorder son assistance, Elle pourroit contribuer à mettre les Provinces en état de tenir tête à la cabale dominante en Hollande et détacher la République d'un joug, dont bien des personnes sentent maintenant tout le poids et ne désirent rien avec plus d'ardeur que d'en être délivrés....

GUILLAUME PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCXX.

Le prince d'Orange au prince de Nassau Weilbourg. La situation critique de l'état.

Nimègue, 15 Mai 1787.

Monsieur.

....Je n'ai pas voulu entretenir V. A. dans ma dernière des affaires de ce Pais-ci [1]) et je me bornerai à lui dire que la guerre civile est sur le point d'éclater, si elle ne l'a déjà fait. La Hollande ne ménage plus rien. Les Etats-Génèraux et le Conseil d'Etat tiennent bon jusqu'ici, mais il y a déjà eu des escarmouches dans la Province d'Utrecht. La première affaire entre Vreeswijk et Jutphaas a été des plus honteuses. Le premier battaillon d'Efferen a fui et s'est tellement dispersé qu'il n'est pas encore rassemblé. Le Général Van der Hoop commande les troupes qui viennent aider les Etats d'Utrecht contre l'invasion des troupes d'Hollande. Je crois que V. A. ni personne auroit pu prévoir d'aussi malheureux événemens. On menace que la France pourroit envoyer des troupes au secours de la cabale d'Hollande, car

[1]) Le prince de Nassau-Weilbourg venait de perdre son épouse, soeur du prince d'Orange: elle mourut le 11 du mois.

ils ne peuveut faire fonds sur les troupes de l'Etat. La pluspart refusent d'obéir aux ordres inconstitutionnels qu'ils lui donnent et qui sont directement contraire à leur serment et aux ordres réitérés des Etats-Généraux et du conseil d'Etat. Il n'y a que les deux premiers battaillons de Grenier et une compagnie d'artillerie qui ayent obéi . . . .

L'anarchie est au comble, mais nous ne sommes pas sans espoir de tenir tête, si nous ne sommes pas attaqués par les troupes Françoises. Si il étoit possible d'effectuer que S. M. Impériale voulut empêcher le passage par les Pais-bas et déclarer qu'Elle ne verroit pas de bon oeuil que les troupes Francoises passassent par le Pais de Liège ou d'autre territoire de l'Empire, ce seroit ce qui pourroit nous arriver de plus heureux, et si V. A. pouvoit troever moyen de faire goûter cela à S. M. Impériale, Elle rendroit à ce pais, et particulièrement à moi et ma Maison, le Service le plus signalé.

Je saisis cette occasion d'assurer V. A. de la parfaite considération et de la sincère amitié avec laquelle je suis pour la vie,

Monsieur, ...

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE MCCXXI.

Le représentant Van Lynden au prince d'Orange. Les dispositions de la province de Zélande. Le décès de la princesse de Weilbourg.

A Middelbourg, le 15 May 1787.

Monseigneur.

Rien n'est plus révoltant que les violences que la Cabale vient de se permettre dans la province d'Utrecht et rien de plus inconcevable que la conduite honteuse du bataillon d'Efferen.

Puisque notre province a refusé d'accepter sur sa répartition la compagnie d'artillerie de Rijkenstein, elle ne s'opposera pas à l'emploi que V. A. S. pourra juger bon d'en faire. Quant au régiment de Douglass, je supplie qu'Elle veuille continuer à n'en pas faire usage, tandis que subsistera la résolution prohibitive, qu'il est impossible de faire retirer, tant que nous ne pouvons parvenir icy à conclure avec 5 Membres, ce qui doit être le fruit de ma proposition, laquelle je vois avec grand plaisir que V. A. S. daigne approuver. Jusques là notre province ne pourra pas non plus concerter avec les autres des mesures pour le maintien de la constitution et de la liberté publique, quelque nécessaire et pressant que cela soit.

Du reste, je vous prie, Monseigneur, d'être persuadé que nous agirons avec toute l'activité possible, pour prévenir les mauvais effets, que les circonstances pourroient produire icy de la part des mal-intentionnés et pour aider efficacement au rétablissement des choses.

Si la présence de V. A. S. pouvoit effectuer l'obéissance des troupes réfractaires, il seroit à souhaiter qu'Elle se vit priée par les Etats d'Utrecht de venir dans leur province y veiller à la défense, comme Capitaine-Général.

Je suis bien-aise de voir que le Général Van der Hoop y est employé, persuadé, comme je le suis, de ses grands talens pour cette besogne embarrassante.

C'est avec la plus vive douleur que j'ai appris le décès de Madame la Princesse de Weilbourg; je la ressens d'avantage par l'affection que cette perte ne sauroit manquer de causer à V. A. S. et je la partage d'après mon attachement inaltérable à V. A. S. et à son auguste Maison ....

G. C. H. DE LYNDEN.

LETTRE MCCXXII.

Le même au même. Même sujet.

—

A Middelbourg, le 17 may 1787.

Monseigneur.

J'ai proposé ce matin d'envoyer sans délai à La Haye une commission composée d'un Député de chaque Membre avec le Conseiller-Pensionnaire et munie d'un pouvoir suffisant pour aider à appaiser les troubles d'Utrecht et maintenir la constitution de la République. La chose a été unanimement goûtée et je compte que Lundy prochain les Députés seront nommés. On en donnera alors avis eux Etats-Généraux, aux provinces et à V. A. S.

Je m'assure que cette démarche affermira icy la confiance sur notre activité pour le bien public. La majeure partie de la Députation sera bien intentionnée et Elle servira à prévenir les mauvais effets de la mésintelligence qui paroit règner dans ce moment-cy entre nos Députés ordinaires aux Etats-Généraux.

J'ose donc me flatter, Monseigneur, que cette idée ne déplaira pas à V. A. S. et je prends la liberté de lui proposer de vouloir engager la Gueldre à l'envoy d'une commission pareille, afin d'empêcher, s'il est possible, que tout ne soit perdu.

Je désirerois beaucoup que les autres provinces voulussent en agir de même et c'est pour tâcher de l'accélérer que je donne avis de notre projet là où il me paroit nécessaire....

G. C. H. DE LYNDEN.

LETTRE MCCXXIII.

Adresse du cercle dite „Vaderlandsche Societeit" à Amsterdam. La déposition des magistrats dans plusieurs villes[1]).

Amsterdam, den 21 May 1787.

Doorlugtigste Hooggebooren Vorst en Heere.

De calamiteuze omstandigheden, waarin zich ons weleer zo gezegend, doch thans zoo zeer gefolterd en wankelend gemeenebest bevind, zou het nutteloos zijn aan U. D. H., die daarvan maar niet dan al te wel het nadrukkelijk gevoel heeft, te detailleeren. Onder alle de het Vaderland met een volslagen ondergang drijgende ongeregeldhedens, waarin deeze turbulente tijd zo vrugtbaar is, kan als geene van de minste aangemerkt worden het factelijk removeeren van Regenten en Raden in de Vroedschap van sommige steden en het weder pretenselijk aanstellen van anderen, waardoor men de vrije deliberatien van 's volks wettige vertegenswoordigers stremd en de stemmen der steden in 's Lands vergaderingen naar de zinlijkhedens en het goedvinden van eene zich opgeworpen hebbende factieuze partij weet te leiden.

U. D. H. is bekend wat daaromtrend binnen de stad Amsterdam op eene geweldige wijze ondernomen en tegens alle rechten, costumen en privilegien uitgevoerd is geworden, gelijk ook zeer waarschijnlijk U. D. H. ter ooren zal zijn gekomen, dat een aantal burgers en inwoners vrugteloos tegens deze faitelijke onderneming eene representatie hebben gedaan.

De ondergeteekendens voor zich zelven en voor een aanzienlijk aantal hunner medeburgers en inwoners der stad Amsterdam, alle aangedaan en bezield door opregte zugt voor het lieve Vaderland, door zuivere begeerte voor het behoud van den band der Unie,

[1]) Voyez les Ned. Jbb. 1787, p. 1064 sqq.

door eene pligmatigen ijver voor de bewaring van vrijhijd, veiligheid en de gevestigde constitutie, zijn te rade geworden, niet alleen hunne regtmatige bezwaren dienaangaande te brengen onder het oog van Hun Ed. Groot Mog. en aldaar het vereischt redres te imploreeren, maar ook nog daarenboven de mediatie en intercessie van de hooge Bondgenoten te verzoeken, bij twee differente requesten, waarvan de ondergetekendens de eer hebben de copien hierbij te voegen.

Dat U. D. H., uit hoofde van de aan dezelve gedevolveerde hooge digniteiten in het bijzonder mede bij de constitutie van ons Land gechargeerd zijnde, de hoogheid, geregtighijd en privelegien en welvaren van den Lande, leden, steden en ingezetenen van dien voor te staan, te bevorderen en te bewaren en dus zoveel mogelijk te keren alle eendragt, welke daarop gedaan mogte worden, mitsgaders alle overheersching, welke enige opgeruide burgeren tegens hunne stille en vaderlandlievende medeburgers trachten te oeffenen, de ondergetekendens qq dan ook hoogstnodig gevonden hebben, zich aan U. D. H. te addresseeren met ootmoedige beede, dat U. D. H. de billijke verzoeken van de ondergeteekendens, zo bij de Provincie van Holland als in het bijzonder bij de hoge Bondgenoten ingegeven, met hoogstderzelver veel vermogend appui gelieve te vereeren.

In welke hoope de ondergetekendens de eer hebben zich met den diepsten eerbied te noemen,....

J. BOURCOURD, President en Leeden van de Directie der oprechte Vaderlandsche Societeit alhier.

	J. C. HARTSINCK CZ.
C. W. DECKER.	I. VAN HELSDINGEN.
DAVID WENDORP.	I. O. VAILLANT.
A. L. VAN HARPEN.	I. C. HARTSINCK.

LETTRE MCCXXIV.

Le prince de Nassau—Weilbourg au prince d'Orange. Proposition d'un entretien avec un ou deux „gens de poids" de la part du prince d'Orange.

—

Weilburg, ce 22 mai 1787 [1]).

Monsieur.

Quoique j'aye encore à combatre contre mon propre malheur, je proteste à V. A. que je ne vois qu'avec une peine extrême et avec un vrai chagrin que les choses vont de mal en pis dans la République; avec tout cela je crois qu'il y a encore moiens de sauver une partie, si l'on veut faire des démarches vigoureuses, mais c'est un objet trop important pour pouvoir se traiter par écrit. Il est donc question si V. A., sans qu'Elle paroisse Elle-même, veut me procurer l'occasion de m'entretenir avec un ou, ce qui vaudroit mieux, avec deux gens de poid, qui soyent suffisamment instruis jusqu'où la province ira, lorsqu'il s'agit d'une protection étrangère; je désirerois que le Bourggrave de Lynden en fut un. Je me rendrai au premier signal qu'il me donnera à Cologne à l'auberge du St. Esprit, quelque peu que je sois dispausé à m'absenter dans ce moment de ma famille.

De Votre Altesse....

CHARLES PR. DE NASSAU.

P.S. Je demande mille excuses à V. A. des fautes qu'il y a dans cette lettre, mais si je l'avois voulu copier, j'en aurois peut-être fait d'avantage.

[1]) Cf. la lettre du 30 Décembre 1786 (n° 1195).

LETTRE MCCXXV.

Le prince d'Orange aux directeurs de la „Vaderlandsche Societeit" à Amsterdam. Réponse à leur adresse[1]).

—

Aan den Heer I. C. Hartsinck Cz.

Nijmeegen, den 24 Mey 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik hebbe gisteren ontvangen U.W.E.G. missive van den 21ⁿ deezer, waarbij zig bevond een afschrift van een request aan Hunne Ed. Gr. Mog., hetwelk door een aanzienlijk aantal der goede ingezeetenen van Holland en West-Vriesland aan Hoogm. Heeren Staaten stond te worden gepresenteerd, alsmeede eene missive van de opgerichte oprechte Vaderlandsche Societeit, geteekend door alle de Directeuren van de gem. Societeit binnen Amsterdam, om mijn appuy te verzoeken op de requeste, welke van weegens een groot getal burgers en ingezeetenen der stadt Amsterdam op morgen staat te worden gepresenteerd aan Hun Ed. Gr. Mog. U.W.E.G. is bewust van hoe weinig vrucht mijne intercessie thans in de Vergadering van Holland is en welke weinige invloed ik op de deliberatien van Hooggem. Heeren Staaten hebbe. Evenwel zal ik trachten om, zoo veel in mij is, het billijk verzoek van zoo een aanzienlijk getal burgers en ingezetenen der stadt Amsterdam te appuyeeren en tot dat einde zoodanige démarches doen, als ik zal oordeelen daartoe dienstig te kunnen zijn. Ik hebbe niet willen afzijn U.W.E.G., als President van de oprechte Vaderlandsche Societeit binnen Amsterdam, hiervan te informeeren, en ik kan niet dan laudeeren en approbeeren den ijver, die getoond wordt om te doen her-

[1]) Voyez le numéro 1223.

stellen in functie de onwettig geremoveerde Regenten van U.W.E.G. stadt en om de vastgestelde constitutie deezer Landen te mainteneeren en het Erfstadhouderschap te doen weederom herstellen, zooals het volgens 's Lands constitutie zijn moet en die waardigheid in Staat te stellen om van dat nut aan den Lande te zijn, dat de goede ingezeetenen daarvan verwacht hebben, toen zij uitgewerkt hebben dat de Stadhouderlijke waardigheid door de Heeren Staaten aan wijlen mijn vader is opgedragen. Ik wensche dat het request, dat door de in- en opgezeetenen van Holland en West-Vriesland aan de Heeren Staaten zal worden gepresenteerd tot de herstelling van de constitutie, het ongeschonden bewaeren der Privilegien en bijzonder van dat de Non Evocando, waarop de ware vrijheid van Neerlandsch ingezeetenen is gefundeert, tot het ware welzijn van het lieve Vaderland moge strekken en dat het den Allerhoogsten behaegen moge zijne milde zeegen uit te storten over de pogingen, die thans worden aangewend om dit gemeenebest te verlossen van de overheerschinge van eenige weinige Regenten en Ministers, gesterkt door een aantal gewapende lieden, die van hunne wenk afhangen. Waarmede blijve met achting....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCXXVI.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Divers sujets.

Nijmeegen, den 25 May 1787.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik ben U.W.E.G. zeer verpligt dat mij bij continuatie gelieft geinformeert te houden van het voorgevallene bij H. Ho. Mog. Zoo Maandag de Energie

vermindert was, is zij weederom gebooren eergisteren, en de resolutien, op dien dag genomen, zijn zeer goed en zullen in Holland gantsch niet aanstaan [1]). Het schijnt dat de Heer Tjassens [2]) altijd ter Vergadering van H. Ho. Mog. moet zijn om quaed te doen in de zaak van Brest; de conclusie, door hem genomen den 18 deezer, schijnt mij zeer onwettig te zijn. Het schijnt dat het tot een scheuring van het Bondgenootschap koomen zal. God geeve het beste en dat, zoo één der Bondgenooten zich van de Unie afscheurt, hij spoedig tot reede moge worden gebracht, opdat dit Land geen prooy van buitenlandsche Mogendheeden werde. Voor het overige blijve met achting, ...

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCXXVII.

Le roi d'Angleterre au prince d'Orange. Réponse.

A St. James, ce 28 Mai 1787.

Mon cousin. J'ai reçu la lettre que vous m'avez envoyé par le Chevalier Harris. Les sentiments que vous exprimez à mon égard me sont très agréables. La fermeté avec laquelle vous vous conduisez dans

[1]) Une résolution sur les plaintes de quelques officiers, que la Hollande avait suspendus et qui demandaient un dédommagement.

[2]) Le bourgmestre de Groningue C. Tjassens. Le président Van Wassenaar-Spanbroek ayant refusé de proposer une conclusion tendant à maintenir dans la commission de Brest les membres des collèges de l'amirauté, dont le temps de session venoit de s'écouler, contre l'opinion de trois provinces qui regardaient une pareille résolution comme absolument illégale, M. Tjassens se laissa persuader à occuper la chaire présidiale et à formuler la conclusion.

une situation pénible et difficile, doit amener les troubles de la République à une heureuse fin et ne peut qu'augmenter mes sentiments d'affection et d'estime pour vous.

Le Chevalier Harris à ordre de vous exprimer le désir que j'ai que la constitution de la République ne soit point alterée, la sincérité des voeux que je fais pour la prospérité de la Maison d'Orange et les sentiments d'amitié et d'attachement avec lesquelles je suis,

Mon Cousin....

GEORG R.

LETTRE MCCXXVIII.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Le „déclaratoire" du prince.

—

30 Mey 1787.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

U. H[ds]. missive deese morgen ingekomen, met het bijgevoegde declaratoir [1]), hebben de respective Provincien dezelve overgenomen, except Holland, welke heeft laten aanteekenen, dat zij van advis waren dat de voors. missive en declaratoir behoorden te worden aangenomen voor notificatie, terwijl deselve contineerden klagten over behandelingen en besluyten van een Souvereine Provincie, welke geen object van deliberatie bij H. Ho. Mog. konden uitleeveren. Die Souveraine provincie schijnt, sonder haare mede-bondgenooten, de saken tot het uiterste te willen pousseeren. Hetgeen te Dordrecht reeds geresolveert is en op morgen te Leiden geresolveert zal worden, met opsigt tot het Stadhouderschap, zal waarschijnlijk door de meerderheid in Holland gevolgt

[1]) Le texte a été publié intrégralement dans les Ned. Jbb. 1787, p. 906 sgg.

worden. Alle welmeenende moeten wenschen en verlangen dat de Natie, na U. H^{ds}. missive en declaratoir gezien te hebben, de oogen eens zullen openen en sig niet altoos door een cabaal van eenige weinige luiden zullen laten regeeren. Ondertusschen beweegen die luiden Heemel en aarde om haar oogmerk te bereyken, waarvan een bewijs is hetgeen de vorige nağt gepasseert is te Amsterdam, alwaar het Huys van den H^{r} Rendorp en dat van den Burgemeester Beels geplundert en geruineert is. Men meende het selve te doen met het Huys van den Burgemeester Dedel, maar de burgerije in de wapenen gekomen zijnde, heeft zulks belet. Het soude mij niet verwonderen, soo men van diergelijke gevallen aan de een of andere kant meer hoorden....

H. FAGEL.

LETTRE MCCXXIX.

L'ambassadeur Harris au prince d'Orange. La lettre du roi d'Angleterre.

—

Hague June 2^{d} 1787.

Sir.

I certainly should not have permitted the inclosed letter from His Majesty to have been geven into Your Higness' hands by any one but myself [1]), did I not think my presence at the Hague at this moment more likely to contribute to the promoting of your interest than my waiting on You at Nimeguen.

You may rely, Sir, on the affectionate friendship and esteem of my Royal master and be assur'd that

[1]) Voyez No. 1227. M. Harris venait de retourner de son séjour en Angleterre, où il avait plaidé la cause du Stadhouder.

His Majesty, His Ministers and the British Nation are deeply interested in the preservation of the present constitution of the Republic and seriously employing their attentions how they can best prevent its overthrow.

Monsieur de Nagel [1]) who is fully instructed with every thing which pass'd during my short stay in England, will, I hope, prove to Your Highness that these are not more words and I trust my character is sufficiently known to Your Highness to convince You that I never will take upon me to promise more than I can perform.

I have the honour to be with great respect,

Sir, ...

JAMES HARRIS.

LETTRE MCCXXX.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Les violences de la cabale Hollandaise.

Nijmeegen, den 3 Juny 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik ben U.W.E.G. zeer verplicht voor de informatien, die mij wel gelieft te geeven van hetgeene bij H. Ho. Mog. voorvalt. Mij dunkt dat het thans er zoo criticq begint uit te zien, dat men op alles verdacht moet zijn en dat er geene violentien uit te denken zijn, die door de domineerende Cabaal in Holland niet kunnen werkstellig worden gemaakt. Het is mogelijk dat zij resolveeren om te turbeeren de deliberatien zoo van H. Ho. Mog. als van den Raad van Staate. Mij dunkt dat de leeden van H. Ho. Mog. zich niet

[1]) Le baron Anne W. C. van Nagell, chambellan du prince d'Orange.

uit de Vergadering moeten laaten sluiten, zonder de sterkste en vigoureuste resistentie gedaan te hebben, want ik denke dat zij misschien het assisteeren bij de Vergadering van H. Ho. Mog. zullen willen beletten aan de Gecommitteerdens van Gelderland, Zeelant, Utrecht en Vriesland. Mij dunkt dat deeze Heeren zich niet uit de Vergadering moeten laaten weeren, tenzij dat er zoodanig geweld word gebruikt dat zij niet kunnen wederstaan, en ik kan niet denken dat troupes van den Staat zig zouden laten gebruiken om zig te empareeren van de Vergaderplaatzen van H. Ho. Mog. en van den Raad van Staaten op order van H. Ed. Gr. Mog. en dat zij zig zouden heugen dat zij in dienst van de Generaliteit zijn, doch alle dingen zijn thans mogelijk....

Misschien is al hetgeene ik U.W.E.G. schrijve onnoodig en dat (omdat) misschien reeds gisteren of van daag de zaaken uit haar geheel en de band der Unie gebrooken is. God geeve het beste en spaare ons lieve Vaderland van een totaal verderf....

W. PRINS VAN ORANGE.

Ik geeve U.W.E.G. in consideratie of in het onverhoopte geval dat H. Ho. Mog. een ander verblijf moeten zoeken, het niet nodig was om daarvan kennisse te geeven zoo aan de vreemde Ministers bij H. Ho. Mog. resideerende als aan Ministers van wege H. Ho. Mog. bij vreemde Hoven resideerende, met last om aan de Hooven, waarbij zij resideeren, daarvan kennisse te geeven, en dat daarvan meede kennisse gegeeven wierde aan de Cantons Zurich, Bern, Glarus, Schafhauzen en Appenzell, aan de Graubunders, aan den Keurvorst van Keulen als Bisschop van Munster, aan den Hertogh van Saxen-Gotha en aan den Prince van Waldeck, met verzoek om zorge te dragen dat

de troupes, die zij in soldije van de Republicq hebben, geene ordres respecteeren dan van H. Ho. Mog., den Raad van State of den Cap^{n}-Genl van de Unie, en geene ordres respecteeren strijdig met de beveelen van H. Ho. Mog. Ik hebbe hierover aan niemand geschreeven, als zijnde mij hetgeene ik U.W.E.G. schrijve per postscriptum binnen gevallen nadat de brieven, die geschreeven hebbe, afgedaan waren. U.W.E.G. kan beeter oordeelen dan ik of deeze mesures goed zijn. God geeve dat zij dienen mogen om eene Cabale, die zich aan geene wetten houd, in order te brengen, en om het lieve Vaderland, is het doenlijk, ongeschonden te bewaren.

LETTRE MCCXXXI.

Le prince d'Orange du représentant Van Lynden. Dangers de la part de la cabale Hollandaise.

Nimégue, ce 3 Juin 1787.

Monsieur.

....Les circonstances sont devenues telles que l'on ne peut prévoir ce qui peut arriver [1]). On doit tout attendre de la violence de Messieurs de la Cabale, qui domine maintenant déspotiquement en Hollande. Il est possible qu'ils en viennent à troubler les délibérations des Etats-Généraux et du Conseil d'Etat et à vouloir défendre l'entrée de l'assemblée aux Députés

[1]) La province de Hollande venait de défendre aux officiers des troupes sous leur répartition d'obéir aux ordres des Etats-Généraux (Résolution du 1 Juin); en outre ils avaient résolu d'examiner une proposition de quelques membres, tendant à interdire le territoire de la province à l'assemblée des Etats-Généraux. Voyez les Ned. Jbb. 1787, p. 1199.

de la Gueldre, Zeelande, Utrecht et Frise. Je crois qu'il est de la dernière importance de leur opposer la plus forte résistance et que M^rs les Députés ne se laissent point déposséder, à moins que l'on ne leur empêche parforce d'entrer à l'assemblée. J'avoue que je ne puis croire que les troupes de l'Etat se laisseroient employer à s'emparer au nom de la seule province d'Hollande du lieu d'assemblée des Etats Généraux et du Conseil d'Etat, mais cependant rien est imposible dans ce moment présent. Peut-être ce que je vous écris est inutile et que dès hier ou aujourd'hui il y aura des violences commises, mais j'ai cru qu'il étoit de mon devoir de vous donner mes considérations sur cette affaire, dont tout le salut de l'Etat dépend....

G. PRINCE D'ORANGE.

Comme il me paroit que les Etats Généraux ne peuvent point souffrir d'interruption ou que le païs est perdu, il me paroit que les Députés des quatre provinces devroient se rendre ensemble dans le territoire d'une des autres provinces et il me semble que Nimègue seroit le lieu le plus convenable; le Conseil d'Etat devroit s'y rendre aussi et être prêt à recommencer leurs délibérations quant la Province de Gueldre les convoqueroit, à moins qu'on ne jugeât qu'il fût meilleur que les Etats Généraux se convoquassent eux-mêmes et demandassent à la province de Gueldre de s'assembler sur son territoire.

LETTRE MCCXXXII.

Le représentant Van Lynden au prince d'Orange. Le cordon de Hollande[1]).

—

A la Haye, le 4 juin 1787.

Monseigneur.

J'ai l'honneur d'informer respectueusement V. A. S., en réponse à sa gracieuse lettre de hier, que dans ce moment-cy le plus grand embaras ne me paroit pas de se voir chassé des Etats-Généraux par les patriotes, mais le parti à prendre relativement au cordon d'Hollande. Toute la journée a été employée à trouver un expédient à cet égard, mais inutilement. Il pourroit fort bien que l'État des choses m'engagea demain de venir en personne en rendre compte à V. A. S. et la consulter sur les mesures à prendre dans un point si difficile et si délicat....

G. C. H. DE LYNDEN.

LETTRE MCCXXXIII.

Le prince d'Orange au chevalier Harris. Réponse[2]).

—

Nimègue, ce 4 juin 1787.

Monsieur.

Je me trouve en bonne possession de la lettre que M[r] De Nagell m'a remise de votre part. J'y ai vu avec la plus grande satisfaction le bon succès de votre voyage. Je suis pénétré de la plus vive gratitude de toute la bonté donc S. M. veut bien m'honorer

[1]) Voyez e. a. les Ned. Jbb. 1787, p. 1219.

[2]) Voyez le numéro 1229.

et de tout ce qu'Elle veut bien me dire de gratieux dans la lettre qu'il lui a plu de m'écrire et que vous m'avez envoyé. L'intérêt que le Roi daigne de prendre à ce qui me concerne et au maintien de la constitution légitime de ce païs, me donne la plus heureuse espérance et me fait attendre une bonne fin des troubles qui ravagent cette malheureuse République. C'est uniquement par discrétion que je n'écris point à S. M., je vous prie de vouloir bien être l'interprête de mes sentimens et d'assurer S. M. que je ferai tous les efforts dont je suis capable pour me rendre digne des bontés de S. M.

Je saisis cette occasion de vous renouveller les assurances de la parfaite considération avec laquelle je suis,

Monsieur . . . .

G. PRINCE D'ORANGE.

Je ne doute pas où Mr de Nagell vous communiquera ce qu'il s'est passé ici depuis son arrivée. Je me réfère à ce qu'il vous dira.

LETTRE MCCXXXIV.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Réponse à la lettre du 3 Juin. Même sujet.

—

Hage, den 4 Juny 1787.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

U. Hds zeer gerespecteerde brief van gisteren is mij deese nademiddag secuur ter handen gekoomen. De saaken staan thans soo criticq en hachelijk, dat men niet genoeg bedagt kan zijn op de mesures, die bij H. Ho. Mog. genomen souden behooren te worden,

ingeval men bij Holland tot geweldige middelen soude overslaen. De idée, daaromtrent U. H. geoppert, om, in onverhoopt geval, de vergadering van H. Ho. Mog. niet als door geweld te laten dwingen om sig te retireeren, komt volkomen overeen met de mijne, en 'tgeen U. H. mij bij desselfs Postscriptum meededeelt is soo natuurlijk, dat geen andere weg als die kan worden ingeslagen. Ik hoop en wensch dat men tot sulke uyterstens niet mag komen. Alle weldenkende tragten zulks voor te komen, maar ik derve mij van het succes hunner devoiren niet veel belooven. Deese morgen ten 7 uuren is de Vergadering van H. Ho. Mog. bijeen gekomen over twee missiven van den Heer Van der Duin en Van Sturler [1]), te kennen geevende de grootste verleegenheid, waarin sij sig bevonden door de contrarie-ordres bij haar ontvangen [2]). Terselvetijd heeft de Heer van Citters wegens Zeelant [3]) geproponeert om de troupes, die sig in verleegendheid bevinden, ordres te zenden sig na het territoir van de Generaliteit of na een andere Provincie te begeeven. Holland en Overijssel hebben een sterk declaratoir daarteegen gedaan, Stad en Lande wat sagter, maer op hetselve uitkomende, soo als U. H. uit de extensie daarvan hierneevens gaande zal zien.

De ordinaris Vergadering daarop ten elf uuren bijeenkomende, is het besogne ten twaalf uuren daarover gehouden en heeft tot half vijf deesen nademiddag

[1]) M. G. Van der Duyn était colonel d'un régiment de dragons Wallons, M. G. de Sturler colonel d'un régiment de Suisses. On trouvera le détail de leurs complaintes dans les Ned. Jbb. 1787, p. 1208 sqq.

[2]) C. à. d. des ordres du Conseil d'état et des ordres des Gecommitteerde raden.

[3]) M. W. van Citters Wzn., le fils de l'ex-représentant du prince en Zélande.

geduurt. Volgens hetgeen ik daarvan vernomen heb, als in dat besogne niet present sijnde, heeft de H^r Van Lijnden Van Blitterswijk voorgeslagen: of men niet op middelen soude kunnen denken om de saken niet buiten haar geheel te brengen. Daarop zijn de twee H^n Ministers van den Raad met de Heeren van de Hollandsche Commissie tot de defensie, te weeten de Heeren Van Wassenaer Sterrenburg, Zeeberg en Van Berkel (welke tweelaastgenoemde Heeren thans, als in een tijd van gewigt, sig in de Vergadering van H. Ho. Mog. vertoonen) in een afsonderlijk gesprek geweest, maar hetwelk vrugteloos is afgeloopen, soodat eindelijk de Heer Van Rouwenoort een mondeling rapport heeft uitgebragt, hierop uitkomende: dat de H^n van 't Besogne van advis waren dat op de missive van den Colonel Sturler sijn gedrag behoorde te worden gelaudeert; dat op die van den Heer Van den Duin, dit een gevolg sijnde van de resolutie van voorleeden Vrijdag bij H. Ho. Mog. genomen, men dus aan H. Ho. Mog. soude overlaten de middelen om die ordres te doen maintineeren, en dat voor 't overige de Raad aan haar gecommuniceert had nog twee missiven van den H^r Colonel Van der Duin en een van Crausen [1]), sijnde de besogne over de propositie van Zeeland deese morgen gedaan, gecontinueert tot morgen om neegen uuren. Ik heb de vrijheid genomen te zeggen, dat op sulke mondelinge rapporten geen staat te maken was, te minder omdat de H^r Thesaurier-Generaal en de H^r Van Lijnden van Blitterswijk het gansch anders verhaalden en dat ik sulks in schrift moest hebben of het niet in de registers soude brengen, willende in geen woorden behaalt zijn, hetgeen ook door de vergadering geaggreëert is, soodat niets als een commissoriale resolutie daarvan te vin-

[1]) Ned. Jbb. 1787, p. 1215.

den zal zijn. De tijd van morgen zal decideeren of er eenigen schikking te vinden zal zijn om de saken buiten verwijdering te houden, maar ik vrees daarvoor. De Raadpensionaris spreekt met soo een hoogen taal, en de twee Matadoors, Zeeberg en Van Berkel, zijn zoo verwaand en soo hoogmoedig, dat ik niets daervan verwagt.

De H^r Raadpensionaris tracteert somtijds op soo een veragtelijke toon de conduite der vier Provincien, die hij niet anders als een Cabaal noemt en al lachende en schertsende uitjouwt, dat de H^r Van Zuylen hem gisteren in den baart is gevallen en met serieusheid heeft gesegd, dat hij allang die lachende en schertsende toon moede was en, als een egaal gedeputeerde met hem, sulks niet soude verdragen en in sijn particulier nog veel minder, waarop de ander, met de oogen omlaag, stil sweeg ....

H. FAGEL.

LETTRE MCCXXXV.

Le prince d'Orange au roi de la Grande Bretagne. Envoi d'un exemplaire de la déclaration de S. A.

—

Nimègue, ce 5 Juin 1787.

Sire.

Les bontés dont V. M. à daigné toujours m'honorer et dont Elle vient de me donner de nouveau des preuves aussi signalées, m'enhardissent à lui présenter un Exemplaire de la déclaration que je me suis vu forcé de donner dans la situation où je me trouve et après toutes les injustices que j'éprouve. Si V. M. daigne y jetter un coup d'oeuil, Elle verra que ce n'est pas à moi que l'on peut imputer les

malheurs, dont ma Patrie est menacée. Puissois-je être assez heureux pour que V. M. daigne honorer ma conduite de son Suffrage.

Qu'il me soye permis de me recommander avec ma famille à la continuation de la bienveillance et de la puissante protection de V. M. et de la supplier de vouloire bien être assurée que ma gratitude pour tout ce que V. M. a daigné faire pour moi, ne sçauroit être égalée que par le plus profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être,

Sire, ...

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE MCCXXXVI.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. La résolution de la Hollande du 1 Juin[1]*. Mesures à considérer.*

—

Nijmeegen den 7 Juny 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik hebbe U.W.E.G. missive van eergisteren wel ontvangen. Ik hoope dat men zich niet door het uitgebrachte rapport in slaap zal laaten wiegen, maar dat men bedacht zal zijn, om de Republicq te behouden, ernstige maatregulen te neemen en dat men niet vergeeten zal dat F i s t u l a d u l c e c a n i t v o l u c r e m d u m d e c i p i t a u c e p s. Men is op de gedagten gevallen of het niet nodig was, om de armée te prœserveeren van een totaal verloop en destructie, aen de troupes van den Staat, die in het cordon zijn geëmployeert, except die in de stemmende Steeden liggen, order te geeven om het Territoir van Holland te verlaaten. Na de resolutie van Holland voorleede

[1]) Voyez le numéro 1232 et l'annotation.

Vrijdag genoomen en waardoor zij de troupes van den Staat onttrekt aan de gehoorzaamheid aan H. Ho. Mog. en van den Raad van Staaten, koomt het mij voor dat deeze maatregul van onvermijdelijke noodzaakelijkheid is, want men kan alles verwagten van de thans domineerende Cabaal en dus moet men trachten haar de wapenen uit de hand te nemen, om voor te koomen dat zij daarvan een quaad gebruik maaken. Het zoude best zijn dat de propositie door de Heeren Gedeputeerden van Utrecht geschiede, als zijnde het meest daarbij geinteresseert, doch zoo geoordeelt wierd dat zulks door eene andere Provintie behoorde te geschieden, koomt mij voor dat Gelderland het naaste daartoe zoude zijn; buiten die Provintien zie ik geene andere dan Zeeland, die zulks zoude kunnen proponeeren, of Vriesland, zoo de Gedeputeerdens dier Provintie daartoe te persuadeeren waaren.

Ik zende U.W.E.G. een project dat van eene te neeme resolutie is gemaakt; de Heer Van Lijnden Van Blitterswijk, die zoo eeven van hier vertrekt, zal U.W.E.G. daarover breeder onderhouden. Ik verzoeke U.W.E.G. om met de Heeren Leeden van H. Ho. Mog., die liefhebbers zijn van het Vaderland en wenschen de Constitutie te behouden, daarover te spreeken en te zien om het daarheenen te dirigeeren, dat op morgen eene salutaire resolutie ten dien opzichte genomen werde. Waarmede blijve met achting,

W. PRINS VAN ORANGE.

Men moet profiteeren van de Presidie van Vriesland, vermits voorzeeker onder dat van Overijssel, en waarschijnelijk ook onder dat van Stadt en Lande, geene kans zal zijn daaromtrent eene vruchtbaare resolutie te kunnen neemen en dat er waarlijk *periculum in mora* is.

Ik kan niet afzijn U.W.E.G. te communiceeren dat, de H_n Staaten van Utrecht mij verzocht hebbende om in derzelver Provintie te koomen, om met Hun Ed. Mog. te beraamen en te overleggen hetgeene tot herstellinge van de rust en afweeringe der gedreigde onheilen zoude kunnen dienen, ik hebbe gemeent aan die requisitie te moeten defereeren en zal van deeze week naar Amersfoort mij begeeven. Ik zal niet nalaten daarvan aan H. Ho. Mog. kennisse te geeven, zoodra als ik van hier vertrekke. De Princesse en mijne kinderen zullen hier hun verblijf blijven houden.

LETTRE MCCXXXVII.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Les dissensions dans le collège des Etats de la province d'Utrecht. Violence de la crise en Hollande.

—

's Hage, den 10 Juny 1787.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

....Ik heb om vier uuren deese nademiddag ontfangen U. H^{ds} missive van gisteren, gedateerd uit Amersfoort, waarbij mij kennis geeft van de démarche van de prætense Vroedschap van de Stad Utrecht, om de Staatsvergadering teegen Maandag te beschrijven binnen Utrecht. Deese démarche is seekerlijk irregulier, alsoo niemand het regt heeft de Staten te beschrijven als Gedeputeerde Staaten. De missive van de Staaten van Utrecht daarover aan H. Ho. Mog., is gekomen in handen van den H^r Haersma, ter Vergaderinge presideerende, zonder dat Sijn Ed. mij iets daarvan heeft laten weeten. Ik ben aanstonds bij den H^r Van Zuylen geweest om hem U. H^{ds} missive aan mij te communiceeren en om met eenige goede vrien-

den te overleggen of deese missive niet nog heeden in het Presidie van Vriesland in deliberatie soude kunnen worden gebragt, terwijl van Overijssel, morgen presideerende, geen goede Conclusie daarop te wagten is. De H^{r} Van Zuylen is aanstonts gegaan na den H^{r} van Haersma, maar, na een uur aan sijn huys gewagt te hebben, heeft hem niet kunnen spreeken, zonder te weeten waar hij te vinden was. Alle die menées toonen klaar genoeg aan, dat, schoon vier Provincien het volkomen eens zijn, derselver Gedeputeerden alhier middel weeten te vinden om de intentie van hunne Principalen te dwarsboomen.

Ik wagt nu eerstdaags violente resolutien uit Holland, waarvan het gevolg aan U. H. sal meededeelen. De crisis van Saken is nooit soo groot geweest als tegenwoordig. De goede Voorsienigheid geeve dat uit alle deese desordres eens een schikking tot onderlinge harmonie en voorkoming van verdere onheylen gebooren mag worden....

H. FAGEL.

LETTRE MCCXXXVIII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Les affaires d'Utrecht. Une missive de Vienne.

—

Amersfoort [1]), den 13 Juny 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik hebbe gisteren avont ontvangen U.W.E.G. missive van eergisteren. Ik hebbe met leedweezen daaruit gezien dat vier Provintien overgenoomen hebben de missive der H^{n} Gedeputeerde Staaten van Utrecht. Ik vreeze dat men zal trachten daarvan

[1]) Où une partie de l'assemblée s'était retirée.

misbruik te maaken, doch ik denke dat de wettige Gecommitteerdens van Utrecht zig niet moeten laaten intimideeren en sessie blijven houden tot dat men geweld pleegt om ze uit de Vergadering te houden, en zich, wat of er ook voorvalt, mainteneeren in het bezit der provintiale stoelen bij H. Ho. Mog.

Ik hebbe naer Vriesland geschreeven om te trachten uit te werken dat de Gedeputeerdens ter Generaliteit van die Provintie van een goede last werden voorzien.

De missive van den Heere Van Haeften is zeer merkwaardig en wij kunnen binnen korten heele nieuwe vertooningen zien en het fameuse Pacte de Famille en Tractaat van Versailles in duygen. God geeve dat alles ten beste van het lieve Vaderland gedije. Voor het overige blijve met achting, ...

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCXXXIX.

Le prince d'Orange au prince de Nassau-Weilbourg. Réponse à la lettre du 22 Mai.

Amersfoort, ce 15 Juin 1787.

Monsieur.

J'ai reçu en son temps la lettre que V. A. a voulu m'écrire le 22 de May. Je suis bien sensible aux marques d'amitié qu'Elle veut bien me donner et à la part qu'Elle veut bien prendre à ce qui me concerne. Les circonstances n'ont pas encore permis de faire usage de l'offerte obligeante de V. A. Je ne manquerai pas de l'avertir quand ce qu'Elle propose pourra avoir lieu. Les cartes s'embrouillent tout à fait dans ce pays et nous sommes à la veille de voir commencer les hostilités. Dieu veuille épargner l'effu-

sion du sang humain. J'ai cru nécessaire de donner une déclaration au public dans les circonstances où je me trouve et après toutes les injustices, que j'éprouve journellement et surtout de la part des Etats d'Hollande. J'en envoye deux exemplaires à V. A. Si Elle en désire d'avantage, je la prie de me le faire sçavoir. Je serai charmé de sçavoir si cette démarche a son approbation....

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE MCCXL.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. La députation des prétendus Etats d'Utrecht.

Amersfoort, den 15 Juny 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik hebbe U.W.E.G. missives wel ontvangen, danke voor het gecommuniceerde [1]) en zie daaruit met leedweezen den toestand van zaken ter Vergadering van H. Ho. Mog. God geeve dat de admissie der pretense Gecomm. van Utrecht in hooggem. Vergaderinge niet mogen hebben de nadeelige vrugten, die ik daarvan verwagte.

Ik vreeze zeer voor de Burggraaff; het zoude een onoverkomelijk verlies zijn, zoo hij kwam te sterven; het koomt bijzonder kwalijk in een tijd dat landsdag moet zijn en over zoo gewigtige objecten voor 's Lands welzijn....

W. PRINS VAN ORANGE.

[1]) La lettre informait le prince de l'admission d'une députation des prétendus Etats-provinciaux à Utrecht aux Etats-Généraux; la conclusion tendant à cette admission avoit été imposée à l'assemblée par trois provinces. Dès ce moment la province d'Utrecht avait deux députations au conseil suprême des Provinces-Unies.

LETTRE MCCXLI.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Apparence de quelque dessein pernicieux.

Amersfoort, den 20 Juny 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik hebbe op zijn tijd wel ontfangen U.W.E.G. missives [1]) en danke voor het meedegedeelde. Wat moet er nog van het lieve Vaderland worden? Ik denke dat de Vergaderinge niet lange in 's Hage blijven zal en refereere mij aan hetgeene ik U.W.E.G. voor 3 à 4 weeken geschreeven hebbe, toen men vreesde dat Holland het tot uiterstens zoude pousseeren. Ik weete daar thans niets bij te voegen, maar daar brouwt wat, en ik denke dat men op zijn hoede zijn moet. Alles zal er op aankoomen aan wien het Guarnizoen zal gehoorzaamen. Ik weete wel wat ik gedaan zoude hebben, zoo ik hetzelve commandeerde, en hoope dat de Officieren niet vergeeten zullen dat zij Generaliteits-troupes zijn en alleen aan de particuliere Provintien verbonden zijn, voor zoo verre zij bij de Unie en de ware gereformeerde Christelijke Religie blijven ....

W. PRINS VAN ORANGE.

[1]) Elles annoncaient des propositions très violentes dans la province de Hollande, spécialement de la ville de Rotterdam, toutefois sans en indiquer la tendance. On peut trouver ces propositions, tendant à diminuer l'autorité de l'amiral-général, dans les Ned. Jbb. 1787, p. 1789.

LETTRE MCCXLII.

Le prince d'Orange au roi de la Grande Bretagne [1]. *L'arrestation de la princesse d'Orange.*

—

Amersfoort, ce 29 Juin 1787.

Sire

Je me vois dans la triste necessité de faire part à V. M. que la Princesse mon Epouse, qui se proposoit d'aller à La Haye, a été arrêtée hier en route par ordre de la Commission personnelle, nommée par les Etats d'Hollande pour commander les troupes employées dans le Cordon sur leur frontière, et qu'on la retient prisonnière à Schoonhoven, en attentant les ordres des Etats d'Hollande. Quoique je ne puis croire que les Etats approuveront une démarche aussi contraire au droit des gens et à la sûreté publique, et que je me flatte de recevoir la nouvelle que la Princesse est relâchée, j'ai cru ne pouvoir me dispenser de donner connoissance sur-le-champ à V. M. d'un attentat aussi inoui. J'implore la protection de V. M. dans la situation cruelle où je me trouve, ainsi que ma famille, et c'est avec le plus profond respect que j'ai l'honneur d'être,

Sire . . . .

G. PR. D'ORANGE.

Le peu de sûreté des chemins est cause que je n'ose écrire par La Haye et que je dois faire parvenir celle-ci par une autre voye que par le Canal du Chevalier Harris. J'espère que V. M. excusera que, dans la situation où je suis, j'use de cette précaution et V. M. comprendra pourquoi je ne me sers point du Ministère de la République.

[1]) *Minute autographe du prince.*

LETTRE MCCXLIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire de Zélande Van de Spiegel. Même sujet.

—

Amersfoort, den 29 Juny 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

U.W.E.G. zal zeeker niet zonder de grootste surprise verneemen, dat de Princesse op haare reize naar 's Hage is gearresteerd en in bewaaringe gehouden word te Schoonhoven. Ik schrijve daarover aan H. Ho. Mog., aan de Staaten der respective Provintien, om te verkrijgen dat de Princesse spoedig op vrije voeten werde hersteld. Ik hoope dat U.W.E.G. zal gelieven uit te werken dat de Provintie van Zeeland de zaak voor mij opneeme. Ik schrijve er over aan den Koning van Engeland, doch wijl de weegen zoo onveilig zijn, kan ik er niet over aan de Heere Harris schrijven en moet dus mijn brief over Zeeland zenden. De Hr Van Citters zal ze aan U.W.E.G. addresseeren en ik verzoeke U.W.E.G. om ze door een vertrouwt Persoon over Ostende of Veere te doen verzenden ....

W. PR. V. ORANGE.

LETTRE MCCXLIV.

Le prince d'Orange au roi de Prusse [1]. Même sujet.

Amersfoort, ce 29 Juin 1787.

Sire.

Je me trouve dans la triste nécessité de faire part à V. M. que la Princesse sa soeur, qui se proposoit d'aller à La Haye, a été arrêtée hier en route par ordre de la commission personnelle, nommée par

[1] *Minute autographe du prince.*

les Etats de Hollande pour commander les troupes employées dans le cordon sur leur frontière, et qu'on la retient prisonnière à Schoonhoven, en attendant les ordres des Etats d'Hollande, quoique je ne puis croire que les Etats approuveront une démarche aussi contraire au droit des gens et à la sûreté publique et je me flatte de recevoir la nouvelle que la Princesse est relâchée.

J'ai cru ne pouvoir me dispenser de donner connoissance sur-le-champ à V. M. d'un attentat aussi inoui fait à la personne de sa soeur, et d'implorer sa protection dans la situation cruelle où je me trouve avec ma Famille....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCXLV.

Le prince de Nassau-Weilbourg au prince d'Orange. Réponse. La déclaration du prince.

—

Weilbourg, ce 1 Juillet 1787.

Monsieur.

Je rends mille grâces à V. A. de ce qu'Elle a bien voulu m'envoier trois exemplaires de la déclaration qu'Elle a donnée au public. Cette pièce me paroit très bien et répondre parfaitement au but. Je désire bien sincèrement qu'elle fasse l'effet désiré. Dieu conduise V. A. dans ses entreprises et fasse triompher la saine partie de la République en confondant les esprits séditieux qui l'ont déchirée depuis si longtems par une ambition effrénée....

CHARLES PR. DE NASSAU.

LETTRE MCCXLVI.

Le conseiller-pensionnaire Van de Spiegel à M. van Citters. Troubles sérieuses à Middelbourg.

—

Den 1 July 1787.

HoogWelGeboren Heer.

Sedert eergisteren is deeze Stad in de uiterste verwarring [1]), waartoe de eerste aanleiding gegeeven is door een jacht, in 't welk de Heer Van den Santheuvel met een gezelschap zig bevondt, dat eerst te Vlissingen was binnen geloopen met een vlag, die men zegt ongewoon te zijn en aldaar reeds eenige opschudding hadt verwekt; daarna is dat jacht in de kaai te Middelburg komen liggen, wel met een ordinaire Vlag van agteren afwaaiende, maar met een vleugel of wimpeltje, daar het Volk onvergenoegd over was, eerst aan 't morren raakte en eindelijk met daadelijkheden begon; zoodat de Regeering dat jacht heeft doen vertrekken, terwijl men ook zegt, dat domestiquen of bootsvolk door onvoorzigtige liedjes en discourssen het volk hebben geirriteerd.

Dienzelven Vrijdag avond begon het glazen in te smijten bij een paar zoogenaamde patriotsche burgers, doch de Burger-Compagnien op de been komende, werdt de rust weder hersteld, zoodat de Saturdag morgen vrij stil passeerde, schoon er veel gemor was over het dreigen en uittarten van zekeren Doctor Stevenink [2]), in wiens huis men wist dat veel schietgeweer en amunitie verborgen was. — Van tijd tot tijd vergaderden er eenige menschen omtrent dit huis,

[1]) On trouvera le récit détaillé de ces troubles sérieuses dans les Ned. Jbb. 1787, p. 2026 sqq.

[2]) Un des partisans les plus passionnés du parti antistadhoudérien.

naar boven ziende, daar de geweeren uit de vensters lagen, zonder dat iemand eenig molest deedt, doch tegen den avond begon Stevenink met donderbussen uit de bovenvensters te schieten en trof een man, die van zijn werk komende daar voorbij ging, zoodat hij dood nederviel, gelijk ook eenige tijd daarna een kind van 12 of 13 jaar, daar men meent dat hij op aanleide; naderhand zijn er nog eenige dooden en gekwetsten geweest, doch het getal is onzeker.

De Burgerwagten, gezonden om die violentien te doen ophouden, moesten retireeren door het continueel vuur dat uit de vensters gemaakt werdt, zoodat de straat geheel schoon van menschen was. — De Regeering verzogt adsistentie van militie, waarop de G. G. R. R. hebben ontboden 200 man van Veere en even zooveel van Vlissingen, welke eerste in den nagt zijn binnen gekomen, maar van de laatste maar 60 man. Eer de militie nog gearriveerd was, had het volk een stuk kanon (zoo ik meen een drieponder) gehaald, om uit een schuins tegen over zijnde straatje op het huis te schieten, gelijk ook eenige kleinder stukjes van schepen of jachten, maar dewijl het huis een van de sterkste van de stad is, als geheel van zwaare blokken steen gebouwd, deed dit schieten weinig schade als aan deuren en vensters, terwijl niemand het huis durfde naderen, om het continueel vuur van boven; eindelijk kwam de militie voor het huis en toen hieldt het schieten eenigen tijd op en de Regeering deedt Steveninck sommeeren zijn huis te openen, dat ook eindelijk geschiedde, maar hoe men dit huis doorzogt, hij, noch zijne ammunitie, werdt niet gevonden. Hierop meende men de zaaken gestild te hebben, maar kort nadien begon het vuur uit het huis op nieuw, zoodat het in de straat niet te houden was. De Regeering nogmaals hebbende laaten waar-

schouwen, dat zij hem aan zijn sort zoude overlaaten, trok eindelijk de militie weg, waarop het schieten van het kanon deezen morgen ten 4 uuren wederom begon, het gemeen zig eindelijk meester maakte van het huis, daar alles geplunderd en geruineerd wordt, doch de bewoonder (zoo veel ik weet) nog niet gevat is, schoon de Regeering een praemie van ƒ 1000 op zijn hoofd gezet heeft.

'T is nu te vreezen dat het hierbij niet blijven zal en dat er nog veel bloedstorting te wagten is. Het is mij niet mogelijk aan meerder menschen te schrijven en ik verzoek Uw H.W.G. deeze te communiceeren daar het noodig is.

Onder 't schrijven deezer bekome ik de tijding, dat het Schuttershof, daar het Vrijcorps of zoogenaamde schutterij vergaderd was, door 't Volk geatqueerd zijnde, zig heeft overgegeeven, dat al hun geweer &c zijn weggenomen en op 't Stadhuis gebragt. De plundering gaat ondertusschen nog al voort bij andere Leeden van dat Corps.

Ik heb de eer....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

LETTRE MCCXLVII.

Le conseiller-pensionnaire de Zélande Van de Spiegel au prince d'Orange. Même Sujet. L'arrestation de la princesse.

—

Middelburg, 2 July 1787.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst en Heer.

Het accident, aan H. K. K. H. overgekomen, is affreus, en zoo de Provintien zig hetzelve niet aan trekken, is er niets sterk genoeg om de publyke indignatie gaande te maaken.

Hier in de stad is het allerdeerlijkst gesteld: de vergadering van de Staaten is afgebroken, want het is heden de vierde dag dat de Stad vervuld is met plundering en moord. In een menigte huizen worden niet alleen de meubels geruineerd, maar de huizen zelfs genoegzaam afgebroken. De Regeering heeft militie verzogt van Vlissingen en Vere en heeft van de eerste 60 en van de tweede 200 man bekomen, doch deeze manschap is reeds door fatigues afgemat en buiten staat om resistentie te doen. Met de Burger-Compagnien is het eveneens gesteld, zoodat ik gebruik heb moeten maaken van het Patent van U. D. H. voor het Bataillon Van Brakell te Sluis in Vlaanderen, 't welk herwaarts ontboden is en deezen avond verwagt wordt.

U. D. H. vergeeve mij de confusie waarin deeze geschreeven is; ik ben buiten staat om meerder te schrijven, doch gisteren heb ik het detail van den oorsprong der troubles aan d' Heer Van Citters in Den Haag gezonden, met verzoek om dezelve te communiceeren, schoon het toen ter tijd nog maar spel was bij 'tgene in den Zondag namiddag en nagt gebeurd is. Het volk, nu dronken zijnde, loopt maar op den roof en deezen morgen heeft mij een dronken vreemdeling in mijn huis komen zeggen, dat het huis op den grond moet met al wat er in is; die persoon heb ik buiten de deur gestooten, maar men is niet zeker voor geen oogenblik. De hoofdwagt in de Abdij heeft tegenwoordig een Corporaal en 10 man, terwijl de rest buiten staat is om dienst te doen en de Stad geheel en al overheerd.

De missive van U. D. H. naar Engeland heb ik met een expresse naar Oostende gezonden en wel laaten recommandeeren.

Ik heb de eer....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

Voor 't sluiten deezer bekome ik nog tijding, dat het zig wat tot bedaaren schikt. De Regeering heeft Orange-vlaggen van de torens laaten waaien en dit geeft genoegen, naar 't schijnt; maar de hoop volks is redenloos door den drank, en 't is tegenwoordig maar te doen om te rooven, onverschillig bij wien. Zij hebben zig meester gemaakt van scheeps-kanon, dat met spijkers, blik, loot en allerhande schroot geladen wordt.

LETTRE MCCXLVIII.

L'envoyé Van Reede au prince d'Orange. L'insulte de la princesse. L'opinion du roi de Prusse.

Berlin, le 5 Juillet 1787.

Monseigneur.

Quoique V. A. sera instruite par le Roi lui-même de la part que S. M. a pris à l'insulte faitte à Madame la Princesse d'Orange et des démarches que le Roi a fait faire en conséquence à La Haye et à Paris, qu'ainsi mon rapport ne pourroit être qu'une foible répétition et mal exprimer les sentiments du Roi, je ne puis pas laisser repartir le Courier de V. A. sans saisir cette occasion de lui présenter mon respect et lui témoigner ma douleur de l'attentat qu'on s'est permis vis à vis de S. A. R., que les détails qui nous sont parvenus, s'ils sont exacts, agravent encore; ils étoient contenus dans une lettre du maître de Poste de Wezel et on m'assure que le Roi, qui ne les a vu q'après avoir expédié ses ordres, en a été indigné; c'est à la suite de cela que S. M. a dit à ses Ministres: „Nous serons encore entrainés, malgré „nous, dans une guerre". Cependant comme le Roi

ne la désire nullement, je crois qu'au moins d'un refus formel de la satisfaction que le Roi demande (ce qui n'est pas apparent) S. M. continuera dans les principes qu'Elle a adopté. L'ordre à Mr Thulemeyer, que j'ai lu, est assez positif, il est même authorisé à faire entendre de bouche que, si le Roi étoit refusé, S. M. prendroit un autre ton.

Je me plais à croire que les Etats d'Hollande auront condamné la conduite de quelques insensés et que dans ce moment S. A. R. jouit à La Haye de la considération et du respect que lui est dû à tant de titres. Puisse la démarche héroique que cette auguste Princesse vient de faire être couronnée du plus heureux succès et ramener la paix dans l'Etat, en assurant le bonheur de Vos Altesses et de leur Maison.

J'ai l'honneur de présenter à V. A. les assurances de mon respect....

A. W. VAN REEDE.

LETTRE MCCXLIX.

Le représentant Van Lynden au prince d'Orange. La tranquillité rétablie à Middelbourg.

A la Haye, le 6 Juillet 1787.

Monsieur.

Je puis avoir la satisfaction d'informer respectueusement V. A. S. qu'à Middelbourg la tranquilité est rétablie, après que le Magistrat a publié sa résolution unanime de maintenir les droits de V. A. S. Comme je crois ce moment-cy moins propre que tout autre, à distraire V. A. S. pas des détails de ce qui s'est passé tant dans cette ville qu'à Vlissingue et Veere, je me borne à l'assurer que l'issue nous pro-

met infiniment plus de facilité dans le maniement des affaires de la province qu'il y en a eu jusqu' à présent et que, sans risque de se tromper, on pourra compter dorénavant avec plus de sûreté sur la Zélande.

Les honnêtes gens ont été tous vivement indignés de l'odiense catastrophe qu'à subi S. A. R. Elle a bien voulu témoigner être contente des procédés des Etats-Généraux à cet égard et je me flatte, Monseigneur, que vous les approuvés pareillement. Nous continuerons à mettre en oeuvre tous les efforts possibles pour prouver l'intérêt que nous prenons à la chose....

G. C. H. DE LYNDEN.

LETTRE MCCL.

's Hage, den 10e July 1787.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

De Hr. Van Thulemeyer.... heeft mij voorgeleesen de ordre, die van den Koning heeft ontfangen over hetgeen aan H. K. H. te Schoonhoven is overgekomen, en de Memoriën, die hij dienvolgens soo aan H. Ho. Mog. als aan de Staten van Holland soude presenteeren [1].... Ik zal benieuwt zijn wat partije men in Holland hierop sal neemen, alsmeede wat antwoord op de laatste missive van H. K. H. zal worden gegeeven....

H. FAGEL.

[1]) Voyez le texte de ces deux mémoires: Ned. Jbb. 1787, p. 1748 et 49.

LETTRE MCCLI.

Le prince d'Orange à l'envoyé baron Van Reede à Berlin. Réponse à la lettre du 5 Juillet.

—

Amersfoort, ce 11 Juillet 1787.

Monsieur.

Je me trouve en bonne possession de votre lettre du 5. Je crois que vous aurez été indigné, comme moi, de l'attentat commis sur la Personne de la Princesse. Je prie le Tout-Puissant que l'obstination de quelques enragés ne fasse pas le malheur de la République, et j'espére que l'orage tombera sur les têtes, sur lesquelles il doit tomber, sçavoir les régents qui ont concourru à l'approbation de la conduite de la commission de Woerden. Le prétexte qu'ils ont pris d'arrêter la Princesse est charmant: c'est un ordre général d'arrêter les gens suspects, et ils lui font l'honneur de la comprendre dans le nombre. Elle ne devoit pas s'attendre à cela en venant la première fois dans ce Pays d'après la manière dont Elle y a été reçue alors....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCLII.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. L'intention du roi de Prusse d'envoyer une armée.

—

's Hage, den 11 July 1787.

Doorlugtigst Vorst en Heer.

....Uit eene missive, die ik deesen nademiddag van H. K. H. heb ontvangen, zie ik met groot genoegen, dat de Koning van Pruyssen het ongelijk,

soowel aan hem selfs als zijn zuster aangedaan, ter harten neemt, en dat een corps van 40.000 man in Cleefsland bijeen staat te komen; sonder een sodanige demonstratie, die, als het er op aan komt, vigueur toont, kan ik U. H. verseekeren dat alle de Memorien van den Hr van Thulemeyer vrugteloos zullen zijn. De partije is in Holland genomen alles tot het uiterste wagen. De discourssen, door de Pensionarissen van Dort en Haerlem gisteren in de Vergadering van Holland gehouden, met opsigt tot H. K. H., zijn soo indecent, dat iedereen de mond daarvan vol heeft. Ik hoop en wensch dat de saken eens een andere keer mogen neemen, anders houde ik de Republicq voor verlooren....

H. FAGEL.

LETTRE MCCLIII.

Le prince d'Orange au Greffier Fagel. La médiation proposée de la France.

Amersfoort, den 12 July 1787.

WelEdelGestrenge Heer.

....Ik hebbe U.W.E.G. laatste missives van den 7e en 9e deezer wel ontvangen en ben U.W.E.G. zeer verplicht voor het gecommuniceerde. Niets ongelukkiger kan nimmer aan de Republicq overkoomen dan dat Vrankrijk Mediateur of, om beeter te zeggen, beoordelaar zij der gereezene verschillen [1]; men kan vooraf zeggen wat alsdan de decisie zal zijn....

W. PR. V. ORANGE.

[1]) La médiation de la France, proposée par la province de Hollande le 6 Juillet, avait été acceptée par le roi, qui fit part de sa résolution aus Etats-généraux par une missive de M. de Vérac le 18 de ce mois.

LETTRE MCCLIV.

Le prince d'Orange en greffier Fagel. Le mémoire de M. Thulemeyer.

—

Amersfoort, de 14 July 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik hebbe U.W.E.G. missive van den 10e en 11e wel ontvangen.... De Memorie van den Hr van Thulemeyer is veel slapper als de missive van den Koning. God geeve dat wijze maatregulen in dit geval mogen genoomen worden en dat de ruine van het lieve Vaderland moge worden voorgekoomen; doch het koomt mij voor dat de wijze, op welke de Heeren van Holland die memorie opneemen, niet veel goeds voorspelt.... De tijdingen uit de Oostenrijksche Neederlanden zijn zeer interessant. Het schijnt dat daar, zoo als hier, alles in confusie zal geraken. Voor het overige blijve met agting....

W. PRINCE VAN ORANGE.

LETTRE MCCLV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire de Zélande Van de Spiegel. Les suites des troubles à Middelbourg.

—

Amersfoort, den 15 July 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik hebbe vernomen het groote changement, die in de denkenswijze van veele in Zeeland heeft plaatze gehad [1]), en hoope dat nu alles stil mag zijn en blijven en dat de rust eens vooral zal zijn hersteld....

Het doet mij leed dat de omwenteling te Middel-

[1]) Voyez les lettres et les résolutions au sujet de l'arrestation de la princesse: Ned. Jbb. 1787, p. 2053 sqq.

burg het leeven van eenige menschen heeft gekost. In de overige steeden schijnt het dat de constitutioneele partij het met minder oppositie is te boven gekoomen en dus heeft minder woede plaatze gehad . . . .

Ik hoope dat men niet te schielijk zal zijn met het werk der mediatie en dat men vaststellen zal de poincten, waarover eene arbritage vallen moet, zoo geene vriendelijke schikking doenlijk is, alvoorens de mediatie te accepteeren. Voor het overige feliciteere ik U.W.E.G. met de conclusie van het rapport, waarbij de tijd van afkomst der zaken is bepaald, en hoope dat Zeeland zich nu meer energie zal toonen en toestaan, dat van desselvs repartitie gebruik zal kunnen worden gemaakt. Ik hoope dat de aannaderinge der Pruissische armée de Heeren van Holland, Overijssel en Stad en Lande tot eene beetere denkenswijze zal overhalen en dat alles zich ten beste van het Vaderland zal schikken, doch voor alsnog schijnt het dat de memorie van den Heere Van Thulemeyer niet veel impressie maakt bij de Matadors in Holland. Ik vreeze dat het zijn zal q u o s d e u s v u l t p e r d e r e p r i u s d e m e n t a t en blijve wijders met agting, ...

W. PR. V. ORANGE.

LETTRE MCCLVI.

Le representant Van Lynden au prince d'Orange. La question de la médiation de la France.

—

A la Haye, le 16 Juillet 1787.

Monseigneur.

. . . . Quant à la médiation proposée par la Hollande, je conçois parfaitement les différens écueils à éviter et je serai scrupuleux à observer les raisons

solides que S. A. R. a daignée me communiquer à cet égard. Monsr de Thulemeyer travaille sous main pour qu'on nomme le Roy son maître, conjointement avec la France, et il insinue que celle-cy l'agrée. Moi je me flatte et je souhaite que S. M. Prussienne voudra bien mettre en oeuvre un moyen plus prompt et plus efficace de terminer seule les affaires, surtout depuis la réponse que la Hollande vient de lui donner. Il n'y aura aucun doute que la Zélande ne persiste dans les principes que nous avons avancés de sa part aux Etats-Généraux sur ce point, et en général j'ose assurer V. A. S. que la constellation est telle que V. A. S. pourroit la désirer. Si Elle trouve le moment de jetter les yeux sur les papiersque j'ai l'honneur de lui présenter, Elle en sera suffisamment convaincue. Je n'ose entrer dans aucun détail à cet égard, non plus qu'à aucun autre, [par] crainte d'être indiscret dans un temps où je dois, Monseigneur, vous supposer plus occupé que jamais.

Dans les affaires qui se traitent ici, je travaillerai sans relâche à l'unité des mesures entre les 4 provinces, en tant que le seul moyen de vaincre l'usurpation et la tirannie, étayée d'influence étrangère. J'ai prié Mr Fagel d'envoyer à V. A. S. les deux résolutions Zélandoises du 9, produites ce matin, et je lui ai parlé d'une réponse à faire par les Etats-Généraux au dernier mémoire de Prusse, puisque la Hollande n'a pas seulement voulu nous faire part de la sienne. Je serois charmé de savoir si V. A. S. pense qu'une telle démarche pourroit convenir....

G. C. H. DE LYNDEN.

LETTRE MCCLVII.

Le greffier Fugel au prince d'Orange. La réponse au mémoire de M. Thulemeier.

—

's Hage, den 16 July 1787.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

U. H. zal vernomen hebben dat voorleeden Saterdag een resolutie bij Holland is genomen tot antwoord op de Memorie van den Hr Van Thulemeyer over het geval van Mevrouw de Princes. Ik heb deesen morgen den Heer Raadpensionaris gevraagt of daarvan kennis zoude worden gegeeven aan H. Ho. Mog., die nu viermalen daarover geschreven hebben aan de Staten van Holland, maar hij heeft mij gesegt dat sulks niet soude geschieden, maar dat men een copye van de resolutie gesonden had aan de Staten van de respective Provincien. Ik verneem dat die gesonden is soo aan de Staten van Utrecht. te Amersfoort vergadert, als die zig noemen Staten van Utrecht in de Stad van Utrecht. Niet weetende of U. H. daarvan reeds kennis heeft, heb ik getragt onder de hand een copye daarvan te krijgen, die ik de eer heb copyelijk hierneevens te zenden [1]). Ik twijfel niet of U. H., soowel als Mevrouw de Princes, zullen daarvan onvoldaan sijn en houde mij verseekert, dat den Koning van Pruyssen in 't geheel geen genoegen daarin sal neemen, vooral daar hij nog heeden door den Heer van Thulemeyer heeft laten insinueeren aan den Hr Raadpensonaris dat hij op een Satisfactie insteerde, terwijl hij aan den President van H. Ho. Mo., sooals ook aan mij, zijn dankzegging heeft laten doen over de denkenswijs van

[1]) Voyez le texte dans les Ned. Jbb. 1787, p. 1769 sqq.

H. Ho. Mog. Ik wil hoopen dat de Koning het hierbij niet zal laten, anders was het duisendmaal beeter zig nooit in deese saak te hebben laaten zien....

H. FAGEL.

LETTRE MCCLVIII.

Le conseiller-pensionnaire de Zélande Van de Spiegel au prince d'Orange. La proposition de la province de Hollande d'invoquer la médiation de la France.

—

Middelburg, den 16 July 1787.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst en Heer.

De eer gehad hebbende te ontvangen U. D. H. schrijven van den 15 deezer, haast ik mij om te rescribeeren, dat naar het uiterlijk aanzien thans alles in deeze Provintie in rust is, en schoon de stad Zierikzee nog niet veranderd is, schijnt dit egter minder aan de Regeering geattribueerd te moeten worden dan aan een exercitie-corps, 'twelk thans met de schutterij is ingelijft. In Zuid-Beveland zijn eenige desordres geweest, door een partij slegt volk verwekt, welke door de justitie wel zullen gestild worden. Een gedeelte van de Zwitsers van Stockar, die wegens het oproer hier verzogt waren, zijn weder geretourneerd, en de Heeren van Middelburg zouden niet gaarn het Garnisoen geheel laaten vertrekken; ook heeft het volk hier veel genoegen en schijnt wel te kunnen bestaan, vermits de stad (zoo ik meen) vrij quartier geeft....

Ik neem de vrijheid hier in te sluiten het rapport over de Mediatie op gisteren uitgebragt, 'twelk

ik hope dat naar de intentie van U. D. H. zal zijn en in dien gevalle alzoo geconcludeerd zal worden. [1]).

Het is de wensch van alle weldenkenden, dat de zaaken van de Republyk mogen hersteld worden zonder buitenlandsche interventie en dat U.D.H. zig spoedig met de noodige kragt en invloed zal voorzien vinden om in Hoogst desselfs onderscheiden betrekkingen daertoe mede te werken.

Ik heb de eer....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

P.S. U. D. H. zal mogelijk niet weeten, dat ik tegenwoordig, sedert het oproer, de eer heb de stem van Zierikzee ter vergadering uit te brengen, welke Commissie zeer delicaat voor mij is.

LETTRE MCCLIX.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Courte réponse aux dernières lettres du greffier.

—

Amersfoort, den 19 July 1787.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik hebbe U.W.E.G. missives van den 11, 12 en 15 deezer wel ontvangen. Ik vinde het antwoord van Holland aan den Koning van Pruissen niets minder als gepast en ben benieuwt hoe of hetselve bij zijne Pruissische Majesteit zal werden opgenoomen. Ik ben U.W.E.G. zeer verpligt voor de toegezonden stukken.

Het is zeeker te vreezen dat diegeenen, die thans de meeste invloed in Holland hebben, gevaarlijke inzichten voeden voor het Bondgenootschap, en het is de plicht van alle diegeenen, die het met het Land wel meenen, om zulks, zooveel in hem is, tegen te gaan.

W. PRINS VAN ORANGE.

[1]) Voir le texte dans les Ned. Jbb. 1787, p. 2056 sqq.

LETTRE MCCLX.

Le prince de Nassau-Weilbourg au prince d'Orange. L'arrestation de la princesse d'Orange.

Kirchheim, ce 22 Juillet 1787.

Monsieur.

V. A. peut aisément se figure ce que moi et les miens avons sentis au traitement que l'on a fait essuier à S. A. R., qui a donnée à cette occasion une preuve de son courage. Je suis persuadé que la résolution, qu'Elle a prise, fera peut-être un plus grand effet que toute autre voye d'accommodement auroit pu faire, vu le parti affreux et honteux que cette démarche a fait prendre aux Etats d'Hollande, qui ne peut que révolter tous les esprits contre eux ....

Je suis ....

CHARLES PRINCE DE NASSAU.

LETTRE MCCLXI.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Réponse à la lettre du 16.

Amersfoort, den 25 July 1787.

WelEdelGestrenge Heer.

.... De propositie van Holland, die U.W.E.G. mij heeft gelieven te communiceeren, is aller violentst [1]). Ik hoope dat H. H. M. goede maatregulen voor derzelver veiligheid zullen neemen. Was het commando mij niet afgenoomen, zoo zoude ik daarvoor zorgen en volgens mijn plicht de vergadering van

[1]) La proposition, ou proprement dit la „dénonciation" d'interdire le territoire de la province aux députés des Etats, représentant l'assemblée d'Amersfoort, en cas qu'on voudrait exclure de l'assemblée de L. H. H. les députés venant d'Utrecht. Voir les Ned Jbb. 1787, p. 1841.

H. H. M. en de Generaliteits-collegien van alle overlast bevrijden, maar zulks is mij thans onmoogelijk. Ik hoope dat de troupes niet vergeeten zullen dat zij in eed en dienst van de Generaliteit zijn. Het is nu een crisis; zoo men zig zwak toont, is alles verlooren, maar soo H. H. M., gesecondeert door den Raad van State en de verdere Generaliteits-Collegien, ferm blijven en verlaaten een territoir waarop zij niet veilig zijn, en zich doen protegeeren door de gardes, zoo hebbe ik alle hoop dat de zaaken schielijk een goede keer zullen neemen, maar het is nu de crisis en van hetgeene overmorgen geschieden zal, hangt alles af. Waarmede, ...

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCLXII.

Le roi d'Angleterre au prince d'Orange. Réponse aux lettres du prince. L'outrage à la princesse.

—

St. James, ce 27 Juillet.

Mon Cousin. J'ai reçu les lettres que vous m'avez écrites du 29me de Juin et du 15e du Courant. J'ai vu avec la sensation la plus vive les horreurs d'une guerre civile, qui se sont manifestées dans différentes provinces de la République et j'en ai été touché d'une manière proportionnée à l'ancienne amitié qui subsiste entre mes Royaumes et les Etats-Généraux des Provinces-Unies. L'affection invariable que j'ai conservée pour la Maison d'Orange m'a fait prendre une part bien réelle dans l'affliction que doit vous avoir causé l'attentat contre la Personne de ma Cousine la Princesse d'Orange, votre Epouse, et d'autant plus que son voyage, qui a donné lieu à cet outrage, a eu pour but de tâcher par son entremise de cal-

mer les dissensions qui déchirent malheureusement la République. Un tel dessein ne peut qu'être applaudi par tous les bons citoyens des Provinces-Unies et je ne peux douter que l'indignation contre tous ceux qui ont eu part à cet outrage ne les poursuive en justice, afin qu'ils subissent la punition qu'ils méritent. Au reste je vous prie d'être persuadé que vos intérêts me sont toujours des plus chers, que je conserverai en tout tems le désir de contribuer au maintien de la constitution de la République en son intégrité si essentielle à la prospérité d'une Nation, qui par son commerce et son industrie a conservé un rang si distingué parmi les Puissances de l'Europe, et que je ne cesserai d'offrir les voeux les plus ardens pour votre conservation et félicité, ainsi que pour celles de Votre Famille, étant avec les sentimens de l'amitié et de l'affection les plus invariables, ...

GEORGE R.

LETTRE MCCLXIII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. La résolution de L. H. P. de defendre les cocardes.

—

Amersfoort, den 17 Augustus 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik zende U.W.E.G. hiernevens eene ostensibele missive en verzoeke U.W.E.G. daarover met de H^n Gedeputeerde van Gelderland, Zeeland, Utrecht, Vriesland en de welmeenende van Overijssel en Stadt en Lande te spreeken om te bekoomen dat mijne missive nader Commissoriaal worde gemaakt, en dat U.W.E.G. inmiddels werde geauthoriseerd om mij daarvan kennisse te geeven. Nimmer ben ik in groo-

ter verleegenheid gebragt als door deeze resolutie. Ik kan U.W.E.G. met waarheid melden, dat, zoo ik ze naarkomen moet, alles in de war zal raaken in de Provincie van Gelderland en Utrecht. In deeze omstandigheden is het noodig dat de trouppes, die in deeze provincie geëmployeerd zijn, zich kunnen distingueeren van die, welke hun vijandelijk attaqueeren, en zoo men hun de cocarde doet afleggen, zullen veele verloopen en alle mistroostig worden. Ik, nog mijne kinderen, dragen geene andere dan de gewoone cocardes, maar anders is bijkans geen mensch in geheel Gelderland en in het gedeelte van Utrecht, welke de staaten, te Amersfoort vergaderd, voor den Souverain erkendt, die niet eene cocarde of lint draagt. Ik kan niet instaan voor de gevolgen, zoo ik de resolutie moet naarkomen, doch zoo H. Ho. Mog. persisteeren, zal ik gehoorzamen volgens mijn pligt. Ik hoope dat het er niet, in deeze omstandigheeden, toe zal komen en blijve met achting,

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCLXIV.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Les violences du corps-franc à Delft.

—

Nijmeegen, den 22 Augustus 1787.

WelEdeleGestrenge Heere.

Ik hebbe U.W.E.G. missives van voorleede Vrijdag, Zondag, Maandag en Dinsdag wel ontvangen, danke U.W.E.G. voor het gecommuniceerde. Wat zal er nog van ons ongelukkig Vaderland worden? Het inneemen van Delft door de Vrij-Corporisten is eene aller ongelukkigste zaak voor zoo veele brave

Regenten, die het slagtoffer van hunne woede zullen zijn en van hunne plaatzen zullen worden ontset, en ik vreeze dat zij veel misbruik van 's Lands Arsenaal zullen maaken. Ik hoope dat Den Haege van een diergelijk bezoek zal bevrijd worden, maar ik vreeze het tegendeel.

De Buitenlandsche tijdingen zijn zeer merkwaardig. Vrankrijk kan wel binnen korten een grooter tooneel van verwarring opleeveren dan ons ongelukkig Vaderland, maar zij heeft meerder ressources en kan er beeter teegen als deeze Republicq. Ik kan, om onveiligheid der weegen, niets meer schrijven en blijve met achting, ...

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCLXV.

Le prince de Nassau-Weilbourg au prince d'Orange. Le voyage prochain du rhingrave Charles de Salm à Utrecht.

Weilburg, ce 21 Août 1787.

Monsieur.

L'étroite liaison dans laquelle je suis avec le Rhingrave Charles de Salm [1]), et qui est fondée sur l'honnêteté de son caractaire et la sureté de son comerce, exige de moi d'avertir Vôtre Altesse que quelqu'envie qu'il aye de pouvoir servir, étant fait pour le service et ayant déjà servi avec distinction pendant la guerre de 7 ans, il s'est refusé à des offertes très avantageuses qui lui ont été faites reïterativement par son frère à Utrecht par pure amitié pour moi et ma maison.

[1]) Voyez le numéro suivant.

Il vient de me faire sçavoir qu'il s'est déterminé de se rendre auprès de son frère sur une lettre très pressente qu'il en a reçu, et dans laquelle il lui marque que, s'il venoit, il auroit occasion de se rendre utile au parti qu'il ménageoit.

Je n'en vois pas l'utilité, Vôtre Altesse ayant prise la résolution noble, stable, et ferme de ne point entrer en composition et de plustot tout perdre que de ceder des droits qui apartienent à Elle et à sa maison d'une maniére irrevocable.

Le Rhingrave Charles m'a donné sa parolle d'honeur de bouche et par écrit sans que je la lui aye demandé de n'entrer en rien qui puisse vous être désagréable ou désavantageux. C'est un homme qui a une très bonne tête et qui est le seul de sa famille qui aye de l'assendant sur celui d'Utrecht.

Je fais parvenir celle-ci par courrier pour être sur que cette lettre ne vienne dans d'autres mains que les sienes et pour qu'Elle puisse me mander avec sureté ce qu'Elle voudra me faire sçavoir.

Le halt des troupes Prussiennes, joint aux differents mémoires que le Roi fait presenter par son ministre aux Etats d'Hollande, et la déclaration de la France a ce même Roi, m'inquiette furieusement. Mon courrier ne parroitra paș sous cette forme, mais comme un homme qui voyage pour son popre compte . . .

CHARLES PR. DE NASSAU.

LETTRE MCCLXVI.

Le prince d'Orange au prince régnant de Nassau-Weilbourg a Kircheim-Boland. Réponse. L'arrivée du rhingrave Charles de Salm à Utrecht [1]).

Nimèque ce 24 Aoust 1787.

Monsieur.

....Je remercie V. A. aussi de la communication du voyage du Rhijngrave Charles de Salm pour Utrecht. [2]). Je ne vois pas quelle négotiation il peut y avoir entre le Rhijngrave Frédéric de Salm et moi. C'est un être des plus dansgereux et qui devra quitter ce païs ou moi, car il est impossible, après tout ce qui s'est passé, que lui puisse rester servir l'Etat, si je dois rester Stadhouder et Capitaine-Général. Les Prussiens avancent à force et seront rassemblés dans 10 ou 12 jours au Païs de Clèves. Je ne puis encore rien dire de leurs opérations ultérieures, mais je ne crois pas qu'ils ont fait tant de chemin pour s'arrêter sans coup férir, et je crois pouvoir assurer V. A. que la Prusse et l'Angleterre travaillent de concert et que la France ne réussira point à empêcher la marche des Prussiens. Voilà tout ce que je puis confier au papier. Les horreurs qui se font en Hollande surpassent toute imagination. Des Corps francs ont pris de force Delft et entouroient avant-hier La Haye. Depuis avant-hier je ne sçais ce qui s'est passé. Dieu sçait s'ils ne se sont pas emparés de La Haye....

J'ai l'honneur d'être,

G. PR. D'ORANGE.

[1]) *Autographe du prince.*

[2]) Le frère du rhingrave Frédéric, qui occupait la place de commandant à Utrecht lors de l'invasion Prussienne.

LETTRE MCCLXVII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. La médiation combinée de la France, de l'Angleterre et de la Prusse.

—

Amersfoort, den 28 Augustus 1787.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik zende U.W.E.G. hierneevens eene missive voor den Heere van Lynden van Blitterswijk. Ik verzoeke U.W.E.G. die ter hand te stellen en wijl ik hem versogt hebbe dezelve aan U.W.E.G. te communiceeren, defereere ik mij aan deszelfs inhoud en verzoeke U.W.E.G. om wel te willen het daarheenen dirigeeren, dat zoo spoedig doenlijk omtrent de gecombineerde mediatie van Vrankrijk met Engeland en Pruisschen [1]) eene resolutie genomen werde, alsmeede dat omtrent de gedemitteerde Officieren door de Provintie van Holland eene Vruchtbaere resolutie genomen werde, die dezelve geld geeft en in staat steld om te blijven leeven, en dat zorge gedragen werde voor de betaelinge der troupes op Hollandsche repartitie, die die provintie thans goedvind af te wijzen en met de aanstaende maand onbetaeld te laeten. Zoo U.W.E.G. van vrucht oordeelt dat ik daarover eene missive schrijve aan H. Ho. Mog. als Capitein-Generaal van de Unie, zal ik zulks met den eersten doen, waarmede blijve met achting,

W. PRINS VAN ORANGE.

[1]) Selon le projet conciliatoire, discuté et couché à Nimègue dans une conférence du prince avec quelques-uns de ses confidents.

LETTRE MCCLXVIII.

L'impératrice de Russie au prince d'Orange. La détention de la princesse.

—

St. Petersbourg, le 10 d'Aoust 1787.

Monsieur mon Cousin.

La lettre de V. A. S. datée d'Amersfoort du 15e Juillet et l'imprimé qui y étoit joint, renfermant les pièces relatives à la détention récente de Madame la Princesse son Epouse, me sont parvenus.

J'ai pris beaucoup de part à un événement qui semble derechef rejetter de bien loin l'époque si désirable d'une composition amicale der affaires. Mes voeux en redoublent qu'en dépit de ce fâcheux incident, la modération des parties intéressées puisse encore amener un plan de conciliation popre à conjurer l'orage qui est prêt à éclater. Ils me sont dictés par l'intérêt constant que je prends à V. A. S., en même temps qu'à la prospérité de la République, et qui est aussi sincère que les sentimens de la parfaite amitié avec laquelle je suis, Monsieur mon Cousin, ...

CATHÉRINE.

LETTRE MCCLXIX.

Le roi de la Grande Bretagne au prince d'Orange. L'intervention Prussienne.

—

Windsor, ce 28 Août 1787.

Mon cher Cousin. Personne peut être plus avide de mettre fin au fléau de la guerre civile, que la conduite des soi-disant Patriotes de la Province d'Hollande donne trop de raison d'appréhender, que moi, et je

me flatte que la vigueur que le Roi de Prusse marque, obligera la France bientôt de changer de conduite et de laisser les choses revenir sur le pied qui a subsisté depuis l'heureuse révolution en 1748 et confirmé en 1766. Au reste soyez toujours persuadé de mon affection invariable pour Vous et votre Famille et que je serai à toute occasion, mon cher cousin,

votre très affectionné Cousin,

George R.

LETTRE MCCLXX.

Le prince d'Orange au roi de la Grande Bretagne [1]*. Remerciements du mémoire de M. Harris* [2]*.*

Loo, ce 30 Aoust 1786.

Sire.

Je ne sçaurois laisser partir d'ici Monsieur le Chevalier Harris, sans le prier de faire parvenir à V. M. le témoignage de ma vive et sincère reconnoissance pour toutes les bontés qu'Elle daigne me marquer, et singulièrement pour l'intérêt qu'Elle daigne prendre à ce qui me concerne et dont Elle a bien voulu donner une preuve sensible dans le mémoire qu'Elle a fait présenter à Leurs Hautes Puissances les seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies.

La Princesse mon Epouse m'a prié de mettre aux pieds de V. M. les assurances de ses respects. Qu'il me soit permis de saisir cette occasion pour me

[1]) *Minute autographe du prince.*

[2]) Voyez le texte de ce mémoire, présenté aux Etats-généraux le 12 Août, dans les Ned. Jbb. 1787, p. 3117 sq.

recommander, ainsi que ma Famille, à la continuation de la bienveillance de V. M. et de la supplier de vouloir bien être persuadée du très profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être,

Sire, ...

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCLXXI.

Le prince d'Orange au roi de la Grande Bretagne[1]*. Réponse à la lettre du 28 Août. Les violences des corps-francs.*

Amersfoort, ce 4 Septembre 1787.

Sire.

Je suis pénétré de la plus respectueuse reconnoissance pour la part que V. M. daigne prendre aux vrais intérêts de cette république et pour les soins qu'Elle daigne prendre pour faire rétablir la constitution de cet Etat sur le pied qu'Elle a été établie en 1747 & 1748 et renouvellée du voeu unanime des Etats des différentes provinces en 1766 à l'époque de ma majorité.

V. M. est sans doute informée de la manière déspotique et arbitraire dont les prétendus patriotes se conduisent en Hollande et surtout depuis quelques semaines où une troupe de corps francs vont à main armée changer les régences dans les villes, qui ne vouloient point être assujetties au joug du parti dominant. Ils viennent aussi de faire prendre les armes aux corps francs en Frise et de faire de Franeker leur place d'armes pour menacer de là les Etats légitimes assemblés à Leeuwarden et tâcher de les dépouiller de leur pouvoir et se l'attribuer. En Over-

[1]) *Minute autographe du prince.*

ijssel leur parti est tellement prédominant que les amis de la vraye constitution, de la liberté et de la Maison d'Orange n'osent plus se montrer, ni parler en faveur de la bonne cause. C'est, après Dieu, du secours de V. M. et de S. M. Prussienne, que nous attendons le salut de cette république, et je suis assuré que sa puissante protection et celle de S. M. Prussienne sera efficace pour délivrer cet Etat de la tirannie de ceux qui l'oppriment, et j'espère que la France, voyant la conduite odieuse de ceux qu'Elle a soutenus jusqu'ici, cessera de les protéger et ne voudra pas prêter la main au sistème destructeur de toute forme de Gouvernement que les prétendus Patriotes ont adoptés.

Je saisis cette occasion de me recommander avec ma Famille à la continuation de sa bienveillance et de lui renouveller les assurances du très profond respect, avec lequel j'ai l'honneur d'être,

Sire,

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCLXXII.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. La marche des troupes Prussiennes.

—

Amersfoort, den 13 September 1787.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik ben geinformeert dat op heeden door Nijmeegen is gepasseerd een Colone van de Pruissische troupes, voor welke de Koning de vrije doortocht door de Provintien van Gelderland, Utrecht en Overijssel heeft gevraagt; een battaillon blijft gecampeert bij de Stadt Nijmegen. Ik hebbe noch niet vernoomen waar of de andere troupes door zullen marcheeren,

doch denke dat zij heeden bij Arnhem zullen zijn. Ik hebbe niet willen afzijn U.W.E.G. daarvan te informeeren. Waartoe zijn de zaken toch gekoomen? En wie hadde ooit diergelijke evenementen kunnen verwachten? God geeve dat de goede ingezeetenen in Holland niet mogen leiden van de gevolgen der démarches van eenige weinige lieden, die de Oppermacht binnen die Provincien hebben aan zich getrokken. Geheel Europa schijnt nu in een crisis, waarvan geen exempel is....

U.W.E.G. ontvangt bij deeze geleegenheid eene missive aan H. Ho. Mog., met een declaratoir, welke ik mij genoodzaakt hebbe gezien te geeven aan het Publiecq, nopens mijne denkenswijze omtrend de arbitraire handelwijze van de H^n Staten van Holland en West-Vriesland. Ik wensche dat zulks dienen mag om de ogen van de Natie te openen en tot inkeer te doen koomen diegeenen, welke ter goeder trouw zijn verleid geweest en bij de domineerende factie zich hebben gevoegd. Ik hebbe geene tijdingen uit 'sHage later dan van Maandag jl. Ik ben benieuwt wat of gisteren zal zijn geschiet ter Vergaderinge van Holland. Ik denke dat de deliberatien interessant zullen zijn, want nimmer heeft zich de Republicq zich in diergelijke omstandigheeden gevonden, en het zal noodig zijn dat zij zich door een nadere Unie, als deeze troubles zullen zijn geeindigt, opnieuws verbinde....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCLXXIII.

Le prince d'Orange au duc régnant de Brunswic. L'évacuation d'Utrecht. Le départ du rhingrave.

—

Amersfoort, ce 16 Septembre 1787.

.... Je n'ai pas voulu manquer de lui communiquer le plus tôt possible la nouvelle que je viens de recevoir qu' Utrecht est évacué. J'espère que la nouvelle se confirmera. Je joins ici la copie de la lettre que j'ai reçue du Général-Major de Munster. Dieu soit loué de cet heureux événement. Nous devons cet avantage uniquement à la marche des troupes de S. M. Prussienne, que V. A. commande, et je lui devrai une éternelle reconnoissance pour tout ce qu'Elle fait dans ce moment. On prétend, mais ce sont des bruits vagues, que le Rhijngrave est allé vers Gorkum. Je crois de mon devoir de l'en prévenir, quoique je suis persuadé qu'Elle n'aura pas un ennemi bien redoutable à combattre. Mr. de Grovestins m'a remis la lettre dont V. A. a bien voulu m'honorer. Je lui suis très obligé du renvoy de la convention, que je communiquerai à Mrs. les Etats des Provinces de Gueldres et d'Utrecht.

Je saisis cette occasion de me recommander à la continuation de son amittié et de l'assurer de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Monsieur, ...

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCLXXIV.

Le même au même. Les progrès de l'armée Prussienne.

—

Amersfoort ce 17 Septembre 1787.

Monsieur.

Je me trouve en bonne possession des deux lettres que V. A. a bien voulu m'écrire ce matin [1]). Je félicite V. A. du bon succès de ses armes. Je crois que l'exemple de Gorkum intimidera les autres villes et qu'elles se rendront, dès que V. A. se présentera devant elles....

Si V. A. désire me parler, je me rendrai à ses ordres. Je puis venir au Vaert, qui n'est qu'a deux lieues d'Utrecht et vis à vis de Vyanen. Si Elle daigne me faire prévenir, trois heures après la réception de sa lettre je m'y rendrai. Je suis charmé que le dommage occasionné aux bourgeois de la ville de Gorkum n'est pas bien grand. Je recommande mes compatriotes, qui ont été séduits par leur chef, à la bienveillance de V. A....

Je viens de recevoir la nouvelle que Naerden capitule et que le Général Kalkreuter étoit dans Naerden pour traiter de la capitulation avec le collonel De Mattha, et que les troupes de S. M. Prussienne se sont emparées de l'Uitermeersche Schans, ainsi la collonne du Général Lottum n'est plus qu'à environ 4 lieues d'Amsterdam. Les Etats d'Hollande ont quitté La Haye Samedi et sont assemblés à Amsterdam. Cette nouvelle est venue ici par le chariot de poste d'Amsterdam. Des gens venus d'Amsterdam

[1]) Ne contenant que de simples notifications, ces lettres, ainsi que plusieurs autres du duc, ont été laissées de côté.

ont dit que l'on avoit fait demander de maison en maison, si ils vouloient qu'on rendit la ville ou que l'on se défende, mais je n'ose garantir cette dernière nouvelle....

De V. A.

G. PRINCE D'ORANGE.

P. S. du 18 Septembre 1787.

Depuis que j'avois écrit ma lettre, je reçois des lettres de La Haye, qui me font espérer que les choses y prendront une assez bonne tournure. Les Députez de quatre Provinces sont bien disposez; la pluspart de la garnison et la bourgeoisie sont dans de fort bonnes dispositions, mais à l'assemblée d'Hollande on reste également extravagant. L'assemblée n'a pas pris la résolution de quitter la Haye pour aller à Amsterdam, quoiqu' Amsterdam l'eût proposé: je dois rectifier cet article. Les fameux Pensionnaires Gijzelaar, Van Berkel et Zeeberg n'ont point comparus à l'assemblée de Dimanche dernier. On n'étoit pas encore légalement informé de l'évacuation de Utrecht, et comme le bruit en courroit, on a ordonné à la commission de Woerden de faire rapport toutes les deux heures de ce qui se passe à la frontière.

Je suis curieux d'apprendre la sensation qu'aura causée la prise de Gorinchem et les autres événements de la journée.

LETTRE MCCLXXV.

Le prince d'Orange au roi de Prusse. Remerciements.

Amersfoort, ce 18 Septembre 1787.

Sire.

....Qu'il me soit permis de Lui témoigner ma respectueuse et vive gratitude. Je suis pénétré pour toutes les bontés qu'Elle m'a témoignées et dont je

viens de sentir les effets. Je dois uniquement à l'arrivée des troupes de V. M. la fuyte du Rhijngrave de Salm, qui a évacué Utrecht et où les troupes de l'Etat sont entrées hier et dont Elles ont pris possession au nom des Seigneurs Etats de cette province. La Province d'Utrecht est maintenant libre et les Etats sont reconnus comme tels partout, excepté la ville de Montfort, dont j'espère que nous nous emparerons au premier jour....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCLXXVI.

Le représentant Van Lynden au prince d'Orange. Le changement de la situation par la marche de l'armée Prussienne.

A la Haye, le 17 Septembre 1787.

Monseigneur.

Je prends la liberté de témoigner à V. A. S. la vive joye que nous ressentons icy de la prise d'Utrecht et j'ai l'honneur d'en faire mon compliment à V. A. S. Maintenant nous pouvons nous flatter que la bonne cause triomphera bientôt et que l'oppression odieuse tire à sa fin. Depuis que les chefs de la cabale et autres petits-maîtres se sont sauvés d'icy, nous commençons déjà à nous appercevoir d'un changement favorable dans le maniement des affaires. Nous redoublerons d'attention pour ne pas perdre le fruit de ces circonstances. Provisionellement nous obtiendrons que les Suisses restent à la Brielle et les gardes à La Haye. La peur qu'ont les patriotes est manifeste. La discrétion me fait supprimer tout autre détail où V. A. S. doit être plus occupée que jamais....

G. C. H. DE LYNDEN.

LETTRE MCCLXXVII.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Même sujet.

—

'sHage den 18 September 1787, des middags om 4 uren.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

De boode, die deese aan U. H. sal overbrengen, is gechargeert met een resolutie van H. Ho. Mog. op een propositie van Vriesland. Het is in die Provincie, soowel als in die van Overijssel en Stad en Lande, in groote confusie. Seedert het evacueeren van Utrecht, het inneemen van Gorcum en het overgaan van Dordrecht, zijn de saken hier zeer verandert. De ganschen Haag is in vreugd; geen mensch komt op straat als met een Orange Coquarde of lint verciert. De publicatie van Holland van den 28 February teegen het dragen van Orange couleur, is bij provisie gesurcheert en aan ieder vrijheid gelaten. De Oranje vlag waayt reeds van den tooren. Ik verlang met ongeduld, en veele met mij, het geluk te mogen hebben van U. H. wederom te zien, waarna de komst van H. K. H. niet lang zal achterblijven, terwijl verseekert ben dat Hoogstdeszelve ook versogt zal worden herwaarts te komen....

H. FAGEL.

LETTRE MCCLXXVIII.

Le conseilles-pensionnaire Van de Spiegel au prince d'Orange. Intrigues secrètes dans la Zélande.

—

Middelburg, 19 September 1787.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst en Heer.

De critique omstandigheden der zaaken in de Republyk en de onzekerheid der uitkomsten heeft de Heeren Staaten deezer Provintie doen bedagt zijn op

maatregelen tot beveiliging tegen onverhoedse aanvallen, die op dezelve zouden kunnen ondernomen worden....

Wij hebben in onzen boezem een menigte menschen, die door de laatste omwenteling wel wat gefnuikt zijn, maar niettemin de gelegenheid zoeken om zig te revengeeren, behalven dat ik voor mij zelven een vrees heb, die ik niet gaarn aan anderen, buiten Uwe D. H., zou communiceeren, naamelijk dat er in het dépôt van de Oost-Indische Comp. te Vlissingen van tijd tot tijd persoonen worden geëngageerd, die mij zeer suspect zijn, wegens de plaats waar zij komen. Ik ben ook in 't zekere geïnformeerd van correspondentien, die tot doelwit hebben, om op de minste attaque of alarm van buiten eene groote confusie van binnen te maaken, 'tzij door opstand van luiden, die men van langzaamerhand heeft ingebracht, of door brandstichting. Het is ook aan U. H. bekend, hoe de gesteldheid is te Zierikzee, welke men niet met geweld kan veranderen, zonder gevaar te loopen van nog grooter oppositie.

Alle deeze omstandigheden maaken mij meer bezorgd dan ik durve zeggen, en ik bid U. D. H. dezelve te willen pondereeren in al haar gewigt en gevolgen, en een Provintie, die zoo veel gedaan heeft, nu te willen preserveeren van niet het slagtoffer te worden van een woesten hoop, die, misschien van elders verjaagd wordende, zig hier zou komen nestelen.

Ondertusschen is mijn hartelijke wensch, dat het den Hemel behaage aan de tegenwoordige operatien een spoedige en gezegende uitkomst te geeven tot herstel van de rust en de wettige Regeering in het Vaderland.

Ik heb de eer....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

P. S. Vóór het afzenden deezer ontvang ik de blijde tijding van de groote gebeurtenissen in Holland en Utrecht, waarmede ik U. D. H. van ganscher harte feliciteer, en te meer, daar alles zonder bloedstorting is geëffectueerd. U. D. H. zal nu best kunnen oordeelen of de omstandigheden zoo zijn veranderd, dat onze Provintie voor de retraite van de vrijcorpsen niet te vreezen heeft; indien deeze vreeze niet gegrond geoordeeld wordt bij Uwe H^{d}, zullen wij het binnenlandsche wel zuiver houden, zonder verderen omslag te maaken.

LETTRE MCCLXXIX^{a}.

Le duc régnant de Brunswic-Lunebourg au prince d'Orange. La question d'un armistice, de la médiation et de la garantie.

A Schoonhoven, ce 20 de Septembre 1787.

Monsieur.

En réponse à la lettre [1]) que V. A. vient de me faire, je la supplie de me permettre les réfléxions suivantes. S. M. le Roi vient de prendre, les armes à la main, une satisfaction, que les Etats de Hollande lui avoient réfusés. Ces mêmes Etats de Hollande,

[1]) Le dossier de la correspondance ne contient ni minute ni copie de cette lettre: probablement le départ subit du prince pour La Haye ne lui laissait que très peu de temps. Le texte a cependant été publié dans l'appendice au livre de M. Colenbrander, ainsi que la réponse, d'après les manuscrits qu'il trouva ailleurs. Une lettre du prince du même jour (le 20), évidemment antérieure à l'autre demande l'avis du duc de Brunswic sur l'intention du prince d'emmener à La Haye son épouse qui résidait encore à Nimègue. Il est clair qu'après avoir écrit cette lettre le prince résolut inopinément de partir sur-le-champ.

après avoir rappellé et rétablis V. A. dans toutes ses charges et prérogatives, vont donner au Roi la satisfaction demandée. Serait ce à moi et en générale à notre parti à mettre en doutes la validité des démarches des représentans actuels de la Province en scrutinant de quelle manière telle ou telle ville a voté? Ne donneroit-on pas lieu par une démarche pareille a répandre également des doutes sur la légalité du rétablissement de V. A.? Gardons-nons d'élever nous mêmes des doutes sur un objet si essentiel, au lieu de remettre le calme; les dissentions ne feroient que renaître. Il me semble que la situation de V. A. est plus heureuse que l'on ne pouvoit s'y attendre, et le hasard a amené en faveur de sa cause des événemens, auxquels l'on ne devait s'attendre de si tôt. Je conjure V. A. d'en profiter et de suivre la marche traceé par deux Puissances amies, celle de la médiation. Je ne puis assés conseiller à V. A. de faire accepter le plus tôt possible une armistice et cette triple médiation pour terminer les malheureux différends, qui restent à arranger. J'en connois toute l'importance pour votre Maison, mais si V. A. songe qu'au moien de cette médiation Elle acquiert des garants de la constitution, Elle conviendra avec moi que c'est un avantage trop essentiel, pour ne pas le saisir dans un moment, qui ne reviendra peut-être jamais.

Pour mettre les Amsterdamois plus dans leurs tort, aux yeux de la nation et de l'Europe, Elle ne devroit avoir rien de plus pressé que de leurs proposer la Trève et le désarmement de leurs vrij-corps. Les troupes Prussiennes commenceroient dans un couple de jours leur repliement de la Province de Hollande, où ils ne garderoient, jusqu'au dernier moment, que Schoonhoven, Nieuport et Gorkum. Ce

mouvement rétrograde, qui nous raprocheroit de nos établissemens de vivres, pourroit être combiné avec quelques tentatives sur le bas Vecht, et si V. A. se trouvait autorisé pas les Etats de Hollande à rétablir le calme dans la Province, l'on pourroit peut-être concerter quelques mouvements qui seroient convenables et utiles à la cause de V. A., sans compromettre le Roi en aucune manière.

Je ne saurois terminer cette lettre sans La suppler d'observer que l'armistice et l'acceptation de la triple médiation sont les objets les plus essentiels pour le rétablissement de la paix et de la tranquilité.

J'ai l'honneur d'être avec la considération la plus distinguée,

Monsieur ....

CHARLES.

LETTRE MCCLXXIX[b].

Le prince d'Orange au roi du Grande Bretagne. Le retour du prince à La Haye.

La Haye, ce 21 Septembre 1787.

Sire.

Je croirois manquer à ce que je dois à V. M. si je ne saississois pas la première occasion qui se présente de lui donner connoissance que je suis revenu hier à La Haye et que j'ai été rétabli dans l'exercice des droits attachés à la charge de Capitaine-Général d'Hollande et que le commandement de la garnison de La Haye m'a été rendu. Je supplie V. M. de vouloir bien être persuadée que je n'oublierai jamais toutes les bontés qu'Elle a bien voulu avoir pour moi dans cette occasion, et que c'est en grande partie à l'intérêt qu'Elle a bien voulu prendre au

maintien de mes justes droits et de la vraye constitution de cette République que je dois mon rétablissement et mon retour dans ma Patrie. La vive et respectueuse reconnoissance que je lui dois ne s'effacera jamais de mon coeur. Je fais les voeux les plus ardents pour qu'il plaise au Tout Puissant de combler V. M. de ses plus prétieuses bénédictions et de lui accorder tout ce qui peut contribuer à sa gloire et à son bonheur.

La résolution que S. M. Prussienne a prise d'envoyer ses troupes dans cette province pour prendre la satisfaction qu'il exigeoit à si juste titre pour l'insulte faite à sa Maison dans la personne de la Princesse sa soeur, a produit un effet plus grand et plus prompt qu'on n'auroit pu s'y attendre, et je ne puis assez louer la sagesse et l'habileté avec laquelle S. A. le Duc régnant de Brunsvic, à qui le Roi de Prusse a confié le commandement de ses troupes, s'est acquité de sa commission, et ce que ce Prince a bien voulu faire pour moi dans cette occasion, ne sortira jamais de ma mémoire.

Je saisis cette occasion de me recommander avec les miens à la continuation de la bienveillance de V. M. et c'est avec le plus profond respect que j'ai l'honneur d'être,

Sire, ...

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE MCCLXXX.

Le prince d'Orange au roi de Prusse. Même sujet.

La Haye, ce 21 Septembre 1787.

Sire.

Je ne puis me refuser la satisfaction de donner connoissance à V. M. de mon retour à La Haye et de mon rétablissement dans le poste de Capitaine-Général d'Hollande et que l'on m'a rendu le commandement de La Haye. Je le dois, après Dieu, uniquement aux bontez de V. M. Je ne puis assez louer la conduite de S. A. le Duc regnant de Brunswic, à qui V. M. a confié le commandement de ses troupes. Une partie des Etats d'Hollande est prêt à donner la satisfaction que V. M. a réclamée à si juste titre pour l'affront fait à la Princesse sa soeur, mais quelques villes, et nommément celle d'Amsterdam, s'y refusent. Je me flatte pourtant que bientôt ces villes se rendront à la raison....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCLXXXI.

Le roi de la Grande Bretagne au prince d'Orange. Réponse.

Windsor, ce 23 Septembre 1787.

Mon cher Cousin. C'est avec la plus vive satisfaction que j'ai reçu la nouvelle que l'arrivée des troupes prussiennes a eu l'heureux effet de réveiller les vrais Patriotes de la République et d'amener l'assemblée de la Province d'Hollande à vous prier unanimement de revenir à La Haye et à vous rendre toutes les prérogatives dues à votre situation de Stad-

houder héréditaire et que Jeudi vous étiez déjà arrivé. Je ne doute pas que vous ne persuadiez à vos amis de détruire toutes les mesures qui ont été projettées les sept dernières années et alors je pourrai être le sincère allié de la République, aussi bien que je suis le véritable ami de la Maison d'Orange. La conduite du Roi de Prusse lui fait honneur et sa fermeté sera cause que son grand voisin aura toujours soin de ne pas l'irriter.

Lorsque je saurai la Princesse arrivée à La Haye, je me ferai un vrai plaisir de la féliciter moi même.

Au reste je serai toujours, ...

GEORGE R.

LETTRE MCCLXXXII.

Le roi de Prusse au prince d'Orange. Réponse.

—

Potsdam, ce 28 Septembre 1787.

Monsieur.

Si V. A. S. est de retour à La Haye et que par les sages mesures qu'elle ne manquera pas de prendre son autorité se consolide et qu'Elle y jouisse de toute la gloire, satisfaction et bonheur possible, mes souhaits seront accompli et il me sera bien doux d'y avoir pu contribuer ....

FRÉDÉRIC GUILLAUME.

LETTRE MCCLXXXIII.

Le prince d'Orange au roi de Prusse. Témoignage de gratitude.

—

A La Haye, ce 30 Septembre 1787

Sire.

Qu'il me soye permis de lui témoigner ma vive et sincère gratitude pour touter les bontez qu'Elle a daigné avoir pour moi. Je reconnois, qu'après Dieu, c'est uniquement à V. M. que je dois mon rétablissement dans l'exercice de mes charges dans cette province et l'on ne sçauroit assez louer la conduite du Duc de Brunswic qui commande les troupes de V. M. dans ce Païs et la valeur et l'ardeur de ses troupes. J'espère que V. M. voudra bien aggréer que je la supplie de me continuer sa bienveillance, ainsi qu'à ma Famille, et qu'en particulier je la supplie de vouloir bien épargner cette province et de ne pas en exiger les contributions que le droit de la guerre l'a mis en droit de demander. Il n'y a que peu d'endroits qui se sont défendus; dans les autres villes et places les troupes de V. M. ont été reçues comme amies, et même les Etats d'Hollande ont donné ordre de ne point faire de résistence dans les places fortes de leur Provinces aussitôt que la révolution a eu lieu. V. M. mettroit le comble à ses bontez en usant de clémence à cet égard et je regarderai toujours cette faveur comme fait à moi-même....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCLXXXIV.

Le roi de la Grande Bretagne au prince d'Orange. Le retour de la princesse.

—

Windsor, le 2 d'Octobre 1787.

Mon cher Cousin. En même tems que je marque à la Princesse d'Orange ma satisfaction de son heureux retour à La Haye, je ne puis manquer de vous témoigner le plaisir que j'ai ressenti en recevant votre lettre du 21e du mois passé. Je me flatte qu'on prendra toutes les mesures nécessaires pour déplacer tous les Magistrats mal-intentionnés et que tout sujet de futur mésentendu sera à cette bonne occasion si clairement expliqué, qu'on ne pourra jamais voir renaître l'anarchie qui a régné pour les dernières années.

C'est mon amitié pour vous et votre Famille qui m'oblige d'ouvrir mon coeur et de vous prier de suivre les conseils de la prudence et non ceux d'une trop grande clémence. Je serai toujours avec l'amitié la plus sincère, ...

GEORGE R.

LETTRE MCCLXXXV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire Van de Spiegel. Les changements dans les collèges provinciaux et municipaux.

—

's Hage, den 6 October 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik hebbe op zijn tijd wel ontfangen de missive van de Hn Staaten van Zeeland, waarbij Hun Ed. Mog. mij qualificeeren, om, tot herstel van de rust, de de collegien van justitie en Politie in de steeden en

plaatzen te veranderen en mij verzoeken om in Zeeland te koomen of eene commissie ten dien einde derwaerts te zenden. Ik ben zeer geneegen om aan deeze aan mij opgedragene last te voldoen en zoude zelve overkoomen, zoo 'sLands zaaken het mij toelieten, maar zulks is mij thans absolut ondoenlijk. Ik zal dus eene commissie moeten zenden en geeve U.W.E.G. in bedenken of ik daartoe niet twee Raadsheeren uit den Hove zoude kunnen nomineeren, en om twee neutraale Persoonen daartoe te kiezen geeve ik U.W.E.G. in bedenken of ook oordeelt dat de Raadsheeren De Wilhem en Van Minninghen zoude convenieeren of wel anders de Heeren Merens en Rygerbosch. Onder deeze vier zoude ik, mijns bedunkens, er twee kunnen kiezen.

Ik zal hoe eerder zoo liever hierop van U.W.E.G. antwoord verwachten en blijve met achting, ...

W. PRINCE VAN ORANGE.

LETTRE MCCLXXXVI.

Le conseiller-pensionnaire de Zélande Van de Spiegel au prince d'Orange. Réponse. Les sentiments du peuple dans la province.

—

Middelburg, den 7 October 1787.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst en Heer.

In eerbiedig antwoord op U. D. H. missive van den 6ⁿ deezer, komt het mij voor, dat U. D. H. niet beter kan doen dan tot de bewuste commissie te nomineeren twee of meer Raadsheeren uit de Hoven van justitie, indien het niet mogelijk is (gelijk ook niemand vergen kan), dat Uwe H[d] in Persoon overkomt. De vier persoonen, bij Uwe H. in consideratie genomen om daaruit twee te verkiezen, komen mij

voor zeer geschikt te zijn, doch de commissie zal zeer moeilijk wezen, dewijl er sedert het geval van Vlissingen en Zierikzee zoodaanig een animositeit is gekomen, dat het volk niemand in eenige ampten van Regeeringe of mindere bedieningen wil dulden, die zig ingelaaten hebben in Exercitie-genootschappen, Vaderlandsch fonds, of zig hebben geopposeerd tegen onze acte van verbintenis; jaazelfs eischt men te Zierikzee confiscatie van goederen, om daaruit te vinden de onnutte depenses die zij aan de stad hebben veroorzaakt.

Ik heb de eer....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

LETTRE MCCLXXXVII.

Le roi de Prusse au prince d'Orange. Réponse à la lettre du 30 Septembre.

—

Le 10 Octobre 1787.

Monsieur et trés cher frére.

La Province d'Hollande sera exempte de contribution, par intérêt que V. A. S. y témoigne prendre, et d'ailleurs peu d'endroits se sont défendu. J'espère que nous aurons dans peu de bonne nouvelles d'Amsterdam et que le torrent de la sédition va être tari dans sa source....

FRÉDÉRIC GUILLAUME.

LETTRE MCCLXXXVIII.

Le prince de Nassau-Weilbourg au prince d'Orange. Avis de n'être sévère que contre les chefs du parti vaincu.

—

Weilburg, le 16 Octobre 1787.

Monsieur.

La nouvelle du rétablissement de l'union et de la constitution de la République me cause une joye trop vive pour que je puisse différer d'un moment d'envoyer à V. A. mon grand veneur, le Baron de Roeder, porteur de celle-ci, pour la lui témoigner.

La voilà donc, graces à Dieu, rétablie dans tous ses droits et dignités, à ce que crois, plus fermement qu'auparavant à cause de l'impression que tout ce qui vient de se passer doit faire sur la nation, surtout si Elle ne laisse ressentir les effets de son bon coeur par des agratietions (sic) qu'à ceux qui ont été entrainés, mais qu'Elle laisse agir la sévérité des loix contre tous les chefs et premiers qui se sont déclarés, et qu'Elle distingue infiniment ceux qui se sont distingués dans le sens contraire.

Je crois que la fermeté, que V. A. montrera par là, la libérera même de bien des petits essais que l'on aime à se permettre dans les républiques.

Je citterai par exemple la manière de traiter des Ministres étrangers avec les provinces séparées, ce qui est contre le Traité de l'Union et qui, je crois, a donné le branle à toute la révolte. Mon zèle m'a entrainé plus loin que je ne voulois ....

Je ne cesserai d'être, ...

CHARLES PR. DE NASSAU.

LETTRE MCCLXXXIX.

Le prince d'Orange au Prince régnant de Nassau-Weilburg. Reponse.

—

La Haye, ce 30 Octobre 1787.

Monsieur.

Je suis du plus sensible à l'attention obligeante que V. A. a bien voulu me témoigner en m'envoyant son Grand-veneur le Baron de Roeder pour me témoigner la part qu' Elle veut bien prendre à mon rétablissement. Je n'ai pas voulu laisser partir M^r le Baron de Roeder sans assurer V. A. de ma reconnoissance pour toutes ses bontés et pour l'intérêt qu'Elle daigne prendre à mes intérêts. La situation a été bien critique; Dieu merci, cela s'est terminé le plus heureusement possible; c'est une direction particulière de la Providence, qui a confondu les desseins des prétendus patriotes. Il s'agit maintenant de se tenir en selle. Une seconde chute seroit sans espoir de jamais revenir dessus, et ce ne peut être qu'une conduite suivie et conséquente qui peut maintenir ce que la révolution a établi.

Le secrétaire Van der Hoop vient d'être fait Tresorier-général; le temps du Pensionnaire est fini, je compte que Mr Van den Spiegel lui succédera. Je crois que le choix d'un pareil Ministre doit être généralement approuvé.

Il me faut dans ce moment beaucoup de douceur et de fermeté, et il est absolument nécessaire de distinguer ceux du bon parti des autres et de ne pas traiter tout le monde également....

Je serai toujours,....

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE MCCXC.

L'envoyé à Berlin Van Reede au prince d'Orange. Avis confidentiel que le gouvernement de la République inspire peu de confiance au roi et au ministère.

—

Berlin le 12 Novembre 1787.

Monseigneur.

Je ne puis pas cacher à V. A. que différents rapports, qui entrent ici de la Hollande, ne sont guères propres à donner de la nation en général, de ses ressources, de l'administration en particulier, l'opinion nécessaire pour inspirer la confiance et persuader au Roi et à son Ministère, que le systhème politique, pour lequel S. M paroit s'être décidée, et auquel il ne manque que la conclusion de deux alliances pour le sanctioner, soit celui qui lui promette les plus grands avantages.

Il ne manque pas de gens, Monseigneur, qui, réduits pour le moment au silence, n'attendent que le moment favorable pour faire entendre que la politique de la Prusse demandoit de ne pas prendre d'engagemens, et que la République est dans un tel abattement, qu'Elle ne peut qu'être à charge à ses alliés. Je crois sçavoir que des insinuations pareilles ont déjà été faites et j'ai tout lieu de craindre que la France, intéressée à empêcher la confection du nouveau systhème, y portera tous ses soins et que, dans l'espérance qu'en afoiblissant les sentimens que le Roi porte dans ce moment à la République, cela influera sur les relations prochaines du Roi avec l'Angleterre; les moyens qu' elle employera seront d'autant plus redoutables, si les raports que les Prussiens, qui reviendront d'Hollande, feront de bouche, sont conformes à ceux qui sont entrés par lettres et appuyent les insinuations des partisans de la France.

C'est pour prévenir autant que c'est en mon pouvoir les effets de ces dangereuses machinations que j'ai fait passer secrettement au Roi un mémoire dans lequel, en expliquant comme une suite naturelle de l'anarchie la confusion qui pouvoit exister encore dans le Gouvernement, j'ai tâché d'établir que, quand même la partialité des manéges sourds n'auroient pas dicté ou exagéré le raport qui pouvoit en être fait ou parvenir encore au Roi, j'osois assurer qu'une administration sage et active auroit bientôt corrigé les abus, et que le retour de l'ordre, en fermant les playes de l'Etat, lui rendroit sa première énergie. J'ai jusques à présent à la vérité la satisfaction de voir qu'on est très disposé à recevoir ces espérances, mais plus on le désire, plus, Monseigneur, on demandera à les voir réaliser. On commence à connoitre d'avantage ici notre Gouvernement et des Ministres consommés dans les affaires sont effrayés des difficultés dont l'administration publique de la République est hérissée; ils la trouvent si embarassée de détails qu'ils conviennent unanimement qu'Elle passe les facultés d'un seul homme et qu'il n'y a qu'un concours de forces réunies qui puisse bien organiser la machine publique et la maintenir dans un accord parfait.

On se flatte ici, Monseigneur, que V. A., convaincue de ces vérités, va monter l'administration d'une manière aussi solide qu'active, et on attend de son expérience et de sa sagesse les meilleurs effets pour porter le plus grand ordre et la plus grande expédition dans les affaires.

Formant avec les voeux sincères pour le bien public les plus ardens pour la gloire personellle de V. A., je crois devoir l'avertir qu'on fera bientôt à V. A., et de plus d'un côté les instances les plus for-

tes et les plus suivies sur cet objet et que des cours se réuniront pour appuyer ce que des serviteurs et des amis zélés de sa personne et de sa maison lui auront déjà représenté, et fonderont leurs titres autant sur l'intérêt qu'elles portent à V. A. S. que sur leur propre avantage, qui demande que l'alliance de la République leur présente avec le temps une utilité réciproque.

J'ai cru, Monseigneur, devoir informer en particulier V. A. de ceci; combien ne lui sera-t-il pas honorable de prévenir ces instances et d'être regardé comme le créateur d'une nouvelle forme d'administration; en effaçant par là, Monseigneur, les calomnies atroces de vos ennemis, vous acquérerez l'estime, la considération de toute l'Europe; ses yeux sont sur vous, Monseigneur, Elle va vous juger, c'est une nouvelle carière qui s'ouvre pour V. A., et de vos premiers pas dépend la place que la postérité assignera à V. A.

Si les années que j'ai passé, Monseigneur, loin de vous, ne m'ont point effacé de votre souvenir, si pendant cet espace de temps j'ai pu, ce qui a été l'objet de mes voeux, vous servir, si (permettez moi de le dire, car ce n'est que pour réclamer la permission de vous donner autant une marque de respect que d'attachement, en vous parlant avec franchise) si j'ai dans ce but mis de côté toute considération particuliére et que j'ai sacrifié mon intérêt personel au votre, Monseigneur, permettez moi, sans que je courre le risque de vois déplaire, d'exposer mes sentimens.

Je crois, Monseigneur, qu'une simple méchanique dans le travail de votre cabinet apportera, avec un grand bien aux affaires, beaucoup d'agrément sur les jours de V. A.; Elle est surchargée de travail et

toute sa bonne volonté est et sera insufisante pour remplir la tâche qu'Elle se proposeroit. Un homme, qui passeroit dix-huit heures de la journée dans son cabinet, n'y suffiroit à peine: comment V. A., tenue à des occupations si multipliées et si différentes, pourroit-Elle mener ce genre de vie? Ce travail est au dessus des forces d'un mortel et ou votre santé y succomberoit, Monseigneur, ou, si vour écoutiés ce que vous lui devez et à l'Etat, les affaires en souffriront. Vous pourrés, Monseigneur, tout faire et tout par vous même, quand, laissant à d'autres des détails minutieux et j'ose dire au dessous de vous, V. A. se bornera à se faire remettre des raports concis de ces volumineux papiers que j'ai vu si souvent couvrir sa table, et que d'après ces raports V. A. décidera en dernier ressort. J'ose avec confiance vour citer, Monseigneur, Frédéric le Grand; il faisoit tout par lui-même et il faisoit bien, mais, laissant les détails aux subalternes, il passe pour constant que communément, quand un raport contenoit plus d'une page, S. M. ne tournoit jamais le feuillet: il se bornoit au fait à l'opinion de celui qu'il consultoit, exprimée en deux frases, et le Roi se décidoit. Le Roi n'avoit qu'un état à gouverner, V. A. en a sept; le Roi dit: je veux, V. A.: je voudrois. Est-il possible, Monseigneur, qu'un Monarque compare son travail au votre? Non, quelqu' étendu que soit son Empire, il est plus aisé d'être Roi que d'être Stadhouder.

Daignés établir, Monseigneur, que chaque partie de l'administration ait son département; que les papiers soyent immédiatement remis à chacun; que tous les raports vous soyent envoyés à des heures reglées, l'expédition se fait de suite, et Elle trouvera avec satisfaction qu'un travail de deux à trois heures le matin, d'une heure pour les signatures le soir,

expédiera ce qui sans cet ordre ne peut être fait dans les vingt et quatre, et il lui restera pour ses audiences, ses soins militaires, son repos, ses plaisirs, car il faut des distractions, un temps, qu'Elle ne trouve pas auyourd'huy.

Une considération puissante, Monseigneur, c'est que sans cet ordre les affaires languiront et que de l'aveu général il n'y a que le plus grand courage et le plus grand ordre qui puisse les remettre et prévenir des troubles, qui, pour être étouffés, couvent encore sous la cendre. Vos ennemis, ceux de l'Etat, sont abattus, mais non détruits. Au nom de vos intérêts les plus chers, pensez, Monseigneur, qu'ils ne demandent qu' à se relever et que votre triomphe n'est que momentané, si une administration active ne s'établit, si la confiance la plus intime, l'accord le plus parfait ne règne entre V. A. et les régens, et qu'un concours commun et ferme ne conduise au bien public. Daignez sentir l'importance de ceci pour le bien de votre Maison et de l'Etat, et si quelque légère répugnance venoit à la traverse des bonnes résolutions, ayés le courage, Monseigneur, en pensant à l'un et à l'autre, de la surmonter, prenés en la ferme résolution, Monseigneur, et que rien ne l'ébranle. Daignés voir, Monseigneur, dans ma franchise, la marque la plus vraye de mon attachement pour V. A. et de mon respect.

Je suis, ...

A. W. VAN REEDE.

LETTRE MCCXCI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnarie de Zélande Van den Spiegel. Témoignage de satisfaction que M. van den Spiegel acceptera la place de conseiller-pensionnaire de Hollande.

—

's Hage, den 23 November 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

Met veel genoegen verneeme ik dat U.W.E.G , aanneemt, onder verhoopte toestemminge der Heeren Staaten van Zeeland, het Raadpensionariaat van Holland. Ik feliciteere deeze Provincie daarmeede en twijffele niet of zij zullen ras de goede vrugten van derzelver gedane keuze ondervinden. Ik hoope dat U.W.E.G. nog in Zeeland de Alliantie met Groot-Brittannien en Pruissen zal kunnen concludeeren; daertoe is in deeze provintie eenparig geresolveerd. Ik hebbe niet willen afzijn U.W.E.G. zulks te communiceeren en betuige wijders met achting te verblijven, ...

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCXCI[a].

M. de Larrey au prince d'Orange. Une lettre du roi d'Angleterre.

—

La Haye, ce 19 Novembre 1787.

Monseigneur.

La lettre cy-jointe du Roi d'Angleterre m'a été remise par M[r] Büttemeister, avec prière de la faire parvenir à V. A. S. Elle contiendra indubitablement la réponse à la lettre allemande de V. A. S. [1]).

J'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect de Votre Altesse Sérénissime, le très humble et très obeissant serviteur,

T. I. DE LARREY.

[1]) *La minute de cette lettre Allemande manque dans le dossier.*

LETTRE MCCXCI^b.

Le du roi de la Grande Bretagne au prince d'Orange. Réponse.

St. James, den 16 November 1787.

Durchlauchtiger Fürst, freundlich lieber Vetter. Euer Lbd. erkenne Ich mich für die freundschaftlichen Ghesinnungen höchlich verbunden, welche sie mir in Ihren wehrten Schreiben vom 30n vorigen Monats zu bezeugen beliebet haben, nachdem durch die dort zu stande gebrachte glückliche und höchstmerkwürdige Veränderung, die Verfaszung und gesetzmäszige Constitution der Republick aus der Gefahr, welche Ihnen drohete, gerettet und die Vorrechte Dero Erbstatthalterlichen Würde wieder hergestellet worden sind. Mit der frohesten Theilnehmung an einer, in allen Betracht, so wichtigen Begebenheit, erstatte Ich Euer Lbd. deshalb meine ergebenste Gratulation, mit dem grundmühtigen Wunsch, dasz die höchste Vorsehung, unter deren Schutz die genommenen Maasregeln einen so glücklichen und würksamen Erfolg gehabt haben, nun auch noch weiter diejenigen segnen wolle, die Euer Lbdn., nach der Ihnen beywohnenden Weisheit und Erfahrung, anjetzt zu nehmen bedacht sind, damit das bis so weit so glucklich ausgeführte wichtige Werck vollens consolidiret, der Ruhestand der Constitution und die Freyheit der Republiek von neuen befestiget und für die Zukunft gesichert, mithin Euer Lbd. Interesze und Dero fürstlichen Hauses Wohlfahrt für beständig prospiciret und der vorige Flor und Wohlstand dortiger Lände wieder hergestellet werden möge.

Ich werde daran den aufrichtigsten Antheil nehmen und bey allen Gelegenheiten die Gesinnungen der freundschafts-und hochachtungsvollen Ergebenheit zu bethätigen suchen, womit Ich unveränderlich beharre,

Euer Lbden .... GEORGE R.

LETTRE MCCXCII.

Le représentant Van Lynden au prince d'Orange. Le rappel de l'envoyé Van Lynden à Londres.

—

A Middelbourg, le 27 Novembre 1787.

Monseigneur.

....Convaincu, comme je l'étois, que mon frère ne pourroit rester en place dans ces circonstances, j'avois désiré qu'il demanda lui-même son rappel et je n'aurois pas manqué de lui conseiller, sans une longue et fatale expérience qui m'émpêche de me mêler de ses affaires [1]). Quant au remplacement, les titres du Comte de Welderen sont si justes et si fondés, qu'au cas qu'il en ait envie, j'ose assurer d'avance V. A. S. de l'aveu de la Zélande en sa faveur, mais je ne puis pas vous cacher, Monseigneur, qu'au cas qu'il y renonce, la province revendiquera ses prétentions à cet égard .... [2]).

J'ose donc vous supplier, Monseigneur, de vouloir me dispenser provisionnellement de toute démarche et de peser s'il est de son intérêt de désobliger la Zélande le moment d'après où elle croit avoir bien mérité de V. A. S. et acquis par là quelque droit à sa protection.

Mons[r]. Van de Spiegel aura Jeudy prochain sa démission. Sur ma proposition les Etats lui feront un cadeau en vaisselle. Il partira Lundy, emportant mes

[1]) Après son attaque assez violente contre le duc de Brunswic en 1781 et son refus d'accepter l'ambassade à Vienne, M. Did. Van Lynden s'était joint au parti de l'opposition. Après le bouleversement de ce parti en 1787 il fut rappelé et remplacé par le baron Van Nagell.

[2]) La prétention que la province de Zélande avait le droit de désigner l'ambassadeur en Angleterre.

plus sincères regrets et me privant par sa transplantation du meilleur moyen d'avancer suffisamment le bien de la province et les vues de V. A. S.....

G. C. H. DE LYNDEN.

LETTRE MCCXCIII.

Le prince d'Orange à l'envoyé Van Reede à Berlin. Réponse à la lettre du 12 Novembre. L'ambassade à Berlin.

La Haye, ce 4 Decembre 1787.

Monsieur.

J'ai reçu en son temps votre lettre du 12 Novembre, Je n'ai pas eu le temps de vous répondre jusqu'ici, et son contenu présente des objets de discussion, auxquels je n'ai pas le temps de répondre aujourdhui. Je vous suis fort obligé de votre zèle et je crois qu'il y a plusieurs idées dans votre lettre dont je pourrois tirer parti. Je vous félicite de l'Ambassade que les Etats-Généraux viennent de vous conférer. J'ai été charmé d'y contribuer, mais cela a été un morceau de dure digestion pour plusieurs Membres des Etats-Généraux et particulièrement pour ceux qui auroient voulu eux-mêmes avoir cette Commission, mais j'ai cru qu'après les services essentiels que vous avez rendu à la bonne cause, personne ne méritoit mieux que vous cette distinction et qu'il auroit été fort dur qu'on eut envoyé un autre pour recueillir le fruit de vos travaux. Au reste soyez assuré que je n'oublierai jamais ce que vous avez fait pour moi et que c'est avec une vraye considération que je suis, ...

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCXCIV.

Le duc régnant de Brunswic au prince d'Orange. L'arrangement des affaires à Amsterdam.

A Bronsvic, ce 9 de Décembre 1787.

Monsieur.

Je partage bien sincèrement la satisfaction que V. A. doit éprouver, en voiant enfin les affaires arrangés à Amsterdam. J'y prends tout l'intérêt imaginable et je souhaite que tout continue à seconder ses vues. Je trouve Mr Beels [1]) supérieurement bien placé, fidel exécuteur des ordres de ses committans; il ne troublera jamais les délibération du Conseil-Committé par des idées à lui. V. A. me pardonnera si je prens la liberté de Lui demander des nouvelles de deux têtes exaltés, diférens en principes et très diférens d'âge. Mr Rendorp est-il resté à l'admirauté ou qu'en a-t-on fait? Et Bourcourt [2]), a-t-on trouvé moiën de le contenter?

J'irai pour quelques jours faire une apparition à Berlin et, comptant de passer tout l'hiver à Bronsvic, je m'y occuperai à faire des voeux pour V. A. et pour le bonheur de sa Famille. Rien n'ègale la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, ...

CHARLES GME DUC DE BRONSVIC.

[1]) Le bourgmestre d'Amsterdam, M. A. Beels, orangiste dévoué, dont la maison avait été pillée par la populace pendant l'émeute des patriotes.

[2]) M. Jean Bourcourt était le chef des démocrates Orangistes à Amsterdam.

LETTRE MCCXCV.

Le conseiller-pensionaire de Hollande au prince d'Orange. L'alliance projetée avec la Prusse.

Den 9 December 1787.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst en Heer.

Mag ik de eer hebben onder de oogen van Uwe Hoogheden te brengen een concept-missive aan den Heer Van Rheede, ingevolge van de conferentie, die Uwe Hoogh. mij gisteren hadde gelieven te accordeeren? Ik verzoek maar alleen een enkel woord van approbatie, improbatie of ophouding.

Gisteren avond heb ik de eer gehad in 't breede met den Hertog van Saxe-Weimar te spreeken over zijne idées omtrent de ligue, waarbij de Heer Harris present was. Het slot van alles is geweest, dat, hoezeer het plan ingenieus en executabel was, men nogthans aan de zijde van de Republiek zig, voor alsnog, niet direct daarover zou kunnen uitlaaten, te minder omdat er nog geen antwoord uit Engeland was nopens het overnemen der Hessische troupes....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

HoogWelGeboren Heer.

Indien het eenigzins mogelijk is, wenschte men in de loopende week eene resolutie ter Generaliteit uit te werken, bij welke U.H.W.G. wierd gequalificeert om aan het Ministerie voor te dragen H. H. M. verlangen tot eene alliantie met zijne Pruissische Majesteit, waartoe het kortste en eenvoudigste middel word geoordeelt, dat Z. M. door deszelfs Ministerie met U.H.W.G. een project van zoodanige alliantie liet concipieeren, waarin de weederzijdsche belangen zouden worden in het oog gehouden en het casus foederis duidelijk bepaeld.

Schoon ik geen twijffel heb of U.H.W.G. is volkoomen kundig van de belangen der Republicq ten dien opzigte en niet minder geïnformeert van de denkwijze alhier, heb ik egter gemeend tot een begin der correspondentie, welke mij altoos tot eere en genoegen zal zijn te onderhouden, U.H.W.G. mijne particuliere bedenkingen te mogen suppediteeren, die voornamelijk loopen over deeze twee poincten: 1°. de generaele garantie der weederzijdsche possessien en 2°. de manier van bepaaling van het casus foederis.

Omtrent het eerste point komt het mij voor, dat, hoezeer de reciprociteit de natuurlijkste grondslag zij van het tractaat van de defensive alliantie, het nochtans ondoenlijk is voor de Republicq dezelve in alles in acht te neemen, aangezien het groot onderscheid van vermoogen; dat het haar ook eeven ondoenlijk is te garandeeren alle de bezittingen van Z. Pr. M., zoo weinig als Hoogstdezelve zou kunnen of willen garandeeren de afgeleegenste bezittingen van de Républicq.

En belangende het tweede point behoort de Republicq, naar mijn inzien, door deeze alliantie geene geleegenheid te geeven tot ombrage aan andere Mogendheeden, hetwelk zoude kunnen geschieden, indien de Republicq zig engageerde tot het geeven van secours in allerlei gevallen, waardoor Z. Pr. M. in oorlog zoude kunnen geraaken.

Het is een generaal en zeer raisonnabel principe dat een Mogendheid alleenlijk kan beoogen het geval, wanneer haar geallicerde word geattaqueerd uit een oorzaak, welke dezelve Geallieerde direct regardeert, en niet uit hoofde van een engagement dat de geallieerde Mogendheid tot defensie van een derde of tot bereiking van een ander object gemaakt heeft. Het is niet te ontkennen dat de verpligtingen, welke de

Republicq heeft aan Z. Pr. M., haar wel zouden mogen permoveeren om een stap verder te gaan, doch U.H.W.G. gelieve in aanmerking te neemen:

1°. dat die zaak niet door alle menschen hier te lande uit hetzelve oogpunt word beschouwd, en dat de minste difficulteit dikwijls aen een groote zaak hinderlijk is;

ten anderen, dat men nog niet præcies geïnformeerd is van den voet, waarop Engeland met het Hof van Berlin zal handelen, of (om klaarder te spreeken), zoo Engeland gedecideert is om Pruisschen te substitueeren aan haar oude alliantien met het Huis van Oostenrijk, is het zeeker dat er een gantsch ander continentaal systema zal gebooren worden, en dat de Zeemogendheeden eene andere barrière zullen nodig hebben dan te vooren.

Indien nogthans de Republicq zig absolutelijk niet kan dispenseeren van in deeze omstandigheid eenigszins zig in te laten in belangen, waaraan zij te vooren geen deel genoomen heeft, zoude men nochtans zorg moeten dragen, dat men niet dan zeer indirect was, en mogelijk zoude U.H.W.G. wel eenige dispositie vinden bij het Hof van Berlin, om door het verleenen van kleine avantages aan de commercie op den Rijn deeze zaak smaakelijk te maaken.

U.H.W.G. ziet dat dit alles maar oppervlakkige idées zijn, doch het zou mij zeer aangenaam zijn U.H.W.G. gedagten daaromtrent te verneemen.

LETTRE MCCXCVI.

M Van Reede à Berlin au prince d'Orange. Réponse.

Berlijn, le 11 Décembre 1787.

Monseigneur.

Je suis bien reconnoissant de la lettre que V. A. S. m'a fait l'honneur de m'écrire en date du quatre du courant et de ce qu'Elle a pris avec tant de bonté ma lettre du 12 Novembre. Rien ne me sera plus flatteur, Monseigneur, que de sçavoir V. A. persuadée de mon respectueux et sincère dévouement et de pouvoir lui en donner des preuves qui lui soyent agréables.

J'ai l'honneur de témoigner ma reconnoissance à V. A. de la protection dont Elle a voulu m'honorer et de ce que je lui dois la réussite d'une nomination qui à l'honorable joint l'agrément sans prix de pouvoir achever ce que j'ai eu le bonheur de voir commencer. J'espère et je ne doute nullement que les suites en seront pour le plus grand avantage de l'Etat et de l'Auguste maison d'Orange, et j'ose assurer, pour autant que j'y vois clair, que l'on n'a point à crain- que l'on cherche à embarquer la République par quelqu'engagement dans aucune guerre; j'ose même me promettre que les articles de l'alliance projettée seront entièrement à notre avantage. Je ne dois pas cacher à V. A. que le même genre de crainte, que l'on cherche à accréditer en Hollande, ne soit vice versa jetté en avant ici, et qu'à en croire quelques personnes mal-intentionnées, le Roi s'expose à participer à beaucoup d'embarras (pour le moins) en s'alliant avec la République; fort heureusement la

sagesse du Roi et de ses Ministres est à l'abri d'aucune impression, du moins j'ai tout lieu de l'espérer. J'esrère qu'il en sera de même parmi les membres de la haute Régence ....

De Votre Altesse, ...

A. W. VAN REEDE.

LETTRE MCCXCVII.

Le prince d'Orange au duc régnant de Brunswic. Réponse. M. M. Rendorp, Bourcourt et Beels.

—

La Haye, ce 14 Décembre 1787.

Monsieur.

Je me trouve en bonne possession de la lettre que V. A. a bien voulu m'écrire le 9 de ce mois. Je suis charmé qu'Elle a approuvé ce que j'ai fait touchant Mr Beels. V. A. désirant à sçavoir ce que sont devenu Mr Rendorp et Bourcourd, je n'ai pas voulu manquer de lui marquer que le premier est resté en place. Il auroit bien mérité quelque marque de mécontentement pour sa démarche imprudente du 8 juin 1781, mais tous les autres bourguemaîtres restant ce qu'ils étoient et ayant contribués plus que lui à ce qui s'est passé envers le Duc Louis en 1784, je n'ai pas cru devoir le traiter plus rigoureusement, surtout puisque je suis intimement convaincu qu'il n'a été que l'instrument, dont d'autres se sont servis, et qu'il a plus agi par étourderie que par mauvaise volonté. Quant à Mr Bourcourd, je n'ai encore rien pu faire pour lui, mais j'espère qu'il pourra avoir dans peu un poste lucratif à l'amirauté, dont le possesseur est poursuivi criminellement en justice.

Je saisis avec empressement cette occasion de lui renouveller les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

de Votre Altesse, ...

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCXCVIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire de Hollande. Les propositions de Schoonhoven et Hoorn.

'S Hage, den 20 December 1787.

WelEdeleGestrenge Heer.

Ik hadde begreepen dat U.W.E.G. van intentie was het besoigne omtrent de propositie van Schoonhoven [1]) te houden, en wijl de Hn van Straelen en Merens mij zeiden dat zulks op morgen geen plaetse zoude hebben, hebbe ik dezelve verzogt zich bij U.W.E.G. te begeeven om zich te informeeren of het besoigne plaetse zoude hebben. Hoezeer ik oordeele dat het best was eene spoedige afkomst van deeze zaek te maeken en dat ik daerom gaerne zoude zien dat het besoigne voor het reces der vergaderinge wierde gehouden, opdat de leeden het rapport konden overneemen, gedurende het reces ter kennisse van hunne principaelen brengen en vervolgens gelast daerop te koomen als de vergadering wederom bij malkander komt, zoo zal ik mij gaerne refereeren tot hetgeene U.W.E.G. best zal oordeelen, en zoo U.W.E.G. geene

[1]) Cette proposition (du 16 Novembre) tendait à étendre l'autorisation du stadhouder de changer les conseils des villes aux cours de justice.

apparentie ziet om op morgen een goed rapport te doen uitbrengen, is het best het besogne uit te stellen tot een gunstiger gelegenheit. Ik recommandeere bij deeze gelegenheit aan U.W.E.G goede directie de conclusie van de propositie van Hoorn [1]) omtrend den Heere Hertogh; de billijkheit vordert dat eene resolutie, bij welke die Vorst, zoowel als ik, zoo onverdient worden gebrandmerkt, uit de notulen werden geligt. Ik hoope dat de leeden daeromtrent gereet zullen zijn, zoo niet nu, ten minste bij de terugkomst der vergaderinge . . . .

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCXCIX.

Le prince d'Orange au roi de la Grande Bretagne. Remerciments.

La Haye ce 25 Décembre 1787.

Sire.

Les bontés que V. M. a bien voulu me témoigner et la part qu'Elle a daigné prendre à mon rétablissement dans l'exercice de mes charges, m'enhardissent à témoigner à V. M. les voeux que je fais pour qu'il plaise à l'Etre suprême de la conserver jusqu'aux bornes les plus reculées de la vie humaine et de lui accorder tout ce qui peut tendre à l'augmentation de la gloire de son régence et à la faire jouir de la félicité la plus parfaite et la plus durable. J'espère que les anciennes liaisons entre la Grande-Bretagne et la République des Provinces-Unies renaîtront bientôt pour ne plus se rompre, ce que j'ai toujours regardé comme l'intérêt commun des deux nations.

[1]) Elle tendait à annuler la résolution du 18 Août 1784 contre le duc de Brunswic.

Je saisis cette occasion pour me recommander, avec les miens, à la continuation de la bienveillance de V. M. et pour l'assurer du très profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être,

Sire, ...

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCC.

Le prince d'Orange au duc régnant de Brunswic. La justification du duc de Brunswic-Wolfenbüttel.

A la Haye, ce 26 Janvier 1788.

Monsieur.

. . . . Je suis au déséspoir que l'affaire du Duc Louis n'est pas encore terminée, comme je le désirerois. La ville d'Amsterdam est fort difficile sur ce sujet. J'en ai entretenu le bourguemaître Dedel, mais sa réponse n'étoit pas fort satisfaisante. V. A. peut être assuré que je ferai ce qui est en mon pouvoir pour procurer au Duc Louis la justification qu'il demande avec tant de droit. Je crois qu'une lettre ostensible de V. A., à l'appuy de cette demande, feroit un fort bon effet. Je pourrois la faire voir à M[rs] d'Amsterdam et je suis persuadé que le respect, qu'ils ont pour V. A., les engagera à plus de condescendance que je n'en attends d'eux sans cela sur ce point.

Je saisis cette occasion de lui renouveller les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, ...

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCCI.

Le roi de Prusse au prince d'Orange[1]). *La demande des bourgmestres d'Amsterdam de retirer les troupes.*

—

Le 1 Février 1788.

Monsieur.

V. A. S. m'aiant témoigné par sa lettre du 22 Janvié qu'elle déféroit à la demande des bourguemestre d'Amsterdam pour que mes troupes changent de quartié et quite la porte de cette ville, Je lui avouerés franchement que j'aurés désiré que V. A. S. eut évité d'acorder cette demande, que je crois être sugérée par des boute-feu, qui ne désirent l'éloignement de ces troupes que pour recomencer de nouveau trouble, et come les troupes subsidiaires, que V. A. S. engage actuellement, ne tarderont pas d'être en état de marcher dans peu, je serés d'avis que mes troupes gardent leur poste actuelle jusqu'a l'arrivée des autres troupes, que l'on attend. Dès qu'un nombre ecquivalent de ces troupes à celui du corps du Général de Kalkreuter se trouvera en Hollande, ce corps evacuera incontinent non seulement le téritoire d'Amsterdam, mais ausi celui de la républicque. En attendant je conseillerois très fort que mes troupes gardent leur poste actuelle, vu d'ailleurs le peu de temps qu'ils ont encore à rester dans le païs; si cependant quelque nécesité urgente demandoit un changement de quartie, je ne doute pas que V. A. S. n'aie soin de leur en faire donner de bon, mais ausi qui soient situés de façon que les bataillons ne soient pas trop dispersé et en état de se soutenir. En cas d'alarme, Elle voudra biên alors s'arranger plus en

[1]) *En orthographe originale.*

détaille sur ce dernié article avec mon Général Kalkreuter, qui en doit répondre et auquel je ne manquerai pas d'écrire à ce sujet....

FRÉDÉRIC GUILLAUME.

LETTRE MCCCII.

Le conseiller-pensionnaire de Hollande au prince d'Orange. L'intention du prince de demander le secours des troupes Prussiennes pour la défense des frontières.

—

Den 14 February 1788.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst en Heer.

....Het zou ongetwijfel goed zijn dat Uwe D. en K. Hoogheden aan den Koning verzogten de troupes op requisitie van U. H. te laaten marcheeren, maar is het niet te denken dat Z. M. hierop de consideratien van zijn Generael zal inneemen en zoude er geen mogelijkheid zijn om dien Heer wat favorabel te disponeeren?

Ik ben verheugd dat Uwe H. de ingekomen tijdingen minder allarmant inziet en nogthans præcautien niet nalaat. Ik zal deezen avond met Harris spreeken....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

LETTRE MCCCIII.

Le prince d'Orange au roi de Prusse. Réponse. Menaces du côté de la France.

—

La Haye, ce 15 Février 1788.

Sire.

Ayant vu par la lettre que V. M. a bien voulu m'écrire le premier de ce mois qu'Elle désiroit que ses troupes restassent occuper la porte d'Amsterdam

et le fauxbourg de l'Overtoom durant le temps qu'Elle veut bien les laisser dans ce Pais, j'ai fait part des intentions de V. M. à M[rs] les bourguemaîtres d'Amsterdam et j'ai reçu ce matin leur réponse, par laquelle ils me témoignent que, puisque votre Majesté désire que ses troupes restent encore sur leur territoire, ils ne feront plus d'instances pour leur éloignement et se conformeront à la volonté de V. M., quoiqu'ils croyent que la capitulation, que leur ville a faite avec S. A. le Duc régnant de Brunsvic, leur auroit donné lieu de le demander, après qu'ils avoient fait dans leur ville tout ce qui dépendoit d'eux pour compléter la satisfaction que V. M. a exigé à si juste droit pour la princesse sa soeur. Les nouvelles de dehors, quoique je n'y ajoute pas absolument foi, m'ont paru de nature à mériter quelque attention, et j'ai écrit à M[r] le Général Kalkreuth pour le prier de se rendre ici, afin de pouvoir concerter les mesures à prendre en cas de quelque invasion durant le temps que V. M. veut bien laisser ses troupes dans ce pais. On nous menace d'une attaque de la part de la France sur la Zeelande, Maestricht ou Bois-le-duc; d'autres nouvelles portent que ce sont les Patriotes réfugiés de ce pais qui feroient cette entreprise, soutenus par la France; le second me paroit le plus probable, mais je n'ai pas voulu laisser ignorer ces nouvelles à V. M.

Je me recommande avec mes enfans à la bienveillance et protection de V. M. et prends la liberté en même temps de recommander cette République à sa protection, particulièrement si les nouvelles, que j'ai pris la liberté de lui mander, venoit à se confirmer....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCCIV.

Le prince d'Orange au duc régnant de Brunswic-Lunebourg. Même sujet.

—

La Haye, ce 15 Février 1788.

Je crois de mon devoir de supplier V. A. de vouloir bien presser la marche de ses troupes autant que possible après la signature du Traité de subsides. Les nouvelles des mouvemens des François sont de nature à causer quelque alarme. L'Etat devra au soin de V. A. pour la seconde fois dans un an sa conservation, si Elle daigne envoyer ses troupes promptement vers nos frontières, et cela sera peut être la cause du salut de Maastricht, qui ne peut se défendre longtemps avec sa garnison actuelle et est tout au plus à l'abri d'un coup de main. Je me flatte que les instructions que j'ai envoyées au Général Baron de Munster auront pu applanir quelques difficultez et que la négociation sera maintenant terminée, et supplie V. A. de vouloir bien être persuadé que je n'oublierai jamais la reconnoissance que je lui dois pour toutes les bontés qu'Elle a bien voulu me témoigner, et c'est avec la plus haute considération que j'ai l'honneur d'être, ...

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCCV.

Le duc de Brunswic-Lunebourg au prince d'Orange. Réponse.

—

A Bronsvic, ce 23 de Février 1788.

Monsieur.

J'ai eu l'honeur de recevoir la lettre de votre Altesse en date du 15. Elle aura remarqué par ma dernière lettre que le Traité de subsides a été signé

hier; je donnerai les ordres les plus précis pour accellerer le départ des trouppes, même avant le terme stipulé, mais je prévois qu'il ne sera guère possible de les mettre en mouvement avant le 19 ou 20 de Mars. Votre Altesse trouvera ci-joint la liste des Cours auxquels il faudra incessament adresser les lettres réquisitoriales pour le Passage des Trouppes de Bronsvic. Cet objet presse un peu, et sans ce préalable rien ne sauroit bouger d'ici.

J'ai bien des raisons de douter que la France fasse ouvertement quelqu'entreprise contre la République; cette Puissance ne me paroit point en état de se brouiller avec l'Angleterre, et une guerre continentale semble opposée à ses vues et à ses intérêts, mais en revenge elle ne négligera rien pour susciter par des voies souterrines des troubles dans l'intérieur du Pays. Les précautions, que V. A. prend, font au reste le plus grand honneur à sa prudence et je m'estimerai heureux de pouvoir concourrir à ses vues salutaires . . . .

CHARLES G^ME^.

LETTRE MCCCVI.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. L'ailliance avec la Prusse.

'sHage, den 24 February 1788.

WelEdeleGestrenge Heer.

. . . . Eene remarque, die mij van de morgen niet ingevallen is, toen ik U.W.E.G. gesprooken hebbe, maar die ons alle gefrappeert heeft, is dat eene communicatie aan het Hof van Vrankrijk van de aan te gaene alliantie met het Hof van Berlin, zonder voorkennisse van den Koning, veel ongenoegen aan den Koning zoude kunnen geeven, en daarom is het

ons voorgekoomen, dat U.W.E.G. wel zoude doen om den Heere Van Alvensleben te spreeken over het dessein alvorens dat hetzelve werde geëxecuteerd, en voorts is ons voorgekomen dat het goed zoude zijn om te gelijker tijd aan het Hof van Vrankrijk kennisse te geeven van het voorneemen om eene alliantie met Engeland aan te gaan, doch dit laatste zoude misschien kunnen geschieden bij eene andere geleegenheid en als men zoude hebben gezien hoe of de communicatie van de alliantie met Pruisschen zoude worden opgenoomen. Ik denke dus, nadat ik wel op de materie hebbe gedacht, dat de Republicq geene openinge aan Vrankrijk kan doen van deszelfs voorgenoome alliantie met Pruisschen, zonder voorkennisse van zijne Pruissische Majesteit, vermits men dien Monarch exponeert aan onaangenaamheden met het voorgemeld Hof, zoo de Republicq alleen, en niet beide contracteerende partijen, van hun voorneemen kennisse geeven, en het is daarom dat ik oordeele dat zulks nog eenige dagen zoude moeten worden uitgesteld.

Ik geeve U.W.E.G. in bedenken of het niet goed was dat de Princesse of ik een expresse naar Berlin zonden, om te verzoeken dat de Koning van Pruissen ordres geliefde te geeven aan de troupes in guarnizoen te Weezel, om op mijne requisitie uit naam van H. H. Mog. naar Venlo, Maastricht, 's Bosch, Grave of elders in Staats-Braband te marcheeren, en of U.W.E.G. niet met den Heere Harris zoude gelieven te spreeken, om te zien of de Kroon van Groot-Brittannien eenige cotters of diergelijke vaartuigen naar de Zeeuwsche stroomen tot dekking dier provintie zoude gelieven te zenden. Ik weete met geen mogelijkheid eenige andere mesures in deeze omstandigheeden uit te denken....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCCVII.

Le roi de Prusse au prince d'Orange[1]*). Reponse à la lettre du 15 Février.*

—

Potsdam, 24 Fevrié 1788.

Monsieur et très cher frère.

C'est avec beaucoup de plaisis que j'ai apris par la lettre de V. A. S. que Messrs d'Amsterdam ont déféré à mes désirs, en ne cherchant plus l'éloignement de mes troupes, qui se trouvent sur leur teritoire. L'intérêt que je prends et prendrés toujours à l'avantage de V. A. S. m'a fait désirer que mes troupes conservent leur quartie actuelle jusqu' au temps de l'arivée des troupes subsidiaires que vous venés d'engager. Le Duc de Brunsviq vient de m'écrire que le Traité est conclu. J'ai été charmé de l'aprendre. Je ne doute pas que V. A. S. ne prenne des mesures pour accélérer l'arivée de ces troupes et qu'elle ne mete tous ses soins à rétablir l'ordre et la discipline dans celles de la république, qui en ont le plus grand besoin ....

FRÉDÉRIC GUILLAUME.

LETTRE MCCCVIII.

Le roi d'Angleterre au prince d'Orange M. Harris ambassadeur extraordinaire à La Haye.

—

St. James, ce 25 de Février 1788.

Mon Cousin. Ayant jugé convenable dans la conjoncture présente de revêtir le chevalier Harris du caractère de notre Ambassadeur-Extraordinaire et Plénipotentiaire, afin de donner une marque aussi éclatante qu'agréable de la satisfaction que m'ont

[1]) *En orthographe originale.*

causé les événemens heureux qui ont dernièrement eu lieu dans la République des Provinces-Unies, je l'ai chargé en même tems de vous manifester ma sensibilité sur l'entière rétablissement de vos droits et ceux de votre Famille. Le choix, que j'ai fait à cette occasion d'un Ministre, qui s'est déjà distingué par ses services éminents auprès de mes bons amis les Etats-Généraux, ne puisse que vous être agréable, et il est si pleinement instruit de mes sentiments invariables envers la République, qu'il ne me reste que de vous prier de donner créance entière à tout ce qu'il vous dira de ma part, surtout lorsqu'il vous réitéra les assurances de l'amitié et affection les plus parfaits avec lesquelles je suis, ...

GEORGE R.

LETTRE MCCCIX.

Le prince d'Orange au roi de la Grande-Bretagne. Réponse. Le baron Van Nagell ambassadeur à Londres. L'alliance projetée.

—

La Haye, ce 29 Février 1788.

Sire.

Leurs Hautes Puissances, les seigneurs Etats-Généraux des Provinces Unies ayant nommé le Baron de Nagell Ambassadeur auprès de V. M., je ne sçaurois le laisser partir sans le charger de remettre cette lettre à V. M. J'espère qu'Elle excusera la liberté que je prends de saisir cette occasion de l'assurer de ma vive gratitude pour toutes ses bontez et de mon sincère et respectueux attachement pour sa personne; qu'il me soye permis en même temps de lui témoigner combien ardemment je désire que l'alliance, qui resserreroit les noeuds qui ont sub-

sistés si longtemps et si heuresement entre ma Patrie et la Grande Bretagne et n'auroient jamais du se rompre, puisse être promptement conclue. Je compte trop sur ses bontez pour craindre de lui déplaire en mettant sous ses yeux que, pour que cette alliance puisse être durable et que la Puissance, qui a le plus d'intérêt à la traverser, n'en puisse venir à bout, il est nécessaire qu'elle soye fondée sur une base solide et que les deux nations ayent également intérêt à la conserver. Je dois lui avouer naturellement, que je ne vois pas jour à la faire conclure sur le pied que M^r le Chevalier Harris l'a proposée à M^r le conseiller Van den Spiegel, et je crois qu'il est nécessaire, pour dérouter entièrement les intrigues de la France, que Negapatnam soye rendu à notre Compagnie des Indes et que l'on prenne des arrangements touchant la navigation dans les mers de l'Orient, qui mettent la République à l'abri de la crainte de voir passer en d'autres mains le commerce des épiceries. Une preuve aussi forte des bontez de V. M. et de l'affection de la Nation Angloise pour ce Païs, feroit le plus grand effet, et je m'assure que ce seroit le vrai moyen de rendre l'alliance solide et durable, surtout si on faisoit des arrangemens par un Traité de commerce au sujet du transport des munitions navales et en particulier des bois de construction, qui pussent ôter à la France les armes, dont Elle s'est servie avec tant de dextérité pour obliger ce Pays à proteger une branche de commerce, au maintien de laquelle cette Puissance est plus intéressée que nous, et cela sous le spécieux prétexte qu'un refus de protection armée de cette branche de commerce blesse la neutralité et prouve une partialité pour leurs ennemis.

Je m'etois toujours flatté de voir consolider l'effet

de la révolution, à laquelle V. M. a daigné prendre tant de part, et que la conclusion de l'alliance avec la Grande-Bretagne et la Prusse intimideroit les mal-intentionnés et mettroit un frein aux menées de la France, et ce n'est qu'avec une vraye peine que moi, et j'ose dire tous ceux qui pensent bien dans ce pays, voyent que l'alliance avec la Grande-Bretagne ne marche pas d'un pas égal avec celle que nous allons contracter avec la Prusse, et que nous nous trouverons dans la situation de ne pouvoir encore compter la Grande-Bretagne parmi nos Alliés, tandis que nous le serons avec d'autres Puissances.

Je fais bien des voeux pour que les obstacles, qui occasionnent le retard d'une alliance, que je regarde et ai toujours regardée comme utiles aux deux Nations, puissent être levés et j'espère qu'en faveur, de mon zèle pour ce que je regarde comme l'intérêt commun de la Grande-Bretagne et de ma Patrie, V. M. excesera si je l'importune par une lettre aussi longue. Daignez, Sire, aggréer que je termine cette lettre en me recommandant avec les miens à la continuation de la protection et de la bienveillance de V. M., dont Elle a daigné me donner tant de preuves, et que je lui renouvelle les assurances du très profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être,

Sire

de Votre Majesté....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCCX.

Communication des nouvelles alliances au gouvernement Français.

—

Den 7 Maart 1788.

Op het gepresenteerde aan de Heeren Haar Ho. Mog. Gedeputeerden tot de buytenlandsche zaaken gedaan, is na voorgaande deliberatie goedgevonden en verstaan, dat den Heer Lestevon van Berkenroode, H. Ho. Mog. Ambassadeur aan het Hof van Z. M. den Koning van Vrankrijk, zal worden aangeschreeven aan het Ministerie van Hoogstgedagte Z. M. mondeling kennis te geeven, dat H. Ho. Mog. in de tegenwoordige omstandigheeden, waarin de Republicq zig bevind, geoordeeld hebben voor de veyligheid van den Staat en bevestiging van desselfs Constitutie, zig te moeten allieeren met eenige nabuurige Mogendheeden en ten dien eynde in onderhandeling zijn getreeden met Haare Majesteiten de Koningen van Groot-Britannien en Pruissen en, consideerende het Tractaat van alliantie, hetwelk zij de eer hebben gehad met sijne aller Christelijkste Majesteit aan te gaan, zeer geern een confidentieele opening daarvan hebben willen geeven, en teffens verseekeren dat niets daarin gestipuleert zal worden, hetgeen in het minste met het bovengemelde Tractaat strijdig zoude zijn, niet twijfelde of Hoogstged. Sijne Majesteit wegens het belang, hetgeen in de welstand van deesen Staat wel heeft gelieven te neemen, zal deese mesures wel willen billijken.

LETTRE MCCCXI.

Le baron Van Nagell au prince d'Orange. Le traité d'Alliance. L'apologie de M. Van Lynden.

—

Westmunster, le 4 Mars 1788.

Monseigneur.

Ce matin j'ai fait ma visite à Lord Carmarthen, qui a bien voulu s'expliquer trés gracieusement au sujet de celui qu'on avoit choisi et pour remplacer Mr de Lynden, et m'a témoigné ensuite son ardent désir de voir terminer heureusement le Traité d'alliance. Il m'a paru que ce Ministre avoit parfaitement bien pénétré les raisons pour lesquelles il seroit dangereux de conclure cette alliance, sans que l'on eut donné des assurances de la bonne volonté de la cour de St James pour la restitution de Negapatnam et la renonciation de la navigation libre dans les mers Orientales des Indes, et il m'a communiqué ensuite les dernières dépêches envoyées au Chevalier Harris, dont il se promettoit du succès. V. A. S. connoit sans doute déjà leur contenue. Je crois que l'on ne pourra rien gagner au delà pour le moment actuel, mais qu'il ne sera pas impossible de faire des arrangemens dont on aura lieu d'être satisfait mutuellement; achetter l'alliance ne paroit pas noble.

Monsr de Lynden est venu me voir ce matin et m'a fait une profession de foi, que j'espère être sincère pour l'amour de lui. Je lui ais répondu franchement que l'on ne connoissoit pas les modifications qu'il apportoit en sa faveur, mais qu'il étoit indisputable qu'il avoit travaillé avec les partisans du changement et du bouleversement total de notre constitution et les ennemis de V. A. S.; que, si son ammendement étoit prière, il devoit déjà être convaincu de

la bonté de V. A. S. et combien peu Elle étoit inclinée à se venger de ses détracteurs; que sa conduite future feroit foi de sa manière de penser et qu'une réconciliation avec son père et un travail assidu de concourir aux vues de V. A. S. pour détruire le plus tôt possible tout esprit de parti et de cabale dans sa province, étoient des moyens sûrs d'obtenir par la suite des faveurs de V. A. S., auxquels il n'avoit plus aucun droit de prétendre. Il m'a remercié de mes conseils et m'a prié de vouloir assurer V. A. S. que son projet étoit de les suivre. Demain il aura son audience de congé. Demain j'aurois mon audience de S. M. et je remettrais après mon compliment....

A. W. C. DE NAGELL.

LETTRE MCCCXII.

Le même au même. Même sujet.

Londre, 11 Mars 1788.

Monseigneur.

J'ai profité hier d'une entrevue que j'ai eue avec Monsieur Pitt, pour insister de nouveau de la manière la plus sérieuse sur la nécessité de se concilier les esprits dans la République et de mettre V. A. S. et les amis de l'Angleterre en état de pousser les négotiations entamées pour un traité d'alliance; que le moien le plus efficace pour obtenir un but aussi salutaire seroit de donner des assurances plus positives que l'on effaceroit le souvenir des différends qui avoient eu lieu si malheureusement, et que l'on renonceroit aux avantages obtenus par la dernière paix. Je puis dire avec vérité que Ms Pitt, Carmarthen et Sidney

me paroissent très disposés à concourir dans la suite à des vues de politique aussi saines, mais je ne puis donner aucune espérance de les voir réaliser, avant que le Traité soit signé. Mr Pitt m'a témoigné, Monseigneur, un moment de crainte, que l'on donne connoissance à la cour de Versailles des négociations entamées avec l'Angleterre et la Prusse, comme si cette démarche étoit une suite du 3me art. séparé de l'Alliance entre la France et la République. J'ai cru pouvoir répondre, sans me compromettre, que cette communication ne seroit que verbale et confidentielle....

A. W. C. DE NAGELL.

LETTRE MCCCXIII.

Le même au même. Même sujet.

Londre, le 18 Mars 1788.

Monseigneur.

J'ai fait un détail exact à Mr Van den Spiegel des conversations que j'ai eues avec Milords Carmarthen et Pitt, et je me flatte que la conduite que j'ai tenue aura l'approbation de V. A. S. Je n'ai du moins aucun reproche à me faire de n'avoir pas profité de toutes les occasions qui se sont présentées et d'en avoir recherché d'autres, afin de convaincre le Ministère de la nécessité indispensable de rendre Negapatnam, afin de se concilier l'amitié de la Nation Hollandoise et d'effacer le souvenir des anciennes mésintelligences. J'ai cru que, si le Roi d'Angleterre faisoit une démarche analogue à ce principe, bien loin d'avoir l'air d'acheter notre alliance, il avoit celui de faire un acte de munificence Royale, et j'ai proposé à cette fin l'acte, que j'ai l'honneur de joindre

à celle ci, qui devroit suivre immédiatement la signature du Traité et dont le Chevalier Harris devroit être chargé d'avance de donner sous-main les assurances....

A. W. C. DE NAGELL.

S. M. le roi de la Grande Bretagne voulant manifester de nouveau l'amitié sincère qu'Elle porte à la République des Provinces-Unies, sa satisfaction de voir renaître les liaisons les plus étroites entre ses Roiaumes et les Etats Généraux par le Traité d'alliance défensif, qui vient de se conclure, et ne désirant rien au delà que d'effacer entièrement le souvenir des dernières mésintelligences et de convaincre de la manière la plus expresse et la moins douteuse que son amitié et son attachement ne sont pas stériles, cède et garantit en toute propriété aux Etats-Généraux des Provinces-Unies la ville de Negapatnam, avec les dépendences d'icelles, annullant et déclarant de non valeur l'art. 4me du Traité de paix entre S. M. le Roi de la Grande-Bretagne et L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas fait à Paris, le vingt de Mai mille sept cent quatre vingt et quatre.

LETTRE MCCCXIV.

Le duc régnant de Brunswic-Lunebourg au prince d'Orange. L'affaire du duc Louis de Brunswic-Wolfenbuttel.

A Bronsvic, ce 23 de Mars 1788.

V. A. voudra bien se rappeller les diverses occasions où, durant mon séjour en Hollande, j'ai eu l'honneur de l'entretenir, avec autant d'intérêt que de douleur, de la position dans laquelle se trouvoit mon Oncle le Duc Louis. Vous m'avez constamment

paru, Monsieur, partager mes sentimens sur cet objet d'une manière bien propre à me consoler. J'ai toujours espéré un succès heureux des démarches qu'on s'étoit alors proposé de faire en faveur d'un parent digne de toute ma tendresse. J'ai souvent pris la liberté de rappeller ce sujet intéressant dans les lettres que j'ai eu l'honneur d'écrire à V. A. depuis mon retour chez moi. Je ne saurois lui cacher l'affligeante sensation que fait sur mon coeur la lenteur avec laquelle on procède à la justification de mon Oncle; cela m'étonne d'autant plus que, durant mon séjour en Hollande, j'ai eu la satisfaction de voir qu'on reconnoissoit universellement combien on avoit été injuste à son égard. Je vous prie très instamment, Monsieur, de vous rappeller ce qu'on avoit déterminé à l'égard de sa justification dès ma première apparition à La Haye; aiez la bonté de la rappeller aussi aux différentes personnes, qui alors parurent entrer dans mes peines, qui trouvèrent mes instances justes et fondées et qui n'entrevirent aucune difficulté pour obtenir l'entière justification d'un Prince, qui avoit su mériter par ses services les suffrages universels. Cette approbation générale lui avoit été manifestée de la manière la plus éclatante dans une époque, où cette illustre République n'étoit point encore en proie aux calamités qu'elle a éprouvée depuis. Je crois que l'heureux rétablissement de l'ancienne constitution fournira à V. A. les moiens de prendre à coeur les intérêts de mon Oncle, surtout dans un cas comme celui-ci, où toutes les notions d'équité et de justice prescrivent de réparer des torts manifestes et bien cruels.

J'ai l'honneur d'être . . . .

LUNEBOURG.

LETTRE MCCCXV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire de Hollande. La négociation sur Negapatnam et Trinconomale.

—

's Hage, den 25 Maart 1788.

WelEdelGestrenge Heer.

....Ik zoude nimmer aan de Republicq durven raaden om te admitteeren dat Trinconomale in handen van de Engelschen wierde gesteld op den voet van het tractaat van barrière. Ik denke dat een diergelijk Tractaat altoos nadeelig is, bijzonder ten opzigte van een magtiger Mogendheid, en ik zoude liever voor altoos Negapatnam aan Engeland laaten dan een Engelsch garnisoen, en bijzonder een Engelsche Gouverneur, te laten in Trinconomale en dus dezelve te admitteren in Ceylon, welke misschien de importantste possessie is van alle onze colonien in de Oost en die altoos een object van jalousie voor de Engelsche Companie heeft opgeleevert....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCCXVI.

Le conseiller-pensionnaire de Hollande au prince d'Orange. L'opinion du roi de Prusse au sujet des alliances.

—

31 Maart 1788.

Doorlugtig Hooggeboren Vorst en Heer.

....Zijne Pruissische Maj[t] schijnt in dit oogenblik niet content te zijn over de concurrentie met Engeland, omdat dit een harmonie afficheert, die ongelukkig geen plaats schijnt te hebben. Ondertusschen kan Z. M. niet kwaalijk neemen dat de Republicq op één en denzelven dag tot beide Tractaaten resolveert, daar dezelve beide even zeer in het systema van de Republyk inkomen.

Indien de H^r Van Reede wat vroeger gemeld had de intentie van het Hof van Berlijn om apart te sluiten, hadden wij andere maatregelen genomen ....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

LETTRE MCCCXVII.

Le prince d'Orange au conseiller pensionnaire de Hollande [1]). *La conclusion des alliances.*

's Hage, den 31 Maart 1788.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik zende U.W.E.G. eene missive van den H^r Van Reeden, welke de Princesse mij verzocht heeft aen U.W.E.G. mede te deelen. Ik achte mij verplicht hierbij te voegen, dat ik oordeele noodzaekelijk te zijn dat hoe eerder hoe liever de order aen den Heere Van Reeden werde afgezonden om te mogen sluiten en teekenen. Ik vreeze dat wij anders quaet humeur te Berlijn hebben te verwachten, dat ik wilde voorkoomen. De Alliantie met Engeland kan zijn gang gaen Zaturdag of Maendag aenstaende. Ik denke dat ten minste het goed zoude zijn, dat de conclusie van de Alliantie met Pruissen eenige dagen vroeger was dan die met Engeland, opdat alsdan beide alliantien omtrend denzelven dag kunnen worden getekend ....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCCXVIII.

Le prince d'Orange au duc régnant de Brunsvic-Lunebourg. Réponse. L'affaire du duc Louis de Brunswic-Wolfenbuttel.

La Haye, ce 1 Avril 1781.

Monsieur.

J'accuse la réception de la lettre que V. A. a bien voulu m'écrire le 23e de Mars. Elle peut être

[1]) *Minute autographe du prince.*

persuadé que je n'ai rien négligé pour faire rendre au Duc Louis la justice qui lui est due et que je suis pénétré de regret de n'avoir pas réussi jusqu'ici à faire prendre une résolution telle que V. A. pourroit la désirer. Les liens de reconnoissance qui m'engagent à ce Priuce pour les tendres soins qu'il a daigné prendre de moi durant mon enfance, quand il a bien voulu, lorsque j'etois laissé Orphelin, me tenir lieu de Père, et, j'ose le dire, mon amour pour l'équité et la justice, m'obligent à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour faire voir à tout l'univers la fausseté des accusations par lesquelles on a voulu ternir son honneur et sa réputation, et je crois que l'honneur de l'Etat exige que l'on voye que de pareilles injustices n'ont été que l'ouvrage de la cabale qui dominoit alors, et que, depuis que son empire a été détruit, on agit d'une façon conforme à ce que l'équité exige. J'ai donc travaillé à faire prendre une résolution qui effaçât les mauvaises impressions que celles prises en 1784 dans quelques Provinces pourroit donner. Je dois avouer, à mon grand regret, que je n'ai pas trouvé les Esprits disposez sur ce point comme je l'aurois désiré dans plusieurs villes de cette province et dans les Etats de Frise. Monsieur le Conseiller-Pensionnaire m'a communiqué un projet de résolution, qu'il croit pouvoir faire passer aux Etats-Généraux, mais on désireroit, avant de la prendre, sçavoir si V. A. en seroit contente, car je puis l'assurer que la pluspart des Membres de l'Etat ne souhaitent rien de plus que de faire ce qui lui est agréable et de lui témoigner leur reconnoissance. Je prends la liberté d'envoyer une copie de ce projet de résolution à V. A., la priant de vouloir bien me faire parvenir ses considérations; Elle peut être assurée de mon zèle à faire, s'il est en mon pouvoir,

aggréer les changemens que V. A. pourroit désirer et ce qu'Elle pourroit vouloir y faire ajouter.

Je saisis cette occasion de renouveller à V. A. les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, ...

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCCXIX[a].

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Un mémoire du gouvernement Français.

—

's Hage, den 29 April 1788.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

De Heer Caillard [1]) mij gisteren avond gezonden hebbende .... het extract uit den brief van den Graaf de Montmorin, heb ik de eer een copye daarvan aan U. H. toe te zenden. Ik sal deselve deese morgen aan het secreet besogne communiceeren, alwaar die denkelijk commissoriaal gemaakt zullen worden.

Ik blijve ....

H. FAGEL.

LETTRE MCCCXIX[b].

Extrait d'une Depêche écrite le 20 Avril 1788 par Monsieur le Comte Montmorin à Monsieur Caillard, Chargé d'affaires de sa M[te] trés Chrétienne.

En examinant les projets qui nous sont parvenus par voye indirecte des deux Alliances, que les Etats-

[1]) Le comte de Vérac venant d'être rappelé, le secrétaire d'ambassade Antoine Caillard entretenait les relations diplomatiques en qualité de chargé d'affaires.

Généraux sont au moment de contracter, nous avons trouvé dans le projet, que l'on assure être convenu avec la Cour de Londres, un article qui nous a paru digne de toute notre attention. Cet article est le sixième; il porte en substance: „qu'en cas qu'une deux parties „contractantes soit attaquée ou menacée dans ses „possessions, soit en Affrique, soit en Asie, par une „Puissance Européenne, ses Gouverneurs respectifs „fourniront les secours les plus prompts et les plus „efficaces, sans attendre des ordres de l'Europe, et „les Vaisseaux de la Puissance attaquante ne seront „admis dans les Ports ou dans les établissements des „deux parties contractantes."

Si nous comprenons bien, Monsieur, le sens de cet article, la République s'engage à mettre les Gouverneurs Hollandois dans l'Inde aux ordres de ceux de la Grande-Bretagne; il suffira à ceux-ci de supposer ou d'affecter de craindre une attaque de la part de la France pour que toutes les forces et toutes les places Hollandoises dans cette partie du monde soient à leur disposition; les serviteurs de la République n'auront ni le droit de s'assurer de la réalité des appréhensions qu'on leur notifiera, ni la liberté d'attendre, pour agir contre un Allié de la République, les ordres de leur Souverain. Le but et les conséquences d'une pareille stipulation sont trop évidents pour que je m'arrête à en faire le détail.

Cependant, Monsieur, quelque naturelle que paroisse l'interprétation que je viens d'énoncer, le Roi se plait à croire que l'article, qui y donne lieu, n'est pas dans la réalité tel qu'il est annoncé dans les copies du Traité de la République avec l'Angleterre, qu'on a répandues dans le public, et sa Majesté met trop de confiance dans la sagesse de L. H. P. pour leur supposer des vues qui froisseroient d'une manière

quelconque les engagemens qu'Elles ont contractées avec Elle. Le Roi pense toutefois qu'il ne lui convient point de demeurer dans l'incertitude à cet égard et S. M. juge d'autant plus devoir la faire cesser, que ni ses principes, ni son caractère, ne lui permettent d'avoir des liaisons incertaines, équivoques et contradictoires, et qu'Elle est persuadée qu'il n'entre pas dans les vues de L. H. P. d'en former de cette espèce.

Ainsi, Monsieur, l'intention du Roi est que vous provoquiez une explication de la part des Etats-Généraux de l'article 6 du projet, dont il est question, et que vous communiquiez pour cet effet à Mr le Grand-Pensionnaire les réflexions contenues dans cette dépêche, en l'invitant à les porter à la connoissance de ses maîtres. Vous observerés en même tems á ce Ministre que le Roi s'attend à une réponse claire et précise; que sa Majesté a le droit de la demander en vertu de l'article 11 du Traité d'Alliance, subsistant entre lui et la République, et que sa Majesté ne se permet pas le moindre doute sur l'empressement de L. H. P. à la satisfaire.

LETTRE MCCCXX.

Le prince d'Orange au baron Van Reede à Berlin. Le mémoire Francais [1]).

—

La Haye, ce 29 April 1788.

Monsieur.

....Je vous envoye la copie d'une note que Mr Caillard vient de remettre au Greffier; ce n'est qu'un prélude, mais Dieu sçait de quoi cela sera suivi.

[1]) Voyez le numéro précédeut.

Je crois que l'on répondra que l'on est charmé de pouvoir marquer au Roi qu'il a été mal informé et que le Traité ne contient pas un article comme celui qui est marqué dans la dépêche de Mons[r] de Montmorin et alors on donnera ouverture du Traité tel qu'il a été conclu, en marquant que l'on espère que S. M. n'y trouvera rien de contraire à l'Alliance contractée avec Elle, et je me flatte que Jeudi ou Vendredi en huit les ratifications des deux Traités pourront être conclues aux Etats Généraux....

Je suis,....

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE MCCCXXI.

Le prince d'Orange au roi de Prusse. Le séjour des troupes Prussiennes.

—

La Haye, ce 22 Avril 1788.

Sire.

Je prends la liberté de faire part à V. M. que les troupes, que le Duc de Brunsvic donne en subside à cette République, seront, selon les apparances, avant la fin de ce mois à Maastricht. Elles seront aujourd'hui à Duysburg et il n'y avoit plus que les gites à régler au Païs de Juliers; peut-être que ce différent occassionnera quelque retard, mais il ne sçauroit être considérable, puisqu'il faudra en ce cas les faire entrer, pour éviter toutes difficultez, sur le territoire de l'Etat. Je la supplie de vouloir bien aggréer que je témoigne ma vive reconnoissance de la bonté que Votre Majesté a bien voulu avoir de permettre qu'une partie de ses troupes restassent durant l'hiver passé dans cette Province. J'espère

que leur départ ne relèvera pas le courage de nos adversaires et me tiens assuré que l'Alliance, qui vient d'être signeé à Berlin de la part de Votre Majesté et de la République, leur en imposera. Nous ne pourrons jamais reconnaître les obligations que nous lui avons et de ce qu'Elle a bien voulu laisser ses troupes dans ce Pais jusqu' à cette époque. J'ai arrangé les choses de façon que le 30 de ce mois les troupes de Votre Majesté pourroient être relevées dans les postes qu'elles occupent actuellement. J'ai écrit hier sur cet objet au Général Comte de Kalkreuth et j'attends sa réponse pour prendre les arrangements nécessaires pour faciliter la marche rétrograde du Corps qu'il commande, et pour leur procurer toutes les commoditez posibles dans les endroits où elles séjournent.

J'ai vu avec la plus vive joye par la lettre que V. M. a écrite à la Princesse mon Epouse, que nous aurons le bonheur de la voir à Loo l'onze de Juin. J'ose espérer de ses bontez qu'Elle daignera nous honorer de sa présence aussi longtemps que ses grandes occupations le lui permettront.

Je saisis cette occasion de me recommander avec ma Famille à la continuation de la bienveillance et de la protection de Votre Majesté et de lui renouveller les assurances du très profond repect avec lequel j'ai l'honneur d'être,

Sire, ...

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE MCCCXXII.

L'adjoint du greffier[1]) *à l'envoyé Van Berkenroode. Le mémoire du gouvernement François*[2]).

2 Mey 1781.

Monsieur.

Peu de jours après l'arrivée de la dépêche, dans laquelle vous avez fait part à mon Grandpère de la conversation que vous aviez eue avec Mr de Montmorin, Mr Caillard, chargé d'affaires de France ici, a remis à mon Grand-père une note, accompagnée de l'extrait d'une dépêche de Mr de Montmorin à Mr Caillard. Cette dépêche contient quelques difficultés au sujet de l'art 6 du Traité d'alliance, qui vient d'être conclu avec l'Anglettere. L. H. P. ont bien voulu déférer aux désirs du Roi en donnant à cet égard l'explication que S. M. demande. Mon Grand-père est chargé à cette fin de remettre demain à Mr Caillard un écrit, dont la copie vous sera envoyée aujour d'hui, Monsieur. L'on m'a autorisé à vous prier de faire remarquer au Ministre dans la conversation, que L. H. P. ont voulu donner au Roi une preuve de leur déférence et de leurs égards en lui communiquant les deux Traités qu'Elles viennent de conclure. Effectivement, comme l'art. 11 du Traité d'Alliance, qui subsiste entre la France et la République, ne parle que d'engagements subsistant alors et qui doivent demeurer dans toute leur intégrité, cet article par conséquent n'impose dans le cas présent aucune obligation à L. H. P., et il paroit qu'on en a jugé de même en France, puisque S. M. n'a point

[1]) Le petit-fils de M. Fagel, depuis peu son adjoint et plus tard son successeur.

[2]) Voyez le numméro 1319b.

communiqué aux Etats Généraux le Traité de commerce qu'Elle a conclu avec l'Angletterre, quoique cet engagement fut de nature à intéresser la République.

C'est avec la considération la plus distinguée que j'ai l'honneur d'être, ...

H. FAGEL.

LETTRE MCCCXXIII.

La prince d'Orange au duc régnant de Brunswic-Lunebourg [1]).
L'affaire du duc Louis [2]).

La Haye, ce 2 Mai 1788.

....Je crois nécessaire de m'entretenir un instant avec Elle au sujet de l'affaire du Duc Louis, que je désirerois bien voir terminer à sa satisfaction et à celle de V. A. J'espère qu'Elle rend justice à mes sentimens et est persuadée que je ferai ce qui est en mon pouvoir pour être utile à celui qui m'a tenu lieu de père, et que je n'oublierai jamais la reconnoissance que je lui dois, mais je ne puis pas promettre de pouvoir faire réussir une résolution comme celle que Mr Witte Tulling a proposée. C'est un homme qui n'a aucune vocation à se mêler de ces sortes d'affaires, mais qui fait souvent beaucoup plus de promesses qu'il ne peut tenir et rend les choses faciles en apparence, en disant que cela ne me coûteroit qu'un mot pour les faire réussir, tandis que le contraire est vrai et que c'est une impossibilité phisique que je puisse faire passer les choses qu'il propose; qu'il me soye permis de lui parler en confidence sur un article. Mr. Tulling voudroit dans sa proposition faire donner au Duc Louis un dédomma-

[1]) *Minute autographe du prince.*

[2]) Cf. le numero 1314.

gement au moyen d'une rente viagère pour les pertes qu'il a faites en se vouant au service de la République et en renonçant aux avantages qu'il retiroit étant au service de Leurs Maj^{s}. Impériales. Je désirerois beaucoup faire passer cet article et j'en ai déja parlé à plusieurs Membres de la régence pour le porter à quarante mille florins par an, à commencer du jour où le Duc Louis a quitté le service de la République, mais quoique la pluspart de ceux, à qui j'en ai parlé, trouvent la chose juste, on m'objecte que V. A. devoit avoir dit à plusieurs des principaux régents de ce Païs, qu'Elle ne le croioit pas nécessaire et qu'Elle désiroit seulement que l'on prit une résolution, qui mit l'honneur du Duc Louis à l'abri. Ainsi je la supplie de vouloir bien, si c'est son intention que je travaille à faire obtenir ce dédommagement au Duc Louis, de vouloir bien marquer qu'Elle y prend quelque intérêt dans la lettre ostensible qu'Elle voudra bien m'écrire: alors je ferai tous les efforts dont je suis capable pour faire ajoutter cet article au projet de résolution que j'ai l'honneur de lui envoyer. Si V. A. désire que j'en écrive directement au Duc Louis et que je lui marque ce que je puis obtenir, je suis prêt à le faire, n'ayant rien de plus à coeur que de faire ce qui peut être agréable à V. A. et de lui prouver que c'est avec la plus haute considération que j'ai l'honneur d'être,

Monsieur, ...

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCCXXIV.

Le duc de Brunswic-Lunebourg au prince d'Orange. Réponse à la lettre du 1 Avril. Même sujet. Insuffisance de la résolution projetée.

Brunsvic, ce 4 Mai 1788.

Monsieur.

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre de V. A. en date du 1r d'Avril et à laquelle Elle a eu la bonté de joindre un projet de résolution dans l'affaire du Duc Louis de Brunsvic, mon Oncle. Vous sentez bien, Monsieur, que cette affiaire, dans tous ses rapports, doit m'intéresser sensiblement, et je me flatte que V. A. partagera sincèrement cet intérêt avec moi et qu'Elle sera d'opinion que les liens de la reconnoissance imposent des devoirs aussi sacrés que le peuvent faire les liens du sang. Vous m'avez permis, Monsieur, de Vous dire mon sentiment sur le projet de résolution qui m'a été communiqué; je vais faire usage de cette permission et parler à V. A. avec cette franchise, dont je ne me suis jamais écarté vis à vis d'Elle.

En résumant tout ce qui s'est passé à La Haye relativement à cet objet durant le séjour que j'y ai fait en 1787; en me rappellant tout ce que le Duc, mon Oncle, m'a fait parvenir sur cette matière, et en réfléchissant sur les circonstances odieuses des imputations révoltantes dont on a accablé le Duc Louis, je suis forcé d'avouer à V. A. que je ne trouve le projet de résolution en aucune façon analogue à ce qu'exige la position de mon Oncle; je ne crains pas d'ajouter, Monsieur, que ce projet de résolution ne me paroit pas même susceptible de changements propres à lui donner le ton et l'énergie qu'exige une

résolution, qui doit efficacement anéantir jusques à l'ombre la plus légère des imputations fausses et sinistres qu'on s'est permis vis à vis de ce Prince. Bien plus, Monsieur, je me tiens assuré que mon Oncle n'admettra jamais comme suffisante une justification calquée sur ce projet, et si je le connois bien, il trouvera plus analogue à ses sentimens d'honneur de n'être aucunement justifié plutôt que de l'être par une résolution foible et inadéquate.

Que V. A. me fasse la grace de me dire Elle-même si Elle trouve adéquate toute résolution, dans laquelle on mettroit les cinq points suivans:

1°. Une déclaration de la part de tous les confédérés, que la résolution de la province de Hollande du 18e Août 1784 est illégale et conséquemment révocable; que le refus de faire les enquêtes, demandées par le Duc Louis, est également illégal.

2°. Une déclaration énergique et positive qui mette au rang des calomnies les plus absurdes, l'imputation faite au Duc Louis d'avoir agi, soit directement soit indirectement, d'une manière qui put conduire au détriment de l'Etat.

3°. Une déclaration par laquelle on reconnoisse que les services du Duc Louis, rendus à l'Etat après la majorité de V. A., méritent la même approbation que celle qui lui a été accordée le 8 Mars 1766 relativement aux services antérieurs à cette époque.

4°. Une déclaration qui libère de tout reproche sinistre et de toute vue répréhensible l'acte nommé Acte de consultation du 3 Mai 1766, qui a servi de base à la résolution funeste du 18 Août 1784.

5°. Et ce cinquième point, Monsieur, est des plus essentiels, que l'on porte la Province de Hollande à biffer de ses notules sa résolution du 18 Août 1784 et que les Provinces de Zélande et de Frise soient

également disposées à biffer de leurs notules les résolutions lésives prises contre le Duc Louis.

En posant pour base, Monsieur, qu'une justification, dans laquelle ces cinq points seroient omis, ne sauroit paroître adéquate aux yeux du Duc Louis, je laisse à conclure à V. A. à quel point ce Prince doit trouver insuffisant le projet de résolution dont Elle m'a fait part.

Voilà mes observations, Monsieur, sur le projet communiqué et sur ce qui y est relatif.

Oserois-je à présent faire part à V. A. d'une idée, qui me paroit simple, naturelle et propre à parvenir à une démarche satisfaisante pour un Prince si injustement opprimé et qui a été la victime d'une cabale heureusement dissipée? Elle se rappellera la lettre minutée par Mr Witte Tulling et qui me fut communiquée à La Haye. Cette lettre fut approuvée dans ce tems et parut aux amis de V. A. et aux miens très propres à servir d'acheminement à une justification convenable pour mon Oncle, j'ose donc proposer à V. A. d'écrire cette lettre à L. L. H. H. P. P. et j'en sollicite avec instance l'expédition; elle ne peut avoir que des suites heureuses, car cette lettre sera, selon toutes les apparences et par égard pour V. A., d'abord prise en délibération. Si cependant, ce qu'on ne sauroit présumer, cette lettre fut mise de côté, son existence produiroit un double effet; elle serviroit à mon Oncle en quelque façon de justification et elle manifesteroit d'une manière authentique les sentimens de V. A. à l'égard d'un Prince, auquel Elle avoue Elle-même de la manière la moins équivoque d'avoir les obligations les plus essentielles. Je crois d'ailleurs, Monsieur, qu'il est plus convenable d'entamer cette affaire en la basant sur une nouvelle démarche, qu'en se servant d'un ancien rapport, comme

on se propose de le faire dans ce cas-ci, en partant d'un commissorial qu'on a décerné le 15 Octobre 1784, sur la lettre du Duc Louis, par laquelle il a résigné ses emplois militaires.

Je réclame votre amitié, Monsieur, je réclame ces sentimens d'attachement que V. A. m'a souvent manifesté envers mon Oncle. Je la prie instamment de ranimer par une démarche publique et énergique cette triste et intéressante affaire, dont j'avois espéré de voir hâter la conclusion la plus satisfaisante immédiatement après l'heureuse révolution de l'année dernière.

J'ai l'honneur d'être avec la plus haute estime et avec une considération très distinguée, Monsieur, ...

CHARLES G. F. DUC DE BRONSVIC-LUNEBOURG.

LETTRE MCCCXXV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire de Hollande. La mort du duc Louis de Brunswic-Wolfenbuttel.

—

'sHage, den 18 Mey 1788.

Ik hebbe heeden ontvangen de tijding van het overlijden van Z. H. den Heere Hertogh Lodewijk van Brunswijk. U.W.E.G. kan oordeelen dat zulks mij zeer aangedan heeft, te meer omdat Hooggem.: Heer Hertogh niet heeft kunnen zien neemen eene resolutie, zoo als hij met recht kon verwachten en waarbij hersteld wierde de nadeelen en injurien aan hem gedaan bij de resolutien. in sommige provintien in 1784 genomen ter zijnen opzichte. Ik verlange zeer dat nu een resolutie genomen werde, die voor het herstel van deszelfs Eer dienstig moge zijn, en het

zal mij zeer aangenaam zijn met U.W.E.G. en de Heeren Fagel en Van der Hoop daarover te spreeken vóór de Vergadering....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCCXXVI.

Le prince d'Orange au duc régnant de Brunsвic. Même sujet. Difficulté d'une réhabilitation.

La Haye, ce 20 Mai 1788.

Monsieur.

C'est avec la plus vive douleur que j'ai appris la perte que nous venons de faire du Duc Louis et ce qui l'aggrave, est que ce digne Prince a dû descendre au tombeau sans obtenir la satisfaction qu'il demandoit à si juste titre. J'ai cru devoir faire part à Leurs Hautes Puissances et au Conseil d'Etat de la mort de ce Prince, qui avoit daigné me tenir lieu de Père, et j'ai cru devoir me borner à cette communition et ne pas la faire aux Etats des Provinces, dont plusieurs avoient eu part aux indignes résolutions prises en 1784 à son sujet.

Je ferai ce que je pourrai pour effectuer que l'on prenne promptement aux Etats-Généraux une résolution qui lave entièrement feu le Duc Louis de toutes les imputations faites contre lui, et qui reconnoisse les bons services qu'il a rendu à cet Etat durant le temps qu'il a été au service de Leurs Hautes Puissances. Je me flatte que dès demain cette résolution pourra se prendre et j'espère que la Hollande payera les arrérages des gages de ce Prince, mais je crains de ne pas réussir à faire biffer des régistres les résolutions prises, comme elles sont entre les mains de tout le monde et qu'elles ont été

imprimées. On ne peut les rayer, mais une résolution approbatoire de la conduite des Députez à la Généralité pour avoir concouru à une résolution des Etats-Généraux, tendante à déclarer que c'étoit aux malheurs des temps qu'il faut attribuer ces résolutions et que Leurs Hautes Puissances reconnoissent la reconnoissance que l'on devoit au feu Duc Louis et que les imputations faites contre lui n'étoient pas fondées, cela aura le même effet.

Je supplie V. A. d'être persuadé que je ferai ce qui est en mon pouvoir pour satisfaire aux désirs de V. A. et pour donner aux mânes du Duc Louis la satisfaction, que je n'ai pu lui procurer de son vivant.

J'accuse la réception de la lettre que V. A. a bien voulu m'écrire le 4e de ce mois. Je n'ai pu y répondre plus tôt. J'avois pris la liberté de lui écrire le 2 et je n'ai pas reçu de réponse au sujet des propositions que j'y ai faites pour arranger l'affaire de feu le Duc Louis. Je souhaite que la résolution, qui va se faire, puisse satisfaire V. A. et c'est avec la plus haute considération que j'ai l'honneur d'être, Monsieur, ...

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCCXXVII.

Le Prince d'Orange à S. M. la Reine-Douairière de Prusse. Même sujet.

—

La Haye, ce 20 Mai 1788.

Madame.

Je prends la liberté de témoigner à V. M. la vive douleur que je ressens du décès du Duc Louis son frère. C'est avec le plus sensible regret que je vois descendre ce Prince au tombeau, sans avoir pu

lui procurer la satisfaction qu'il réclamoit à si juste titre. Je n'avois pas encore pu réussir, comme je l'aurois désiré, mais je me flattois que dans peu de jours j'aurois pu réussir à faire prendre une résolution qui témoignât le regret de Leurs Hautes Puissances de la manière indigne dont ce Prince a été pressé. J'espère qu'elle passera peut-être cette semaine et que l'on donnera à ses Mânes la satisfaction, que je n'ai pu lui faire obtenir de son vivant....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCCVIII.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire de Hollande. Nécessité de protéger l'ambassadeur Français contre les insultes de la populace.

—

Loo, den 1 Juny 1788.

WelEdeleGestrenge Heer.

....Het doet mij leed dat Amsterdam in zoo een ongelukkig voetspoor is gekoomen en vreeze dat de intrigues van het Fransche Hof zullen beletten, dat door het straffen van eenige weinige schuldige lieden de rust in het Land kan worden hersteld. Ik hoope dat goede pracautien zullen genomen worden om voor te koomen dat het livrey van den Ambassadeur noch zijn caracter niet werden geinsulteerd [1]) en dat geene causa Belli aan Vrankrijk gegeeven werde....

W. PRINS VAN ORANGE.

[1]) En effet M. de St. Priest, qui arriva ce même 1 Juin, fut reçu par le peuple avec des démonstrations assez hostiles devant sa maison. Voyez les Ned. Jbb. 1788, p. 956, 57 et 961 sqq. où l'on trouve aussi le rapport de la cour de justice qui ne laisse pas de stipuler la conduite provocante des domestiques de l'ambassadeur.

LETTRE MCCCXXIX.

Le conseiller-pensionnaire de Hollande au prince d'Orange. Même sujet. Nouvelles plaintes de l'ambassadeur.

—

's Hage, den 2ⁿ Juny 1788.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst en Heer.

De Heer de S. Priest heeft gedebuteerd op een vrij hoogen toon. Vooreerst heeft hij geklaagt over de isolentien die aan zijn persoon, huis en domestiquen zouden aangedaan zijn door het gemeen. Ik heb daarop aanstonds den Procureur-Generaal verzogt aan het Hof te proponeeren om een van de Ministers van het Hof aan den Ambassadeur te zenden en informatien van 't geval te vraagen, met verzekering van alle activiteit van de justitie, en Heeren Gecommitteerde Raaden hebben ordres gesteld om door patrouilles de attroupementen voor het huis te beletten.

Ten tweeden heeft hij een conferentie gevraagd met H. H. M. Gedeputeerden over het Subject van het 6[de] art. van het Tractaat met Groot-Britannien. Hij zeide mij in de conversatie, onder veele argumenten, dat H. H. M. ten opzigte van zijne aller Chr. Maj[t] dezelve Stipulatie moesten maaken als met Engeland, pour conserver l'esprit de l'alliance, ou que le Roi prendroit son parti. Het geheel discours over deeze materie was zeer fier; hij convenieerde niet dat het onderscheid tusschen het project en het Tractaat zeer remarquabel was; het was, tout au plus, une atténuation du premier projet, en het was gemakkelijk te zien à quoi cela meneroit.

Ten derden is hij van mij naar den Griffier gegaen, daar hij begon met te zeggen qu'il avoit grand

sujet de se plaindre du Conseiller-Pensionnaire, omdat ik hem niet aan de koets ontvangen noch uitgeleid had, en dat hij verwagtede dat ik hem zoude doen une réparation par écrit. Ik weet niet wat de Heer Griffier hem geantwoord heeft, maar zoodra als ik dit vernomen heb, heb ik mijn Secretaris gezonden naar Caillard om hem te zeggen: dat mogelijk de Ambassadeur reflexie zoude gemaakt hebben, dat hij bij den President en Griffier van H. H. M. op een andere wijze was ontvangen als bij mij; dat ik hem moest prævenieren de reden daarvan te zijn, omdat er tusschen de vreemde Ministers en den Raadpensionaris geene ceremonie of étiquette plaats had, dewijl de Raadpensionaris eigentlijk niet was Minister van de Republyk en de vreemde Ministers alleen bij H. H. M. waren geaccrediteerd; dat ook, om diezelve rede, de Raadpensionaris geen contravisite deedt, welke de H^n^ Buitenlandsche Ministers zouden kunnen exigeeren, indien er een etiquette plaats had; dat ik ook den Heer Harris, Ambassadeur zijnde, op geen andere wijze heb ontvangen. — Bij deeze argumenten heeft Tinne nog verscheide andere gevoegd omtrent de visites, die in Frankrijk plaats hadden bij de Ministers, die niet het departement der Buitenlandsche zaaken, maar eenig ander departement hadden. — Caillard heeft dit alles aangehoord en gezegd dat het niet kwaad zou zijn dat hij, Tinne, dit zelfs den Ambassadeur onder het oog bragt; maar deeze, eenig pressante bezigheden voorwendende, kwam het mij eerst vragen, en ik meende geen excuses ten deezen opzigte verder te moeten maaken, waarbij de zaak tot hiertoe gebleeven is, voor zooveel mij aangaat, maar nademiddag deedt de H^r^ Griffier mij de eer aan bij mij te komen en verhaalde dat hij bij den Ambassadeur geweest was en aan denzelven als een temperament of een

soort van reparatie hadt voorgeslagen dat Z. Exc. nog eens bij mij zoude laaten vraagen en dat ik hem dan zoude gaan ontvangen aan de koets en reconduiseeren, met welke propositie de Ambassadeur genoegen genomen had.

Ik heb aan d'H^r^ Griffier (Z. Exc. bedankende voor de moeite die hij uit zig zelfs genomen hadt) gezegd dat ik dien voorslag niet kon accepteeren, zonder stilzwijgend te erkennen dat ik de voorige reis gemanqueerd had, en dat ik dan niet alleen aan d'H^r^ S. Priest gemanqueerd had, maar ook aan den H^r^ Harris, Merode en Alvensleben, die ik op dezelve wijze had ontvangen, terwijl er toen bij mij geen andere ceremonie had plaats gehad, als dat ik was te gemoet gegaan tot in het tweede appartement, de H^n^ had laaten eerst passeeren in 't Cabinet en vervolgens weder uitgebragt tot in het tweede appartement; dat, wanneer ik hiervan afging voor den H^r^ Ambassadeur van Frankrijk, ik een gansche etiquette zou moeten maaken, daar thans alle visites bij mij zonder gêne en zonder omslag waren.

Ik vergeet nog te zeggen dat de Ambassadeur voorgeeft, dat in voorigen tijd zijne predecesseurs door de Raadpensionaris zijn ontvangen en gereconduiseerd. Het kan zeer wel waar zijn, dewijl de H^r^ Steyn alle menschen genoegzaam tot op de straat uitbragt en de H^r^ Van Bleiswijk mogelijk, in 't geval van La Vauguion of Verac, aan de omstandigheden van den tijd wat meer zal toegegeeven hebben.

Ik moet U. D. H. excus vraagen dat ik Hoogdezelve met deeze détails ophoude, maar het zijn zaaken die van consequentie kunnen zijn, omdat men klaar bespeurt dat het prætext van geschil gezogt wordt. Ik soupconneer dat Caillard, in de koets van mijn huis naar den Griffier rijdende, den

Ambassadeur heeft opgezet om die klagten over mij te doen, want toen de H^r S. Priest mij quiteerde, was hij zeer voldaan en scheen niets minder dan intentie tot klaagen te hebben....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

LETTRE MCCCXXX.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. Mêmes sujets.

'sHage, den 2 Juny 1788.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

....De Graaf de St. Priest heeft mij gesegt een ordre te hebben van de Koning om Z. M^s sentimenten te declareeren op het antwoord, laastelijk overgegeeven op de Note van den H^r Caillard. Hij heeft mij niet onduidelijk te kennen gegeeven dat de Koning geen genoegen met dat antwoord konde neemen; dat het 6^e Articul van het tractaet met Engeland onbestaanbaar was met de Alliantie met Vrankrijk en dat men behoorde gevolgelijk dat articul met Engeland te veranderen, hetgeen hij wel voorsag dat moeijelijk te obtineeren zoude zijn en dat men daarom op een ander middel bedagt moest zijn om een gelijk articul met het Hof van Vrankrijk te arresteeren. Ik heb hem gesegt dat hij sulks in een conferentie diende voor te dragen, waarop hij seyde een conferentie aan den Heer president teegen morgen te zullen versoeken, soo als is ook een uur gedesigneert. Ik heb sijn Exc. geprevenieert dat hij sijn propositie in geschrifte dient over te geeven, waarvan de Heeren H. Ho. Mog. gedeputeerden rapport zullen doen. Bij die geleegenheid heeft gem: Heer mij gesegt twee klagten te moeten doen, vooreerst over de receptie, die hij bij den H^r Raadpensionaris had ontfangen, die

hem niet aan de koets had gerecipieert en ook niet tot aan de koets had uitgeleid. Ik heb hem gesegt dat dit mogelijk bij geval en uit ignorantie was geschied, daar ik zeer verseekert was dat de H^r Raadpensionaris seer geéloigneert was om iets in het allergeringste te manqueeren aan het respect aan hem verschuldigt. Hij versogt mij den Heer Raadpensionaris daarover te spreeken en in bedenken te geeven of dat niet geredresseert konde worden door een klein briefje, door den H^r Raadpensionaris aan hem te schrijven, met een klein compliment van excuse, maar ik heb den Heer Raadpensionaris in 't geheel niet gedisponeert daartoe gevonden, sustineerende de Raadpensionaris dat tusschen hem en de H^n vreemde Ministers in 't geheel geen ceremonieel plaats heeft, waarvan geen ander bewijs behoeft als dat de Raadpensionarissen nooit geen contra-visites behoeven te geeven.

De tweede klagte was voor de insolentien die sijne bedienden bij zijn aankomst van 't gemeene volk hadden geleeden. En effectivelijk is het gisteren in die orde niet gepasseert, als het behoorde. Ik heb hem gezegt dat men hem, nog sijne liverey-bedienden, niet vergden Orange Coquardes te dragen, maar dat hij moest sorg dragen dat zij bekent waren; waarop mij gesegt heeft, dat sijne liverey sigtbaar genoeg was en dat die geen liverey droegen, alle met Orange Coquardes voorsien souden zijn. Hij heeft deselve klagten aan den H^r Raadpensionaris gedaan, die weegens Gecommitteerde Raden daarop ordre heeft gestelt. Ondertusschen heeft hij deeze morgen aan den Heer President, den Heer Van Zuyderas [1]), een Memorie ter hand gestelt, die morgen geleesen zal worden en

[1]) Le baron Auguste Robert van Heeckeren, seigneur de Zuyderas, siégeant pour la province de Gueldre de la part de Zutphen.

waarvan de Copye aan U. H. toesende [1]). In 't generael kan ik U. H. zeggen dat de Hr Grave de St. Priest mij is voorgekomen als een man van geboorte, goede opvoeding, die zijn caracter zeer wel weet te souteneeren, die in zijn manieren zeer polit, vriendlijk en meegaande is, maar aan wien, als het er op aankomt, het niet aan hoogheid zal ontbreeken....

H. FAGEL.

LETTRE MCCCXXXI.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionaire de Hollande. Mêmes sujets.

Loo, den 4n Juny 1788.

WelEdeleGestrenge Heer.

.... De toon, op welke de Ambassadeur van Vrankrijk begonnen heeft, toont dat hij niet veel goets voor dit Land in zijn schild voert. Z. Exc. kan niet pretendeeren dat U.W.E.G. hem op een andere wijze recipieert als de Heer Harris, zijnde zij beide egaal, doch ik hadde wel gewenscht dat het attroupement voor zijn Hotel hadde kunnen worden voorgekoomen, en ik approbeere zeer dat daarteegen pracautien genomen zijn....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCCXXXII.

Le conseiller-pensionnaire de Hollande au prince d'Orange. Observations sur l'ambassadeur Français et son entourage.

's Hage, 5 Juny 1788.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst en Heer.

.... Deezen morgen met den Generaal Maillebois spreekende, heb ik hem de eloge gemaakt van de beleefde manieren van S. Priest, maar te gelijk te kennen gegeeven, dat ik vreesde dat hij zig zoude

[1]) Cf. Ned. Jbb. 1788, p. 954.

geëntoureerd vinden door luiden, die hem geen voordeelige denkbeelden van onze Regeering en Regenten zouden inspireeren. Onder andere noemde ik hem du Mas, maar Maillebois verzekerde mij dat de Ambassadeur deeze persoon nog niet gezien hadt en hem zeer zeker geen vertrouwen zouden geeven; dat hij ook gaarn Caillard zoude renvoyeeren en in 't generaal dat hij was in de beste dispositien die men verlangen kon. 'T is te hopen dat de uitkomst daaraan zal beantwoorden....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

LETTRE MCCCXXXIII.

Le roi d'Angleterre au prince d'Orange. Réponse à la lettre du 29 *Février* [1]).

St. James, ce 6me Juin 1788.

Mon cher Cousin. Je ne veux pas laisser partir le Chevalier Harris pour La Haye, sans le rendre porteur d'une lettre de remerciment pour celle que vous m'avez écrite sur le remplacement du Baron Linden par le Baron de Nagell. Je vous aurois écrit plus tôt à ce sujet, si je n'avois pas désiré qu'auparavant le Traité eut été définitivement conclu. J'espère que ce Traité, joint à celui que les Provinces Unies ont fait avec le Roi de Prusse, jettera les fondemens d'un système qui arrêtera les intrigues de l'Autriche et de la France ou du moins les rendra inefficaces. Vous pouves compter sur mon concours à fortifier l'Union si heureusement rétablie et souhaitant votre prospérité et celle de votre Famille, je serai toujours,

Mon cher Cousin,

Votre très affectionné Cousin,

GEORGE R.

[1]) Voir le numéro 1309.

LETTRE MCCCXXXIV.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Bruits de troubles en France. La visite du roi de Prusse.

—

Loo, den 12 Juny 1788.

WelEdeleGestrenge Heer.

.... De tijdingen uit Vrankrijk zullen interessant beginnen te worden, zoo het waar is dat eene revolte in Bretagne en Dauphiné ontstooken is, zoo als mij heeden verzeekert is. Het doet mij leed dat U.W.E.G. niet heeft kunnen herwaarts komen; de Koning van Pruisschen heeft zich zeer na U.W.E.G. geinformeert [1]). Ik kan mij niet genoeg loueeren van de goedheeden van Zijne Majesteit....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCCXXXV.

Le greffier Fagel au prince d'Orange. La garantie du stadhoudérat et des autres fonctions du prince.

—

's Hage, den 24 Juny 1788.

Doorlugtigste Vorst en Heer.

.... Na de Vergadering is een besogne gehouden over het plan van een acte van mutueele guarantie tot maintien van het Erfstadhouderschap, Capitein-Generaal- en Admiraalschap-Generaal vast te stellen. Nagezien hebbende de resolutien van alle de Provincien, heb ik een concept daarvan in conformiteit van de resolutie van Holland en van de andere Provincien daartoe overgegeeven, hetwelk bij alle de Leeden

[1]) Le roi vint d'arriver au Loo le 11 Juin à midi. Voir le récit détaillé du voyage dans les Ned. Jbb. 1788, p. 926—939.

geaggreëert is, sodanig als hetselve copyelijk hierneevens gaat....

Het voorneemen is daarvan rapport te doen aan de Vergadering, een formeele acte daarvan te doen opmaken en hetselve, bij U. H^{ds} weederkomst, plegtig aan U. H. over te leeveren door een Commissie van agt Heeren, deselve die deese Commissie tot hiertoe hebben waargenomen. Bij deese geleegenheid heb ik met goedvinden van den H^{r} Raadpensionaris in bedenken gegeeven of, in een soo solemneel geval als een bevestiging van de Unie van Utrecht, niet een Medaille geslagen behoort te worden om de gedagtenis daarvan te vereeuwigen, eeven als in het jaar 1651 is geschied. Alle de Leeden hebben sulks geaggreëert en is commissoriaal gemaakt de wijse en manier om sulks uit te voeren....

Doorlugtigste Vorst en Heer,

U Hoogheids,

zeer onderdanige en gehoorzame dienaer,

H. FAGEL.

LETTRE MCCCXXXVI.

Le prince d'Orange au greffier Fagel. Le mémoire de l'ambassadeur Français. L'acte de garantie.

Loo, den 29 Juny 1788.

WelEdeleGestrenge Heer.

.... Het schijnt dat het Hof van Vrankrijk prætexten zoekt om zich met de Republicq te brouilleeren. Ik kan ten minsten niet anders verstaan de laatste memorie van den Heer Ambassadeur. Mij dunkt dat het concept antwoord in het generaal zeer goed is en dat hetzelve door U.W.E.G. kleinzoon gesteld is op eene wijze toonende de intentie van H. Ho. Mog.,

om de égards, die zij aan zijne aller Chr. Majt verschuldigt is, gepaert te doen gaen met de digniteit, welke zij aan Hem zelve verschuldigt zijn....

Omtrent de acte van mutueele garantie is mij zeer aangenaem dat eene eenparige resolutie genomen is.... [1])

Ik hadde wel gewenscht dat Vriesland hadde geaccedeert tot de justificatoire resolutie omtrent de memorie van wijleu den Heere Lodewijk van Brunswijk, die zoo sterk mishandelt en zoo onverdient mishandelt is....

W. PRINS VAN ORANGE.

LETTRE MCCCXXXVII.

Le roi de Prusse au prince d'Orange. Remerciements. L'attitude de la France.

Charlotenbourg, le 19 Juin 1788.

Monsieur et très cher frère.

Je ne sçaurés assez témoigner à V. A. S. combien je suis sensible aux marques d'amitié dont Elle m'a comblée durant mon séjour de Loo; il m'a été d'autant plus agréable que j'ai eu l'ocasion de vous y renouveller de vive voix les assurances de mon sincère attachement, avantage que j'avés désiré depuis bien longtemps, surtout en la revoiant dans la situation favorable où Elle se trouve.

J'ai apris avec plaisir que plusieurs provinces ont consenti à l'augmentation des troupes et je ne doute pas que les Etats ne secondent de leur mieux les vues et le zéle de V. A. S. pour remettre les

[1]) Voir les Ned. Jbb. 1788, p. 1088 sqq.

troupes dans l'ordre où elles doivent être pour en imposer à leurs ennemis. L'on voit en toute occasion la mauvaise volonté de la France vis à vis de la République; hors d'état de lui nuire pour le moment, elle ne cherche qu'à pouvoir le faire à la première occasion favorable; cette inaction même de la France est d'autant plus avantageuse à la République, que je ne doute pas que V. A. S. ne la mette à profit pour redonner l'ordre et la force nécessaire à l'armée, pour prévenir du moins qu'à une rupture la France ne profita de sa foiblesse actuelle, si elle devoit durer plus longtemps, pour avoir quelque avantage décidé dès l'ouverture de la campagne, avant même que les alliés de la République aient pu rassembler leurs forces. Ce sera le côté et la forteresse de Mastrik qui demandera le plus d'attention. Il sera donc très nécessaire de tenir cette place en bonne état, de fixer d'avance le nombre des troupes qu'il y faudroit jetter et de convenir d'avance d'un projet pour la manière et l'endroit où l'on rassembleroit l'armée et où, placée dans une bonne position, elle préviendroit les progrès rapides de l'ennemi et donneroit le temps aux Puissances alliées de faire arriver leur troupes, et si sous quelque autre prétexte l'on pouvoit rassembler quelque magazin aux environs du lieu d'assemblée, dont on seroit convenu, cela n'en seroit que mieux.

J'ai encore fort encouragé le Grand-Pensionnaire de seconder les vues de V. A. S. à cet égard, et je ne doute pas que lui, ainsi que le Grand-Trésorier, s'y porteront avec tout le zèle possible. Dès que ces points sont réglé, j'en féliciterés V. A. S. de tout mon coeur, puisque ce sera l'arrangement le plus heureux pour sa sûreté, son avantage et celui de la République.

Vous devés sentir combien je dois m'intéresser moi-même par mon amitié pour vous, pour votre Maison et pour l'intérêt que je dois prendre à mon alliée ....

FRÉDÉRIC GUILLAUME.

LETTRE MCCCXXXVIII.

Le prince d'Orange au roi de Prusse. Réponse. Même sujet.

Loo, ce 30 Juin 1788.

Sire.

....Je crois que ce que V. M. veut bien me dire touchant les sentiments de la cour de France envers cet Etat et sur la nécessité de se mettre en défense n'est que trop vrai. La conduite du comte de St. Priest depuis son arrivée à La Haye et particulièrement le mémoire, qu'il a présenté Vendredi dernier, prouve que cette Puissance cherche Noise. Je ne négligerai rien de ce qui sera en mon pouvoir pour presser la résolution des Etats-Généraux sur le plan de l'armée et je tâcherai, autant qu'il est en moi, de mettre Maastricht en état de défense, et je crois qu'il sera très nécessaire de faire un plan de concert d'opération, si nous sommes attaqué de ce côté. Venlo, Gennep et Wezel sont des places que leur situation et position rendent très importantes. Je pars aujourd'hui pour La Haye et mon premier soin sera de concerter avec les Ministres de cet Etat un plan, que j'aurai l'honneur de soumettre au haute lumière de V. M., sur ce qui pourroit provisionnellement être fait....

GUILLAUME PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCCXXXIX.

Le conseiller-pensionnaire de Hollande au prince d'Orange. La question des finances.

—

Den 9 July 1788.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst en Heer.

U D. H. mij de permissie gegeven hebbende [1]) om mijne idées over de quotes en 'tgeene in het besogne van Vrijdag morgen zoude kunnen gezegd worden, wat nader te developpereen, heb ik de eere hetzelve, zoo kort als mogelijk was, aan U. H. aan te bieden, hetzelve submitteerende aan het juist oordeel van U. H. Ik heb de opgave van de Finantien der provintien alleen bepaald tot die, van welke U. D. H. het requireeren zal, en hiermede wordt weggenomen de sustenue van Utrecht en Friesland [2]), dat Holland dezelve opening moet doen als zij, dewijl U. D. H. kan antwoorden kennis genoeg te hebben van den Staat der Finantien van Holland en, zoo er eenig poinct aan ontbrak, hetzelve altoos te kunnen requireeren.

Ik wensch niet anders dan U. D. H. in deeze gewigtige zaak Hoogdeszelfs Stadhouderlijke relatie en influentie met roem voor U. H. en tot nut van den Staat te zien gebruiken, voor mij geen grooter ambitie hebbende dan met U. D. H. onvermoeide pogingen mede te werken....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

P. M.

Zijn Hoogheid zoude (onder verbetering) kunnen zeggen:

[1]) Une permission orale: il n'y a pas de lettre du prince.

[2]) Voyez les Ned. Jbb. 1788, p. 816, 988. Les députés des provinces venaient de reprendre leurs délibérations sur ce sujet: ibid. p. 1103.

dat met leedwezen vernomen hadt dat de deliberatien van de commissie tot het reguleeren der quotes tot nog toe van die vrugt niet waren geweest dat de afdoening van dit gewigtig poinct binnen kort was te gemoet te zien.

Dat er ongetwijfeld niemand van de Gedeputeerden van de provintien is, die niet volkomen overtuigd is, dat van deeze zaak het staan of vallen van de Republyk afhangt, dewijl het te vergeefs is, welke plans tot veiligheid en verdediging van den Staat worden gemaakt of welk belang de magtige nabuuren onze Geallieerden in onze onafhankelijkheid stellen, indien de Leeden van het bondgenootschap onderling door gebrek van finantien worden terug gehouden, om de contributien tot eigen defentie te helpen draagen.

Dat derhalven geen manquement aan goeden wil de oorzaek kan zijn van het agterblijven deezer wenschelijke zaak, maar alleen de moeilijkheid om genoegzaame gronden te kunnen vinden, waarop het relatyf vermogen van de bondgenooten tot malkander kan gecalculeerd worden.

Dat Z. H. niet onkundig was van de onderscheiden advijsen op dit subject, doch liefst geen van dezelve zoude ophaalen om door de discussie van praferentie der eene opinie boven de andere.

Dat Z. H. in dezelve relatie, als Stadhouder en Hoofd van den Raad van Staate, tot alle de provintien staande, zig volmaakt neutraal moest en ook wilde houden, maar nogthans te veel gevoel had van zijne verplichting, om niet alles aan te wenden wat mogelijk was, ten einde de differenten uit den weg te ruimen en aan den wensch van alle de Leden van het bondgenootschap te voldoen, door het bevorderen van redelijke schikkingen.

Dat Z. H. met dit inzigt de Heeren bij den

anderen hadt verzogt en gemeend hadt in bedenking te moeten geeven of het niet een convenable weg tot schikking zoude zijn, indien (voor een tijd daar gelaaten zijnde de discussien over de opgaave van den Staat der Finantien, door de bondgenooten onderling aan malkander te doen) de Heeren Gecommitteerden van de provintien, van welke Z. H. zoude noodig oordeelen zulks te requireeren, konden gedisponeerd worden, om, binnen zekeren te bepaalen tijd, in handen van Z. H. over te leveren een succincten, maar opregten staat van de Finantien hunner provintie, zoodaanig als zij denzelven, als lieden van eer, zouden kunnen affirmeeren, en op dien voet ingerigt, dat alle de inkomsten van de provintie en de ordinaire lasten daar tegen uit denzelven Staat kunnen worden opgemaakt, en dat het overschot daarvan moet uitmaaken de som, welke yder van die provintien tot de gemeene lasten van de Unie kan contribueeren.

Dat Z. H. hiertegen balanceerende het montant van de lasten van de Unie, oordeelt met vrugt te kunnen opmaaken op hoeveel het jaarlijks te kort over het geheel bondgedootschap moet worden gecalculeerd en vervolgens gaarn zijne Officien zal aanwenden, om, neffens de Heeren Gecommitteerden van de provintien en van den Raad van Staate, zoodanige schikkingen uit te denken, als meest evenredig met het vermogen der provintien zullen geoordeelt worden.

LETTRE MCCCXL.

Le prince d'Orange au duc régnant de Brunswick-Lunebourg. La résolution au sujet de l'affaire de feu le duc Louis.

—

La Haye, ce 18 Juillet 1788.

Monsieur.

.... V. A. sera sans doute informée de la résolution prise au sujet de feu le Duc Louis [1]. J'aurois bien désiré qu'Elle eût pu être prise de son vivant et que la Province de Frise se fût conformée avec les 6 autres; Elle ne s'y est pas opposée, mais, faute d'authorisation de leurs principaux, les Deputés n'ont pas osé prendre sur eux d'y concourir. Si j'avois pu effectuer quelque chose de plus favorable pour ce Prince, V. A. peut être persuadée que je n'aurois pas manqué de le faire, mais cela m'a eté impossible et j'ai dû me contenter de cette résolution telle qu'elle est prise. Si V. A. en désire une Copie, j'aurai l'honneur de la lui faire parvenir....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCCXLI.

Le duc régnant de Brunswic-Lunebourg au prince d'Orange. Réponse. Même sujet.

—

A Bronsvic, ce 27 de Juillet 1788.

Monsieur.

....Quand à l'affaire de feu mon oncle le Duc Louis, je dois m'en rapporter à ce que j'ai eu l'honneur de Lui écrire sur cette matière peu de tems avant le décès de feu mon Oncle. Comme depuis sa mort, mon Oncle, le Duc Ferdinand, a bien voulu se charger, au nom de toute notre Famille, de l'ar-

[1]) Voyez le texte de cette résolution dans les Ned. Jbb 1788, p. 1079—1082.

rangement de l'héritage du feu Duc Louis, je l'informerai de ce que V. A. vient de m'écrire à ce sujet, et je la supplie de me faire parvenir une copie de la résolution qui a été prise, pour que je puisse la communiquer au Duc Ferdinant....

CHARLES G. F. DUC DE BRONSVIC.

LETTRE MCCCXLII.

Le prince d'Orange au duc régnant de Brunevic. Même sujet.

La Haye, ce 30 Aoust 1788.

Je me trouve en bonne possession de la lettre que V. A. a bien voulu m'écrire le 27 de Juillet. J'ai l'honneur de lui faire parvenir la résolution des Etats-Généraux du 27 de Juin, dont Mr le Greffier m'a donné une copie authentique, que je lui ai demandé pour V. A. Elle ne rendroit pas justice à mes sentimens, si Elle n'étoit pas assurée que j'ai fait ce qui est en mon pouvoir pour en faire prendre une plus conforme aux désirs du feu Duc Louis et que, si j'avois pu la faire prendre de son vivant, je n'y aurois pas manqué. C'est surtout dans la Province de Frise qu'il y a eu le plus de difficultez. Si V. A. daigne en parler à Mr de Stamford et Tollius, [1]), qui auront l'honneur dans peu de lui faire leur Cour, Elle pourra être informé de la peine que cela a coûté de réussir à la faire prendre telle qu'elle est. J'aurai l'honnneur d'en écrire au Duc Ferdinand, en réponse à la lettre qu'il a bien voulu m'écrire....

G. PRINCE D'ORANGE.

[1]) Le colonel H. W. baron de Stamford, chargé de l'instruction militaire des princes, Mr Herman Tollius, professeur á Franeker, chargé de leur éducation. En 1788 et 89 ils accompagnaient le prince héréditaire en Allemagne. Voyez le Biogr. Wdb. de Van der A. i.v.

LETTRE MCCCXLIII.

Le conseiller-pensionnaire de Hollande au prince d'Orange. Intrigues à Amsterdam.

's Hage, 4 September 1788.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst en Heer.

Heden morgen is bij G. R. op den eed van secretesse geresolveerd den Procureur-Gen[l]. te committeeren, om illico in persoon informatie te gaan neemen, en desnoods zig te verzekeren van eenige luiden, die actueel bezig zijn met de werving te Amsterdam, waarvan ik de eer gehadt heb Uwe D. H. meermaalen te spreeken: een van deeze persoonen is ten platten lande, maar andere zijn in Amsterdam, en ten dien einde zal de procureur-generaal zig in voorzigtigheid met het officie moeten verstaan.

Ik heb de eer met diep respect te zijn....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

LETTRE MCCCXLIV.

Le conseiller-pensionnaire de Hollande au prince d'Orange. Evidence d'un conplot dangereux à Amsterdam.

's Hage, den 5 September 1788.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst en Heer.

....Nu zal ik de eer hebben, zoo veel de tijd mij toelaat, aan U. D. H. verslag te doen van een gewigtig voorval. Het is U. H. bekend welke berigten er van tijd tot tijd ingekomen zijn omtrent zekere werving te Amsterdam. Men heeft alle mogelijke moeite gedaan om daarvan iets legaals te bewijzen, maar te vergeefs, tot dat gisteren aan de Gecomm: Raaden is geëxhibeerd een brief van zeker persoon

aan een derden geschreeven, om hem te engageeren dienst te neemen onder het corps husaaren van den Heer de Villates[1]. Gecomm: Raden geinformeerd hebbende naar de waarheid van dien brief en de plaats daar die persoon zijn verblijf hieldt (dat opgegeeven wierdt aan de Dorstige Kuil te zijn) autoriseerden aanstonds den Procureur-Generaal om zig van denzelven te verzekeren, alsmede zijne devoiren aan te wenden om Villattes zelfs in handen te krijgen. De Procureur-Generaal heeft zijn exploit prompt en volmaakt verrigt, zoodaanig dat hij den secretaris Villattes zelfs aan de Dorstige Kuil gevonden heeft en met alle zijne bij hebbende papieren gearresteerd in de castelenij van den Hove heeft overgebracht.

Deezen avond zijn wij in het collegie begonnen met de examinatie der papieren en (voor zooveel ik er tot heden toe van gezien heb) is de zaak van veel importantie en denoteert een zeer gevaarlijken toeleg, zoodat er geen de minste bedenking is om den procureur-Generaal verder te autoriseeren het regt van de Hooge overheid van den Hove waar te neemen. Wij hebben reden om den Hemel te danken dat deeze ontdekking gedaan is, en hetgeene hierdoor aan den dag zal komen, justificeert van agteren de vreeze, die sommige heimelijk hadden, dat er wel iets kwaads gebeuren kon in de steeden en plaatsen, die Uwe Hoogheden met haare praesentie stonden te vereeren.

Het blijkt evenwel niet dat de toeleg is geweest met communicatie van het Hof van Frankrijk, maar wel van den Ambassadeur: ook worden er geen voor-

[1]) Le secrétaire de la chambre des successions en désordre (desolate boedels) fut arrêté à Hillegom, accusé d'avoir tenté d'organiser une contre-révolution. Voyez les Ned. Jbb. 1788, p. 1354. Le „Dorstige Kuil" est probablement une auberge.

name persoonen hier te lande met naame genoemd, zelfs zijn alle de gemoveerde Regenten niet van het complot geweest, omdat men ze niet vertrouwde. Alles wordt zeer ingewikkeld en duister voorgesteld, doch het schijnt dat de eerste explosie te Amsterdam zoude geweest zijn....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

LETTRE MCCCXLV.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire de Hollande. La négociation d'un emprunt forcé. L'arrestation du secrétaire De Villattes. Le départ du prince héréditaire pour Berlin.

Dieren, den 7 September 1788.

WelEdeleGestrenge Heer.

....Ik hoope dat morgen U.W.E.G. een afkomst zal kunnen maaken van de geforceerde negotiatie [1]), immers wat aangaat de quaestio an, en het is al verre gebracht, dat zestien Leedn en daaronder de grootste steeden zich favorabel hebben geëxpliceert. Ik denke wel dat de drie overige Leeden zullen toeschieten tot het sentiment der meerderheid. Ik reeken dat de capture van den secretaris De Villattes een groote zaak is, en hope dat hij zijne condigne straffe zal ontfangen en dat zulks aanleiding geeven zal tot groote découvertes, en dat vooral zulks dienen mag om te vereidelen de pernicieuse desseinen der qualijk gezinden en dat daardoor eindelijk de rust in het lieve vaderland zal kunnen worden hersteld.

Mijn zoon is gisteren morgen maar naar Duitschland vertrokken. Die scheiding heeft niet zonder aandoeninge plaats gehad....

W. PRINS VAN ORANGE.

[1]) Voyez la résolution du 13 Septembre dans les Ned. Jbb., p. 1313 sqq.

LETTRE MCCCXLVI.

Le conseiller-pensionnaire au prince d'Orange. La négociation d'un emprunt forcé.

—

's Hage, 8 September 1788.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst en Heer.

Ik heb heden wederom een zeer verdrietige sessie van de vergadering gehadt, en het groote werk van de negotiatie niet verder kunnen brengen dan dat, van de drie ontbreekende Steden, Leiden en Gouda de conclusie zullen aanzien, en Gorcum gedeclineerd heeft, naar ik verneem, met eenpaarigheid van stemmen — mogelijk zullen de Heeren van Gorcum op morgen nader bij komen, maar het manqueeren van de conclusie heden, op een dag, waarop het gansche Publyk dezelve verwagt hadt, doet een onbegrijpelijk kwaad aan de operatie, en het was mogelijk nu even zoo goed dezelve geheel na te laaten. — Ik heb aan H.Ed.Gr. Mog. de waare situatie van zaaken niet verborgen, maar zeer sterk gepraesenteerd het gevaar, waarin het Land zig bevindt, door gebrek aan Finantie, en met alle respect te kennen gegeeven, dat ik voor mij zelven in de onmogelijkheid ben in een dienst te volharden, daar ik al mijne pogingen om den welvaart, veiligheid en luister van de Provintie op te beuren, eensklaps zal verijdeld zien door den val van het publyk crediet; en het zijn ook waarlijk mijne sentimenten, die Uwe D. H. zoude billijken, wanneer dezelve kende al den heimelijken en openbaaren tegenstand, dien ik ontmoet heb in het gansche werk van de Finantie, terwijl het ondertusschen onmogelijk is zonder geld te herstellen al de verwarringen van de laatste jaaren.

Met de zaak van Villates is het nu zoo geschikt, dat G. R. aan de Staaten hebben kennis gegeeven,

dat zij den Procureur-Generaal hadden gequalificeerd het Regt van de Hooge Overheid waar te neemen, zonder bijvoeging voor welken Regter: deeze kennisgeeving is overgenomen door Haarlem en Amsterdam, en 't is te hopen, dat die steden geen reclame zullen insturen, dat G. R. zelfs de judicature exerceeren, als welke veel beter zoude zijn bij het Hof Provintiaal — ik denk, dat Uwe D. H. haast hooren zal, dat Villates getroubleerd is in de harssens, en dat hij diergelijke accessen meermaalen heeft gehadt; mij dunkt, dat ik de beginsels van dat verschoonend argument zie aankomen.

Ik heb de eer....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

LETTRE MCCCXLVII.

Le même au même. Même sujèt.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst en Heer.

De Heeren van Gorcum wederom gepersisteerd hebbende bij hunne weigering, en zelfs de dwaasheid hebbende van een nadere opening te vraagen van de noodzaak eener Negotiatie, ben ik in het onvermogen geweest met de conclusie te vorderen, en is op propositie van de Ridderschap geresolveerd een exhortatoire missive aan de Regeering dier stad te schrijven, terwijl ik den Heer Pens[s] Van Hogendorp geengageerd heb om in Persoon Uwe D. H. verslag te gaan doen van den staat der zaaken, en te solliciteeren, dat uwe D. H., door een missive ostensibel geschreeven aan den een of anderen Heer van die Regeering, gelieve te effectueeren, dat de nieuwe Vroedschap-Leden, welke de meeste oppositie maaken, toch niet wijzer willen zijn dan andere Regenten, en zig niet

verantwoordelijk stellen voor alle de funeste gevolgen, welke zij zelfs niet eens kennen. — Het is mij voorgekomen, dat een duidelijke missive van Uwe H. des te meerder noodig is, omdat men onder de gemeente verspreidt, dat Uwe D. H. niet ongaarne zoude zien, dat er niets van de zaak kwam....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

den 9 Septr 1788.

LETTRE MCCCXLVIII.

Le même au même. Même sujet.

Den 12 September.

Doorlugtig en Hoobgeboren Vorst en Heer.

De Pensionaris Van Hogendorp [1]) heden nog voor de vergadering geretourneerd zijnde, heeft mij verhaald met hoe veel promptitude en empressement U. D. H. zig hadt gelieven te interesseeren bij de Hn van Gorinchem tot bevordering van de groote zaak, waarvoor ik U. D. H. op het eerbiedigste dank betuige. De voorn: Hn waren echter nog niet gereed en hebben verzogt zig op morgen finaal te expliceeren, terwijl ik door een brief van den Hr Van Lom [2]) geïnformeerd ben, dat ik deezen avond een commissie van eenige Heeren uit de vroedtschap te wagten heb, waaronder hij ook zal zijn, om van mij nadere opening te vragen nopens de noodzakelijkheid van deze opera-

[1]) Le pensionnaire de Rotterdam G. K. van Hogendorp, l'ami bien connu de M. Van de Spiegel.

[2]) M. Gérard Van Lom venait d'être élu membre de la magistrature par le grand changement de 1787.

tie, welke Gecommitteerden dan ook in mandatis zullen hebben om de stem van de stad zoodanig uitte brengen, als zij overeenkomstig met deeze ouvertures zullen bevinden. [3])

Ik ben bereid aan de Leden van Staat alle opening te geeven, die ik conform de ordres van den Lande kan en mag geeven, maar ik denk niet geautoriseerd te zijn aan diergelijke commissien meer te zeggen dan ik in de vergadering reeds zoo dikwijls perepresenteerd heb, en het is een singuliere prætensie van jonge Regenten iets meer te requireeren dan zoo veel oude en notable Regenten gedaan hebben. Bovendien is het niet mogelijk hun te bewijzen dat er geen ander middel uitvoerlijk zij, want dit is een negative stelling, die niet beweezen kan worden, zonder de proef genomen te hebben van alle mogelijke middelen, en wanneer er twintig getenteerd zijn, zal het nog even moeilijk zijn te bewijzen dat er geen één en twintigste overblijft.

U. D. H. ziet derhalven dat de Hn van Gorinchem het werk zeer onaangenaam maaken en door hun continueel ophouden een irreparabel nadeel toebrengen aan de operatie zelfs, terwijl, in de onzekerheid van den uitslag, de effecten blijven daalen en nu reeds tot 70 pct. verkogt zijn....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

[3]) Ils finirent pas se laisser persuader et votèrent conformément à l'opinion du conseiller-pensionnaire.

LETTRE MCCCXLIX.

Le duc Ferdinand de Brunswic-Lunebourg [1]) au prince d'Orange [2]). Réponse à la lettre du 30 *Août. La résolution au sujet de l'affaire du duc Louis.*

—

A Magdebourg, ce 12e Septembre 1788.

Monsieur.

Je viens de recevoir la lettre que V. A. a bien voulu m'écrire le 30 Août dernier, ce 3 Septembre ici à Magdebourg. Je reconnois avec les sentimens de la plus vive reconnoissance tout ce que V. A. m'a fait savoir au sujet des affaires de feu mon frère le Duc Louis et je saisis cette occasion pour l'avertir que le Sr Daehne est déjà instruit et autorisé de solliciter les affaires pécuniaires. Selon les assurances que V. A. me donne sur cet article, j'espère que les sollicitations du dit Sr Daehne réussiront et que la Province d'Hollande se déterminera bientôt à païer les arrérages de gages, qui se monteront environs à 80.000 fl. Je suis plus que persuadé que V. A. a fait tout son possible pour faire réussir cette demande et je lui en offre mes plus vives actions de graces.

Je reconnois avec les mêmes sentimens que V. A. s'offre de faire tout ce qui dépendra d'Elle pour obtenir une satisfaction due à feu mon frère des injures qu'on lui a fait si indignement essuyer, et je compte d'avance sur son assistance dans cette affaire, qui est pour moi et pour toute la Famille de la plus grande importance. La résolution du 27 Juin dernier m'est parvenue indirectement. V. A. me dit qu'elle

1) Frère cadet du duc Louis-Ernest de Brunswic-Wolfenbuttel.

2) Cette lettre, de la même teneur que celle au duc régnant (v. n°. 1342), n'a pas été reproduite.

a coûté beaucoup de peine à être prise telle qu'elle est, et pour ces raisons je reconnois que j'en suis redevable à Messieurs les Régens, qui sont des véritables amis du feu Duc, mais je ne puis la considérer que très insuffisante. V. A. conviendra avec moi de cette assertion, si Elle considére que cette résolution ne lève en aucune façon les terribles flettrissures que celles de l'année 1784 ont portées à l'honneur de feu mon frère et, en ne parlant que des bruits calomnieux répandus contre lui, on évite même de les déclarer rondement et nettement pour faux et mal fondés; on se borne à dire qu'il n'en est pas parvenu à L. L. H. H. P. P. aucun fondement de vérité et à déclarer qu'il n'en doit pas être tiré aucune conséquence préjudiciable à l'honneur, à la fidélité et aux bons services de feu mon frère. Comme cette résolution porte plutôt l'empreinte d'un acte de grace que celle d'un acte de justice, comme feu mon frère n'étoit pas dans le cas de demander grace, comme il ne demanda que de la justice, V. A. jugera aisément que la dite résolution est d'autant moins acceptable que, ne portant qu'uniquement sur des bruits et soupçons que des vils calomniateurs ont répandus et suggéré, elle laisse en leur entier les atroces accusations que les auteurs des troubles, qui, comme L. L. H. H. P. P. le disent Elles-mémes, ont mis l'Etat au bord de sa ruine totale, avoient, pour parvenir à leur sinistre but, forgées et mises en avant contre feu mon frère, lesquelles accusations ils avoient extorquées d'un acte très innocent, conclu entre V. A. et feu mon frère dans l'année 1766, et sur les fondemens desquelles ils ont prononcé contre lui une sentence la plus flétrissante et la plus ignominieuse qui auroit pu être prononcée contre le plus grand malfaiteur. Tout individu a droit d'exiger que justice lui soit rendue. C'est

un devoir sacré des Régens de la rendre au moindre de leurs sujets; feu mon frére l'a réclamé à diverses reprises; il a sollicité avec instance d'être entendu dans sa défense; on a été sourd à ses cris et on a exercé vis à vis de lui dans le tems des troubles d'alors un déni de justice, dont il y a peu d'exemples parmi les Nations civilisés. Ces malheureux tems étant passés à cet heure et les auteurs de tant de cruautés et injustices étant dispersés, n'est ce pas le devoir des Régens actuels, leur propre honneur ne l'exigerait-t-il pas de réparer duement ces injures, ces atrocités, d'avouer hautement que ceux, qui en sont les auteurs, en ont agi indignement vis à vis de mon frère; que leurs procédés dans les résolutions qu'ils ont prises contre Lui sont illégaux, injustes et iniques et doivent être annullées et effacées à jamais? Je réclame la justice de V. A., je réclame celle de tous les Régens intègres dans la République. Je les défie s'ils ne sont pleinement convaincu de la vérité de tout ce que j'ai avancé ci-dessus et si le devoir de leurs charges ne leur impose pas l'observation de la première des loix, qui est d'administrer bonne justice, protéger l'innocent et réparer tous les torts qui lui ont été faits. Je ne puis pas douter que Messieurs les Régens ne voudront pas avoir tout l'égard dû à mes justes réclamations, que je fais tant pour moi qu'au nom de toute la Famille, pour la justification d'un Prince illustre, mais infortuné, qui a été maltraité et injurié à toute outrance par une cabale, qui, s'étant proposé le bouleversement général du Gouvernement légal de la République, avoit choisi feu mon frère le Duc Louis pour première victime, parce qu'il leur étoit dans le chemin. V. A. a toujours estimé le feu Duc Louis; je suis persuadé et je ne douterai jamais qu'Elle ne pourra sentir un plus grand con-

tentement, que de voir justifié un Prince innocemment opprimé et lequel Elle a toujours estimé comme un second Père.

Je recommande de nouveau avec instance cette affaire à ses soins efficaces et je saisis encore cette occasion pour assurer V. A. des sentimens de la plus sincère amitié et de la plus haute considération avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Monsieur . . . .

FERDINAND DUC DE BRUNSVIC ET DE LUNEBOURG.

LETTRE MCCCL.

Le prince d'Orange au duc Ferdinand de Brunswick Lunebourg. Réponse.

La Haye, le 20 Septembre 1788.

Monsieur.

J'accuse la réception de la lettre que V. A. a bien voulu m'écrire le 12 de ce mois. Je suis charmé d'y voir qu'Elle rend justice à mes sentimens et à l'amitié que j'ai toujours eue pour feu le Duc Louis, son frère. Elle a bien raison d'être persuadée que je ne pourrai sentir un plus grand contentement que de voir rendre justice à un Prince innocemment opprimé et que j'ai toujours regardé comme mon second Père. Mais qu'il me soye permis de lui représenter que je crois la mémoire du Duc Louis entièrement justifiée et mise à l'abri de tout reproche par la résolution des Etats-Généraux du 27 de Juin. Les Etats-Généraux en s'expliquant comme ils le font au sujet des bruits calomnieux répandus contre le Duc Louis et qui ont servi de base aux résolutions que quelques Provinces ont prises à son sujet, témoignent par là qu'ils considèrent ces résolutions comme

dépourvues de fondement, et je n'envisage pas cela comme un acte de grace, mais comme un témoignage de la conviction intime de Leurs Hautes Puissances, que l'on a fait tort au Duc Louis. V. A. peut compter que je m'employerai avec zèle pour obtenir le payement des arrérages dus au Duc Louis par la Province d'Hollande et je me flatte que l'on prendra les arrangemens nécessaires pour le payement de cette somme, mais cela peut encore trainer quelque temps, vu les formes et tous les différens canaux par où cette affaire doit passer.

Je saisis cette occasion de me recommander à la continuation des ses bontés et l'assurer de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Monsieur....

G. PRINCE. D'ORANGE.

LETTRE MCCCLI.

Le conseiller-pensionnaire de Hollande au prince d'Orange. Faux bruits sur les Pays-Bas Autrichiens.

—

's Hage 24 September 1788.

Doorlugtig en Hooggeboren Vorst en Heer.

De Hr Griffier Fagel op zig genomen hebbende om U. D. H. te informeeren van hetgene ter Generaliteit ingekomen en geresolveerd is, zal Hoogdezelve daaruit met genoegen gezien hebben, dat de allarmeerende tijdingen raakende de Oostenrijksche Nederlanden zig niet confirmeeren. Ik heb ook deezen morgen den Heer Caillard bij mij gehadt, die verklaarde er niets van te weeten, met bijvoeging egter, dat indien er iets diergelijks gebeurde, de Republicq geene rede zoude hebben van zig daarover te ontrusten, dewijl het niet anders zoude zijn dan een

arrangement tusschen Geallieerde, zonder eenig uitzigt op de Republyk. Ik heb niet nagelaaten hem te doen gevoelen, dat dit arrangement nogthans niet onverschillig kon zijn aan de Mogendheden, die belang stellen bij de Oostenrijksche Nederlanden, gelijk hij uit de exempels van vorigen tijd kon afneemen. Hij heeft hierop niet veel geantwoord, maar gepersisteerd dat hij er geen kennis van hadt en vertrouwde, indien er iets aan was, dat men hem niet onkundig zou gelaaten hebben wat hij moest antwoorden, indien er van gesprooken wierdt, en dat hij gisteren aen d'H^r de Montmorin daarover geschreeven hadt....

L. P. VAN DE SPIEGEL.

LETTRE MCCCLII

Le prince d'Orange à M. Harris, devenu Mylord Malmesbury. Offerte de la devise du prince pour les nouvelles armes du pair.

La Haye, ce 7 Octobre 1788.

Mylord.

S. M. Britannique ayant conféré à V. Exc. la dignité de Pair du Royaume et V. Exc. allant prendre apparemment de nouvelles armes, Elle m'obligera de vouloir bien se servir à l'avenir de la devise de ma Maison: je maintiendrai. Après les événements qui ont eu lieu dans ce pays dans le courant de l'année dernière et qui sont dus en grande partie aux bontés du Roi et à la bonne direction de V. Exc., et qui ont eu pour but de conserver et maintenir la vraie constitution de cet Etat, je crois ne pouvoir lui offrir une devise plus convenable....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCCLIII.

Le prince d'Orange au roi de la Grande Bretagne. La nouvelle alliance.

—

La Haye, ce 11 Novembre 1788.

Sire.

....Je saisis cette occasion pour lui témoigner combien vivement je désire que l'alliance qui subsiste àprésent entre le Royaume de V. M. et cet Etat, puisse être perpétuelle et inaltérable et qu'elle puisse se consolider entièrement et devenir une alliance des deux nations. Je crois qu'il seroit à désirer, que pour cet effet les conférences, actuellement interrompues, puissent recommencer et qu'on parvint à faire des arrangements, tant au sujet des Indes que d'un Traité de commerce, qui puissent être avantageuses aux deux nations et dérouter pour jamais les intrigues de toute Puissance quelconque qui voudroit semer de la zizanie entre Elles. Je supplie V. M. d'excuser la liberté que je prends de lui marquer mes sentimens et que je lui avoue avec franchise que le retard des conférences ne fait pas un bon effet dans ce païs-ci.

Daignez aggréer, Sire, les assurances du très profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, ...

G. PR. D'ORANGE.

LETTRE MCCCLIV.

Le prince d'Orange à M. Van Nagell à Londres. L'indisposition du roi.

—

La Haye, ce 14 Novembre 1788.

Monsieur.

Vous verrez par la lettre que je vous écris avec celle-ci, les sentimens de mon coeur touchant l'indis-

position du Roi. Je vous laisse le maître d'en faire tel usage que vous trouverez bon, mais s'il plait à Dieu de disposer du Roi et de l'appeller à lui, je souhaite ardemment que le Prince de Galles ne se departira point du sistème que son père à embrassé et qu'il voudra bien effectuer qu'il se consolide de plus en plus. Je crois que c'est le seul moyen de tenir la balance de l'Europe et de prévenir que l'ouvrage de l'année passée ne s'en aille en fumée, et alors la position des bien-intentionnés dans ce païs est pire qu'Elle n'a jamais été....

G. PRINCE D'ORANGE.

LETTRE MCCCLV.

Le baron Van Nagell à Londres au prince d'Orange. Les dispositions du gouvernement Anglais.

Londre, le 18 Novembre 1788.

Monseigneur.

....Quand aux affaires, Monseigneur, je ne puis rien apprendre à V. A. S. dont Elle ne soit instruite par Mr Gomm [1]). Dans le moment actuel il n'y a pas moien de rien faire. Je puis cependant garantir à V. A. S. que les dispositions de Mr Pitt, de Milord Carmarthen, aussi bien que des autres Ministres, sont conformes aux principes de V. A. S. et des vrais amis de la patrie. Je puis assurer qu'ils désirent avec la plus sincère ardeur de voir renouer et terminer les négociations et, pour jetter tout le jour possible sur cette affaire, je dirais confidentiellement à V. A. S. que les ennemis de Milord Malmesburry lui nuisent bien plus par la tournure, que l'on a donné à l'interruption des négociations, que si on avoit uniquement dit qu'il avoit fait une étourderie. Mr Pitt m'a prié ce

[1]) Le secrétaire de l'ambassade Anglaise à La Haye.

matin de renouveller à V. A. S. son vif désir de concourrir à ses vues et les promesses les plus positives de faire réentamer les négociations dès que la stagnation présente cessera. Il connoit parfaitement bien les impressions que l'on a chez nous.

Je n'ai jamais cessé un moment de les lui représenter et il en est réellement touché, mais d'un autre côté je me flatte, que V. A. S. approuvera ma délicatesse, si je me défends autant que possible de nuire ou de faire du tort à Milord Malmesburry, seule cause de l'interruption survenue.

Le Roi, quoique plus tranquile, n'est pas encore aussi rassi que j'ose dire que la nation entière le désire, mais depuis quelques jours on a une foible lueur d'espérance. L'on assure qu'il y a plus d'un exemple de personnes qui ont été rétablies.

Le parlement s'assemble Jeudi et je crois que ce sera un des parlements les plus complets qu'il y ait eu depuis bien des années; reste à voir si on réussira à faire abbattre et décider la grande question s'il faut un Régent? Ou bien si on pourra effectuer que les chambres s'ajournent pour un certain tems....

A. W. C. NAGELL.

LETTRE MCCCLVI.

Le duc Ferdinand de Brunswic-Lunebourg au prince d'Orange. Réponse à la lettre du 20 Septembre. Même sujet.

Brunsvic, ce 29 Novembre 1788.

Monsieur.

Je me trouve en bonne possession de la lettre dont V. A. S. m'a honoré le 20 Septembre a. c. Cette lettre m'étoit d'autant plus chère, comme elle m'assurat derechef des bontés que V. A. a eu toujours

pour mon cher défunt frére le Duc Louis Erneste, lesquelles Elle veut bien continuer à sa mémoire, mais comme cette lettre même me fit connoitre toutes les difficultés qui pourroient empêcher V. A. d'opérer pour la satisfaction due à mon défunt frère, je le croyois de mon devoir de ne l'incommoder plus pour le moment avec cett' affaire. Neanmoins il me restat toujours présent qu'il étoit une chose inouïe à jamais, que feu mon cher frère, un Prince d'une Maison aussi illustre, qui avoit rendu pendant nombres d'années des services aussi réels et publiquement reconnus pour tels à la République, pouvoit être injurié tellement, comme il a été, par des bruits faux, par des accusations fausses et par des sentences qui n'étoient fondées que sur ces bruits et accusations; qu'on a été sourd à ses plus justes demandes de faire des recherches des imputations qui lui étoient faites et de lui donner une satisfaction due et désirée.

J'ai trouvé à la fin le moment heureux de représenter cette affaire à S. M. le Roi de Prusse et j'ai imploré sa puissante protection pour obtenir que les résolutions prises en 1784 contre feu mon frère le Duc Louis Erneste soyent annullées et biffées des régistres des Provinces,

Comme S. M. trouve que les injustices faites à mon défunt frère sont criants, Elle a donné des ordres précis au Sr Renfner [1]), son chargé d'affaires à La Haye, pour faire toutes les démarches les plus fortes et les plus convenables, pour que feu mon cher frère et la maison, dont il originat, obtiennent une satisfaction exigée à si juste titre.

Je suis convaincu qu'il fera un sensible plaisir à

[1]) Conseiller de légation, chargé d'affaires du roi de Prusse à La Haye après le départ du comte d'Alvensleben. Voyez Ned. Jbb. 1788, p. 1572.

V. A., que S. M. le Roi de Prusse s'intéresse tellement pour cette affaire et qu'Elle voudra bien y coopérer. Le Sieur Renfner, Chargé d'affaires de S. M., est instruit de s'adresser à V. A. Je la prie donc très instamment de le seconder et d'employer tout son crédit et toute son autorité, afin qu'après tant d'obstacles, les demandes les plus justes soyent agréés.

Du reste je saisis cette occasion avec plaisir pour assurer V. A. de la plus haute estime et de la plus parfaite considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur....

FERDINAND DUC DE BRONSVIC ET DE LUNEBOURG.

LETTRE MCCCLVII.

Le baron Van Nagell au prince d'Orange. La maladie du roi. Les sentiments des partis.

Londre, le 21 Novembre. 1788.

Monseigneur.

Je ne puis encore donner à V. A. S. des nouvelles satisfaisantes sur la maladie du Roi; dans le vrai l'état est toujours le même.

Quelques puissent être les suites du malheur dont il a plu au Ciel de frapper pour un tems ce Pays, j'espère qu'un changement de sistème sera la dernière, et je conviens avec V. A. S. que ce seroit la plus facheuse catastrophe. Provisionnellement le Parlement s'est adjourné hier pour quinze jours et il n'y a eu aucun débat. La chambre des communes étoit composée de 450 Membres, parmi lesquels se trouvoit Milord North, quoique 'il soit entièrement aveugli. Ce Ministre, qui a perdu treise colonies en

ce royaume, accumulé [les] dettes nationnales, impôts sur impositions, alliené toute l'Europe contre ce pays-ci, passe à présent chez bien du monde pour un grand personnage et est chanté, vanté, prôné par ceux, qui, pendant son administration, faisoient continuellement la plus amère critique de toute sa conduite. Je ne cacherois pas à V. A. S. que les partisans de ce Ministre et ceux de Milord Stormont sonts les personnages que je craindrois le plus de voir entrer dans l'administration; ni le Duc de Portland, ni Mr Fox, changeront, à moins que je ne me trompe bien fortement, le sistème adopté. Je connois leurs sentiments particuliers et crois pouvoir rendre ce témoignage. Dans tous les cas la présente administration aura une très grande influence; le sistème politique, qu'il a adopté, plait au gros de la nation et je ne crois pas qu'il seroit prudent à un Ministre de vouloir le changer, mais j'avoue, Monseigneur, que les imprudences ne sont pas inconnues et que les suites ont été bien cruelles. Mes voeux sincères se portent à voir consolider de plus le grand ouvrage de l'année dernière et mes foibles efforts seront constamment dirigés pour y contribuer autant que je le pourrois . . . .

A. W. C. NAGELL.

LETTRE MCCCVLIII.

Le baron Van Nagell à Londres au prince d'Orange. Une audience du prince de Galles, le 26 Décembre 1788.

Le Prince de Galles a fait venir ce matin ches lui Mr. d'Albesleven [1]) et moi et nous a accordée

[1]) Philippe Charles comte d'Alvensleben, successeur de M. Thulemeier à La Haye, ensuite ambassadeur Prussien à Londres.

une audience séparée et particulière, à laquelle Milord Malmesbury a assisté.

S. A. R. m'a fait l'honneur de me dire que la raison, pour laquelle Elle nous avoit fait venir, étoit pour nous informer de son sisthème de politique, afin que nous puissions en informer nos cours respectives et prévenir toutes menées ou toutes intrigues qui pourroient tendre à faire soupçonner sa manière de voir; que le sisthème, adopté actuellement par le cabinet de St. James, étoit celui que S. A. R. croioit le plus conforme aux vrais intérêts de l'Angleterre; que les alliances contractées avec la Prusse et la République étoient considérées par S. A. R. comme les plus heureuses et les plus salutaires et qu'Elle ne négligeroit rien pour les maintenir et les cultiver. Elle a ajoutée à Mr d'Albesleven qu'Elle avoit des informations qui donnoient à connoître qu'on intriguoit dans l'Electorat d'Hannover, mais qu'Elle se tenoit persuadée que les Alliés ne permettroient aucune tentavives préjudiciables à ses intérêts. J'ai répondu à S. A. R. que je m'acquiterois avec le plus grand empressement de la commission dont Elle vouloit bien me charger; que j'osois assurer S. A. R. que les sentiments, qu'Elle venoit de manifester, seroient reçu avec autant de joie que de satisfaction; que les sentiments de respect, d'attachement et de reconnoissance, que j'avois eu l'honneur de déposer de la part de L. H. P. aux pieds de S. M., s'étendoient et sur son Alt. Roiale et sur son Auguste Maison et que je me flattois qu'Elle daigneroit s'en souvenir; que, comme S. A. R. vouloit bien donner à connoître l'intérêt qu'Elle prenoit au maintien du systhême établi, je ne pouvois douter ou Elle voudroit bien le consolider de plus en plus et que je prenois en conséquence la liberté de recommander en

temps et lieux à sa protection et à ses soins la confection des deux Traités ébauchés entre l'Angleterre et la République. S. A. R. me fit la réponse la plus gracieuse et daigna m'assurer qu'Elle coopereroit avec le plus grand plaisir à cet important ouvrage. Elle finit par me prier de faire mon rapport de cette conversation au Prince et à la Princcesse d'Orange à Mr le Conseiller-Pensionnaire et à Mr le Greffier, croiant que pour le moment présent la communication à ces illustres et respectables personnes seroit suffisante.

Elle daigna causer ensuite avec moi pendant près d'une demie heure et me congédia, en me laissant pénétré de l'accueil flatteur qu'Elle vouloit bien me faire ....

A. W. C. NAGELL.

LETTRE MCCCLIX.

M. Hartsinck [1]) *à Amsterdam au prince d'Orange. La question de l'abolition de la convention de* 1752.

Amsterdam, 14 December 1788.

Doorluchtigste Hooggeboore Vorst en Heere.

Het tijdstip van de verandering der Regeering langzaamerhand beginnende te naderen en ik mij in de onmooglijkheid bevindende om in dit oogenblik uit Amsterdam te gaan, neem ik de vrijheid mij dienaangaande in geschrifte aan U D. H. te addresseeren. Weinig daagen naa de buitengewoone Verandering der Regeering in het laatst van den jaare 1787, is aan de Leeden van de Conventie, ten minsten aan verscheiden van hun, uit naam van Burgemeesters gecommuniceerd, dat de Heeren Commissarissen van

[1]) L'échevin J. C. Hartsinck, qui devait sa place dans la magistrature aux événements de 1787.

U. D. H. uit Hoogstdeszelfs naam gedeclareerd hadden, dat het U. D. H. aangenaam zijn zou, dat de in den Jaare 1752 gemaakte conventie vernietigd wierd. Ik heb bij die geleegenheid gevraagd of Burgmeesteren niet begreepen dat aan dit verzoek behoorde voldaan te worden, dog tot antwoord bekoomen, dat men alleen in mandatis had mij dit verzoek te communiceeren en zig dierhalven niet verder kon expliceeren. Ondertusschen laat men zig bij alle geleegenheeden uit, dat een man een man, een woord een woord is, en dat men in alle geval meester is het oogenblik, dat de Conventie vernietigd word, een andere van diezelfde aart te maaken, zonder dat U. D. H. daar iets teegen doen kan. Het is er echter verre vandaan, dat al de lieden van de Regeering daaromtrent van hetzelfde begrip zouden zijn. Ik durf inteegendeel U. D. H. verzeekeren, dat verscheiden mijner meede-Regenten met mij van gedagten zijn, vooreerst, dat de Communicatie aan de Leeden der Conventie van het verlangen van U. D. H. ter vernietiging daarvan niet te pas quam, zoo men niet begreepen had, dat men aan dat verzoek diend te voldoen, maar dat men in dat geval aan de Heeren Commissarissen van U. D. H. de reedenen had behooren op te geeven, waarom men vermeende daaraan niet te kunnen voldoen, en ten anderen, dat er zeer veelen (zoo wij vermeenen gegronde) zwaarigheeden zijn teegen alle conventien in het generaal, maar vooral teegen die van het jaar 1752, die direct teegen de Constitutie deezer Stad aanloopt en waardoor de voor de welvaart der Republiecq zoo noodige influentie van het Stadhouderschap geheel belet word, een influentie die het te vreezen is, dat binnen zeer korte tijd weederom zoodanig beperkt zal worden, dat U. D. H. niet zal kunnen beletten, dat de zaaken wederom op de oude voet behan-

deld zullen worden. Het zijn deeze Consideratien die ons doen hoopen, dat de poogingen, die wij reede hebben te gelooven dat er gedaan worden (schoon verre de meeste Leeden der Regeering daar niets van weeten) om U. D. H. te engageeren Hoogstdeszelf toestemming te geeven tot het in stand houden dier Conventie, of tot het maaken eener nieuwe, vrugteloos zullen zijn, immers dat, zoo U. D. H. mogt in twijffel staan over het al of niet afschaffen der Conventie, Hoogstdezelve de goedheid zal gelieven te hebben dienaangaande de gedagten van al de Leeden van Regeering, en wel hun verschillende adviesen over dat poinct, te requireeren, met een opgave van hun, die voor het maaken eener Conventie zijn, van de wijze waarop zij vermeenen, dat zoodaanig een Conventie met het minste gevaar gemaakt zou kunnen worden; U. D. H. zal dan zelf uit de argumenten, die men van weêrszijde ter staaving van zijn Systhema gebruiken zal, best kunnen oordeelen aan wat kant de zuiverste oogmerken zijn en daardoor aan verscheide braave Regenten geleegenheid geeven om openhartig aan te toonen welke de gevolgen van die Conventie geweest zijn en van diergelijke schikkingen altoos zijn moeten. Wij considereeren deeze zaak als het laatste middel dat U. D. H. overig blijft om zig eenige invloed in den Raad en in Burgemeesters Kamer te conserveeren, en U. D. H. kan gerust verzeekerd zijn, dat diezelfde lieden (onder welken ik mij vlijen durf dat U D. H. mij niet een van de minst gezeleerde reekenen zal) die bereid zijn om voor het Stadhouderschap en de conservatie van deszelfs invloed op de Regeering (waarvan het althans nu een uitgemaakte zaak behoorde te zijn, dat de welvaart van de Republicq grootendeels afhangt) alles op te zetten, met de beste intentie van de wereld genoodzaakt

zullen zijn alles met stilzwijgen aan te zien, zonder met vrugt iets te kunnen onderneemen, zoodra men de Regeering weederom zoo afhankelijk maakt van Burgemeesters kamer als dezelve door de Conventie geweest is, een afhanglijkheid die men op dit oogenblik op alle moogelijke wijzen tragt te souteneeren en die, schoon voor het gemeene welzijn minder gevaarlijk, zoo zij zig alleen tot de aangenaamheden van de Regeering bepaalde, buiten teegenspraak echter aller gevaarlijkst is, zoodra dezelve zoo verre gepousseerd word, dat lieden, die zig bij eede verbonden hebben naa hun beste weeten te zullen handelen, belet worden hun gevoelen vrij te uitten en genoodzaakt zijn blindelings de maatregelen van eenige weinigen te helpen uitvoeren. Het is onmooglijk U. D. H. in een missive en detail aan te toonen de onmooglijkheid die er is om op de voet, waarop de zaaken thans staan, van eenig nut te zijn, maar de ondervinding (hoe kort dezelve ook zijn mag) doed mij reeds zien, dat de vrees maar al te gegrond geweest is, die ik de vrijheid genoomen heb U. D. H. door en naa het aanvaarden der post, waartoe het Hoogstdezelve behaagd heeft mij aan te stellen, te betuigen, dat de zaaken weer op dezelfde voet zouden gaan, en dat die lieden, wier attachement aan U. D. H. Persoon en Huis bekend is, de victimes van hun zèle zouden worden. Zoo ik tot die prijs van nut kan zijn, betuig ik voor een alweetend Opperweezen (en ik durf mij vlijen dat U. D. H. mijn gevoelens niet in twijffel trekt) dat ik meer dan voldaan zou zijn mij geheel en al te sacrificeeren, maar ik durf U. D. H. verzeekeren, dat er zelfs onder Hoogstdeszelfs gezeleerdste vrienden zeer weinigen zijn, die die proef zullen uitstaan, tenzij zij de mooglijkheid zien om door U. D. H. protectie en medewerking de overhand te bekomen. Het

eenige middel, dat daartoe overig blijft, is het beraamen van zoodaanige schikkingen, die U. D. H. een directe invloed op onze Regeering bezorgen en het vernietigen van al hetgeen dezelve direct of indirect belet. Zoodra U. D. H. zig van een voldoende invloed op de Regeering verzeekerd heeft, is niets gemakkelijker als zorg te dragen, dat het getal der wel geïntentioneerde vermeerderd word, door alleen zoodaanige lieden te emploieeren, van wier goede intentie en manier van denken men verzeekerd is, en dan moet de aan ieder Regent (om zoo te spreeken) ingeboore oppositie der Amsterdamsche Regeering teegens het Stadhouderschap zijn kragt verliezen en langzaamerhand geheel vervallen, daar in teegendeel de Conventie in weezen blijvende en (hetgeen daarvan een noodzaaklijk gevolg is) U. D. H. geen influentie hoegenaamd op de Regeering hebbende, de partij van hun, die de oppositie teegen het Stadhouderschap uitmaaken, van jaar tot jaar sterker wordt, zoodat binnen zeer korten tijd de weinige goeden geheel en al buiten staat zullen zijn om te beletten, dat het oude Amsterdamsche Systhema prævaleerd (hetgeen reeds, helaas! maar al te veel plaats heeft) en misschien zal U. D. H. dan binnen zeer weinige jaaren wederom aan diergelijke zoo geen erger onaangenaamheden zijn blootgesteld, als die U. D. H. in de laatste jaaren ondervonden heeft, en hoezeer de liefde voor het Doorlugtige Huis van Orange nooit uit de harten van al de Amsterdammers zal werden uitgedoofd, is het echter te vreezen, dat het geringe appui, dat U. D. H. bij deeze Revolutie schijnt te hebben kunnen geeven aan diegeenen, die goed en bloed voor Hoogstdeszelfs belangen hebben opgezet, bij een volgende revolutie (die zig reeds van verre doed zien) verscheide lieden zal terughouden, om hun waare manier van denken aan den dag te leggen.

De verzeekeringen die het U. D. H. meer dan eens behaagd heeft mij van Hoogstdeszelfs vertrouwen te geeven, dat ik mij bij alle geleegenheeden zal toonen waardig te zijn, doen het mij een pligt reekenen deeze consideratien aan Hoogstdeszelfs beeter oordeel met de verschuldigde eerbied te onderwerpen; zij koomen mij van dies te meer aanbelang voor, dewijl aanstaande January weederom drie vaceerende Raaadsplaatsen moeten vervuld worden, en er dierhalven geen tijd te verzuimen is om zig te verzeekeren dat die posten door wel geïntentioneerden vervuld worden; zoo het teegengestelde gebeurd, is de goede partij weederom ses stemmen stemmen ten agteren en is dierhalven zoo veel te minder mooglijkheid om van nut te zijn. Ik neem de vrijheid U. D. H. te sollicitee-ren, bijaldien onverhoopt reeds eenige schikkingen weegens de Conventie gemaakt mogte zijn, ons daarvan, zoo het mooglijk is, te doen prævenieeren, ten einde niet buiten noodzaaklijkheid de welgeïntentioneerden bloot te stellen aan de onaangenaame gevolgen, die hun vrugtelooze poogingen, zoo dezelve niet door U D. H. ondersteund worden, zeekerlijk hebben. zullen.

Ik heb de eer mij in U D. H[s] protectie ten sterkste aan te bevelen en mij met de oprechste gevoelens van eerbied en hoogachting te noemen, ...

I. C. HARTSINCK CZ.

LETTRE MCCCLX.

Le prince d'Orange au conseiller-pensionnaire de Hollande. Une proposition aux Etats-généraux.

—

'S Hage, den 31 December 1788.

WelEdelGestrenge Heer.

Ik zende U.W.E.G. hiernevens een concept-propositie, te doen ter vergaderinge van H. H. Mog. Verzoeke hetzelve aan den Heere Griffier Fagel te willen communiceeren....

W. PRINS VAN ORANGE.

Hoog Mogende Heeren.

Oordeelende dat een van mijne eerste plichten is om alles te doen wat in mijn vermogen is om voor te komen al hetgeene wat voor het lieve Vaderlant nadeelig zoude kunnen zijn en bijzonder om te trachten uit te werken dat de zaeken niet in confusie geraeken, zoo kan ik niet afzijn Uw H. H. M. M. op het krachtigste onder het oog te brengen de schroomelijke gevolgen, die er uit zullen voortspruiten wanneer eensklaps een gedeelte der armee onbetaelt werde gelaeten en daardoor in het geval koomt van te verloopen; welke disordres zijn hier niet uit te verwachten, bijzonder in deeze ongemeene strenge koude, en welk disorder zal zulks niet aan de Republiq veroorzaeken! Wie zal meer troupes in subsidie in het vervolg aen dit Gemeenebest, ingeval van nood, willen geeven, wanneer men ziet dat onder anderen Zwitsersche troupes, die zeker onder de soliedste troupes van den Staet kunnen worden gerekent en zedert lange jaeren in dienst deezer lande zijn geweest, en het eerste bataillon van Hesse-Darmstadt, hetwelk zich noch in den voorleede jaere met zooveel

distinctie van zijn plicht gequeeten heeft, onbetaelt worden gelaeten en uit gebrek van betaelinge koomen te verloopen, en welk effect zal zulks buiten's lands moetan doen doen, bijzonder bij de Mogentheeden die met deezen staet zijn geallieerd?

Het zij mij derhalven geoorlooft U. H. H. M. M. op het ernstigste te verzoeken om den Raet van Staeten te authoriseeren om provisioneel, ingevolge het daaromtrent uitgebrachte rapport, uit het comptoir-generael de nodige penningen tot betaelinge der troupes voor te schieten, immers ten minste voor één à twee heere-maenden, ten einde daardoor de confusie voorgekoomen werde, welke uit het onbetaelt laeten der troupes te verwachten is en voor welke confusie en de daeruit voortspruitende schroomelijke gevolgen ik verklaere onverantwoordelijk te willen zijn, terwijl ik U. H. H. M. M. in tijts gewaerschouwt hebbe en dus niet kan instaen voor hetgeene zal kunnen voorvallen, zoo de nodige maatregulen niet genomen worden om voor de betaelinge der troupes te zorgen.

W. PRINS VAN ORANGE.

ADDENDA ET CORRIGENDA.

Série V, vol III. p. 3, l. 8 et p. 6, signature: lisez: C. van der Oudermeulen.
p. 10, l. 22: niet goed [te] achte, lisez: niet [te] goed achte.
p. 30, note, l. 3: 587, lisez: 887.
p. 35, note 2: Laisée, lisez: Laissé.
p. 40, note, l. 2: 587, lisez: 887.
p. 82, note 2: Laisée, lisez: Laissé.
p. 89, note, l. 6: tacitement, lisez: par les traités avec la France et l'électeur Palatin en 1800 (Voir: W. Moll, de Rechten van den heer van Bergen op Zoom, Gron. 1915).
p. 150, note: saus, lisez: sans.
p. 174, note, l. 2: grieffier, lisez: greffier.
p. 175, note I, l. I: le résolution. lisez: la.
p. 189, note 2: 110, lisez: 1010.
p. 209, note, l. 2: Lodney, lisez: Rodney.
p. 226, note 2: Le sieur Van der Hey est probablement le même, qui fut poursuivi par la justice en 1780 (Voir vol. II, p. 155).
p. 247, l. 6: secrétarie, lisez: secrétaire.
p. 250, souscription: Van Hofstede, lisez: Hofstede.
p. 253, superscription: jurisdiction, lisez: juridiction
p. 297, note: 1075, lisez: 1076.
p. 311, superscription: caussées par, lisez: causées par les.
p. 344, note: numméro, lisez: numéro.
p. 410, note I: Van den Spiegel, lisez: Van de Spiegel.
p. 420, superscription: requis, lisez: requises.
p. 420, note, l. 2: payés, lisez: payées.
p. 474, superscription: dite, lisez: dit.
p. 552, superscription: Van den Spiegel, lisez: Van de Spiegel.

TABLE DES NOMS PROPRES.

(Les noms de princes régnants, comme trop connus, n'ont pas été insérés. Les volumes sont indiqués par les chiffres I, II, III.)

A.

B.

C.

D.

E.

F.

G.

H.

I.

J.

K.

L.

M.

O.

P.

Q.

R.

S.

T.

U.

V.

W.

Y.

Z.